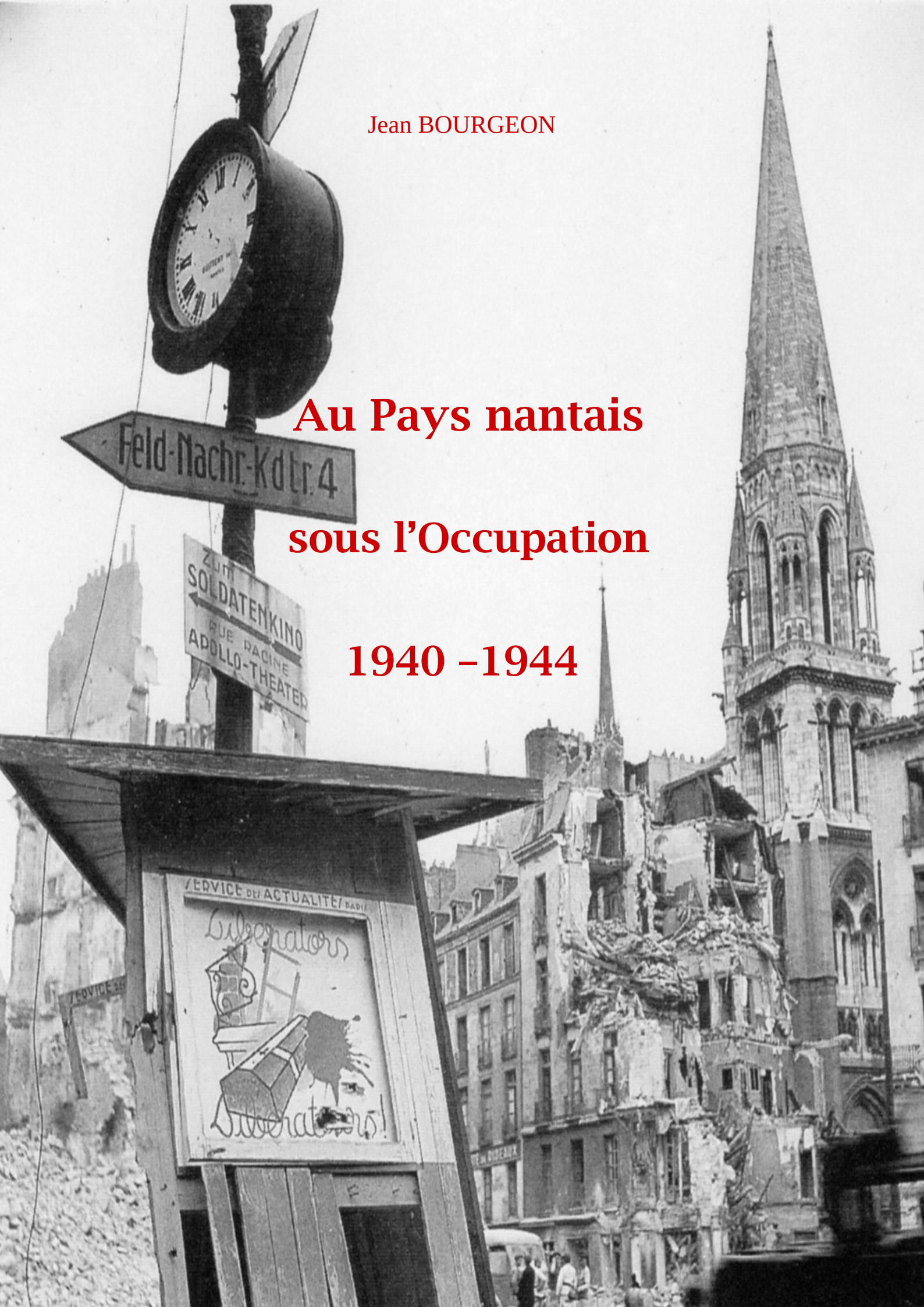
Jean BOURGEON

# Au Pays nantais

# sous l'Occupation

# 1940 –1944



Jean BOURGEON

# Au Pays nantais

# sous l'Occupation

# 1940 –1944

## L'opinion publique en Loire-Inférieure

Page de couverture :
Nantes : place Royale en septembre 1943 (AMN 23 Fi 49)

# Table des matières


| | |
|---|---|
| Avant-propos | 4 |
| Juillet 1940 – Septembre 1940 | 10 |
| Octobre 1940 – Janvier 1941 | 18 |
| Décembre 1940 – Novembre 1941 Monsieur le Préfet aux champs | 34 |
| Janvier 1941 – Septembre 1941 | 46 |
| Octobre 1941 – Décembre 1941 | 67 |
| Janvier 1942 – Septembre 1942 | 79 |
| Octobre 1942 – Février 1943 | 106 |
| Mars 1943 – Septembre 1943 | 126 |
| Septembre 1943 – Décembre 1943 | 145 |
| Janvier 1944 – Mai 1944 | 167 |
| Juin 1944 – Août 1944 | 192 |
| Automne 1944 | 214 |
| Conclusion | 231 |
| Abréviations utilisées | 233 |
| Sources | 234 |
| Bibliographie | 236 |


**Nantes, Septembre 2013**

# Avant-propos

Année après année, de commémoration en « devoir de mémoire », le passé frappe à la porte pour nous rappeler cette période 1940 – 1944 dite de l'Occupation. De discours en raccourcis journalistiques, d'approximations en simplifications pour les besoins de l'écriture cinématographique les enjeux se réduisent à une vision binaire (bien / mal ; résistants / collabos) qui oblige l'historien à s'interroger sur cette relation de ses contemporains au passé et (c'est le but de cet ouvrage) à restituer ce passé dans toute sa complexité en se penchant sur ce que furent les attitudes collectives des Français, des Nantais ici, au cours des années de guerre, comment elles évoluèrent et sous l'effet de quels mécanismes ?

Sur l'Occupation en Loire-Inférieure beaucoup a déjà été dit, écrit, en particulier sur les engagements antagonistes d'une minorité : les résistants et les collaborateurs. Nous avons choisi une approche plus large, plus approfondie, plus complexe prenant en compte les 96 % d'acteurs silencieux qui choisirent de ne pas choisir, de ne pas s'engager et se trouvent ainsi, aujourd'hui, privés d'un statut historique.

Nous avons porté notre attention sur la façon dont la masse disparate des habitants de la Loire-Inférieure, que par facilité de langage nous appellerons **«** les Nantais **»,** observent, jugent le régime de Vichy, son chef, la Résistance, l'occupant et ses affidés les collaborationnistes, la marche de la guerre. Par effet miroir les Nantais nous donnent une image d'eux-mêmes dans la temporalité d'un quotidien difficile, confrontés aux choix douloureux du présent qui engagent l'avenir quand il faudra les assumer face aux générations suivantes.

Tenter d'élucider les phénomènes d'opinion c'est se heurter à de nombreuses difficultés.

Les Nantais déboussolés et meurtris par la défaite de mai-juin 1940 sont confrontés à une double crise :

- Une guerre perdue suivie d'une occupation militaire par une puissance fondée sur une idéologie qu'ils connaissent mal : le nazisme ;
- Une crise politique débouchant sur un nouveau régime niant la République et la démocratie sous la conduite d'un chef au passé glorieux.

Conflit externe (France / Allemagne) et conflit interne (partisans / opposants au régime) se combinent et interfèrent continuellement. Les Nantais vivent la réalité de ces conflits gigognes à travers les prismes déformants d'informations orientées et de leur imaginaire social, passant d'un sentiment à l'autre, mariant des opinions (gaulliste, pétainiste…) qui semblent au Français d'aujourd'hui inconciliables.

Faut-il parler des Nantais tant ils sont divers par les groupes sociaux, l'âge, la culture, tant ils sont divisés entre citadins et ruraux, sans parler pour chacun du poids des expériences ? Ceci met en échec toute tentative de typologie. Quand nos sources évoquent « les paysans », « les ouvriers », « les commerçants », « les milieux catholiques »… on croit tenir une réalité que les intéressés s'ingénient à brouiller tant les individus construisent et reconstruisent l'événement perçu selon des systèmes complexes où le mental et l'émotion jouent un grand rôle obligeant l'historien à la modestie sur la question des attitudes collectives sous l'Occupation.

Il n'y a pas une opinion publique. Elle est multiple et changeante. On peut y percevoir des idées forces, des courants mais qui évoluent. Il est difficile de la quantifier. Nos sources se contentent d'indiquer le plus souvent : « La majeure partie de la population » ; « La grande majorité » ; « Une minorité »… Quel poids donner, quel coefficient attribuer à « Une bonne partie de la population » ? Évaluer l'opinion publique est toujours chose délicate. À l'époque les observateurs ne disposent pas d'outils pertinents. L'IFOP, créée en 1938, est interdite de sondage pendant l'Occupation. Aujourd'hui malgré toutes les ressources de la sociologie et de la science des sondages les erreurs d'appréciation laissent parfois dubitatifs. Dans un pays occupé par l'ennemi et soumis à un régime autoritaire où tous s'entendent pour empêcher la liberté d'expression et manipuler l'opinion c'est encore plus difficile d'avoir une connaissance précise de celle-ci.

La presse n'est d'aucun secours. Instrument de propagande aux mains du pouvoir et de l'occupant elle nous en apprend plus sur les intentions des autorités que sur l'opinion qu'elles essaient de façonner. Comme on le verra la population ne lui accorde aucun crédit. Malgré tout, par ses excès ou ses silences, elle provoque et devient aussi objet d'opinion.

Avertis des difficultés et des limites de l'entreprise penchons nous sur les sources à notre disposition.

Comme les régimes qui l'ont précédés Vichy fait surveiller les citoyens par ses différents services de police afin de connaître, contrôler, prévenir, réprimer éventuellement, les mouvements hostiles. L'État français, s'il s'en méfie, est aussi à l'écoute de l'opinion publique persuadé que la réussite de la Révolution nationale et de la Collaboration passe par l'adhésion de la population. Surveiller – écouter : l'œil et l'oreille du régime dans le département c'est le préfet dont Pétain rehausse le prestige l'érigeant comme le seul représentant habilité de l'État au niveau local et, selon l'expression su secrétaire d'État à l'Intérieur, Marcel Peyrouton : « *agent le plus efficace de notre résurrection nationale* » (circulaire du 15/10/1940).

Tous les mois, ou tous les deux mois selon les époques, le préfet doit faire parvenir à Vichy un rapport sur l'état de son département selon un questionnaire établi le 12 juillet 1940 prenant en compte la situation administrative, économique, financière, sociale. Le 22 octobre le questionnaire gouvernemental est enrichi d'un nouveau chapitre concernant l'opinion publique : « *Le gouvernement doit plus que jamais être constamment tenu au courant de l'état d'esprit public* ». Les questions portent sur :

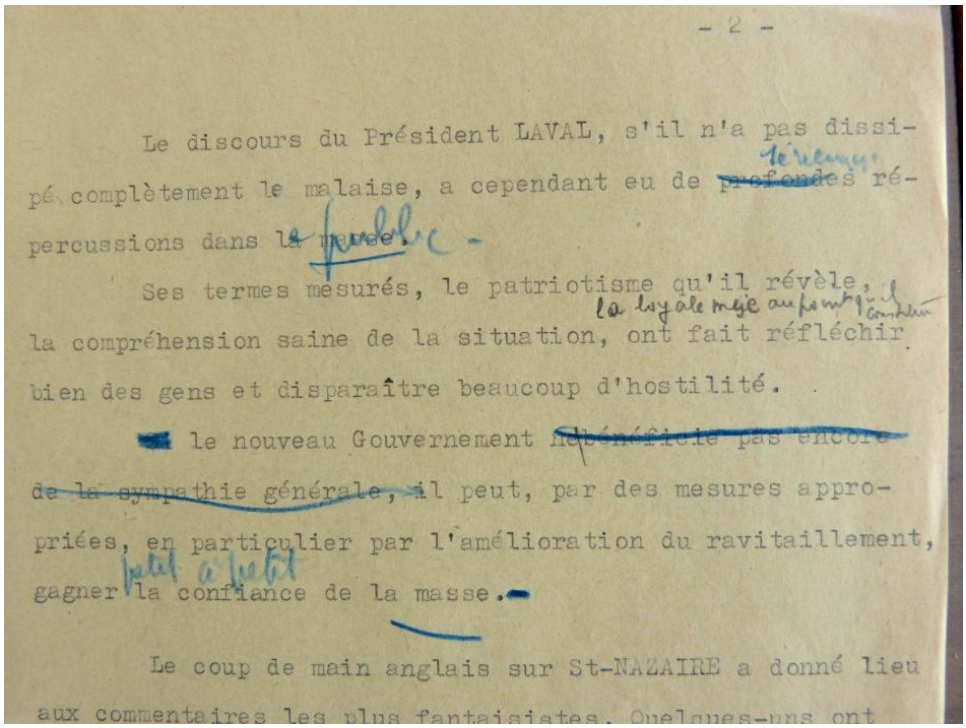
- L'impression produite par l'action générale du gouvernement du maréchal Pétain ;
- L'accueil réservé par la population à chaque décision importante ;
- Les réactions de la population devant les diverses propagandes ;
- Les rapports de la population avec les troupes d'occupation.

Par la suite le questionnaire s'étoffera, s'adaptera au fur et à mesure que Vichy sentira la population lui échapper.

Pour établir son rapport le préfet sollicite les sous-préfets de Saint-Nazaire et de Châteaubriant, le commissaire des Renseignements généraux, le commissaire central de police de Nantes, le commandant de la gendarmerie, les présidents de la chambre de Commerce et de la chambre d'Agriculture, divers hauts fonctionnaires en charge des Ponts et Chaussées, des Douanes… soit 35 personnes. Ce sont autant de rapports qui arrivent sur le bureau du chef de cabinet du préfet qui rédige une première synthèse, sorte de brouillon, que

le préfet partagé entre le devoir d'informer ses supérieurs de la situation réelle de son département et le désir de ne pas déplaire annote, corrige, biffant ici, édulcorant là pour établir le rapport définitif qui sera envoyé à Vichy via la préfecture régionale d'Angers.

Les recoupements et comparaisons entre les rapports émanant des différents services avec la première synthèse réalisée par le cabinet du préfet puis avec la version définitive sont riches d'enseignements sur l'opinion des habitants du département mais aussi sur la construction du discours officiel et l'état d'esprit du préfet. Celui-ci quand il masque ou déforme la réalité pointe pour nous les vérités qui dérangent.



- 2 -

Le discours du Président LAVAL, s'il n'a pas dissipé complètement le malaise, a cependant eu de ~~profondes~~ le recul ré-percussions dans ~~la masse~~ le public -

Ses termes mesurés, le patriotisme qu'il révèle, la loyale mise au point, l'appel à la compréhension saine de la situation, ont fait réfléchir bien des gens et disparaître beaucoup d'hostilité.

~~Si~~ le nouveau Gouvernement ~~ne bénéficie pas encore de la sympathie générale,~~ il peut, par des mesures appropriées, en particulier par l'amélioration du ravitaillement, gagner petit à petit la confiance de la masse.

Le coup de main anglais sur St-NAZAIRE a donné lieu aux commentaires les plus fantaisistes. Quelques-uns ont

Extrait du rapport de synthèse du 1e mai 1942 rédigé par le chef de cabinet. Le préfet a corrigé quelques passages. Ainsi la phrase : « *Si le nouveau gouvernement ne bénéficie pas encore de la sympathie générale, il peut par des mesures…* » devient, après rature au crayon bleu : « *Le nouveau gouvernement peut par des mesures…* ». (ADLA 1693 W 48)

Est-ce à dire que les renseignements fournis par les fonctionnaires départementaux au ton plus libre, plus cru parfois, expriment mieux l'opinion de la population ? A ce niveau-là aussi les calculs carriéristes ne sont pas absents et il arrive que l'idéologie du rédacteur établisse inconsciemment une échelle de valeurs qui transparaît dans le rapport. La vigilance critique s'impose à chaque instant.

La qualité des sources officielles sur la surveillance de l'opinion dépend aussi de la condition de leur collecte.

Le commandant de la gendarmerie établit son rapport mensuel en s'appuyant sur les renseignements fournis par les brigades installées dans les cantons et rend mieux compte de l'état d'esprit des ruraux que les services de police concentrés dans les villes.

Les Renseignements généraux, même s'ils sont censés couvrir l'ensemble du département, travaillent essentiellement sur Nantes et sa banlieue, quelques inspecteurs étant occasionnellement détachés dans un canton pour préparer la visite du préfet ou enquêter sur quelque affaire. Les effectifs des Renseignements généraux nantais augmentent tout au long de l'Occupation permettant une couverture intéressante de l'opinion urbaine. En 1942 le commissaire principal peut compter sur 12 inspecteurs puis sur 29 en 1944. Ils sont divisés en équipes les unes spécialisées dans le renseignement politique avec un partage des tâches (mouvements collaborationnistes, parti communiste, syndicats…), les autres chargées des

enquêtes sur le ressenti des événements, décisions, personnalités… en écoutant les conversations à la porte des usines, sur les marchés, dans les files d'attente des magasins, les cafés… Le sous-préfet de Saint-Nazaire tient ses informations de la police municipale et d'un commissaire des Renseignements généraux assisté de quatre inspecteurs. Le sous-préfet de Châteaubriant ne disposant d'aucun inspecteur des R.G. pour juger de l'opinion publique de son arrondissement ne peut compter que sur ses relations, en particulier avec les maires, mais reconnaît-il : « *Ces conversations personnelles* [sont] *certainement dépourvues de la part de mes interlocuteurs de la sincérité dont ils hésitent à faire preuve en présence d'une personnalité administrative* » (20/04/1944).

Faute de moyens et de méthode nos rapporteur, plus que de dresser un état précis de l'opinion publique au sens où nous l'entendons aujourd'hui sondages et analyses sociologiques à l'appui, font part le plus souvent de leurs points de vue, de leurs ressentis sur l'état d'esprit de la population. Toutes ces observations ne remettent pas en cause la valeur de nos sources mais imposent la prudence dans leurs interprétations.

Pour comprendre les réactions de l'opinion publique telles que nous les révèlent les différents rapports il faut faire un détour préalable par l'imaginaire social des Nantais, prisme à travers lequel ils vivent la réalité des faits et construisent leurs représentations mentales. À l'été 1940 il est peuplé des apports d'une histoire longue et de plus en plus agitée à l'approche de la guerre.

Dans les années 1930 la Loire-Inférieure est encore un département rural organisé, non sans réticences ni oppositions, autour de Nantes et de son extension portuaire Saint-Nazaire. Au conservatisme des campagnes né d'une longue opposition à la Révolution et entretenu par un clergé omniprésent appliquant un catholicisme intransigeant et intégral, s'oppose les tendances progressistes, les mœurs plus libérées des milieux urbains très diversifiés. Les tensions politiques sont d'autant plus vives que le Comité de la droite, qui organise le courant conservateur, est aux mains des royalistes dirigés par le marquis Henri de La Ferronnays, député-maire de Saint-Mars-la-Jaille et président du Conseil général. Même si les électeurs conservateurs et catholiques ne sont pas royalistes ils subissent l'emprise de ces notables grands propriétaires terriens qui en contrôlant les syndicats agricoles, la vie municipale et la presse rurale entretiennent refus ou méfiance envers la République et ses valeurs, rejet de la science et de la ville considérée comme lieu de perdition. Ville où les milieux républicains modérés sont déstabilisés par la montée de nouvelles forces politiques appuyées sur une classe ouvrière nombreuse et remuante.

En 1936, l'arrivée du Front populaire au pouvoir est perçue par le monde ouvrier comme une victoire mais dans les milieux conservateurs comme un retour de la Révolution française teintée cette fois-ci de bolchevisme. Les ruraux y voient une menace pour la propriété et la religion. Pour eux la guerre d'Espagne n'est que le prélude de la guerre civile qui frappera bientôt la France. La gauche et les milieux républicains, divisés sur la question espagnole, vivent le renforcement des ligues et mouvements d'extrême-droite dans la psychose du coup d'État. Lors de l'hiver 1937–38 une vague de délations déferle sur le département : espions, comploteurs, dépôts d'armes surgissent de l'imagination des républicains des campagnes angoissés par leur isolement dans un milieu conservateur hostile.

La montée des périls extérieurs loin de provoquer un réflexe d'union nationale exaspère et divise. Le souvenir obsédant de l'hémorragie de la Grande-guerre conjugué aux lourdeurs du vieillissement démographique incite les uns au pacifisme quand d'autres tiennent des propos guerriers. Les partis politiques sont en proie aux divisions. Le doute s'installe partout même chez certains partisans du système libéral qui regardent étonnés les succès des régimes fascistes et se demandent si un État fort ne vaut pas mieux qu'une démocratie libérale, si un chef n'est pas préférable aux inconstances du régime parlementaire. Beaucoup perdent leurs repères.

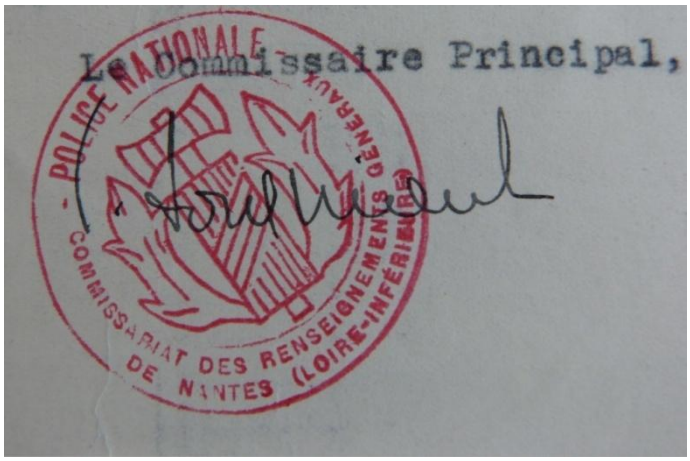
La signature du pacte germano-soviétique le 23 août 1939 suivie de l'entrée en guerre répand un goût amer de trahison et fait l'unanimité, toute tendance confondue, contre le parti communiste, interdit le 26 septembre. L'anticommunisme déjà important dans la région s'en trouve décuplé.

C'est à travers un imaginaire empli de ces clivages, de ces conflits, de ces doutes, de ces angoisses parfois venus de loin que les Nantais vont percevoir les événements des années d'Occupation et les interpréter en fonction de leur sensibilité propre.

Avant, ils subissent la « drôle de guerre » qui par son inaction, ses rumeurs, sa propagande fallacieuse « *Nous vaincrons parce que nous sommes les plus forts* », crée une logique démobilisatrice et laisse la population désemparée face à la défaite écrasante, à la débâcle inattendue. En quelques semaines une puissance impériale, un État en apparence solidement en place s'effondrent disqualifiant d'un coup le régime, les hommes politiques et leurs discours antérieurs contredits par l'événement. Les Français se sentent trompés, abandonnés. Chacun a été atteint dans son amour propre, a perdu confiance en lui-même et dans la nation à qui il appartient.

La prise du pouvoir par Pétain en ce mois de juin 1940 donne à la population désemparée l'impression qu'elle peut échapper au vertige du vide. Un mythe s'installe que les Français mettront longtemps à désarticuler.

On ne peut comprendre les réactions de l'opinion nantaise, ses atermoiements, ses ambiguïtés pendant l'Occupation si on ne les met pas en perspective avec les évolutions qui se sont passées antérieurement.




Cachet du commissaire central de police de Nantes portant l'effigie de la République qui a disparu du cachet du commissaire des Renseignements généraux remplacée par la francisque. (ADLA).

# Avertissement

L'opinion réagit aux événements locaux, nationaux, internationaux. En l'analysant nous déroulons l'histoire de la Seconde guerre mondiale vue de la Loire-Inférieure sans chercher à en faire un récit complet ni détaillé. Si pour faciliter la compréhension du lecteur des informations essentielles sont fournies nous ne revenons pas sur certains faits et personnages supposés connus de tous.

Nous avons choisi de présenter des citations nombreuses et parfois longues pour permettre de mieux apprécier la tonalité particulières de chaque rapporteur, les nuances de son style révélatrices des difficultés de sa tâche ou de ses ambiguïtés personnelles.

Les citations portent la date du rapport dont elles sont extraites pour juger du recul, pris ou non, par le rapporteur. Cela permet aussi d'apprécier plus justement la réaction de l'opinion surtout lors d'événements dramatiques (attentats, exécutions, bombardements…) où l'émotion, très forte au moment des faits, s'amenuisent plus ou moins vite avec le temps.

Tous les rapports utilisés sont conservés dans les cartons d'archives dont les cotes sont indiquées à la fin de l'ouvrage. Ils y sont classés année par année et mois par mois.

# Juillet – septembre 1940

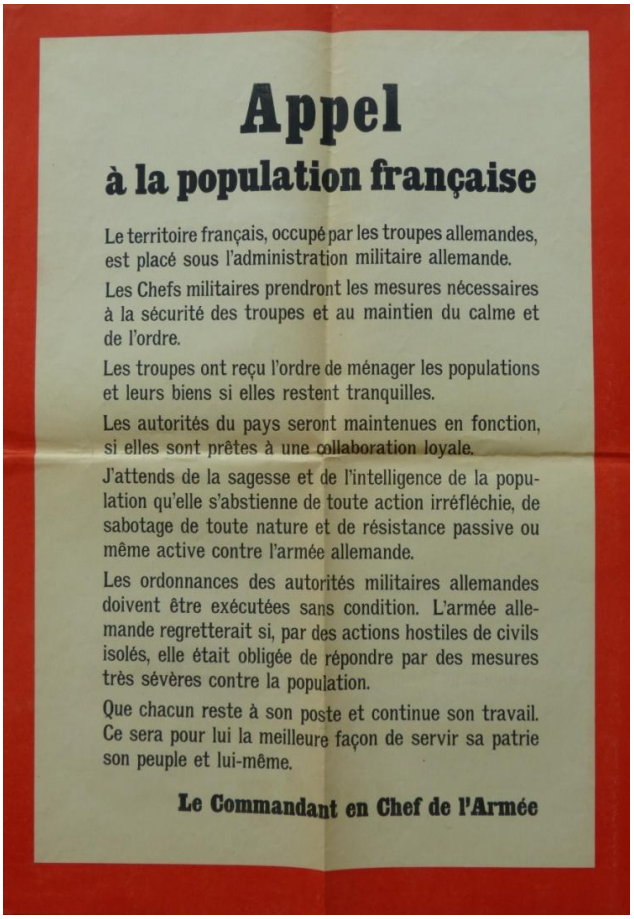
Les premiers mois de l'Occupation sont ceux sur lesquels les archives du cabinet du préfet nous donnent le moins d'informations quant à l'état de l'opinion publique. Il faut en effet attendre le 22 octobre 1940 pour qu'une circulaire du secrétaire d'Etat à l'Intérieur (Peyrouton) demande aux préfets de rajouter aux rapports qu'ils lui adressent sur la situation économique, sociale et administrative de leur département une rubrique intitulée : « Mentalité de la population ».

Même si l'opinion publique n'est pas encore un sujet d'observation et que l'on ne mentionne pas systématiquement ses réactions face aux événements nationaux et internationaux comme on le fera par la suite les préfets et ceux qui les renseignent (sous-préfets, chambres de commerce, services de police…) font allusion parfois, lors de l'évocation des conditions de vie de la population, à l'état d'esprit de celle-ci.

**Le choc de la défaite**

Les habitants de la Loire-Inférieure, comme les autres Français, ont vécu la Drôle de guerre dans l'illusion de la victoire. C'est incrédules qu'ils apprennent l'offensive allemande du 10 mai 1940 sur la France, la Belgique, le Luxembourg et la Hollande. Ils n'en mesurent pas la fulgurance, la presse sous contrôle minimisant ou falsifiant la réalité. La guerre va leur arriver par le train d'abord y compris dans les campagnes où les anciens omnibus sont remis en service pour l'occasion. Il s'agit de réfugiés venant de Belgique puis du Nord de la France, familles désemparées qui racontent une défaite mais que l'on n'entend pas. Le 5 juin les Allemands franchissent la Somme, l'armée française est en déroute, l'ennemi entre à Paris le 14 juin. Le gouvernement français réfugié à Bordeaux se déchire. Paul Reynaud, président du Conseil, démissionne le 16 juin. Le maréchal Pétain le remplace ; il a 84 ans.

Le pays est en déliquescence. Par toutes ses routes il se vide de sa substance. C'est l'exode : 8 à 10 millions de personnes fuient devant l'armée allemande. À Nantes, jour et nuit, camions, camionnettes, autos couvertes de matelas et de paquets, charrettes, bicyclettes, foule compacte de piétons portant valises, poussant landaus, charrettes à bras, brouettes… dévalent la route de Rennes et se ruent vers le sud. L'armée en retraite se mêle à cette cohue avec les véhicules les plus disparates : bateaux du Génie d'Angers, auto-mitrailleuses belges, chasseurs ardennais cyclistes… Emporté par ce tourbillon l'État-major quitte Nantes imité par la Banque de France, qui emporte tous ses fonds, et la Trésorerie générale qui brûle avant de partir 25 millions de billets privant banques et administrations de numéraire.



**Appel**

**à la population française**

Le territoire français, occupé par les troupes allemandes, est placé sous l'administration militaire allemande.

Les Chefs militaires prendront les mesures nécessaires à la sécurité des troupes et au maintien du calme et de l'ordre.

Les troupes ont reçu l'ordre de ménager les populations et leurs biens si elles restent tranquilles.

Les autorités du pays seront maintenues en fonction, si elles sont prêtes à une collaboration loyale.

J'attends de la sagesse et de l'intelligence de la population qu'elle s'abstienne de toute action irréfléchie, de sabotage de toute nature et de résistance passive ou même active contre l'armée allemande.

Les ordonnances des autorités militaires allemandes doivent être exécutées sans condition. L'armée allemande regretterait si, par des actions hostiles de civils isolés, elle était obligée de répondre par des mesures très sévères contre la population.

Que chacun reste à son poste et continue son travail. Ce sera pour lui la meilleure façon de servir sa patrie son peuple et lui-même.

**Le Commandant en Chef de l'Armée**

Juin 1940 : les autorités d'occupation appellent au respect de l'ordre sous peine de sanctions. (ADLA 1693 W 59)

Le mercredi 19 juin, en fin de matinée, les premières unités motorisées allemands entrent à Nantes par la route de Rennes.

Plus tard, le préfet écrira : « *La pénétration allemande s'est opérée peu de jours avant l'armistice, comme une promenade. Le petit nombre de destructions et les pertes infimes de vies humaines ont surpris les gens qui s'attendaient à une résistance à tout prix* ».

Si l'envahisseur n'a pas eu à combattre une armée française en déroute, ses avions n'en bombardèrent pas moins les nombreuses troupes anglaises présentes dans la région et alors en train de se replier sur Saint-Nazaire. A Blain une vingtaine de maisons sont détruites le 17 juin faisant 19 morts ; à Saint-Nazaire et Mindin d'autres maisons sont bombardées dans la nuit du 19 au 20 juin ; il y eut 12 morts. Plus grave : le 17 juin les bombardiers allemands coulèrent au large de Saint-Nazaire le navire Lancastria où venaient d'embarquer pour l'Angleterre environ 5000 soldats britanniques. Plus de 3000 périrent. Cruelle amnésie préfectorale.

Le 19 juin à Nantes c'est une population sous le choc de la défaite qui regarde, au bord du trottoir, passer les vainqueurs. Ceux-ci se regroupent place Saint-Pierre, rue du Roi-Albert, sur les cours Saint-Pierre et Saint-André. Des badauds s'approchent, risquent quelques mots. Les caméras de la propagande allemande filment la scène.

Robert Badinter, alors âgé de 11 ans et demeurant rue du Château, se souvenait en 2006 : « *Dans le silence de la ville désertée, j'ai entendu arriver le side-car. Les soldats se sont arrêtés. L'un d'eux a enlevé son casque. Je les ai entendus éclater de rire, un rire immense, qui m'a poignardé le cœur. C'était le rire du vainqueur. Je l'entendrai toute ma vie.* » (Journal Ouest-France)

Le soir à 18 h sur ordre du commandement militaire allemand les cafés ferment. Déjà dans l'après-midi les bureaux de Poste ont été fermés et le téléphone coupé. Collées sur les murs des affiches imprimées en Allemagne annoncent : couvre-feu de 22 h à 6 h. Le lendemain 20 juin une nouvelle affiche apprend aux Nantais qu'il leur faut régler leurs horloges à l'heure de Berlin et avancer le couvre-feu à 20 h c'est-à-dire 18 h heure ancienne. Le commissaire des Renseignements généraux écrit au préfet que l'imposition du couvre-feu a été acceptée « *sans récrimination* ».

VILLE DE NANTES

CHANGEMENT de l'HEURE

(Décision de l'Autorité d'Occupation, Art. XVIII)

Les horloges et les montres doivent être

avancées d'une heure

Ainsi donc à MIDI (heure française) elles marqueront 13 HEURES.

NANTES, le 21 Juin 1940. Le Maire : A. PAGEOT.

L'Occupation est aussi une dépossession du rythme intime du quotidien. (AMN 6 Fi 3942)

La fin du mois de juin se passe dans la confusion, y compris au plus haut niveau départemental. Edmond Duméril, interprète de la préfecture écrit dans son journal [1] : « *Dimanche 23 juin – Le préfet, M. Leroy, m'a déclaré qu'il ne comprenait rien à la situation : samedi à 18 h 50 l'armistice a été signé avec l'Allemagne mais il ne l'est pas encore avec l'Italie. Le général de Gaulle, passé en Angleterre, s'est élevé hier contre la capitulation et a formé un cabinet à Londres. Il a été destitué aussitôt par Pétain. Il y aurait en Algérie un troisième gouvernement français avec Paul Reynaud* ».

[1] Journal d'un honnête homme, présenté par Jean Bourgeon Éditions de l'Albaron, 1990.

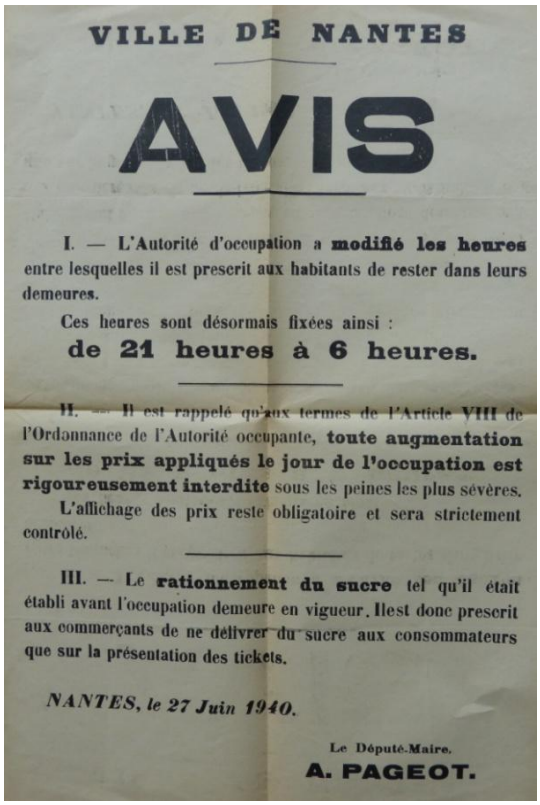
Le téléphone et le télégraphe sont coupés, les journaux ne paraissent plus. Seule la radio permet de garder le contact avec le monde extérieur mais la radio française se tait le 26 juin. Les Nantais ne savent rien des conditions de l'armistice ou d'une éventuelle reprise des combats.

Dans les campagnes les troupes allemandes ont pris possession des services publics des petites villes et des gros bourgs, occupent les bureaux de Poste pour se réserver téléphone et télégraphe, bloquent le trafic ferroviaire, interdisent ou limitent la circulation automobile.

Bloqués dans leur fuite 250 000 réfugiés s'éparpillent dans le département. Il faut les loger, les nourrir. On réquisitionne les écoles et les bâtiments publics que les Allemands n'occupent pas. Les maires sont débordés. Ils doivent faire face à l'exaspération d'une population en plein désarroi et aux exigences de l'occupant. « *La méconnaissance par les Allemands de l'organisation administrative française les avait amenés les premiers temps à ne reconnaître que l'autorité des maires* » écrit le sous-préfet de Châteaubriant qui rajoute, le 20 juillet : « *Les Allemands semblent considérer les Français comme leurs employés, sans vouloir admettre qu'ils dépendent toujours du gouvernement français et ont pour mission de défendre les intérêts des populations civiles* ». Pour des propos trop vifs envers un officier allemand le sous-préfet de Châteaubriant est arrêté et incarcéré du 29 juin au 2 juillet.

**Les cartes d'alimentation**

Les conditions de l'armistice, l'appel du général de Gaulle, la poursuite de la guerre entre l'Allemagne et l'Angleterre… aucun document officiel ne nous renseigne sur ce qu'en pense ou dit la population. Celle-ci privée de journaux et encore peu habituée à écouter les radios étrangères se concentre sur les problèmes du quotidien.



VILLE DE NANTES

AVIS

I. — L'Autorité d'occupation a **modifié les heures** entre lesquelles il est prescrit aux habitants de rester dans leurs demeures.

Ces heures sont désormais fixées ainsi :

**de 21 heures à 6 heures.**

II. — Il est rappelé qu'aux termes de l'Article VIII de l'Ordonnance de l'Autorité occupante, **toute augmentation sur les prix appliqués le jour de l'occupation est rigoureusement interdite** sous les peines les plus sévères.

L'affichage des prix reste obligatoire et sera strictement contrôlé.

III. — Le **rationnement du sucre** tel qu'il était établi avant l'occupation demeure en vigueur. Il est donc prescrit aux commerçants de ne délivrer du sucre aux consommateurs que sur la présentation des tickets.

*NANTES, le 27 Juin 1940.*

Le Député-Maire.

**A. PAGEOT.**

27 juin 1940 : couvre-feu, hausse des prix, rationnement… s'imposent dès les premiers jours comme des permanences de l'Occupation. (ADLA 1693 W 59)

Fin juin, dans les grandes villes, l'économie qui s'était figée lors de l'invasion ne redémarre pas. La paralysie des transports en est la cause principale. Si quelques ponts ont été détruits (Mauves, Thouaré…) les réseaux ferroviaires et routiers, les ports de Nantes et de Saint-Nazaire sont intacts. Mais l'occupant, pour des raisons militaires, bloque la circulation et puise abondamment dans les stocks de carburants. Au-delà des moyens de transport, la pénurie d'essence et de pétrole menace la pêche et ses industries dérivées (conserveries) ainsi que les boulangeries que le préfet incite à revenir aux fours à bois.

La pénurie menace aussi les produits importés (sucre, café, savon, huiles…) et le charbon qui vient ici à 90% d'Angleterre. Précieux charbon qui sert aussi bien à l'industrie (forges de Trignac…) qu'aux transports (locomotives) à la fabrication du gaz de ville et aux besoins domestiques (cuisine, chauffage). Les industries métallurgiques de Nantes et de Saint-Nazaire « *entièrement consacrées aux travaux de la guerre… sont maintenant complètement arrêtées* » (président de la Chambre de commerce). Les Allemands ayant réquisitionné tout le ciment disponible pour leurs besoins militaires, les travaux publics sont aussi à l'arrêt. Le chômage se généralise.

La fuite de la Banque de France et de la Trésorerie générale provoque une pénurie monétaire que le préfet essaie de conjurer en créant, le 22 juin, un « Institut départemental d'émission de papier monnaie » qui permet dans un délai très court de satisfaire les besoins de la population et des établissements de crédit. Jusqu'au 12 juillet, date du retour de la Banque de France à Nantes, 150 000 millions de francs sont émis.

Billets émis par le département de la Loire-Inférieure en juin 1940 pour faire face à la pénurie monétaire provoquée par la fuite de la Banque de France (Coll. part.)

Juin 1940 : le reichsmark a désormais cours obligatoire à côté du franc. (Coll. part.)

Mais le franc est concurrencé par la monnaie de l'occupant. Dès le 19 juin l'armée allemande a fait apposer sur les murs, dans tout le département, des affiches annonçant que le reichsmark aurait désormais cours obligatoire en France : 1franc = 5 pfennigs. Les soldats allemands touchant 2 marks par jour (plus la haute paye de combat quand il y a alerte) peuvent à peu de frais dévaliser les magasins. « *Dans tous les magasins la demande a été et continue d'être très active à ce point que beaucoup déjà sont sur le point d'être vides de leurs marchandises* » écrit au préfet le trésorier payeur du département le 18 juillet. Le président de la Chambre de commerce renchérit : « *L'armée d'occupation fait des achats considérables avec les reichsmarks distribués aux soldats. De ce fait certains approvisionnements, notamment d'articles féminins sont totalement épuisés* » (26/09/1940).

Plus que la pénurie de lingerie féminine ce qui inquiète la population des grandes villes de Loire-Inférieure c'est la hausse des prix et la raréfaction de certains produits de première nécessité. Outre les besoins des très nombreux réfugiés et des dizaines de milliers de prisonniers de guerre français entassés dans les camps de Châteaubriant et de Savenay il faut aussi faire face à la « *grande absorption des troupes d'occupation qui se procurent directement chez les producteurs* » (sous-préfet de Saint-Nazaire, 26/09/1940). Le porc disparaît des étals, les prix de la viande, du lait, du beurre s'envolent. A leur arrivée les Allemands ont confisqué, comme prises de guerre, toutes les marchandises stockées sur les terre-pleins et magasins du port ; en particulier 22 000 fûts de vin d'Algérie destinés à la consommation locale.

Le 29 juin, malgré les récriminations de certains commerçants le préfet « *considérant que les circonstances exigent une stricte économie dans la consommation des denrées alimentaires* » fixe des rations « *fournies aux consommateurs au moyen de tickets figurant sur les bons annexés à la carte d'alimentation* ». Les rations sont encore consistantes : 750 grammes de sucre par personne et par mois ; 700 grammes de pain par jour pour un travailleur de force ; 850 grammes de viande par semaine… Elles ne tarderont pas à maigrir et à faire du ravitaillement une préoccupation quotidienne et une cause permanente de mauvaise humeur.

Dans les campagnes, la population composée très majoritairement d'agriculteurs souffre moins des problèmes du ravitaillement selon le sous-préfet de Châteaubriant : « *Si l'occupation pèse lourdement sur les ressources locales, si les échanges sont ralentis ou même supprimés, le vieux pays de La Mée reste cependant une région privilégiée par rapport aux autres. Pouvant vivre en économie fermée il n'a connu que peu des répercussions économiques de la guerre et même l'occupation n'a pas apporté pour sa vie de perturbations profondes* » (25/09/1940). Il reconnaît cependant que dans un pays d'habitat dispersé où les villages sont desservis par le « *camion du grossiste qui vient de temps en temps approvisionner la chétive épicerie* » la raréfaction du carburant et la rareté des laissez-passer distribués par les Allemands prive la population de certains biens de consommation habituels.

Soldats français prisonniers au camp de Choisel (Châteaubriant) en juillet-août 1940. (Coll. part.)

Si le même sous-préfet de Châteaubriant évoque dans ses rapports la mise en place, aux portes de la ville, d'immenses camps de prisonniers de guerre où s'entassent selon son estimation 35 à 40 000 soldats français, il ne dit rien sur les sentiments de la population à leur égard ni sur le « Comité d'entraide aux prisonniers » mis en place, pour leur venir en aide (et permettre à certains de s'évader), par des anciens combattants de 1914-18 : Jost, Fourny, Birien, Blot… Une action de solidarité et déjà de Résistance qui tranche avec cette remarque faite par le préfet de Nantes dans un rapport au gouvernement de Vichy : « *Les anciens combattants n'ont pas vu sans douleur succomber un pays qu'ils avaient, il y a 20 ans, défendu avec tant de persévérance, de courage et de grandeur. Quelques uns s'en prennent aux combattants de cette guerre* » (12/11/1940).

Ce même préfet rapporte que : « *Une grande partie de la population n'admet que difficilement notre défaite… L'orgueil national traditionnel des Français n'a rien perdu de sa force malgré les humiliations récentes* ». Sans doute… mais ils sont encore peu nombreux à le manifester. En dehors des anciens combattants du Comité d'entraide aux prisonniers de guerre lancés dans une vaste entreprise d'évasions on relève à Nantes et dans les environs, à partir du 28 juin, des fils télégraphiques servant à l'ennemi coupés, des affiches appelant à faire

confiance aux soldats allemands lacérées. Les autorités d'occupation, alertées par ces premiers signaux et craignant une réaction patriotique dans une population encore abasourdie, interdisent toute manifestation le 14 juillet. Rien ne se passera.

Propagande destinée d'abord aux réfugiés. Elle veut donner une image rassurante de l'occupant en contradiction avec le vécu de la population qui subit couvre-feu, réquisitions… (AMN 6 Fi 1665)

**Le sacrifice de la démocratie**

Le 3 juillet « *Le Phare de la Loire* », le quotidien le plus lu dans le département reparaît mais, selon le commissaire des Renseignements généraux les lecteurs font déjà preuve de scepticisme : « *Les articles de presse n'apportent que peu de nouvelles concernant les événements. Les communiqués officiels allemands et italiens sont toujours lus avec une certaine réserve surtout que nombre d'habitants écoutant les émissions radiophoniques constatent que les nouvelles venant d'autres pays sont assez discordantes* » (9/11/1940).

C'est donc à travers une presse locale, déjà sous le contrôle de la propagande allemande et des radios françaises et étrangères parfois difficilement captées que les Nantais apprennent le bombardement par l'aviation anglaise de la flotte française à Mers-el-Kebir (3 juillet) qui fit 1297 victimes parmi les marins français et le vote des pleins pouvoirs au maréchal Pétain (10 juillet) par les députés et sénateurs réunis à Vichy qui mettait fin au régime républicain et à la démocratie en France. Du ressenti de Mers-el-Kebir les rapports préfectoraux ne nous disent rien. Quant à la fin de la III^e^ République le commissaire des Renseignements généraux écrit au préfet : « *Le vote de l'Assemblée nationale adoptant la révision de la Constitution, la nomination du Maréchal Pétain chef de l'État a été bien accueilli par le public. Les premiers actes du nouveau gouvernement concernant la déchéance de leur nationalité aux Français ayant quitté le territoire sans ordre et sans raison valable a été favorablement commentée par l'opinion* » (12/07/1940). Le préfet rajoutera dans son rapport de synthèse : « *On peut enregistrer un accord presque complet au sujet du régime politique supprimé* ».

Ce rejet de la III^e^ République et plus généralement de la politique, identifiée aux débats parlementaires, aux rivalités de partis, aux divisions de l'opinion correspond à une certaine culture française aussi vieille que la démocratie : l'antiparlementarisme. La défaite militaire l'exaspère et le légitime en lui fournissant les boucs émissaires que la population recherche face au désastre et que le nouveau régime lui désigne : les hommes politiques dont les rivalités, les égoïsmes ont conduit le pays à la ruine.

En région nazairienne la population est plus partagée sur la nouvelle donne politique selon le sous-préfet: « *Un certain scepticisme existait dans les masses ouvrières et rurales au moment de la constitution du gouvernement du Maréchal Pétain… Certes aucune critique n'a jamais été formulée contre la personnalité du Maréchal Pétain qui est unanimement respectée. Il n'en était pas de même de certains de ses collaborateurs* » (10/11/1940).

Alors que tout vient de s'effondrer autour d'eux, l'armée, l'État et ses institutions les Français humiliés et désorientés trouve en Pétain du fait de son passé de vainqueur, de son prestige, de son grand âge gage de sagesse, le « point fixe » selon l'expression de René Rémond auquel ils se raccrochent. Il représente pour eux une certaine image de la France, la

puissance victorieuse de 1918, victoire bien illusoire pourtant, mais cette illusion les empêche de voir la réalité de l'homme, de ses convictions réactionnaires et de ses jeux politiques troubles.

Dans le sillage du Maréchal beaucoup, surtout dans les campagnes, abandonnent une République encore mal installée au village et, dans le chaos des événements, acceptent de sacrifier la démocratie au principe du « chef », lui seul étant capable d'affronter une situation exceptionnelle et d'assurer la protection des populations quand tout a failli. La lutte contre les institutions républicaines sera par la suite une obsession de Vichy et un ferment de division de la société.

La propagande construit une représentation de Pétain chef et père et stigmatise, par opposition, les hommes politiques de la III^e^ République qui ont failli. (ADLA 15 Fi 998)

**Le temps du mal-vivre**

À la fin du mois de juillet l'occupation allemande s'installe dans la durée et les Nantais s'essaient à une nouvelle normalité.

Les Allemands ont terminé leur découpage régional (la Loire-Inférieure est rattachée à Angers), organisé leur zone et commencé à rapatrier les réfugiés sauf ceux des zones interdites du Nord et de l'Est (il reste 10 000 réfugiés à Nantes). Début septembre ce sont les prisonniers de guerre des camps de Châteaubriant et de Savenay qui sont déportés vers les stalags allemands.

En cette chaude fin d'été les Nantais doivent s'habituer au mal-vivre. Malgré la remise en service des réseaux de transport et des récoltes abondantes la pénurie s'installe dans les villes. À la mi-septembre le prix du beurre à Nantes passe de 26 francs à 32 francs la livre et l'on voit des queues se former devant les magasins. En cause : le manque de carburant, les réquisitions allemandes et le marché noir. Le 17 septembre des cartes de charbon sont mises en circulation. À la fin du mois c'est le sucre qui a disparu des cafés et restaurants remplacé par la saccharine. La pénurie d'essence vide les villes de leurs voitures ; « *c'est la revanche de la bicyclette* » titre « *Le Phare de la Loire* » le 22 août. Indice révélateur : les vols de vélos augmentent de façon spectaculaire.

Privées de matières premières et de sources d'énergie les entreprises s'arrêtent ou tournent au ralenti. Dans les chantiers navals les ouvriers, occupés à des travaux accessoires (fabrication de gazogène), ne font plus que 30 heures par semaine. Le 30 septembre on recense 10 733 chômeurs dans le département. À Nantes on lance en août un programme de grands travaux : extension du service des eaux, comblement de l'Erdre.

Aux difficultés économiques s'ajoutent l'angoisse d'une guerre qui continue dans les airs. Régulièrement des avions anglais viennent bombarder des sites stratégiques (dépôts de carburants de Donges et Roche-Maurice, aérodrome…) provoquant en réplique les tirs de la DCA allemande. L'imperméabilité de la ligne de démarcation gêne la vie économique mais joue aussi sur le moral de ceux qui sont sans nouvelles de parents ou d'amis vivant en zone Sud.

Comment cette population malmenée est-elle informée et vit-elle la guerre qui bourdonne autour d'elle : bataille d'Angleterre (8 août-31 octobre) ; tentative de débarquement de troupes gaullistes à Dakar (23 septembre) ? Les rapports du préfet n'en disent mot. Ils n'évoquent pas davantage les coupures de câbles télégraphiques et les lacérations d'affiches allemandes dont la répétition manifeste chez certains un esprit de résistance alors que d'autres s'accommodent de la présence de l'occupant comme en témoigne ce passage d'un rapport du commissaire des Renseignements généraux adressé au préfet : « *La population nantaise n'accorde aucune sympathie aux troupes d'occupation et évite autant que possible toute relation d'un genre amical avec elles. Beaucoup de personnes sérieuses regrettent également l'attitude de certains tenanciers de cafés qui par esprit commercial accordent certaines complaisances à des militaires fréquentant leurs établissement et dans lesquels il est permis aux consommateurs d'assister à certaines manifestations contraires à la morale* » (9/11/1940).

# Octobre 1940 – Janvier 1941

**Le préfet Dupard épure**

Philibert Dupard, nommé préfet de la Loire-Inférieure le 17 septembre, prend ses fonctions à Nantes le 1e octobre. L'interprète de la préfecture qui le rencontre le lendemain décrit ainsi l'ancien préfet de l'Yonne : « *Fort et teint coloré ; lunettes et yeux clairs ; un très brave homme de bourguignon semble-t-il* ». (E. Duméril, ouvrage déjà cité)

Philibert Dupard (*Ouest-Eclair* du 6 novembre 1940)

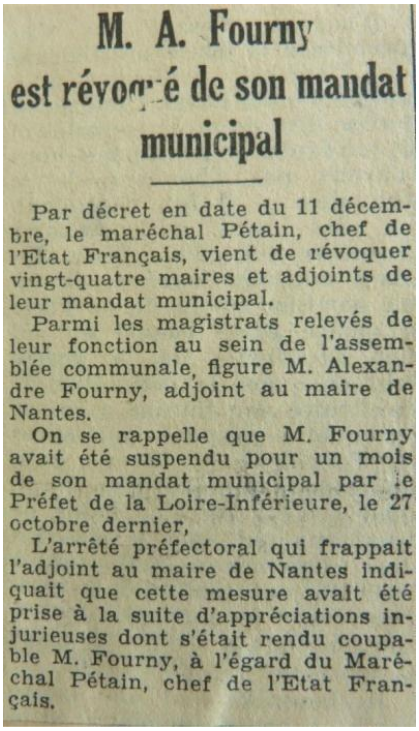
Sous cette allure bonhomme se cache un pétainiste convaincu bien décidé à faire appliquer dans son département les directives du gouvernement et à y inculquer les valeurs de la Révolution Nationale prônée par le Maréchal.

Il entreprend dès son arrivée d'épurer l'administration départementale en application des lois du 17 juillet et 13 août exigeant la non-appartenance de tout fonctionnaire à des sociétés secrètes (Franc-maçonnerie). Mais, zélé, il élargit le champ de l'épuration à ceux qui ont montré quelque sympathie pour la gauche. Chef de cabinet du préfet, commissaire de police, sous-préfets sont remplacés par des personnes jugées plus sûres. « *Mr Barthère sous-préfet de Saint-Nazaire favorable au moment du Front Populaire à l'action d'une municipalité socialiste* » est indésirable ; il sera révoqué le 21 janvier 1941.

Visé également «*Le personnel enseignant qui a fait l'objet de ma part d'une étude attentive* ». Deux instituteurs sont révoqués et sept autres relevés de leurs fonctions « *qui s'étaient signalés… par leur activité politique extrémiste. Ces mesures ne sont que le début d'une vaste opération d'assainissement moral du personnel enseignant, absolument indispensable pour faciliter l'œuvre de redressement entreprise par le gouvernement* » (Préfet, 15/12/40).

Les administrations municipales sont aussi en ligne de mire. La loi du 16 novembre 1940 permet aux préfets de révoquer les maires, dans les municipalités de plus de 2000 h, et de les remplacer par des personnalités de leur choix. Sur 73 communes concernées 11 nouveaux maires seront nommés le 1e avril 1941. « *Dès que les nouvelles municipalités seront en place elles procèderont sous ma direction à l'épuration qui s'impose des services communaux… Elles examineront à nouveau les dénominations de rues, de places et édifices publics* » (Préfet, 15/12/40). Il montre l'exemple à Nantes, le 19 décembre, en débaptisant la place Roger-Salengro qui redevient place de la Préfecture.

Les villes de Nantes et de Saint-Nazaire gérées par des municipalités socialistes retiennent toute son attention. Il reconnaît cependant « *qu'il sera très difficile d'épurer les services municipaux de Nantes tant que la municipalité actuelle est en place* ». Il s'apprête à demander au gouvernement sa dissolution ; mais « *le maire de la ville de Nantes, Mr le député Pageot a été incarcéré le 10 octobre sur l'ordre du Feldkommandant parce que son attitude rendait toute*



**M. A. Fourny est révoqué de son mandat municipal**

Par décret en date du 11 décembre, le maréchal Pétain, chef de l'Etat Français, vient de révoquer vingt-quatre maires et adjoints de leur mandat municipal.

Parmi les magistrats relevés de leur fonction au sein de l'assemblée communale, figure M. Alexandre Fourny, adjoint au maire de Nantes.

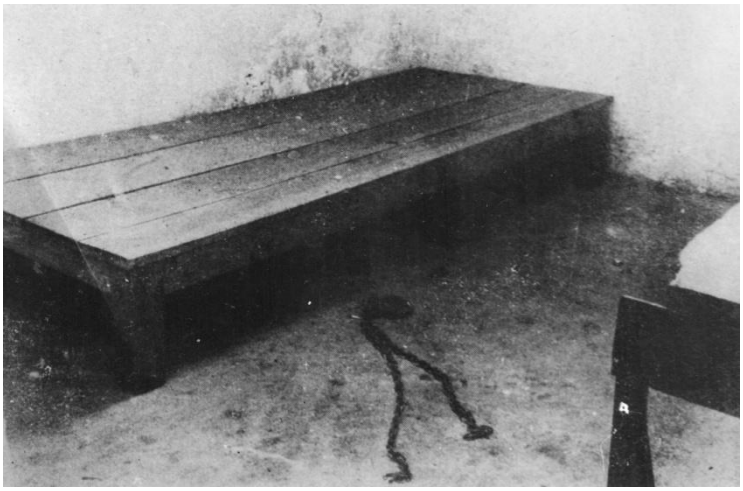
On se rappelle que M. Fourny avait été suspendu pour un mois de son mandat municipal par le Préfet de la Loire-Inférieure, le 27 octobre dernier.

L'arrêté préfectoral qui frappait l'adjoint au maire de Nantes indiquait que cette mesure avait été prise à la suite d'appréciations injurieuses dont s'était rendu coupable M. Fourny, à l'égard du Maréchal Pétain, chef de l'Etat Français.

*Le Phare*, 12 décembre 1940.

*collaboration impossible entre les autorités d'occupation et lui* »[2] (Préfet, 15/12/40). Dans ces conditions il n'est plus possible pour le préfet de dissoudre la municipalité : « *Après cette arrestation ma décision eut pu être interprétée par l'opinion publique comme un acte dicté par la Kommandantur* ». Il n'en suspend pas moins le 27 octobre Alexandre Fourny, adjoint, qui « *dans une séance de la commission des Beaux-arts à l'Hôtel de ville avait tenu des propos injurieux à l'égard de la personne du Maréchal Pétain* » (Préfet, 15/12/40). Il sera révoqué par le gouvernement le 11 décembre.

Emprisonné à la prison des Rochettes, le maire de Nantes n'accepte de présenter sa démission qu'après 10 semaines de détention : le 21 décembre. Le 28 il est libéré et expulsé en zone Sud. Entre temps le maire de Saint-Nazaire, François Blancho a aussi démissionné (il restera néanmoins en place jusqu'au 29 mai 1941). Le préfet peut continuer son « opération d'assainissement moral du personnel ».



Intérieur d'une cellule à la prison des Rochettes (Coll. part.)

Cette reprise en main des administrations départementales et municipales dont ne nous savons pas le retentissement sur l'opinion publique peut avoir des conséquences sur la façon dont maires et fonctionnaires vont rendre compte des évolutions de celle-ci à un préfet qui peut les révoquer à tout instant.

**Contrôler l'opinion publique**

Ce préfet zélé découvre en arrivant en Loire-Inférieure une opinion publique en plein « *désarroi intellectuel et moral* » (Rapport du 12/11/40). Mais, poursuit-il : « *La masse est beaucoup plus malléable qu'on ne le pense ordinairement* ». Alors il fait des propositions au gouvernement pour reprendre en main cette opinion publique à laquelle Vichy s'intéresse beaucoup désormais : mise en place d'un service de propagande s'appuyant sur les anciens combattants, les organisations de jeunesse…. Le sous-préfet de Châteaubriant suggère que les curés expliquent « *dans leurs prônes* » la politique gouvernementale. Préfet et sous-préfets misent surtout sur les moyens de communication : presse et radio.

Des trois quotidiens nantais *Le Phare de la Loire, Ouest-Éclair* et *Le Nouvelliste*, « Le Phare *seul est lu par l'immense majorité de la population. Il tire actuellement à 120 000 exemplaires. On peut dire que toutes les familles de Nantes le lisent… C'est un quotidien qui travaille en profondeur… Je suis en relation avec le directeur de ce journal. Les articles de fond qui paraissent tous les jours… soutiennent l'action du gouvernement du Maréchal Pétain et explique ses décisions* » (Préfet, 12/11/40).

Mais, dans le même rapport, le préfet écrit : « *Les journaux que beaucoup de gens considèrent comme rédigés d'après les instructions de la propagande allemande, sont peu lus et les nouvelles qu'ils donnent ne sont reçues qu'avec la plus grande circonspection* ». Au même moment le sous-préfet de Saint-Nazaire signale que des inscriptions hostiles ont été peintes sur l'immeuble du directeur de « *Le Courrier de Saint-Nazaire* » qui, sous la plume de Mr Paquet ancien directeur des Chantiers de la Loire, soutient l'action du gouvernement.

[2] Dans un climat déjà tendu entre la mairie et la feldkommandantur, Auguste Pageot porte plainte pour vol contre un officier allemand qui a réquisitionné une voiture de la mairie pour se rendre à Paris alors que le maire refusait de la lui prêter.

Si la presse écrite n'a que peu de crédit au regard de l'opinion, la radio française, n'est guère mieux lotie. Régulièrement le préfet signale : « *Que la puissance des postes émetteurs de la zone libre n'est pas assez grande et que dans un grand nombre de localités du département il est très difficile de les capter* » (Rapport du 11/12/40).

Le sous-préfet de Châteaubriant renchérit : *« La radio de zone occupée, soupçonnée d'être l'agent de l'occupant n'est que peu écoutée et toutes ses informations sont taxées à priori de mensonges certains. La presse est considérée comme censurée et rédigée par l'autorité occupante. Il ne faut parler d'ailleurs que de la presse locale ou régionale, les journaux de Paris n'arrivant qu'en très petit nombre et n'étant lus que par de très rares personnes. La radio en zone libre… ne peut être que très difficilement écoutée. Peu d'ailleurs en ont le dessein et y attachent un certain scepticisme* » (Rapport du 9/11/40). Et le sous-préfet de rajouter que la radio « *qui a dans son arrondissement un retentissement certain… c'est la radio anglaise. Cette propagande tire toute son importance de la facilité d'écoute, de sa présentation* ». Un constat cruel pour le préfet, les sous-préfets et les divers services de police qui en rendent compte tous les mois dans leurs rapports et que le maire de la petite commune rurale de Fégréac, Jean du Dresnay, fervent pétainiste résume ainsi : « *La radio anglaise est écoutée à la plupart des postes TSF de préférence à toutes les autres émissions et à l'exclusion de celles-ci généralement* » (Lettre au préfet du 20/11/40). Le sous-préfet de Châteaubriant propose d'installer un système de brouillage pour la radio anglaise.

C'est de cette opinion publique dont le contrôle lui échappe malgré ses efforts que le préfet doit rendre compte chaque mois à Vichy. Dans son premier rapport daté du 12 novembre, Philibert Dupard précise les objectifs du document : « *Aujourd'hui je vous décrirai en détail les réactions internes et externes de l'opinion publique devant les événements, les décisions du gouvernement et les diverses propagandes* ».

Conscient des difficultés de la tâche et qu'il ne pourra pas dresser le tableau espéré de la *« bonne France* », il prévient : « *Il ne faudrait pas croire cependant que tous les Français de mon département pensent uniformément. Leurs opinions varient avec leur tempérament, leurs intérêts et les influences immédiates auxquelles ils sont soumis. La réalité les gêne ; aussi préfèrent-ils se livrer à la fantaisie des sentiments, obéissant la plupart du temps à des impulsions momentanées ou à des sympathies irréfléchies…* ».

Au mois de décembre 1940, soucieux de cerner de plus près une opinion que ses subordonnés lui dépeignent sous un jour trop sombre à son goût, il commence la visite des sous-préfectures et des cantons où il réunit les maires : « *J'ai voulu étudier par moi-même la mentalité des fonctionnaires, des administrés… Ce sont les résultats de cette enquête dont je vous entretiendrai dans le présent rapport* ». Et il en conclut que : *« Le contact direct avec les personnes les plus représentatives de l'opinion me permet de penser que l'état d'esprit public est meilleur qu'il ne m'était apparu à première vue* » (Préfet, 15/12/40).

N'est-ce pas ce qu'il fallait démontrer ?

Les "tournées pastorales" du Préfet dans les cantons du Département

A Ancenis, à Varades, M. Dupard prend un contact direct avec le monde rural de la belle borderie qu'est la Loire-Inférieure

DES MARCHES DE L'ANJOU, LA VOIX DU PAYS NANTAIS S'ÉLÈVE POUR PROCLAMER SA CONFIANCE DANS L'ŒUVRE DE REDRESSEMENT ENTREPRISE PAR LE MARÉCHAL PÉTAIN

Nous avons rendu compte des voyages de M. Dupard à Saint-Nazaire et Châteaubriant et évoqué les jeunes à qui nous passerons le flambeau aient au cœur plus fermement que nous, dans le passé, Daguin, adjoints au maire de Varades et Grasset, secrétaire de Mairie.

« Tournées pastorales » : derrière le clin d'œil à l'évêché l'exaltation du monde rural et du retour à la terre « qui elle ne ment pas ». (*Le Phare*, 8 décembre 1940).

Outre que l'on peut douter de l'objectivité et de la représentativité de l'échantillon consulté, il faut bien admettre que les effets de perception n'épargnent personne y compris le préfet qui a pour mission de les déceler. Malgré l'assertion de P. Dupard sur l'amélioration de l'état d'esprit des populations, l'étude vigilante et critique de la fabrication de son rapport à partir des sources écrites conservées aux archives prouve le contraire comme nous le verrons plus loin.

En janvier 1941 le préfet fera cette remarque d'une grande lucidité : « *Compte tenu de l'erreur inhérente à toute systémisation surtout lorsque l'on est sur le terrain de la psychologie collective…* » ; mais c'est pour conclure : « *On ne relève aucun courant d'opinion bien défini* ». Aucun ?

L'observation des divers rapports couvrant la période allant de la mi-octobre 1940 à la mi-janvier 1941 révèle une opinion publique très majoritairement anti-allemande, anglophile, attentive aux messages du général de Gaulle mais respectueuse de la personnalité du maréchal Pétain tout en étant de plus en plus hostile à son gouvernement.

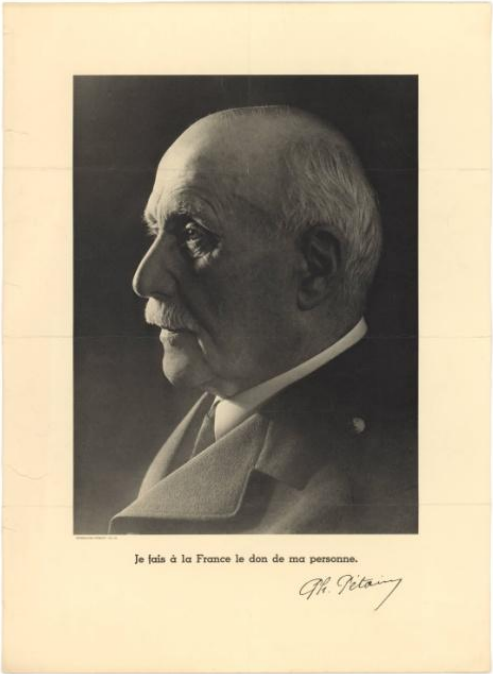
**Le mythe Pétain**

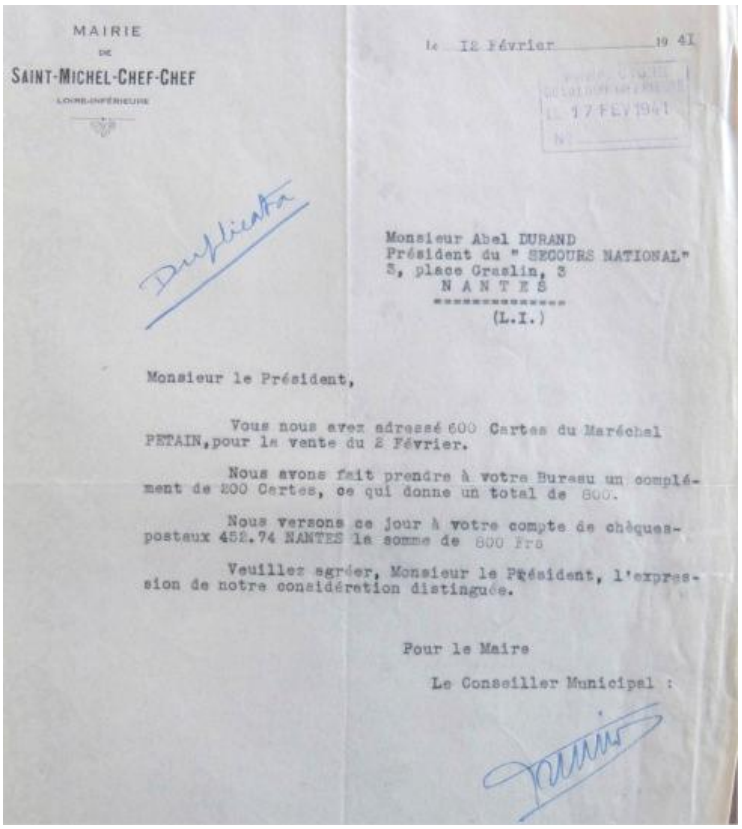
A l'automne 1940, le maréchal Pétain, le « vainqueur de Verdun » qui, dans une formule heureuse, a « *fait don de sa personne à la France pour atténuer son malheur* » (17 juin 1940) garde une image de père-protecteur de la nation. Image renforcée par son grand âge (84 ans), une forme de simplicité faite de bon sens et d'attention aux hommes et un patriotisme insoupçonnable. La propagande du régime s'en est emparée pour fabriquer le mythe Pétain qui va déferler sur le pays porté par une presse aux ordres et des officines spécialisées. Photos, livres, poésies, hymnes à la gloire du Maréchal poussent le culte de la personnalité jusqu'à l'idolâtrie. La Loire-Inférieure n'y échappe pas et « *Le Phare de la Loire* » par la plume de ses éditorialistes et des notables du département célèbre la gloire et les mérites du grand homme. Dans les campagnes nantaises on est sensible à l'origine rurale du chef de l'État comme en témoigne ce vote de soutien du conseil municipal de Blain daté du 14 mai 1941 qui : « *S'adressant au plus glorieux des fils de la terre de France, vous envoie la respectueuse assurance de son dévouement, à vous qui avez su trouver dans vos origines paysannes le courage admirable…* ». Dans un contexte de religiosité provoqué par les malheurs de la guerre se crée un être christique envoyé pour sauver la patrie, expier les fautes. Dans sa lettre pastorale de carême, en 1941, l'évêque de Nantes Mgr Villepelet écrit qu'après cette défaite méritée : « *Les catholiques parlent volontiers de rédemption et beaucoup verront dans le Maréchal Pétain le rédempteur désigné par la Providence* ». Propagande et religion fabriquent un personnage charismatique digne de la dévotion et de la vénération de tout un peuple.

**L'image au service du mythe**

Portrait distribué ou vendu aux particuliers. Il y a le choix entre plusieurs citations : « Je fais à la France le don de ma personne » ; « J'ai été avec vous dans les jours glorieux »… (ADLA 15 Fi 994)

Sur les timbres le Maréchal a remplacé l'allégorie de la République. (Coll. part.)





MAIRIE
DE
SAINT-MICHEL-CHEF-CHEF
LOIRE-INFÉRIEURE

le 12 Février 1941

Duplicata

Monsieur Abel DURAND
Président du " SECOURS NATIONAL"
3, place Graslin, 3
N A N T E S
(L.I.)

Monsieur le Président,

Vous nous avez adressé 600 Cartes du Maréchal PETAIN, pour la vente du 2 Février.

Nous avons fait prendre à votre Bureau un complément de 200 Cartes, ce qui donne un total de 800.

Nous versons ce jour à votre compte de chèques-posteaux 452.74 NANTES la somme de 600 Frs

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de notre considération distinguée.

Pour le Maire
Le Conseiller Municipal :

La commune de Saint-Michel-Chef-Chef (1 400 habitants) a reçu 600 portraits du Maréchal vendus au profit du Secours national. Le maire en a commandé 200 exemplaires supplémentaires pour satisfaire une population très maréchaliste. (ADLA 1673 W 52)

Médaille représentant d'un côté le maréchal Pétain et de l'autre la devise de l'Etat français illustrée par une famille paysanne disposée de part et d'autre d'une francisque. (ADLA 1673 W 52)

**Un mythe écorné mais sans cesse renaissant**

Parfois les dures réalités de l'occupation troublent la perception, écorne le mythe. Celui-ci peut bénéficier alors d'une de ces représentations imaginaires que l'on retrouve souvent dans l'Histoire et qui se construit aussi à ce moment ; celle du couple repoussoir basé sur une opposition manichéenne : le bon Maréchal face à l'âme noire de Laval, le vice-président du conseil (chef du gouvernement).

Le chef de cabinet du préfet dans la première synthèse du rapport du mois de novembre 1940, dépeignant la situation d'octobre, faisant état du malaise de l'opinion publique envers Vichy écrit : « *Certaines personnes… ont cru lors des premières déclarations du Maréchal Pétain que la paix dans l'honneur qu'il promettait à la France entraînerait la disparition de tous les inconvénients et de toutes les perturbations entraînées par la guerre et la victoire allemande. Au fur et à mesure que le temps passe leur déception se manifeste par des critiques à l'adresse des membres du gouvernement et de l'entourage du maréchal Pétain…. Mais ce raisonnement est seulement le fait d'un petit nombre… Toutefois, si l'opinion se montre profondément respectueuse de la personnalité du chef de l'État… elle ne témoigne pas au Président Laval la même confiance et la même sympathie. Son désir de collaborer avec l'Allemagne, son passé politique, sa fortune personnelle sont trois thèmes principaux que soulignent les critiques qui lui sont adressées. Dans les nombreux tracts qui injurient les membres du gouvernement, on note à côté du Président Laval, qui est constamment visé, les ministres Belin, Baudouin et quelquefois Bouthillier* ».

Dans la version définitive du rapport corrigée par le préfet Dupard cela devient : *« La personnalité du Maréchal Pétain est unanimement respectée et son geste de désintéressement lui a valu la gratitude universelle. Ses messages ont produit une impression profonde dans les consciences et le peuple approuve pleinement les grands principes qu'il a pris comme fondement de la reconstruction nationale* » (12/11/40).

À la même époque, le sous-préfet de Châteaubriant, en instance de départ, souligne, involontairement la flagornerie de son supérieur : « *Si l'on a quelque respect pour le Maréchal, sa lucidité étant quelquefois mise en doute, l'opinion générale n'a qu'une confiance limitée en Mr Pierre Laval à qui on reproche souvent son passé politique et sa prospérité financière* » (9/11/40). Son successeur à la sous-préfecture de Châteaubriant, Bernard Lecornu, écrit à son tour dans un rapport daté du 26 novembre à propos de l'état d'esprit au mois d'octobre dans son arrondissement : « *Le gouvernement du Maréchal Pétain jadis critiqué ouvertement et considéré comme étant le porte-parole des Allemands, même par les personnalités marquantes de la région…* ». Le 20 novembre, Jean du Dresnay, le très pétainiste maire de Fégréac écrit au préfet pour dénoncer ceux qui « *ont pour but certain de discréditer le gouvernement du Maréchal. Sa personne n'est pas directement mais indirectement visée. Pratiquement c'est toute son œuvre qui est dénaturée. Les mesures ayant un caractère vexatoire prises par l'autorité allemande sont volontairement attribuées au Maréchal et les mesures prises par lui tournées en ridicule ou taxées d'injustice. J'ai cru devoir vous présenter ces idées en raison de l'état d'esprit que j'observe et qui me paraît très inquiétant. Je tiens encore à vous préciser que tout ce que je vous ai exposé est aussi vrai pour l'ensemble de mon canton et pour toute cette région que pour ma commune* ».

Dans les rapports suivants le préfet n'en continue pas moins à dire ce que le pouvoir souhaite entendre. « *L'état d'esprit est meilleur qu'il m'était apparu à première vue… L'immense majorité de la population vénère le Maréchal Pétain, approuve ses décisions et lui est infiniment reconnaissant de ses efforts… La population rurale semble toute acquise au Maréchal Pétain et à sa politique… Mais l'état d'esprit en ville est moins bon qu'à la campagne* » (Rapport du 15/12/40). Il fonde ses propos sur « *l'accueil empressé* » qu'il a reçu à chacune de ses visites dans les cantons et sur « *l'approbation unanime que reçoivent mes paroles lorsque j'exprime la nécessité de l'union de tous les Français derrière le Maréchal Pétain ». Les impressions n'étant qu'une preuve bien fragile il croit bon de rajouter à sa démonstration « Les nombreuses adresses au chef de l'État votées ces jours-ci…par les municipalités du département* ». Qu'en est-il réellement ?

**Les adresses au Maréchal**

Effectivement, en décembre 1940, 32 conseils municipaux votent une motion de confiance au maréchal Pétain. Auparavant, deux maires se sont illustrés par leur zèle maréchaliste. Le 21 octobre 1940 le marquis de La Ferronnays, député-maire de Saint-Mars-la-Jaille et président du Conseil général de la Loire-Inférieure a fait adopter par son conseil municipal l'adresse suivante : « *Réunis pour la première fois depuis cinq mois les membres du conseil municipal de Saint-Mars-la-Jaille animés – dans un élan unanime - du même sentiment patriotique, en mesurant l'étendue de la tâche courageusement entreprise par le vainqueur de Verdun pour relever la France au lendemain de l'effondrement de la Nation, adressent au Maréchal Pétain, l'hommage de leur respectueuse admiration et, répondant à l'appel du chef de l'État, lui donnent l'assurance de leur dévouement sans réserve* ».

Quelque mois plus tôt, le 4 août 1940, Jean du Dresnay, maire de Fégréac et conseiller général du canton de Saint-Nicolas de Redon, a lui aussi fait adopter par son conseil municipal un texte de soutien au maréchal Pétain. Vote de confiance renouvelé le 8 décembre 1940, le 21 mai 1941 et le 3 mars 1942. Ce zèle ne fait pas l'unanimité dans la commune et il

s'en plaint au préfet : « *J'ai eu le très vif regret d'apprendre qu'il* [le vote de soutien] *avait été accueilli sur la place publique par des murmures et par quelques protestations* ». Même le sous-préfet de Châteaubriant doute de la pertinence de ces votes répétés : « *Le maire, Mr du Dresnay « Action française », fait constamment des appels à l'union derrière le Maréchal Pétain. C'est un des rares maires de l'arrondissement qui prend une position aussi nette mais on peut constater que ses opinions royalistes nuisent dans certains cas à l'efficacité de sa propagande* » (4/09/41).

Ces premiers votes de soutien sont motivés par la proximité idéologique de leurs auteurs avec le nouveau régime. Leur caractère spontané est indubitable. Tout aussi spontanés, d'autres soutiens émanent de maires qui, moins séduits par la Révolution nationale, accordent leur confiance au vénéré vainqueur de Verdun. C'est le cas du maire de Brains qui a servi sous les ordres du glorieux chef : « *J'ai combattu en qualité de sous-lieutenant sous les ordres du général Pétain en 1916 – 1917 à Verdun. Tous les combattants exécutèrent ses ordres, sans chercher le secret des manœuvres* » (18/09/1941).

Même si de nombreux maires et beaucoup de conseillers municipaux sont d'anciens combattants de la Grande-guerre, tous n'ont pas cette confiance aveugle dans le héros de Verdun devenu chef de l'État. S'ils l'admirent et partagent, plus ou moins, ses valeurs ils n'acceptent de le soutenir publiquement qu'après une sollicitation préfectorale. Les « *nombreuses adresses au chef de l'État* » dont se targue le préfet Dupard ne sont guère spontanées et ne concernent qu'un peu plus d'une commune sur deux.

Pendant toute la durée de l'occupation 125 municipalités (57% des communes du département) ont voté une adresse de soutien au chef de l'État et 20 l'ont renouvelée plusieurs fois (le record étant détenu par Fégréac). 85% de ces motions de confiance ont été votées de décembre 1940 à août 1941, soit pendant la période où le préfet effectue sa tournée des cantons. À chaque fois il réunit au chef-lieu les maires des communes concernées et les sollicite pour voter une adresse collective de soutien au maréchal Pétain. La presse convoquée en reproduit le texte puis égrène durant la semaine les adresses particulières de chaque commune (celle du conseil municipal mais aussi parfois des enfants de l'école catholique ou de l'association des anciens combattants) car le préfet a pris soin, avant sa visite, de faire prévenir par ses services chaque maire de l'opportunité d'une déclaration publique de soutien au Maréchal. Le maire d'Anetz qui a négligé la consigne, après quelques froncements de sourcils préfectoraux : « *se propose d'en rédiger une* [adresse] *à son retour* ». C'est chose faite le 13 juillet 1941.

Malgré les pressions, 43% des conseils municipaux ne votent pas d'adresses de soutien au maréchal Pétain. Cela peut traduire un réel mécontentement vis-à-vis des autorités comme c'est le cas au Gâvre où le maire est détenu sept mois par les Allemands pour anglophilie. Certains maires estiment que le vote d'une adresse collective au canton suffit. Face à une opinion divisée sur la politique du gouvernement de Vichy ils choisissent une prudente abstention. Dans la plupart des communes, souvent peu peuplées, qui ne votent pas d'adresses, alors que la population ne fait preuve d'aucune hostilité au régime et devrait même, culturellement, pencher vers la Révolution nationale, les lourdes préoccupations du quotidien ont déjà poussé maires et conseillers municipaux dans une attitude de repli, d'indifférence à la politique dont nous aurons l'occasion de reparler.

Si l'on excepte les adresses spontanées où les maires se laissent aller à la vénération idolâtre du Maréchal et à l'exaltation de son régime, la plupart des textes de soutien votés par les conseils municipaux font preuve d'une certaine sobriété qui tranche avec le ton habituel de la propagande de l'époque. Celui voté le 2 avril 1941 par le conseil municipal de Treillières les représente assez bien : « *Le conseil municipal de Treillières adresse au maréchal Pétain*

*l'hommage de sa reconnaissance et de son admiration pour l'œuvre de redressement national qu'il a si magnifiquement entreprise et l'assure de l'entier et loyal dévouement de la population qu'il représente, à la pensée et à l'œuvre du chef de l'État réunies en ces trois mots : Travail, Famille, Patrie* ».

La politique de collaboration menée par le gouvernement amène quelques municipalités à assortir leur soutien d'une discrète mise en garde : « *Le conseil municipal de Bouaye, réuni en séance le 29 juin 1941, adresse à Monsieur le Maréchal Pétain, l'expression de ses sentiments de profonde reconnaissance pour son œuvre de restauration du pays, lui fait confiance pour la poursuivre sur le plan intérieur dans le cadre de la Patrie, du Travail et de la Famille ; et sur le plan extérieur dans l'Honneur et la Dignité*[3] ».

Malgré des conseils municipaux contrôlés, renouvelés, remis au pas ; malgré les sollicitations préfectorales, seule une petite majorité de municipalités spontanément, par loyalisme ou par conformisme a déclaré ouvertement son soutien au maréchal Pétain. Si l'on respecte l'homme, pour son passé victorieux d'abord puis comme chef d'État, on est loin de ce que déclarait le préfet le 15 décembre 1940 : « *La population rurale semble toute acquise au Maréchal Pétain et à sa politique…* ».

À cette époque la personne du chef de l'État échappe aux critiques frontales, au moins en public, sauf exception, comme le 1e janvier 1941 quand le jeune (17 ans) Raymond Janvresse « *au cours d'une projection cinématographique avait salué de coups de sifflet le passage à l'écran du Maréchal Pétain en visite à Marseille* ». Il fut écroué pour injures au chef de l'État.

Si Pétain est respecté, mais pas de façon aussi unanime qu'on a bien voulu le dire, son projet politique ne soulève pas l'enthousiasme et son gouvernement ne bénéficie pas de la confiance accordée à sa personne. Les causes de mécontentement ne manquent pas.

Le ravitaillement se heurte comme partout à l'époque aux difficultés de transport et au manque de carburant. En dehors des matières grasses, du café et du sucre on ne relève pas de pénuries alimentaires mais de sévères restrictions acceptées de mauvaise grâce selon les Renseignements généraux, car les gens savent que c'est pire ailleurs et en particulier à Paris. On supporte moins la rareté des chaussures et vêtements provoquée par les achats de l'armée d'occupation et surtout le rationnement du charbon en hiver.

Les campagnes s'en sortent mieux que les villes et certains profitent de la situation : « *Peu à peu se crée un marché noir qui favorise la spéculation… L'agriculteur qui connaît à l'heure actuelle une période de gain important ne rend aucun hommage de cette prospérité au gouvernement y voyant uniquement l'incidence de la raréfaction des marchandises* » (Sous-préfet de Châteaubriant, 9/11/40).

La paralysie des ports de Nantes et de Saint-Nazaire, le manque de matières premières, de carburant, de combustibles entravent le fonctionnement des industries et ce n'est que par le développement des grands travaux lancés en août que le chômage baisse légèrement. Malgré cela « *les demandes d'ouvriers désirant se rendre en Allemagne sont assez restreintes et parmi le nombre (60 environ) beaucoup sont considérés comme peu intéressants* » (Commissaire des R.G. 1/12/40).

**Un statut pour les juifs**

Les préoccupations quotidiennes que les réalités du temps vont bientôt faire tourner à l'obsession ne provoquent pas encore un phénomène de repli et la population reste attentive aux événements nationaux et internationaux. L'antisémitisme officiel ne laisse pas indifférent.

[3] Il s'agit-là d'une condamnation implicite de la politique de collaboration militaire menée par l'amiral Darlan au Proche-Orient et en Méditerranée.

Faisant allusion à l'ordonnance allemande du 27 septembre concernant les juifs de la zone occupée le préfet écrit dans son rapport du 15 décembre :

« *L'autorité d'occupation a ordonné le recensement de tous les citoyens juifs et l'établissement de la liste de toutes les entreprises gérées par des Israélites. Une pancarte jaune portant l'inscription Entreprise juive en français et en allemand a dû être apposée sur chacune d'elles. A la suite de ces mesures la Feldkommandantur de Nantes a ordonné la fermeture de 80% des magasins et entreprises juifs. J'ai obtenu que les commerçants dont l'activité est nécessaire au ravitaillement puissent continuer à exercer momentanément leur négoce* ».

« *En conséquence 27 sur 48 entreprises à Nantes et 43 sur 56 à Saint-Nazaire ont dû cesser leur exploitation* ».

« *La fermeture des magasins gérés par des Israélites a suscité dans différents milieux des villes une certaine réprobation lorsqu'elle a frappé des commerçants anciens combattants et réputés honnêtes* ».

La formulation du préfet est assez ambigüe pour que le lecteur du rapport ne sache si cette « certaine réprobation » tient au fait que l'on vise des commerçants ou des juifs. Toujours pour ne pas déplaire il n'évoque que les mesures antisémites allemandes ; or le 18 octobre le gouvernement de Vichy a fait paraître au Journal officiel le « Statut des juifs » (daté du 3 octobre) excluant les juifs des fonctions publiques. Le sous-préfet de Châteaubriant, dans son rapport du 9 novembre envoyé au préfet écrit à ce propos : « *On a tendance en général à trouver un peu brutales les mesures prises contre les juifs que beaucoup croient inspirées par la doctrine hitlérienne* ». Le préfet ne reprit pas cette information dans son rapport à Vichy pas plus qu'il n'évoqua la réaction des commerçants juifs qui affichèrent sur leurs vitrines, près de la pancarte jaune qui les montrait à la vindicte populaire, les décorations obtenues lors de la guerre de 1914 -18.

Verso d'un tract antisémite distribué à Nantes. (Coll. part.)

Quand le 5 décembre paraît l'ordonnance allemande réglant, avec l'approbation de Vichy, la Entjudung (aryanisation des entreprises juives) le seul à témoigner de la réaction de l'opinion publique est le commissaire des Renseignements généraux : « *Au point de vue régional la fermeture des établissements juifs n'a provoqué aucun incident mais de violentes critiques contre les intéressés* » (3/01/41). On peut s'étonner que la population qui s'indignait des mesures brutales prises à l'automne contre les juifs ait en deux mois changé radicalement d'avis. Le commissaire ne projette-t-il pas sur l'opinion son antisémitisme manifeste comme s'il voulait le légitimer en le faisant partager par le plus grand nombre ? Le silence du préfet sur le sujet ne nous permet pas de répondre à cette question.

***« J'entre dans la voie de la collaboration »***

Le premier grand choc qui va ébranler la confiance placée dans le chef de l'État et son gouvernement va être la rencontre organisée à Montoire, le 24 octobre, entre Hitler, Pétain et Laval, qui lance la politique de collaboration entre la France et l'Allemagne. Faute

d'informations (Pétain ne prononcera une allocution à la radio pour s'expliquer que le 30 octobre) les rumeurs ont libre cours sur le contenu des accords passés. Le commissaire des Renseignements généraux écrit : « *Les accords de Montoire intéressent vivement le public mais celui-ci désirerait connaître plus de détails sur les résultats de cette entrevue afin d'avoir une opinion plus renforcée sur l'attitude du gouvernement* » (9/11/40). Le sous-préfet de Châteaubriant est alarmiste : « *Dès l'annonce des accords de Montoire… l'opinion s'est fortement émue étant certaine, sans discussion possible, d'une paix de conditions extrêmement dures et même d'une collaboration armée contre l'Angleterre* » (9/11/40).

Dans son rapport du 12 novembre le préfet fait remonter ces inquiétudes à Vichy non sans avoir usé d'un de ces glissements tactiques dont il a l'habitude : « *L'entrevue de Montoire a fait naître chez beaucoup de Français un espoir nouveau. L'attente d'une paix sauvegardant l'indépendance et l'unité nationales est dans tous les cœurs. Cependant une partie de la population attend avec une certaine appréhension la réalisation dans les faits, de l'accord intervenu entre le Maréchal Pétain et Mr Hitler. Elle redoute certaines amputations territoriales qui choqueraient son sentiment national, elle craint une mobilisation industrielle de la France. Enfin elle manifeste un certain scepticisme quant aux résultats d'une politique de collaboration* ».

On le voit, un courant hostile à la Collaboration se forme spontanément. Il ira se renforçant au fil du temps. Le commissaire central de police de Nantes écrit le 3 janvier 1941 : « *Il convient d'observer… que la population nantaise s'éloigne de plus en plus de l'esprit de collaboration préconisé par les pouvoirs publics* ». Il rajoute le 1e février : « *Relativement à l'idée de collaboration avec l'Allemagne, en dehors de quelques industriels ou commerçants importants y voyant une source de reprise des affaires, la grande majorité de la population se montre de plus en plus éloignée d'un rapprochement avec nos vainqueurs* ».

**Allocution Radiodiffusée**
**prononcée par Monsieur le Maréchal PÉTAIN**
**Chef de l'Etat Français**
le 30 Octobre 1940

*Français,*

J'ai rencontré, Jeudi dernier, le Chancelier du Reich.

Cette rencontre a suscité des espérances et provoqué des inquiétudes.

Je vous dois, à ce sujet, quelques explications.

Une telle entrevue n'a été possible, quatre mois après la défaite de nos armes, que grâce à la dignité des Français devant l'épreuve, grâce à l'immense effort de régénération auquel ils se sont prêtés, grâce aussi à l'héroïsme de nos marins, à l'énergie de nos Chefs coloniaux, au loyalisme de nos populations indigènes.

La FRANCE s'est ressaisie. Cette première rencontre, entre le vainqueur et le vaincu, marque le premier redressement de notre pays.

C'est librement que je me suis rendu à l'invitation du Fuhrer.

Je n'ai subi, de sa part, aucun dictat, aucune pression.

Une collaboration a été envisagée entre nos deux Pays. J'en ai accepté le principe. Les modalités en seront discutées ultérieurement.

A tous ceux qui attendent, aujourd'hui, le salut de la FRANCE, je tiens à dire que ce salut est d'abord entre nos mains.

A tous ceux que de nobles scrupules tiendraient éloignés de notre pensée, je tiens à dire que le premier devoir de tout Français est d'avoir confiance.

A ceux qui doutent, comme à ceux qui s'obstinent, je rappellerai qu'en se raidissant à l'excès, les plus belles attitudes de réserve et de fierté risquent de perdre de leur force.

Celui qui a pris en main les destinées de la FRANCE a le devoir de créer l'atmosphère le plus favorable à la sauvegarde des intérêts du Pays.

C'est dans l'honneur et pour maintenir l'unité française — une unité de dix siècles — dans le cadre d'une activité constructive du nouvel ordre européen que j'entre, aujourd'hui, dans la voie de la collaboration.

Ainsi, dans un avenir prochain, pourrait être allégé le poids des souffrances de notre pays, amélioré le sort de nos prisonniers, atténué la charge des frais d'occupation. Ainsi pourrait être assouplie la ligne de démarcation et facilitée l'administration et le ravitaillement du territoire.

Cette collaboration doit être sincère. Elle doit être exclusive de toute pensée d'agression. Elle doit comporter un effort patient et confiant.

L'armistice, au demeurant, n'est pas la paix. La FRANCE est tenue par des obligations nombreuses vis-à-vis du vainqueur. Du moins reste-t-elle souveraine. Cette souveraineté lui impose de défendre son sol, d'éteindre les divergences de l'opinion, de réduire les dissidences de ses colonies.

Cette politique est la mienne. Les Ministres ne sont responsables que devant moi. C'est moi seul que l'Histoire jugera.

Je vous ai tenu, jusqu'ici, le langage d'un père. Je vous tiens, aujourd'hui, le langage du chef. Suivez-moi. Gardez votre confiance en la FRANCE éternelle.

Le texte de l'allocution, très attendue, où Pétain s'explique sur la rencontre de Montoire : « J'entre dans la voie de la collaboration » est largement distribué. (Coll. part.)

Pour tous les observateurs officiels de l'opinion publique du département la politique de collaboration, outre qu'elle heurte le sentiment national, bute sur plusieurs écueils. Il y a d'abord le comportement de l'occupant qui fait preuve d'une trop grande sévérité envers la population, imposant couvre-feu ou fortes amendes aux municipalités pour le moindre sabotage de poteau télégraphique, qui réquisitionne les civils pour garder les ouvrages d'art en campagne. Les achats massifs et réquisitions des troupes d'occupation augmentent les difficultés de ravitaillement dans les villes et commencent à pénaliser les campagnes où, écrit

le sous-préfet de Châteaubriant : « *Après avoir été satisfaits des achats des troupes allemandes qui ont amené une hausse des denrées agricoles, les cultivateurs s'inquiètent des intensives réquisitions de bovins de ces dernières semaines* » (25/01/1941). Enfin, ceux qui espéraient que les accords de Montoire permettraient le retour des prisonniers de guerre sont déçus d'abord, puis mortifiés, lorsqu'ils assistent en décembre et en janvier au départ vers l'Allemagne des derniers soldats encore détenus dans les casernes de Nantes et le camp de Savenay. « *Le départ des prisonniers a jeté une certaine perturbation dans les familles, surtout que les bruits circulaient qu'ils allaient dans des régions éloignées en guise de représailles* » (Commissaire des R.G. 3/01/41).

Avec la mise en place de la politique de collaboration le mythe du maréchal Pétain patriote, protecteur de l'indépendance nationale et adversaire tenace de l'Allemagne qui s'était imposé, spontanément, ou porté par l'action de la propagande, dans l'imaginaire collectif ne coïncide plus avec la réalité. Cette distorsion brouille l'image du chef de l'Etat. Le doute s'installe. Pétain ne peut retrouver la confiance qu'en faisant endosser cette politique de collaboration qui ne passe pas à un autre. Ce sera son « âme noire », son image repoussoir : Laval.

Le 13 décembre, le vice-président du conseil est démis de ses fonctions et placé quelque temps en résidence surveillée. Aussitôt le pays, mal informé, habitué aux rumeurs et autres « bobards », est en émoi : « *Avide de commentaires la population recherchait notamment les journaux de Paris afin d'avoir quelques précisions à ce sujet, mais la presse parisienne, pas plus que les autres feuilles de la région n'ont parlé de la décision qui aurait été prise par le Maréchal, ce qui d'ailleurs a provoqué un réel étonnement* » (Commissaire des R.G. 3/01/41). Le commissaire central de police de Nantes (Charles Lemoine) écrit de son côté : « *Le public mal renseigné sur les incidents qui ont motivé et <u>suivi</u> les décisions du Maréchal à l'égard de Mr Laval a montré durant quelques jours une certaine nervosité qui semble s'être actuellement calmée, tout au moins en apparence* » (3/01/41). Le sous-préfet de Châteaubriant évoque : « *Les commentaires passionnés de cet événement* ». Et il rajoute : « *L'ensemble de la population est portée à croire que Mr Laval avait fait au gouvernement allemand des concessions jugées inacceptables par le Maréchal Pétain ; qu'il avait sans doute aussi formé le projet de se substituer au chef de l'Etat. Dans ce pays resté profondément patriote le geste du Maréchal ainsi interprété a suscité une grande satisfaction… Ils approuvent sans réserve la conduite énergique du chef de l'Etat dont la popularité a grandi au cours de ces quelques semaines* » (24/12/40). Cette conclusion est partagée par tous nos observateurs habituels.

Même si les motifs de la décision du chef de l'Etat ne signifient pas une condamnation de la politique de collaboration, elle est interprétée comme telle par une opinion qui fait ainsi à nouveau coïncider le mythe Pétain avec ce qu'elle croit être la réalité du moment.

Le prestige du Maréchal s'accroît d'autant qu'on imagine le vieux chef d'État soumis à une forte pression des Allemands pour faire revenir leur favori, Laval, au pouvoir. C'est au moins ce que laissent entendre la radio anglaise et la presse parisienne selon le commissaire des Renseignements généraux : « *Au début du mois de janvier, la population a été fortement émue par les bruits circulant dans toute la ville annonçant que l'armée allemande venait de franchir la ligne de démarcation et que le Maréchal Pétain se serait enfui en Algérie. Pendant quelques jours en l'absence de toutes précisions… l'inquiétude a régné parmi les esprits* » (31/01/41). Le sous-préfet de Châteaubriant dans son rapport du 25 janvier 1941 adressé au préfet confirme : « *Cette nouvelle a causé un certain désarroi dans l'opinion des villes* ».

À nouveau la population imagine Pétain à ses côtés, adversaire irréductible de l'Allemagne, comme en 1914 ! Le Maréchal jouit alors d'un regain de confiance, mais une confiance sélective comme le note le sous-préfet de Châteaubriant : « *Les ruraux ont toute leur confiance dans le Maréchal Pétain. On applique donc les mots d'ordre qu'il donne en*

*faisant parfois certaines restrictions mentales. C'est ainsi qu'en ce qui concerne la collaboration, les populations rurales trouvent qu'elle s'exerce un peu trop à sens unique* » (25/01/41).

Malgré une campagne de presse sur le thème « oublions nos ressentiments » la politique de collaboration heurte une population viscéralement hostile à l'occupant. À la rubrique « Rapports avec les troupes d'occupation » le préfet Dupard répond invariablement, chaque mois, par la même formule lénifiante : « *La population dans son ensemble reste calme et correcte, son attitude est digne. L'homme de la rue en général ignore le soldat allemand* » (12/11/40). Pieux mensonges car les sous-préfets et autres commissaires parlent eux : « *d'hostilité latente* » ou « *d'hostilité sourde* ». L'Occupation réveille un vieux fonds d'animosité contre les Allemands entretenu par les invasions successives depuis 150 ans. Les Nantais connaissant mal le national-socialisme, n'y voient encore qu'une version du pangermanisme. Pour l'instant leur animosité vise plus l'Allemand que l'hitlérisme.

Les altercations entre Français et soldats allemands sont rares mais parfois violentes, surtout les soirs de fête dans les quartiers chauds de Nantes : « *Dans la nuit de Noël quelques incidents fâcheux provoqués par des individus peu recommandables et en état d'ivresse ont eu lieu dans le quartier de la Fosse* » (Commissaire des R .G 3/01/41). Ceci se renouvelle dans la nuit du 1e janvier où deux soldats allemands sont tués. Les Nantais sont sanctionnés par une interdiction de circuler la nuit pendant quelques semaines. Le 26 décembre ce sont des résistants du réseau Bocq-Adam qui font exploser des grenades fumigènes à la soldatheim (foyer du soldat) située place Royale à Nantes empêchant le réveillon prévu pour des militaires allemands. Mais l'écho des explosions ne semble pas être parvenu jusqu'à la préfecture.

AMN 6 Fi 1691

Les manifestations anti-allemandes les plus ordinaires signalées par les rapports consistent en sifflets et huées au cinéma quand les « Actualités » montrent Hitler ou ses généraux et en lacération ou détournements d'affiches. C'est le cas de celle intitulée « Grâce aux Anglais notre chemin de croix » où l'on voit un soldat français portant une lourde croix devant Jeanne d'Arc au bûcher et Napoléon à Sainte-Hélène. Une main anonyme dessina une croix gammée et rajouta : « *Voilà la croix la plus lourde à porter* ». Le commissaire des Renseignements généraux qui rapporte cet incident au préfet signale par la même occasion les réactions de la population à toutes les affiches anglophobes posées par la propagande allemande ce mois-là par cette formule : « *Fait l'objet de critiques de la part de la population* »

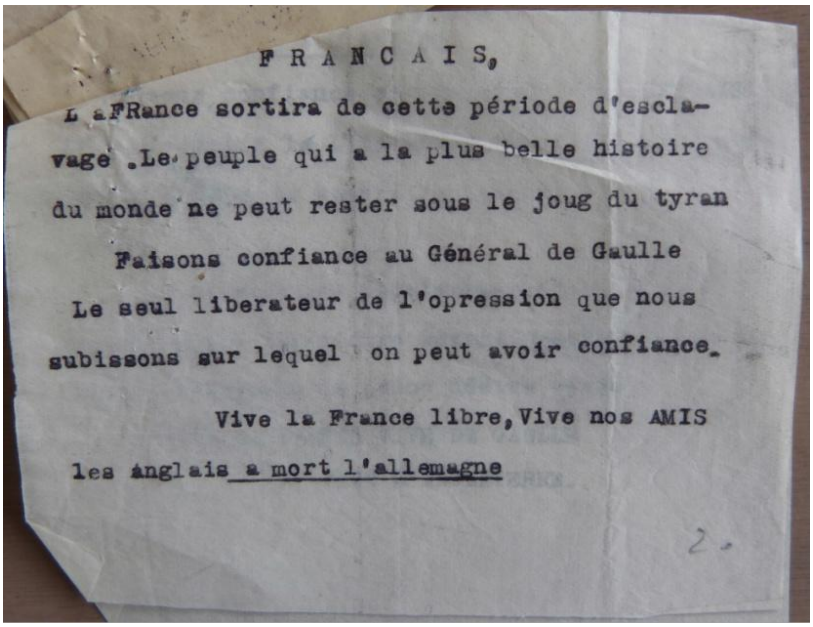
Pour celle représentant une veuve entourée des noms des victimes de Mers-el-Kebir et de Dakar et qui vise à raviver des plaies encore récentes il précise : « *A été fraîchement accueillie par l'opinion* ». Ce qui donne dans le rapport final du préfet : « *La foule des passants les regarde avec indifférence* » (15/12/40). Pourtant le sous-préfet de Châteaubriant vient de lui écrire que : « *Les affiches anglophobes apposées par les soins des autorités allemandes ont atteint un résultat contraire à celui escompté* ».

**Anglophilie et « de gaullisme »**

Malgré les victimes de Mers-el-Kebir et de Dakar, dont la propagande allemande entretient une mémoire qu'elle espère vengeresse sur les murs des villes du département, l'opinion reste favorable aux Britanniques. L'interprète de la préfecture écrit dans son journal à la date du 7 novembre 1940 : « *Le sous-préfet de Châteaubriant interrogé sur l'opinion de sa ville a répondu : 5% pro-allemands dont 4,5% par intérêt ; 20% indifférents ; 75% pour les Anglais* » (Ouvrage déjà cité). Même le préfet Dupard en convient : *« Il n'est pas niable actuellement qu'une bonne partie de la population du département reste favorable aux Anglais et à l'ex-général de Gaulle* » (12/11/40).

Les Français suivent avec délectation la déroute de l'armée italienne qui a imprudemment attaqué l'Égypte en septembre, la Grèce en octobre et veut y voir un signe avant-coureur de ce qui attend l'Allemagne: « *La radio anglaise est toujours écoutée et les succès anglais et grecs contre les Italiens sont accueillis avec satisfaction et ironie* » (Sous-préfet de Châteaubriant, 24/12/40). Un mois plus tard le même sous-préfet écrit que : « *Chacun souhaite une victoire anglaise dont il attend la libération du territoire* ».

Cette anglophilie se manifeste au grand jour à Nantes. Le commissaire des Renseignements généraux signale que : « *Le 1er novembre… de nombreuses tombes de soldats anglais ont été fleuries aux couleurs tricolores et britanniques…* » au cimetière de La Gaudinière. « *Le 11 novembre, même constatation au cimetière de La Bouteillerie où figurait même une croix de Lorraine en œillets naturels* » (1/12/40).

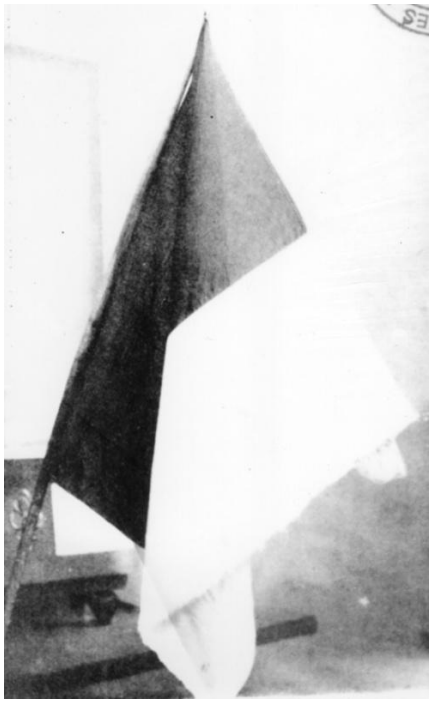



Papillons collés sur des vitrines de Nantes à l'occasion du 11 novembre 1940 (ADLA 1693 W 120)

Bien que de nature différente l'anglophilie est, en ces premiers mois de l'Occupation, indissociable du gaullisme, la voix de la France Libre étant portée par les ondes britanniques. Le préfet lui-même utilise dans ses rapports l'expression de « *propagande anglaise* » pour caractériser l'action de ceux qu'il appelle les « *de gaullistes* ». Sans doute le fait-il pour des raisons de politique intérieure.

Les milieux les plus touchés par le « *de gaullisme* » selon lui sont les ouvriers qui ont « *la quasi certitude d'une victoire anglaise* » et « *la jeunesse scolaire… où se manifeste une certaine activité clandestine. Elle consiste dans le port d'insignes tels que la croix de Lorraine ou deux petits drapeaux français-anglais entrelacés, la diffusion et l'affichage de papillons favorables aux Anglais et à l'ex-général de Gaulle* » (Préfet, 12/11/40). Il demande à la police de « *surveiller discrètement les jeunes des écoles (Lycées, Écoles supérieures, École de médecine) de la ville de Nantes. Leur rassemblement journalier favorise évidemment l'accentuation d'un état d'esprit qui s'est manifesté le 11 novembre par des tentatives de défilés devant le monument aux morts* » (Préfet, 15/12/40).

Les autorités allemandes craignant des manifestations patriotiques à l'occasion du 11 novembre avaient interdit tout rassemblement, défilé ou dépôt de gerbes ce jour-là et même le 1er novembre. Les lycéens, en particulier ceux du lycée Clemenceau qui avaient déjà eu maille à partir avec les soldats allemands installés sur place, décidèrent d'une grève des cours le 11 novembre et, par tracts, appelèrent les autres étudiants à manifester dans la ville. Les groupes qui parcoururent Nantes du Jardin des plantes à la place Graslin en chantant La Marseillaise furent dispersés par la gendarmerie allemande et quelques lycéens arrêtés. Le préfet rendit compte à Vichy : « *Les autorités supérieures allemandes de la région se sont plaints de l'attitude hostile et de l'activité chauviniste des élèves du lycée Clemenceau de Nantes et ont exigé la fermeture de l'établissement. Après mon intervention à la Feldkommandantur elles ont bien voulu revenir sur leurs décisions… J'ai convoqué le proviseur auquel j'ai demandé d'instaurer à l'intérieur de son lycée une discipline stricte* » (15/12/40).



Drapeau hissé sur la cathédrale à l'occasion su 11 novembre. En le retirant les pompiers ont arraché la partie rouge. (Coll. part.)

Dans la nuit du 10 au 11 novembre un drapeau tricolore fut hissé au sommet de la tour sud de la cathédrale par deux lycéens : Michel Dabat et Christian de Mondragon. Des étudiants engagés dans des réseaux actifs de résistance, ce qu'ignorent encore les services de la préfecture, tentent parfois de gagner l'Angleterre. Le préfet signale l'arrestation de quatre d'entre eux par les Allemands en janvier 1941 à un moment où la résistance gaulliste prend une nouvelle ampleur comme en témoigne la manifestation du 1e janvier 1941.

Du 23 au 31 décembre, chaque jour à la radio de Londres, de Gaulle ou son porte-parole Maurice Schumann demandent aux Français de manifester leur opposition à l'occupation allemande et à la collaboration-trahison en restant chez eux entre 15 h et 16 h le 1er janvier. En Loire-Inférieure l'opération fut un succès admis par tous les observateurs habituels même si, pour ne pas déplaire, ils tentent dans les rapports d'en détourner le sens : « *La population ne supporte l'occupation qu'avec impatience… Je ne m'étonne donc pas que le mot d'ordre donné aux Français par le général de Gaulle de rester chez eux le 1er janvier entre 15 h et 16 h ait été observé par la très grande majorité des habitants de l'arrondissement. Dans les plus petits villages les magasins étaient fermés. À Châteaubriant où se tenait un marché on a vu les paysans abandonner leurs bêtes pendant une heure sur la place publique pour s'abriter dans les cafés… Le geste du 1er janvier ne doit pas être interprété comme un acte de méfiance envers le chef de l'État*

Tract antisémite brocardant la radio de Londres et l'un de ses speakers habituels Maurice Schumann. (Coll.

*mais simplement une manifestation contre l'occupation allemande* » (Sous-préfet de Châteaubriant, 25/01/41).

Le commissaire central de Nantes, écrit le 11 janvier : « *Manifestation presque unanime où beaucoup de Nantais restèrent chez eux entre 15 h et 16 h. Certains y verront une affirmation des plus marquées de l'opposition à la politique de collaboration. À mon sens on doit y voir plus simplement l'exécution d'un mot d'ordre convenant bien à l'esprit frondeur des Français et adroitement diffusé par les partisans de l'ex-général de Gaulle* ».

Le commissaire des Renseignements généraux a aussi son explication de cet indéniable succès : « …*Cependant il faut admettre que beaucoup de personnes ont agi aussi par esprit FRANÇAIS et non pour manifester comme partisan de l'ex-général de Gaulle. Beaucoup de personnes également sont restées à leur domicile retenues par des obligations de famille en raison du jour de l'An* » (3/01/41).

La forte mobilisation de la population du département le 1er janvier impressionne les Allemands « *convaincus qu'il existe toute une organisation gaulliste avec un chef et des ramifications* » écrit le sous-préfet de Châteaubriant qui pense plutôt que : « *Actuellement la radio anglaise est le seul lien qui unisse les partisans du général* » (25/01/41). Cela illustre deux conceptions du gaullisme, très différentes mais souvent confondues alors : la Résistance et la simple sympathie pour la cause nationale défendue par de Gaulle aux côtés des Anglais.

En janvier 1943, revenant sur cette époque dans le « Fichier départemental », le commissaire principal des Renseignements généraux F. Sorgniard écrira : « *Lorsqu'en juin 1940, au lendemain de l'Armistice, le général de Gaulle prit la direction des Français résolus à poursuivre la lutte contre l'Allemagne, une importante partie de la population de la région nantaise l'approuva de tout cœur bien qu'il fût à peu près inconnu du public. Et ce mouvement prit le nom de gaullisme. Mais le nom est resté mal défini et interprété différemment suivant les sentiments ou les sympathies de chacun. On a cependant tendance à lui donner un sens très large et à englober dans le gaullisme non seulement les partisans du général de Gaulle mais encore tous ceux qui en dehors des communistes appellent de tous leurs vœux le départ des Allemands. Ainsi compris le gaullisme est dans la région un large mouvement populaire qui dès ses débuts pouvait toucher 90% de la population dans toutes les classes de la société* ».

La préfecture et les services de police peinent encore, en cette fin d'année 1940, à discerner sur le terrain, dans la masse des sympathisants gaullistes, une Résistance organisée animée par des jeunes ou des adultes qui ne se sont pas signalés avant la guerre par leur activisme politique. Pourtant ils œuvrent dans l'ombre pour faire évader des prisonniers (groupe de Léon Jost), renseigner Londres (réseau Nemrod de H. d'Estienne d'Orves, groupe Legeay) rapatrier en Angleterre des soldats britanniques ou faire des attentats (groupe Bocq-Adam, groupe Hévin…).

Les services de police sont plus familiarisés aux organisations syndicales et politiques de gauche, en particulier aux militants du parti communiste (dissout), qu'ils suivent et fichent depuis des années. Le préfet rapporte chaque mois la même constatation : « *Propagande communiste : elle continue clandestinement à s'exercer et s'extériorise par des distributions, sous le manteau, de nombreux tracts aux abords des usines* » (12/11/40). Les Renseignements généraux détaillent les distributions : date, lieu, contenu, personnes soupçonnées. Le préfet ordonne des perquisitions ciblées (65 à Nantes et 45 à Saint-Nazaire en novembre) qui conduisent à 10 internements. Mais cela ne ralentit pas l'activité de la résistance communiste. Les Renseignements généraux constatent même une recrudescence à partir de la mi-décembre et tout le mois de janvier. On arrête quelques anciens responsables communistes locaux. Le préfet et le sous-préfet de Saint-Nazaire rapportent que la population « *commente favorablement l'internement des militants* ». Réalité liée à un anticommunisme local renforcé par le pacte germano-soviétique ou propos de complaisance ?

Parmi les partis politiques susceptibles d'influencer l'opinion publique, les services de la préfecture surveillent l'activité des mouvements d'extrême droite (PSF du colonel de La Rocque et PPF de Doriot). Ils sont jugés peu actifs et « *tous derrière le Maréchal* » (Commissaire des R.G. 9/11/40).

Si le mouvement autonomiste breton connaît, selon le préfet, une certaine activité dans les autres départements bretons ce n'est pas le cas, assure-t-il, en Loire-Inférieure où il ne compte des sections qu'à Nantes, Saint-Nazaire et Châteaubriant. Cependant : « *On note une diffusion plus large du journal autonomiste L'heure bretonne* » (15/12/40) dont le premier numéro est paru le 14 juillet 1940. En janvier 1941, le Parti National Breton (PNB), très marqué à l'extrême droite dans le département, se manifeste par des distributions de tracts dans les boîtes aux lettres et des collages de papillons sur les murs. Le commissaire central de police juge cette propagande : « *peu suivie par la population qui reste persuadée qu'elle est due à des illuminés* » (11/01/41).

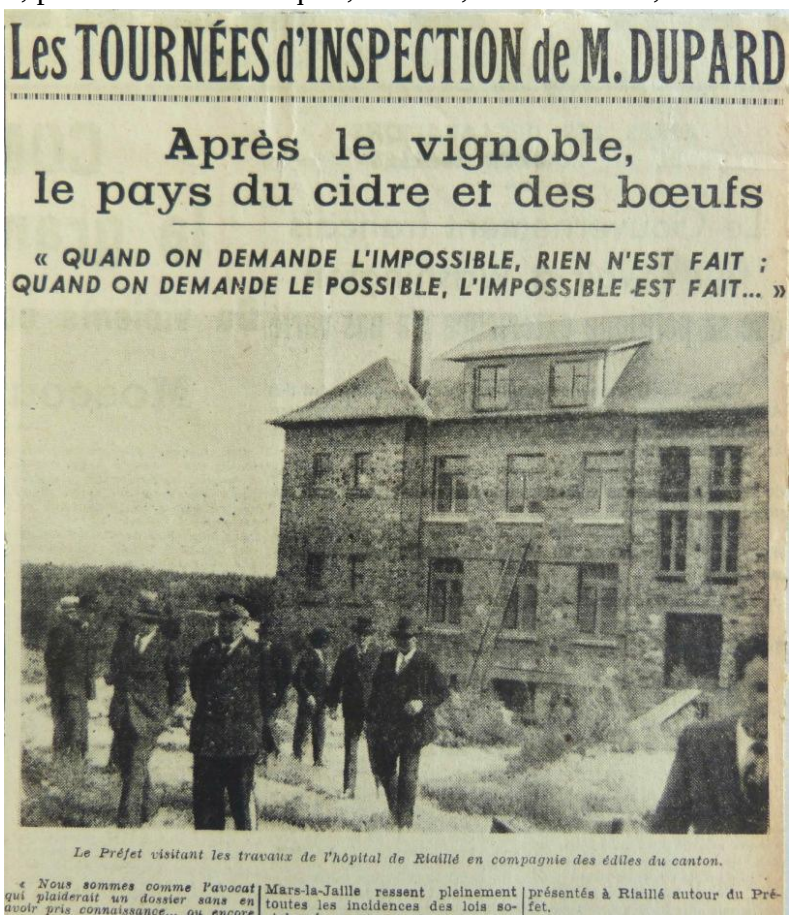
Papillons du mouvement autonomiste breton collés dans les couloirs du théâtre Graslin pendant la conférence de G. Claude organisée par le Groupe Collaboration le 3 mai 1941. (ADLA 1693 W 106)

Ces mouvements extrémistes influent peu sur une opinion publique majoritairement hostile à l'occupant et qui mise sur l'Angleterre pour s'en débarrasser. Vichy n'est qu'une solution d'attente rendue acceptable par la personnalité respectée du maréchal Pétain, à condition que celui-ci n'affiche pas une politique de collaboration qu'il a pourtant initiée. Position ambigüe dénoncée à la radio très écoutée de Londres par un général de Gaulle qui s'impose peu à peu comme le recours à une population toujours intéressée par la vie politique nationale et internationale malgré les préoccupations croissantes du quotidien.

# Décembre 1940 – novembre 1941
# Monsieur le préfet aux champs

À l'automne 1940 le gouvernement demande aux préfets de lui envoyer un état de leur département, canton par canton. Une visite sur le terrain est fortement conseillée et doit être précédée d'une enquête des services préfectoraux, commune par commune, qui établira pour chacune : composition socio-professionnelle, problèmes économiques, sociaux, administratifs, financiers et les vœux des municipalités.

Le 31 janvier 1941 le ministre de l'Intérieur, Peyrouton, renouvelle la consigne en précisant que le préfet devra visiter au moins une fois par an chaque canton. Quant aux sous-préfets ils feront de même pour chaque commune de leur arrondissement. Le questionnaire initial est fortement enrichi d'un chapitre intitulé : « *Situation politique* ». Pour chaque commune doivent être mentionnés : l'état d'esprit de la population, l'attitude des magistrats municipaux, celle des fonctionnaires et « *des personnes représentatives de la vie économique, sociale et politique de la commune* ». Les anciens combattants et les parlementaires retirés de la vie politique ne sont pas oubliés.



Les TOURNÉES d'INSPECTION de M. DUPARD

Après le vignoble, le pays du cidre et des bœufs

« QUAND ON DEMANDE L'IMPOSSIBLE, RIEN N'EST FAIT ; QUAND ON DEMANDE LE POSSIBLE, L'IMPOSSIBLE EST FAIT... »

*Le Préfet visitant les travaux de l'hôpital de Riaillé en compagnie des édiles du canton.*

« Nous sommes comme l'avocat qui plaiderait un dossier sans en avoir pris connaissance... ou encore

Mars-la-Jaille ressent pleinement toutes les incidences des lois so-

présentés à Riaillé autour du Préfet.

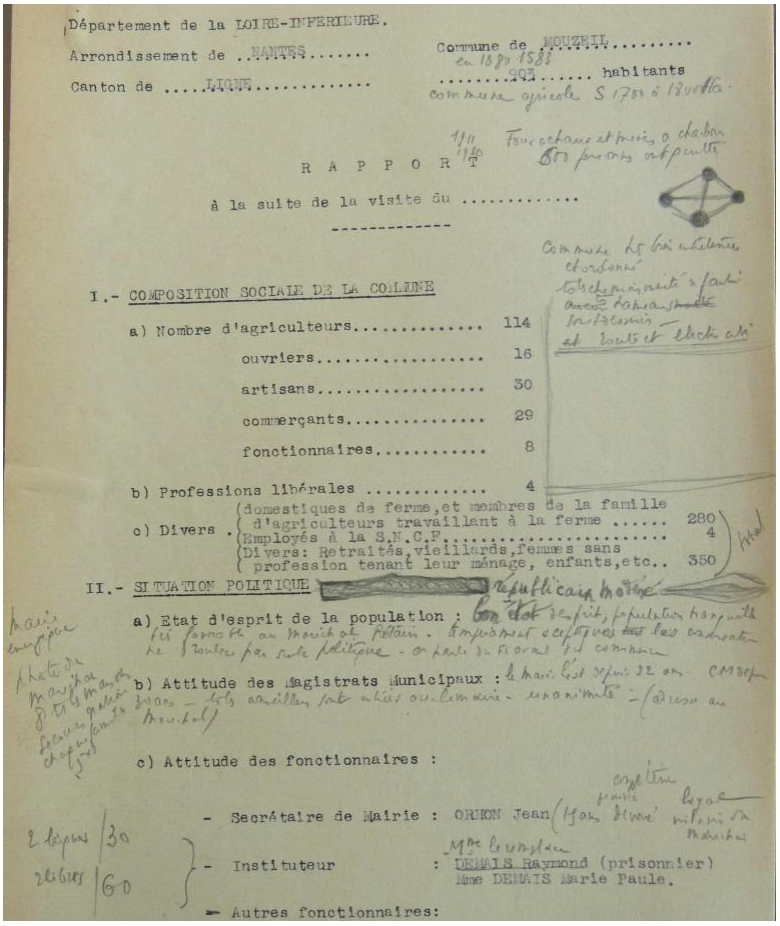
Le préfet visite le canton de Riaillé. (*Le Phare*, 8 août 1941)

Le préfet Dupard commence sa tournée des cantons en décembre 1940. Il la terminera en novembre 1941. Après chaque visite il établit un rapport sur l'état d'esprit du canton en y joignant les rapports établis par le sous-préfet sur chaque commune. Nous disposons de toutes les synthèses effectuées par le préfet et de la plupart des rapports communaux. L'arrondissement de Saint-Nazaire fait exception car le sous-préfet s'est contenté d'un rapport pour la seule commune chef-lieu de canton.

Cette importante documentation est du plus grand intérêt pour qui s'intéresse à l'opinion publique. Encore faut-il connaître pour l'exploiter dans quelles conditions elle a été établie.

Quand le préfet se rend au chef-lieu du canton il écoute les doléances des maires réunis, les rassure, prêche la bonne parole puis, à son retour, rédige un rapport en se servant moins de ce qu'il a vu et entendu que des fiches établies sur chaque commune par ses services ou les sous-préfets.

Ces fiches ont été remplies, dans le mois précédent la visite, par le chef de cabinet du préfet ou du sous-préfet qui a reçu à Nantes, Saint-Nazaire ou Châteaubriant les maires, un à un.



Département de la LOIRE-INFERIEURE.

Arrondissement de ..NANTES.....

Canton de ....LIGNE.....

Commune de MOUZEIL.....

..... 992 ..... habitants

R A P P O R T

à la suite de la visite du .....

I.- COMPOSITION SOCIALE DE LA COMMUNE

a) Nombre d'agriculteurs..... 114

ouvriers..... 16

artisans..... 30

commerçants..... 29

fonctionnaires..... 8

b) Professions libérales ..... 4

c) Divers . (domestiques de ferme, et membres de la famille d'agriculteurs travaillant à la ferme ..... 280
(Employés à la S.N.C.F..... 4
(Divers: Retraités, vieillards, femmes sans profession tenant leur ménage, enfants, etc.. 350

II.- SITUATION POLITIQUE [redacted]

a) Etat d'esprit de la population :

b) Attitude des Magistrats Municipaux :

c) Attitude des fonctionnaires :

- Secrétaire de Mairie : ORION Jean

- Instituteur : DENAIS Raymond (prisonnier)
Mme DENAIS Marie Paule.

- Autres fonctionnaires:

Première page du questionnaire devant servir à établir le rapport sur l'état de la commune de Mouzeil avant la visite du préfet. Le chef de cabinet le complète lors d'un entretien avec le maire de la commune le 6 juin 1941. Le rapport final sera enrichi d'une note d'un inspecteur des R.G. sur l'état d'esprit de la population. (ADLA 1673 W 58)

Pour les 2/3 des communes nous possédons ces fiches à l'état brut. Les réponses y sont griffonnées au crayon en notes brèves. Pour les autres communes ces notes brèves ont été reformulées en phrases bien construites et dactylographiées.

Les fiches de la première catégorie révèlent qu'au confessionnal du chef de cabinet tous les maires convoqués n'ont pas la même assurance. Si les notables (bourgeois, aristocrates) habitués aux estrades déroulent des réponses organisées et argumentées, les paysans et les modestes, impressionnés ou prudents, font preuve d'une grande réserve. Le chef de cabinet doit s'employer pour les faire parler. Aux réponses qu'il griffonne sur la fiche on devine les questions : comment est considéré le chef de l'État ? Et son gouvernement ? Y-a-t-il des critiques ? Des opposants ? Écoute-t-on la radio anglaise ? Que pense-t-on de l'Angleterre, de l'Allemagne…. ?

Parfois les réponses sont longues à venir. Le fonctionnaire crayonne de petits dessins dans la marge. Comme il insiste le maire répond, évasivement : « *certains* », « *quelques-uns* ». Il se dérobe derrière le caractère de la population : « *Ils sont peu expansifs et il est difficile de connaître leurs sentiments* » (Soulvache, 8/09/41). Il en appelle aux dures réalités de la campagne : « *Très absorbés par leurs travaux les habitants de cette commune ont peu de contact entre eux. Ils ne s'occupent pas de politique et ne critiquent pas le gouvernement* » (Basse-Goulaine, 15/03/41).

Face aux maires peu bavards ou à ceux trop loquaces qui ont tendance à dépeindre l'état d'esprit de leurs administrés à travers le prisme de leurs engagements politiques préfet et sous-préfets utilisent les services des inspecteurs des Renseignements généraux qui effectuent la tournée de quelques communes avant la visite du préfet et rédigent eux aussi un rapport.

Les enquêteurs (chef de cabinet, sous-préfet…) n'échappent pas aux pesanteurs politiques du temps et aux effets de perception. À une vingtaine de reprises ils signalent le peu d'intérêt des populations pour la politique : « *Population calme. Ne fait pas de politique…* » (Saint-Lumine-de-Coutais). Que signifie cet apolitisme qui toucherait 10% des communes ?

Pour le chef de cabinet, le sous-préfet ou le préfet qui reprend leurs notes, l'expression « faire de la politique » est polysémique. Parfois cela signifie que l'on se situe à gauche de

l'échiquier politique ou dans l'opposition au régime pétainiste. À contrario, ceux qui « ne font pas de politique » soutiennent le maréchal Pétain. C'est comme cela qu'il faut l'entendre à Saint-Lumine-de Coutais et dans une dizaine d'autres communes : « *Population calme. Ne fait pas de politique. Très modérée. Partisans du Maréchal Pétain* » (Saint-Lumine-de-Coutais). « *Majorité favorable au Maréchal Pétain. Ne fait pas de politique* » (Belligné).

« Faire de la politique » peut signifier aussi pour nos rapporteurs manifester ostensiblement ses opinions partisanes : « *Ne se sont jamais occupés de politique qu'au moment des élections où les ¾ étaient conservateurs… »* (Le Landreau). Les élections ayant été supprimées on comprend que dans ces conditions : « *Les conversations ne roulent pas sur la politique* » (Mouzeil) ; sans compter que le contexte incite à la discrétion.

On pourrait faire plus de cas de l'apolitisme de la dizaine de communes où le préfet rapporte, comme à Grandchamp : « *Indifférents à toute politique, surtout préoccupés d'écouler les produits du sol avec le maximum de bénéfices* ». Les dures réalités du quotidien peuvent effectivement détourner la population d'une politique qui se fait sans eux. Mais n'en est-il pas de même dans les autres communes où pourtant le rapporteur donne un avis sur le degré d'adhésion des habitants au régime du maréchal Pétain ? Ne sait-il pas fait abuser par le maire qu'il interrogeait comme nous l'avons signalé plus haut ? La fiche remplie au crayon de bois par le chef de cabinet du préfet pour la commune de Saint-Léger-Les-Vignes où il note à la volée les propos du maire en est, par ses incohérences, un bon exemple : « *S'occupe pas de politique. La population est favorable au Maréchal Pétain. Subissent les événements sans chercher à les comprendre. Écoutent la radio. 20 postes* ».

Riche de ce matériau et prévenu de ses limites livrons-nous à un tour d'horizon de l'opinion publique du département en 1941. Concernant l'adhésion des habitants au régime et à son chef il révèle un paysage contrasté. Ces contrastes s'évanouissent et l'uniformité s'impose quand on s'intéresse aux sentiments de la population vis-à-vis de l'occupant et de l'Angleterre.

**« On est germanophobe et anglophile »**

« *Les Allemands sont considérés comme ennemis héréditaires. La majorité attend son salut des Anglais* » (Boussay, juin 1941).

La germanophobie est générale et souvent les rapports indiquent, de façon plus lapidaire qu'à Boussay : « *On est germanophobe et anglophile* » (Mouais, 11/08/41). L'humiliante défaite est encore proche et les villageois supportent mal le vainqueur arrogant et pillard dont la présence ravive une plaie ouverte : l'absence des hommes prisonniers en Allemagne. Cependant dans la plupart des communes rurales l'occupant est peu présent et la germanophobie en reste au niveau des sentiments. Elle ne s'exprime pas en gestes d'hostilité. Qu'en est-il lorsque les troupes d'occupation s'installent au village ou dans la petite ville et qu'il faut héberger les soldats ennemis, cohabiter avec eux ? Entre indifférence et intérêt on s'accommode comme à Blain :

« *Depuis juin 1940 les troupes allemandes occupent Blain et la forêt du Gâvre où actuellement 400 militaires environ logent chez l'habitant et dans des baraquements en forêt. Le contact de la population avec les militaires allemands n'a pas donné lieu à incidents* ».

« *Les habitants de Blain qui ont eu pendant plusieurs mois les troupes anglaises au commencement de la guerre 1939 jugent de la différence de contact avec les soldats allemands. Tous souhaitent la fin du cauchemar et espèrent une délivrance proche…* »

« *La présence de soldats allemands à Blain a eu pour effet l'arrivée de femmes de mœurs légères ce qui n'est pas sans inquiéter les pouvoirs publics. La répercussion parmi la population est aussi de mauvais augure. Certaines jeunes filles de la localité commencent à se faire remarquer par leur inconduite* » (Inspecteur des R.G. Martineau, 19/05/41).

Cette germanophobie largement signalée dans les rapports peut servir d'alibi au gouvernement qui se dédouane à bon compte de ses erreurs et compromissions sur l'occupant : « *Population paisible… souhaite ardemment le départ des Allemands rendus responsables de toutes les difficultés de l'heure* » (juin 1941).

On l'a vu la germanophobie est généralement associée à l'anglophilie : « *Population nettement anglophile et germanophobe sauf une petite minorité de 20 individus maximum* » (Sion-Les-Mines, 15/06/41).

L'anglophilie peut être spontanée ou raisonnée comme dans le canton de La Chapelle-sur-Erdre : « *Un grand nombre de personnes sont anglophiles parce qu'elles voient dans la victoire des Anglais la seule chance de libération du territoire français* » (11/08/41). Elle peut aussi être résignée : « *On aspire au départ des troupes allemandes ce qui amène certains à désirer une victoire anglaise bien que l'Angleterre ne soit guère aimée* » (La Meilleraye, 7/08/41).

L'anglophilie est la chose la mieux partagée par la population du département même parmi les soutiens du régime : « *Le curé est à la fois favorable au gouvernement et aux Anglais* » (Le Grand-Auverné, 2/08/41). On pourrait y voir un cas de schizophrénie collective si beaucoup ne vivaient dans l'illusion d'un Pétain protecteur de l'indépendance nationale et adversaire tenace de l'Allemagne.

M. Dupart, Préfet de la Loire-Inférieure, a visité Herbignac et Saint-Gildas

*Le bois. — La tourbe. — L'enseignement de l'Agriculture. Le ravitaillement. — L'éclairage. — Les moyens de transports. La main-d'œuvre.*

M. Dupart, préfet du département, continuant la série de ses visites officielles, a consacré la journée de mercredi aux cantons d'Herbignac et de Saint-Gildas. On doit apprécier à leur valeur les efforts accomplis en vue de développer et de rendre plus directs et plus profitables les rapports entre les autorités municipales et préfectorale. Bien des malentendus sont ainsi évités. Des erreurs facilement disipées; des quantités de questions de détail peuvent être réglées presque sur-le-champ, alors qu'il eût fallu des mois pour que ces mêmes problèmes fussent résolus par la voie écrite.

Il est donc très souhaitable que le système inauguré chez nous par M. Dupart soit maintenu. C'est le vœu que formulent tous ceux qui se rappellent les difficultés soulevées jadis par le régime des projets, dossiers, rapports, études, qu'il fallait établir à propos de tout et de rien.

M. Dupart arriva à Herbignac à 10 h. 30, accompagné de son chef de cabinet, M. Fresne. Etaient présents : M. Douay, sous-préfet de Saint-Nazaire; le comte Hubert de Montaigu, député, conseiller général, maire de Missillac; le capitaine de gendarmerie Colonna; M. Crus-

(Photo « Ouest-Eclair ».)

M. Dupart embrasse les fillettes qui lui offrent, à Saint-Gildas, une gerbe de fleurs

Dans chaque canton le préfet est accueilli par un petit comité d'enfants. (*Le Phare*, 16 août 1941)

**Diabolique TSF**

Au fil des rapports on constate que l'anglophilie varie d'intensité selon la densité de postes de TSF dans les communes. L'état d'esprit est jugé meilleur à Maumusson où il n'y a que trois postes, bien que la population soit « *têtue et routinière* » (3/06/41) que dans la proche commune de Saint-Sulpice-des-Landes où : « *Une grande partie de la population écoute la TSF anglaise* » (26/06/41). Dans le canton de Saint-Gildas-des-Bois : « *La radio anglaise est très écoutée* » (26/08/41) tandis que dans la Brière voisine : « *La propagande étrangère ne rencontre que de faibles échos… étant donné le petit nombre de postes de TSF* » (Canton d'Herbignac, 25/08/41). Dans cette Brière dont le préfet souligne les mauvaises conditions de vie, l'insalubrité des logements, le fléau de l'alcoolisme, l'électricité n'est pas installée partout. C'est vrai aussi dans de nombreuses autres régions du département où les bourgs et quelques gros villages sont reliés au réseau électrique tandis que dans les écarts : « *Le nombre de foyers qui s'éclairent avec du pétrole et du carbure de calcium est important* » (Canton de Varades, 8/12/40). Privée d'information la population anesthésiée suit docilement les notables locaux qui diffusent la parole officielle, appellent à la tradition en assénant des vérités élémentaires qui rassurent.

Dans les régions isolées, mal desservies par les moyens de communication du fait de la distance et de la pénurie de carburant comme c'est le cas à Saint-Etienne-de-Mermorte, l'inspecteur Martineau, des Renseignements généraux, note : *« En raison de la situation éloignée des grands centres les habitants ne sont au courant des événements que par TSF* » (31/05/41). À condition d'avoir un poste ! Quand c'est le cas les auditeurs : « *Écoutent assidument la propagande anglaise* » (Canton de Vallet, 3/08/41).

Diabolique TSF dont les rapports, en refrain signalent « *L'influence fâcheuse* » (Abbaretz, 6/08/41). À Paulx, même « *les anciens combattants ne voient pas la situation telle qu'elle est en raison de la TSF* » (30/05/41).

À l'opposition politique traditionnelle ville-campagne, la TSF en introduit une nouvelle : bourg-villages. De par leur composition socio-professionnelle et la meilleure qualité des infrastructures les chefs-lieux ruraux sont mieux équipés et les rédacteurs des rapports relèvent comme à Saint-Colombin en juillet 1941: « *TSF influente dans le bourg* ». C'est un constat de dépit que l'on pourrait illustrer par cette confidence d'un ancien combattant de Oudon se plaignant au marquis de La Ferronnays du mauvais esprit de certains habitants du bourg qui critiquent le Maréchal : « *Je dois vous dire que la campagne, je veux dire les cultivateurs raisonnent infiniment mieux que les gens du bourg. Il est vrai que dans les fermes il n'y a pas de TSF !!* » (9 /01/41).

Face aux ondes subversives les autorités ont toujours été démunies. Sauf à confisquer tous les postes la loi est inefficace. Dès le 4 juillet 1940 était parue au Journal officiel une ordonnance allemande interdisant : « *d'écouter seul ou avec d'autres personnes les émissions de TSF non-allemandes* ». Méconnue du plus grand nombre et inapplicable à long terme elle ne fut pas respectée. Agacé par le succès des radios étrangères, en particulier anglaise, dans la zone occupée le gouvernement de Vichy demande aux préfets d'en brandir quand même la menace de temps en temps quand la population nargue ouvertement l'autorité. Que l'on faute en privé passe encore ; mais sur la place publique ! Ce n'est pas tolérable. Or : « *On a remarqué depuis quelque temps que certains détenteurs d'appareils de TSF laissaient leurs fenêtres ouvertes pendant les émissions et permettaient ainsi aux passants de les écouter* » (Préfet, 26/06/41). On menace « *des sanctions les plus sévères* » les fautifs. Mais la radio anglaise continue à se déverser sur les trottoirs et à escalader les murs. Les résistants internés à la prison Lafayette de Nantes en juin 1941 peuvent écouter la radio de Londres diffusée à leur intention d'un immeuble voisin.

Le 28 octobre 1941 le gouvernement promulgue une loi : « *Interdisant la réception et l'audition de certaines émissions radiophoniques dans tout lieu public ou privé* ». Les peines vont de la confiscation du poste de TSF à l'internement en passant par des amendes. Dans les mois qui suivent on confisque quelques postes et une personne de Saint-Brévin est condamnée à 6 mois de prison. Sans trop d'effet : « *L'interdiction relative à l'audition des postes étrangers est inopérante. De très nombreuses personnes se mettent régulièrement à l'écoute des postes de la radio anglo-gaulliste et diffusent dans les conversations particulières les nouvelles qui leur paraissent de nature à faire naître l'espoir ou entretenir le doute* » (Préfet, 1/02/42).

Le 18 décembre 1942 on durcit les peines. Le 24 juillet 1943 les autorités doivent rappeler aux habitants de ne pas « *prendre sur leurs postes de TSF, toutes fenêtres ouvertes et en utilisant la pleine puissance de leurs appareils, les émissions étrangères qui se livrent à une propagande antigouvernementale* ».

Germanophobie, anglophilie, écoute de la radio anglaise contribuent au rejet généralisé de la politique de collaboration. Dans le canton de Machecoul où l'on « *est favorable dans l'ensemble* » au maréchal Pétain, mais où l'on semble selon les rapports beaucoup écouté la TSF, les habitants : « *subissent l'influence de la radio anglaise et par suite hostiles à la collaboration* » (28/08/41).

Les critiques visant la politique de collaboration épargnent la personnalité du maréchal Pétain dans les régions favorables à celui-ci tandis qu'envers son gouvernement la mauvaise humeur est mieux partagée.

Pour mesurer l'adhésion de la population au régime de Vichy, les historiens ont imaginé deux catégories de Français : les *maréchalistes* attachés à la personne du maréchal Pétain telle que définie par le mythe que diffuse la propagande ; les *pétainistes* qui adhèrent au régime mis en place par Pétain, l'État français fondé sur la Révolution nationale et dont les valeurs sont résumées dans la trilogie Travail, Famille, Patrie. Ces classifications a posteriori n'existent pas à l'époque pour nos rapporteurs habituels. Ils ne signalent pas la dissociation que pourrait faire l'opinion entre le maréchal Pétain et son régime. Pour eux, en 1941, les personnes qui soutiennent le maréchal Pétain sont aussi d'accord avec la Révolution nationale. Par contre elles peuvent se montrer critiques vis-à-vis du gouvernement (dont selon l'acte constitutionnel n° 2 du 10 juillet 1940 il est le chef !!!) en particulier à propos de la politique de collaboration. Un comportement qui rappelle celui de la monarchie absolue où l'on accablait les ministres en épargnant la personne royale jugée ignorante de leur mauvaise gestion : « Si le roi savait ! ». En Loire-Inférieure ce sont les partisans du maréchal Pétain qui mettront beaucoup de temps à savoir.

**L'adhésion des ruraux à la Révolution nationale**

La carte de l'adhésion des communes du département au maréchal Pétain et à son régime s'avère nuancée, contrastée par endroits. Il ressort de l'étude des rapports préfectoraux que les campagnes sont globalement favorables (voire très favorables parfois) à Pétain mais avec des nuances entre les cantons et à l'intérieur de chacun d'eux entre des communes qui se singularisent soit par leur hostilité, soit par leur zèle maréchaliste. Les points de résistance se situent : dans les grandes villes (Nantes, Saint-Nazaire), leurs banlieues et les espaces qu'elles influencent par le va et vient quotidien des ouvriers ; dans les communes de la Basse-Loire industrialisée ; dans les petites villes (Châteaubriant, Ancenis, Blain, Nozay, Nort-sur-Erdre, Pontchâteau).

Les régions les plus favorables au maréchal Pétain et à son régime se situent : au nord-est du département (cantons de Ancenis, Varades, Saint-Mars-la-Jaille, Riaillé, Saint-Julien-de-Vouvantes ; au sud de la Loire (le vignoble, le Pays de Retz et les cantons situés au sud du lac de Grandlieu).

Qu'elles soient favorables ou très favorables au régime, les zones rurales partagent toutes des caractères communs qui favorisent leur adhésion à la Révolution nationale et à son chef. Les nuances entre elles tiennent à la présence de leaders capables d'entraîner l'opinion et aux conditions économiques locales. Il s'agit de sociétés caractérisées par une forte emprise cléricale et un conservatisme politique très marqué, renforcé même au moment du Front populaire. On trouve souvent dans les rapports pour définir l'état d'esprit des cantons ou des communes des remarques comme celle-ci : « *La population dans son ensemble fait preuve d'un bon état d'esprit… En effet la population du canton catholique, conservatrice,*

*traditionnaliste a toujours mis en pratique les grands principes qui guident la politique du Maréchal Pétain, aussi celui-ci recueille-t-il leur unanimité* » (Canton de Varades, 8/12/40). Rappelons que le député de la circonscription de Varades, en 1936, le marquis de La Ferronnays a fait campagne sur les mots d'ordre : « Religion, Patrie, Famille, Profession ».

Le Loroux-Bottereau et Vallet ont, à leur tour, reçu la visite du Préfet

Un groupe de personnalités à la réception du Préfet à Vallet.

Lors de ses visites le préfet rencontre les notables du canton. (*Le Phare*, 3 août 1941)

Dans ces cantons les rapports signalent comme preuve de la bonne santé morale des populations la fréquence des familles nombreuses et la faiblesse numérique de l'enseignement public : « *Une des caractéristiques de ce canton, qu'il partage d'ailleurs avec le département de la Loire-Inférieure, consiste dans l'importance des effectifs de l'école libre. Dans de nombreuses communes l'école publique ne compte qu'un dixième des enfants qui reçoivent une instruction. Cette situation s'explique par le sentiment religieux de l'immense majorité de la population qui est catholique très pratiquante* » (Canton du Loroux-Bottereau, 3/08/41).

Les populations de ces cantons se retrouvent très bien dans les valeurs de la Révolution nationale. Valeurs portées avant la guerre par tous les notables qui encadrent la société villageoise, du maire au député en passant par le curé : « *Population très catholique. La religion décide de la politique* » (Mésanger, 21/11/41).

Ici le clergé par une pastorale active (sermons, missions, bulletins paroissiaux, patronages, mouvements d'action catholique) a contribué à faire des catholiques , depuis les années 1920, des citoyens résignés à l'ordre social en place, des supplétifs des partis conservateurs, appelant sans retenue les fidèles à manifester, à voter, sous prétexte de défendre la religion, pour des notables, aristocrates grands propriétaires terriens compagnons de route de l'Action Française, devenus en 1940 ardents partisans du maréchal Pétain.

Dans les campagnes nantaises la gauche est peu ou pas représentée avant la guerre et l'engagement républicain parfois bien timide. En novembre 1941 le préfet note à propos de La Chapelle-Basse-Mer : « *Population de maraîchers et de vignerons d'opinion publique très modérée, nationaux, les plus avancés parmi eux étaient radicaux. Sentiments catholiques très profonds, pratiquants, calmes, travailleurs, ne se plaignent pas de la situation présente. Ne parlent jamais de politique. Satisfaits des bénéfices qu'ils réalisent actuellement à la vente des produits agricoles* ».

Dans certaines communes on apprécie d'être débarrassés du Front populaire et on le fait savoir au préfet. C'est le cas à Bouvron, Saint-Vincent-des-Landes… et même à Moisdon-la-Rivière dans une région globalement plus critique envers le régime de Vichy : « *La population… est cependant favorable au Maréchal Pétain car elle préfère la politique actuelle à celle du régime Front populaire* » (6/08/41).

L'adhésion des ruraux au maréchal Pétain est favorisée ou renforcée dans certains cantons ou communes par l'implantation de quelques grands notables. C'est le cas du marquis de La Ferronnays maire de Saint-Mars-la-Jaille, président du Conseil général de la Loire-Inférieure et député qui, selon le préfet, « *exerce une heureuse influence* » (7/08/41). Au Loroux-Bottereau, le maire Louis Linyer a droit à ce satisfecit : *« L'homogénéité que l'on remarque dans la géographie de ce canton se retrouve dans l'état d'esprit de sa population. Mr Linyer, membre du Conseil national, qui représentait au sénat et au Conseil général de la Loire-Inférieure ce canton depuis de nombreuses années, a su réaliser par son influence l'union de tous. L'état d'esprit actuel est excellent, très favorable à la politique de redressement national entreprise par le gouvernement* » (3/08/41).

Les notables faiseurs d'opinion trouvent des relais plus ou moins inattendus : « *Mr de Charrette, descendant du général vendéen de la Révolution, est acquis au gouvernement. Le curé de La Chapelle-Glain est très favorable à la politique actuelle, n'hésite pas à faire connaître son opinion. Les 15 marchands de porcs de la commune, favorables eux aussi à la politique actuelle, font inconsciemment une propagande dans les campagnes qu'ils parcourent* » (La Chapelle-Glain, 20/05/41).

Plus conscients de leur rôle de propagandistes que les marchands de porcs certains curés, comme celui cité ci-dessus, profitant du climat de culpabilité provoqué par la défaite incitent leurs paroissiens à pleurer sur leurs péchés (l'esprit de jouissance ne l'a-t-il pas emporté sur l'esprit de sacrifice ?) et à se confier au père que Dieu leur donne pour conduire le troupeau vers les pâturages du renouveau national. L'exemple vient de haut. L'évêque Mgr Villepelet, ardent partisan du Maréchal, à l'occasion d'une conférence prononcée à Saint-Nazaire en 1941 sur « L'Église et le temps présent » reprend le triptyque de Pétain : « Travail, Famille, Patrie ».

À Aigrefeuille : « *Au début de l'occupation et dans les premiers mois qui ont suivi, deux clans s'étaient formés parmi les habitants. L'un pour le Maréchal, l'autre partisan du général de Gaulle. Mais suivant les directives du Maréchal, le curé d'Aigrefeuille fit comprendre à ses paroissiens leurs devoirs. Beaucoup l'ayant entendu se sont ralliés depuis et avec cœur à l'œuvre du Maréchal* » (Inspecteur Martineau, 19/06/41).

« *Mr le curé de Pontchâteau est un propagandiste acharné des idées du gouvernement. Lors de la Fête des Mères et en présence du sous-préfet, Mr l'abbé David a fait acclamer le chef de l'État par les nombreux fidèles qui se pressaient à l'église* » (1/07/42).

Il s'agit-là de comportements sans doute exceptionnels ce qui leur vaut d'être signalés dans les rapports. Le plus souvent, quand mention est faite du curé parmi les notables (ce qui n'est pas la règle) on a des remarques du genre : « *Le curé est favorable au gouvernement du maréchal Pétain et n'hésite pas à le faire connaître en chaire* » (Petit-Mars, 2/08/41) ou, plus sobrement : « *Le curé exerce une influence heureuse* » (Fay-de-Bretagne, 10/08/41). Par contre on relève aussi, plus rarement : « *Le curé ne fait pas de politique* » (Les Touches, août 1941) ou *« Le curé du Dresny est peu agissant* » (6/09/41). Comportements qui, dans le contexte, peuvent être considérés comme une prise de position politique du responsable de la paroisse.

Dans une région très marquée par le catholicisme les curés bénéficient d'une réelle influence sur les esprits et certains la mettent au service de leurs convictions politiques comme on vient de le voir. Si généralement le troupeau suit son berger quelques brebis

traînent la patte. À Treillières : « *Mr Prévert curé de la commune… est particulièrement actif malgré ses 64 ans. Il est très aimé et très écouté de la population. Dirige avec autorité la jeunesse catholique (JAC). Excellente influence ; à fond pour le Maréchal* » (22/11/41). On ne s'étonne pas de lire quelques lignes plus loin : *« Un noyau de jeunesse catholique suit avec enthousiasme les directives du Maréchal* ». Mais, bien qu'ancien combattant de 1914-18, son zèle maréchaliste est moins efficace auprès des esprits plus mûrs : « *La génération plu âgée, notamment les anciens combattants, conçoit une certaine amertume de la situation présente et serait portée à émettre quelques critiques, mais pas de polémique ouverte* ».

Dans les régions les plus favorables au maréchal Pétain, l'adhésion a eu lieu parce que le discours de la Révolution nationale répondait aux sentiments politiques traditionnels de la population. La rupture entre le régime républicain et le régime autoritaire (pour ne pas dire plus) de l'État Français a pu en choquer quelques uns. Chez d'autres elle a été occultée par le mythe Pétain. Pour beaucoup de paysans il y a eu aussi ces petites concessions à l'honneur auxquelles on se laisse aller quand l'argent sonne dans le porte monnaie. « *En résumé pays riche qui souffre peu de la situation présente et dont la population est unanimement favorable à la politique du Maréchal Pétain* ». Ainsi le préfet termine-t-il son rapport du 3 août 1941 consacré au canton du Loroux-Bottereau.

Cependant la situation des campagnes est loin d'être idyllique et les ruraux connaissent réquisitions et privations. Si certains en nourrissent une mauvaise humeur, la plupart s'en accommodent ; le préfet, homme de la ville, a son explication : « *Le standard de vie de la population n'étant pas très élevé, les gens ne souffrent pas des restrictions. D'ailleurs ils trouvent dans leurs jardins et dans leurs champs tout ce qui est nécessaire à leur alimentation* » (Ligné, 30/06/41). Pourtant, du fait de l'éloignement des centres urbains et des difficultés de transport de nombreuses communes subissent des pénuries : *« Saint-Herblon est mal approvisionnée en épicerie. Toutefois personne ne montre de nervosité et l'élevage en volailles et lapins permet de subvenir aux besoins de la population* » (12/06/41). À cette époque le lapin devient un animal très convoité, révélateur malgré lui d'un aspect de la mentalité rurale: « *À La Haye-Fouassière on constate une recrudescence des vols de lapins dont sont accusés les personnes étrangères venues pour les vendanges et la population souhaite qu'une surveillance plus active soit exercée sur ces ouvriers* » (3/10/41).

Malgré les privations, quand ils sont prêts d'un centre urbain petit ou gros, les cultivateurs tirent mieux leur épingle du jeu que les citadins privés de champs et de jardins. Selon le préfet, à Casson : « *Chacun se préoccupe de son exploitation et s'efforce de profiter de la situation actuelle qui permet aux cultivateurs d'amasser des bénéfices* » (19/12/41).

AU PELERIN ET A SAINT-PÈRE-EN-RETZ

M. le PREFET INSISTE sur la SOLIDARITE

plus que jamais nécessaire entre la campagne et la ville

Comme les batteurs, les vendangeurs bénéficieront de rations supplémentaires

(*De notre envoyé spécial*).

Au Pellerin et à Saint-Père-en-Retz, où il s'est rendu samedi après-midi, M. le Préfet a plus particulièrement insisté sur la nécessité, dans les circonstances actuelles, d'une étroite solidarité entre la campagne et la ville.

— J'ai eu connaissance, a-t-il dit, d'un état d'esprit qui a tendance à se former dans les campagnes et dont les conséquences ne pourraient qu'être néfastes.

« *Maintenant, dit-on, c'est le tour des cultivateurs, après avoir été celui des ouvriers...* »

Or, l'heure actuelle n'est l'heure de personne ; la minute qui passe sonne pour tous de la même façon.

Il est inutile d'édicter des lois et des réglements, si chacun s'em-

St-Jean-de-Boiseau fut évoquée. On s'efforcera d'obtenir de l'Etat trains de marchandises. M. le Pre-

Le discours du préfet sur la solidarité campagne/ville, souvent répété, n'est pas entendu. (*Ouest-Éclair*, 29 septembre 1941)

L'inspecteur des Renseignements généraux de passage à Touvois, le 22 juillet 1941, précise les choses : « *En ce qui concerne la vente de leurs produits, ils font également entendre des plaintes, les taxes leur semblent trop basses, mais comme les cultivateurs profitent de toutes les occasions pour vendre, très au-dessus des cours, leurs produits notamment le beurre, les œufs et les volailles à des rabatteurs qui parcourent la campagne, ils réussissent à tirer de leurs exploitations des bénéfices très importants* ».

Dans ces campagnes fertiles où il est possible de faire « des affaires » malgré la situation du moment on adhère plus facilement au régime que dans les zones d'agriculture pauvre, éloignées des villes, où les paysans souffrent et ne manquent pas d'en tenir rigueur au gouvernement surtout quand celui-ci, selon l'expression du maire de Sion-Les-Mines : « *a rationné et noirci son pain* ». Le préfet note que dans le canton de Derval : « *Les paysans manifestent une certaine mauvaise humeur d'être soumis au rationnement du pain. Chacun d'eux en mange quotidiennement une grande quantité ; c'est une habitude qu'il est impossible de leur faire abandonner. La ration de 350 grammes est à peine à la moitié de ce qui leur est nécessaire* » (28/08/41).

Même s'ils ne se différencient guère des autres cantons ruraux sociologiquement et politiquement, les cantons de Derval, Nozay, Moisdon-La-Rivière, Blain, Guémené-Penfao n'ont pas la fibre aussi maréchaliste que ceux à l'agriculture plus florissante.

À l'intérieur même des cantons favorables au maréchal Pétain on trouve des enclaves qui se démarquent du sentiment général par une méfiance affichée, voire une hostilité, au régime. Cela tient aux traditions politiques locales ou à des facteurs sociologiques.

Au Gâvre, dans le canton de Blain : « *Avant la guerre, Mr Blancho* [4] *y avait la majorité aux élections législatives. Aujourd'hui la population fait peu de politique mais sans critiquer ouvertement le gouvernement du Maréchal Pétain elle fait montre de sentiments anglophiles* » (28/10/41). On retrouve la même réticence dans les terres radicales du castelbriantais : « *Le gouvernement est mal vu et le chef de l'État lui-même n'est pas à l'abri des critiques* » (Ruffigné, 14/09/41). Dans la commune voisine de Saint-Aubin-des-Châteaux : « *La majorité de la population est hostile au gouvernement parce que anglophile et germanophobe. Un quart cependant des habitants de la commune paraissent rallier au gouvernement du Maréchal Pétain… Le maire, Mr Hougron, son adjoint et tous les conseillers municipaux étaient de nuance radicale. Ce sont de vieux républicains n'ayant cependant jamais évolué vers le socialisme, ni même le radical-socialisme. Il sera difficile de les rallier aux principes de l'ordre nouveau. Ils ne font pas de politique active* » (21/09/41).

Dans le canton voisin de Guéméné-Penfao au maréchalisme assez tiède l'influence d'un élu local peut faire tomber la population dans le camp des partisans ou des adversaires du Maréchal. À Conquereuil où le maire *« un radical de la vieille école* », selon le préfet, et son conseil municipal « *sont nettement hostiles au gouvernement* » l'esprit public est jugé sévèrement : *« La population croit adopter une attitude patriotique en se refusant à collaborer, le gouvernement est impopulaire ; le Maréchal Pétain lui-même, bien que respecté, est considéré comme subissant l'influence de l'amiral Darlan qui n'est pas aimé* » (3/09/41). Par contre dans la commune limitrophe de Marsac-sur-Don, que rien ne différencie de Conquereuil économiquement et sociologiquement : « *La population est favorable au Maréchal Pétain. Elle a adopté en cela l'attitude du maire et celle du premier adjoint* » (20/07/41). Le maire et conseiller général c'est Emerand Joseph Bardoul élu député conservateur en 1936.

[4] Député maire socialiste de Saint-Nazaire.

Plus à gauche que « *ces radicaux de la vieille école* » il existe dans les communes rurales, dont les populations sont favorables au régime de Vichy et à son chef, des groupes qui s'y déclarent hostiles et dont on craint l'influence néfaste sur l'opinion. À Massérac : « *Un petit noyau composé de cheminots et de fonctionnaires (instituteur, buraliste) regrette la période du Front populaire* » (12/08/41). Les cheminots entretiennent « *des tendances gaullistes* » à Saint-Vincent-des-Landes. Autour de Redon, à Fégréac, à Saint-Nicolas-de-Redon ce sont les ouvriers qualifiés de gaullistes ou de communistes qui *« se livrent à une propagande antinationale* » (Fégréac, 4/09/41). Même chose à Bouaye avec des ouvriers employés pour le compte de l'armée allemande à l'aérodrome de Château-Bougon.

**Les pôles de résistance au régime**

Classe ouvrière et population urbaine constituent les pôles de résistance au pétainisme. Nantes et Saint-Nazaire en sont les centres actifs et rayonnent sur leur arrière-pays.

« *L'état d'esprit du canton de Saint-Nazaire est celui des masses ouvrières en général. Elles manifestent une certaine méfiance vis-à-vis de l'œuvre de redressement national. Elles craignent surtout de perdre les avantages matériels dont le Front populaire les a fait bénéficier* » (23/11/41).

Au-delà du canton de Saint-Nazaire, l'influence ouvrière de la grande ville se fait sentir sur les cantons voisins de Pontchâteau, Saint-Gildas-des-Bois et sur la Brière : « *La population de ce canton est composée d'une part d'un certain nombre d'ouvriers travaillant à Saint-Nazaire qui subissent, au point de vue politique, l'influence de leur milieu (socialistes et communistes) d'autre part d'une immense majorité de paysans agriculteurs qui vivent isolés et s'intéressent peu aux questions politiques* » (Canton d'Herbignac, 25/08/41). Par contre la zone littorale, de Pornichet au Croisic, ne manifeste pas d'hostilité au régime et l'on se contente dans les rapports d'un laconique : « *État d'esprit : bon* ».

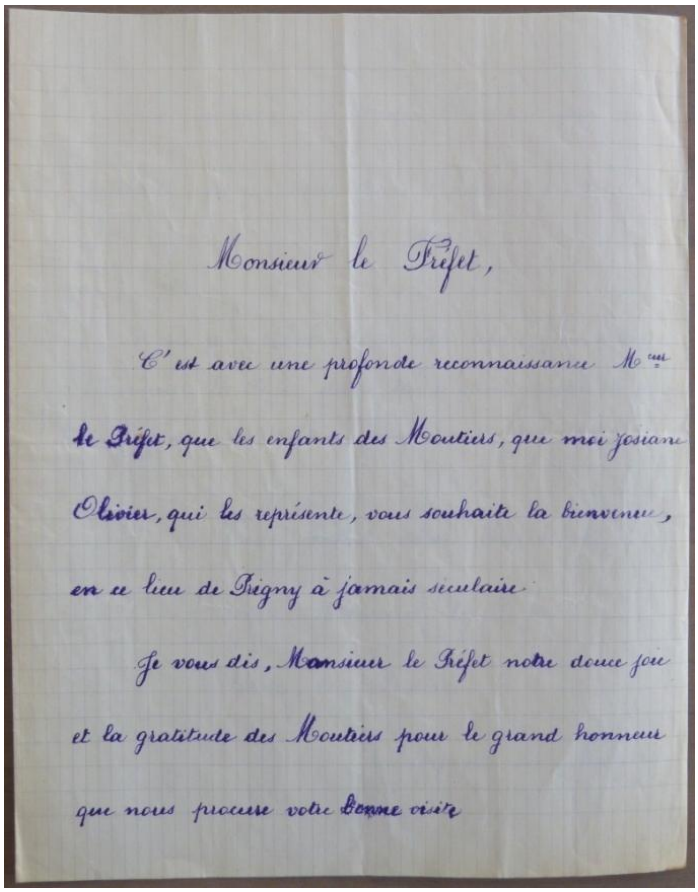
Entre Saint-Nazaire et Nantes, la rive industrialisée de la Loire contraste avec son arrière-pays autant géographiquement que politiquement. L'Occupation ravive les vieilles oppositions, réactive les lignes de fracture. À propos du canton du Pellerin le préfet écrit : « *L'état d'esprit varie donc suivant les communes. Dans celles qui sont rurales, la population qui fait partie du Pays de Retz fait preuve en général d'un bon état d'esprit. Elle est très favorable dans sa grande majorité au gouvernement du Maréchal Pétain. Au contraire, dans les localités comme La Montagne, Le Pellerin où les ouvriers et les pêcheurs dominent, les actes du gouvernement sont accueillis avec méfiance et scepticisme. Un certain nombre d'entre eux regrettent encore le Font Populaire. Ils ne cachent pas leur sympathie pour la cause britannique* » (7/10/41).

Le constat est le même de l'autre côté du fleuve, dans le canton de Saint-Étienne-de-Montluc où, aux communes rurales *« favorables au Maréchal Pétain* » s'opposent les communes ouvrières : « *La propagande communiste, nulle dans les campagnes, revit au contraire à Couëron dans les milieux ouvriers* » (11/08/41).

Autour de Nantes l'onde de choc ouvrière de la ville colore les communes rurales de la banlieue, vouées aux travaux des champs ou aux cultures maraîchères, d'une frange rouge. À propos du canton de Carquefou le préfet écrit :

« *Par suite de ce voisinage immédiat, l'état d'esprit de la population du canton participe de celui de la ville* » (30/06/41). Pour Sainte-Luce il précise : « *Population composée de maraîchers et d'ouvriers travaillant à l'usine des Batignolles et à la SNCF. Ces derniers se plaignent de la hausse du coût de la vie et souhaitent le relèvement de leurs salaires. Les maraîchers au contraire sont satisfaits des prix auxquels ils vendent leurs produits* » (8/11/41). Traduit en langage plus politique cela donne : « *La partie ouvrière : socialistes et quelques communistes. Les maraîchers sont modérés* » (Saint-Sébastien).

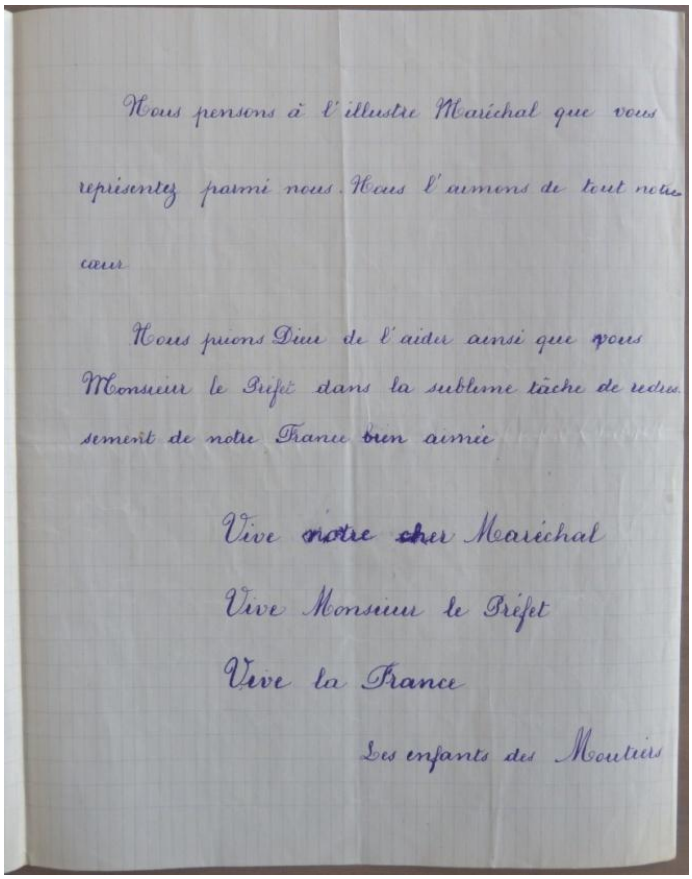
Les communes rurales n'auront jamais été aussi auscultées qu'en cette année 1941. Certes les jugements sont parfois rapides, voire simplistes et ils émanent de rapports rédigés avec des moyens modestes mais ils permettent d'approcher une opinion publique très nuancée, perçue habituellement de la préfecture à travers de nombreux filtres administratifs.



Monsieur le Préfet,

C'est avec une profonde reconnaissance Mr le Préfet, que les enfants des Moutiers, que moi Josiane Olivier, qui les représente, vous souhaite la bienvenue, en ce lieu de Trigny à jamais séculaire.

Je vous dis, Monsieur le Préfet notre douce joie et la gratitude des Moutiers pour le grand honneur que nous procure votre bonne visite



Nous pensons à l'illustre Maréchal que vous représentez parmi nous. Nous l'aimons de tout notre cœur.

Nous prions Dieu de l'aider ainsi que vous Monsieur le Préfet dans la sublime tâche de redressement de notre France bien aimée.

Vive notre cher Maréchal

Vive Monsieur le Préfet

Vive la France

Les enfants des Moutiers

Ce petit discours de bienvenue lu par une écolière des Moutiers à l'occasion de la visite du préfet se veut une ode au Maréchal. (ADLA 1673 W 61)

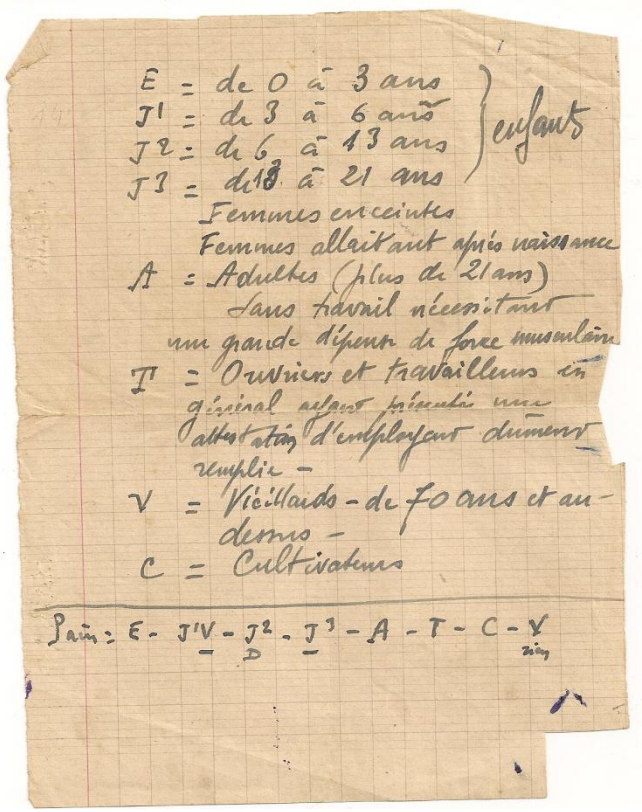
# Janvier 1941 – septembre 1941

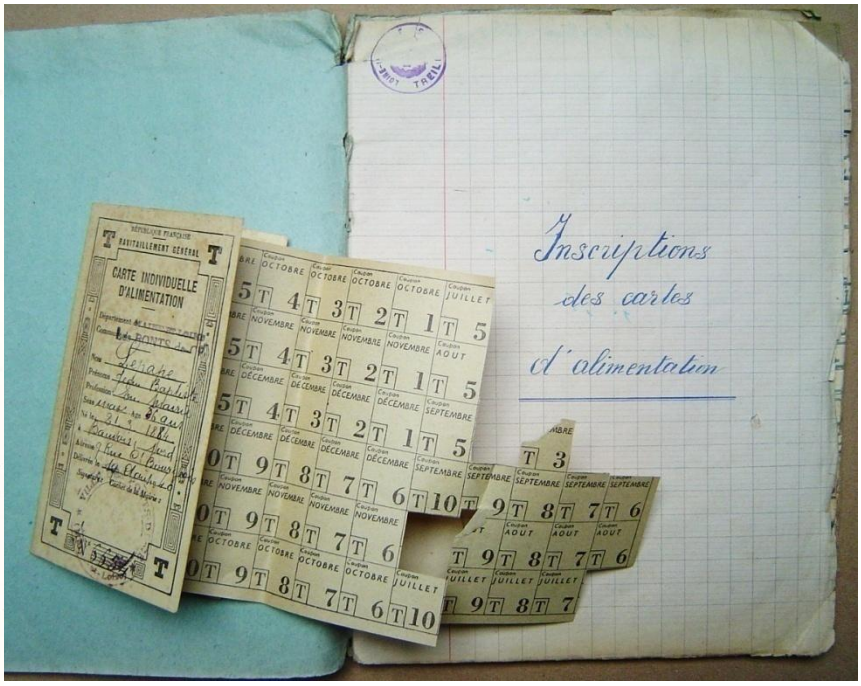
« *Sans doute les difficultés matérielles éprouvées par beaucoup, les craintes d'une famine prochaine (on répète partout qu'elle est totale dans le Nord) contribuent pour la plus grande part à supprimer l'intérêt qu'on attachait précédemment à l'évolution de la guerre ; pour la plupart il s'agit maintenant de vivre et* <u>*on ne s'intéresse plus qu'à ce problème*</u> » (Commissaire central de police de Nantes, 5/05/41).

Le commissaire Lemoine force le trait car, on le verra, les Nantais continuent à suivre la marche du monde en guerre. Mais ils le font de plus loin, repliés sur leur quant à soi, guidés par le principe d'autoprotection.

**Files d'attente et marché noir**

Avec les soucis lancinants posés par l'absence des prisonniers de guerre, le ravitaillement reste la préoccupation prioritaire de l'opinion et une cause permanente de mécontentement. « *De leur côté les ménagères protestent contre les longues attentes afin de pouvoir obtenir les quantités de café, huile, beurre qui ne leur donne pas toujours satisfaction malgré plusieurs heures d'attente devant les magasins* » écrit l'inspecteur des Renseignements généraux le 28 février. Propos qu'il reprend, ainsi que d'autres rapporteurs, tous les mois à Nantes, Saint-Nazaire… avec la litanie, chaque fois plus longue, des produits rares ou manquants. C'est d'abord sur le terrain du quotidien que Vichy a perdu la confiance de la population.




Selon son âge et son activité chaque habitant est classé dans une catégorie et reçoit une carte d'alimentation dont la mairie tient un registre précis. (AM Treillières)

Tract du Comité populaire féminin de Nantes (lié au Parti communiste) distribué en 1941. Il dénonce les difficultés de ravitaillement en particulier pour les familles de prisonniers de guerre. (ADLA 1693 W 106)

En mars la ration de beurre est tombée à 200 grammes par personne pour le mois et la margarine prévue pour compenser se raréfie à son tour : 53 tonnes en février ; 7 tonnes en mars pour le département. En avril : « *dans beaucoup d'endroits la viande et le poisson sont devenus introuvables ainsi que les œufs même après une attente de plusieurs heures devant les magasins. Le prix élevé des légumes empêche beaucoup de familles modestes de se procurer un minimum vital et cette situation particulièrement pénible crée un profond malaise… Les plus vives récriminations se font entendre dans la foule qui ne ménage pas ses critiques à l'adresse des services du Ravitaillement général et des pouvoirs publics* » (Commissaire Lemoine, 5/05/41). En avril les pommes de terre ont disparu de Nantes. Au marché de Talensac des marchands sont pris à partie par des clients excédés et des étalages renversés. Le commissaire de police dit au préfet craindre la répétition de tels incidents et leur exploitation par les communistes.

Les communes du littoral, à l'instar des villes grandes ou petites, n'échappent pas à la pénurie. « *Le Croisic, Batz, Le Pouliguen n'ont pas touché de viande de bœuf depuis le 17 avril* » écrit le sous-préfet de Saint-Nazaire le 4 juillet alors qu'il signale le passage dans sa ville : « *de troupeaux de bestiaux réquisitionnés par les autorités d'occupation* » et cela sous les yeux des Nazairiens faisant la queue devant les magasins.

Autre choc pour la population d'un département viticole habituée à une forte consommation de vin celui-ci se raréfie en juin. Cette pénurie s'explique par les achats massifs de grandes maisons parisiennes. La barrique de muscadet qui valait 500 francs fin novembre en vaut 3500 en juillet. Mais la rumeur accuse l'armée allemande d'une absorption massives rajoutant que l'occupant : « *transformerait nos vins en alcools utilisés en carburants ou explosifs » !!* (Commissaire des R.G. 4/07/41).

Selon le sous-préfet de Saint-Nazaire : « *Cette rareté du vin influe très défavorablement sur l'état d'esprit des populations urbaines surtout dans les milieux ouvriers de Saint-Nazaire et parmi les pêcheurs* » (4 août). Mystère des circuits de distribution, le vin n'arrive que difficilement jusqu'à la table familiale mais : « *les habitués des cafés peuvent à leur aise déguster facilement et sans restriction dans les établissements de la ville, ce qui amène quelques réflexions amères de la part des ménagères économes* » (Commissaire des R.G. 4/08/41).

Après un léger mieux en juillet (70 grammes de viande de charcuterie par personne et par semaine !) la situation se dégrade à nouveau en août et septembre entretenant un climat délétère dans la population : « *La question du ravitaillement est à la base du mécontentement*

*général, notamment dans les classes modestes. L'impression dominante de ces milieux est qu'on ne voit que la clientèle pauvre participer aux files d'attente et on est persuadé que les commerçants ne répartissent pas leurs rares marchandises d'une façon équitable* » (Commissaire central, 27/09/41). La crise alimentaire, la pénurie généralisée des biens de première nécessité (textile, cuir, charbon, carburant…), la hausse vertigineuse des prix font ressurgir des clivages et des disparités que le régime affirmait vouloir faire oublier : ouvriers / bourgeoisie, citadins / ruraux.

« *La raréfaction et le contingentement des produits alimentaires ont eu dans la vie des campagnes de très profondes répercussions. Le paysan, devenu le dispensateur de toutes les principales denrées a pris conscience de son importance* » (Commissaire des R.G.) ; et il sait en tirer profit. « *Les cultivateurs sont considérés comme les gens les plus favorisés du moment* » écrit le commissaire Lemoine le 5 avril. Avis partagé sans doute par beaucoup de citadins, surtout ceux qui le dimanche vont faire leurs emplettes à la campagne, et aussi par le préfet : « *Les agriculteurs sont surtout attachés à leurs intérêts matériels. Ceux-ci les poussent à écouler chaque fois qu'ils le peuvent leurs produits en dehors de la réglementation existante. Ils pratiquent le marché noir avec les Français et avec les troupes d'occupation et justifient leur attitude en disant que les ouvriers ont eu leur heure en 1936 et que c'est la leur aujourd'hui* » (2/10/41).

Cette allusion au Front populaire, venant après d'autres dans le chapitre précédent, révèle que les antagonismes sociaux exacerbés à l'époque sont réactivés pendant l'Occupation. Pour les paysans, le patronat et quelques autres, Vichy est une revanche. Dans cet esprit le régime se complaît à faire « rejouer » toutes les failles résultant des séismes qui ont secoué le pays depuis 150 ans : Révolution / rejet de la République et de la démocratie ; affaire Dreyfus / lois antisémites ; Front populaire…

Le jugement du préfet sur le comportement des agriculteurs est basé sur un constat juste mais sévère car ils ont des excuses à faire valoir. Certes le paysan peut consommer les fruits de son travail mais il n'a pas plus accès que les citadins aux produits d'épicerie. L'agriculture qui souffre de l'absence des prisonniers de guerre est soumise à de nombreuses réquisitions. Il y a celles de l'occupant qui prélève cheptel et céréales pour nourrir ses troupes. Il y a celles de la société allemande « Ostland » qui acquiert du bétail pour mettre en valeur les départements du Nord et de l'Est interdits au retour des réfugiés et dont les fermes inoccupées sont confiées à des colons venus d'outre-Rhin. Il y a aussi les réquisitions imposées par les autorités françaises pour alimenter Paris.

Pour organiser la pénurie qui résulte de tous ces prélèvements de produits alimentaires le gouvernement met en place un système paperassier de règlements et de taxes où l'agriculteur a bien de la peine à se retrouver et qui fragilise son exploitation quand ce n'est pas sa force de travail. Ainsi doit-il livrer tout le lait de ses vaches à la laiterie qui en fera du beurre destiné aux marchés urbains. C'est oublier que l'agriculteur a besoin d'une partie de ce lait pour ses veaux. Contraint de frauder il en détourne plus qu'il n'en faut pour son troupeau et… fait son beurre. On lui diminue sa ration de pain alors que c'est son aliment de base ; il détourne une partie de son blé pour ses besoins et parfois ceux de ses visiteurs qui peuvent payer. Et comment résister à la tentation quand, comme dans le castelbriantais, les sociétés Amieux et Olida, contre l'avis du préfet mais avec la bénédiction des troupes d'occupation grosses consommatrices de pâtés et autres charcuterie en conserve, achètent aux paysans les porcs de 16 à 22 francs le kg alors que le prix officiel est de 13,75 francs ?

« *Le marché noir paraît assez florissant dans le département* » déplore le préfet le 2 octobre. Le chef d'escadron de la gendarmerie complète : « *Le Marché Noir est dû surtout à un manque de discipline généralisé, le plus grand nombre de citoyens étant complices* » (27/09/41) En écho le sous-préfet de Saint-Nazaire explique : « *Il existe deux catégories de contrevenants :*

*« 1) Les consommateurs qui craignant un hiver rigoureux prennent leurs précautions en vue de ravitailler leur famille. Ils achètent à la ferme quelques douzaines d'œufs, plusieurs livres de beurre parfois un porc qu'ils salent chez eux ».*

*« 2) Les commerçants qui, profitant de la misère d'autrui achètent en fraude des bovins, des porcins, du beurre, des œufs et les revendent à prix d'or aux consommateurs anxieux de l'avenir* » (26/09/41).

Dans la première catégorie, le sous-préfet de Châteaubriant, Bernard Lecornu, intègre des consommateurs venus de loin et qu'il appelle les « estivants ». Dans son rapport sur la commune de Guémené-Penfao daté du 3 septembre 1941, il écrit : « *La commune n'arrive pas à fournir les contingents de bovins et de porcins demandés par les Commissions de réception, cependant le marché noir y a longtemps sévi malgré les nombreuses enquêtes effectuées par le Contrôleur. Actuellement de nombreux estivants continuent à parcourir les campagnes et à expédier des colis de victuailles sur Paris sans qu'il soit possible d'éviter ces pratiques. Il y a lieu de noter à ce sujet que Guémené-Penfao, grâce à son site pittoresque de la vallée du Don et des bords de la Vilaine bénéficie en été du tourisme et spécialement cette année, de nombreux Parisiens sont venus estiver dans l'espoir de trouver à Guémené une nourriture abondante* ».

Le terme « estivant » sera utilisé jusqu'à la fin de la guerre par les sous-préfets de Châteaubriant pour désigner les clients du marché noir, façon de dissimuler sous un trait d'humour leur impuissance face au phénomène.

Faute de personnel en nombre suffisant pour traquer les trafiquants, les autorités s'en prennent à ceux qui les alimentent, les paysans, en réglementant et taxant encore davantage quitte à agacer une population plutôt favorable au régime : « *Le cultivateur admet difficilement de n'être pas le maître de ses récoltes. Il est l'adversaire né des taxations et ne peut comprendre qu'il lui soit défendu de disposer à sa guise des fruits de son travail. Il oppose une certaine résistance à l'application des règlements. De récents incidents sont significatifs à cet égard : des paysans ont menacé et injurié des gendarmes et des agents des Contributions indirectes qui venaient effectuer des contrôles chez eux. Cet état d'esprit est général* » (Préfet, 2/10/41).

Malgré règlements et contrôles le marché noir a de beaux jours devant lui et remplit les bas de laine des paysans surtout quand ils ont la chance d'être proches d'une ville. À Treillières le curé Prévert constate benoîtement : « *Sans être millionnaires... mes paroissiens sont pour la plupart à l'aise. La hausse continue des denrées alimentaires a depuis longtemps débordé le bas de laine. Il y a peut-être chez quelques uns un amour excessif du papier monnaie. J'ai dit à plusieurs reprises qu'un excellent moyen de purifier ces papiers, qui seraient d'une légitimité douteuse, était de participer largement aux œuvres paroissiales et diocésaines. On a compris, ce qui fait que, depuis deux ans surtout, nos œuvres ont suivi une marche ascendante. En 1942 nous avons donné au denier du culte 1500 francs de plus que l'année précédente. Même remarque en ce qui concerne nos séminaires diocésains…. Nos quêtes ont triplé depuis deux ans…* » (Livre de paroisse, 1943).

L'OUEST-ECLAIR. — 12 septembre 1

ST-NAZAIRE

CTION : 14, rue de l'Océan. Tél. : 1-83.

ENCORE UNE NOUVELLE AFFAIRE DE MARCHÉ NOIR

Une épicerie dite « La ferme ouvrière » vendait du beurre à 95 francs le kilo et du café à 450 francs le kilo

Les époux Bertoye avaient certes trouvé une fort belle raison sociale en appelant leur épicerie « La Ferme Ouvrière ». C'était en quelque sorte, l'assurance pour les clients d'y trouver tous les produits de la campagne à des prix réduits.

Les époux Bertoye n'ont oublié qu'une chose : qu'il ne fallait pas se contenter d'adopter un titre décoratif, mais le justifier. On va voir comment ils s'y prenaient pour cela.

Il y a quelques jours, les inspecteurs Virelingue et Mainguy étaient priés par le commissaire du 2e arrondissement, M. Le Gallo, d'enquêter sur l'activité de la « Ferme Ouvrière », sise rue du Prieuré et tenue par le ménage Bertoye. Il était en effet arrivé à la connaissance de la police qu'il se faisait dans cette boutique un trafic illicite de savon, de café, de beurre, de chocolat, bref

Mme Bertoye de leur donner du beurre. La commerçante, ne sachant trop quelle contenance tenir, répondit qu'elle n'en avait pas. Le commissaire révélait sa qualité, lorsque survint M. Bertoye. Celui-ci commença par nier, mais quand on lui eut fait ouvrir son arrière-boutique, 37 kg. 950 de beurre attendaient au frais les clients aux bourses bien garnies. L'épicier dut avouer qu'il cédait cette denrée pour le prix modique de 95 fr. le kilo.

Restait à visiter la cave et les autres dépendances de la boutique. C'est ainsi que les enquêteurs découvrirent dans une petite chambre trois morceaux de gruyère d'un poids total de 17 kg. 550, cinq paquets de 500 grammes de café. Dans la cave, il y avait 500 kilos de beurre, 300 kilos de savon de ménage, du cacao, etc.

L'OUEST-ECLAIR. — 11 septembre 1941

ST-NAZAIRE

CTION : 14, rue de l'Océan. Tél. : 1-83.

LE MARCHÉ NOIR

*Des épiciers de Penhoët vendaient du café à 525 francs le kilo et du thé à 1.100 francs le kilo*

On était assez naïf pour s'imaginer qu'il n'y avait qu'à Paris que l'on pouvait trouver des clients assez riches, assez égoïstes, assez gogos pour passer par toutes les fantaisies des commerçants marrons. Il nous faut déchanter car la police nazairienne vient de mettre un terme à un trafic clandestin de café et de thé qui peut prendre rang parmi les plus beaux du genre découverts à ce jour.

Dernièrement une lettre anonyme parvenait au commissariat central de police dénonçant les agissements des époux Salmon, épiciers, 8, rue de Trignac à Penhoët, que l'auteur accusait de vendre à des tarifs exorbitants du thé et du café.

Les inspecteurs Virelingue, Mainguy et Renaud, munis en abondance de billets de banque dont les numéros avaient été relevés, furent envoyés à Penhoët. Ils se présentèrent à Mme Salmon et lui demandèrent avec l'air de circonstance qui s'impose, de leur céder un peu de café et de thé. L'épicière leur répondit de repasser plus tard. Une deuxième fois,

et huit kilos de thé, sans préjudice de 3 kilos de café vert.

M. Salmon précisa qu'il avait reçu ces marchandises en trois fois.

*UN ALGERIEN*

Le grive narra dans quelles conditions Salmon lui achetait le café et le thé et déclara que c'était un Algérien dont il ignorait naturellement le nom qui avait été son premier fournisseur. Celui-ci lui avait procuré une première fois trois kilos de café que Legrive céda à Salmon à raison de 325 francs le kilo, prix coûtant assura-t-il. Cette opération ne lui donna qu'un bénéfice de cent francs, commission dont s'acquitta envers lui M. Salmon.

*... PUIS UN BORDELAIS*

Plus tard, Legrive, qui avait décidément des relations intéressantes, connut un Bordelais qui lui procura une vingtaine de kilos de café à raison de 395 francs le kilo. Ce café fut lui aussi, cédé à Salmon pour une somme de 400 francs.

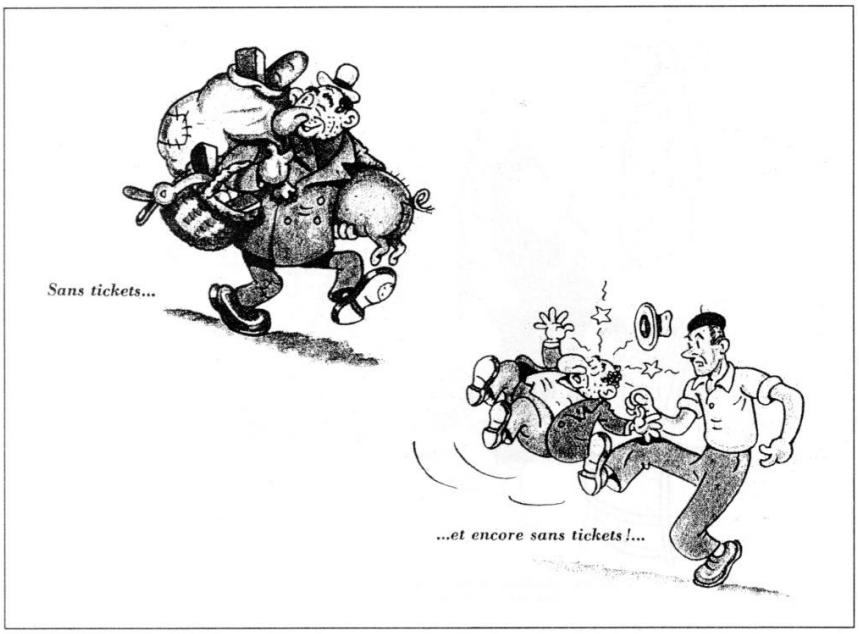
Pour calmer la mauvaise humeur d'une population citadine exaspérée, tout au long de l'Occupation la presse avertie par les autorités dénonce des trafiquants du marché noir. (*Ouest-Éclair*, 11 et 12 septembre 1941)

Les agriculteurs, soutiens du régime, commencent à manifester leur agacement face aux réglementations. Le mécontentement, la colère ouverte parfois, provoqués par la pénurie alimentaire débordent des milieux populaires touchés en premier. C'est ce que constatent à partir de l'été 1941 nos observateurs habituels qui à la demande de Vichy intègrent désormais dans leurs rapports des essais d'analyse sociologique pour mieux apprécier les soutiens à la politique du gouvernement : « *La plupart des fonctionnaires souffrent autant que les ouvriers de la hausse incessante du coup de la vie et des difficultés du ravitaillement. Ils aspirent à la revalorisation de leurs traitements. L'insuffisance de ceux-ci reste un obstacle non négligeable à leur ralliement sincère à la politique du gouvernement* » (Préfet, 2/10/41).

Seuls les commerçants et industriels semblent échapper à la morosité : « *Si beaucoup d'entre eux travaillent pour le compte des autorités allemandes ou voient les militaires composés en grande partie leur clientèle, il reste malaisé d'exprimer l'opinion de ces deux catégories en ce qui concerne notamment la politique de collaboration préconisée par le gouvernement* » (Commissaire central Lemoine, 2/10/41).

Les contraintes multiples de la vie quotidienne, les restrictions, le rationnement, les réglementations parfois vexatoires, la montée vertigineuse des prix entretiennent un climat malsain fait d'exaspération, de grogne, de jalousie qui favorise le décrochage progressif de la population vis-à-vis du régime de Vichy.

L'activité gouvernementale n'intéresse que peu de monde. Les rapports indiquent régulièrement : « *On reste indifférent à tout ce qui concerne la politique intérieure…* » (5/06/41). Pourtant sous la direction de l'amiral Darlan le régime se durcit : renforcement de l'ordre moral ; législation antisémite (second statut des juifs le 2 juin) ; exigence du serment de fidélité au Maréchal pour les fonctionnaires … Qu'en pense l'opinion publique ? Les rapports n'en disent rien comme si la population était plus à l'écoute des communiqués sur le rationnement qu'aux allocutions des ministres ou du chef de l'Etat. C'est l'avis du commissaire Lemoine : « *L'ensemble de la population paraît se désintéresser de l'action du gouvernement. Le public attend avec impatience une amélioration pour lui essentielle, celle de ses conditions de vie, et se préoccupe fort peu de toutes les réformes entreprises ou à venir. Les derniers changements ministériels n'ont d'ailleurs suscité que peu de commentaires, beaucoup de gens estimant qu'il ne suffit pas de changer les hommes pour aboutir à des résultats* » (5/09/41).




Page d'une brochure de propagande distribuée à Nantes. Les juifs y sont représentés comme des trafiquants du marché noir dont il faut se débarrasser. (Coll. part.)

Quand il faut porter un jugement sur l'action gouvernementale l'opinion s'en remet à un seul critère : la politique de collaboration. Le préfet le déplore : *« La plupart des habitants de mon département ne retiennent de la politique gouvernementale que ce qui a trait à la collaboration. La méfiance vis-à-vis de la politique extérieure efface tout le bénéfice que le gouvernement devrait retirer de sa politique intérieure* » (2/10/41).

À la différence de Philibert Dupard beaucoup de Nantais pensent que la Collaboration relève d'abord de la politique intérieure tant les réquisitions de l'armée d'occupation interfèrent sur leur quotidien. Après le renvoi de Pierre Laval, en décembre, ils avaient espéré que la politique de collaboration serait remise en cause par le maréchal Pétain. Ils déchantent vite. À la lecture des rapports on constate que la population commence à douter des capacités de l'amiral Darlan à résister aux pressions allemandes dès février. Très vite le vice-président du Conseil se révèle un collaborationniste convaincu. En mai, après une rencontre avec Hitler où il accepte que l'aviation allemande utilise les aérodromes français de Syrie pour aller combattre les Anglais en Irak, il envisage d'autres concessions (qui ne verront pas le jour) à l'armée du Reich. Il perd alors la confiance de l'opinion et le discrédit qui le frappe rejaillit sur le maréchal Pétain : « *L'antipathie croissante règne dans l'esprit de beaucoup à l'égard de l'amiral Darlan et dans la grande majorité la population réprouve toute idée de collaboration. Certains mêmes se faisant l'écho de la propagande anglaise critiquent le Maréchal Pétain appuyant trop selon eux la politique du vice-président du Conseil* » (Commissaire central, 5/06/41).

Sur le portail de la chocolaterie Amieux, le 25 août 1941, on brocarde l'amiral Darlan. (ADLA 1693 W 117)

La germanophobie qui alimente le refus de la Collaboration se nourrit des mêmes causes que les mois précédents. Mais elle croît encore car l'intensification des lacérations d'affiches, des inscriptions murales hostiles, des sabotages amène les autorités d'occupation à multiplier les sanctions collectives : amendes, couvre-feu, gardes… À Couëron après que des jeunes filles aient lacéré des affiches allemandes la population doit pendant huit jours garder les affiches de remplacement. La ligne téléphonique Redon-La Baule ayant été sectionnée les habitants des communes situées sur son parcours doivent pendant une semaine garder la ligne à raison d'un homme tous les 100 mètres ce qui à Missillac mobilise chacun un jour sur trois. Les habitants du département qui jusqu'alors évitaient les rapports avec les militaires allemands ou n'extériorisaient pas leur antipathie s'enhardissent. En juin le préfet signale cinq incidents sérieux entre des soldats allemands et des civils qu'ils avaient provoqués ; il conclut : « *Tous ces faits indisposent fortement la population contre l'armée occupante et ne peuvent que nuire à toute idée de collaboration* » (5/06/41). Il fait remarquer aussi que : « *beaucoup de familles… se plaignent de l'attitude incorrecte avec la population de certaines femmes de mauvaise vie qui ouvertement s'affichent effrontément avec des militaires de passage* » (4/08/41).

Dans les mois suivants, le rejet de l'occupant va changer d'intensité et de nature condamnant irrémédiablement tout succès de la politique de collaboration. Les Français inégaux et parfois rivaux face au ravitaillement, divisés sur leur soutien au gouvernement se rassemblent très majoritairement dans l'opposition à l'occupant. Un sentiment national se reconstitue contre la politique de collaboration portée par le régime de Vichy qui s'est justement donné pour mission de reconstruire l'unité nationale. Etrange retournement de situation.

**Les murs parlent de victoire**

Germanophobie et anglophilie progressent au même rythme dans la population qui ne voit une issue positive à la guerre que par une victoire britannique. Espoir entretenu en février-mars par les revers italiens face aux Anglais en Lybie et aux Grecs dans les Balkans. Certains préparatifs militaires et sanitaires sur le littoral de la Loire-Inférieure laissent envisager une reprise des hostilités et le commissaire Lemoine écrit qu'on espère à Nantes : « *un échec de la prochaine offensive allemande contre l'Angleterre* » (3/03/41). Selon le même commissaire central les rumeurs vont bon train : « *Beaucoup estiment qu'un conflit dans le Pacifique est imminent. On pense que l'entrée en guerre des États-Unis favoriserait grandement les intérêts de la Grande-Bretagne intérêts qui, pour la plupart des gens, restent les nôtres* » (3/03/41). L'hypothèse d'une entrée en guerre des USA va se renforcer tout au long de l'année encouragée par la loi prêt-bail (9 mars), la proclamation de la Charte de l'Atlantique (14 août) et les déclarations de Roosevelt destinées à préparer son opinion publique à l'entrée dans le conflit. Déclarations reprises par la radio de Londres, très écoutée.

Loin du Pacifique, la surprise va venir au printemps des Balkans où le 6 avril, en attaquant la Yougoslavie, l'armée allemande entame une guerre éclair : 17 avril capitulation de la Yougoslavie ; 22 avril, capitulation de la Grèce. Dans le même temps les troupes de l'Afrikakorps commandées par Rommel chassent les Anglais de Lybie et menacent l'Égypte. Ces événements ébranlent le moral des habitants de la Loire-Inférieure : « *Une partie de la population persuadée que l'Amérique interviendra dans le conflit continue à avoir confiance en une victoire anglaise à échéance lointaine. Mais, dans l'ensemble, il apparaît que les événements actuels découragent tous ceux qui avaient mis leur unique espoir dans la victoire anglaise* » (Préfet, 15/05/41). Le sous-préfet de Châteaubriant écrit de son côté : « *La conquête de la Yougoslavie et de la Grèce a causé une déception aux nombreux partisans du général de Gaulle et on a pu constater un certain abattement des esprits* » (5/05/41).

En Loire-Inférieure la « propagande de gaulliste » bénéficie d'une large audience auprès de la population et peut compter sur des militants, peu nombreux certes, mais actifs. Le mot d'ordre lancé en janvier par la radio de Londres d'inscrire sur les murs du pays des « V » symboles de la victoire attendue connaît, malgré les sanctions récurrentes des Allemands, un réel succès dont témoignent tous les rapports : « *Les multiples inscriptions faites sur les murs des villes à la suite d'un mot d'ordre de la radio anglaise démontrent que la propagande de gaulliste rencontre un écho dans une bonne partie de la population et en particulier chez les jeunes gens* » (Préfet, 15/04/41).

Toujours selon Philibert Dupard les « V », « VDG » (Vive de Gaulle) et les croix de Lorraine se font plus rares sur les murs du département à la mi-avril. Il veut y voir un effet des revers britanniques sur le moral des gaullistes. C'est aussi l'époque où les groupes Vandernotte-Hévin sont démantelés par la police allemande entraînant l'arrestation d'une quinzaine de jeunes résistants gaullistes: M. Veper, P. Labrousse, H. Caldecott, F. Creusé, M. Dabat, J.P. Glou, C. de Mondragon… Beaucoup d'entre eux figureront parmi les otages fusillés le 22 octobre suivant. Quelques mois plus tôt, le 15 janvier, le groupe du Comité d'entraide aux prisonniers (L. Jost, M. Poirier, A. Fourny, P. Birien…) a été lui aussi démantelé et ses résistants emprisonnés.

Malgré ces revers et les difficultés du moment le gaullisme reste une espérance forte dans la population. Son chef est connu de tous même si on ne l'a jamais vu. À la différence de la résistance communiste très active dans les milieux ouvriers de Nantes et de sa banlieue (Rezé, Basse-Indre) mais sans grand impact sur le reste de la population selon les différents

rapports, le gaullisme trouve un écho dans toutes les catégories sociales, en ville comme dans les campagnes. Mais entre l'attention bienveillante et le passage à l'acte résistant il y a un grand pas que très peu osent franchir.

**Le V de la Victoire de la « Propagande de gaulliste »**

En janvier 1941 la radio de Londres a demandé d'inscrire ou d'afficher sur les murs du pays des « V » symboles de la victoire attendue.

Ce papillon associant de Gaulle et les Anglais a été collé sur un bâtiment situé près de la caserne Richemont occupée par les Allemands le 27 juillet 1941. (ADLA 1693 W 120)

Le commissaire des R.G. a reproduit dans son rapport, le 21 août 1941, cette inscription réalisée dans la partie blanche d'un billet de 5 Fr. Généralement les partisans de de Gaulle se contentent d'y dessiner une croix de Lorraine placée dans un V. (ADLA 1693 W 120)

Papillons associant la France et l'Angleterre collés sur des vitrines de la rue Crébillon et de la place Graslin à l'occasion du 1e mai 1941. (ADLA 1673 W 84)

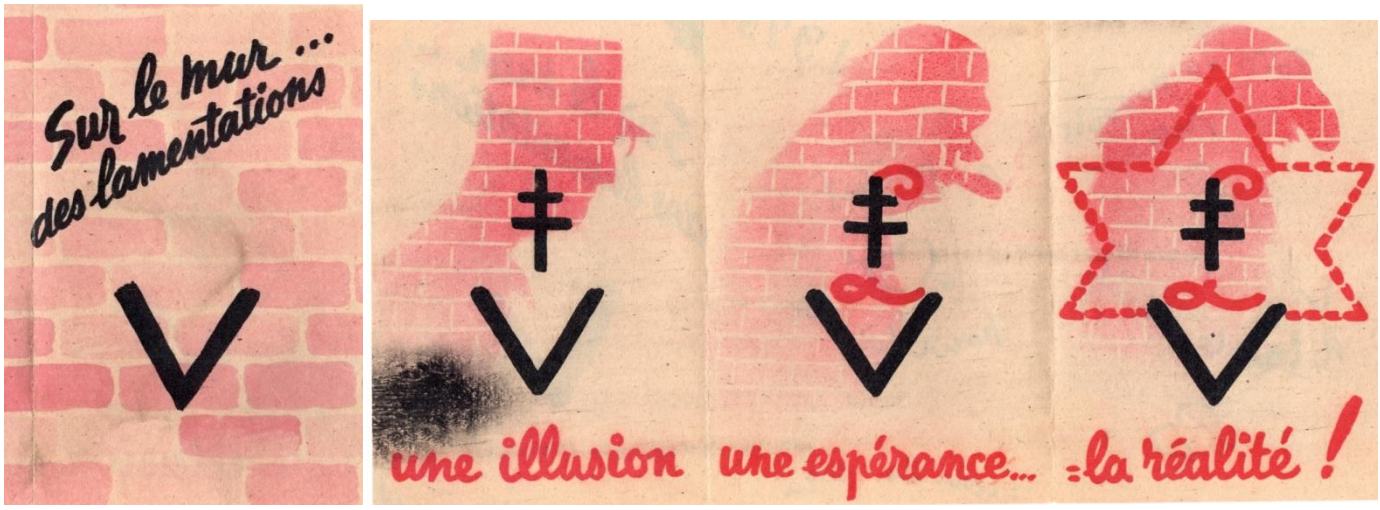
Appliquant les consignes venues de Londres, les résistants gaullistes à l'occasion du 14 juillet 1941 parsèment les rues de Nantes de papillons tricolores représentant le V de la victoire attendue. (Exemplaires récupérés par la police, ADLA 1673 W 84)

Sur une maison du quartier Malakoff à Nantes : « Vive de Gaulle ». (Coll. part.)

**La contre-offensive de la propagande allemande**

La propagande allemande réplique à la campagne du V lancée par la radio de Londres en diffusant une série d'affiches, dont celle-ci, détournant le V à son avantage. (AMN 6 Fi 1671)

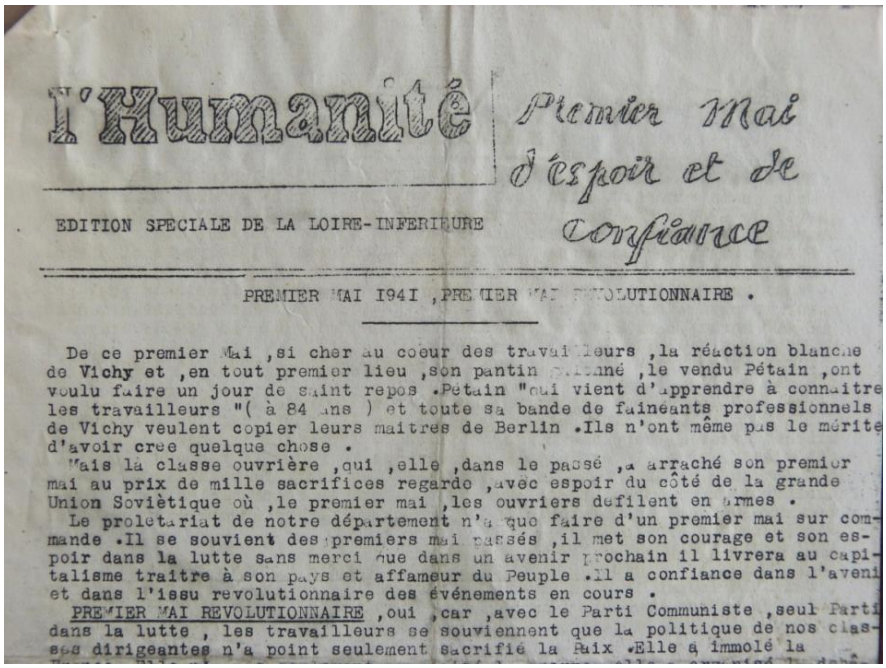
Ces affiches sont distribuées dans toutes les communes du département (1 à 8 exemplaires selon la taille de la commune ; 30 à Saint-Nazaire ; 100 à Nantes) sur l'ordre de la Propagandastaffel avec des consignes précises sur les endroits et les façons de les poser. (ADLA 1693 W 59)




Dépliant (couverture à gauche) distribué à Nantes présentant de Gaulle et l'Angleterre comme les jouets du capitalisme mondial dominé par les juifs. (Coll. part.)

Les fêtes nouvelles instituées par Pétain sont l'occasion pour les services de police de mesurer l'impact du gaullisme et du communisme dans l'opinion. Pour le 1er mai 1941, première célébration de « la fête légale du Travail » le préfet a reçu mission : « *d'éviter que cette journée ne dévie de la voie sur laquelle le gouvernement a entendu l'engager* ». La journée étant déclarée chômée il n'y eut aucun incident dans les usines si l'on excepte des tracts communistes distribués aux Batignolles la veille. Le matin du 1er mai les pompiers, avant l'aube, furent chargés d'enlever au plus vite pour qu'on ne le vît pas, un drapeau rouge orné d'une faucille et d'un marteau fixé en haut du mât du monument aux morts de 1914-18.

Couverture d'une brochure éditée par le régime de Vichy à l'occasion de la première célébration de « la fête légale du Travail » le 1e mai 1941. (ADLA 1673 W 84)



l'Humanité

Premier Mai d'espoir et de confiance

EDITION SPECIALE DE LA LOIRE-INFERIEURE

PREMIER MAI 1941 ,PREMIER MAI REVOLUTIONNAIRE .

De ce premier Mai ,si cher au coeur des travailleurs ,la réaction blanche de Vichy et ,en tout premier lieu ,son pantin [illegible]né ,le vendu Pétain ,ont voulu faire un jour de saint repos .Pétain "qui vient d'apprendre à connaitre les travailleurs "( à 84 ans ) et toute sa bande de fainéants professionnels de Vichy veulent copier leurs maitres de Berlin .Ils n'ont même pas le mérite d'avoir cree quelque chose .

Mais la classe ouvrière ,qui ,elle ,dans le passé ,a arraché son premier mai au prix de mille sacrifices regarde ,avec espoir du côté de la grande Union Soviètique où ,le premier mai ,les ouvriers defilent en armes .

Le proletariat de notre département n'a que faire d'un premier mai sur commande .Il se souvient des premiers mai passés ,il met son courage et son espoir dans la lutte sans merci que dans un avenir prochain il livrera au capitalisme traitre à son pays et affameur du Peuple .Il a confiance dans l'avenir et dans l'issu revolutionnaire des événements en cours .

PREMIER MAI REVOLUTIONNAIRE ,oui ,car ,avec le Parti Communiste ,seul Parti dans la lutte , les travailleurs se souviennent que la politique de nos classes dirigeantes n'a point seulement sacrifié la Paix .Elle a immolé la

Edition spéciale de « L'Humanité » clandestine dénonçant la récupération du 1er mai, symbole des luttes ouvrières, par le régime. (ADLA 1673 W 84)

Le régime a décidé de célébrer avec faste la fête de Jeanne d'Arc le 11 mai en zone Sud. Dans la zone occupée, comme lors des fêtes nationales, tout cortège, prise de parole ou lever des couleurs est interdit. La radio de Londres a appelé la population, comme lors du 1er janvier, a manifester son mécontentement en descendant dans la rue entre 15 h. et 16 h. Le lendemain le commissaire Lemoine raconte : « *Dans le courant de l'après-midi, une foule très dense a parcouru dans les deux sens les artères notamment de la place Graslin au cours Saint-Pierre. Aucun incident ne s'est produit mais on a quand même l'impression que entre 15 h et 16 h. les promeneurs étaient plus nombreux qu'un dimanche ordinaire. Ceci indique d'une façon assez nette que les directives de certains postes de radio étrangère ont été suivies par une partie de la population* ».

Plus tôt dans la journée : « *une foule nombreuse a défilé et déposé des fleurs tant au pied du monument de l'héroïne qu'au cimetière de La Gaudinière où six aviateurs britanniques avaient été inhumés la veille* » (Commissaire Lemoine, 12/05/41). Parmi les nombreux bouquets, dont certains en forme de croix de Lorraine, déposés au pied de la statue de Jeanne d'Arc place Saint-Donatien, l'un portait l'inscription « *Jeanne chassez l'ennemi* ».

Au cimetière de La Gaudinière, devenu point de rendez-vous des manifestations patriotiques autour des tombes anglaises, des incidents se produisent à 18 h. au moment de la fermeture des portes : « *Un groupe de jeunes filles, une cinquantaine, des étudiantes très certainement, dépitées de ne pouvoir entrer ont crié sur l'air des Lampions : Vive de Gaulle. À bas les boches. Les agents sont aussitôt intervenus et en quelques minutes le groupe de jeunes filles fut dispersé* » (Commissaire central Lemoine, 12/05/41). Un peu plus tard des affiches représentant le maréchal Pétain furent lacérées ; sur d'autres on colla des bandes de papier sur les yeux et sur la bouche. Un papillon collé portait écrit : « *Français, jetez le portrait du Maréchal* ». Le commissaire qui n'est pourtant ni sourd ni aveugle n'en conclut pas moins son rapport ainsi : « *En résumé cette journée a été très calme* ».

***« Hitler a attaqué l'Union soviétique »***

Les sentiments anglophiles et gaullistes de la population vont à nouveau être mis à rude épreuve en juin. En réponse au gouvernement français qui avait autorisé le 9 mai des avions allemands à se poser sur les aérodromes de Syrie (alors sous mandat français) pour intervenir contre les Anglais en Irak, ces derniers aidés de soldats des Forces Françaises Libres entrent en Syrie le 7 juin. Les combats entre gaullistes et troupes vichystes (1836 Français sont tués) se terminent par la victoire des anglo-gaullistes. Le 4 juillet le commissaire des Renseignements généraux signale au préfet : « *L'attaque de la Syrie et du Liban par l'Angleterre a beaucoup ému les esprits. Beaucoup regrettent profondément de voir les éléments français opposés à notre propre armée* » (4/07/41). Le même jour, le sous-préfet de Châteaubriant parle de : *« Flottement des esprits* ». Etats d'âme de courte durée car un autre événement va venir occuper les esprits : *« L'entrée en Russie des troupes allemandes a été une véritable surprise pour la population* » (Commissaire des R.G., 4/07/41).

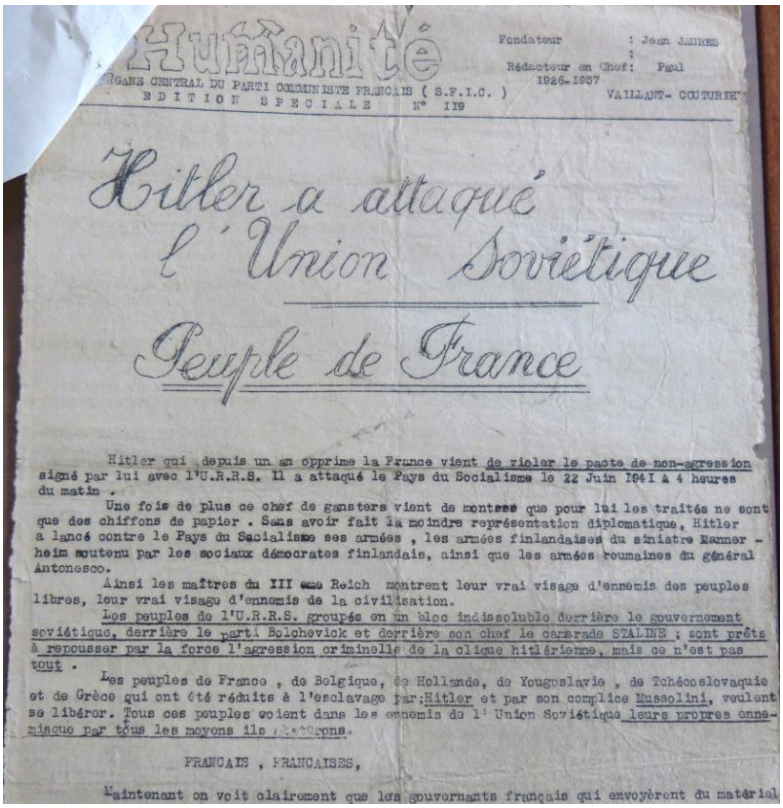
Le 22 juin 1941, l'entrée en guerre de la patrie du communisme dans une région *« ne marquant pas beaucoup de sympathie à l'égard des Soviets* » (Commissaire Lemoine, 5/07/41) va, localement, raviver de vieilles craintes, faire rejouer d'anciennes fractures, modifier à long terme les équilibres de la Résistance et recomposer le paysage politique. Le sous-préfet de Châteaubriant, Bernard Lecornu, livre son analyse de la nouvelle donne au préfet le 4 juillet. Celui-ci la reprendra in extenso dans son rapport destiné à Vichy : « *Si beaucoup de ceux qui espèrent toujours une victoire anglaise voient dans ce renfort inattendu un obstacle susceptible de mettre un terme à la longue série de victoires allemandes, beaucoup d'autres par contre, plus perspicaces, se demandent quel bénéfice la France peut retirer d'une victoire russe, victoire qui en livrant l'Europe au communisme ne manquerait pas d'avoir de profondes et dangereuses répercussions sur notre pays déjà affaibli par la guerre. De façon générale on constate que dans les milieux bourgeois assez ouverts jusqu'à présent aux idées gaullistes la guerre russo-allemande a entraîné un revirement d'opinion favorable à la collaboration. Par contre dans les milieux ouvriers sensibles à la propagande soviétique une évolution contraire a été enregistrée* » (4/07/41).

À partir du 22 juin les services préfectoraux surveillent particulièrement l'activité des communistes. Le 4 juillet le commissaire des Renseignement généraux simule la surprise : « *La propagande communiste s'est beaucoup ralentie depuis le mois de juin. Le conflit russo-allemand qui vient d'éclater a fait taire les principaux meneurs de la région, tracts et papillons n'ont pas reparu en ville depuis quelque temps* ». Le commissaire sait très bien que les 23 et 24 juin une trentaine d'anciens responsables communistes ont été arrêtés dans le département d'où ce ralentissement, passager, de l'activité militante. Très vite les résistants

communistes se réorganisent. Tracts et papillons réapparaissent tandis que les murs s'ornent de slogans nouveaux : « Vive Staline », « Vive l'URSS », Vive le PCR », « Vive la république française des Soviets ». Les secteurs géographiques où la résistance communiste se manifeste sont limités à Nantes (Doulon, Batignolles, Pirmil, Pont-Rousseau) et à sa banlieue (Rezé et Basse-Indre où le 14 juillet un drapeau rouge orné d'une faucille et d'un marteau est fixé sur une bouée en Loire). Malgré les perquisitions et les arrestations l'activité militante tournée vers l'opinion continuera en juillet et août, toujours essentiellement nantaise et sans impact réel selon le commissaire Lemoine : « *La propagande communiste… ne semble pas avoir plus de succès que précédemment le public étant opposé à tout régime autoritaire et notamment au régime soviétique dont les variations n'ont pas manqué depuis 1939* » (5/08/41).

**La propagande du parti communiste à l'été 1941**

Après l'entrée en guerre de l'URSS l'activité militante tournée vers l'opinion prend une orientation nouvelle



Humanité

Fondateur : Jean JAURES
Rédacteur en Chef : Paul VAILLANT-COUTURIER 1926-1937

ORGANE CENTRAL DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS ( S.F.I.C. )
EDITION SPECIALE N° 119

Hitler a attaqué l'Union Soviétique

Peuple de France

Hitler qui depuis un an opprime la France vient de violer le pacte de non-agression signé par lui avec l'U.R.R.S. Il a attaqué le Pays du Socialisme le 22 Juin 1941 à 4 heures du matin .

Une fois de plus ce chef de gangsters vient de montrer que pour lui les traités ne sont que des chiffons de papier . Sans avoir fait la moindre représentation diplomatique, Hitler a lancé contre le Pays du Socialisme ses armées , les armées finlandaises du sinistre Mannerheim soutenu par les sociaux démocrates finlandais, ainsi que les armées roumaines du général Antonesco.

Ainsi les maîtres du III ème Reich montrent leur vrai visage d'ennemis des peuples libres, leur vrai visage d'ennemis de la civilisation.

Les peuples de l'U.R.R.S. groupés en un bloc indissoluble derrière le gouvernement soviétique, derrière le parti Bolchevick et derrière son chef le camarade STALINE ; sont prêts à repousser par la force l'agression criminelle de la clique hitlérienne, mais ce n'est pas tout .

Les peuples de France , de Belgique, de Hollande, de Yougoslavie , de Tchécoslovaquie et de Grèce qui ont été réduits à l'esclavage par Hitler et par son complice Mussolini, veulent se libérer. Tous ces peuples voient dans les ennemis de l'Union Soviétique leurs propres ennemis que par tous les moyens ils combattent.

FRANCAIS , FRANCAISES,

Maintenant on voit clairement que les gouvernants français qui envoyèrent du matériel

Edition spéciale de « L'Humanité » clandestine annonçant l'attaque de l'Union soviétique par l'Allemagne. Cet exemplaire fut ramassé par la police sur la plage de La Baule. (ADLA 1693 W 117)

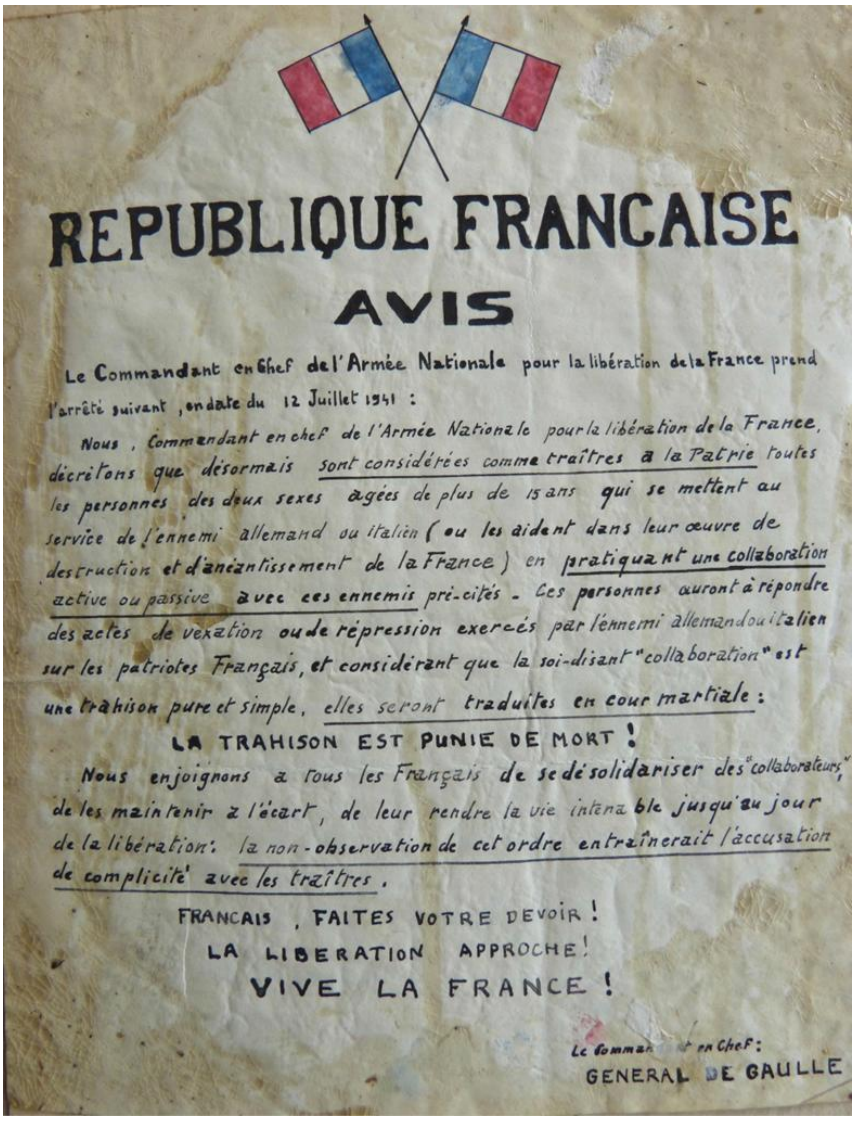
Papillons collés sur des maisons de Saint-Brévin en juillet 1941. L'un veut associer l'URSS, le PCF et le gaullisme dans le même combat. (ADLA 1693 W 138).

Papillon collé à Nantes le 14 juillet 1941. (ADLA 1673 W 84)

Papillon trouvé en centre-ville de Nantes. (ADLA 1693 W 117)

Même si la population reste très majoritairement hostile à une « République française des soviets » revendiquée sur les murs de Nantes, même si les soucis du quotidien lui occupent l'esprit, l'ouverture du front russe soutient son attention pour le conflit et entretient son patriotisme ce qui désole le sous-préfet de Châteaubriant : *« De nombreux habitants de la région écoutent chaque jour et presque chaque heure les émissions de la radio anglaise. Ils ne lisent aucun journal, n'écoutent aucune émission française : on ne peut s'étonner dans ces conditions qu'ils soient anglophiles et gaullistes* » (5/09/41) ; aussi Bernard Lecornu propose-t-il au préfet de saisir les postes de TSF.

Privés de cérémonies du 14 juillet par l'occupant les citadins manifestent publiquement leur soutien à la République supprimée par Vichy en honorant ceux qui luttent pour la leur rendre. En plus des nombreux tracts et papillons gaullistes éparpillés dans la ville de Nantes, un millier de personnes selon le préfet défilent devant les tombes anglaises de La Gaudinière et y déposent des gerbes de fleurs aux couleurs tricolores. À Châteaubriant les affiches allemandes « V  Victoria », apposées pour célébrer les succès hitlériens en URSS et contrer les « V » pro-britanniques toujours nombreux sur les murs, sont lacérées et des inscriptions gaullistes peintes sur les bâtiments publics. À Saint-Nazaire, 700 à 800 personnes selon le sous-préfet se rendent devant la morgue où gisent les corps d'aviateurs anglais pour y déposer des gerbes entourées de rubans tricolores.



REPUBLIQUE FRANCAISE

AVIS

Le Commandant en Chef de l'Armée Nationale pour la libération de la France prend l'arrêté suivant, en date du 12 Juillet 1941 :

Nous, Commandant en chef de l'Armée Nationale pour la libération de la France, décrétons que désormais sont considérées comme traîtres à la Patrie toutes les personnes des deux sexes âgées de plus de 15 ans qui se mettent au service de l'ennemi allemand ou italien (ou les aident dans leur œuvre de destruction et d'anéantissement de la France) en pratiquant une collaboration active ou passive avec ces ennemis pré-cités. Ces personnes auront à répondre des actes de vexation ou de répression exercés par l'ennemi allemand ou italien sur les patriotes Français, et considérant que la soi-disant "collaboration" est une trahison pure et simple, elles seront traduites en cour martiale :

LA TRAHISON EST PUNIE DE MORT !

Nous enjoignons à tous les Français de se désolidariser des "collaborateurs", de les maintenir à l'écart, de leur rendre la vie intenable jusqu'au jour de la libération : la non-observation de cet ordre entraînerait l'accusation de complicité avec les traîtres.

FRANCAIS, FAITES VOTRE DEVOIR !

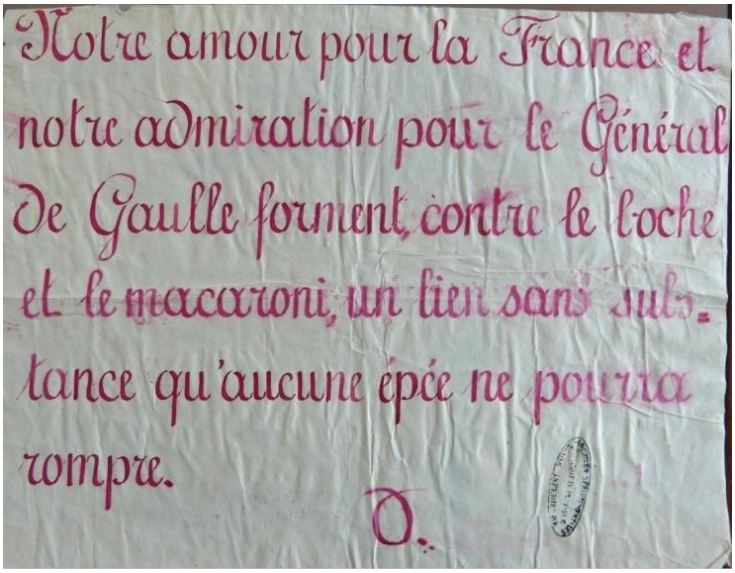
LA LIBERATION APPROCHE !

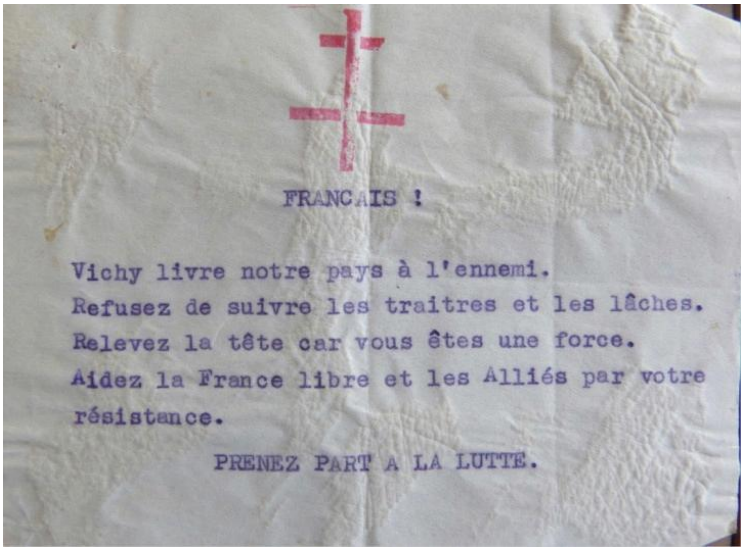
VIVE LA FRANCE !

Le Commandant en Chef :

GENERAL DE GAULLE

Affichette manuscrite reproduisant un discours du général de Gaulle collée rue Fouré à Nantes par un groupe de jeunes gaullistes le 21 août 1941. (ADLA 1693 W 120)




Affichettes gaullistes collées à Saint-Nazaire en juin 1941. La formulation à la fois recherchée et ambigüe de la première tranche avec le style lapidaire habituel des papillons. (ADLA 1693 W 80)

Dans son rapport du 4 août le sous-préfet de Saint-Nazaire signale que ce type de manifestation n'a lieu que dans les villes : « *Il est au contraire très réconfortant de constater que dans les campagnes et notamment dans le Pays de Retz que j'ai parcouru la semaine dernière on reste fidèle au Maréchal Pétain. Les paysans travaillent en paix sans prêter l'oreille aux appels des radio étrangères* » (4/08/41).

Nous avons vu dans le chapitre précédent quel était l'état d'esprit des campagnes nantaises à ce moment. Si les manifestations y sont rares, car difficiles à organiser, le calme apparent ne signifie pas un soutien sans faille au régime. Le décrochage de la population vis-à-vis de Vichy y est moins fort qu'en ville mais les réquisitions et la politique de collaboration agacent même les plus pétainistes et contribuent au malaise général. Pétain averti par les préfets de la morosité ambiante tente de la dissiper lors d'une allocution radiodiffusée le 12 août ; c'est le discours « du vent mauvais » : « *Français, j'ai des choses graves à vous dire. De plusieurs régions de France, je sens se lever depuis quelques semaines un vent mauvais. L'inquiétude gagne les esprits, le doute s'empare des âmes. L'autorité de mon gouvernement est discutée…* ».

Comment ce discours fut-il reçu par la population de Loire-Inférieure ? Seul le sous-préfet de Châteaubriant y fait allusion dans son rapport du 5 septembre : « *Tous ont entendu le pathétique appel du chef de l'État, malheureusement beaucoup de ceux qu'obnubilent les émissions de Londres et de Moscou ne l'ont pas compris* ».

**« *Les partis dits de collaboration* »**

L'entrée en guerre de l'URSS on l'a dit soutient l'attention de la population pour la guerre, renforce le patriotisme voire l'esprit de résistance chez certains, réveille aussi le militantisme de l'extrême droite. En Loire-Inférieure celle-ci est traversée de tendances variées, parfois contraires, souvent rivales.

Les adhérents du Parti Social Français (PSF) du colonel de La Rocque très bien implanté dans le département avant la guerre (40 000 adhérents), surtout dans les campagnes, refusent de choisir entre collaborationnisme et gaullisme, condamnant l'un comme l'autre.

Fidèles au maréchal Pétain ils s'investissent dans les œuvres sociales : « *PSF : s'occupe de ses centres d'accueil, de ses colonies de vacances et envoie des colis aux prisonniers* » (Préfet, 2/10/41).

Quelques partis et mouvements rassemblant ceux qui sont convaincus de la nécessité de collaborer avec l'Allemagne nazie pour préparer une Europe nouvelle s'installent à Nantes et parfois dans quelques villes du département (Saint-Nazaire, La Baule) au début de l'année 1941. Les partis collaborationnistes attirent peu de militants et les services de la préfecture estiment leur influence faible ou nulle jusqu'à l'été. Le Rassemblement National Populaire (RNP) de Marcel Déat s'est installé : « *dans plusieurs immeubles appartenant à des juifs. Cela n'a pas été très bien compris par beaucoup* » (Commissaire des R.G., 5/05/41). De plus ce parti connaît des dissensions internes allant jusqu'à l'exclusion de son chef, Théodore Gauthier, en août, ce qui nuit à sa crédibilité.

Le Parti Populaire Français (PPF) de Jacques Doriot, qui a relancé son activité en Loire-Inférieure au printemps 1941 avant même que les Allemands ne l'aient autorisé en zone occupée, est jugé : « *en sommeil* » par le préfet. L'agression de l'URSS par l'Allemagne le réveille. Il organise trois réunions en juillet annoncées par des affiches au titre ambigu « Mort aux affameurs » susceptible en ces temps de rationnement de « *susciter la curiosité du public* » comme l'écrit le préfet. Mais les affameurs visés par le PPF sont les gaullistes, les juifs, les francs-maçons. Selon la préfecture la première réunion rassembla 70 personnes, la seconde 22 et la troisième fut annulée faute de public. Les Renseignements généraux annoncent pourtant 28 auditeurs à cette dernière réunion : erreur de transcription ou volonté du préfet de minimiser l'impact des partis collaborationnistes qu'il n'apprécie pas ?

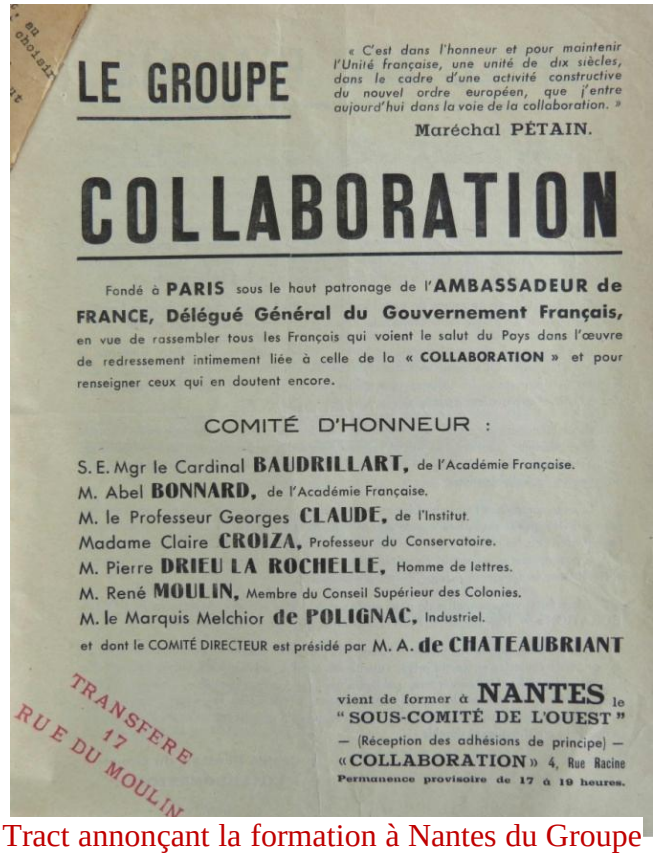
Pas découragé par cette faible audience le PPF s'associe avec le RNP et deux groupuscules extrémistes (la Ligue française d'épuration et le Parti national collectiviste) pour lancer le 1er août à Nantes la Légion des Volontaires Français contre le bolchevisme (LVF) qui ouvrira ensuite des bureaux de recrutement dans tout le département pour enrôler ceux qui veulent aller se battre aux côtés de la Wehrmacht sur le front russe. Selon le préfet il n'y eut que 250 personnes réunies au théâtre Graslin à cette occasion : « *Si l'on considère que l'assistance était composée des adhérents à chacun des partis on peut chiffrer à 50 le nombre de curieux* » (6/08/41).

Dans son rapport de janvier 1943, le commissaire Sorgniard, des Renseignements généraux, reviendra sur les débuts difficiles des partis collaborationnistes : « *Les nouveaux partis dits de collaboration sont peu prospères bien qu'ils soient les seuls autorisés à manifester une activité. Leurs tendances, leurs programmes et parfois leurs dirigeants sont impopulaires ; tous d'ailleurs dès leur origine ont été discrédités dans l'opinion publique par cette tutelle et cette protection allemandes sous lesquelles ils se sont placés plus ou moins volontairement* ».

Si les partis collaborationnistes, composés de militants issus des anciens partis d'extrême droite et de transfuges de la gauche (communistes et socialistes pacifistes), n'ont guère de succès auprès de l'opinion, il en va autrement du Groupe Collaboration (GC) fondé à l'échelon national en septembre 1940 par l'écrivain Alphonse de Châteaubriant, installé et animé à Nantes depuis le 1er mars 1941 par Charles Martin. Les premiers adhérents « *sont pour la plupart des personnes appartenant à la moyenne bourgeoisie et d'anciens officiers, d'esprit calme et rassis, n'ayant jamais participé aux luttes politiques d'avant guerre ; rares sont les ouvriers et les employés. On y rencontre la plupart des dirigeants des nouveaux partis* ». (Commissaire Sorgniard).

Ce mouvement partisan de la Collaboration avec l'Allemagne nazie vise à rassembler notables, hauts fonctionnaires, intellectuels, officiers allemands à l'occasion de conférences, concerts et autres rencontres plus informelles pour constituer l'élite de l'Europe nouvelle sous domination hitlérienne

La première manifestation du Groupe Collaboration a lieu au Théâtre Graslin le 23 avril. Alphonse de Châteaubriant, fondateur du mouvement, s'exprime devant 1 500 personnes. Le commissaire Lemoine parle à leur propos de : « *curieux, appartenant à toutes les classes de la société* » (5/05/41). Le commissaire des Renseignements généraux précise : « *Néanmoins la présence à l'extérieur d'un service d'ordre de la gendarmerie allemande a fait l'objet de murmures de la part de beaucoup d'auditeurs* » (4/05/41).


LE GROUPE

« C'est dans l'honneur et pour maintenir l'Unité française, une unité de dix siècles, dans le cadre d'une activité constructive du nouvel ordre européen, que j'entre aujourd'hui dans la voie de la collaboration. »

Maréchal PÉTAIN.

COLLABORATION

Fondé à PARIS sous le haut patronage de l'AMBASSADEUR de FRANCE, Délégué Général du Gouvernement Français, en vue de rassembler tous les Français qui voient le salut du Pays dans l'œuvre de redressement intimement liée à celle de la « COLLABORATION » et pour renseigner ceux qui en doutent encore.

COMITÉ D'HONNEUR :

S. E. Mgr le Cardinal BAUDRILLART, de l'Académie Française.
M. Abel BONNARD, de l'Académie Française.
M. le Professeur Georges CLAUDE, de l'Institut.
Madame Claire CROIZA, Professeur du Conservatoire.
M. Pierre DRIEU LA ROCHELLE, Homme de lettres.
M. René MOULIN, Membre du Conseil Supérieur des Colonies.
M. le Marquis Melchior de POLIGNAC, Industriel.
et dont le COMITÉ DIRECTEUR est présidé par M. A. de CHATEAUBRIANT

vient de former à NANTES le "SOUS-COMITÉ DE L'OUEST"
— (Réception des adhésions de principe) —
« COLLABORATION » 4, Rue Racine
Permanence provisoire de 17 à 19 heures.

TRANSFERE 17 RUE DU MOULIN

Tract annonçant la formation à Nantes du Groupe Collaboration. (ADLA 1693 W 106)

Le soutien affiché de l'occupant ne ralentit pas le succès des conférences organisées par le GC : 1500 personnes le 3 mai pour écouter le physicien Georges Claude vanter les mérites de la Collaboration ; 1 900 auditeurs le 24 juin pour le professeur Grimm de l'Institut allemand. Le préfet parle de « *grands succès* » à l'occasion de ces manifestations mais c'est pour aussitôt en minimiser la portée : « *cette affluence s'explique par la curiosité* » et il rajoute : « *Depuis quatre mois que le groupe Collaboration a été créé à Nantes le nombre d'adhérents dépasse de très peu 500. Il semble d'ailleurs que les personnalités industrielles, commerciales et intellectuelles de Nantes hésitent à donner une adhésion* » (30/06/41). Bon serviteur de l'État français et ardent défenseur de la politique de « *redressement national du Maréchal* » Philibert Dupard se méfie des milieux collaborationnistes parisiens qui critiquent ouvertement l'attitude trop timorée à leurs yeux du gouvernement vis-à-vis de l'Allemagne. Le 7 septembre le GC présente à Nantes un film de propagande nazi dénonçant le régime soviétique et intitulé : « Face au bolchevisme ». L'officier qui dirige la Propagandastaffel demande au préfet d'insérer un communiqué dans la presse invitant ses administrés à venir voir le film. « *J'ai refusé de donner satisfaction à cette demande exposant que la propagande n'était pas de mes attributions* » (Préfet, 2/10/41). Le délégué à la Propagande sociale du Maréchal s'en chargea. Invité à la projection par le président du GC le préfet se fait représenter par le secrétaire général de la préfecture. À l'Apollo et à l'Olympia le film est vu par 2 200 spectateurs le 7 septembre. Ensuite le Groupe Collaboration le fit projeter à Saint-Nazaire, Pornichet, Le Pouliguen, Le Croisic, Couëron et Clisson.

Bien que les collaborationnistes restent extrêmement minoritaires dans la population ces quelques manifestations réussies du GC après l'attaque de l'URSS par l'armée allemande montrent que le conflit guerrier et idéologique engagé à l'Est favorise la structuration des courants qui veulent entraîner une opinion publique encore très largement attentiste à s'engager. C'est vrai pour l'extrême droite. Cela vaut aussi pour la résistance communiste dont le changement de stratégie à l'été 1941 va poser plus nettement pour chacun la question du choix.

***« Marin Poirier a été fusillé »***

Persuadés que des troubles graves dans les pays occupés obligeraient les Allemands, pour les réprimer, à retirer des troupes du front russe soulageant d'autant l'armée soviétique, les communistes décident de changer de tactique. Aux distributions de tracts, récupérations d'armes, sabotages de matériel vont venir s'ajouter des attentats contre les militaires allemands. L'Organisation Spéciale (OS) des jeunesses communistes (Les Bataillons de la jeunesse) dirigée par Albert Ouzoulias et Pierre Georges (Fabien) passe à l'action le 21 août au métro Barbès à Paris. Pierre Georges accompagné de Gilbert Brustlein y tue un aspirant de la marine allemande. À défaut de tenir les coupables les autorités d'occupation décident de se venger en exécutant des militants communistes. Chaque kommandantur dispose de son tribunal militaire et des peines de mort ont déjà été prononcées contre des auteurs de sabotages, mais cette fois-ci le gouvernement de Vichy, en signe de collaboration, veut se charger de la répression. Le 24 août le *Journal officiel* publie une loi (antidatée du 14 août pour éviter la rétroactivité invalidante) créant une *section spéciale* auprès des cours d'appel en zone occupée. Chargée de juger les infractions inspirées par le communisme la section spéciale peut infliger, quelle que soit la faute, une peine pouvant aller jusqu'à la mort sans aucun recours possible. Réunie le 27 août la section spéciale de Paris condamne à mort trois hommes internés pour des délits mineurs. Ils sont guillotinés le lendemain. Comme les Allemands estiment que le nombre de condamnés exécutés ne suffit pas pour venger la mort de leur soldat ils fusillent cinq communistes auxquels viennent s'ajouter, le gaulliste Henri d'Estienne d'Orves et deux de ses compagnons du réseau Nemrod, qui depuis Nantes avaient réalisé la première liaison radio avec Londres le jour de Noël 1940 ; ils sont exécutés au Mont-Valérien le 29 août.

Bekanntmachung

Der Angeklagte

Marin POIRIER

wohnhaft in NANTES, hat im Zusammenwirken mit einem anderen die Flucht französischer Kriegsgefangener in das unbesetzte Gebiet gefördert.

Er wurde deshalb vom Kriegsgericht wegen gemeinschaftlicher Feindbegünstigung zum

TODE

verurteilt und am 30. August 1941

ERSCHOSSEN.

Den 1. September 1941. Das Kriegsgericht.

ARRÊT de la Cour Martiale

Pour avoir favorisé, avec un autre, la fuite des prisonniers de guerre français en zone non occupée, l'accusé

Marin POIRIER

domicilié à NANTES (Loire-Inf.) a été condamné par la Cour Martiale à la

PEINE DE MORT

Il a été

FUSILLÉ

le 30 Août 1941

Fait le 1. Septembre 1941. La Cour Martiale.

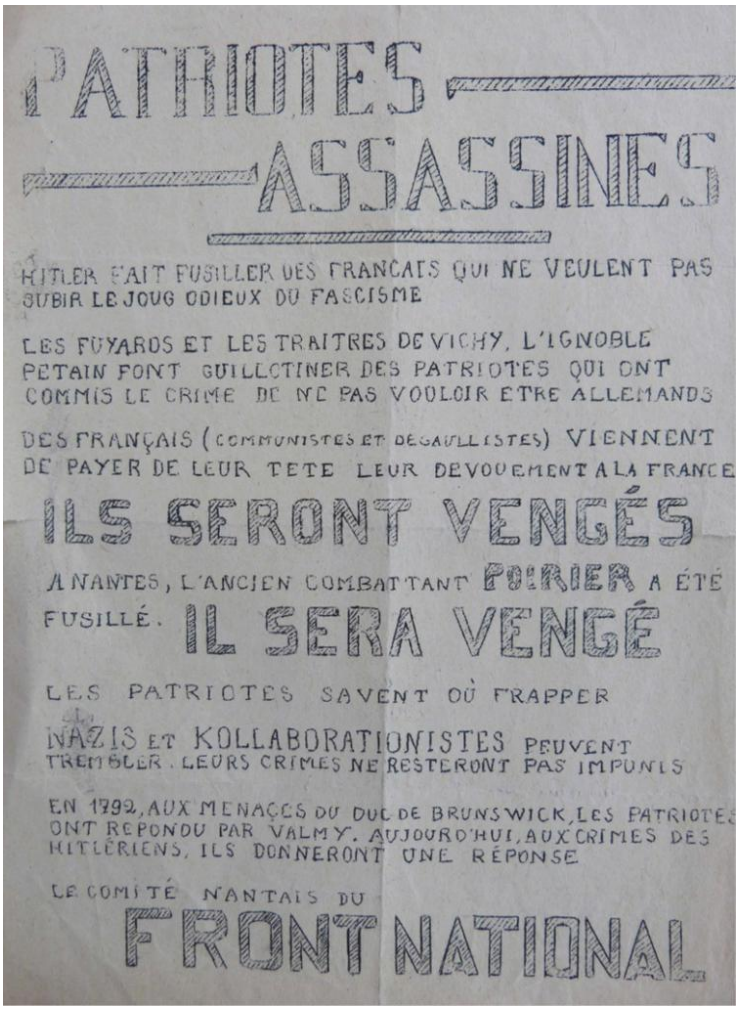
La nouvelle de l'exécution de Marin Poirier, transmise par la rumeur, créa une vive émotion dans la population nantaise obligeant les Allemands à retarder l'annonce officielle par cette affiche. (ADLA 48 Fi 28)

Dans l'ensemble de la zone occupée les tribunaux militaires allemands deviennent plus sévères. À Nantes, Marin Poirier du Comité d'entraide des prisonniers condamné à 4 ans de prison le 16 juillet est rejugé et condamné à la peine de mort le 27 août. Il est fusillé au terrain du Bêle le samedi 30 août à midi. Très vite la rumeur de son exécution court la ville : « *Le samedi 30 août le bruit s'est répandu en ville qu'une personne de Nantes trésorier d'un groupement d'anciens combattants venait d'être fusillée après avoir subi une longue détention. Cette nouvelle qui s'est rapidement propagée a fortement indisposé l'opinion et certains esprits laissaient apparaître une certaine nervosité. Dans la soirée, place du Commerce, à la suite d'un incident entre les occupants d'une voiture militaire et quelques passants une réelle effervescence a été constatée. L'animation devenant de plus en plus grande, il a fallu avoir recours aux forces de police allemande pour éviter des incidents plus regrettables*» (Commissaire des RG, 4/09/41). Pour éviter des troubles plus importants, les Allemands attendent plusieurs jours avant d'apposer sur les murs de la ville les affiches annonçant l'exécution de Marin Poirier.

Les exécutions de patriotes, auxquelles les Allemands sont obligés de donner un certain retentissement pour montrer leur fermeté, brisent le mur du silence qui entourait les faits de résistance. La population découvre que tout le pays est touché par la stratégie des attentats. Ceux-ci continuent en septembre entraînant à chaque fois des représailles : 3 fusillés le 6 septembre ; 12 fusillés le 16 septembre. Confronté aux attentats le maréchal Keitel, chef de la Wehrmacht décide d'y mettre fin par la terreur. Il arrête qu'à une victime allemande devront correspondre les exécutions de 50 à 100 otages.

L'opinion publique du département est partagée sur la question des attentats. Selon le sous-préfet de Saint-Nazaire : « *Le public déplore les attentats ou actes commis dans d'autres régions contre des militaires de l'armée allemande et estime qu'ils sont de nature à porter préjudice à la population française* » (27/09/41).

Ce point de vue ne semble pas partagé par les ouvriers selon le commissaire central de Nantes, mais il reconnaît que ses enquêteurs et indicateurs éprouvent désormais des difficultés à cerner l'état d'esprit des classes populaires : « *La création des cours spéciales de justice destinées à combattre le communisme et d'autre part les récentes exécutions capitales ordonnées par les autorités allemandes font que beaucoup redoutent l'une ou l'autre de ces mesures ; se méfiant également d'une dénonciation possible manifestent beaucoup moins ouvertement leur hostilité à la politique de collaboration franco-allemande, hostilité qui n'en demeure pas moins réelle et profonde* » (27/09/41).


PATRIOTES ASSASSINÉS

HITLER FAIT FUSILLER DES FRANCAIS QUI NE VEULENT PAS SUBIR LE JOUG ODIEUX DU FASCISME

LES FUYARDS ET LES TRAITRES DE VICHY, L'IGNOBLE PETAIN FONT GUILLOTINER DES PATRIOTES QUI ONT COMMIS LE CRIME DE NE PAS VOULOIR ETRE ALLEMANDS

DES FRANÇAIS (COMMUNISTES ET DEGAULLISTES) VIENNENT DE PAYER DE LEUR TETE LEUR DEVOUEMENT A LA FRANCE

ILS SERONT VENGÉS

A NANTES, L'ANCIEN COMBATTANT POIRIER A ÉTÉ FUSILLÉ. IL SERA VENGÉ

LES PATRIOTES SAVENT OÙ FRAPPER

NAZIS ET KOLLABORATIONISTES PEUVENT TREMBLER. LEURS CRIMES NE RESTERONT PAS IMPUNIS

EN 1792, AUX MENACES DU DUC DE BRUNSWICK, LES PATRIOTES ONT REPONDU PAR VALMY. AUJOURD'HUI, AUX CRIMES DES HITLÉRIENS, ILS DONNERONT UNE RÉPONSE

LE COMITÉ NANTAIS DU

FRONT NATIONAL

Tract du Comité nantais du Front national (lié au Parti communiste) de septembre 1941 appelant à venger Marin Poirier ainsi que tous les gaullistes et communistes fusillés en août et septembre à Paris. (ADLA 1693 W 112)

Malgré tout, sous le coup de l'exaspération ou de la colère, cette hostilité éclate au grand jour en septembre à Nantes où le 5, le 12, les 20 et le 21 des incidents opposent civils et militaires allemands en centre ville, dans la journée : bousculades, rixes, jets d'objets sur des sentinelles…

Paradoxalement au moment où l'Allemagne est victorieuse sur tous les fronts, où les partisans de la Collaboration s'organisent et commencent à marquer des points, jamais la germanophobie n'a été aussi forte.

Pétain dont le prestige personnel est toujours grand mais entamé, surtout depuis le discours du « vent mauvais », saisit l'occasion des attentats qu'il sait impopulaires auprès du plus grand nombre pour tenter de regagner les faveurs de l'opinion. Selon le commissaire des Renseignements généraux il semble y parvenir : *« La déclaration du Maréchal Pétain flétrissant les attentats contre les troupes allemandes a été bien interprété par le public…À ce sujet les sévères mesures prises contre les propagandistes communistes sont largement acceptées par la majorité de la population* » (27/09/41).

L'anticommunisme qui règne depuis longtemps dans la population de la Loire-Inférieure, à l'exception du milieu ouvrier, reste un atout efficace de la propagande du régime. Fait nouveau et important, l'entrée en guerre de l'URSS et le changement de stratégie opéré par la résistance communiste commencent à modifier le regard des classes moyennes sur cette dernière : « Il est à la fois curieux et pénible de constater que beaucoup de ceux qui craignaient les communistes paraissent considérer à l'heure actuelle que leur action est inspirée par leur patriotisme et conforme aux intérêts du pays » (Sous-préfet de Saint-Nazaire, 8/09/41).

Malgré les difficultés matérielles, les Nantais ne restent pas insensibles à la marche du monde. L'intensification de la guerre à l'extérieur et les répercussions de celle-ci sur l'environnement politique local comme sur la vie quotidienne amènent chacun à s'interroger sur son positionnement face au gouvernement, à son chef et à l'occupant.

Une très grande partie de la population, hostile à la Collaboration et aux Allemands, dont elle espère la défaite, remontée contre un régime complaisant envers l'Allemagne et incapable de faire face aux difficultés économiques grandissantes, mais respectueuse de la personnalité du maréchal Pétain qu'elle veut dissocier de son gouvernement malgré les faits, rejette aussi bien les mouvements collaborationnistes que l'action de résistance. Malgré tout elle regarde avec sympathie le gaullisme ; mais de là à s'engager ou même à faire preuve de complicité avec la Résistance il y a un pas que seuls quelques uns franchissent sous le coup de l'émotion patriotique ou de l'exaspération.

À côté de cet attentisme très majoritaire les collaborationnistes commencent à occuper l'espace public que leur concède volontiers l'occupant. Même s'ils font du bruit leur influence sur l'opinion reste très faible.

Minoritaire aussi la Résistance, limitée à des organisations embryonnaires ou vite décapitées par l'occupant mais sans cesse reconstituées, reste pluraliste dans ses choix idéologiques et diversifiée dans ses modes d'action. La population qui ne la percevait jusqu'alors, surtout dans les campagnes, essentiellement qu'à travers la radio de Londres commence, avec la publicité donnée par le pouvoir français et l'occupant aux sabotages et aux attentats, à en découvrir un nouveau visage.

# Octobre-décembre 1941

L'automne 1941 commence dans la morosité et finit dans le drame avec toujours en toile de fond, pour la population, la lancinante préoccupation du rationnement : « *La question du ravitaillement reste la plus épineuse qui soit et la principale cause du mécontentement général* » (Commissaire central de Nantes, 27/10/41).

**« *Les sentiments d'honnêteté* »**

Sous la botte haïe de l'occupant l'indispensable solidarité éclate rongée par les intérêts catégoriels. La Révolution nationale voit sa politique de « redressement moral » basée sur la famille, la lutte contre l'individualisme sombrer dans le chacun pour soi : « *Le désarroi dans lequel tant de gens se débattent les détache de la politique actuelle qui ne leur donne pas satisfaction et les incite à s'orienter vers toute sorte d'expédients où risquent de sombrer même les sentiments d'honnêteté* » (Commissaire central, 27/10/41).

Si l'on en croit le préfet ils ont déjà sombrés chez les agriculteurs qui : « *Guidés par la routine et l'appât du gain* » (1/02/42) cherchent à échapper aux réquisitions en faisant de fausses déclarations d'ensemencements, en cachant une partie de leur récolte pour nourrir leur cheptel et en se livrant au marché noir : « *Beaucoup de denrées de la ferme sont vendues à des trafiquants du marché noir et aux troupes d'occupation à des prix nettement supérieurs à ceux de la taxe* [prix officiel] » (17/11/41). Seule consolation pour les autorités : « *Les paysans sont ou derrière le Maréchal ou neutres ; d'une façon générale ils sont satisfaits parce qu'ils gagnent de l'argent* » (Commandant de gendarmerie, 27/12/41).

Selon le commandant de gendarmerie Lecomte, les sentiments d'honnêteté ont sombré aussi chez : « *Beaucoup de commerçants des localités rurales* [qui] *pratiquent le troc entre eux et sur une grande échelle avec les cultivateurs. Ils échangent leurs marchandises contre la fourniture de denrées alimentaires qui sont ensuite expédiées par petits colis vers la capitale ou autres villes importantes. Certains commerçants réalisent ainsi des bénéfices assez considérables au détriment du ravitaillement général* » (29/10/41). Le préfet juge « *le commerçant souvent collaborationniste par intérêt* » (1/01/42). Ainsi, un commerçant de Beslé achète aux paysans locaux porcs, veaux et productions diverses qu'il expédie par le train à son fils, coiffeur à Paris. Celui-ci revend la marchandise à des restaurants et commerces d'alimentation.

Gendarmes et inspecteurs tournent souvent autour des gares de la SNCF par où transitent les circuits du marché noir de grande ampleur. Le 7 mars 1941, l'inspecteur Audibert des Renseignements généraux de passage à la gare de Châteaubriant aperçoit 3 hommes qui déchargent 2 caisses et une grande malle en bois. Interrogés ils déclarent qu'il s'agit de conserves de petit-pois et de sardines. Les caisses ouvertes révèlent 130 kg de viande découpée provenant de différents charcutiers de Châteaubriant. Les trois hommes sont un tenancier de maison close à Châteaubriant et deux de ses employés chargés de recruter des filles. Depuis plusieurs mois et plusieurs fois par semaine ils expédiaient à Paris 250 à 300 kg de marchandises. Pour ne laisser aucune trace d'expédition le chef prenait 2 ou 3 billets de voyageurs et faisait enregistrer malle et caisse comme des bagages.

Certains chauffeurs français travaillant pour la Wehrmacht utilisent leur voiture de fonction pour récupérer dans les communes tout ce qui a été acheté par leurs complices « les

coureurs de fermes » chez les paysans de la région. Ensuite ils expédient leur butin à Nantes ou Paris par la Poste ou la SNCF en changeant régulièrement de bureau ou de gare.

Parmi les chefs d'entreprise on signale des rivalités sur fond de favoritisme ouvrant la voie à toutes les suspicions : « *Seuls paraissent avantagés ceux travaillant pour le compte de l'armée allemande qui obtiennent plus facilement les matériaux nécessaires à leur industrie* » (Commissaire des R. G. 25/10/41). Depuis le printemps, toutes les entreprises métallurgiques de Nantes et de Saint-Nazaire travaillent à plein rendement et ont retrouvé le niveau d'emploi qu'elles avaient en 1939. La raison nous en est fournie par le préfet : *« Toutes les usines ont plus ou moins de commandes émanant des troupes d'occupation* » (30/06/41). Cela est vrai on l'a vu pour la métallurgie, ce l'est aussi pour les entreprises agroalimentaires (conserveries, biscuiteries) de Nantes, par contre les usines éloignées de l'estuaire ou ne répondant pas aux intérêts allemands connaissent de graves difficultés et sont réduites au chômage partiel. C'est le cas du fabricant de charrues Huard à Châteaubriant et des tanneries Atlas à Issé. On incite alors les ouvriers à s'embaucher comme journaliers agricoles pour remplacer les cultivateurs prisonniers dans les camps allemands, à travailler dans les mines de fer de Rougé, à s'expatrier sur la côte atlantique au service de l'occupant ou…en Allemagne.

Sous l'effet conjugué des commandes allemandes, des grands travaux lancés par les municipalités en 1940, des chantiers créés par l'occupant pour construire des fortifications sur le littoral le chômage a fondu : 1882 chômeurs dans le département le 30 avril 1941 ; 409 le 20 décembre 1941.

Avec le retour du plein emploi la question salariale revient d'actualité mais sous un jour nouveau : « *Dans le monde ouvrier on se plaint généralement du manque d'uniformité des salaires. La différence entre les gains des personnes employées par les autorités allemandes et des salariés français crée une classe de privilégiée* » (Préfet, 2/11/41). « *Il s'ensuit que les travailleurs quittent parfois des emplois sûrs pour aller s'embaucher dans les chantiers de l'armée d'occupation. Il convient d'attacher de l'importance à ce fait qui n'est pas sans conséquence par les possibilités qu'il donne à certains travailleurs sur le coût de la vie en général et sur la pratique du marché noir* » (Sous-préfet de Saint-Nazaire, 27/09/41).

Si le chômage a quasiment disparu, les sujets d'inquiétude ne vont pas manquer pour les ouvriers en ce début d'automne 1941. Les rares qui avaient cru au discours socialisant du régime en sont pour leurs frais. Avec la Révolution nationale, Pétain se piquait volontiers d'anticapitalisme prétendant contrôler les sociétés anonymes. Il ambitionnait aussi d'éradiquer la lutte des classes au profit d'une collaboration des classes. Sur le premier point le commissaire central Lemoine porte un jugement sans concession : « *La Révolution Nationale annoncée par le Maréchal ne semble pas avoir donné à l'opinion publique tous les apaisements désirables. La puissance capitaliste qu'on avait tendance à accuser d'être l'auteur de tant de maux dont souffrait le pays n'a rien perdu, dit-on, de son influence malgré le changement de régime* » (27/10/41).

Quant à la collaboration des classes, après avoir supprimé le droit de grève et dissout les organisations syndicales en août 1940, le gouvernement décidé à prendre sa revanche sur le Front populaire promulgue le 4 octobre 1941 une *« loi sur l'organisation sociale des professions* » des branches « *industrielles et commerciales* » plus connue sous le nom de « Charte du travail ». Il s'agit d'un édifice complexe, volontairement inachevé, laissant la finition à des accords locaux entre partenaires sociaux des différents métiers de l'industrie et

du commerce. En Loire-Inférieure l'affaire paraît mal engagée. Le commissaire Robin, des Renseignements généraux, rapporte : « *La plupart des travailleurs croient déjà, avant d'en connaître le texte qu'elle sera à l'avantage des employeurs* » (25/10/41). Le préfet rajoute : « *Des échanges de vue qui ont eu lieu* [entre patrons et délégués ouvriers] *il semble que l'aboutissement du travail sera assez laborieux* » (1/01/42).

Malgré une abondante propagande la charte du travail mise en place en octobre 1941 n'aura guère de succès en Loire-Inférieure. (ADLA 15 Fi 1016)

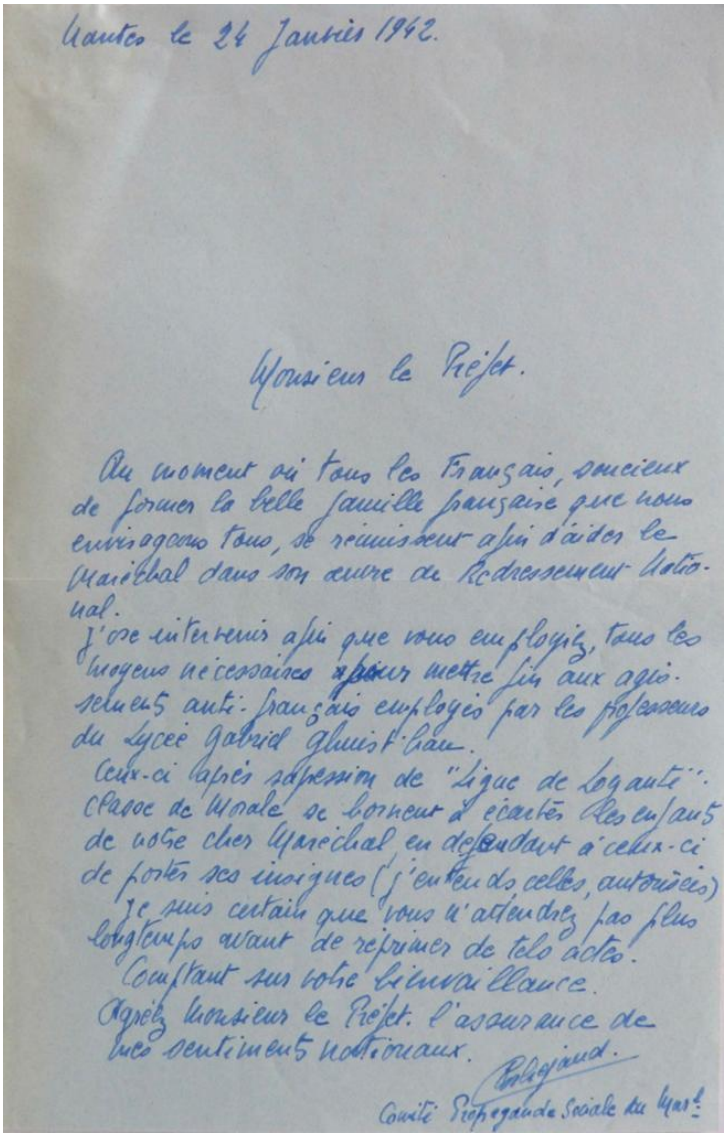
Les ouvriers peuvent aussi s'inquiéter : « *Des affiches appellent travailleurs et chômeurs à se rendre en Allemagne. Beaucoup d'ouvriers ont conclu qu'ils étaient appelés à se rendre en Allemagne pour prendre la place des Allemands devant être dirigés sur des formations militaires* » (R.G. 25/10/41). Pour l'instant l'appel s'adresse aux seuls volontaires mais il ouvre un épisode qui agitera l'opinion dans les mois à venir et sera lourd de conséquences. Il n'est pas fait pour rassurer les classes populaires et les ramener vers le régime : « *La plupart des ouvriers laissent percer leur sympathie pour les anglo-saxons et les Russes et le peu de confiance qu'ils accordent au gouvernement actuel* » (Sous-préfet de Saint-Nazaire, 24/12/41).

Après avoir voulu avec les mesures antisémites rendre la « France aux Français » le régime a tenté « d'épurer » l'administration avec les lois relatives aux sociétés secrètes. Mais il se méfie toujours de ses fonctionnaires « *qui regrettent l'époque des facilités* » (Commissaire central, 25/12/41). Les enseignants sont particulièrement surveillés. On a remodelé l'école en supprimant les écoles normales fiefs de l'esprit laïc et républicain, en révisant les manuels, en transformant la pédagogie par des leçons de morale… mais, quoi qu'ils fassent les maîtres sont suspects : « *Certains professeurs ou instituteurs afficheraient en effet devant leurs élèves une parfaite impartialité, mais cette attitude même et certains silences réprobateurs n'échapperaient pas aux jeunes élèves dont beaucoup devinent les opinions de leurs maîtres* » (Commissaire Lemoine , 25/12/41).

Dans l'administration *« les fonctionnaires dont le loyalisme à l'égard du gouvernement ne peut être mis en doute* » (Commissaire Lemoine, 25/12/41) se plaignent de ne pas obtenir la promotion espérée et accusent : « *On dit que les cadres n'ont pas été épurés, que l'influence des sociétés secrètes se manifeste encore dans la plupart des administrations. On constate que l'attentisme se manifeste un peu partout prêt à se révéler comme une forme provisoire de gaullisme* » (Commissaire Lemoine, 25/12/41). Le préfet qui reprend cette remarque dans son rapport au gouvernement signale les lacunes de la loi sur les sociétés secrètes et cite huit fonctionnaires nantais installés à des postes importants qu'il soupçonne d'être francs-maçons mais : *« qui ne peuvent pas être déclarés démissionnaires d'office ce qui est regrettable à mon avis »* (1/01/42).

Pour assainir l'administration malgré les insuffisances de la loi le commissaire Lemoine propose de la noyauter par un nouveau mouvement constitué au niveau national et installé à Nantes en octobre 1941 : la Propagande sociale du Maréchal. Son délégué départemental, Mr Boucard, s'est promis par voie de tracts, d'affiches… de diffuser les discours, la pensée et l'action du maréchal Pétain. La tâche s'annonce difficile car, constate le commissaire Lemoine : « *La majeure partie du public se désintéresse de la propagande sous toutes ses formes et reste sceptique devant les informations tant de la presse que de la radio ; la plupart des informations sont considérées comme tendancieuses… Le public ne semble guère s'intéresser à la lecture des journaux autrement que pour se renseigner sur les faits divers locaux* » (27/10/41).

La Propagande sociale du Maréchal qui revendique 2000 membres dès la fin octobre se propose d'enrichir les modes d'action habituels des services de propagande en arrivant « *à constituer, même dans les administrations, des noyaux d'hommes sûrs qui pourront à leur tour exercer sur leurs collègues et leurs camarades une influence bienfaisante* » (Commissaire central, 25/12/41). Dans son rapport de janvier 1942 le préfet évoquant cette activité du mouvement de la Propagande sociale du Maréchal à Nantes parle « *d'un certain succès* ».



Nantes le 24 Janvier 1942.

Monsieur le Préfet.

Au moment où tous les Français, soucieux de former la belle famille française que nous envisageons tous, se réunissent afin d'aider le Maréchal dans son œuvre de Redressement National.

J'ose intervenir afin que vous employiez, tous les moyens nécessaires afin de mettre fin aux agissements anti-français employés par les professeurs du Lycée Gabriel Guist'hau.

Ceux-ci après suppression de "Ligue de Loyauté" classe de Morale se bornent à écarter les enfants de notre cher Maréchal en défendant à celui-ci de porter ses insignes (j'entends celles autorisées)

Je suis certain que vous n'attendrez pas plus longtemps avant de réprimer de telles actes.

Comptant sur votre bienveillance.

Agréez Monsieur le Préfet l'assurance de mes sentiments nationaux.

Poligand.

Comité Propagande Sociale du Maré.

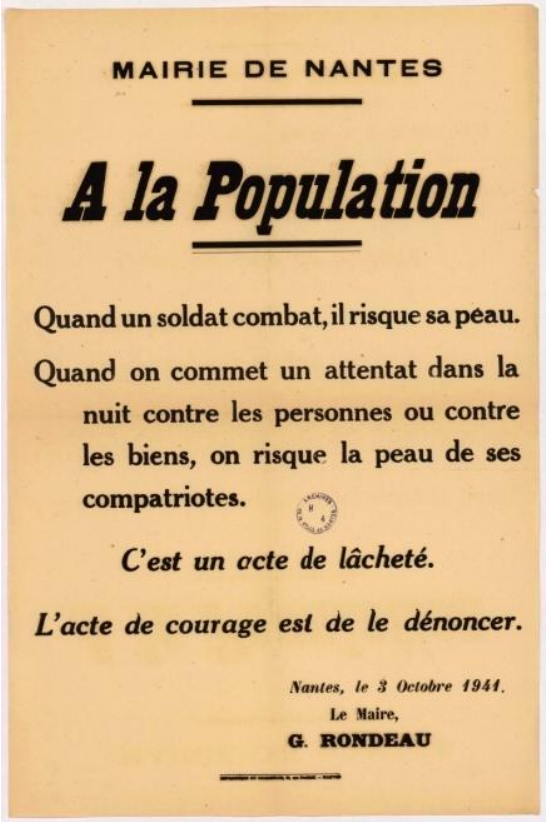
Le Comité de propagande sociale du Maréchal dénonce les professeurs du lycée Guist'hau coupables « d'écarter les enfants de notre cher Maréchal ». (ADLA 1693 W 60)

**Cinquante otages**

Inquiétude du lendemain, marché noir, suspicion, délation… C'est dans une atmosphère pesante qu'éclatent le 20 octobre les coups de feu qui tuent le feldkommandant de Nantes : Karl Hotz.

Nous ne reviendrons pas sur tous les aspects de cet événement capital pour la région nantaise et même bien au-delà, une importante bibliographie lui étant déjà consacrée. Contentons-nous, pour comprendre les réactions de l'opinion publique, d'en rappeler les éléments saillants.

Conformément à la stratégie du parti communiste déjà évoquée, des militants des Bataillons de la jeunesse sont envoyés à Rouen, Nantes et Bordeaux pour commettre des sabotages et des attentats contre des militaires allemands. À la mi-octobre trois jeunes communistes de la région parisienne arrivent à Nantes : Marcel Bourdarias, Gilbert Brustlein



MAIRIE DE NANTES

**A la Population**

Quand un soldat combat, il risque sa peau.

Quand on commet un attentat dans la nuit contre les personnes ou contre les biens, on risque la peau de ses compatriotes.

*C'est un acte de lâcheté.*

*L'acte de courage est de le dénoncer.*

*Nantes, le 3 Octobre 1941.*
Le Maire,
G. RONDEAU

Un appel à la délation doublé d'une volonté de déconsidérer les résistants. (AMN 6 Fi 4036)

et Spartaco Guisco. Le lundi matin 20 octobre G. Brustlein accompagné de S. Guisco tue le feldkommandant Hotz près de la cathédrale. Hitler aussitôt prévenu décide de réagir avec sévérité pour mettre fin à la vague d'attentats qui sévit en France depuis le mois d'août. Le commandant militaire en France occupée, Otto von Stülpnagel doit faire exécuter cent otages de « tous les milieux hostiles » (communistes, gaullistes, agents britanniques). Les cinquante premiers otages seront exécutés le 22 octobre et cinquante autres dans les 48 heures qui suivent si les coupables n'ont pas été retrouvés entre temps. Dans la soirée du 21 octobre un officier allemand est abattu à Bordeaux y entraînant les mêmes mesures de représailles.

L'exécution des otages désignés pour venger la mort de K. Hotz a lieu à Nantes, Paris et Châteaubriant le 22 octobre. Les seize otages fusillés au terrain du Bêle à Nantes sont des résistants de la première heure, parfois très jeunes (17 ans), des partisans du général de Gaulle, deux communistes, et aussi des anciens combattants du Comité d'entraide des prisonniers dont Léon Jost, 57 ans, grand mutilé de guerre, commandeur de la Légion d'honneur. À Paris sont fusillés au Mont-Valérien cinq résistants d'origine nantaise également partisans du général de Gaulle. À la carrière de Soudan, près de Châteaubriant, sont fusillés vint sept otages détenus au camp de Choisel. Il s'agit de leaders communistes et syndicalistes de différentes régions et de quatre militants communistes retenus pour leurs origines nantaises. Ils ont été choisis par les autorités allemandes et françaises, ces dernières partant du postulat que les communistes sont les auteurs des attentats et à ce titre doivent supporter les représailles.

Hitler a ses quarante huit victimes (deux ont réchappé lors de l'établissement des listes). Cinquante autres attendent. Pour empêcher la deuxième vague d'exécutions, à Nantes et dans tout le pays, on multiplie les démarches. Sans grand espoir pense-t-on quand à Bordeaux cinquante otages sont fusillés le 24 octobre en représailles de l'attentat du 21. Cependant l'administration militaire allemande en France, soucieuse de préserver la politique de collaboration engagée par Vichy, persuade Hitler de reporter les exécutions, puis de les renvoyer *sine die* le 27 octobre. La veille, O. von Stülpnagel, le commandant militaire en France occupée, est passé à Nantes en se rendant à Saint-Nazaire pour y faire le point avec les autorités militaires locales sans rencontrer aucune personnalité nantaise.

La population a suivi ces événements à travers les affiches apposées sur les murs, par les autorités françaises et allemandes, et par la presse locale parfois mal renseignée. Ainsi les familles des fusillés nantais apprennent l'exécution de leurs proches par le journal mais les noms mal orthographiés et les erreurs dans les domiciliations rajoutent à l'angoisse.

Nos observateurs habituels ont suivi de près les réactions de l'opinion publique et en rendent compte avec plus ou moins de recul. Les rapports des commissaires et sous-préfets sont rédigés du 23 au 27 octobre. Le préfet, qui a été arrêté et interné pendant plusieurs heures le jour de l'attentat ainsi que son chef de cabinet, en fait une synthèse le 2 novembre alors que la menace d'exécuter le deuxième groupe d'otages a été levée. De ce rapport final nous citons un long passage qui évoque les réactions de l'opinion aux différents stades de l'événement :

«*Jusqu'à présent il était difficile de préciser les réactions de l'opinion dans le département de la Loire-Inférieure. L'assassinat du Feldkommandant les a rendues plus apparentes* ».

« *La population de mon département et en particulier celle de la ville de Nantes, a suivi avec anxiété les conséquences de ce triste événement* ».

« *Le lendemain de l'attentat, elle était unanime à réprouver le geste de l'assassin et souhaitait que les recherches aboutissent* ».

« *Mais le surlendemain, la nouvelle de l'exécution ordonnée par les autorités allemandes a jeté partout la consternation* ».

« *La population n'a pas admis que le geste d'un criminel en fuite fut payé par la mort de cinquante personnes* ».

« *L'exécution des cinq anciens combattants, dont un mutilé commandeur de la Légion d'honneur, a causé dans la population une très vive émotion* ».

« *L'annonce du sursis pour les exécutions complémentaires a apporté une détente dans l'opinion* ».

« *Les appels radiophoniques du Maréchal Pétain et de l'Amiral Darlan avaient produit une forte impression* ».

« *La population nantaise est restée calme durant ces jours d'épreuve. Elle a accepté avec discipline les restrictions de circulation et a donné l'exemple de la résignation et du courage* ».

Dans leurs rapports rédigés plus près de l'événement que la synthèse préfectorale le commissaire central de Nantes, Lemoine, et le commissaire des Renseignements généraux, Robin, évoquent des sentiments plus vifs de la population : « *Le public vit actuellement dans la stupeur et craint encore de nouvelles sanctions qui lui paraissent exagérées* » (Robin, 25/10). Ils signalent aussi la réprobation forte et unanime de l'attentat. Elle alimenterait, alors que l'on ne connaît pas encore les auteurs des coups de feu, un anticommunisme bien réel dans l'opinion et sans doute partagé par le commissaire des Renseignements généraux qui écrit le 25 octobre : « *Beaucoup seraient heureux de voir des opérations de police pour nettoyer certains foyers communistes qui continuent leur activité* ».

Dans son rapport le préfet analyse l'opinion de « *la population de mon département* » mais donne la prééminence à Nantes délaissant par exemple le compte-rendu que lui a envoyé le 23 octobre le sous-préfet de Châteaubriant où furent fusillés 27 otages : « *Depuis hier, 22 octobre, la population de Châteaubriant manifeste une émotion considérable à la suite de l'exécution des internés politiques du camp Choisel à Châteaubriant. Cette mesure prise à titre de sanction contre l'attentat de Nantes a été exécutée en plein jour, à la porte de la ville, après que les otages aient traversé la ville en fourgon et en chantant la Marseillaise* ». Est-ce parce que les fusillés sont communistes que le préfet ne relève pas l'émotion des Castelbriantais ? Il aurait pu aussi citer la suite du rapport, qui n'était pas pour déplaire à Vichy ; mais peut-être a-t-il pensé que le sous-préfet faisait un peu trop de zèle car Bernard

Lecornu, qui a été mêlé de près à l'élaboration des listes d'otages communistes du camp de Choisel envoyées aux autorités militaires allemandes, se lance dans un surprenant plaidoyer de la politique de collaboration : « *Il semble qu'au lendemain de cette exécution la population plus germanophobe que jamais, comprenne mieux cependant la politique de collaboration du gouvernement qui, si elle avait été appliquée par tous aurait évité de semblables exécutions* ». Le sous-préfet de Châteaubriant obtiendra le 21 décembre 1941 la sous-préfecture de Saint-Nazaire qu'il briguait depuis longtemps.

Les brutales représailles allemandes ont une conséquence immédiate : « *Les progrès de la politique de collaboration sont arrêtés pour l'instant* » écrit le préfet le 1e décembre. Le 8 novembre sa tournée des communes l'a conduit à Saint-Julien-de-Concelles où sont inhumés des otages fusillés à Nantes. Il constate que dans une commune qui jusqu'alors ne manifestait pas « *d'hostilité systématique à la politique de collaboration… l'inhumation récente dans le cimetière de quatre otages exécutés à compromis ces temps-ci les progrès faits dans ce sens* ».

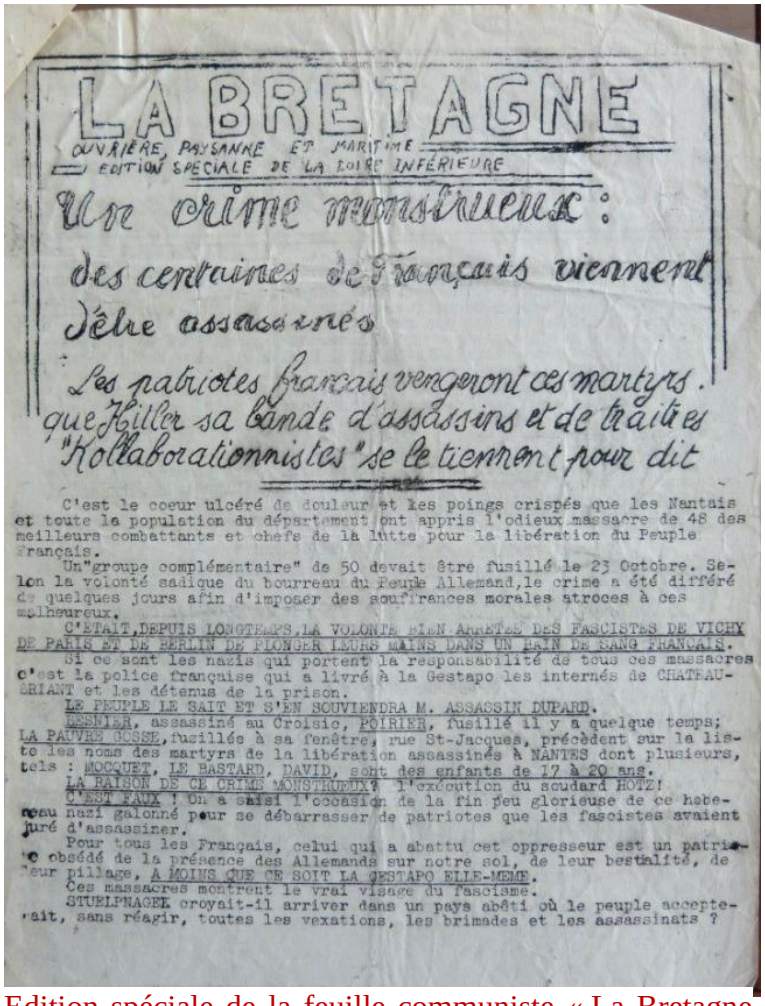
Il a pu aussi le vérifier quelques semaines plus tôt, le 24 octobre, à l'occasion des obsèques du feldkommandant Hotz où les Nantais étaient invités à suivre le cortège funèbre ou à se masser le long du parcours. Ce jour-là, dans une ville en état de siège, le long des rues gardées par un millier de gendarmes venus de toute la région et même de Paris, ils étaient peu nombreux à répondre à l'invitation : « *Hier les obsèques du colonel Hotz avaient rassemblé un certain nombre de personnes à la place Louis XVI et place de la Cathédrale parmi lesquelles se trouvaient bon nombre de gens venus en curieux et qui ont rejoint leur occupation dès le départ du cortège. Dans l'ensemble la population durement éprouvée par la fusillade des cinquante otages s'est abstenue de toute manifestation pouvant avoir un caractère de rapprochement dans les relations franco-allemandes* » (Commissaire des R.G. 25/10/41).

Obsèques du feldkommandant Hotz : le cortège funèbre passe devant la cathédrale entre deux haies de spectateurs surveillés par des gendarmes. (Coll. part.)

Parmi les rares Nantais à suivre le cercueil du feldkommandant Hotz, en compagnie des autorités allemandes et françaises depuis la place Louis XVI jusqu'au cimetière de La Gaudinière, figurent les membres du comité de Propagande sociale du Maréchal que le préfet ne manque pas de remercier dans son rapport pour leur participation. L'attentat leur a été profitable puisque le comité revendique 226 adhésions le 20 octobre. Le délégué régional C. Cambrier envoie le 28 octobre au préfet un courrier dans lequel il exprime toute sa compassion pour K. Hotz : « *Cet officier était très estimé de tous les Nantais qui ont eu l'occasion de l'approcher, en particulier d'une multitude de petites gens aux doléances desquelles il a toujours été très sensible…* ». Le préfet reprend dans son rapport de synthèse ce texte qui chante une collaboration populaire plus rêvée que réelle mais il se garde bien de reproduire un autre passage de la lettre visant, sinon à justifier, au moins à excuser les

représailles allemandes. Cambrier y dénonce : « *Une population trop encline à oublier que pour les Allemands c'est encore la guerre avec chaque jour des milliers de victimes innocentes… D'autre part on ne peut oublier non plus certaines passivités déplorables de la population au cours d'incidents récents d'ordre secondaire* ».

La violente émotion produite par le choc des exécutions d'otages accentue la germanophobie et le rejet de la politique de collaboration mais ne rapproche pas pour autant la population de la Résistance. Pire, la tactique des attentats qui provoque réprobation ou au mieux incompréhension dans l'opinion risque de l'isoler. Le parti communiste se garde bien de revendiquer les attentats de Nantes et de Bordeaux qu'il sait impopulaires ouvrant ainsi la voie à toutes les spéculations sur leurs auteurs. De Gaulle, dans une allocution prononcée le 23 octobre sur les ondes de la BBC, après avoir salué le courage des résistants, invite à changer de tactique : « *Il est absolument normal et absolument justifié que des Allemands soient tués par des Français… mais il y a une tactique à la guerre. La guerre doit être conduite par ceux qui en ont la charge. Actuellement, la consigne que je donne pour le territoire occupé, c'est de ne pas y tuer d'Allemands. Cela pour une seule raison : c'est qu'il est en ce moment trop facile à l'ennemi de riposter par le massacre de nos combattants* ».



LA BRETAGNE
OUVRIÈRE, PAYSANNE ET MARITIME
EDITION SPÉCIALE DE LA LOIRE INFÉRIEURE

Un crime monstrueux :
des centaines de Français viennent
d'être assassinés

Les patriotes français vengeront ces martyrs.
que Hitler sa bande d'assassins et de traîtres
"Kollaborationnistes" se le tiennent pour dit

C'est le coeur ulcéré de douleur et les poings crispés que les Nantais et toute la population du département ont appris l'odieux massacre de 48 des meilleurs combattants et chefs de la lutte pour la libération du Peuple français.

Un "groupe complémentaire" de 50 devait être fusillé le 23 Octobre. Selon la volonté sadique du bourreau du Peuple Allemand, le crime a été différé de quelques jours afin d'imposer des souffrances morales atroces à ces malheureux.

C'ETAIT, DEPUIS LONGTEMPS, LA VOLONTE BIEN ARRETEE DES FASCISTES DE VICHY DE PARIS ET DE BERLIN DE PLONGER LEURS MAINS DANS UN BAIN DE SANG FRANCAIS.

Si ce sont les nazis qui portent la responsabilité de tous ces massacres c'est la police française qui a livré à la Gestapo les internés de CHATEAUBRIANT et les détenus de la prison.

LE PEUPLE LE SAIT ET S'EN SOUVIENDRA M. ASSASSIN DUPARD.

LESNIER, assassiné au Croisic, POIRIER, fusillé il y a quelque temps; LA PAUVRE GOSSE, fusillés à sa fenêtre, rue St-Jacques, précèdent sur la liste les noms des martyrs de la libération assassinés à NANTES dont plusieurs, tels : MOCQUET, LE BASTARD, DAVID, sont des enfants de 17 à 20 ans.

LA RAISON DE CE CRIME MONSTRUEUX? l'exécution du scudard HOTZ!

C'EST FAUX ! On a saisi l'occasion de la fin peu glorieuse de ce hobereau nazi galonné pour se débarrasser de patriotes que les fascistes avaient juré d'assassiner.

Pour tous les Français, celui qui a abattu cet oppresseur est un patriote obsédé de la présence des Allemands sur notre sol, de leur bestialité, de leur pillage, A MOINS QUE CE SOIT LA GESTAPO ELLE-MEME.

Ces massacres montrent le vrai visage du fascisme.

STUELPNAGEL croyait-il arriver dans un pays abêti où le peuple accepterait, sans réagir, toutes les vexations, les brimades et les assassinats ?

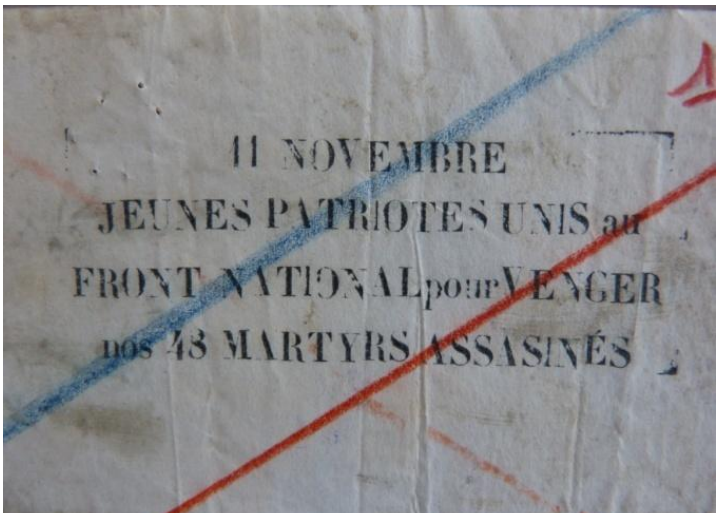
Edition spéciale de la feuille communiste « La Bretagne ouvrière » distribuée dans le quartier de Toutes-Aides à Nantes lors de la nuit du 6 au 7 novembre 1941. Après un appel à la vengeance on laisse supposer que Hotz a pu être tué par la Gestapo, dédouanant ainsi le Parti communiste d'un attentat rendu impopulaire par ses conséquences. (ADLA 1673 W 83)

Dans les semaines qui suivent l'attentat et l'exécution des otages l'intérêt pour la Résistance recule en Loire-Inférieure. Le commandant de gendarmerie constate : « *L'influence de la propagande anglaise ou gaulliste semble en décroissance ; la population est lasse des promesses annoncées mais jamais réalisées et son anglophilie faiblit de plus en plus* » (25/11/41). À la radio de Londres de Gaulle a appelé les Français a cessé toute activité entre 16 h et 16 h 05, le 31 octobre, pour honorer les otages fusillés et condamner leurs bourreaux. Le préfet mobilise aussitôt ses services pour faire échouer toute manifestation publique. Il réunit même les délégués ouvriers des grandes entreprises nantaises : « *Ceux-ci ont exposé que les ouvriers avaient réprouvé l'attentat dont le Lieutenant-colonel Hotz avait été victime, qu'ils avaient été consternés par les représailles qui l'avaient suivi et qu'en tous cas ils ne suivraient pas les mots d'ordre de la radio anglaise* » (Préfet, 2/11/41). Le 31 octobre se passa sans incident. Les Renseignements généraux constatèrent un ralentissement du trafic de 40% place Royale à Nantes à l'heure prévue ; quelques personnes qui s'immobilisèrent furent conduites au poste de police ; à Saint-Nazaire une partie du personnel de la SNCASO observa un arrêt de travail.

Obsèques du feldkommandant Hotz au cimetière de La Gaudinière là-même où depuis le début de l'Occupation des Nantais ont pris l'habitude de manifester leur patriotisme à l'occasion du 14 juillet et du 11 novembre. (Coll. part.)

À la Toussaint des gerbes sont déposées sur les tombes anglaises de La Gaudinière sans plus de manifestation. Autorités allemandes et françaises craignent des incidents à l'occasion du 11 novembre surtout qu'on a signalé au préfet, le 8 novembre, la distribution de tracts communistes appelant à cesser le travail pendant quelques minutes sur les chantiers et dans les usines, à saboter la production de guerre et à déposer des gerbes aux monuments aux morts. La journée du 11 novembre se déroula sans incident si l'on excepte quelques actions marginales : deux drapeaux rouges hissés à Rezé et Chantenay ; à Saint-Nazaire une gerbe au monument aux morts avec cette inscription : « *À nos 48 camarades morts à l'ennemi* ». Le commandant de gendarmerie Lecomte crie victoire : « *Les manifestations ordonnées pour le 11 novembre ont totalement échoué* » (27/11/41).

Malgré les nombreuses arrestations dont il a été victime suite à l'attentat du 20 octobre le parti communiste un moment affaibli se reprend vite : distributions de tracts et sabotages se multiplient en décembre. Le préfet juge leur influence sur l'opinion « *À peu près nulle* » et rajoute : « *Le public marque une réprobation certaine à l'égard des actes de sabotage qui réveillent en lui la crainte de dures sanctions* » (1/01/1942).




Papillon blanc barré de bleu et de rouge : les otages fusillés entrent dans la mémoire combattante nantaise à l'occasion du 11 novembre. (ADLA 1693 W 117)

Les attentats contre les militaires allemands et leurs terribles conséquences troublent l'image de la Résistance dans l'opinion sans qu'elle sache précisément à quel courant les imputer. Les représailles rehaussent indirectement le prestige du maréchal Pétain entamé les mois précédents. Son appel radiodiffusé du 22 octobre « *Je vous jette un cri d'une voix brisée : ne laissez plus faire de mal à la France* », repris par des affiches apposées dans tout le pays, touche une population encore sous le choc des exécutions même s'il n'a pas eu un mot de compassion pour les otages ou leurs familles.

La voix émue du Maréchal fait oublier l'appel à la délation du discours et rétablit l'image du père protecteur ternie par la Collaboration : « *Un grand nombre de ceux qui étaient demeurés hostiles à la politique du gouvernement du Maréchal Pétain ont senti la nécessité pour tous les Français de se rallier autour du chef de l'État* » (Préfet, 1/12/41).

Les attentats de Nantes et de Bordeaux ont troublé beaucoup d'attentistes et certains décident de franchir le pas vers la Collaboration. Ils optent en Loire-Inférieure pour les mouvements jugés plus modérés comme le comité de Propagande sociale du Maréchal ou le Groupe Collaboration, dont les effectifs gonflent fin octobre, plutôt que pour les partis collaborationnistes assez discrédités : « La plupart des gens considèrent ceux qui les dirigent comme des arrivistes qui confondent idéal et intérêt personnel. Il en résulte que les adhésions sont peu nombreuses » (Préfet 1/01/42).

ETAT FRANÇAIS

MESSAGE DU MARÉCHAL

Français,

Contre des officiers de l'Armée de l'occupation, des coups de feu ont été tirés : deux morts.

Cinquante Français ont, ce matin, payé de leur vie ce crime sans nom. Cinquante autres seront fusillés demain si les coupables ne sont pas découverts.

Un ruisseau de sang coule à nouveau sur la France. La rançon est affreuse, elle n'atteint pas directement les vrais coupables.

Français, votre devoir est clair, il faut faire cesser la tuerie. Par l'armistice, nous avons déposé les armes. Nous n'avons pas le droit de les reprendre pour frapper les Allemands dans le dos.

*L'étranger qui ordonne ces crimes sait bien qu'il meurtrit la France en pleine chair. Peu lui importe, nos veuves, nos orphelins, nos prisonniers !*

Dressez-vous contre ces complots, aidez la Justice, un coupable retrouvé et cent Français sont épargnés.

Je vous jette ce cri d'une voix brisée :

NE LAISSEZ PLUS FAIRE DE MAL A LA FRANCE !

PHILIPPE PÉTAIN

L'appel radiodiffusé du maréchal Pétain du 22 octobre est repris sous forme d'affiche pour toucher un large public dans tout le pays. (AMN 6 Fi 3997)

**Entre espoir et abattement**

L'émotion, pour être sincère, résiste mal à l'usure du temps surtout quand les tracas du quotidien grignotent l'âme sans répit. Larmes séchées, ventre tiraillé, les Nantais bientôt se font critiques sur la façon dont les autorités ont réagi aux exécutions d'otages : « *Beaucoup ont estimé que le gouvernement français aurait dû élever publiquement les mêmes protestations que pour les bombardements par les Anglais de certaines villes françaises et ne pas se borner à reprocher les attentats criminels, ceci étant le sentiment de tout le monde* » (Commissaire central, 25/11/41).

Encore quelques semaines et au mois de décembre la population, un moment assommée par l'affaire des otages, est définitivement sortie de sa torpeur. Sous le coup de nouveaux événements elle a repris ses esprits. Le commissaire Lemoine dérouté par les revirements de l'opinion se laisse aller à la psychologie des masses : « *La majorité de la population est plus émotive que raisonnable ; les quelques réactions enregistrées sont avant tout la conséquence de ses sympathies, des difficultés économiques du moment et de son peu d'habitude à rompre avec tout un ensemble d'habitudes et d'idées toutes faites* » (25/12/41). Il constate, amer en ce jour de Noël, que si la personnalité du chef de l'État est respectée le gouvernement est discrédité, que l'anglophilie et son corollaire le gaullisme reconquièrent le terrain perdu et que la population redonne toute sa confiance à la radio de Londres qui : « *donne en pâture à l'espoir des anglophiles le ralentissement de l'avancée allemande en Russie et l'offensive prolongée en Afrique* ».

Plus que le surplace allemand évoqué ce qui réconforte les Nantais en ce mois de décembre c'est l'entrée en guerre des USA : « *L'unanimité de la population qui attendait cette nouvelle depuis un certain temps pense que la durée du conflit sera de ce fait prolongée, mais elle a éprouvé comme un soulagement de la voir se réaliser puisqu'elle la jugeait*

*inévitable et qu'elle représentait à ses yeux le commencement de la dernière phase de la guerre. Dans les différents milieux qui conservent encore une sympathie vivace pour la cause anglaise l'entrée en guerre de l'Amérique a fait renaître l'espoir fondé sur le potentiel de production de cette grande puissance* ». Le préfet, en écrivant ces lignes dans son rapport du 1er janvier 1942, reprend un passage du compte-rendu du commissaire central daté du 25 décembre. Mais alors que le commissaire Lemoine fait partager l'espoir à l'ensemble de l'opinion, P. Dupard le réduit aux seuls anglophiles. Il gomme aussi la phrase suivante du commissaire central : « *Enfin certaines personnes sont impressionnées par le danger que représenterait pour la civilisation blanche une victoire du Japon et l'on insiste à nouveau sur le péril jaune* ».

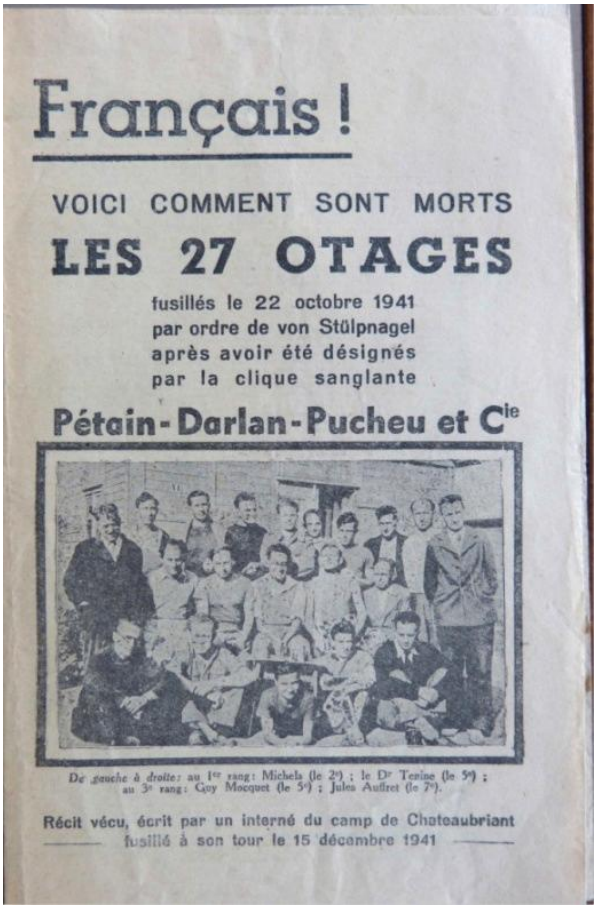
Les exécutions répétées de communistes détenus au camp de Choisel (photo du camp en 1941) entretiennent dans la population castelbriantaise un fort sentiment anti-allemand et changent son regard sur la résistance communiste. (Coll. part.)

Après avoir cru en une guerre courte germano-britannique jusqu'au printemps 1941, la population constate en cette fin d'année que le conflit est devenu mondial, qu'il risque de durer longtemps et que l'issue en est très incertaine : victoire allemande, soviétique, américaine ? L'occupation s'installe dans la longue durée annihilant tout espoir d'une amélioration des conditions de vie matérielles et morales. Tout engagement devient un pari risqué et la plupart choisissent de ne pas choisir.

Ce n'est pas le cas des Bataillons de la jeunesse. Les représailles allemandes n'ont pas entamé leur ardeur. Ne peuvent-elles pas à la longue servir leur cause ? En décembre sabotages, attentats exécutions se poursuivent dans le pays. Les 2, 3, 6, 7 décembre des officiers allemands sont tués en région parisienne. Les Allemands exécutent cent otages en représailles. Neuf d'entre eux sont choisis parmi les détenus du camp de Choisel et fusillés à La Blisière, près de Châteaubriant, le 15 décembre. La politique de collaboration déjà mal perçue par l'opinion avant l'automne succombe sous les balles des pelotons d'exécution.

Le préfet écrit dans son rapport du 1e janvier 1942 : « *À Châteaubriant la nouvelle de l'exécution par les autorités allemandes de neuf communistes internés au camp de Choisel a profondément remué la population qui a tendance à considérer les internés comme des martyrs. De pareilles exécutions ne peuvent que nuire grandement aux relations entre les troupes d'occupation et la population civile. Actuellement les sentiments germanophobes se sont accrus à Châteaubriant* ».

Le changement d'attitude de la population vis-à-vis des communistes dépasse le seul castelbriantais : « *Les communistes n'ont jamais été regardés avec sympathie dans la région où dominent nettement les éléments modérés. Mais la population, dans sa grosse majorité, est anti-allemande et même anglophile et gaulliste. Certains ont suivi avec une certaine satisfaction l'activité des terroristes dans leurs attentats contre l'armée d'occupation. Les exécutions qui ont été effectuées en nombre excessif il faut le reconnaître, ont suscité chez des gens qui n'ont aucune attache avec les milieux communistes un sentiment de sympathie en faveur de ces individus* » (Commissaire des R.G. janvier 1943). Plus que les exécutions d'otages communistes le commissaire semble regretter l'ampleur de celles-ci qui provoquent la compassion de la population. Plus que les crimes de l'occupant c'est son manque de psychologie qu'il souligne.


Français !

VOICI COMMENT SONT MORTS

LES 27 OTAGES

fusillés le 22 octobre 1941
par ordre de von Stülpnagel
après avoir été désignés
par la clique sanglante

Pétain-Darlan-Pucheu et Cie

De gauche à droite: au 1er rang: Michela (le 2e) ; le Dr Tenine (le 5e) ; au 3e rang: Guy Mocquet (le 5e) ; Jules Auffret (le 7e).

Récit vécu, écrit par un interné du camp de Chateaubriant
fusillé à son tour le 15 décembre 1941

Très vite le Parti communiste construit la mémoire de « ses » 27 otages fusillés à Châteaubriant. Couverture d'une brochure de quatre pages publiée en 1942. (ADLA 1693 W 117)

À Saint-Nazaire le sous-préfet constate lui aussi l'accentuation de la germanophobie et du rejet de la Collaboration en cette fin d'année 1941. Pour l'expliquer il rajoute aux exécutions répétées d'otages des événements locaux : l'incarcération pendant dix jours, suite à l'attentat du 20 octobre, de l'ancien maire F. Blancho qui « *a causé une certaine émotion dans les classes laborieuses de cette ville* » ; et la « *démolition récente* [13 décembre] *du Monument américain* » commémorant l'arrivée des troupes US en 1917. Le sous-préfet conclut : « *On pense généralement que les Allemands ont manqué à l'égard des Français de psychologie* » (24/12/41). Le meilleur des psychologues sous l'uniforme de l'occupant ne saurait réconcilier les Français avec l'Allemagne nazie.

Petit drapeau tricolore en papier épinglé à Saint-Nazaire le 5 décembre 1941. Après le sang versé des otages le Parti communiste réaffirme un patriotisme que beaucoup lui contestaient depuis le pacte germano-soviétique. (ADLA 1693 W 138)

# Janvier – septembre 1942

« *Toujours aussi versatile, naïve et incrédule tout à la fois selon l'origine des nouvelles et selon qu'elles correspondent ou non à ses préférences et à ses préjugés l'opinion publique demeure décevante et décourageante* ». Dans son rapport daté du 1er avril 1942 le préfet P. Dupard exprime son désarroi face à une population que, malgré tous les efforts de ses services, il n'arrive pas à réconcilier avec le régime. Pourtant il a un motif de satisfaction ; cette opinion versatile est redevenue depuis le 1er janvier plus favorable au Maréchal, surtout dans les campagnes y compris celles qui en 1941 se montraient les plus réticentes à son égard. Quand, au printemps 1942, R. Manescau sous préfet de Châteaubriant visite les communes de son arrondissement il constate qu'à Conquereuil, où un an plus tôt l'esprit public était jugé sévèrement pour son rejet du gouvernement et sa méfiance vis-à-vis de Pétain : « *Si l'hostilité à la collaboration est toujours patente, par contre il semble que le Maréchal Pétain jouisse d'une beaucoup plus grande considération qu'il y a un an* » (26/05/42).

Ce regain de vénération, Pétain le doit à un élan d'émotion provoqué par son discours radiodiffusé du 1er janvier 1942 à l'occasion des vœux du nouvel an. Sortant de sa réserve habituelle il y dénonce, en termes identiques, les gaullistes et les collaborationnistes de Paris qui se livrent « *à d'abjectes besognes de désunion* » puis il a cette phrase surprenante : « *De l'exil partiel auquel je suis astreint, dans la demi-liberté qui m'est laissée, j'essaie de faire tout mon devoir* ». Il conclut par un appel au peuple : « *Chaque jour je tente d'arracher ce pays à l'asphyxie qui le menace, aux troubles qui le guettent. Aidez-moi* ».

Discours émouvant propre à susciter un regain d'attachement pour un vieillard de 85 ans ; discours habile propre à renforcer l'image mythique du père et du patriote placé au-dessus du pouvoir et des jeux politiques mais empêché de jouer son rôle protecteur, d'où l'appel pathétique ; discours réussi si l'on en croit tous les rapports dont le préfet fait cette synthèse le 1er février 1942 :

« *Le discours radiodiffusé du Maréchal à l'occasion du 1er janvier a produit une forte impression sur les habitants de mon département. La franchise du chef de l'État a renforcé la place qu'il occupe dans le cœur de ceux qui approuvent sans arrière-pensées sa politique et le suivent dans son œuvre de rénovation nationale. Quant à ceux qui, jusqu'à ce jour, manifestaient vis-à-vis de lui et de sa politique sinon de l'opposition du moins de l'indifférence ils ont été favorablement impressionnés et ont eu l'air de comprendre enfin que le chef de l'État faisait une politique résolument française* ».

La portée et le succès du discours furent amplifiés par la maladresse des autorités allemandes qui le censurèrent en zone occupée provoquant cette remarque goguenarde du préfet : « *Le dernier message du chef de l'État prononcé à l'occasion du 1er janvier est peut-être l'acte de propagande le plus efficace qui se soit produit depuis le début de l'occupation. Les autorités allemandes en interdisant à la presse de la zone occupée d'en reproduire le texte ont encore accentué ce caractère de propagande en suscitant la curiosité de ceux qui n'avaient pu l'écouter à la radio. De nombreux exemplaires dactylographiés du discours circulent de main en main* » (1/02/42)

Laissons au préfet le soin de tirer les conséquences de cet épisode dans son rapport daté du 4 mars : « *Le Maréchal Pétain est maintenant placé par tous au-dessus des mécontentements* ».

**Alertes et bombardements**

Si Pétain s'exonère habilement des servitudes de la vie quotidienne, la population n'y échappe pas : rationnement, difficultés de ravitaillement, bombardements… L'année 1942 s'annonce lugubre et l'espoir d'une victoire des Alliés scintille comme une étoile pâlotte dans un ciel de plus en plus sombre.

En perdant Singapour les Anglais laissent l'Inde sous la menace directe des Japonais. En Afrique du Nord, le 21 janvier, les troupes de l'Afrikakorps commandées par Rommel reprennent l'offensive vers l'Égypte. Au mois de juin elles seront à moins de 100 km d'Alexandrie.

« *Les quelques rares anglophiles acharnés qui voient la victoire anglaise reculer de jour en jour sans qu'il leur soit permis d'en apercevoir le terme mettent actuellement leurs espoirs dans la Russie seule capable à leur avis de contrebalancer la puissance allemande et de l'abattre* » (Préfet, 4/03/42).

Mais sur le front de l'Est la victoire sourit toujours aux troupes allemandes qui, après avoir cédé un peu de terrain devant Moscou pendant l'hiver, repartent à l'offensive vers le sud-est : Sébastopol tombe le 4 juillet ; le Caucase est atteint à la fin de l'été ; le 17 juillet commence la bataille de Stalingrad.

Dans le Pacifique rien n'arrête les Japonais qui s'emparent des îles et archipels. Les Américains, pris de vitesse, leur cèdent les Philippines en mai. Moral atteint les Nantais se détournent un peu des postes de radio porteurs de mauvaises nouvelles : *« Les communiqués des combattants sont moins écoutés actuellement, les opérations stagnant sur le front de l'Est. Les hostilités dans le Pacifique n'intéressent plus guère* » (Commissaire des R .G. 25/04/42).

La guerre qui fait rage dans les plaines russes et le désert africain vient aussi gronder dans le ciel du Pays nantais. Après avoir entrepris de détruire les installations portuaires contrôlées par les Allemands (Brest, Lorient et parfois Saint-Nazaire) en 1941, les Anglais décident à partir de février 1942 d'accentuer la pression sur Saint-Nazaire et de frapper aussi à l'intérieur du pays les entreprises travaillant pour l'Allemagne. De janvier à juin 1942 l'espace estuarien de Nantes à Saint-Nazaire est bombardé plus ou moins intensément à 17 reprises. Pour les habitants, à chaque fois que sonne l'alerte il faut, la peur au ventre, courir aux abris et attendre parfois pendant des heures dans le vacarme des bombes et des tirs de la DCA allemande que revienne le calme des armes sinon celui des esprits.

Le soir du 15 février un violent bombardement de Saint-Nazaire provoque la mort de 17 personnes, 33 blessés et la destruction de 20 immeubles. C'est le plus lourd bilan enregistré jusqu'alors dans la région. L'émotion est grande sur place et l'onde de choc touche toute la population du département : « *Sans doute le bombardement de Saint-Nazaire s'ajoutant aux bombardements de Lorient, de Brest et de tant d'autres villes côtières a causé une grave émotion dans la population castelbriantaise* ». (Sous-préfet de Châteaubriant, 25/02/42). Le sous-préfet évoque ensuite : *« Les protestations que beaucoup élèvent contre de tels procédés de guerre qui n'atteignent que des populations innocentes* ». Réprobation reprise par l'évêque de Nantes, Mgr Villepelet, lors de son homélie prononcée à l'occasion des funérailles des victimes de Saint-Nazaire, le 19 février, en présence du kreiskommandant Von Trotha et du sous-préfet Lecornu : « *Un bombardement que la loi morale et le respect de l'humanité s'accordent à réprouver puisque, en réalité, aucun motif militaire ne peut le justifier* » (Journal « Le Phare » du 20/02/42).

Sous le coup de la douleur la population crie sa colère puis se ressaisit. C'est avec un certain dépit que le sous-préfet de Châteaubriant conclut son rapport sur les réactions au bombardement de Saint-Nazaire : « *Cela n'empêche pas il faut bien le remarquer, la majorité des gens de continuer à espérer en une victoire de l'Angleterre et de ses alliés* ».

CE SONT *toujours*

LES PETITS QUI PAYENT !

Les populations laborieuses ont fourni pour la guerre la chair à canons.

Elles sont aujourd'hui de la chair à bombes.

Alors que les riches bourgeois anglophiles font la noce dans les cabarets de nuit, les quartiers ouvriers reçoivent la visite des « libérateurs ».

***Aux uns la bombance, aux autres les bombes...***

Aux uns la belle vie tranquille dans les quartiers riches qui ne sont jamais visés, aux uns les abris bétonnés.

Aux autres l'éternelle angoisse du lendemain et les tranchées-abris qui s'éboulent en série.

Voilà comment le pacte communo-gaulliste envisage la répartition des dangers !

Ce sont les ouvriers et les employés qui sont visés par l'aviation anglo-américaine. Ce sont leurs femmes et leurs gosses qui sont massacrés !

***Ce sont toujours eux qui payent la guerre***

Eux qui souffrent de l'augmentation continuelle du prix de la vie.

Eux qui dépensent leurs maigres économies jusqu'au dernier sou.

Eux qui s'expatrient pour satisfaire aux dures obligations de la guerre.

Eux qui risquent leur vie sur leur lieu de travail.

Eux qui la risquent encore à leur foyer.

Eux qui tremblent tout au long du jour pour leur famille laissée à la maison.

Eux qui ne peuvent, comme les richards gaullistes, racheter au marché noir ce que le bombardement leur détruit...

Et à ces parias, les bourgeois gaullistes osent dire : « Prenez patience... endurez les bombardements, c'est pour la délivrance... »

Pendant que Londres conseille à la radio :

« Déménagez, ne restez pas près des usines, évacuez vos enfants.

Déménager ? alors qu'il n'existe plus de petits appartements.

S'éloigner de son usine ? alors qu'on est déjà si rarement à son foyer...

Evacuer ses gosses ?... Et avec quel argent ?

Beaux conseils, toujours pour les riches, pas pour les pauvres.

En voilà assez...

F. S. V. P.

Propagande collaborationniste distribuée à Nantes. (ADLA 1693 W 107)

À Nantes, à Paris, à Vichy les autorités françaises et allemandes, avec le concours des partis collaborationnistes, vont tenter sans relâche jusqu'à la fin du conflit de détourner l'émotion soulevée par les bombardements contre les Alliés. Le 3 mars l'aviation britannique bombarde les usines Renault de Boulogne-Billancourt qui fabriquent des camions pour l'Allemagne. Les bombes frappent les ateliers mais aussi les immeubles alentour. Les pertes humaines sont lourdes (633 morts) et cette fois c'est Paris qui est touché. La propagande se déchaîne contre les Anglais à grands coups d'articles haineux et de photos montrant les ruines, exhibant des blessés. À Nantes le PPF lance un appel aux dons en faveur des victimes tandis que la Ligue française appose sur les murs des affiches proclamant « Assassins ! ». Le commissaire Robin des Renseignement généraux nous livre dans son rapport du 25 mars la réaction des Nantais au bombardement lui-même et à celui de la propagande : « *Le bombardement de la région parisienne qui a causé un nombre très élevé de victimes a profondément affecté la population. Les bruits circulaient, et circulent encore, que Nantes subira bientôt le même sort et un courant d'antipathie se manifeste contre les Britanniques. Plusieurs inscriptions à la craie « À bas les Anglais » ont été remarquées sur différents murs de la ville* »

« Les *journaux parisiens et la presse locale ont été lus avec plus d'attention que par le passé au moment du bombardement de la RAF sur les usines Renault. Malgré les efforts de l'orchestration de Paris et de Vichy, ils n'ont pas réussi à monter l'opinion publique contre les lâches attentats britanniques qui continuent à profiter contre toute justice et toute intelligence des mansuétudes de l'opinion française en général* ».

Après Saint-Nazaire en février et mars c'est Nantes qui est touchée par de nombreux bombardements en mai. Blessée dans sa chair la population nantaise va-t-elle maudire les Anglais ? « *Sept nuits d'alerte consécutives, 40 morts, autant de blessés, de nombreux immeubles détruits et endommagés : tel est le bilan de ses raids aériens. À de rares exceptions près les habitants de Nantes n'ont pas marqué à l'égard des Britanniques la réprobation à laquelle on pouvait s'attendre après de tels actes. Au contraire, les bruits les plus invraisemblables ont circulé pour justifier l'attitude des aviateurs anglais. Il faut voir là une nouvelle manifestation d'une opinion savamment entretenue dans l'erreur et qui, devant la période douloureuse que nous vivons semble avoir perdu tout bon sens* » (Préfet, 26/05/42).

Si Nantais et Nazairiens auraient pu légitimement douter des Britanniques qui les bombardaient, l'opération commando lancée la nuit du 26 au 27 mars contre les installations portuaires de Saint-Nazaire et connue sous le nom de « opération Chariot » ne pouvait que renforcer l'anglophilie de la population locale à la hauteur du sacrifice consenti : des 611 hommes composant le commando, 169 furent tués et 215 faits prisonniers. Les Nantais n'ont alors pas compris l'objectif du raid, et on s'est bien gardé de le leur faire connaître pas plus que son bilan, aussi le préfet préfère-t-il insister dans son rapport sur les hypothèses ébauchées par la population ; toutes laissent entrevoir l'admiration de l'opinion pour le courage des soldats anglais.

Ce qui retient davantage l'attention de nos rapporteurs habituels ce sont les événements survenus le 30 mars à Saint-Nazaire, consécutifs au coup de main du 26-27 mars mais qui l'éclipsent pour eux. Ce jour-là une bombe ou une torpille à retardement explose anéantissant une écluse permettant l'accès à la base sous-marine. Les Allemands croyant à une nouvelle attaque britannique se répandent dans la ville, s'en prennent à la population civile tuant des passants, lançant des grenades dans les maisons : 19 personnes sont tuées et 26 grièvement blessées. Les habitants du vieux-Saint-Nazaire sont expulsés de leurs logements et internés au camp de Savenay.

Ce tract distribué dans tout le département utilise les arguments habituels de la propagande allemande en ce genre de circonstances : libérateurs assimilés à des criminels ; atteinte aux lieux sacrés (une église de Saint-Nazaire) ; antisémitisme (*« pour venger les juifs persécutés la RAF bombarde… »*). Il tourne aussi en dérision le « Courrier de l'air » journal lancé d'avion par les Anglais dont on peut voir un exemplaire dans les pages suivantes. (Coll. part.)

Commissaires, sous-préfets, préfet tirent la même conclusion de l'événement : « *La répression a fortifié les sentiments anti-allemands des Nazairiens* » et plus largement « *ces faits ont eu une répercussion dans l'état des esprits qui sont actuellement très montés contre la puissance occupante* » (Préfet, 1/05/42).

Malgré les bombes britanniques : « *Une grande partie des habitants du département paraît espérer beaucoup plus le retour à la prospérité d'antan par une victoire anglo-saxonne qu'elle ne semble souhaiter le relèvement de la France par la reconstruction d'une Europe nouvelle* » (Préfet, 1/04/42). Philibert Dupard utilise encore le terme d'anglo-saxons ; dans quelques semaines il utilisera aussi et de plus en plus celui d'anglo-américains glissement sémantique révélateur du changement en cours dans l'opinion comme le révèle ce rapport de la visite du sous-préfet Manescau à Saint-Michel-Chef-Chef :

« *Avant guerre Saint-Michel-Chef-Chef était considéré dans le département comme une citadelle de la réaction. C'était en effet la commune qui faisait le maximum de voix nationales. Actuellement la population n'est guère favorable au gouvernement. Si elle n'extériorise pas ses sentiments elle n'en attend pas moins la libération de l'Amérique après l'avoir attendue de l'Angleterre. Le chef de l'État grâce à son passé est exempt de critiques* » (23/07/42).

Les bombardements britanniques, malgré la dramatisation qu'en font les autorités, non seulement ne détournent pas les Français des Alliés mais conduisent les Allemands excédés à des comportements répressifs qui accentuent l'hostilité viscérale à leur égard. La vague d'attentats et de sabotages, organisés par la résistance communiste, qui déferle sur la région nantaise de janvier à juillet 1942 va encore amplifier le phénomène de rejet.

Pour surveiller les installations stratégiques (ponts, tunnels, voies ferrées, pylônes…) les Allemands font de plus en plus appel aux requis civils. « *Chaque nuit dans la ville de Nantes leur nombre dépasse 500. Il faut ajouter à ce chiffre 600 personnes par jour utilisées pour assurer la surveillance de la voie ferrée Paris-Brest par Nantes dans sa traversée du département et plus de 100 personnes affectées à la garde des pylônes et installation électriques. Au total 1200 personnes par jour* » (Préfet, 1/02/42). Les Allemands exemptant des réquisitions tous ceux qui travaillent plus ou moins directement pour eux la charge du gardiennage est assurée par 40% seulement de la population masculine selon le préfet.

Les gardiens malgré eux ne peuvent empêcher les dynamitages de pylônes et voies ferrées. Alors l'occupant sévit : « *À la suite des nombreuses tentatives d'actes de sabotage sur pylônes électriques qui avaient eu lieu au mois de janvier les autorités allemandes… ont fait procéder dans la nuit du 23 au 24 février à l'arrestation de 45 personnes parmi lesquelles se trouvent des juifs, des communistes ou sympathisants et d'autres personnes dont l'activité n'est pas suspecte aux services de police française* » (Préfet, 4/03/42). En avril ce sont vingt communistes ou supposés tels que l'on arrête suite à l'attentat contre le local de la LVF à Saint-Nazaire que les Allemands ont « *interprété comme un geste d'hostilité à leur égard* ». À chaque fois le préfet note : « *Ces arrestations ont causé une certaine émotion parmi la population* ».

Émotion qui gagne les campagnes quand le général von Stülpnagel, par l'ordonnance du 13 juillet 1942, rend les communes responsables des sabotages commis sur leur territoire. « *À l'avenir des otages seraient choisis parmi les populations* » croit savoir le préfet jetant l'effroi dans les communes.

À partir du mois de mars la présence allemande devient de plus en plus intensive dans la zone côtière avec l'installation de troupes supplémentaires. Pour les habitants, aux nombreuses vexations et formalités dues au statut spécial de cette « zone interdite » (obligation d'un certificat de résidence à renouveler tous les 21 jours) s'ajoute la promiscuité provoquée par les réquisitions de logements. Le préfet signale aussi : « *Une autre conséquence est le débauchage de nombreuses filles mineures. Le nombre de prostituées s'accroît considérablement dans les villes de la côte à Saint-Nazaire et La Baule en particulier. Les troupes allemandes engagent des jeunes filles mineures comme femmes de ménage* » (1/04/42).

Pour les habitants de la région nazairienne l'arrivée de troupes allemandes supplémentaires augmente les risques de bombardements et multiplie les problèmes de ravitaillement, déjà aigus, car l'occupant réquisitionne les denrées ou se fait agriculteur en louant des terrains de culture pour les produire lui-même. Le sous-préfet de Saint-Nazaire, Bernard Lecornu, constate sur un ton désabusé :

« *Il existe dans l'arrondissement de Saint-Nazaire un marché noir effréné. Ce marché noir se fait surtout au profit des troupes allemandes qui de plus en plus nombreuses dans la région raflent à la ferme tous les produits de la terre* ».

« *L'organisation Todt continue à convoyer des camions dans toutes les communes de l'arrière-pays pour y ramasser des porcs, des veaux, des pommes de terre… »*.

« *Ce marché noir se fait aussi au profit des Français mais d'une façon plus discrète. Les citadins se rendent à bicyclette à la campagne et en rapportent du beurre, des œufs, parfois des graines pour le ravitaillement du poulailler familial* ».

« *Les dirigeants des cantines d'usines eux-mêmes pratiquent le ravitaillement direct à la campagne* » (25/05/42).

Il n'y a pas qu'à Saint-Nazaire que les prélèvements opérés par les Allemands excitent contre eux la colère populaire ; à Nantes aussi : « *Le public… observe les achats faits en dehors des réquisitions par les soldats allemands pour des envois individuels dans leur pays (vin, alcools, chaussures, textiles, lainages…) utilisant le cas échéant des bons d'achat obtenus sans parcimonie et acceptés par les commerçants par priorité, les militaires ne discutant pas les prix* » (Commissaire central de Nantes, 25/01/42).

On l'a vu, la germanophobie s'abreuve à plusieurs sources et celle alimentée par les réquisitions, et les difficultés de ravitaillement qu'elles entraînent, coulera tout au long de l'occupation avec régularité.

Feuillet de tickets de pain pour le mois de septembre 1942 avec, imprimé au verso : « La fraude ne paie pas ». (ADLA 1693 W 138)

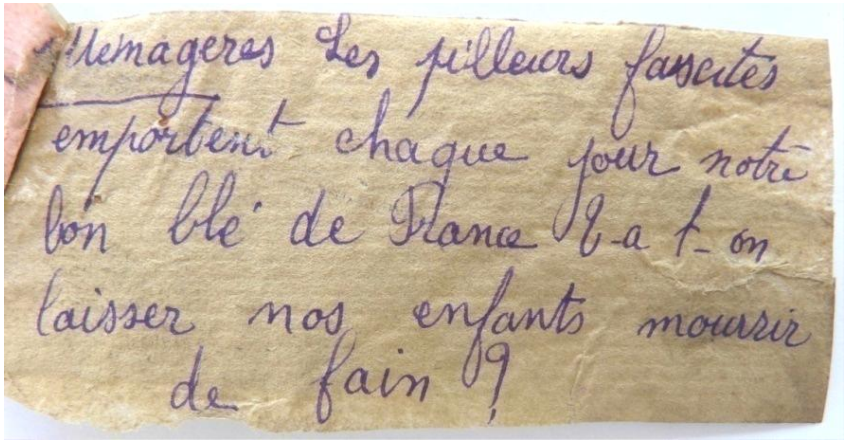
**La bataille du blé**

La lancinante question « mangera-t-on demain ? » brouille les repères, égare les esprits, réveille les jalousies, ravive les divisions.

Au printemps 1942 la situation du ravitaillement n'a rien perdu de son acuité. Bien au contraire : « *Cette question reste à la base du mécontentement et de la lassitude générale. Beaucoup de personnes se plaignent de la faim et il est à peu près certain que dans beaucoup de milieux modestes on est sous-alimenté* » (Préfet, 1/05/42).

Tous les produits de première nécessité manquent ou sont de mauvaise qualité. Le sous-préfet de Châteaubriant en justifierait presque le marché noir : « *Quelquefois le ravitaillement familial prend des proportions excessives. Il est vrai qu'en ce qui concerne le beurre, notamment celui mis à la disposition de la population par le service de la Répartition du ravitaillement il est absolument infect et impropre à la consommation* » (25/07/42).

La hantise des autorités c'est de voir le mécontentement populaire devenir colère ouverte, explosion sociale. Pour l'instant dans les rapports on ne parle que de « *colère sourde* », la situation du pays sous la botte retenant les plus velléitaires. Mais pour combien de temps, car : « *Ce qui provoque par-dessus tout cette colère c'est l'inégalité existant en face de ces privations provoquant des commentaires variés et de plus en plus hargneux à l'égard des classes aisées qui ne souffrent pas, pouvant se procurer ce qui leur est nécessaire à n'importe quel prix, mais encore passent aux yeux de beaucoup comme profitant de la situation actuelle* » (Commissaire central Lamberthod, 25/02/42).


Ménagères les pilleurs fascistes
emportent chaque jour notre
bon blé de France Y-a t-on
laisser nos enfants mourir
de faim ?

Papillon d'origine communiste collé dans le quartier Saint-Jacques (Nantes) le 20 mars 1942. (ADLA 1693 W 112)

Conscient du risque social, vexé de n'avoir pu appliquer dans son département la politique d'un régime qui prône l'union nationale, la disparition de la lutte des classes et mortifié que la situation qu'il décrit dans son rapport en manifeste l'échec cinglant, le préfet Dupard, démuni pour lutter efficacement contre le marché noir faute de moyens matériels et humains s'en prend encore une fois aux agriculteurs avec des mots très durs :

« *Les cultivateurs, âpres au gain, profitent de l'occupation pour augmenter leurs économies sans se soucier du sort des citadins. Alors que certains d'entre eux critiquent la politique de collaboration, ils pratiquent de leur côté cette collaboration en contradiction formelle avec les instructions de l'administration, vendant leurs produits, même contingentés, aux soldats allemands à des prix très supérieurs à la taxe, bien que sachant que ces denrées sont nécessaires au ravitaillement des populations civiles* » (1/04/42).

Pour contraindre les agriculteurs à livrer les produits de leur exploitation, le préfet lance en mars ce qu'il appelle : *La bataille du blé*. Dans un premier temps les sous-préfets réunirent les maires de leur arrondissement pour qu'ils persuadent leurs administrés de livrer leurs grains aux services du Ravitaillement. En ces campagnes catholiques le clergé fut mobilisé pour prêcher la bonne parole préfectorale : « *Monseigneur Villepelet, évêque de Nantes, a bien voulu appuyer mes appels aux cultivateurs pour la livraison du blé par une*

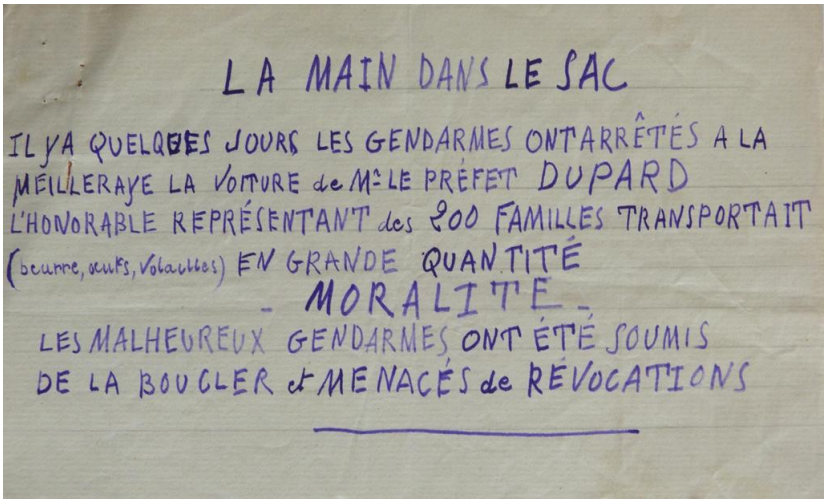
*lettre pastorale qu'il a fait lire par tous les curés du département le dimanche 22 mars. Ceux-ci ont d'ailleurs vigoureusement incité les cultivateurs à livrer tout le blé qui restait dans leurs greniers en insistant sur le fait que cela constituait pour eux l'accomplissement d'un devoir* » (Préfet, 1/04/42).

Au printemps 1942 le préfet tente de convaincre les agriculteurs de livrer les produits de leurs exploitations aux services du Ravitaillement. L'évêque de Nantes s'associe à la démarche préfectorale par une lettre pastorale lue dans les paroisses puis en signant avec d'autres personnalités du département ce texte illustré par le dessinateur nantais Henri Bouyer. (AMN 6 Fi 3984)

Au bout d'un mois les résultats ne sont pas à la hauteur des espérances : « *Il reste beaucoup d'efforts à faire pour convaincre la campagne qu'elle doit supporter une part des misères communes* » gémit le préfet le 1er mai. Il utilise alors la manière forte. Des perquisitions sont effectuées par les services des Contributions indirectes et du Contrôle des prix accompagnés parfois de quelques gendarmes ou, maladresse, de fonctionnaires allemands ce qui fait croire aux agriculteurs que les grains sont destinés à l'occupant et non aux Français.

Pour calmer la grogne d'une population que l'on a forcée, le préfet relance les dispositions spéciales prises par Vichy en faveur des familles paysannes : allocations familiales, prêts aux jeunes ménages pour l'acquisition de matériel agricole… À tous ceux, et ils sont nombreux en Loire-Inférieure, qui rêvaient de la mise en place d'un syndicalisme agricole unique, le régime donne satisfaction. La Corporation agricole lancée en décembre 1940 trouve son aboutissement à partir de juin 1942 quand, dans chaque commune, les cultivateurs sont réunis pour élire les « chambres syndicales » locales. « *Les réunions nécessaires ont généralement attiré un fort pourcentage de cultivateurs et dans l'ensemble la constitution de ces organisations s'est opérée dans le plus grand calme* » écrit le sous-préfet de Châteaubriant le 25 juin.

Malgré les servitudes de la vie quotidienne accentuées par l'absence des prisonniers, malgré les réquisitions, les rations de pain insuffisantes, les formalités administratives multipliées à l'infini dans un flot de paperasse, malgré les emportements préfectoraux les paysans restent les meilleurs soutiens du régime : « *Les cultivateurs sont reconnaissants au gouvernement du Maréchal d'avoir mis la question paysanne au premier plan de ses préoccupations et d'avoir élevé leur niveau social en leur procurant une vie plus large et mieux considérée* » (Commissaire de R.G. janvier 1943).


LA MAIN DANS LE SAC

IL YA QUELQUES JOURS LES GENDARMES ONT ARRÊTÉS A LA MEILLERAYE LA VOITURE de Mr LE PRÉFET DUPARD L'HONORABLE REPRÉSENTANT des 200 FAMILLES TRANSPORTAIT (beurre, oeufs, volailles) EN GRANDE QUANTITÉ

- MORALITÉ -

LES MALHEUREUX GENDARMES ONT ÉTÉ SOUMIS DE LA BOUCLER et MENACÉS de RÉVOCATIONS

Tract d'origine communiste accusant le préfet de se livrer au « ravitaillement familial ». (ADLA 1673 W 84)

**La Charte du Travail**

Le régime de Pétain ne bénéficie pas du même soutien dans le monde ouvrier. Pourtant le chômage a disparu des grands sites industriels. C'est le cas à Saint-Nazaire : « *Ceci provient de ce que toutes les usines travaillent pour le compte de l'armée d'occupation et que les chantiers allemands absorbent une grande partie de la main d'œuvre* » (Sous-préfet de Saint-Nazaire, 24/01/42). À Nantes, les Chantiers de Bretagne, les Chantiers de la Loire, les entreprises Guillouard (mécanique) et Lemoine (chaussures) sont mêmes contraints par les Allemands d'appliquer la semaine de travail de 48 heures. Problème récurrent, les tensions restent vives entre les industriels français dont les usines travaillent (malgré elles) pour l'occupant et les chantiers mis en place par les Allemands eux-mêmes accusés de débaucher les ouvriers par des salaires élevés. Conséquence : certaines entreprises manquent de personnel.

Tensions qui se répercutent au sein de la classe ouvrière surtout quand les denrées alimentaires se raréfient : « *Sont assez jalousés les ouvriers employés par les entreprises allemandes et qui, bien rétribués, se plaignent de ne pouvoir dépenser à leur gré pour améliorer la ration journalière* » (Préfet, 1/05/42).

Les ouvriers sont aussi divisés à propos de la Charte du Travail mise en place par Vichy le 4 octobre 1941. Dans un premier temps tous « *se méfient du gouvernement et se refusent à croire à la Révolution Nationale prétendant qu'elle est une réaction contre les conquêtes sociales de 1936* » (Préfet, 4/03/42). Puis quelques uns se rallient à la Charte. Les premiers, et pas les moindres, sont les métallurgistes nazairiens entraînés par le leader CGT local, Marcel Blanchard, secrétaire du Syndicat des métaux. Lors de réunions tenues à L'Union des Forges de Trignac, le 5 février, et à Saint-Nazaire le 8 février sous la présidence de F. Blancho ex-député-maire de Saint-Nazaire, Blanchard bien que formulant « *de grandes réserves vis-à-vis de la Charte du Travail* » fait adopter une résolution où les métallurgistes « *décident à l'unanimité de participer loyalement à tous les organismes (comités sociaux d'entreprises, comités sociaux locaux…) et font confiance à ses militants pour œuvrer dans le sens de l'intérêt bien compris des travailleurs* » (Préfet, 18/02/42). Le 26 février le préfet régional et le sous-préfet Bernard Lecornu sont à Saint-Nazaire pour ratifier solennellement l'acceptation de la Charte du Travail par les représentants patronaux, les syndicats d'ingénieurs, de techniciens, de contremaîtres et d'ouvriers qui prennent « *l'engagement d'honneur de coopérer sans arrière-pensée, ni réserve au redressement entrepris par le Chef de l'Etat par la mise en application de la Charte du Travail dans l'esprit d'union, de loyauté et de justice…* » (Préfet, 4/03/42).

La mise en place des comités sociaux d'entreprises, première phase d'application de la Charte concerne 11 000 ouvriers de la région nazairienne dont le rôle pionnier est utilisé par la presse nationale plus habituée autrefois à en relater les conflits sociaux. Bernard Lecornu exulte dans son rapport du 25 avril : « *Les différents comités d'entreprises fonctionnent à la satisfaction générale. Il est permis de dire qu'ils ont atteint le but que leur assignait la Charte du Travail en réalisant au premier degré la collaboration sociale et professionnelle entre la Direction et le personnel* ».

Les autorités espéraient que l'exemple nazairien aurait un effet d'entraînement. Ce n'est pas le cas. Dans son rapport du 1er mai le préfet se désole que 34% seulement des entreprises, de taille modeste pour la plupart, se soient dotées d'un comité social d'entreprise alors que les ouvriers de la métallurgie nantaise se refusent à tout accord. Chez eux : « *L'idée persiste toujours que les délégués ouvriers sont à la solde des employeurs* » (Commissaire des R .G. 25/05/42). Plus inquiétant, certains comités d'entreprise seraient en sursis : « *Des délégués ouvriers doutent toujours de la sincérité de leurs employeurs et l'on raconte que dans certains établissements les représentants ouvriers auraient l'intention de se retirer afin d'éviter toute altercation avec leurs camarades d'atelier* » (Commissaire des R. G. 25/04/42).

Dans son rapport le préfet gomme soigneusement tous ces ratés de la difficile mise en place de la Charte du Travail pour chanter les louanges de la collaboration de classe agréables aux oreilles du régime : « *À Saint-Nazaire le calme règne sur les chantiers grâce surtout à l'influence très réelle que possèdent les délégué des comités d'entreprise sur leurs camarades* » (25/07/42).

La classe ouvrière déjà première victime des difficultés dues au ravitaillement, divisée sur la question de la Charte du Travail et dont la solidarité est mise à l'épreuve par le débauchage de l'occupant-entrepreneur va devoir affronter d'autres dangers apportés par le retour au pouvoir de Pierre Laval.

**Le retour de Pierre Laval**

Le 18 avril 1942, le maréchal Pétain nomme Pierre Laval chef du gouvernement, ministre de l'Intérieur, des Affaires étrangères et de l'Information. L'amiral Darlan garde le contrôle de l'armée d'armistice, de la flotte et reste le successeur désigné du Maréchal qui se résigne à n'être plus que le chef de l'État.

Cet événement ravive l'intérêt de la population pour la politique intérieure à un moment où, préoccupés par les bombardements, les suites du raid anglais sur Saint-Nazaire et les difficultés de la vie quotidienne, « *les habitants de mon département ne suivaient plus avec attention l'évolution de notre politique* » (Préfet, 1/05/42).

Le retour de Laval au pouvoir survient au moment où l'opinion s'interroge sur la suspension du procès de Riom. Ouvert le 19 février 1942 pour juger les responsables de la défaite (Gamelin, Daladier, Blum…) le procès qui se déroule dans la petite ville de Riom traîne en longueur, tourne à l'avantage des accusés, irrite même les Allemands. Il est suspendu le 11 avril (et ne sera jamais repris). Cette suspension sans rapport direct avec le retour de Laval lui est pourtant associée par l'opinion qui veut voir derrière les deux événements la main de l'Allemagne. Le commissaire central Lamberthod [5] écrit : « *L'ajournement du procès de Riom n'a pas provoqué de réactions profondes. Le public qui ne s'y intéressait guère… a vu tout de suite dans cet ajournement une nouvelle preuve de l'ingérence allemande dans la politique française* » (25/04/42). Ce passage repris dans la première version du rapport de synthèse du préfet (le brouillon) devient dans la version définitive : « *L'ajournement du procès de Riom a été approuvé* » (1/05/42).

À propos du retour de Pierre Laval la censure préfectorale n'apprécie pas davantage toute allusion à l'interventionnisme allemand. Dans la première synthèse réalisée par le chef de cabinet on peut lire : « *En général on suppose que la réintégration de l'ancien président du Conseil a été imposée à Monsieur le Maréchal Pétain par le gouvernement allemand* ». Cette phrase révélatrice de l'état de l'opinion publique disparaît du rapport définitif le préfet ne voulant pas heurter un pouvoir qui se veut jaloux de sa souveraineté (très) limitée.

En l'occurrence l'opinion se trompe car c'est Pétain et son entourage, déçus par Darlan, qui ont décidé seuls du retour de celui qu'ils avaient écarté le 13 décembre 1940. Âgé de 86 ans, ressentant un affaiblissement de ses capacités, Pétain laisse les lourdes charges gouvernementales à Laval sans renoncer pour autant au pouvoir et à son atmosphère d'adulation. Il veut entretenir son image de protecteur des Français et apporter au gouvernement le soutien d'un peuple qui, il en est persuadé, l'aime. Pari risqué car fondé sur l'ambiguïté.

D'une part l'opinion le croit prisonnier des Allemands et de ce gouvernement à leur solde qu'il prétend vouloir aider : « *Le retour de Mr Pierre Laval auprès du Maréchal n'est guère accepté par la majorité des esprits, l'ancien président du Conseil étant toujours considéré comme l'émissaire du Reich chargé de contrarier la politique du Maréchal qui garde toujours la confiance de la population* » (Commissaire des R.G. 25/04/42).

D'autre part, chef de l'État, Pétain cautionne la politique du gouvernement. Or, d'emblée, l'opinion la condamne : « *Le retour au pouvoir de ce dernier* [Laval] *est interprété par le public comme une condition et une accentuation de la politique de collaboration* » (Préfet, 1/05/42).

[5] Le commissaire Lamberthod a remplacé le commissaire Lemoine.

Conscient de son impopularité mais soucieux de ne pas ternir l'image de Pétain, qu'il considère selon ses mots comme une « potiche » utile, Laval s'adresse aux Français le 20 avril dans un long discours radiodiffusé. Le ton est simple, compassionnel parfois. Il a un mot pour chacun, paysans, ouvriers, prisonniers mais il ne cache rien de sa volonté de collaborer avec l'Allemagne posant comme seules alternatives : vivre dans une Europe nouvelle sous tutelle allemande ou disparaître dans une Europe soviétique.

Quel a été l'écho de ce discours en Loire-Inférieure ? Le commissaire central de Nantes rapporte que dans une rue spécialement observée à cette occasion la plupart des gens ayant la radio ne l'écoutaient pas au moment du discours. Quant aux inspecteurs des Renseignements généraux ils avaient choisi de se poster près des haut-parleurs installés par les services de la propagande dans la ville. Le commissaire des Renseignements généraux rapporte : « *Les haut-parleurs du centre de la ville ont diffusé ce discours et il est à remarquer qu'ils n'ont provoqué chez certains qu'un écœurant désintéressement de ce qui touche à la chose française* » (25/04/42).

Le préfet, comme souvent, se veut plus optimiste : « *Le discours du Président Laval, s'il n'a pas dissipé complètement le malaise a cependant eu de sérieuses répercussions dans le public. Ses termes mesurés, le patriotisme qu'il révèle, la compréhension saine de la situation ont fait réfléchir bien des gens et disparaître beaucoup d'hostilité* » (1/05/42) Si Laval n'a pas convaincu il a rassuré tous ceux, et ils sont nombreux, qui voyaient déjà se réaliser les bruits colportés par la rumeur et que le préfet rapporte : « *Livraison de notre flotte à l'Allemagne* » ; « *Ouverture de nos bases métropolitaines et coloniales à la flotte allemande* » ; « *Mobilisation éventuelle contre l'Angleterre* ».

Ceux qui s'attendaient au pire sont rassurés mais pas ralliés pour autant à la politique de collaboration. Or le gouvernement ne peut guère compter sur les services de la propagande pour les convaincre. Le commissaire des Renseignements généraux en dresse un bilan démoralisant pour le pouvoir :

« *La radio est actuellement le moyen principal d'information et de propagande depuis l'augmentation du prix des journaux accompagnée de la diminution constante de leur format. Le nombre des lecteurs et abonnés diminue chaque jour. Les Français sont généralement aujourd'hui assez fermés à la propagande par voie de presse en zone occupée ; ils pensent que nos quotidiens sont trop soumis à l'influence de l'autorité d'occupation… Les commentaires des grands journaux parisiens ne provoquent que scepticisme ou même hilarité. Il en est de même des émissions de Radio-Paris. Cependant elles sont généralement écoutées à 13 h. et 20 h.* » (24/01/42).

Quant aux radios de la zone non occupée elles souffrent toujours de la faiblesse des émetteurs : « *Les émissions sont plus difficiles à capter que celles de la radio anglaise* » (Préfet, 4/03/42).

Les Nantais ont, peu à peu, diversifié leurs sources d'informations radiophoniques : « *La radio étrangère est toujours très écoutée : radio anglaise à ses fréquentes émissions ; suisse à 20 h 15 ; américaine (Boston) à 22 h 30* » (Commissaire des R.G. 25/01/42).

Pour contrer les brochures de la propagande allemande ou collaborationniste les Anglais prennent l'habitude de larguer depuis des avions des paquets de tracts sur le département : *« Ils donnent des indications sur les difficultés allemandes en Russie et comportent des photographies représentant du matériel abandonné par les Allemands en URSS et des Allemands faits prisonniers par les Russes* » (Préfet, 4/04/42).

Qu'elles parviennent de tracts ou de la radio P. Dupard, qui ne cesse de se plaindre de la naïveté et de la versatilité de l'opinion, regrette que : « *Pour beaucoup ces informations sont authentiques dès l'instant où elles expriment exactement l'inverse des informations françaises* » (/05/42).

Journal de quatre pages avec de nombreuses illustrations largué de façon irrégulière par les avions anglais sur différents points du département pendant toute la durée de l'Occupation. (ADLA 1693 W 120)

Distribué par vos amis de la R.A.F.

**Le Courrier de l'Air**

1941 No. 23

Redistribué par les patriotes français

*EXPOSÉ DE M. CHURCHILL :*

**Echecs allemands sur les trois fronts**

**1. RUSSIE 2. OCEANS 3. ORIENT**

*M. WINSTON CHURCHILL a fait le 9 septembre devant les Communes un exposé complet de la situation générale. Après avoir de nouveau indiqué la grande portée de la déclaration anglo-américaine, notamment "la promesse impliquée par des mots comme:* quand la destruction définitive de la tyrannie nazie sera assurée," *le Premier Ministre a successivement examiné les progrès faits par les alliés, et les échecs essuyés par l'Allemagne, sur les trois principaux fronts: le front de Russie, le front naval et le front d'Orient.*

**1. RUSSIE** **L'Allemagne condamnée à une campagne d'hiver**

M. CHURCHILL a dit : "La magnifique résistance des armées russes, et les adroites manœuvres par lesquelles le front russe se plie en face de l'invasion, donnent maintenant la certitude que l'espoir hitlérien d'une guerre courte avec la Russie est détruit.

"Déjà, en trois mois, les Allemands ont perdu plus de sang qu'il n'en avait été répandu au cours de n'importe quelle année de la dernière guerre. Déjà Hitler est certain d'avoir à maintenir ses armées tout le long du front qui va de l'Arctique à la mer Noire, et cela avec des lignes de communication précaires, cela avec le sévère hiver russe, et avec les vigoureuses contre-attaques auxquelles il peut s'attendre de la part de l'armée russe."

*L'un des facteurs que Hitler semble avoir mal calculés lorsqu'il a attaqué la Russie : la solidarité et la résistance implacable de tout le peuple russe.*

***L'aide à la Russie***

M. Churchill parle des énormes ressources militaires des Soviets : "De dix à quinze millions de soldats, de quoi les équiper et les armer." Il n'en est pas moins nécessaire d'aider la Russie : "Ce sera la tâche de la conférence anglo-américano-russe." Le Premier Ministre révèle que la Grande-Bretagne a accepté qu'une partie du matériel de guerre destiné à l'Angleterre soit envoyée aux Russes. Il indique enfin que les principales voies d'accès pour transporter ce matériel sont au nombre de trois : la route de l'Arctique par Arkhangel ; la route d'Extrême-Orient par Vladivostok ; enfin, la meilleure route de toutes, celle à travers la Perse :

"Par la rapide et vigoureuse campagne de Perse qui vient d'avoir lieu, nous avons donné la main à nos alliés russes . . . Grâce à notre occupation de la Perse, le matériel américain et britannique pourra être amené au centre même de la Russie . . . Cette occupation nous est également utile parce qu'elle nous permet d'établir un bouclier protégeant contre une avance éventuelle des Allemands."

Ballottée d'une information à une autre contradictoire, soupçonneuse car persuadée qu'on lui cache la vérité, la population est la proie des rumeurs : « *Mais la propagande la plus dangereuse reste celle qui s'exerce d'une façon occulte et qui se manifeste par la diffusion de nouvelles ou d'opinions souvent fausses, toujours invérifiables, mais par ce seul fait acceptées d'enthousiasme par une population avide de pouvoir les colporter à son tour* » (Commissaire central, 26/05/42).

Pour contrôler au plus près l'opinion et l'influencer, les services de la Propagande, longs à se mettre en place, étendent leur réseau sur le département au début de 1942 en installant un délégué dans chaque canton. Le sous-préfet de Châteaubriant est très critique sur cette opération: « *Une propagande utile, sérieuse et efficace ne pourra être vraiment entreprise qu'avec l'appui d'éléments jeunes, actifs, désintéressés, n'ayant point un passé politique trop chargé et surtout trop varié. Ce n'est pas avec des transfuges du parti communiste ou avec des extrémistes de gauche ou de droite plus ou moins sincèrement évolués que l'on fera un travail fécond car des propagandistes comme ceux-ci ne disposent d'aucun crédit sur les populations à conquérir mais au contraire sont à considérer comme de véritables repoussoirs et, à ce moment là la propagande devient de la contre-propagande* » (25/02/42).

Outre la qualité des délégués à la propagande c'est leur fonction même qui pose problème comme le reconnaît le préfet : « *Ceux-ci se heurtent souvent à l'indifférence ou à l'hostilité de la population dès que celle-ci sait qu'ils sont nommés* » (1/07/42). A travers eux c'st le régime que l'opinion rejette.

Pas plus que la Propagande les partis collaborationnistes n'ont de succès auprès des Nantais. Le RNP n'a plus que 7 adhérents. Le MSR est en voie de dissolution et les autres groupuscules, plus chanceux, se radicalisent à défaut de s'étoffer. En mars le préfet s'étonne que dans une ville comme Nantes (200 000 h.) les réunions du PPF ou de la Ligue Française ne regroupent pas plus de 60 personnes. Le seul mouvement à tirer son épingle du jeu c'est le Groupe Collaboration qui approche du millier d'adhérents. Mais ses conférences ne remplissent pas le théâtre Graslin : Vallery-Radot, directeur de l'Office sur les sociétés secrètes, réunit 300 personnes sur le thème de la franc-maçonnerie le 23 février ; Werner von Rheinbaden, député au Reichstag et secrétaire d'État à la chancellerie du Reich ne fait guère mieux (300 à 500 auditeurs selon les divers rapporteurs !).

Papillon (recto-verso) annonçant la venue de Jacques Doriot à Nantes. (ADLA 1693 W 106)

Seul Jacques Doriot est capable de rassembler 1000 personnes le 24 avril pour un meeting intitulé : « Ce que j'ai vu en Russie ». Invité par la LVF, qui compte sur sa notoriété pour recruter des combattants désireux d'aller se battre aux côtés des Allemands sur le front russe, le leader du PPF est venu avec des membres parisiens de sa garde rapprochée. Ceux-ci, les jours précédents la réunion, parcourent la ville en uniforme distribuant à profusion tracts et brochures. Le commissaire des Renseignements généraux signale que ces « *miliciens en*

*uniforme ont trouvé le moyen par leur tenue provocante de s'attirer la plus vive antipathie de la part des Nantais. Il y a eu des rixes nombreuses où des Doriotistes n'ont pas eu toujours le dessus* » (25/04/42).

Encadré par un important dispositif policier le meeting se déroula sans incident. On ramassa dans les escaliers du théâtre des tracts intitulés : « À bas le marché brun » répandus par des résistants communistes. Il n'y eut pas « d'effet Doriot » sur le recrutement de la LVF ou du PPF toujours aussi impopulaires. En juin, un légionnaire de la LVF, ancien sympathisant communiste, étant retourné dans son quartier y fut accueilli par une balle de pistolet tirée dans la fesse. Bien que l'incident se soit déroulé en plein jour et devant témoins personne ne voulut aider la police, le légionnaire soulevant « *une réprobation générale* » selon le commissaire central Lamberthod.

Malgré leur activisme les collaborationnistes restent isolés au sein d'une population sur laquelle ils sont sans influence. Ils n'en gardent pas moins une grande capacité de nuisance quand ils se mettent au service de la police, française et allemande, qui pourchasse les résistants.

L'un des tracts dénonçant la « Kollaboration » trouvé au théâtre Graslin pendant l'intervention de J. Doriot. (ADLA 1693 106)

**Des étoiles jaunes pour les juifs**

Deux semaines après le retour de Pierre Laval au pouvoir qui avait plongé les Nantais dans l'anxiété le préfet note : « *Toutefois il semble qu'au cours de ces derniers jours les appréhensions se sont dissipées et que la population soit revenue à une certaine indifférence* » (1/05/42). Les Français s'attendaient au pire, la déclaration de guerre à l'Angleterre ; elle n'a pas eu lieu. Ils sont soulagés. Pourtant le pire est là.

« *Au cours du mois de juin les services de police de Châteaubriant ont procédé à la remise des étoiles jaunes aux juifs de la région. Cette distribution n'a donné lieu à aucun incident, ni davantage le port de ces insignes* » (Sous-préfet de Châteaubriant, 24/06/42).

Une ordonnance allemande du 28 mai 1942 oblige les juifs de la zone occupée, âgés de plus de 6 ans, à porter cousue sur leur vêtement une étoile de David afin que les Français identifient cet « ennemi de l'intérieur » qu'ils ne voient pas.

L'engrenage de l'extermination est en marche mais la population ne le sait pas, ne l'imagine même pas, car la signification de ce qui se passe ne s'imposera que bien des années plus tard. Dans les semaines suivantes les juifs doivent subir d'autres vexations : interdiction de paraître dans certains lieux publics, obligation de faire leurs achats l'après-midi seulement quand les magasins sont déjà bien dégarnis.

Pour la propagande allemande le juif est présenté selon les besoins du moment comme un profiteur de guerre, un agent du marché noir ou un terroriste. Tract distribué à Nantes. (Coll. part.)

Observant les réactions des Nantais sur le sort réservé aux juifs, le commissaire central Lamberthod écrit le 26 juin : « *Un autre fait qui ne me paraît pas moins symptomatique révèle jusqu'à quel point les récentes mesures prises par les autorités allemandes en France contre les juifs soulèvent peu d'approbation parmi la foule. On rapporte que deux femmes juives portant l'insigne spécial – une étoile à six branches sur étoffe jaune – qui leur a été attribué ayant voulu prendre place dans une file de personnes attendant leur tour devant quelque étalage de commerçant ont vu les ménagères s'écarter devant elles renonçant ainsi, par sympathie, au bénéfice de leur attente et leur conférant en quelque sorte un véritable droit de priorité* ».

La compassion évoquée ici n'est pas liée au sort futur de ces femmes juives ignoré de tous mais peut être interprété comme un mouvement de sympathie envers une catégorie de personnes victime de la répression allemande, voire à une réaction contre le discours antisémite assené par la presse et la propagande officielle.

Le 20 janvier 1942, lors de la conférence de Wannsee, les dirigeants nazis décident de la mise en application, à l'échelle européenne, de la « solution finale de la question juive » décidée par Hitler à l'été 1941. Les juifs des territoires contrôlés par l'Allemagne vont être regroupés et déportés vers les camps d'extermination. Au début du mois de juillet 1942 le gouvernement français accepte que la police participe à l'arrestation des juifs ordonnée par les Allemands. Le 10 juillet Pierre Laval propose même de joindre aux seuls adultes réclamés par les nazis les enfants de moins de 16 ans. En Loire-Inférieure les rafles commencent à la mi-juillet. Le préfet rapporte :

« *Les arrestations de juifs se sont déroulées sans incident avec la collaboration de la police française. Environ 95 juifs ont été arrêtés dans l'ensemble du département dont 60 dans l'arrondissement de Saint-Nazaire ce qui a produit une certaine émotion principalement à La Baule où résident un certain nombre d'israélites* ».

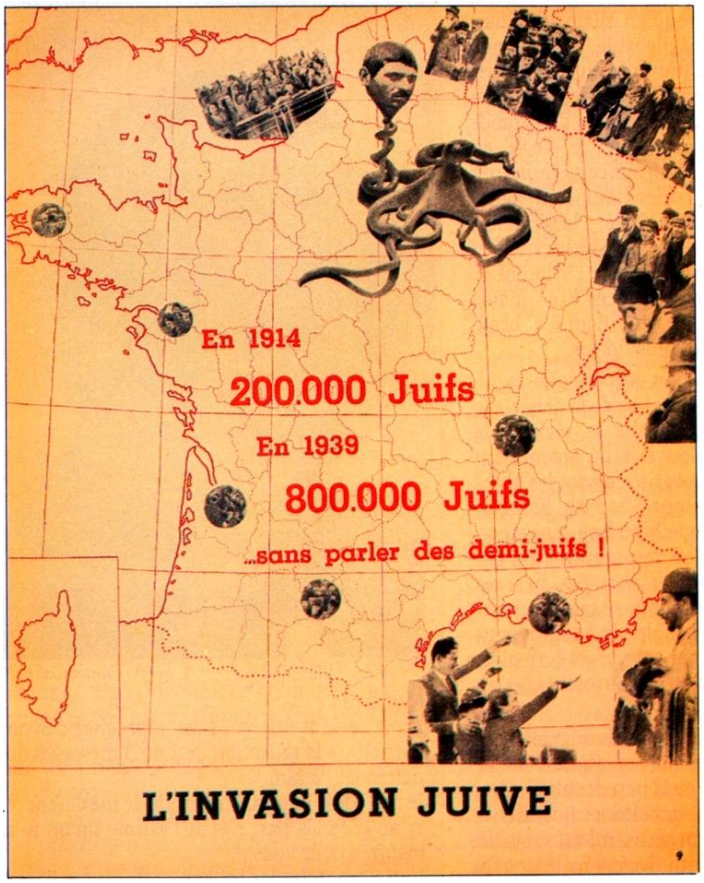
« *À la suite de ces arrestations qui, d'après les renseignements qui m'ont été fournis, porteraient en fait uniquement sur des étrangers, Monsieur le chef des S.S. m'a demandé de procéder à une nouvelle vérification de tous les juifs du département et m'a prié de leur rappeler l'obligation pour eux de porter l'insigne spécial* » (24/07/42).

Commissionnaire docile le préfet compte et recompte. En octobre 1940 ses services avaient recensé 728 juifs en Loire-Inférieure. Certains ont quitté le département en 1941. Après les rafles de juillet 1942 et celles des mois suivants on ne décompte plus que 67 juifs en Loire-Inférieure le 26 janvier 1943. La plupart de ces rescapés seront déportés à leur tour en janvier 1944.

Dans le rapport du préfet daté du 1er septembre, mais rédigé par le secrétaire général de la préfecture P. Dupard étant absent, il est écrit : « *Les arrestations de juifs qui ont été nombreuses particulièrement dans la zone côtière, ont été très commentées et souvent les mesures prises contre les juifs les ont fait prendre pour des martyrs* ». Ce jugement est partagé par le commissaire principal Sorgniard des Renseignements généraux, dans son « Fichier départemental » de janvier 1943, mais après avoir dressé un terrible constat de l'antisémitisme latent de l'opinion. (antisémitisme dont on peut se demander s'il est réel ou s'il n'est pas exagéré par le commissaire qui projette son propre antisémitisme sur l'opinion pour le légitimer).

« *La population n'a jamais eu aucune sympathie pour les juifs et elle admet que des mesures de protection doivent être prises contre l'immigration juive et l'envahissement par les juifs de certaines branches de l'activité nationale, mais les dispositions sévères prises à leur égard ont été jugées excessives et ont provoqué en faveur de ces gens un mouvement de sympathie et de compassion* ».

Les événements de l'été 1942 modifient la perception des juifs par la population. Depuis un siècle l'antisémitisme avait construit une représentation fantasmatique, celle du juif omniprésent, innombrable, associé à l'idée d'invasion insidieuse. Cette image se brouille, se craquèle sous les coups des humiliations et des déportations infligées aux juifs. Il faudra le choc de la découverte du génocide pour la faire disparaître.



Une représentation fantasmatique du juif entretenue par la propagande. (Coll. part.)

**La relève**

Engagé dans une guerre longue, totale et de plus en plus difficile sur le front de l'Est, Hitler a impérieusement besoin de main d'œuvre pour remplacer les travailleurs allemands mobilisés. Le Reich emploie déjà des « travailleurs volontaires » venus des pays occupés attirés par la promesse de hauts salaires. Mais il en faudrait beaucoup plus pour faire face aux besoins. En mars 1942 Hitler charge Fritz Sauckel de faire venir en Allemagne, de gré ou de force, le plus grand nombre possible de travailleurs. Au printemps 1942 l'ordre de réquisition tombe : l'État français devra fournir 250 000 hommes (dont 150 000 ouvriers qualifiés).

Laval choisit d'annoncer la nouvelle aux Français le 22 juin, jour anniversaire de l'invasion de l'URSS par l'Allemagne, et en bon communicant, pour faire passer une mesure qu'il sait impopulaire, il invente le concept de « Relève ». Il a proposé à Hitler d'échanger un prisonnier libéré pour un ouvrier allant le « relever ». Hitler accepte le troc mais change la donne : ce sera un prisonnier pour trois ouvriers transférés en Allemagne.

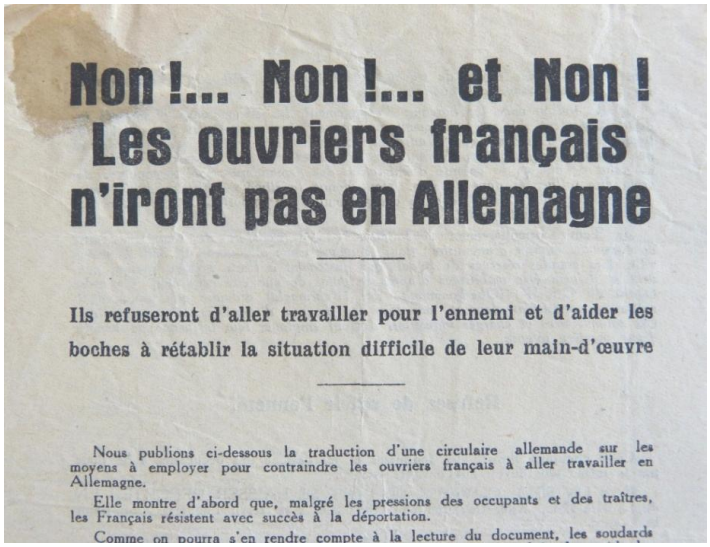
Le 22 juin 1942, à la radio, Laval lance la « Relève ». Il l'explique, la justifie, la présente comme une contribution nécessaire de la France à l'effort de guerre allemand pour construire une Europe nouvelle et, en ce jour anniversaire, il déclare : *« Je souhaite la victoire de l'Allemagne parce que sans elle le bolchevisme demain s'installerait partout* ».

Dans le rapport qui suit cette intervention radiodiffusée le préfet écrit : « *Le discours prononcé le 22 juin par le Président Pierre Laval a causé une profonde impression dans toute la population du département et a suscité certaines réactions dans les milieux ouvriers en particulier* ». Si beaucoup ont entendu, lu ou eu vent du discours, si tout le monde a été impressionné, tous ne l'ont pas été par les mêmes paroles. Dans son rapport le préfet décline les réactions des différents groupes sociaux.

« *Tout en reconnaissant la franchise et le courage du chef du gouvernement les milieux aisés anglophiles ont critiqué cette prise de position non équivoque en faveur de l'Allemagne et pour la destruction du régime bolchevique… Ils pensent également que les divers pays d'Europe et surtout l'Angleterre ne laisseraient pas s'instaurer un tel régime préjudiciable à leurs intérêts particuliers* ».

Dans les campagnes on a été plus sensible à la « Relève » qu'à l'engagement pro-allemand de Laval : « *Dans les populations rurales le discours du Président Laval a fait naître l'espoir d'un prompt retour des prisonniers* ». Et le préfet de rappeler la détresse des épouses de ceux-ci : « *Les femmes de prisonniers sont pour la plupart très démoralisées. La longueur de la séparation, les difficultés matérielles auxquelles elles se heurtent pour assurer la subsistance de leur famille, l'incertitude de la date du retour de leur mari, la guerre qui se prolonge sans qu'aucune décision n'apparaisse encore, accroissent leur découragement* ».

Cette compassion du préfet pour les femmes de prisonniers est peut-être sincère mais surtout elle conforte la manœuvre de P. Laval qui, dans son discours, en appelle à la solidarité, aux valeurs morales des ouvriers qui ont le devoir de mettre fin aux souffrances des prisonniers et de leurs familles en allant les « relever » en Allemagne. Ainsi la « Relève » n'est plus un stratagème allemand pour attirer de la main d'œuvre mais une affaire française et particulièrement celle de la classe ouvrière. Si les prisonniers ne rentrent pas, ce ne sera pas la faute de Laval mais celle des ouvriers égoïstes. Ceux-ci n'ont guère goûté le discours : « *Les ouvriers, en particulier de la métallurgie et de la région nazairienne n'ont pas caché leur mécontentement devant les perspectives qu'ouvraient ce discours… Peu d'ouvriers seraient disposés à s'expatrier. Ils préfèrent travailler en France pour le compte des Allemands en restant près des leurs. À Nantes… les délégués ouvriers pensent qu'il y aura peu de volontaires et restent incrédules en ce qui concerne la libération des prisonniers agriculteurs* ».



**Non !... Non !... et Non !**
**Les ouvriers français n'iront pas en Allemagne**

**Ils refuseront d'aller travailler pour l'ennemi et d'aider les boches à rétablir la situation difficile de leur main-d'œuvre**

Nous publions ci-dessous la traduction d'une circulaire allemande sur les moyens à employer pour contraindre les ouvriers français à aller travailler en Allemagne.

Elle montre d'abord que, malgré les pressions des occupants et des traîtres, les Français résistent avec succès à la déportation.

Comme on pourra s'en rendre compte à la lecture du document, les soudards

À la propagande gouvernementale pour la Relève, le Parti communiste répond par des tracts de fabrication locale ou, comme celui-ci, envoyés de la région parisienne. (ADLA 1693 W 84)

Le préfet termine son rapport par un constat étonnant : « *En résumé si l'opinion de mon département reste foncièrement anti-allemande il faut noter cependant que, malgré le discours du chef du gouvernement, elle ne marque aucune hostilité à l'égard du Président Laval comme à l'égard du gouvernement. Les critiques sont réduites au minimum et n'ont jamais ce caractère désobligeant qu'elles présentaient il y a quelques mois* ».

Le 18 avril, lorsque P. Laval revient au pouvoir il est rejeté par la quasi-unanimité des Nantais pour qui il représente l'homme de la Collaboration, « l'émissaire du Reich ». Si le préfet dit vrai, ce dont on peut douter, deux mois plus tard le même Laval qui vient d'engager le pays dans une collaboration économique et policière renforcée est toléré voire accepté par une partie importante de cette même population qui est restée pourtant aussi anti-allemande, aussi hostile à la Collaboration. Il est vrai que Laval, avec beaucoup de cynisme a su jouer de la détresse des uns, de la naïveté des autres et culpabiliser ses principaux contempteurs : les ouvriers.

Ceux-ci vont être difficiles à convaincre, les volontaires pour l'Allemagne difficiles à trouver. La forte quantité d'entreprises métallurgiques ou autres travaillant déjà pour le Reich et les nombreux chantiers de l'organisation Todt réduisent le vivier des éventuels candidats à la « Relève », d'autant que les Allemands tiennent à leur main d'œuvre locale. La préfecture va devoir de démener pour trouver des volontaires.

Dans ses rapports datés du 1er et du 24 juillet le préfet énumère tout ce qu'il a mis en œuvre à cette fin :

- Il a organisé pour le compte des autorités d'occupation un bureau d'embauche installé le 9 juillet place du Change ;
- Il a créé un Office Français du Travail chargé à la fois de l'information des volontaires et de la propagande ;
- Il a prévu de placer les enfants laissés dans le besoin par le départ d'un parent dans des familles d'accueil ;
- Enfin : « *Je participe personnellement à chaque occasion à la propagande pour l'embauchage pour l'Allemagne* ». *S'il laisse aux services spécialisés la distribution d'affiches et de brochures, il accorde* », à la demande du chef de la Propagandastaffel », une interview à la presse locale.

Surtout il célèbre avec éclat le départ des volontaires et le retour des prisonniers libérés. « *Une petite cérémonie a été organisée à l'occasion du départ du 5 000e ouvrier pour l'Allemagne* » écrit-il le 28 août. Modestie soudaine, étonnante dans un rapport où il se complait à vanter ses mérites, mais compréhensible quand on apprend par la presse que c'est à la feldkommandantur le 7 août qu'il a célébré avec faste, en présence de nombreux journalistes aux ordres, le départ des volontaires.

Philibert Dupard est plus bavard sur le retour des prisonniers : « *Le 13 août 1942, 27 prisonniers originaires de la Loire-Inférieure rapatriés grâce à la relève des travailleurs sont arrivés à Nantes. Je suis allé les accueillir à la*

DES MINUTES INOUBLIABLES...

**Vingt-sept prisonniers, originaires de la Loire-Inférieure, rapatriés grâce à la « Relève », sont accueillis à la gare d'Orléans par toutes les autorités de la Ville**

*Ainsi que nous l'avons brièvement annoncé, hier, le premier contingent de prisonniers du département, libérés par la Relève, est arrivé, mercredi soir, à Nantes. Ce fut un spectacle que ne pouront pas oublier ceux qui en furent témoins.*

**Les parents qui attendent**

*Vingt-deux heures, gare d'Orléans... Une animation insolite règne, dans la nuit tombante, aux abords du hall. Non prévenu, le petit groupe de gens qui attendent dans la cour les voyageurs de Paris, sentent confusément qu'un événement*

*Durand, délégué départemental du Secours National ; le colonel Mercier et le commandant Metro, dirigeants du Centre départemental des Prisonniers de Guerre ; le Dr Faivre, médecin inspecteur de la Santé; le président du Groupe « Collaboration » ; M. Lecoq, commissaire régional adjoint à la Libération des Prisonniers, représentant M. Milon, commissaire régional, etc... Les Autorités allemandes étaient également représentées*

**« Soyez les pionniers de la Révolution ! »**

*Le personnel du Centre d'Accueil sous les ordres de Mlle*

*Le Phare* du 14 août 1942, relais de la propagande officielle.

*gare accompagné d'un certain nombre de personnalités de la ville. Le retour des prisonniers a produit une vive impression parmi la population du département et a fait naître un espoir dans les milieux ruraux* ».

Le préfet absent, c'est le secrétaire général qui rédige le rapport du 1er septembre. Il met un point final, assez cruel pour son supérieur, à cet épisode de la « Relève » : « *L'opinion publique n'a pas manqué de faire le rapprochement entre les 27 prisonniers qui sont revenus et les 5 000 ouvriers qui sont partis* ».

On est loin de la proportion de un prisonnier libéré pour trois ouvriers transférés annoncée par Laval en juin. Le gouvernement perd la face et mécontente aussi les Allemands qui trouvent que les ouvriers arrivent trop lentement. Ils demandent à Laval de fermer des entreprises pour libérer de la main-d'œuvre. En application d'une loi du 17 décembre 1941 sur les concentrations industrielles le secrétariat d'État à la Production industrielle ferme 46 établissements dans le département en août. Le préfet précise : « *l'état du personnel libéré par cette mesure a été communiqué selon les instructions reçues au bureau d'embauche de la main-d'œuvre en Allemagne* ».

Il n'y a plus qu'à promulguer une loi réquisitionnant d'office les nouveaux chômeurs peu tentés par l'Allemagne. Ce sera chose faite le 4 septembre 1942.

La Relève et le STO ensuite,, ont été l'occasion d'intenses campagnes d'affichage dans tout le pays aussi bien de la part du régime de Vichy que de la propagande allemande. (ADLA 15 Fi 3814 , 3876 , 48 Fi 49) (AMN 6 Fi 3951)

**Le cran des FTP**

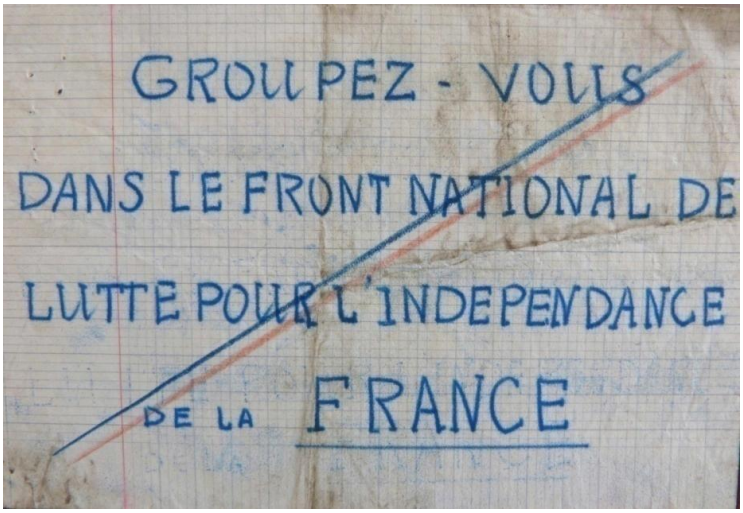
Symbole de la « Relève » et de la politique de collaboration, le bureau d'embauche installé par le préfet place du Change le 9 juillet est visé, le 17 juillet, par un attentat qui *« a causé des dégâts matériels assez élevés. Il a été commis par deux cyclistes dont l'un d'entre eux a lancé une bombe blessant un des deux requis civils gardant le magasin* » (24/07/42). Arrêté plus tard l'un des cyclistes, R. Hervé, déclarera lors de son interrogatoire qu'il a commis cet attentat pour « *protester contre les Français qui recrutent de la main d'œuvre pour l'Allemagne* ».

La veille, 16 juillet, c'est un immeuble de la rue de l'Eperonnière abritant des soldats allemands qui a été visé par un attentat. Quelques jours plus tôt, le 9 juillet, un sabotage a été commis à l'usine des Batignolles qui fabrique des locomotives.

Le Bureau d'embauche de la place du Change après l'attentat commis par les FTP le 17 juillet 1942. La bombe utilisée était du même type que celle (à droite) retrouvée attachée au rideau de fer de la devanture du Parti franciste dans la nuit du 14 au 15 juin 1943 (20 cm de long ; 5,5 cm de diamètre). (ADLA 1693 W 107)

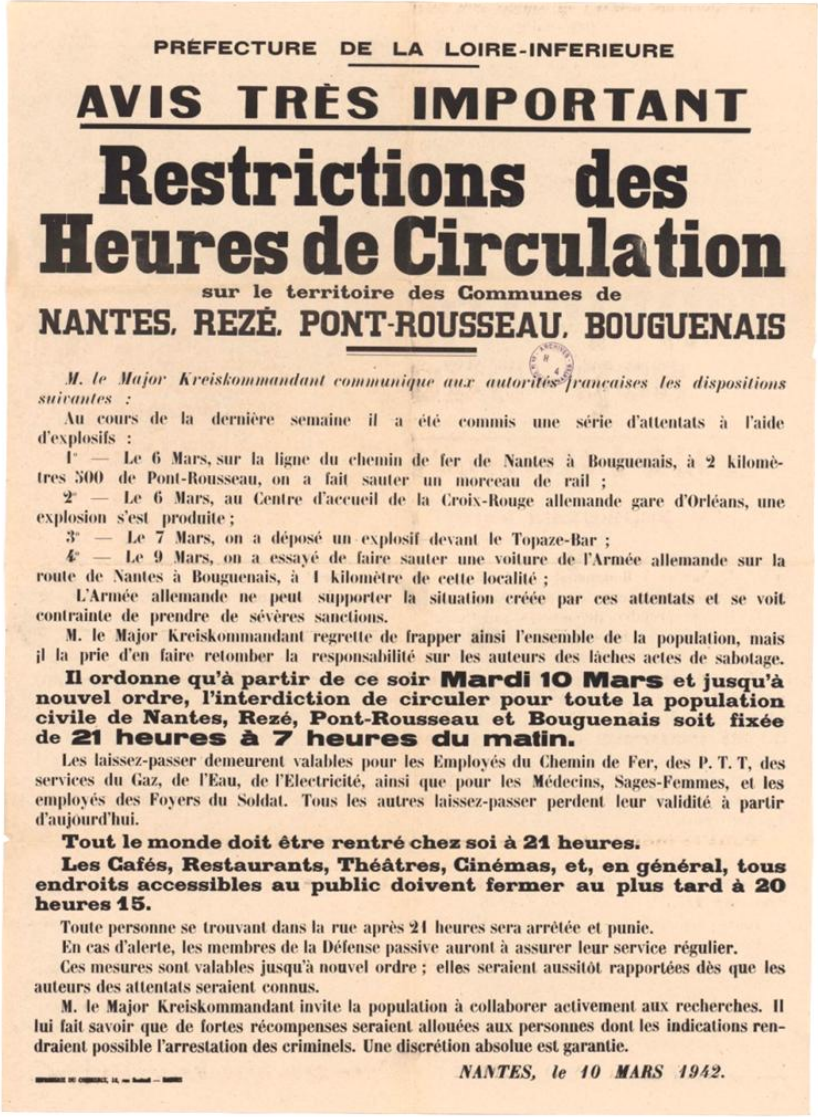
Trois attentats, trois cibles pour dénoncer la collaboration politique et économique, pour atteindre aussi l'armée d'occupation. Ils ont tous été commis par un même groupe de résistants communistes appartenant à l'O.S. (Organisation Secrète) bras armé du Front National, mouvement à la fois politique et militaire d'initiative communiste mais ouvert à tous les Français disposés à lutter contre les Allemands.

En octobre 1941 le Comité militaire du Front National entreprend d'unifier les groupes de l'O.S. et des Bataillons de la jeunesse dans les Francs Tireurs et Partisans Français (FTP). Le commissaire principal des Renseignements généraux estime qu'au début de 1942 le Front National « *comptait quelques 1 500 adhérents* » implantés surtout dans les établissements industriels. À la même époque les FTP ne constituent qu'un petit noyau d'une trentaine de membres placés sous l'autorité de Marcel Brégeon chef départemental et Louis Le Paih responsable interrégional. Mais ils sont extrêmement actifs investissant surtout l'espace urbain : Nantes et sa banlieue sud.




Papillon du Front national, mouvement lié au Parti communiste mais ouvert à tous les patriotes. Un bandeau tricolore barre le document où n'apparaît aucun symbole communiste. (ADLA 1693 W 112)

Leur tactique consiste à réaliser des actions de sabotage à l'encontre des installations allemandes, des moyens de communication, des usines travaillant pour l'ennemi et aussi à exécuter des attentats contre les militaires de l'armée d'occupation et les Français collaborationnistes (indicateurs, permanences du PPF, du Groupe Collaboration…). L'objectif est de frapper l'opinion par des actions spectaculaires, de créer un climat de crainte et d'insécurité permanentes portant atteinte au moral de l'armée, tout en affirmant la prédominance communiste sur la Résistance. Cette tactique diffère de celle d'autres groupes, gaullistes en particulier, qui préfèrent l'action discrète du renseignement au coup d'éclat de l'attentat. La Résistance est et sera toujours ainsi divisée entre ceux qui préparent un encore très hypothétique débarquement et ceux qui passent tout de suite à l'action. C'est aussi la divergence entre ceux qui veulent seulement chasser les Allemands et ceux qui veulent, en plus, changer la société dans son ensemble.



PRÉFECTURE DE LA LOIRE-INFERIEURE

**AVIS TRÈS IMPORTANT**

**Restrictions des Heures de Circulation**

sur le territoire des Communes de

**NANTES, REZÉ, PONT-ROUSSEAU, BOUGUENAIS**

*M. le Major Kreiskommandant communique aux autorités françaises les dispositions suivantes :*

Au cours de la dernière semaine il a été commis une série d'attentats à l'aide d'explosifs :

1° — Le 6 Mars, sur la ligne du chemin de fer de Nantes à Bouguenais, à 2 kilomètres 500 de Pont-Rousseau, on a fait sauter un morceau de rail ;

2° — Le 6 Mars, au Centre d'accueil de la Croix-Rouge allemande gare d'Orléans, une explosion s'est produite ;

3° — Le 7 Mars, on a déposé un explosif devant le Topaze-Bar ;

4° — Le 9 Mars, on a essayé de faire sauter une voiture de l'Armée allemande sur la route de Nantes à Bouguenais, à 1 kilomètre de cette localité ;

L'Armée allemande ne peut supporter la situation créée par ces attentats et se voit contrainte de prendre de sévères sanctions.

M. le Major Kreiskommandant regrette de frapper ainsi l'ensemble de la population, mais il la prie d'en faire retomber la responsabilité sur les auteurs des lâches actes de sabotage.

**Il ordonne qu'à partir de ce soir Mardi 10 Mars et jusqu'à nouvel ordre, l'interdiction de circuler pour toute la population civile de Nantes, Rezé, Pont-Rousseau et Bouguenais soit fixée de 21 heures à 7 heures du matin.**

Les laissez-passer demeurent valables pour les Employés du Chemin de Fer, des P. T. T, des services du Gaz, de l'Eau, de l'Electricité, ainsi que pour les Médecins, Sages-Femmes, et les employés des Foyers du Soldat. Tous les autres laissez-passer perdent leur validité à partir d'aujourd'hui.

**Tout le monde doit être rentré chez soi à 21 heures.**

**Les Cafés, Restaurants, Théâtres, Cinémas, et, en général, tous endroits accessibles au public doivent fermer au plus tard à 20 heures 15.**

Toute personne se trouvant dans la rue après 21 heures sera arrêtée et punie.

En cas d'alerte, les membres de la Défense passive auront à assurer leur service régulier.

Ces mesures sont valables jusqu'à nouvel ordre ; elles seraient aussitôt rapportées dès que les auteurs des attentats seraient connus.

M. le Major Kreiskommandant invite la population à collaborer activement aux recherches. Il lui fait savoir que de fortes récompenses seraient allouées aux personnes dont les indications rendraient possible l'arrestation des criminels. Une discrétion absolue est garantie.

*NANTES, le 10 MARS 1942.*

Les FTP se montrent particulièrement actifs à Nantes et dans sa banlieue durant le premier semestre 1942 organisant 45 sabotages ou attentats. Dans son rapport daté du 1er juillet le préfet note : « *Durant ces quinze derniers jours un acte de sabotage était enregistré en moyenne quotidiennement* ». Propos confirmés par la Direction de la Police nationale qui constate en juillet 1942 que : « *Les régions où l'activité terroriste est la plus importante sont celles du Nord, de la région parisienne, de la Meurthe-et-Moselle et de la Loire-Inférieure* ».

La kommandantur en représailles de sabotages impose le couvre-feu. Paradoxalement en énumérant quatre attentats commis du 6 au 9 mars à Nantes, Rezé, Bouguenais elle informe la population de l'activité résistante des FTP alors que la presse n'en avait dit mot. (AMN Fi 3963)

Après de nombreuses arrestations en juillet et août dans les rangs communistes la vague d'attentats perd de son intensité jusqu'au 9 septembre. Ce jour-là trois FTP, Louis Le Paih, Eugène Le Bris et Jean Marc, pénètrent au Palais de justice de Nantes dans le bureau du juge Le Bras qui est en train d'interroger Raymond Hervé arrêté quelques jours plus tôt. Des coups de feu sont tirés. Le juge Le Bras est tué. R. Hervé et ses libérateurs prennent la fuite. Dans les jours qui suivent la police arrête « *environ 20 communistes dont quatre membres de l'organisation terroriste* » selon le préfet.

Jusque là nos rapporteurs habituels, qui n'oublient jamais de signaler un sabotage ou une distribution de tracts ne disaient rien ou presque des réactions de l'opinion sur les attentats, le préfet regrettant seulement que le public n'aide pas les services de police à débusquer les « terroristes : « *Son indifférence est une chance de plus pour la réussite de la propagande extrémiste* » (1/02/42). L'attentat contre le juge Le Bras, exploité par la propagande pour une campagne anticommuniste dans la presse, oblige le préfet au rapport :

« *Ce crime commis contre un juge d'instruction a eu un profond retentissement dans l'opinion publique. Celle-ci en général désapprouve ce meurtre. Toutefois certains vont jusqu'à dire : « Si ce magistrat ne s'était pas mis au service des Allemands il n'aurait pas été assassiné* ».

« *Malgré la publication qui a été faite dans la presse de l'enquête effectuée sur le parti communiste, l'opinion publique en général estime qu'on essaie de lui camoufler des arrestations de personnes qui sont beaucoup plus des patriotes que des communistes. La population ne croit pas au danger communiste et est incrédule devant toute propagande* » (25/09/42).

Même s'il ne partage pas la bienveillance nouvelle de l'opinion pour les communistes le commissaire principal des Renseignements généraux ne peut cacher une certaine admiration à leur égard dans ce portrait en creux qu'il dresse en janvier 1943: « *Les gaullistes n'ont ni l'envergure, ni le cran des communistes. Ils manquent de chefs ; leur propagande n'a jamais été active… elle est même en baisse* ».

Bien que le jugement du commissaire des R.G. soit faussé par un manque d'information (un comble !) il n'est pas dénué de fondement. Pendant tout le premier semestre de 1942, il n'est fait aucune mention d'une activité quelconque de la résistance gaulliste à l'exception notable du 1er mai. Ce jour-là : « *En fin de soirée, vers 18 h 30, environ 1 500 personnes répondant à l'appel de la radio anglaise ont défilé silencieusement devant l'Hôtel de Ville de Nantes. Le mot d'ordre lancé par le général de Gaulle n'a pas été suivi ailleurs, notamment à Saint-Nazaire* » (Préfet, 26/05/42).

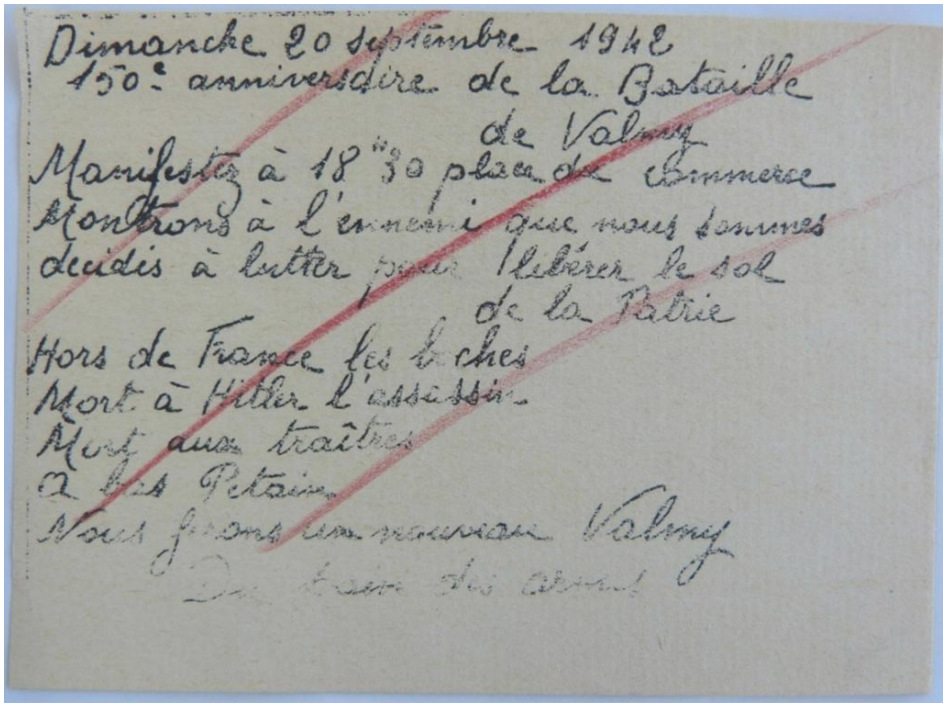
Démantelée en 1941, la résistance gaulliste se reconstitue en 1942 autour de réseaux nationaux en liens plus étroits avec Londres. Libération-Nord, O.C.M., réseau Centuries, réseaux Alliance… Investis dans le renseignement ils se font discrets et la police ignore encore leur existence d'où la comparaison peu flatteuse avec les FTP faite par le commissaire des R.G.

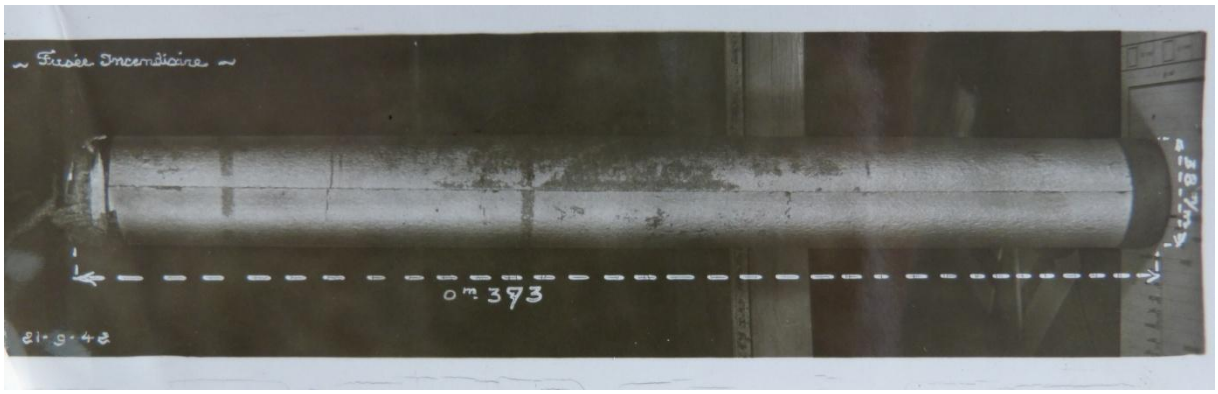
En dehors de cette résistance organisée, communiste et gaulliste, il semble que la résistance informelle, celle qui se manifeste dans la rue par des lacérations d'affiches, des inscriptions sur les murs, des dépôts de gerbes sur les tombes de La Gaudinière ou aux monuments aux morts… à l'occasion de ces marqueurs du sentiment national et du rejet de l'occupant que sont le 1er mai, la fête de Jeanne d'Arc, le 14 juillet, ait perdu de sa force.

Si le 1er mai a permis au gaullisme de reprendre quelques couleurs, à Nantes seulement, le parti communiste si actif par ses FTP n'a pas réussi ce jour-là à mobiliser les ouvriers : « *Chez les travailleurs il faut reconnaître que la journée du 1er mai s'est déroulée dans le plus grand calme et que la population ouvrière n'a nullement écoutée les ordres du parti communiste, diffusés par tracts, les invitant à saboter cette journée de la Fête du Travail* » (Commissaire des R.G. 25/05/42).

Dans le contexte pesant évoqué tout au long de ce chapitre, après les sévères représailles de l'automne 1941 et devant les risques de réquisition encourus par les travailleurs, la population redouble de prudence : l'attentisme reste la règle. Celui-ci n'est pas synonyme de masse inerte et opportuniste. Il ya un rejet de l'occupant, une répulsion de plus en plus partagée contre Vichy et une certaine sympathie pour la Résistance, plutôt celle qui regarde vers Londres que l'autre tournée vers Moscou. Mais on ne passe pas encore de la sympathie à la complicité solidaire. Pour beaucoup le gaullisme se limite à souhaiter la victoire des anglo-américains, à écouter la radio anglaise et à protester en privé contre le gouvernement. Cela se concilie très bien avec l'attentisme.

Alors que le régime de Vichy rejette la Révolution française et son héritage, en particulier la République, le Parti communiste décide de célébrer le 150e anniversaire de la bataille de Valmy (20 septembre 1792) qui sauva la Révolution, marqua l'avènement de la Ie République et créa le mythe du citoyen-soldat sauveur de la patrie. Du fait d'une importante présence policière la manifestation n'eut pas lieu mais les FTP organisèrent trois attentats à l'aide d'engins incendiaires dont l'un (ci-dessous) ne fonctionna pas et que la police récupéra. (ADLA 1693 W 112 et 138)


Dimanche 20 septembre 1942
150e anniversaire de la Bataille de Valmy
Manifestez à 18h30 place du Commerce
Montrons à l'ennemi que nous sommes décidés à lutter pour libérer le sol de la Patrie
Hors de France les boches
Mort à Hitler l'assassin
Mort aux traîtres
A bas Petain
Nous ferons un nouveau Valmy
Du train des vivres



Le 14 juillet 1942, quelques militants communistes qui venaient de jeter des tracts dans la rue sont interpellés à Nantes. Le 28 juillet la SPAC (Section de Police Anti-Communiste), sur des informations fournies par des indicateurs, en arrête trois autres. Jusqu'au 21 août, grâce au « *magnifique travail opéré ensuite par Mr le commissaire Lafouge de la SPAC et de Mr le commissaire Fourcade chef de la Sûreté à Nantes* » (Préfet, 24/08/42) 101 communistes sont arrêtés qui viennent rejoindre en prison 43 républicains espagnols incarcérés quelques semaines plus tôt. En septembre après le meurtre du juge Le Bras, 20 communistes sont arrêtés. Le groupe des FTP nantais est en grande partie démantelé.

Désirant marquer l'opinion de son département par une campagne anti-communiste d'ampleur, le préfet Dupard tient à ce qu'on organise le grand procès des « terroristes » que l'on vient d'arrêter à Nantes et non pas à Rennes où siège la cour spéciale normalement chargée de l'affaire. Après un premier courrier en ce sens au gouvernement, le 20 août, il récidive dans son rapport du 24 août : « *J'ai appelé votre attention sur l'intérêt qu'il y aurait à ce que tous les communistes soient jugés par le Tribunal d'État et que celui-ci puisse venir siéger à Nantes. Je partage à ce sujet l'avis de Mr le commandant Ernst, chef régional de la police allemande des SS, et je crois qu'au point de vue de la propagande anti-communiste il serait du meilleur effet de pouvoir juger sur place à Nantes tous ces individus* ».

Le procès aura bien lieu à Nantes en janvier 1943 mais pas dans la forme imaginée par P. Dupard. Après le meurtre du juge Le Bras, le 9 septembre, les Allemands exigent que les FTP soient jugés par une cour martiale allemande.

Les arrestations des résistants communistes sont le résultat d'une collaboration policière étroite voulue à la fois par le gouvernement français et les autorités allemandes entre :

La police nantaise étatisée le 14 février 1942 « *pour mener à bien l'œuvre d'épuration et de rééducation que le gouvernement veut lui confier* » (Sous-préfet de Saint-Nazaire, 24/01/42) ;

La SPAC créée à l'automne 1941 où des policiers utilisent parfois les services de membres des partis collaborationnistes ;

Le SD allemand (souvent confondu avec la Gestapo) installé à Nantes le 16 mars 1942 et dirigé par un officier SS : Marnitz.

Les moins actifs ne sont pas les policiers français de la Sûreté et de la SPAC qui se sont vus octroyés une certaine autonomie par le chef des SS en France, K. Oberg, et qui tiennent à affirmer leur souveraineté, dans le mince espace accordé, par un zèle dont les victimes sont les résistants. Lutte fratricide qui montre combien la Seconde guerre mondiale fut aussi en France une guerre civile.

Souvent le préfet Dupard se félicite de la collaboration entre les polices françaises et allemandes. Il fait tout pour la favoriser : *« Les relations avec les SS sont très étroites et se déroulent dans une atmosphère courtoise. D'accord avec le chef départemental des SS j'ai décidé que toutes les demandes qu'il aurait à faire à la police et à la gendarmerie passeraient par mon intermédiaire* » (23/07/42).

« *J'ai été heureux de constater que les SS avaient tenu non seulement à nous apporter leur collaboration pour nous aider dans cette question de police mais encore nous avaient livré plusieurs membres du parti communiste qu'ils avaient précédemment arrêtés afin que nous les interrogions… Le chef régional du service des SS au cours de la visite qu'il m'a rendu récemment a tenu d'ailleurs à m'exprimer toute sa gratitude pour le très beau travail*

*effectué par la police française. Il a tenu à féliciter lui-même personnellement les commissaires qui avaient pris part à cette enquête* » (24/08/42).

Seule fausse note dans ce concert de la répression anti-communiste : « *La gendarmerie depuis son rattachement au chef du gouvernement semble avoir pris une grande indépendance et ne rend pas tous les services auxquels on est en droit d'attendre de sa part* » (Préfet, 1/09/42). Déjà, à plusieurs reprises, le commandant Lecomte s'est plaint que ses gendarmes soient inquiétés, voire arrêtés, par les Allemands pour avoir poursuivi des trafiquants du marché noir de mèche avec l'occupant. Maintenant il rechigne à la répression politique.

Que pense l'opinion publique de la collaboration policière ? « *On reproche à la police française de faire ces arrestations sur l'ordre des autorités allemandes et à leur seul bénéfice* » (Préfet, 25/09/42). La collaboration policière détruit l'image de l'État protecteur chère à Pétain et lui substitue celle répulsive d'un Vichy policier. Elle contribue, modestement encore, à reconstruire contre l'occupant et contre Vichy le tissu de la nation.

**Soleil noir**

L'arrestation des résistants FTP met fin, momentanément, à la vague d'attentats qui frappait Nantes. Le préfet s'en félicite en même temps qu'il apprécie le retour au calme dans les airs : aucun bombardement et très peu d'alertes sur Nantes en juillet-août. Cependant l'inquiétude règne sur le littoral où : « *Au début de ce mois la radio anglaise a fait savoir par des avertissements destinés à la population de la zone côtière interdite qu'il y avait un danger extrême à rester dans cette région* » (Préfet, 1/07/42). Certains habitants, paniqués, évacuent la région concernée. Chacun s'interroge : les pessimistes imaginent de nouveaux bombardements ; les optimistes veulent voir dans ces avertissements britanniques la promesse d'un débarquement.

Un débarquement anglo-canadien à bien lieu, le 19 août, mais à Dieppe ; et c'est un échec. Le préfet relate : « *Pendant la journée où s'est effectué le débarquement anglais à Dieppe une certaine émotion s'est emparée de la population* » ; puis il décrit des habitants « *déçus de constater que la présence des Anglais sur le territoire français n'avait pas dépassé quelques heures* » (24/08/42).

Ce débarquement manqué va être l'occasion pour le maréchal Pétain de ternir une image qu'il avait su restaurer au premier jour de l'année 1942 par un discours habile opportunément censuré dans la presse par l'occupant. Après l'échec du raid britannique il envoie un télégramme à Hitler pour lui proposer une collaboration militaire et transmet aux autorités militaires allemandes en France un message de félicitations ainsi retranscrit dans la presse :

« *Le Maréchal Pétain et Monsieur Pierre Laval chef du gouvernement ont prié Monsieur de Brinon de transmettre au haut commandement en France leur félicitations pour le succès remporté par les troupes allemandes qui, par leurs défenses, ont permis le nettoyage rapide du sol français* ».

Dans son rapport daté du 24 août le préfet mesure les dégâts causés dans l'opinion par la publication de ce message : « *Je tiens à vous signaler la très fâcheuse impression qu'a produit sur les éléments même les plus sensés de la population la publication dans la presse des félicitation adressées par Mr le chef de l'État et le chef du gouvernement aux autorités allemandes* ».

« *Si les personnes raisonnables comprennent tout à fait le sens de ces félicitations et les approuvent par contre la population qui est toujours germanophobe sinon anglophile ne peut admettre que le chef de l'État adresse, pour des opérations de guerre, des félicitations à l'armée allemande* ».

APRÈS L'ÉCHEC ANGLO-SAXON DE DÉBARQUEMENT SUR DIEPPE

Le Maréchal Pétain et M. Laval félicitent le Haut Commandement allemand pour le succès qui permit le nettoyage rapide du sol français

Le Militaerbefehlshaber en France met 10 millions de francs à la disposition des victimes civiles

Le Commandant en chef de la Région Ouest (Ob West) a nérale du Gouvernement fran- faisait remettre à M. le général

Dans *Le Phare* du 24 août 1942 l'article qui irrita le préfet Dupard

Fin politique habitué à composer avec le cynisme, plus que le contenu du message ce que regrette le préfet c'est sa publication :

« *Il semble qu'on peut regretter qu'une telle publicité ait été faite au télégramme de félicitations adressé à cette occasion et qu'il y a de la part de l'auteur de cette publication un manque de psychologie qui aura pour conséquence de diminuer l'autorité du chef de l'État et de son gouvernement et de porter atteinte à la politique nécessaire de collaboration* ».

Ce message de félicitations conclut sur une note forte le crescendo de la politique de collaboration commencée à Montoire en octobre 1940 et revigorée depuis le retour de Laval. Va-t-elle réveiller ceux qui somnolaient jusque-là dans l'équivoque pétainiste et leur ouvrir les yeux ?

Le débarquement manqué de Dieppe confirme, lui, la supériorité des forces de l'Axe et la spirale de la défaite dans laquelle sont emportées les forces alliées : les Britanniques sont battus sur le sol français mais aussi en Asie et en Afrique du Nord où l'Afrikakorps approche de El Alamein ; les Américains perdent île après île le contrôle du Pacifique ; les Russes reculent toujours et les Allemands arrivent à Stalingrad. Un sursaut des Alliés est-il encore possible ?

Les Nantais n'y croient plus, ils ont déjà tant attendu, tant espéré. Ils ressentent une immense lassitude. La voix venue de Londres est toujours écoutée mais moins entendue. Ses partisans de l'ombre ne se manifestent guère et la résistance communiste vient de subir un coup terrible. Les servitudes de la vie quotidienne n'ont jamais été aussi lourdes provoquant colère, égoïsme, jalousie, division et désormais pèse sur chaque travailleur la menace d'une réquisition pour l'Allemagne alors que les prisonniers ne rentrent pas ou si peu.

Lors du terrible été 40 les Français ont perdu la guerre. Depuis, Pétain et son gouvernement leur ont fait perdre l'honneur. Ils sont en train de perdre l'espoir. En cet été 42 le soleil est noir.

# Octobre 1942 – Février 1943

À l'automne 1942, dans la hiérarchie mouvante des préoccupations, les questions d'ordre matériel occupent toujours la première place, obstruent l'horizon, plongent le pays dans la grisaille.

Aux restrictions, aux privations, à la pénurie vient s'ajouter à partir de septembre l'anxiété provoquée par les réquisitions de main-d'œuvre qui brisent les foyers, détruisent les solidarités de l'atelier.

« *Il est incontestable que la Relève selon la première formule qui avait été fixée par le gouvernement a été en fait un échec* » constate le préfet dans son rapport du 1er novembre. Les Allemands avaient exigé le 1er juin 1942 que la France fournisse 250 000 ouvriers pour le 15 juillet suivant. Le 30 août, 50 000 travailleurs ont rejoint l'Allemagne. L'occupant menace. Laval négocie, repousse l'échéance mais, pris dans la mécanique de la concession qui est celle de Vichy depuis Montoire, se décide à réquisitionner. La loi du 4 septembre 1942 déclare que tout Français de 18 à 50 ans et toute Française célibataire de 21 à 35 ans peuvent être assujettis à effectuer un travail que le gouvernement jugera utile dans l'intérêt supérieur de la nation. Ce qui n'est pas dit dans la loi c'est que ce travail peut se trouver… en Allemagne !

Peu de temps après la promulgation de la loi, le général allemand commandant la région transmet à chaque préfet sa contribution : « *Un contingentement de 6 800 ouvriers était imposé au département de la Loire-Inférieure pour le 12 novembre. La première formule de la Relève était donc terminée. Il ne s'agissait plus d'un volontariat mais en somme d'une réquisition déguisée* » (Préfet, 1/11/42).

**De la Relève au Travail obligatoire**

Ce changement de nature de la « Relève » trouble-t-il Philibert Dupard ? Peut-être. Très vite le fonctionnaire reprend le dossier et s'emploie à tout mettre en œuvre pour remplir l'objectif fixé. Il sent que cela va être difficile car : « *La loi sur le travail obligatoire a profondément impressionné l'opinion publique en particulier les nombreux ouvriers. Le départ forcé de la main d'œuvre pour l'Allemagne créera certainement d'ici quelques semaines une agitation profonde dans les milieux ouvriers* » (25/09/42).

Le préfet sait que le patronat est hostile à la réquisition de sa main d'œuvre aussi réunit-il les chefs d'entreprise pour leur exposer « *quel était leur devoir vis-à-vis de la Relève* ». Les célibataires risquant d'être les premiers réquisitionnés, le préfet décide d'un recensement des hommes âgés de 17 à 21 ans provoquant des réactions dont il semble s'étonner : « *L'opinion publique a été très frappée par le recensement des jeunes gens. Un nombre important de personnalités parfois même des hauts fonctionnaires du département sont venus me demander quel était le but de cette mesure et s'il ne fallait pas craindre que les jeunes gens de cet âge soient emmenés en Allemagne ou dans des pays étrangers* » (25/09/42). En réponse à ces inquiétudes fondées il étend son recensement à tous les hommes de 17 à 50 ans tombant sous le coup de la réquisition !

La réaction des hauts fonctionnaires montre que le doute s'installe chez ceux qui jusqu'alors étaient de bons serviteurs de l'État français. La « Relève » devenue « Travail obligatoire » va accélérer pendant tout l'automne 1942, riche en conflits, une prise de conscience des compromissions de Vichy par la population directement touchée mais aussi par les cadres de l'administration interpellés dans leur patriotisme ou simplement soucieux de leur avenir professionnel.

En septembre, le directeur régional de l'Information (la propagande) Mr Cambrier et les services du préfet mettent au point un programme de « réunions d'usines » appelées aussi « conférences » ou « petites causeries » à l'occasion desquelles des prisonniers de guerre libérés par la « Relève » et des travailleurs volontaires en Allemagne viendront : « *exposer aux ouvriers plus particulièrement à ceux destinés à travailler en Allemagne pour participer à la Relève la signification véritable de cette opération ainsi que les conditions matérielles de sa réalisation* » (Préfet 29/09/42). Les premières réunions sont fixées au 2 octobre. La première aux Batignolles, la plus grande usine de Nantes, la seconde, une heure après, aux Etablissements Brissonneau et Lotz.

Quand le colonel Mauris, délégué départemental à l'Information, arrive aux Batignolles accompagné de ses deux propagandistes ils ne sont que 550 à 600 ouvriers sur les 2 400 que compte l'entreprise réunis pour les écouter. Le directeur de l'usine présente les orateurs puis :

« *Il indiqua aux ouvriers quel était leur devoir dans la situation actuelle. Il fit particulièrement appel aux célibataires qui devaient s'attendre à partir en Allemagne pour permettre à leurs camarades prisonniers de revenir en France et il annonça que l'usine avait reçu une imposition de 75 ouvriers et 8 techniciens* ».

« *Le premier orateur, Mr Tillault prisonnier rapatrié par la Relève, prit la parole déclara qu'il avait promis à ses camarades restés dans les stalags de faire tout son possible pour leur permettre de revenir et que en ce moment il accomplissait son devoir. Son allocution fut accueillie froidement mais sans aucune manifestation* ».

« *Le second ouvrier était Mr Lamothe, ouvrier rentrant d'un séjour de 6 mois en Allemagne, qui il y a quelques semaines avait été interviewé par un journaliste du Phare. Celui-ci eut à peine commencé à parler qu'il fut interrompu par des exclamations de toutes sortes. Les ouvriers présents l'empêchèrent par leurs cris de continuer son discours* » (Préfet 2/10/42).

Le colonel Mauris précise dans son rapport le contenu des exclamations lancées contre le travailleur volontaire : « *Pourquoi que t'es revenu ? Fallait rester là-bas* ». Il fut aussi traité de « *vendu* ».

Le colonel, chef de la propagande, et ses deux acolytes *« quittèrent la salle sous les huées des ouvrier*s » rajoute le préfet. Des Batignolles ils se rendirent à l'usine Brissonneau et Lotz où personne ne vint les écouter. Le soir même le prisonnier libéré, Tillault, démissionna de sa fonction de propagandiste et le colonel Mauris renonça à organiser de nouvelles *« petites causeries* » d'usines.

Ce même 2 octobre, à la SNCASO, l'usine de constructions aéronautiques de Château-Bougon (Bouguenais), les ouvriers à qui l'on vient de remettre leurs feuilles de réquisition pour l'Allemagne les déchirent en sortant du bureau du chef du personnel.

Au lendemain de la promulgation de la loi du 4 septembre sur le travail obligatoire, malgré les mises en garde répétées de la radio de Londres, tous les ouvriers n'en avaient pas mesuré la portée. Quand tombent les premières réquisitions, à la fin du mois de septembre, la prise de conscience est douloureuse : « *On peut noter dores et déjà une inquiétude très grande chez tous les travailleurs même parmi ceux des industries autres que la métallurgie ; inquiétude mélangée de colère qu'il est facile de noter en écoutant les conversations à la sortie des usines* » (Inspecteur des R.G. 2/10/42).

Des grèves éclatent lorsque les listes des requis sont affichées aux horloges de pointage ou dans les ateliers. C'est le cas le 6 octobre aux Batignolles, le 9 à la SMGO. « L'imposition » varie beaucoup d'une entreprise à l'autre (2% du personnel aux Batignolles, 13% aux Chantiers de la Loire) mais, faute de célibataires en nombre, des pères de famille sont désignés ce qui augmente la colère. La tension monte encore d'un cran quand on apprend que les Allemands sont intervenus pour faire cesser la grève dans certaines usines. À la SMGO, qui fabrique des munitions pour l'Allemagne, c'est le chef local des SS, Marnitz, accompagné de trois officiers de la feldkommandantur et de soldats qui est venu rétablir l'ordre.

Tract du Parti communiste distribué à Saint-Nazaire et à Couëron. Le titre-choc « Déportés en Allemagne » sera repris par la population de l'époque pour désigner les requis du travail obligatoire ce qui créera confusion et contestation à partir de 1945 quand reviendront les déportés politiques (résistants). (ADLA 1693 W 117)

Les incidents les plus graves ont lieu à la SNCASO de Bouguenais. Le mercredi 14 octobre le directeur de l'entreprise aéronautique téléphone à la préfecture pour signaler : « *qu'une grande effervescence régnait dans l'usine provoquée par la présence de quatre civils allemands exigeant que les ouvriers signent immédiatement les contrats d'embauche pour l'Allemagne* » (Préfet, 20/10/42). Parmi ces quatre civils il y a le directeur du bureau d'embauche de Nantes et un représentant de la société aéronautique Heinkel, de Rostock. Après négociations avec le secrétaire général de la préfecture (Y. Bayet) les civils allemands se retirent en prévenant qu'ils reviendront le lendemain occuper l'usine. C'est chose faite à 8 h. le 15 octobre : 2 000 ouvriers sont retenus dans les ateliers. Les Allemands procèdent alors à l'arrestation des requis. Il n'y en a que 24, les 70 autres avertis par les événements de la veille ne sont pas venus au travail. Les Allemands exigent que la direction établissent une liste de 100 noms pour remplacer les manquants tandis que les 24 requis sont conduits en lieu sûr. Le chef des SS demande à la police de rechercher les 70 « défaillants ». Le préfet, tenu par les accords passés au niveau national entre autorités françaises et allemandes qui excluent que la police française participe directement ou indirectement à l'exécution de mesures de contraintes pour obliger un ouvrier non volontaire à partir, ne peut donner satisfaction aux Allemands. Mais rien n'interdit à la police d'arrêter quelqu'un qui contrevient à la loi française du 4 septembre sur les réquisitions en cherchant à y échapper. Le préfet Dupard donne l'ordre aux policiers nantais de rechercher les ouvriers manquants qui, en cas d'arrestation, ne seront pas conduits en prison mais au bureau d'embauche… du sonderfuehrer Schultz.

Le compromis du préfet n'est qu'une compromission de plus de la part d'un régime qui en fait un mode de gouvernement. P. Dupard tente de s'en justifier au nom de la justice et de la morale : « *Il est anormal que des ouvriers mariés, pères de famille, soient désignés pour partir en Allemagne simplement parce que certains de leurs camarades ont déserté leur poste* ».

Satisfaits des bonnes intentions préfectorales, après trois jours d'occupation, les Allemands se retirent de la SNCASO rendant la liberté aux 2 000 ouvriers du site y compris aux 100 désignés pour remplacer les défaillants. Le préfet conclut : « *Cette occupation jeta un grand trouble dans l'esprit ouvrier déjà tout acquis à la propagande étrangère* » (1/11/42). Pour les ouvriers, et bien au-delà, la cause du gouvernement est complètement et définitivement confondue avec celle de l'Allemagne détestée.

S'il en était encore besoin, Laval apporte un argument supplémentaire à un dossier déjà très lourd le 20 octobre quand il s'adresse à la nation lors d'un discours radiodiffusé pour défendre sa « Relève ». Se référant à son discours du 22 juin précédent il fait valoir que l'intérêt de la France est de s'entendre avec l'Allemagne qui se dresse devant le bolchevisme. Les sacrifices demandés au monde du travail ne sont que la contribution du pays à l'édification d'une Europe nouvelle. Rappelant que les Français avaient par millier reçus l'ordre de partir en 1939 sans discuter, il fait appel à la solidarité des travailleurs et à leur discipline pour monter à nouveau au front. Aux Allemands qui lui demandent toujours plus de bras sans contrepartie il a cédé encore une fois. Mais il crie victoire car il a reçu l'assurance que si un peu plus de 100 000 spécialistes consentaient encore à s'expatrier les femmes de prisonniers pourraient rejoindre leurs maris et travailler à leurs côtés.

Si la situation n'était dramatique le propos serait risible. La population n'apprécie pas : « *Il est de mon devoir de signaler que le discours prononcé le 20 octobre par le chef du gouvernement n'a pas été bien accueilli. Les paroles du président Laval ont été aussitôt déformées et les ouvriers des chantiers maritimes qui, le lendemain se sont mis en grève, n'avaient retenu de l'appel du chef du gouvernement simplement le fait que les femmes de prisonniers étaient envoyées travailler en Allemagne auprès de leurs maris. Ce petit fait prouve combien l'opinion publique est prête à déformer les paroles officielles et combien il est difficile de lui faire comprendre comment se pose véritablement le problème de la Relève* » (Préfet, 1/11/42).

Les ouvriers ont très bien compris les intentions de P. Laval. Ils savent que la « Relève » n'est qu'un prête-nom au travail obligatoire : un piège. S'il y a beaucoup de partants il y a peu de « relevés ». Le préfet le reconnaît : « *Tous n'ont pas manqué de remarquer que si les ouvriers partaient par centaines pour l'Allemagne très peu de prisonniers revenaient. Le 31 octobre, 300 ouvriers sont partis et le lendemain 7 prisonniers libérés au titre de la Relève sont arrivés. C'était d'ailleurs les seuls prisonniers de retour dans le département depuis une quinzaine de jours alors que pendant cette période plus d'un millier d'ouvriers étaient partis* » (1/11/42).

Afin de ne pas souligner la disproportion des chiffres, preuve de la supercherie qu'est la « Relève », on ne célèbre plus le retour des prisonniers. D'autant que la dernière cérémonie officielle a tourné au fiasco. Le 18 septembre, 19 prisonniers doivent arriver à la gare de Nantes à 14 h. La presse aux ordres de la Propagandastaffel appelle les Nantais à venir les accueillir en présence des autorités. À l'heure dite, 3 000 personnes se pressent sur les quais de la gare. En vain. Les prisonniers arrivés dans la nuit ont déjà rejoint leurs familles. La population ne comprend pas, les rumeurs circulent, l'action de propagande se retourne contre ses promoteurs : « *Certaines personnes déclarèrent qu'aucun prisonnier n'était rentré. Pour d'autres les prisonniers de retour étaient dans un état de santé tellement déficient qu'on n'avait pas voulu les montrer au public* » (Préfet, 25/09/42).

Le 21 octobre, au lendemain du discours de Pierre Laval encore dans tous les esprits, les ouvriers des Chantiers de la Loire, à Nantes, découvrent en arrivant au travail la liste des requis pour l'Allemagne. Aussitôt ils se mettent en grève imités par la plupart des entreprises métallurgiques de Nantes : Chantiers de Bretagne, Chantiers Dubigeon, Établissements Paris… À midi, 5 000 ouvriers ont cessé le travail. Le lendemain la grève s'étend à Indret, aux ateliers SNCF du Grand-Blottereau…

Afin d'éviter que les Allemands n'interviennent dans les usines en grève pour s'emparer par la force des requis, comme ils l'ont fait à la SNCASO, au nom de la politique du « moindre mal » chère à Laval, le préfet ordonne à son chef de cabinet, au secrétaire général de la préfecture et à quelques autres hauts fonctionnaires de se rendre dans les ateliers, d'y haranguer les ouvriers pour ramener le calme et surtout faire signer les contrats d'embauche aux récalcitrants. Opération couronnée de succès, pour le plus grand bénéfice des Allemands et la plus grande satisfaction du préfet : « *Ils arrivèrent à éviter tout incident et réussirent même à ce que les contrats de travail furent signés dans les usines en grève le jour même de la grève* » (1/11/42).

Alors que les métallos nantais protestent ceux de Saint-Nazaire ne bougent pas. Les entreprises nazairiennes qui travaillent en grande partie pour l'Allemagne sont moins touchées par les réquisitions de main d'œuvre et les employés des chantiers de l'organisation Todt y échappent totalement. Sous la conduite du sous-préfet Lecornu la « Relève » nazairienne s'opère dans le calme. En contrepartie la métallurgie nantaise subit l'essentiel des réquisitions d'ouvriers ce qui la met en péril économiquement et socialement.

Après les grèves, le feldkommandant et le préfet décident, pour éviter une explosion sociale à Nantes, d'étendre la réquisition de main d'œuvre à l'ensemble des travailleurs du département à l'exception toutefois des agriculteurs. Par un communiqué commun dans la presse, le 27 octobre, ils en avertissent la population. Ils mentent sur les chiffres, annonçant 5 000 requis alors qu'en réalité il s'agit de 6 800, mais n'oublient pas de mentionner les sanctions frappant les récalcitrants.

Le 28 octobre le préfet écrit aux maires du département car ce sont eux qui devront fournir, à raison de un ouvrier pour 300 habitants, les requis nécessaires pour atteindre le chiffre de 7 000 ( !) exigé par les Allemands pour le 12 novembre. La tâche s'annonce difficile. Les dernières élections municipales ont eu lieu en 1935, certains maires sont fatigués d'une charge qui s'est beaucoup alourdie avec les contraintes imposées par l'Occupation. Quelques uns ont déjà démissionné ; d'autres envisagent de le faire. Le préfet sait que le travail qu'il leur demande risque de les compromettre aux yeux de leurs administrés et il craint de nouvelles démissions pour refus de « Collaboration » ou simplement pour s'éviter des ennuis. Aussi leur propose-t-il une irresponsabilité complice bien dans le style du régime :

« *En tant que maire vous devrez désigner ceux des ouvriers de votre commune qui devront partir pour l'Allemagne. Mais, comme il importe que vous ne preniez pas devant vos administrés la responsabilité d'un tel choix vous recevrez un exemplaire d'un état en blanc, signé de Mr l'inspecteur du Travail, sur lequel vous porterez le nom des ouvriers que vous avez désignés pour votre commune de sorte que vis-à-vis de vos administrés ce ne sera pas vous mais l'inspecteur du Travail qui portera la responsabilité de la désignation faite* » (28/10/42).

Faisant vibrer les cordes de l'honneur et du patriotisme, bien dévoyés en l'occasion, il termine son courrier par une phrase qui résume toute la politique de Vichy, celle de la

Collaboration au nom du moindre mal et d'une souveraineté préservée qui n'est en fait que la liberté du prisonnier dans sa cellule : « *Le gouvernement du Maréchal s'est engagé entièrement sur cette question du départ des ouvriers en Allemagne. Il s'agit pour nous, en ce moment, de sauvegarder la souveraineté française* ».

À la fin du mois d'octobre les premiers convois de requis venant de Bretagne traversent le département. Craignant des sabotages le préfet demande à la police de patrouiller le long des voies ferrées avant le passage des trains. Mais c'est en gare de Nantes qu'ont lieu des incidents : le 7 novembre. À 17 h 45 un convoi doit partir pour l'Allemagne emportant 750 ouvriers. Les familles se pressent sur le quai pour les adieux. Au moment où le train s'ébranle des ouvriers tirent les signaux d'alarme bloquant le convoi. La police française intervient, fait évacuer les familles de la gare : « *Mais les ouvriers continuèrent à tirer les signaux d'alarme et le train ne pouvait démarrer. Alors les autorités allemandes donnèrent l'ordre à la Feldgendarmerie de tirer en l'air afin d'essayer de ramener le calme. Pendant cinq minutes les Feldgendarmes ainsi qu'un officier présent de la Feldkommandantur parcoururent le quai le long du train et tirèrent en l'air… Le calme revint presque aussitôt et le train put quitter la gare de Nantes* » (Préfet, 8/11/42). Il n'alla pas bien loin car les signaux d'alarme furent de nouveau actionner. Il fallut cinq heures au convoi pour atteindre Mauves-sur-Loire, à 15 km de Nantes. « *Cette nouvelle a été immédiatement rapportée en ville par les familles qui étaient présentes et causa une vive émotion* » conclut le préfet avant de rajouter quelques jours plus tard: « *Au point de vue de l'opinion publique l'effet produit par les opérations de la relève a été nettement mauvais* » (25/11/42). Les réquisitions de main d'œuvre déchirent le voile qui cachait la soumission totale du gouvernement aux Allemands honnis.

À ceux qui, éloignés des villes, ne vivent pas les incidents de la « Relève » au quotidien la presse et la propagande essaient encore de masquer la réalité mais, par excès de zèle, desservent leur cause : « *Je tiens à mentionner que la propagande faite dans la presse au sujet de la Relève et des départs des ouvriers français en Allemagne donne souvent des résultats contraires…. Un article du Courrier de Saint-Nazaire déclarant que « les ouvriers allant en Allemagne s'en vont joyeux, tels des écoliers partant en vacances » a fait l'objet de nombreux commentaires défavorables* » (Préfet, 25/11/42).

L'extension des réquisitions aux travailleurs des campagnes, à l'exception notable des paysans, contribue à accélérer la prise de conscience des ruraux sur la nature réelle des relations entre l'occupant et Vichy. Les maires sont les premiers à réagir. La tâche ingrate confiée par le préfet « *n'a pas manqué de soulever de vives protestations de la plupart des magistrats municipaux* » écrit le sous-préfet de Châteaubriant. Mais, dans son arrondissement, ils ont obtempéré à quelques exceptions près : deux maires ont démissionné (à Massérac et Saint-Vincent-des-Landes) un autre s'apprête à le faire (à Nort-sur-Erdre). À Nozay, le maire : « *Très bouleversé par les responsabilités qu'il a dû prendre ces derniers jours a vu son état de santé déjà chancelant s'aggraver. Sa démission est susceptible d'être effective dans quelques jours* » (Sous-préfet de Châteaubriant, 9/11/42).

Le malaise des maires ne tient pas seulement au fait qu'ils soient associés à la collaboration avec l'Allemagne. Il est aussi provoqué par la révolte de leurs administrés qui s'en prennent directement à eux par des inscriptions injurieuses sur les murs du bourg, des insultes jetées dans la rue, des coups portés, des menaces de mort.

À Blain, deux adjoints remplaçant le maire malade démissionnent *« pour raison de santé* » après avoir reçu des menaces.

« *Dans le moindre village les esprits sont très échauffés et c'est partout une atmosphère de haine qui s'alourdit chaque jour. Il y a un gros danger pour l'union indispensable entre les Français qui risquerait de s'aggraver considérablement à la moindre erreur de manœuvre* » (Sous-préfet de Châteaubriant, 9/11/42).

Le sous-préfet souligne ici l'une des conséquences majeures du travail obligatoire : l'explosion du tissu social miné par les divisions. Sous le poids croissant des questions d'ordre matériel les solidarités se brisent : « *Je tiens à noter l'égoïsme qui règne dans les milieux ruraux du département. Les paysans qui ne sont pas touchés par le départ en Allemagne et qui, au contraire, espèrent retrouver leurs prisonniers ne semblent pas avoir compris la gravité de la situation* » (Préfet, 1/11/42).

L'égoïsme, la jalousie rongent tous les groupes sociaux, sapent les valeurs morales : « *Ces départs impressionnent d'une manière considérable l'opinion publique du département qui constate que de jeunes ouvriers employés dans les usines travaillant pour le compte des autorités allemandes restent en France alors que des pères de familles nombreuses, des sous-officiers qui viennent de quitter leur emploi par suite des événements… sont envoyés en Allemagne* » (Préfet, 4/03/43). Alors, à bout de rancœur, on dénonce à la police française ou à la feldkommandantur par courrier anonyme celui que l'on suppose vouloir se soustraire à la règle.

Déjà la question du ravitaillement avait ravivé l'opposition ville-campagne. La « Relève » lui donne une intensité plus forte : « *Je dois noter enfin l'antagonisme qui continue à séparer les diverses classes de la société. Les agriculteurs qui sont en ce moment ceux qui souffrent le moins de la situation, sont âprement critiqués* » (Préfet, 4/01/43).

Le grand perdant de cette Relève-Travail obligatoire c'est Vichy dont le discours n'a plus aucune crédibilité. Comment parler de solidarité, d'union nationale quand le gouvernement lui-même livre ses hommes à l'ennemi ? Le maréchal Pétain et l'État français manquent à la fonction protectrice qu'ils devaient assurer détruisant eux-mêmes l'une des composantes essentielles des représentations fondatrices de Vichy.

Le 12 novembre 1942, échéance fixée par l'occupant, le préfet Dupard n'a pu envoyer en Allemagne les 6 800 ouvriers réclamés. Il en manque 680 qu'il va falloir trouver plus 550 autres pour remplacer les ouvriers des chantiers navals nantais désormais exemptés, sans compter 1 000 ouvriers du bâtiment à fournir à l'organisation Todt pour les travaux de fortifications sur la côte atlantique. En décembre les Allemands exigent leur dû. Le préfet réalise qu'il est pris dans un engrenage infernal :

« *Alors que la population s'imaginait que les opérations de la Relève étaient terminées le Feldkommandant de Nantes m'a invité à procéder à de nouvelles désignations pour compenser les défaillances constatées lors des premiers départs ; ces désignations nouvelles sont de l'ordre de 1 200 environ* ».

« *Les nouvelles mesures auxquelles j'ai de ce fait été contraint de recourir ont ému vivement la population qui ne connaît pas de plus récentes exigences des autorités allemandes qui concernent le départ de 1 600 spécialistes pour le 31 janvier* ».

« *Les réquisitions de travailleurs pour l'Allemagne continuent à provoquer des commentaires hostiles de la population. On a été jusqu'à qualifier cette action de déportation déguisée* » (Préfet 4 /01/43).

Alors que le STO (Service du Travail Obligatoire) n'est pas encore instauré (ce sera chose faite le 16 février 1943) les réquisitions massives de main d'œuvre ont déjà dressé de façon manifeste une bonne partie de la population contre Vichy, hommes et institutions. Il ne s'agit pas là d'un basculement de l'opinion mais de la consolidation d'une évolution où le courant de défiance envers le gouvernement vient se fondre dans ceux de la germanophobie et du rejet de la Collaboration pour former un flux commun de forte hostilité. Seul en réchappe encore le maréchal Pétain même s'il n'en sort pas indemne.

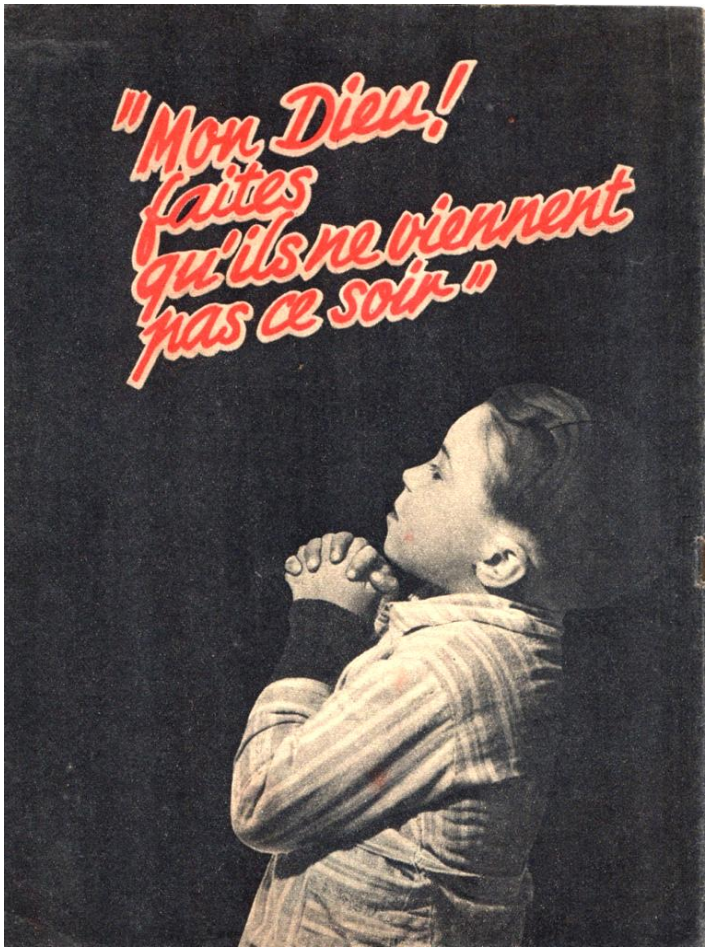
Une autre permanence de l'opinion, l'adhésion à la cause des Alliés, va être mise à l'épreuve pendant l'automne 1942.

**Déluge de fer sur Saint-Nazaire**

Aux problèmes du ravitaillement, qui restent une donnée immuable, les réquisitions de main d'œuvre viennent ajouter désormais une nouvelle cause d'anxiété, toile grise dressée en fond d'écran du quotidien. Au premier plan revient en novembre la peur des bombardements. De janvier à juin 1942 la région a déjà connu les alertes, les bombes, les ruines, les morts. Mais à partir de novembre 1942, Saint-Nazaire d'abord puis Nantes plus tard, vont connaître des bombardements d'une ampleur nouvelle, terrible, terrorisant les populations urbaines au moindre vrombissement jusqu'à la Libération.

Port stratégique doté d'une base sous-marine repère de chasseurs des mers qui font des ravages dans la flotte alliée, ville aux chantiers navals indispensables à l'entretien des navires de guerre allemands, Saint-Nazaire a déjà connu de nombreux bombardements et une importante opération commando anglaise dans les premiers mois de 1942. À l'automne, les Alliés ont décidé d'en finir avec cette épée dans leur côté en détruisant la base et les chantiers navals.

Le 9 novembre des avions anglais et, pour la première fois, américains pilonnent la zone stratégique mais les bombes tombent surtout sur l'école d'apprentissage des chantiers de Penhoët : 163 personnes sont tuées dont 134 jeunes apprentis. L'émotion est immense et encore accrue par de nouveaux bombardements les 14, 17, 18 et 23 novembre. La ville et sa région sont sous le choc : *« Depuis le bombardement du 18 novembre les chantiers et grandes entreprises de Saint-Nazaire sont pratiquement déserts, les ouvriers dont le plus grand nombre habite la Brière et possède une petite exploitation agricole se refusent à retourner sur les lieux de travail. Le vent de panique qui souffle sur les chantiers s'est également étendu à toute la ville* » (Préfet, 25/11/42).




Tract de la propagande allemande distribué dans le département. (Coll. part.)

Les écoles qui étaient encore ouvertes sont fermées, les enfants dispersés dans le département et au-delà. Le ravitaillement de la ville est devenu très difficile car la gare est détruite. Le train s'arrête désormais à Montoir. Sans attendre un ordre d'évacuation qui ne viendra qu'en janvier une partie de la population quitte la ville. En veut-elle à ceux qui ont causé son malheur ?

« *Malgré les épreuves auxquelles la soumettent ces bombardements la population nazairienne attend cependant la libération du territoire français par les troupes américaines et anglaises. On déplore les victimes mais, en général, on n'adresse pas de reproches aux aviateurs* » (Préfet, 25/11/42).

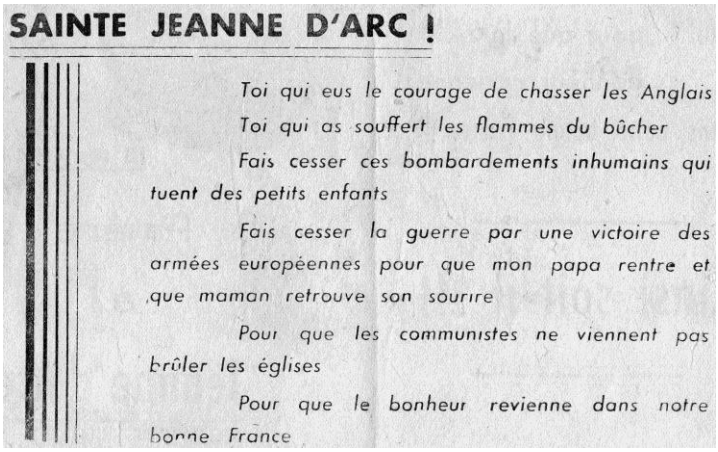
Ses reproches, la population les destine aux Allemands qui n'ont pas construit d'abris sûrs dans les chantiers et qui, à chaque bombardement, déclenchent l'alerte trop tardivement exposant les ouvriers au danger.

Après une période d'accalmie les raids aériens sur Saint-Nazaire reprennent en février 1943. L'objectif est cette fois-ci de détruire la ville où vivent encore 12 000 h. pour isoler la base et les installations allemandes dont les bombardements précédents n'ont pu venir à bout. Un premier bombardement, le 16 février 1943, tue 27 personnes. Le 28 février un déluge de fer s'abat sur la ville : « *Saint-Nazaire et l'ensemble de la région nazairienne subirent le plus effroyable bombardement qui ait eu lieu jusqu'ici… La ville resta en feu pendant toute la nuit, et la nuit suivante de nombreux foyers d'incendie continuaient encore dans de nombreux endroits* » (Préfet, 4/03/43). On dénombra 39 morts et 60% d'habitations détruites dans une ville en ruines, sans eau, sans électricité.

Les installations militaires allemandes étant la cause des bombardements et donc des malheurs de la population : « *Les services de la censure allemande interdisent à la presse de parler, si ce n'est en termes très succincts, des bombardements de Saint-Nazaire* » (Préfet, 4/03/43). Le mutisme des journaux irrite la population nazairienne : « *L'opinion publique de cette ville est très chagrinée car elle ne comprend pas, alors qu'on parle des bombardements qui ont lieu sur les autres villes françaises que ceux que sa cité subit soient toujours passés sous silence* » (Préfet, 4/03/43).

Pour l'instant Nantes est épargnée mais, malgré le silence de la presse, nul n'ignore l'ampleur du drame nazairien : « *La population a surtout été frappée par les bombardements de Lorient et de Saint-Nazaire qui ont eu un retentissement profond sur l'ensemble de l'opinion publique du département* » (Préfet, 4/03/43).

Les bombardements ne remettent pas en cause le souhait d'une libération par ces Alliés dont les avions sèment la destruction même si en septembre 1942 la victoire semble un impossible rêve tant le sort des armes est partout favorable aux Allemands et aux Japonais.




Recto-verso d'un tract : le régime de Vichy célèbre chaque année la fête de Jeanne d'Arc. La propagande invoque la sainte contre les bombes, les ennemis du régime et ceux de l'Allemagne. (Coll. part.)

**Sombre novembre pour Vichy**

L'espoir va revenir à l'automne porté par le vent chaud du désert. Le 23 octobre, en Égypte, les Anglais du général Montgomery reprennent l'offensive contre l'Afrikakorps de Rommel qu'ils bousculent à El Alamein le 4 novembre avant de partir à la conquête de la Lybie. Cette marche victorieuse est vite occultée par le débarquement, le 8 novembre de 107 000 soldats américains et anglais en Algérie et au Maroc, territoires contrôlés par les forces militaires françaises fidèles à Vichy.

Agissant en voleurs, MM. Roosevelt et Churchill ne s'attaquent pas aux forts !

LE PHARE

QUOTIDIEN RÉGIONAL

N° 43.212 — 128e Année — UN Franc

ADMINISTRATION ET RÉDACTION : 12, Place du Commerce - NANTES
Tél. de jour : 140.55 et 147.86. Tél. de nuit : 122.96

Mardi 10 Novembre 1942

Au mépris des principes qu'ils affichent, les gangsters anglo-saxons arrachent à la France son Empire par lambeaux

La résistance s'organise au Maroc et en Algérie, où de violents combats sont livrés aux envahisseurs

UNE SUSPENSION D'ARMES EST INTERVENUE A ALGER

*Le Phare* du 10 novembre 1942 annonce à ses lecteurs le débarquement anglo-américain en Afrique du Nord.

À la nouvelle du débarquement allié Pétain donne l'ordre de tirer sur les assaillants. Ordre réitéré sur place par l'amiral Darlan qui se trouve alors à Alger pour des raisons familiales. Après de rudes combats entre Français et Alliés Darlan, voyant la partie perdue, signe un armistice avec les Américains. Il est aussitôt désavoué par Pétain qui lui retire tous ses droits et pouvoirs. Qu'importe ! Darlan se proclame « Haut commissaire en Afrique française agissant au nom du maréchal de France ». En Loire-Inférieure la population se réjouit du débarquement des alliés mais reste dubitative devant l'imbroglio politique :

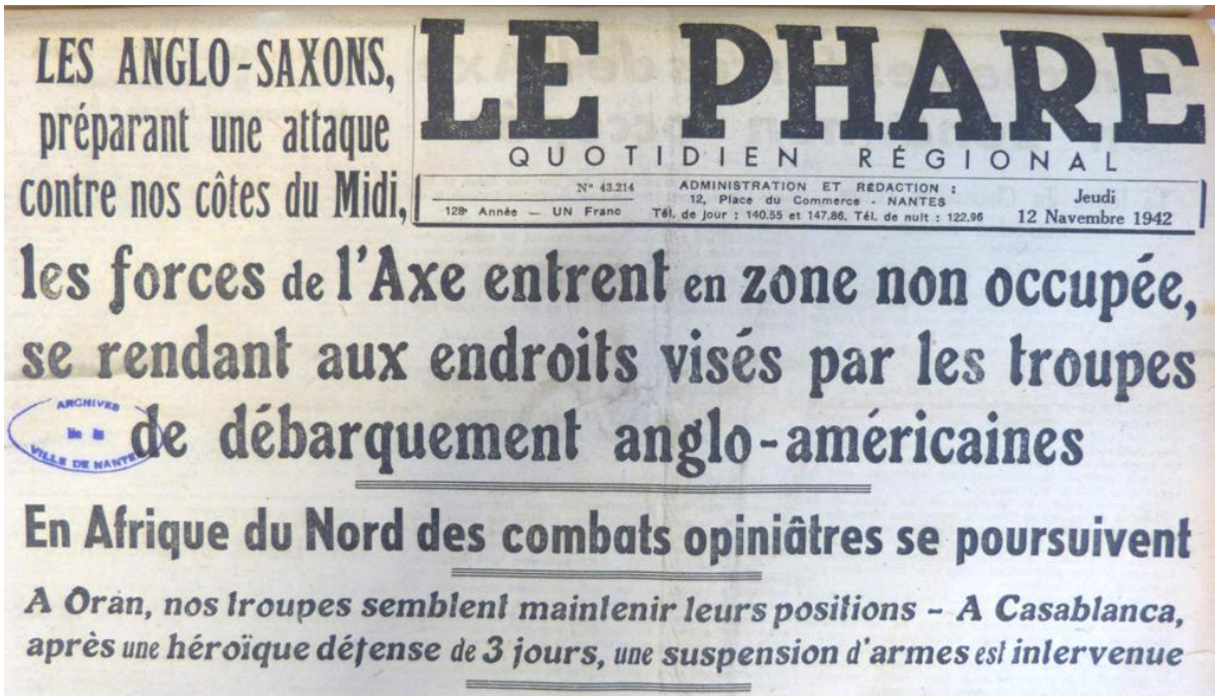
« *Les événements d'Afrique du Nord et leurs conséquences de politique intérieure ont jeté la confusion dans les esprits. Une très grande partie de la population a commenté passionnément et avec une satisfaction marquée le débarquement des troupes anglo-saxonnes dans nos possessions d'Afrique du Nord, y voyant la première étape de la libération de la France* ».

« *D'autres éléments jusqu'à l'heure actuelle très favorables à l'action poursuivie par Mr le Maréchal Pétain sont maintenant déconcertés à la suite des informations contradictoires émanant d'Alger et de Vichy, les premiers affirmant que l'amiral Darlan reste fidèle à la parole donnée au maréchal, les seconds flétrissant au nom du chef de l'État la conduite de l'amiral Darlan* ».

« *En dépit de l'agitation latente causée par ces graves événements la population reste parfaitement calme. Aucun incident n'a marqué le passage à travers le département des convois militaires allemands se dirigeant vers le sud* » (Préfet, 25/11/42).

Ces convois motorisés auxquels fait allusion incidemment le préfet ce sont les troupes allemandes qui, le 11 novembre, franchissent la ligne de démarcation et envahissent la zone Sud prétextant un possible débarquement anglo-américain sur les côtes de Provence. Les 100 000 hommes de l'armée d'armistice sous les ordres de Pétain laissent passer l'envahisseur. Pas un coup de feu n'est tiré en ce 11 novembre, même pour l'honneur. Dans le chaos des événements le peuple humilié, loin des grandes vertus, sombre dans la mesquinerie :

« *Le franchissement de la ligne de démarcation par les troupes allemandes et l'occupation de notre littoral méditerranéen par les armées germano-italiennes ont été un sujet de contentement pour la population qui supportait mal la différence de régime des deux zones* » (Préfet, 25/11/42).



LES ANGLO-SAXONS, préparant une attaque contre nos côtes du Midi,

LE PHARE

QUOTIDIEN RÉGIONAL

N° 43.214 — 129e Année — UN Franc

ADMINISTRATION ET RÉDACTION : 12, Place du Commerce - NANTES
Tél. de jour : 140.55 et 147.86. Tél. de nuit : 122.96

Jeudi 12 Navembre 1942

les forces de l'Axe entrent en zone non occupée, se rendant aux endroits visés par les troupes de débarquement anglo-américaines

En Afrique du Nord des combats opiniâtres se poursuivent

A Oran, nos troupes semblent maintenir leurs positions – A Casablanca, après une héroïque défense de 3 jours, une suspension d'armes est intervenue

ARCHIVES de la VILLE DE NANTES

*Le Phare* du 12 novembre annonce et justifie l'invasion, au mépris des accords d'armistice, de la zone Sud par les troupes allemandes.

La zone Sud occupée, Vichy n'a même plus l'illusion de la liberté. Lâché par Darlan et de nombreux généraux, dépassé par les événements mais se refusant à rejoindre Alger ou à démissionner, Pétain cède à Laval qui lui demande d'augmenter ses pouvoirs. Le 17 novembre le chef du gouvernement obtient satisfaction : il pourra, sous sa seule signature, promulguer les lois et les décrets ; en cas de décès du Maréchal il deviendra chef de l'État. Pétain ne garde que le pouvoir constituant et la protection des valeurs de la Révolution nationale, si cela a encore un sens. En ces temps de travail obligatoire dont il est le grand organisateur Laval n'a pas la faveur de l'opinion et sa promotion mécontente si l'on sait décrypter les euphémismes du préfet :

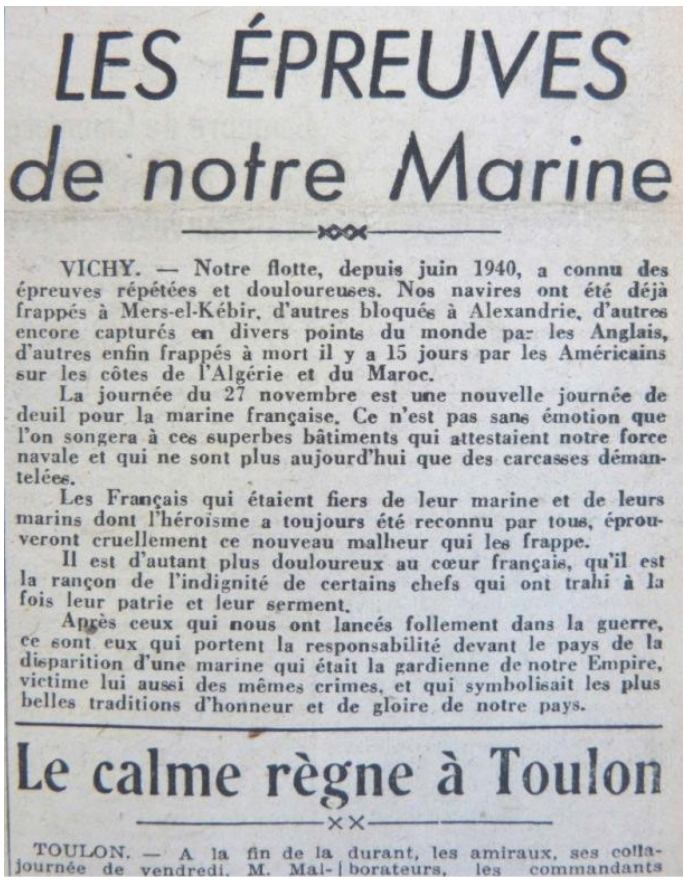
« *J'ai le devoir de dire que la désignation de Mr Pierre Laval chef du gouvernement comme successeur présomptif du Maréchal a été accueillie avec beaucoup de réserve, voire de froideur. Dans tous les milieux on redoute une mobilisation au côté de l'Allemagne* » (Préfet, 25/11/42).

L'instauration d'un nouveau pouvoir à Alger issu de l'État français, et soutenu par les Américains et les Anglais, crée une nouvelle légitimité concurrente de Vichy. Cela favorise les dissidences de hauts fonctionnaires qui se défient d'un Laval acquis à l'Allemagne et d'un de Gaulle trop près à leur goût de la résistance communiste et à ce moment-là boudé par Roosevelt qui lui préfère un Darlan ou un général Giraud plus dociles. Le 23 novembre le général Boisson gouverneur de l'A.O.F. (Afrique Occidentale Française), celui-là même qui avait fait tirer sur les troupes anglo-gaullistes à Dakar en septembre 1940, abandonne Vichy pour se rallier à Darlan. Il est bientôt suivi par le gouverneur de Guyane puis d'autres. Petit à petit Vichy perd l'Empire réservoir de troupes pour la reconquête, bientôt, de la métropole. Pétain est humilié. Il avait en personne appelé les colonies à lui rester fidèles. Le choc des discours dans le temps bousculé de l'information est pour lui accablant :

« *Au moment où la presse reproduisait l'appel du Maréchal aux habitants de l'A.O.F. la nouvelle était lancée par la T.S.F. de la décision du gouverneur général Boisson de se ranger sous les ordres de l'amiral Darlan. La simultanéité des deux déclarations a donné l'occasion de commenter sans ménagement ni respect l'appel du Maréchal* » (Préfet, 25/11/42).

Pétain n'en a pas fini avec les humiliations en ce mois de novembre d'une rare intensité d'événements. La base maritime de Toulon abrite une flotte de 155 bâtiments de guerre, 30 000 marins, des canons et d'importants dépôts de munitions. Malgré les appels réitérés à rejoindre l'Algérie après le débarquement anglo-américain et l'invasion de la zone sud, les officiers supérieurs et le gouvernement de Vichy décident de ne pas bouger pour respecter les conventions d'armistice que pourtant les Allemands viennent de violer de façon spectaculaire. Le 27 novembre les troupes allemandes viennent se saisir de la base. Il est trop tard pour fuir. La flotte française se saborde : 232 000 tonnes de navires sont envoyées par le fond mais munitions et canons tombent aux mains des Allemands.

La presse locale évoque peu l'événement. Dans *Le Phare* du 28 novembre il faut lire jusqu'au bout le « Communiqué spécial allemand » pour découvrir : « *La ville et le port de Toulon sont, depuis les premières heures de la matinée placés solidement entre les mains de nos troupes. Une partie de la flotte française s'est sabordée contrairement à l'ordre formel du gouvernement français* ». C'est surtout par la radio et les rumeurs que les Nantais apprennent l'affligeante nouvelle :



LES ÉPREUVES de notre Marine

VICHY. — Notre flotte, depuis juin 1940, a connu des épreuves répétées et douloureuses. Nos navires ont été déjà frappés à Mers-el-Kébir, d'autres bloqués à Alexandrie, d'autres encore capturés en divers points du monde par les Anglais, d'autres enfin frappés à mort il y a 15 jours par les Américains sur les côtes de l'Algérie et du Maroc.

La journée du 27 novembre est une nouvelle journée de deuil pour la marine française. Ce n'est pas sans émotion que l'on songera à ces superbes bâtiments qui attestaient notre force navale et qui ne sont plus aujourd'hui que des carcasses démantelées.

Les Français qui étaient fiers de leur marine et de leurs marins dont l'héroïsme a toujours été reconnu par tous, éprouveront cruellement ce nouveau malheur qui les frappe.

Il est d'autant plus douloureux au cœur français, qu'il est la rançon de l'indignité de certains chefs qui ont trahi à la fois leur patrie et leur serment.

Après ceux qui nous ont lancés follement dans la guerre, ce sont eux qui portent la responsabilité devant le pays de la disparition d'une marine qui était la gardienne de notre Empire, victime lui aussi des mêmes crimes, et qui symbolisait les plus belles traditions d'honneur et de gloire de notre pays.

Le calme règne à Toulon

TOULON. — A la fin de la journée de vendredi, M. Mal- durant, les amiraux, ses collaborateurs, les commandants

Après le communiqué allemand du 22 novembre, seul cet éditorial évoque le sabordage de la flotte, bien que le mot ne soit pas utilisé, et rien n'est dit des conditions et de l'ampleur du désastre laissant place à toutes les rumeurs. (*Le Phare*, 30 novembre 1942)

« *Le sabordage de la flotte de Toulon a fait une très grosse impression, particulièrement à Saint-Nazaire où les ingénieurs et ouvriers connaissaient un certain nombre de nos unités pour les avoir construites ou réparées. Le sabordage a été accueilli par un sentiment mêlés de tristesse et d'enthousiasme, de tristesse pour la disparition d'un des derniers vestiges du passé glorieux de la France, d'enthousiasme pour le courage des troupes et des cadres* » (Préfet, 4/01/43).

Comment une catastrophe aussi humiliante peut-elle provoquer l'enthousiasme ? L'opinion mal informée ne peut pas croire au sabordage honteux. Elle a imaginé une résistance des marins, des officiers coulant avec leurs navires. De Gaulle lui-même a cru que des combats avaient opposé Allemands et Français à Toulon. Il n'en fut rien. À forces de désastres cumulés on se console des malheurs de la patrie en rêvant de défaites héroïques.

Pour Vichy le mois de novembre a été catastrophique : il a perdu son empire, sa flotte, ce qui lui restait d'armée. Il se retrouve complètement livré à Hitler qui ne fait même pas semblant de respecter les conventions d'armistice et qui déclare : « *La souveraineté française sera reconnue, mais dans la seule mesure où elle servira nos intérêts* ». Pour l'opinion publique Vichy a perdu toute légitimité. Ce n'est plus qu'un pouvoir en sursis qu'il faut subir en attendant une libération qui pointe son aurore au sud de la Méditerranée.

Les Américains partant d'Algérie et les Anglais de Lybie pensaient venir rapidement à bout des Allemands pris dans l'étau puis débarquer en Sicile avant de remonter la botte italienne. C'était sans compter sur les problèmes de logistique, l'inexpérience des soldats américains, la résistance des Germano-italiens. Les forces de l'Axe ne capituleront que le 13 mai 1943 en Tunisie. C'est bien long et en décembre les Nantais sont repris par le doute : « *Après la surprise et le quasi enthousiasme des premiers moments une certaine déception s'est manifestée en raison de la lenteur des opérations* » (Préfet, 4/01/43). En février 1943 on commence à se désintéresser de ce deuxième front qui s'enlise dans les sables tunisiens : « *Les opérations en Afrique du Nord ne sont plus beaucoup suivies par la population qui n'a pas compris la lenteur des opérations anglo-américaines* » (Préfet, 4/03/43).

Si les combats en Afrique du Nord ne passionnent plus l'opinion c'est que son attention se porte sur le front russe où l'heure de la contre-offensive a sonné pour les troupes soviétiques. Le 2 février 1943, la VI$^{e}$ armée allemande (250 000 hommes) commandée par von Paulus et assiégée dans Stalingrad depuis novembre 1942 se rend : 24 généraux et les 91 000 soldats survivants sont faits prisonniers. Hitler décrète trois jours de deuil dans le Reich. En un mois les Russes reprennent le terrain perdu l'année précédente.

La presse ne s'étend guère sur les revers allemands mais, grâce à la radio, la population n'ignore rien des succès soviétiques. Le préfet en parle avec un laconisme révélateur :

« *L'opinion publique… suit toujours avec intérêt les opérations militaires. Si une partie de la population a été impressionnée par les difficultés de l'armée allemande par contre d'autres commencent à réaliser le danger du bolchevisme* » (4/11/42).

La Seconde guerre mondiale est une guerre idéologique et la remarque du préfet sur le « danger du bolchevisme » rappelle que l'affrontement entre les grands systèmes politiques du siècle (fascisme-nazisme, communisme, démocratie parlementaire) provoque une faille planétaire qui traverse aussi l'espace français.

L'argument du danger bolchevique n'est pas nouveau et il va être utilisé de plus en plus souvent et avec de plus en plus de force par Vichy au fur et à mesure que celui-ci sentira le pays lui échapper. Le préfet Dupard en fait grand usage pendant l'hiver 1942 – 43.

La propagande allemande distribue dans la région nantaise de nombreux dépliants comme celui-ci opposant la réussite du modèle allemand (L'Europe) à une représentation misérabiliste de l'URSS. (Coll. part.)

**Le procès des FTP**

Après le démantèlement du réseau FTP de Nantes en juillet-août 1942 le préfet croit en avoir fini avec les communistes : « *L'activité du PC paraît en nette régression par suite des arrestations particulièrement massives qui ont été faites dans notre région et qui ont désorganisé au moins momentanément l'appareil du parti illégal* » (25/11/42).

« *Momentanément* ». Sage précaution épistolaire ! Après les arrestations de l'été les FTP se sont réorganisés sous la conduite de Louis Le Paih, Camille Lacazette, Jean Fraix. À la mi-novembre les attentats recommencent. Alors le préfet reprend sa croisade anticommuniste bien décidé à discréditer l'adversaire. Dans un département où l'anticommunisme est un marqueur politique il craint une évolution favorable de l'opinion envers ces « terroristes » dans l'action desquels elle reconnaît plus l'expression d'un patriotisme qu'une affirmation idéologique. À l'unisson de la presse et de la propagande il cherche à disqualifier les hommes et leurs motivations :

« *Je crois qu'il ne faut jamais perdre de vue que la lutte contre le communisme dépend de l'efficacité d'une bonne propagande anti-communiste. Or celle-ci doit à mon sens consister principalement en faisant comprendre à l'opinion publique que les actes commis par les membres de l'organisation terroriste sont des crimes et des brigandages qui sont davantage le fait de brigands et de malfaiteurs que de patriotes, de partisans ou de francs-tireurs* » (4/03/43).

Le préfet sait que ce discours disqualifiant peut porter car souvent les FTP attaquent mairies ou perceptions (4 en 4 jours en décembre 1942) pour se procurer argent, tickets d'alimentation, papiers officiels pour les clandestins. La population qui a une méconnaissance totale de la Résistance et de ses modes de fonctionnement peut assimiler ces actions à du simple banditisme.

Les FTP n'ignorent pas les réserves voire l'aversion d'une partie de l'opinion à leur égard. Ils vont chercher à réduire sa méfiance, à provoquer son adhésion en menant des opérations dont l'objectif ne sera pas l'efficacité militaire mais de porter un témoignage et de convaincre. Ils vont ainsi affirmer les valeurs du patriotisme et du refus de la soumission, abandonnées par Vichy, à deux occasions en novembre :

. Le 11 novembre, jour anniversaire de la victoire de 1918, des tracts appellent à la grève dans les usines de Nantes. Les ouvriers remontés contre les réquisitions du travail obligatoire répondent massivement contrairement à ce qui s'était passé le 1er mai précédent :

« *Le pourcentage des ouvriers ayant cessé le travail peut à Nantes être estimé d'une façon générale à 60%* » (Commissaire central, 12/11/42). Par contre le mot d'ordre des gaullistes à la radio de Londres, de se recueillir dans la rue à midi, n'a pas eu d'effet *: « Aucune manifestation ne s'est par contre produite sur la voie publique les mots d'ordre de la radio anglaise n'étant pratiquement pas suivis* » (Commissaire central, 12/11/42).

. Le 14 novembre, vers 21 h 30, deux grenades sont lancées dans la direction d'un groupe de soldats allemands qui sortent du cinéma « Apollo » réservé aux troupes d'occupation. Un soldat est tué et sept autres blessés.

En plus d'afficher leur patriotisme et de s'en prendre aux troupes d'occupation, les FTP veulent aussi dénoncer le régime de Vichy, traître à la patrie, qui envoie des jeunes Français travailler en Allemagne. Ils visent particulièrement les soutiens actifs de cette politique de collaboration sur place. Le 4 janvier 1943 le chef du personnel des Batignolles est tué en sortant de l'usine par un FTP. Le lendemain c'est au tour d'un chef d'atelier de la SNCASO de tomber sous les balles alors qu'il se rend à l'usine de Bouguenais. Enfin le 16 janvier le dépôt du Grand-Blottereau où se forment les trains pour l'Allemagne est visé par un attentat qui détruit des installations capitales.

Photo prise lors de la reconstitution de l'attentat dont fut victime le chef du personnel des Batignolles le 4 janvier 1943. (ADLA 1693 W 138)

La résistance communiste cherche l'adhésion de l'opinion à travers ces actions très marquées symboliquement mais aussi très violentes créant à la fois des motifs de solidarité et d'autres de réprobation voire de rejet quand il y a mort d'homme. Ambivalence dont il sera difficile de sortir.

Face à l'opinion, FTP, autorités françaises et allemandes ne sont pas à égalité. Les uns condamnés au silence se manifestent depuis l'ombre par des coups d'éclat que les autres retournent contre eux grâce à l'appui de la presse et des tribunaux où ils organisent des procès spectaculaires.

Au printemps 1942, pour tenter de mettre fin à la vague d'attentats qui secoue la région parisienne les autorités militaires allemandes organisent deux grands procès à Paris : l'un en mars à l'Assemblée nationale où sont jugés sept résistants des Bataillons de la jeunesse et un autre en avril à la Maison de la chimie pour juger 27 autres résistants de la même organisation communiste. À chaque fois les débats de la cour martiale allemande sont suivis par la presse française et filmés à fin de propagande. Suite aux nombreux attentats qu'a connu la région nantaise depuis janvier 1942 les autorités françaises et allemandes décident d'organiser un grand procès capable d'impressionner l'opinion, sur le modèle des procès parisiens, à Nantes comme l'avait demandé avec insistance le préfet Dupard. Mais à son grand dépit c'est une cour martiale allemande, et non un tribunal français comme il l'avait souhaité, qui jugera les communistes. La cour martiale siège dans la grande salle du Palais de justice parée de drapeaux à croix gammée. C'est le même procureur qu'aux procès parisiens qui sévit mais si la presse est aux premières loges le procès n'est pas filmé. Du 15 au 28 janvier 1943, 42 résistants communistes dont de nombreux FTP sont jugés. Chaque jour les journaux rendent compte longuement des débats, assimilant communistes à terroristes et usant du champ lexical de la criminalité. Quand le verdict tombe (37 condamnations à mort, 3 réclusions-déportations, 2 acquittements) *Le Phare* titre : « *La civilisation occidentale épure* ». Les condamnés à mort sont exécutés au terrain du Bêle le 29 janvier (9), le 13 février (25) et le 7 mai (3).

La civilisation occidentale épure...

TRENTE-SEPT CONDAMNATIONS A MORT CLOTURENT LE PROCÈS DES TERRORISTES

Le Tribunal militaire allemand a rendu son verdict dans le procès des terroristes. Trente-sept accusés sont condamnés

avoua 20 attentats dont un meurtre et plusieurs tentatives de meurtre; Eugène Le Bris, 6 attenas dont une tentative de

*Le Phare* du 30 janvier 1943.

Les autorités françaises et allemandes espéraient avec ce procès à grand spectacle, bien relayé dans le pays par la propagande, jeter l'opprobre sur les communistes, les déconsidérer aux yeux de l'opinion. Elles ont échoué. Le préfet ne cache pas son désarroi : « *Le jugement sévère a produit une très forte impression parmi l'opinion publique qui a malheureusement tendance à considérer les auteurs de crimes, de vols de tickets d'alimentation, d'incendies d'immeubles ou récoltes, ou de sabotages commis sur des immeubles français, comme des francs-tireurs ou des patriotes* » (4/03/43).

« *L'opinion publique… a malheureusement tendance à considérer les auteurs de crimes… d'attentats… comme des patriotes* » (Préfet Dupard). Pour briser cette représentation populaire la propagande de Vichy cherche à faire passer les résistants pour des criminels manipulés par Moscou. (ADLA 48 Fi 44)

Pour éviter toute manifestation d'hommage comme il s'en produit régulièrement au cimetière de La Gaudinière les corps des fusillés sont inhumés dans des cimetières dispersés, hors de la ville : Sautron, La Chapelle-Basse-Mer, Le Loroux-Bottereau. Malgré la fidélité de ces communes au régime de Vichy les tombes des FTP sont régulièrement entretenues et fleuries par la population locale.

Tombes dans le cimetière de Sautron (croix de bois) de FTP fusillés le 29 janvier 1943. (Coll. part.)

Tandis que se déroule le « procès des 42 », le réseau FTP qui s'était reconstitué à l'automne et avait commis les attentats cités plus haut est démantelé par la police française. Parmi les 24 résistants arrêtés se trouvent tous les responsables régionaux et interrégionaux. Le préfet réitère son souhait de les voir juger à Nantes par un tribunal français et non par une cour martiale allemande qui leur confère d'emblée aux yeux de l'opinion le statut de patriotes. Mais en février 1943 ce ne sont plus les préfets qui décident en matière de police et de justice. Le Sipo-SD (appelé communément *gestapo*) exige que les FTP soient internés dans la section allemande de la prison de Nantes et jugés (en août 1943) par une cour martiale allemande.

**Une libération couleur de désordre**

Le débarquement anglo-américain en Afrique du Nord, les premiers succès américains dans le Pacifique, la victoire soviétique à Stalingrad amènent les autorités françaises à envisager, sans en connaître l'échéance, la libération du territoire national. Si, à titre individuel, chaque haut fonctionnaire commence à construire ses propres anticipations, quitte à pratiquer le double jeu, comme B. Lecornu sous-préfet de Saint-Nazaire ou Yves Bayet le secrétaire général de la préfecture, tous sont préoccupés par l'attitude des forces politiques issues de la Résistance qui se manifesteront alors et du soutien dont elles pourront bénéficier dans l'opinion.

Le parti communiste constitue leur principale hantise. Les deux commissaires qui ont dirigé l'enquête ayant abouti au démantèlement du réseau FTP exposent au préfet la stratégie communiste telle qu'ils la déduisent de leurs investigations :

« *Les ordres de la direction centrale envisagent le débarquement anglo-américain ou seulement une tentative de débarquement. Dans ce cas ils prévoient d'aider les troupes anglaises puis, aussitôt après, une insurrection sous le prétexte de libérer le territoire national. Le combat mené avec l'aide de la bourgeoisie serait suivi ensuite de la véritable* *Révolution prolétarienne* » (Commissaires Poupart et Lavalette, 6/02/43).

La perspective d'une révolution et d'une guerre civile, alors que les images de la guerre d'Espagne sont encore dans toutes les mémoires, constitue un épouvantail que la propagande ne tardera pas à brandir pour tenter de rallier à Vichy les Français hésitants.

La population de la région apportera-t-elle son soutien à la stratégie communiste de prise du pouvoir ? Le commissaire des Renseignement généraux en doute : « *Ce parti est probablement en mesure de susciter des désordres mais non un mouvement populaire en sa faveur* » (Janvier 1943). Pour le commissaire des R.G. même si de Gaulle, malmené par ses alliés anglais et américains, vit des moments difficiles en cet hiver 1942-43 le gaullisme s'imposerait plus facilement : « *Bien qu'inorganisé il serait en mesure de susciter un important mouvement populaire si l'occupation allemande cessait* » (Janvier 1943).

Pendant l'hiver 1942 - 43 la propagande collaborationniste se déchaîne contre de Gaulle dont l'autorité est remise en cause par ses alliés anglais et américains. Recto-verso d'un dépliant. (Coll. part.)

Qu'elle soit communiste ou gaulliste la Libération est couleur de désordre pour le commissaire Sorgniard qui craint les règlements de compte, surtout vis-à-vis des partis collaborationnistes *: « Tous les partis dits de collaboration sont nettement impopulaires ; quelques actes d'hostilité ont déjà été perpétré contre eux. Si l'occupation allemande cessait brusquement des gestes beaucoup plus graves, des attentats contre des dirigeants, des mises à sac de permanences seraient à redouter* » (Janvier 1943).

Au moment où l'armée allemande marque le pas, les mouvements collaborationnistes, très minoritaires, se radicalisent. « *Les événements d'Afrique du Nord lui ont donné un regain d'activité* » écrit le préfet à propos du PPF, le 25 novembre. C'est vrai aussi du Parti Franciste et du Groupe Collaboration.

Alors qu'en France le parti de Marcel Bucard peine à recruter, à Nantes la section de « Jeunesses Francistes » compte une cinquantaine de garçons et de filles : « *Ils portent l'uniforme dans toutes les occasions et se montrent en général très remuants : ils vendent leurs journaux, apposent des affiches, font des inscriptions sur les murs, participent au service d'ordre lors des diverses manifestation des partis collaborationnistes* » (Commissaire des R.G. janvier 1943). Cet activisme parfois violent leur attire l'hostilité de la population.

Le Groupe Collaboration est très actif lui aussi dans un registre différent mais avec un engagement collaborationniste de plus en plus accentué comme le montre son programme de février 1943 :

1er février, au théâtre Graslin, un concert est organisé avec le concours de la musique militaire de la Luftwaffe.

16 février, au « Katorza », avec la LVF, une séance cinématographique qui réunit 600 personnes est suivie d'un dîner franco-allemand.

28 février : les jeunes du Groupe Collaboration rassemblés dans le mouvement « Jeunes de l'Europe Nouvelle » présentent au « Rex » un film de propagande sur la Roumanie. Le mois suivant, le 29 mars, les mêmes jeunes présenteront un autre film « La marche vers le Führer » à 350 spectateurs.

Les autres mouvements collaborationnistes végètent à l'image du PNB (Parti National Breton) qui ne rassemble jamais plus de 30 personnes à ses réunions. Il avait connu un regain d'intérêt suite au rattachement (avril 1941) de la Loire-Inférieure à la région d'Angers et non à celle de Rennes comme espéré par beaucoup : « *Les populations de la Loire-Inférieure, notamment celles des campagnes moins pénétrées d'éléments étrangers sont très attachées à leur province de Bretagne, à ses traditions, à ses coutumes. Elles avaient accueilli avec satisfaction le projet de reconstitution des provinces françaises et elles n'ont jamais compris qu'on ait pu les rattacher à la région d'Angers. Le PNB a su pour sa propagande exploiter cette décision et cela lui a valu un certain succès. Mais les habitants de ce département sont des régionalistes et non des autonomistes ; le PNB ne peut susciter dans la région aucun mouvement en sa faveur* » (Commissaire des R.G., janvier 1943).

Même si les relations du PNB sont parfois tendues avec d'autres partis collaborationnistes au nationalisme hexagonal peu compatible avec celui des Bretons, il est comme les autres mouvements et partis qui soutiennent l'Allemagne discrédité aux yeux de l'opinion. Malgré les critiques acerbes des partis collaborationnistes contre le gouvernement de Vichy tout rapprochement leur est impossible avec la grande masse des habitants remontés

aussi contre le régime. Ces derniers reprochent au gouvernement sa politique de collaboration avec l'Allemagne quand les premiers le blâment de ne pas en faire assez pour aider le Reich en lutte contre le bolchevisme.

La « Relève » dans sa version « travail obligatoire » a définitivement coupé les liens entre les Français et l'État vichyssois. Le sont-ils aussi avec celui qui en reste le chef : le maréchal Pétain ? Les rapports du préfet laissent apparaître une chute d'intérêt pour le chef de l'État. Son nom est cité moins souvent et on ne trouve plus cette comparaison, toujours flatteuse pour lui, avec le chef du gouvernement qui se terminait par : « *mais la personnalité du Maréchal Pétain est respectée par tous* ». Le personnage devient plus distant, plus trouble peut-être. Le respect demeure sans doute, lié à cette fidélité affective que suscite toujours le vainqueur de Verdun accompagnant jusqu'au bout, en dépit de son grand âge, les Français dans leur malheur. Malgré un message de soutien à l'armée allemande, malgré l'ordre de tirer sur les Anglo-américains débarquant en Afrique du Nord, malgré les pouvoirs cédés à Laval pour développer sa politique de collaboration il est difficile pour beaucoup, surtout dans les campagnes, de renoncer à l'image du maréchal de France patriote et germanophobe. Ils l'imaginent capable de ruser, de mener une stratégie de double jeu. Ils veulent encore s'en convaincre. Mais la vénération initiale a disparu.

En cet automne-hiver 1942-43 qui constitue l'axe bissecteur de la guerre il n'y a pas de rupture franche dans l'évolution de l'opinion publique, juste une incurvation des lignes. Les grandes tendances (germanophobie, refus de la Collaboration, rejet du gouvernement, soutien aux Alliés) se consolident ; l'image de Pétain se brouille parmi ses soutiens habituels et, malgré l'ambivalence des sentiments que suscite la résistance communiste, on s'accorde à condamner la répression qui la frappe. En février 1943 le temps n'est pas encore venu d'une attente pleine d'espoir de la fin du conflit. Malgré le redressement de la situation à l'extérieur en faveur des Alliés l'obsession quotidienne du ravitaillement, les réquisitions de main d'œuvre, l'angoisse des bombardements entretiennent un climat de pessimisme qui laisse planer sur une Libération encore lointaine la hantise d'affrontements entre Français.

# Mars 1943 – Septembre 1943

Cela fera bientôt trois ans depuis la défaite humiliante de 1940 que les Nantais assistent en spectateurs meurtris par l'Occupation allemande à la déchéance du régime de Vichy. En avril 1943 le commissaire central de Nantes parle d'une « *lassitude certaine* » de la population qui souhaite « *la fin prochaine du conflit qui viendrait adoucir la misère actuelle de beaucoup de familles angoissées et sous-alimentées* ». La faim et la peur pour tout horizon ?

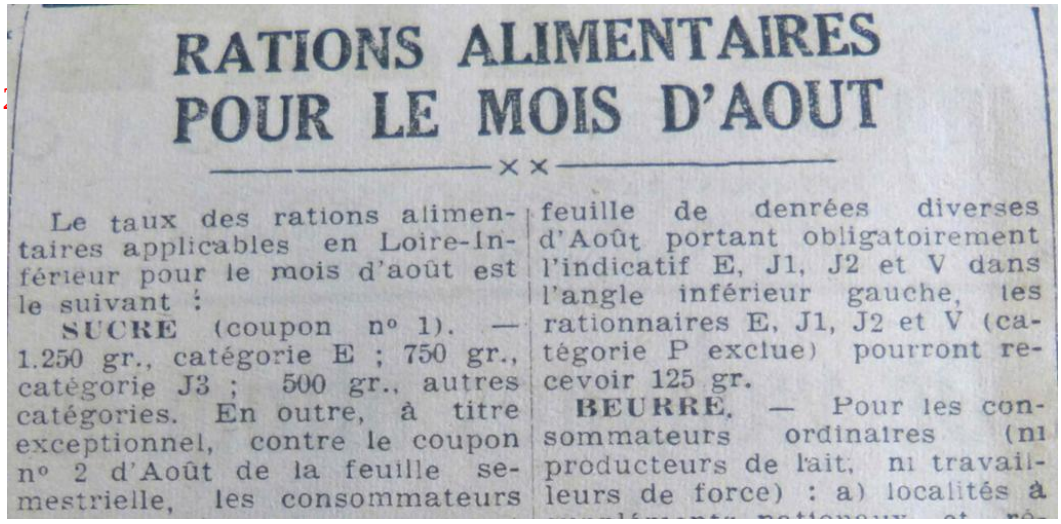
La propagande allemande utilise abondamment le thème de la peur. Peur du bolchevisme, du terrorisme et ici des bombardements. Elle distribue dans la région des dépliants bicolores (noir et rouge sang) à la mise en scène digne des films d'épouvante. (Coll. part.)

**Manger**

Manger ? « *Cette question reste une des causes constantes du mécontentement général. Le ravitaillement est devenu plus défectueux encore notamment en ce qui concerne la répartition des pommes de terre et de la viande ainsi que des légumes secs… Comme précédemment on accuse de ces faits la rapacité des paysans, les réquisitions de l'armée d'occupation ainsi que le mauvais fonctionnement des services du ravitaillement* » (Commissaire central, 22/03/43).

En avril on ferme des boulangeries par manque de farine « *ce qui provoque une effervescence assez marquée et renforce les appréhensions du public* » (Commissaire des R.G. 27/04/43). Le phénomène se renouvelle de plus en plus souvent à l'approche de l'été : en juin 60 boulangeries ferment durant plusieurs jours à Nantes et d'autres en région nazairienne. Les récoltes ont été précoces mais inférieures à celles des années précédentes en quantité et en qualité. Il y a deux fois moins de pommes de terre, peu de légumes secs, peu de succès pour les cultures d'oléagineux et le bétail a beaucoup souffert de la sécheresse. La ration mensuelle

de beurre par personne descend à 100 grammes, celle de pommes de terre à 1 ou 2 kg selon les mois. Les œufs et les légumes secs ont disparu. Le lait se fait très rare et on doit le supprimer parfois aux enfants de plus de 6 ans. Pour économiser de l'essence on modifie le circuit et le rythme des camions chargés de distribuer ce lait trop rare en ville mais, dans le même temps, on maintient la circulation des camionnettes qui approvisionnent cafés et restaurants en vin, alcools et spiritueux provoquant indignation et colère.



RATIONS ALIMENTAIRES POUR LE MOIS D'AOUT

Le taux des rations alimentaires applicables en Loire-Inférieur pour le mois d'août est le suivant :

SUCRE (coupon n° 1). — 1.250 gr., catégorie E ; 750 gr., catégorie J3 ; 500 gr., autres catégories. En outre, à titre exceptionnel, contre le coupon n° 2 d'Août de la feuille semestrielle, les consommateurs feuille de denrées diverses d'Août portant obligatoirement l'indicatif E, J1, J2 et V dans l'angle inférieur gauche, les rationnaires E, J1, J2 et V (catégorie P exclue) pourront recevoir 125 gr.

BEURRE. — Pour les consommateurs ordinaires (ni producteurs de lait, ni travailleurs de force) : a) localités à

Chaque mois la presse publie le taux des rations alimentaires attribué à chaque coupon des cartes d'alimentation. Pour beaucoup c'est le principal intérêt du journal. (Le Phare, 31 juillet 1943)

Hors de l'agglomération nantaise la situation est meilleure comme le constate le sous-préfet de Châteaubriant : « *Pour le ravitaillement dans l'ensemble il demeure convenable* » (25/08/43). Cependant les habitants des bourgs, les réfugiés ou ceux qui ne disposent pas d'un jardin connaissent aussi des difficultés d'approvisionnement. Dans son *Bulletin paroissial* le curé de Guémené-Penfao se plaint que :« *Des enfants se permettent depuis quelque temps de se servir de lance-pierres pour tuer des pigeons sur le toit de l'église. Il leur arrive de briser les vitraux de l'église. Prière de les faire connaître à M. le curé. De même pour des jeunes gens qui n'hésitent pas à pénétrer par effraction sur la voute de l'église pour faire la chasse à ces innocents animaux.* »

En juillet la réquisition des bicyclettes « *par les services de la préfecture mais pour le compte de l'autorité allemande* » irrite « *les ouvriers qui protestent de se voir privés d'un moyen de locomotion pratique pour se rendre à leur travail* » (Commissaire central, 20/07/43). Mécontents aussi les habitués du vagabondage vélocipédique pour « ravitaillement familial ».

« *Les trafics illicites continuent à être pratiqués dans le département sur une assez grande échelle. Ils concernent principalement le vin, la viande et le pain et sont à mettre au compte des troupes d'occupation, de restaurateurs, de cafetiers et de quelques fournisseurs habituels du marché noir* ».

« *Il est à signaler que des boulangeries rurales fabriquent clandestinement du pain qui est presque totalement emporté par les habitants des villes venant faire du ravitaillement familial… Les abattages clandestins ne sont pas en régression* » (Commandant de gendarmerie, 25/04/43).

Avec les faibles moyens dont il dispose le préfet essaie de lutter contre le marché noir. En juillet il signale avoir fait arrêter par la gendarmerie deux individus qui avaient abattu, découpé et vendu : 15 bœufs, 10 veaux, 3 porcs, 1 vache, 1 taureau.

Quelques arrestations pour l'exemple n'empêchent pas les trafics de se multiplier. Le troc est maintenant généralisé : « *La rareté des articles, notamment des textiles et des chaussures, amène la pratique quasi générale du commerce irrégulier en ce sens que la vente est subordonnée à une contrepartie de produits alimentaires rationnés (beurre, viande…). Cela explique la facilité relative avec laquelle les populations rurales parviennent à obtenir les articles les plus recherchés* » (Commissaire des R.G. 29/06/43).

Les problèmes du ravitaillement créent un climat débilitant : régression de la moralité, exacerbation des égoïsmes et des jalousies, aggravation des tensions sociales. Tout le monde subit l'Occupation mais certains savent en tirer parti au détriment des autres. Le Commandant de la gendarmerie pointe les profiteurs :

« *Les cultivateurs s'enrichissent constamment et vendent leurs produits à des prix plus élevés que la taxe… Champions du troc ils se plaignent constamment. Leur égoïsme a dressé contre eux et pas toujours à tort une grande partie de la population des villes* » (25/06/43).

« *Les producteurs* [agriculteurs] *sont de plus en plus atteints par la frénésie du gain. Certains n'hésitent pas à dire qu'ils prennent une revanche sur les temps passés* » (26/07/43).

« *Les commerçants réalisent également de gros bénéfices et sont en général dans une situation aisée* ». « *Dans cette branche plus qu'ailleurs on pratique le troc au détriment de la masse des consommateurs* » (26/07/43).

Le commissaire central de Nantes complète : « *Une certaine attitude arrogante des commerçants à l'égard des consommateurs paraît néfaste à une politique d'apaisement entre les diverses classes de la population* » (25/08/43).

Effectivement ! L'exaspération des tensions sociales crée des désirs de revanche. Les ouvriers se réjouissent, en mai, quand la ration de pain dont bénéficiaient les cultivateurs est réduite même si elle n'augment pas la leur. Lorsque le préfet Bonnefoy entreprend une campagne contre le marché noir en août et inflige de lourdes amendes aux agriculteurs qui n'ont pas livré de lait ou de beurre au Ravitaillement depuis six mois, les citadins trouvent les sanctions trop légères et réclament l'emprisonnement des coupables.

**De lourdes amendes sont infligées pour défaut de livraison des produits laitiers**

Les amendes suivantes ont été prononcées par le Préfet pour défaut de livraison de produits laitiers : Jouin, Vivetais, Guéméné-Penfao, 48.300 fr. ; Clavier, Mont-Noël, Guéméné-Penfao, 44.250 fr. ; Bezic, La Brossais, Maumusson, 7.245 fr. ; Gendre, La Mornière, St-Et.-de-Corcoué, 9.315 fr. ; Veuve Giraud, Marchais, St-Etienne-de-Corcoué, 860 fr. ; Maiard, Egéon, Saint-Jean-de-Corcoué, 9.500 fr. ; Guilbaud, La Vergnière, Saint-Jean-de-Corcoué, 8.280 fr. ; Vve Rambaud, Marchais, Saint-Etienne-de-Corcoué, 6.210 fr. ; Biotteau, Clos-Neuf, Maumusson, 5.520 fr. ; Debarre, Beau-Soleil, Guéméné-Penfao, 6.900 francs ; Ricordel, Feuilly, Guéméné-Penfao, 10.580 frs ; Padioleau, Le Château, La Limouzinière, 24.840 frs ; Beaujard, Sainte-Anne, Bonnœuvre, 5.860 fr. ; Choblet, La Bidiais, Blain, 150.000 fr. ; Cormier, La Grèle, La Limouzinière, 6.900 fr. ; Papin, La Grèle, St-Philbert-de-Grandlieu, 5.000 frs ; Favreau, St-Philbert-de-Grandlieu, 5.000 frs. Ces amendes devront être payées dès réception de l'avis de la Trésorerie ; à défaut, les intéressés s'exposeront à des mesures administratives beaucoup plus rigoureuses.

En outre, Cornet, épicier, pl. de la Chapelle, La Baule, s'est vu infliger une amende de 23.600 francs pour avoir vendu hors contingent 50 boîtes de lait condensé qui étaient réservées aux enfants.

La presse publie régulièrement les lourdes amendes infligées aux agriculteurs qui ne fournissent pas le contingent de lait, œufs… Elles ont valeur d'avertissement mais visent aussi à calmer la colère des populations sous-alimentées. Selon le préfet, elles sont : « *très favorablement accueillies* » par la grande majorité de la population urbaine, mais aussi par les ruraux : « *les paysans honnêtes qui étaient las de voir autour d'eux tant de fraudeurs impunis. Beaucoup étaient tentés de les imiter non seulement pour gagner de l'argent mais souvent aussi pour ne pas paraître plus « bêtes » qu'eux* ». *Le Phare* du 16/11/1942

Cette tension ancienne, ravivée par les circonstances, entre urbains et ruraux se renforce, inconsciemment, de la peur provoquée par les bombardements qui frappent d'abord les villes et leurs habitants qui se sentent victimes à la fois de ceux qui labourent la terre et de ceux qui déchirent le ciel.

**Bombes sur les Batignolles**

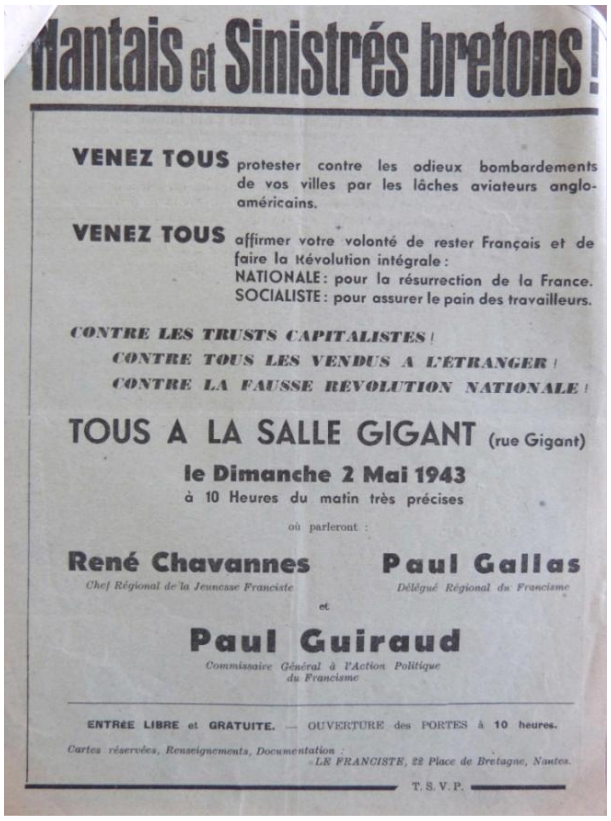
Depuis le raid aérien du 28 février qui ravagea Saint-Nazaire, la Loire-Inférieure a été épargnée par les bombes, même si les fréquentes alertes ont entretenu l'angoisse de la population.

Le 22 mars la région nazairienne est de nouveau : « *L'objet d'une attaque de destruction systématique en tous points semblables à celle du 28 février* » (Préfet, 1/05/43). Sont également touchés par les bombes : Trignac où les forges sont détruites, Montoir, Saint-Malo-de-Guersac. Les rares bâtiments encore debout dans la ville portuaire seront anéantis (sauf la base sous-marine) par les bombardements suivants : 28 mars, 2 avril, 1er mai…

Au printemps 1943, après les installations militaires et portuaires, les bombardiers visent les entreprises qui travaillent pour l'Allemagne. Au lendemain du raid sur Saint-Nazaire, le 23 mars, l'usine des Batignolles, à Nantes, est attaquée par sept avions britanniques. Les bombes tombent presque toutes dans l'enceinte de l'usine détruisant 11 bâtiments sur 19. L'alerte donnée trop tardivement n'a pas permis au personnel d'évacuer les lieux à temps. Il y a 34 morts.

À Nantes l'émotion est grande. Une foule imposante assiste aux obsèques à la cathédrale le 27 mars. Pourtant, relate le commissaire des Renseignements généraux, venant après ceux de Saint-Nazaire, Lorient, Brest… le bombardement des Batignolles : « *N'a pas eu un effet de surprise très marqué malgré l'émotion ressentie. Des réactions hostiles aux anglo-américains ont été relevées mais beaucoup de personnes ont admis l'utilité pour ces derniers de la destruction de l'usine et s'inclinent devant les nécessités de la guerre* » (27/04/43). D'ailleurs « *l'opinion rejette sur les Allemands la responsabilité du bombardement disant que si Nantes n'était pas occupé il n'aurait pas eu lieu* » (Commissaire des R.G. 28/03/43). Ainsi, après chaque bombardement nos rapporteurs constatent qu'à l'émotion, la résignation, succède le pardon aux Alliés qui retrouvent assez vite confiance et sympathie.

Le commissaire central relate après l'attaque anglaise sur les Batignolles que : « *On se plaît à répandre le bruit que l'aviation américaine bombarde toujours à haute altitude alors que les aviateurs anglais prennent le soin de piquer sur leurs objectifs, épargnant ainsi, contrairement à leurs alliés, le maximum de vies humaines* » (24/04/43).


Nantais et Sinistrés bretons !

VENEZ TOUS protester contre les odieux bombardements de vos villes par les lâches aviateurs anglo-américains.

VENEZ TOUS affirmer votre volonté de rester Français et de faire la Révolution intégrale :
NATIONALE : pour la résurrection de la France.
SOCIALISTE : pour assurer le pain des travailleurs.

CONTRE LES TRUSTS CAPITALISTES !
CONTRE TOUS LES VENDUS A L'ETRANGER !
CONTRE LA FAUSSE REVOLUTION NATIONALE !

TOUS A LA SALLE GIGANT (rue Gigant)
le Dimanche 2 Mai 1943
à 10 Heures du matin très précises
où parleront :

René Chavannes
Chef Régional de la Jeunesse Franciste

Paul Gallas
Délégué Régional du Francisme

et

Paul Guiraud
Commissaire Général à l'Action Politique du Francisme

ENTRÉE LIBRE et GRATUITE. — OUVERTURE des PORTES à 10 heures.
Cartes réservées, Renseignements, Documentation : LE FRANCISTE, 22 Place de Bretagne, Nantes.
T. S. V. P.

La propagande collaborationniste tente d'exploiter l'émotion causée par les bombardements contre les Alliés. Elle égratigne au passage le gouvernement de Vichy jugé trop tiède dans sa politique de Collaboration. Tract du Parti franciste. (ADLA 1693 W 107)

L'opinion rejette la responsabilité des bombardements sur les Allemands et accable de son mépris la presse qui, outre le silence déjà signalé sur les bombardements de Saint-Nazaire, ment en action et par omission devant témoins en relatant celui de Nantes. La presse locale évoque une attaque intervenue *« sur la banlieue de la ville* » et « *parmi la population* » sans jamais indiquer que l'objectif était militaire et avait été atteint.

Après les bombardements de février et mars, 40 000 sinistrés de Saint-Nazaire et de sa banlieue sont accueillis dans une centaine de communes des environs. Il faut loger, vêtir, nourrir des familles qui ont tout perdu dans un pays frappé par la pénurie. Les réfugiés s'en prennent aux pouvoirs publics dont ils dénoncent les carences et « *se plaignent en général du mauvais accueil qui leur a été réservé par la population locale* » (Commandant de gendarmerie, 25/06/43). C'est surtout la question du logement qui pose problème : « *Les communes qui ont reçu des Nazairiens et des Trignacais sont surpeuplées et bon nombre de réfugiés qui logent dans des conditions précaires se voient cependant réclamer des loyers élevés, l'afflux des demandes de location ayant eu pour effet la hausse du prix des loyers* » (Sous-préfet de Saint-Nazaire, 20/05/43). Les paysans briérons se plaignent eux que leurs cultures soient « *pillées* » par les réfugiés. La cohabitation citadins-ruraux imposée par les événements est l'occasion de se connaître, de s'apprécier ou de se détester.

Les bombardements perturbent l'activité économique de la région. À Saint-Nazaire : « *L'industrie métallurgique est presque inexistante. Les grands chantiers de Saint-Nazaire et de Trignac ayant été anéantis* » (Sous-préfet de Saint-Nazaire, 28/04/43). À Nantes, après les Batignolles en mars c'est au tour de l'entreprise aéronautique SNCASO, située à proximité de l'aérodrome de Château-Bougon, d'être en partie détruite par les bombes le 4 juillet. À chaque fois une partie des ouvriers est occupée à déblayer les décombres alors que les autres sont mis temporairement à la disposition d'entreprises de la région et que les femmes sont généralement licenciées.

À Nantes les industries agro-alimentaires (conserveries, biscuiteries) déploient encore une activité, réduite par suite de la pénurie de matières premières, ainsi que les chantiers navals épargnés, pour l'instant, par les bombes.

Quand le ciel est paisible les Nantais écoutent, l'oreille collée au poste de radio, l'écho des bombardements venu d'outre-Rhin : « *L'opinion publique suit également avec intérêt les bombardements subis par les grandes agglomérations allemandes et voit dans ces raids meurtriers auxquels l'Allemagne n'a pas répondu la preuve de la suprématie anglo-saxonne et la certitude de la victoire définitive des Alliés à plus ou moins brève échéance* » (Préfet, 3/09/43). Consolation augmentée par la douce revanche de constater que : « *Parmi les troupes allemandes cantonnées à Nantes ces bombardements affectaient grandement leur moral* » (Commissaire des R.G. 1/08/43). Satisfaction atténuée par l'inquiétude que les raids alliés sur le Reich « *touchent les nombreux ouvriers français qui travaillent dans les usines allemandes* » (Préfet, 1/07/43).

**Le S.T.O.**

Au début de l'année 1943 la « Relève » ne répond plus aux exigences allemandes. Le 10 janvier, Fritz Sauckel exige, pour la fin du trimestre, 250 000 nouveaux travailleurs. Il compte sur Pierre Laval pour imposer ce fardeau supplémentaire aux Français.

En plus de la « Relève », toujours maintenue, les Allemands proposent de faire partir les jeunes des classes 1940 – 41 – 42 (nés en 1920, 1921, 1922). Beaucoup d'ouvriers des âges concernés sont déjà en Allemagne et une nouvelle réquisition risque de provoquer une explosion sociale. Laval n'a pas oublié les grèves de l'automne. Mais il connaît aussi la rancœur des milieux populaires contre la bourgeoisie et la paysannerie jusque-là épargnées par la « Relève ». Pour éviter les tensions sociales il croit pouvoir jouer sur les rivalités de classes. Afin de donner satisfaction aux Allemands sur le nombre et la jeunesse des effectifs il décide de prélever les hommes demandés, non pas sur un critère professionnel (ouvriers), mais sur l'âge. Tous les jeunes nés en 1920 – 21 - 22 seront assujettis au travail en Allemagne. N'est-ce pas une mesure de justice sociale ?

Le 16 février 1943 un décret institue le Service du Travail Obligatoire (STO) d'une durée de deux années. Sont épargnés, pour un temps, les jeunes agriculteurs et les étudiants qui bénéficient d'un sursis pour terminer l'année universitaire. Afin de parer aux défections prévisibles Laval met en place tout un système de fichage avec la participation des mairies et des divers services administratifs. Une carte de travail est créée, obligatoire et indispensable pour se procurer cartes d'alimentation, titres de circulation, ou pour effectuer des opérations bancaires.

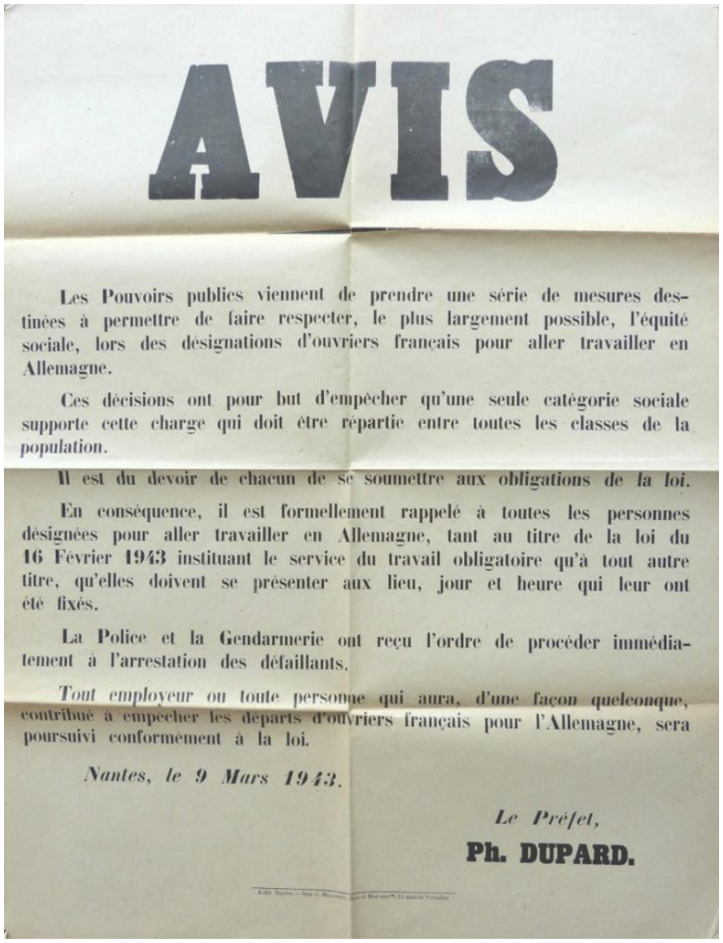
Avancée supplémentaire dans une collaboration d'État rejetée par l'opinion, la loi sur le STO est d'entrée condamnée : « *Il est incontestable qu'elle a soulevé dans l'opinion publique un mécontentement assez profond. La plupart des gens estiment qu'il est regrettable que ce soit une loi française qui permette d'envoyer des ouvriers en Allemagne* » (Préfet, 1/05/43).

Le mécontentement ne touche pas que la population concernée par la loi. Même la machine administrative s'enraye devant les excès de la Collaboration quand il faut appliquer cette mesure impopulaire.

En application de la loi instituant le STO 13 761 jeunes sont recensés dans les classes d'âge concernées. 4 032 sont exemptés par les autorités d'occupation parce que travaillant déjà en Allemagne dans le cadre de la « Relève » ou employés dans des entreprises françaises œuvrant pour le compte de l'Allemagne. 1 938 sont déclarés « inaptes » par un corps médical quelque peu allergique à la Collaboration. 6 717 sont exemptés par le Commissariat général au travail. Il s'agit d'étudiants, de paysans ou d'autres jeunes gens présentant des justificatifs sur lesquels l'administration française ne se montre pas très regardante. Il ne reste que 1 074 jeunes bons pour le service en Allemagne, nombre duquel il faut retrancher 300 réfractaires qui ne se sont pas présentés à la convocation. Le préfet jouant de duplicité se félicite de cette arithmétique étrange : « *Il convient de remarquer que les jeunes gens ont dans l'ensemble répondu avec discipline à la loi du 16 février* » (1/05/43). Les Allemands qui savent aussi calculer n'ont pas leur compte d'hommes et accusent les services préfectoraux de dilettantisme voire de refus de collaborer.

Le 8 mars le préfet est convoqué à la feldkommandantur. Le major Von Trotha et le représentant de l'organisation Sauckel lui reprochent que seulement 20% des ouvriers convoqués sont partis et qu'ainsi la Loire-Inférieure aurait le pourcentage le plus faible de tous les départements. Le feldkommandant se fait menaçant estimant que la responsabilité personnelle du préfet est engagée. Philibert Dupard se défend disant qu'il fait appliquer la loi, que les réfractaires sont recherchés mais que faute de policiers en nombre il ne peut faire mieux. Von Trotha exige qu'il fasse paraître dans la presse et par voie d'affichage un « Avis » stipulant que les réfractaires au STO seront activement recherchés et sévèrement punis.

Pour montrer l'exemple de la fermeté les Allemands organisent eux-mêmes des rafles, sans en avertir la préfecture : la première au début du mois de mars en centre ville de Nantes et la seconde le 16 mars à la SNCASO de Bouguenais. Le commissaire des Renseignements généraux qui s'est rendu à Château-Bougon raconte : *« J'ai trouvé l'usine gardée par des militaires allemands en armes. Dans la cour intérieure se trouvait notamment une section avec fusils mitrailleurs en batterie vers la porte d'un bâtiment où étaient rassemblés les ouvriers ; d'autres militaires se trouvaient aux abords l'arme à la bretelle, certains avec une mitraillette sous le bras en position de tir. Des civils allemands contrôlaient les ouvriers à la sortie* » (16/03/43). 150 ouvriers sont emmenés au château de Nantes devenu depuis la « Relève » le lieu de regroupement des requis avant le départ en Allemagne. Les familles furent autorisées à venir leur apporter du linge, des vêtements et des vivres avant de monter dans le train.



AVIS

Les Pouvoirs publics viennent de prendre une série de mesures destinées à permettre de faire respecter, le plus largement possible, l'équité sociale, lors des désignations d'ouvriers français pour aller travailler en Allemagne.

Ces décisions ont pour but d'empêcher qu'une seule catégorie sociale supporte cette charge qui doit être répartie entre toutes les classes de la population.

Il est du devoir de chacun de se soumettre aux obligations de la loi.

En conséquence, il est formellement rappelé à toutes les personnes désignées pour aller travailler en Allemagne, tant au titre de la loi du 16 Février 1943 instituant le service du travail obligatoire qu'à tout autre titre, qu'elles doivent se présenter aux lieu, jour et heure qui leur ont été fixés.

La Police et la Gendarmerie ont reçu l'ordre de procéder immédiatement à l'arrestation des défaillants.

Tout employeur ou toute personne qui aura, d'une façon quelconque, contribué à empêcher les départs d'ouvriers français pour l'Allemagne, sera poursuivi conformément à la loi.

*Nantes, le 9 Mars 1943.*

*Le Préfet,*

**Ph. DUPARD.**

Au lendemain de sa convocation à la feldkommandantur le préfet, sur ordre du major von Trotha, fait paraître cet « Avis » menaçant les réfractaires au STO présenté comme une mesure d'équité sociale. (ADLA 1693 W 60)

Le conseiller Dröge, responsable de l'organisation Sauckel dans le département déclarera au commissaire des Renseignements généraux qu'il avait agi ainsi : *« En raison de l'attitude des ouvriers qui ne répondaient pas aux convocations et des autorités françaises qui n'assuraient pas l'application des décisions adoptées »* (16/03/43). Comme cela s'était passé en octobre 1942 au moment de la « Relève », pour ne plus laisser les Allemands intervenir dans les entreprises et dans la ville le préfet se résout à faire à leur place la traque aux réfractaires du STO : compromission supplémentaire doublée d'une illusion.

La rapidité et la fermeté avec lesquelles les directives du STO sont mises en place provoquent un raidissement de la population : « *Un profond mécontentement s'est emparé du public depuis la récente mise en application des décrets sur le service du travail national obligatoire venant s'ajouter aux opérations toujours en cours de la Relève. Alors que celle-ci était déjà violemment critiquée le public n'a pu que protester encore davantage devant la rapidité des mesures prises dernièrement notamment vis-à-vis des arrestations massives des jeunes gens qui ne s'étaient pas présentés… Les nombreux commentaires entendus à ce sujet ne pouvaient qu'être hostiles au gouvernement, à l'Administration et aussi à la police* » (Commissaire central, 22/03/43).

Alors que le nouveau système mis en place par Laval se veut plus égalitaire, les sursis et autres passe-droits font retomber l'essentiel de la charge sur la classe ouvrière déjà très touchée. Pour calmer les protestations et trouver une main d'œuvre qui se dérobe de plus en plus le chef du gouvernement prend une série de décrets, en mai, qui réduisent les exemptions pour travaux agricoles et les sursis universitaires.

Document de la propagande pour le travail en Allemagne. (Photo château des ducs de Bretagne, Musée d'histoire de Nantes)

Le 5 juin, dans un discours radiodiffusé Pierre Laval, après avoir rappelé la nécessité de la Collaboration avec l'Allemagne, présente ses derniers décrets comme une mesure de justice sociale, annonce la transformation des prisonniers de guerre en travailleurs libres en Allemagne et menace toutes les personnes venant en aide aux réfractaires du STO de lourdes sanctions.

Ce discours est très mal reçu par l'opinion, surtout dans le monde rural, et le commissaire central de Nantes conclut ainsi son rapport consacré aux réactions à cette allocution : « *Dans le fond la population estime que la Relève et le STO ne sont que des mesures déguisées de déportation imposées par jeux de mots par les vainqueurs. Cette conviction intime est aussi liée aux rafles, retraits de cartes d'alimentation, etc… La résistance est passive* » (24/06/43). Son collègue des Renseignements généraux rajoute : « *Le public demeure irréductiblement hostile à ce qu'il continue de nommer la déportation* » (29/06/43).

Amplifiée par le STO, l'hostilité à la Collaboration et au régime qui la promeut gagne définitivement le monde paysan. Jusqu'alors épargné par la « Relève », flatté et favorisé par Vichy, il bascule dans une opposition ouverte au gouvernement. Le commandant de la gendarmerie résume les griefs des agriculteurs dans son rapport du 25 juin :

« Les paysans ne se gênent pas de dire : *On nous avait promis de ne point enlever de jeunes gens dans l'agriculture qui manque de main d'œuvre un peu partout et la promesse faite à différentes reprises par de hautes personnalités du gouvernement n'a point été tenue. Pourtant c'est nous qui avons supporté le poids le plus lourd pendant la guerre actuelle ; actuellement encore les 4/5 des prisonniers sont des paysans. Et voilà que l'on nous prend nos fils les plus capables de travailler* ».

Le refus d'obtempérer aux ordres du gouvernement se nourrit de ces désillusions et de la crainte d'affaiblir des exploitations agricoles déjà privées d'une partie de leur main d'œuvre. Le sous-préfet de Châteaubriant y rajoute deux motifs supplémentaires : la peur des bombardements sur le Reich et l'insuffisance de la nourriture distribuée aux travailleurs en Allemagne, signalée dans tous les courriers de ceux qui sont partis là-bas. Conséquence immédiate : le nombre des réfractaires, déjà important, bondit encore.

« *Si le sud du département a donné de bons résultats, par contre la partie nord qui est limitrophe des départements bretons donne un pourcentage de réfractaires de 80%. La plupart du temps les jeunes gens ont quitté leur domicile et il est difficile de les retrouver. Ils sont souvent partis en emportant leurs bagages comme s'ils avaient l'intention de se rendre à leurs convocations. Parfois les maires les ont vus prendre le train et ils sont descendus en cours de route et se sont dispersés dans la campagne* ».

« *À cette époque des travaux agricoles ils trouvent facilement à s'employer soit dans les fermes isolées, soit dans les exploitations forestières assez nombreuses dans le nord du département et les départements limitrophes* ».

« *Il ne faut pas se dissimuler que les populations les accueillent avec plaisir, d'abord parce qu'une main d'œuvre supplémentaire est toujours la bienvenue à la campagne, ensuite parce que chacun est heureux d'empêcher ces jeunes d'aller en Allemagne* ».

« *J'ai envoyé le commissaire aux Renseignements généraux de la Loire-Inférieure et tous ses inspecteurs dans le nord du département pour déceler s'il n'y avait pas d'organisation permettant aux réfractaires d'échapper collectivement à la loi. Les résultats des nombreuses enquêtes effectuées me permettent d'assurer qu'il n'existe dans le département aucun point de rassemblement de réfractaires* » (Préfet, 1/07/43).

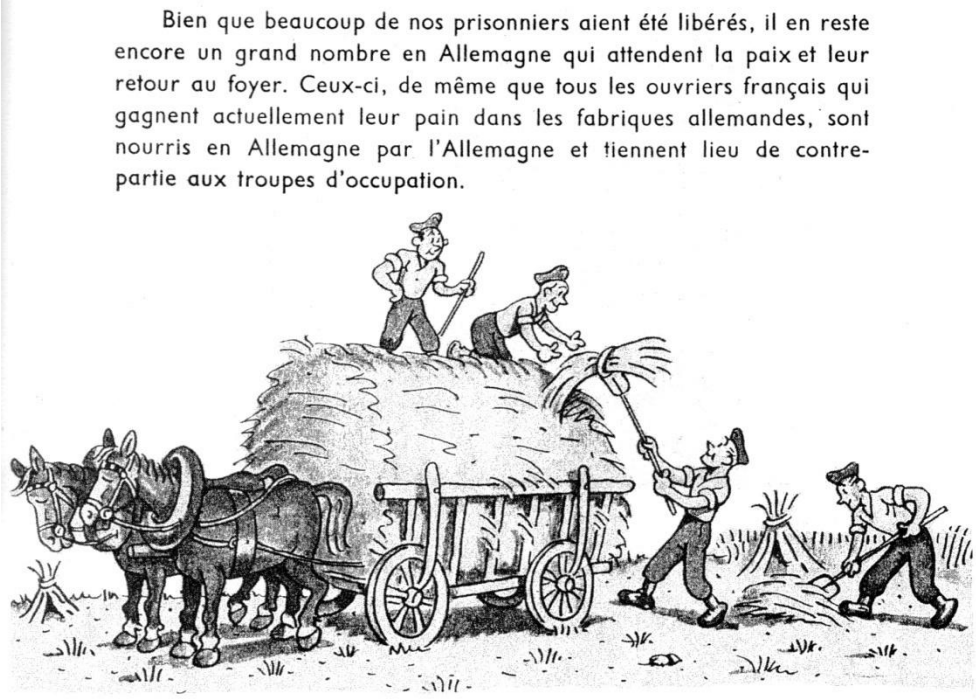
Le préfet craint la constitution de ce que l'on commence à appeler les « maquis ». En juin 1943 il n'y en a pas en Loire-Inférieure où la topographie se prête mal aux refuges naturels d'ampleur, mais les jeunes qui expérimentent la clandestinité dans les fermes amies seront bientôt prêts, pour certains seulement, à rejoindre les groupes de résistance déjà actifs dans les campagnes, surtout au nord du département, quand ceux-ci auront besoin de bras pour préparer des terrains de parachutage, récupérer et cacher des armes.

La distribution des cartes d'alimentation par la gendarmerie, mise en place par Laval pour obliger les jeunes soumis au STO à se manifester, ne fonctionne pas dans les campagnes les réfractaires étant assurés, comme le reconnaît le préfet, de trouver à manger dans les fermes et villages. Effet pervers pour Vichy, en créant une complicité réfractaires / paysans le STO pousse ces derniers vers la dissidence.

L'opposition au STO, particulièrement forte dans l'arrondissement de Châteaubriant, ravive chez le sous-préfet de l'endroit, R. Manescau, une mémoire sensible de la région :

« *Devant la disparition des jeunes gens appelés à partir en Allemagne il y a tout lieu de penser que l'on se trouve en présence d'une résurrection spontanée du vieil esprit chouan qui a durant si longtemps, pendant la Révolution et le 1r^e^ Empire, brûlé si ardemment dans toute la région, dressant la jeunesse tout entière contre l'idée de la conscription et la faisant se cacher, réfractaire, dans la campagne environnante* » (25/06/43).

Aujourd'hui ce n'est plus contre la République mais contre les promoteurs de la Révolution nationale, sa négation, que les descendants des Chouans se révoltent.




Comment la propagande justifie la présence d'une main d'œuvre française (prisonniers, requis de la Relève et du STO) en Allemagne. Brochure distribuée dans le département. (Coll. part.)

Pour mettre la main sur les réfractaires, police et gendarmerie organisent des rafles. C'est le cas à Guéméné-Penfao le dimanche 8 août à la sortie de la messe du dimanche. À Nantes une rafle de grande envergure est menée à l'initiative du préfet Bonnefoy (installé le 1er août) dans les cafés, les rues, à la sortie des cinémas le 27 août. 150 jeunes en situation irrégulière sont contrôlés mais 15 seulement sont arrêtés et conduits au château. Les Allemands procèdent aussi à des rafles, avec beaucoup moins de ménagements : à Pierric une jeune réfractaire est tué par une patrouille allemande alors qu'il tentait de fuir.

Le président du Groupe Collaboration, C. Martin, propose au préfet Dupard qu'à défaut de prendre les réfractaires on sanctionne leurs familles. Le préfet se contente d'appliquer les consignes du gouvernement qui préconisent des amendes contre ceux qui hébergent des réfractaires. Mais en exigeant des gendarmes et policiers débordés de lui envoyer, pour chaque cas, un procès-verbal « *relatant les circonstances de l'arrestation des réfractaires et de me faire toutes propositions utiles sur l'opportunité d'infliger des amendes* » (1/07/43) il assure une quasi impunité aux contrevenants.

Au début de l'été 1943, alors que les Alliés sont victorieux sur tous les fronts et que P. Dupard se prépare à quitter Nantes pour la préfecture régionale de Rennes, l'administration, que l'on a connue zélée vis-à-vis de la Collaboration, n'applique plus que mollement les consignes gouvernementales en matière de STO. Le 25 juin le sous-préfet de Châteaubriant constate : « *Aucune sanction sérieuse n'a frappé les réfractaires et les insoumis* ». Il rajoute que ceux qui sont partis en Allemagne puis revenus en permission ont refusé de retourner outre-Rhin et n'ont pas été inquiétés.

Le malaise perceptible de l'administration préfectorale frappe aussi ceux qui sont en première ligne pour contrôler, traquer, arrêter les jeunes soumis au STO : les policiers et les gendarmes.

« *La police de Nantes a effectué un très gros effort dans la recherche des ouvriers et des jeunes gens qui n'avaient pas répondu à des convocations pour l'Allemagne. Cependant je tiens à signaler que ces arrestations… ont jeté dans l'opinion publique un certain discrédit sur la police française. Même parmi le personnel règne un certain malaise* » (Préfet, 1/ 05/43).

Au plus haut niveau on passe même du malaise à la maladie. Le commissaire central de Nantes, Lamberthod, se met en congé maladie au début du mois de février 1943. Il est remplacé par le commissaire Raulet qui s'arrête pour les mêmes raisons au mois de mai. Il faudra aller chercher à Nancy le commissaire Sandras pour avoir un homme en bonne santé à la tête de la police nantaise.

Les relations, souvent de confiance, entre gendarmes et populations rurales, subissent aussi le contre coup de l'application du STO aux paysans : « *La population rurale est très remontée contre la gendarmerie. Les paysans se refusent dès à présent à fournir le moindre renseignement aux gendarmes* » (Commandant de gendarmerie, 25/06/43). Déjà ici et là quelques gendarmes font preuve de complicité avec les réfractaires et certains entrent même en contact avec la Résistance.

L'onde de choc du STO n'épargne personne pas même les plus fidèles soutiens du régime. Interpellé par les fidèles de son diocèse, le 21 mars 1943, le cardinal Liénart évêque de Lille déclare : « *Je ne dis pas que ce soit un devoir de conscience d'accepter le Service du Travail Obligatoire. On peut donc s'y dérober sans péché. Je n'ai pas davantage à conseiller le départ. Nous sommes devant la contrainte* ».

L'Assemblée des Cardinaux et Archevêques (ACA) reprend cette idée au mois de mai dans une formulation plus timide voire timorée. Elle explique aux jeunes chrétiens et à leurs familles qu'ils sont : « *Soumis à une contrainte… qui ne constitue pas pour eux une obligation de conscience ; s'ils veulent être forts, ils donneront à leur épreuve toute sa valeur rédemptrice, ils seront les soutiens de leurs frères* ».

L'évêque de Nantes, Monseigneur Villepelet, qui jusqu'ici à refusé de se prononcer sur la « Relève » et le STO, reprend le texte de l'ACA et l'applique à son diocèse. Le préfet commente :

« *Dans ce département très catholique, la position officielle prise par l'Église n'a pas été sans influencer très fortement l'opinion publique. Si tous n'ont pas eu en mains le texte du Message des cardinaux français qui a été lu par Monseigneur l'évêque de Nantes le jour de la fête de Jeanne d'Arc, à la cérémonie organisée en l'église cathédrale, par contre presque tous savent que l'Église catholique considère que ce n'est pas un devoir de conscience de répondre au Service du Travail Obligatoire* ».

« *Toutefois je tiens à signaler que les autorités ecclésiastiques du département organisent le départ prochain de plus de 150 jeunes séminaristes faisant partie des classes 40, 41, 42* » (1/07/43).

L'évêque de Nantes met un peu d'eau bénite dans son pétainisme pur jus. D'un côté, pour la première fois, il affiche publiquement son désaccord avec une décision du gouvernement confortant les opposants au STO, désacralisant le régime et son chef. D'un autre côté, appliquant la recommandation de l'ACA sur la « valeur rédemptrice » du STO, il envoie ses séminaristes en Allemagne, sans doute dans un esprit missionnaire auprès de leurs camarades, mais aussi peut-être pour se faire pardonner son audace d'avoir transgressé un ordre venu de Vichy, lui qui avait déclaré à plusieurs reprises à propos de Pétain : « *Quand un chef commande le devoir des subordonnés est d'obéir* ».

Le trouble provoqué dans l'opinion par le STO se répercute à l'échelon politique le plus proche du citoyen : la municipalité.

« *Enfin il y a lieu de noter combien s'avère délicat le rôle imparti aux maires. Connaissant les sentiments profonds de leurs administrés ils éprouvent peu d'enthousiasme à faire pression sur ceux-ci dont ils craignent les rancunes tenaces et il y a lieu d'indiquer comme caractéristique de l'état d'esprit actuel le geste des jeunes gens barbouillant de croix gammées, ces jours derniers, la porte de la maison du maire du Petit-Auverné* » (Sous-préfet de Châteaubriant, 25/06/43).

Comme à l'époque des réquisitions pour la « Relève », à l'automne 1942, les demandes ou menaces de démission s'accumulent sur les bureaux des sous-préfets favorisées par la désorganisation des services municipaux après le départ en Allemagne, dans le cadre de la « Relève », et du STO de secrétaires de mairie.

Document de la propagande pour le travail en Allemagne. (Photo, château des ducs de Bretagne, Musée d'histoire de Nantes)

La « résistance passive », pour reprendre l'expression utilisée le 24 juin par le commissaire central de Nantes, de la population, de certains membres de l'administration et de l'Église agace l'occupant : « *Les représentants qualifiés de l'autorité allemande manifestent de plus en plus ouvertement leur mauvaise humeur devant le nombre toujours aussi importants de défaillants* » (Commissaire des R.G. 29/06/43).

Preuve de cette mauvaise humeur, le recrutement qu'ils opèrent seuls, sans passer par l'administration française, des ouvriers âgés de 18 à 50 ans pour le compte de la « Relève ». Surtout ils prennent l'habitude, à défaut d'emmener les hommes en Allemagne, d'y emporter les machines ayant réchappé aux bombardements des entreprises. En juin, une partie du matériel encore en état des chantiers navals de Saint-Nazaire et des forges de Trignac prend la direction du Reich. Le 30 juillet, alors que la direction de l'usine s'y oppose, un détachement militaire vient charger 132 machines de la SNCASO de Bouguenais dont les ateliers ont été bombardés le 4 juillet. Trente wagons les emportent en Allemagne.

Le 14 septembre suivant, 300 ouvriers qui travaillent à l'entretien de l'aérodrome de Château-Bougon mitoyen de la SNCASO sont emmenés de force à la gare de Bouaye et transportés près de Valognes, dans la Manche, pour remettre en état un terrain d'aviation. Les familles et les autorités françaises ne sont prévenues qu'après coup créant, selon la formule habituelle de nos rapporteurs, « *une vive émotion* ».

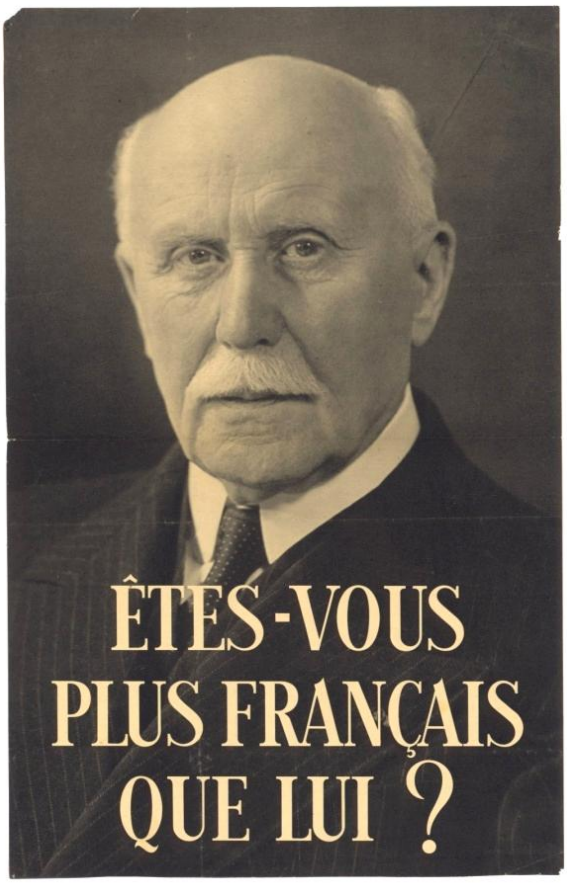
En juillet, les Allemands confrontés chez eux aux bombardements et aux difficultés de ravitaillement s'interrogent sur le bien-fondé du transfert sur leur sol d'une main d'œuvre qu'il faut nourrir, entretenir alors qu'elle pourrait aussi bien travailler pour eux en restant chez elle. Les départs au STO se ralentissent. En août il n'y a qu'uns seul départ (le 16) en Loire-Inférieure. Sur les 250 jeunes désignés, 8 ont répondu à l'appel. Le préfet Bonnefoy commente : « *Le développement des événements rend le public de plus en plus hostile aux départs en Allemagne et personne ne se présente plus aux convocations* » (12/09/43).

Dans les mois suivants le STO, sans disparaître, va changer de nature. Dans sa version initiale il aura plus contribué à mobiliser les Français contre le gouvernement et à déstabiliser le régime qu'à aider l'effort de guerre allemand. Pendant toute cette période le maréchal Pétain a disparu des analyses d'opinion faites par nos rapporteurs comme si Pierre Laval, son âme noire, attirait vers lui toute la lumière froide de la colère populaire laissant le chef de l'État dans une ombre protectrice. La seule référence à celui qui semble vouloir se tenir en retrait d'une politique unanimement condamnée vient de l'observateur qui suit au plus près les comportements de la population rurale : le commandant de la gendarmerie. Il écrit le 26 juillet :

« *Le mécontentement est général contre le gouvernement et la popularité du chef de l'État, qui jusqu'à présent restait entière, est quelque peu atteinte* »

« *La cause principale de ce malaise est le départ en Allemagne des jeunes gens astreints au service obligatoire du travail. La paysannerie en particulier s'élève contre ce qu'elle appelle la* <u>*déportation*</u> *et qui fait que ayant sacrifié une partie de sa jeunesse en 1939 – 40 elle sacrifie le reste maintenant* ».

Le mythe Pétain commence à se fissurer dans la partie de la population que le Maréchal avait la plus choyée, sur laquelle il espérait refonder la France et qui lui vouait en retour respect voire vénération. Avec la paysannerie et l'Église sont plongées dans le doute des forces sociales mais, on l'a vu aussi, les structures administratives et professionnelles sur lesquelles le régime s'appuyait encore.




Au moment où même les plus fidèles soutiens du Maréchal sont saisi par le doute la propagande, par une campagne d'affiches, réactive le mythe Pétain en jouant sur l'image du chef et du patriote qui a fait ses preuves. (ADLA 48 Fi 4)

***« Les gens attendent »***

Soumis à un quotidien entêté des urgences de la survie, les Nantais jusqu'alors résignés à une patience accablée d'espoirs de victoire régulièrement déçus mais toujours renaissants, vont enfin pouvoir abandonner les territoires mouvants du doute et imaginer leur avenir dans un pays libéré. Sur les champs de bataille l'été 1943 confirme les promesses du printemps. Après la capitulation de l'armée de von Paulus en février et la contre offensive soviétique qui l'a suivie, après la libération de l'Afrique du Nord en mai, Russes, Américains, Anglais continuent leurs marches victorieuses.

« *L'opinion publique reste indifférente aux phases de la guerre du Pacifique* » (Sous-préfet de Saint-Nazaire, 28/04/43). Par contre les opérations militaires en Méditerranée et en Russie « *sont toujours suivies avec beaucoup d'intérêt* » (Préfet, 1/05/43) et provoquent excitations, rumeurs.

La libération de l'Afrique du Nord (13 mai), le débarquement en Sicile (10 juillet) suivi de celui sur la péninsule italienne (3 septembre) sont autant de succès qui font naître, à chaque fois, des sentiments ambivalents dans l'opinion.

D'une part elle aspire à une fin rapide des hostilités : « *Dans sa grande majorité l'opinion s'attend de plus en plus à la capitulation très prochaine de l'Italie ; certains considèrent que la chute de l'Allemagne suivra assez rapidement et que la guerre sera terminée en Europe dès l'automne prochain* » (Commissaire des R.G. 1/08/43). Après la capitulation de l'Italie le 8 septembre : « *On envisage désormais la fin très prochaine de la guerre* » (Commissaire des R.G. 12/09/43).

D'autre part on se persuade que le chemin qui conduit à la victoire passera par la région à l'occasion d'un débarquement attendu et craint. En mai, alors que l'on évoque un débarquement en Sicile : « *Certains redoutent une action du même genre sur les côtes normandes ou bretonnes* » (Commissaire central, 21/05/43). Un mois plus tard : « *Beaucoup dans cette région craignent une attaque sur les côtes de l'Atlantique* » (Commissaire des R.G. 29/06/43). En septembre : « *Quand au débarquement sur les côtes françaises qui il y a deux mois paraissait être sorti des préoccupations de l'opinion publique il est de nouveau envisagé avec de plus en plus d'acuité* » (Préfet, 3/09/43).

Balançant sans cesse entre l'espérance joyeuse d'une victoire qui se dessine et l'angoisse des combats qui l'accompagneront la population soumise au rythme changeant de ses émotions attend dans la fièvre que demain réponde à ses désirs incertains : « *L'opinion publique passionnée par les événements extérieurs est de plus en plus impatiente d'une victoire anglo-saxonne et d'un retour à la paix. Cette impatience devient parfois de l'énervement, se manifeste partout et notamment dans la classe ouvrière qui extériorise plus facilement ses sentiments* ».

« *Les gens attendent quelque chose et il est à craindre que cette nervosité ne fasse qu'augmenter dans les mois à venir. C'est à ce moment-là que se posera plus particulièrement dans mon département la question du calme et du maintien de l'ordre* » (Préfet, 3/09/43).

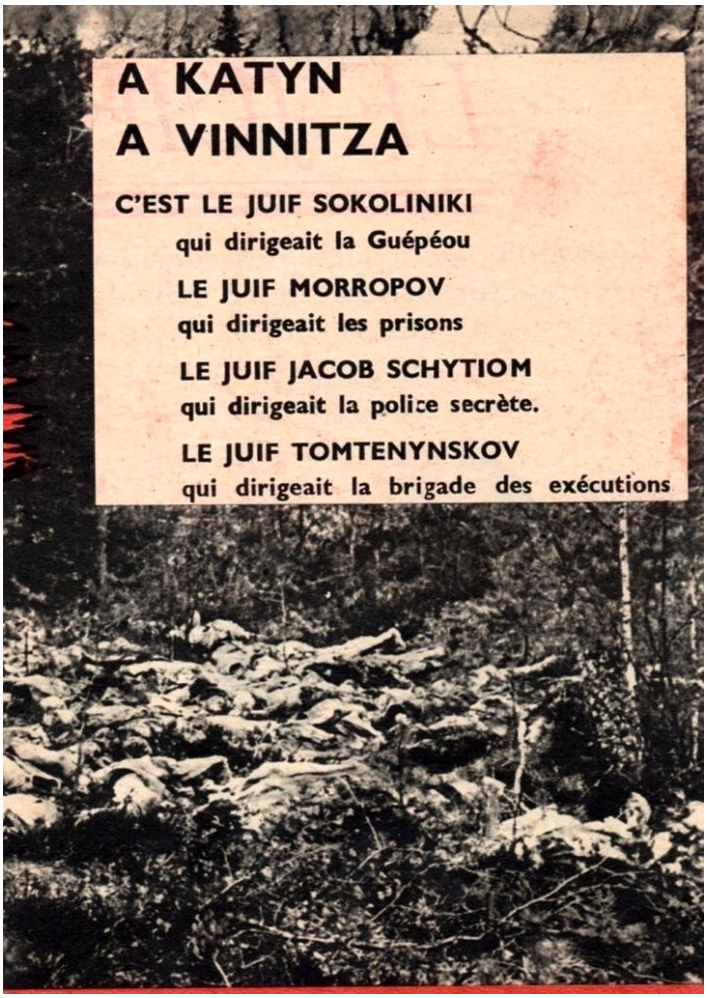
L'impatience de la classe ouvrière est partagée par tous après tant d'années de guerre mais, dans certains groupes sociaux, elle est tempérée par la qualité du vainqueur possible : « *La puissance militaire russe qui s'affirme de plus en plus et que contient à grand peine l'armée allemande inquiète sérieusement la classe bourgeoise et la paysannerie qui souhaitent une victoire anglo-saxonne mais non une victoire soviétique* » écrit le commissaire des Renseignements généraux le 22 août. Quelques semaines plus tôt il avait fait remarquer que les milieux bourgeois « *devant les succès répétés des bolcheviks seraient désolés de l'effondrement rapide de la résistance allemande* » (3/08/43).

Sous l'emprise d'un anticommunisme encore bien ancré la population tente de conjurer les conséquences possibles d'une défait souhaitée de l'Allemagne en imaginant des scénarios parfois étonnants.

« *Personne en dehors des communistes n'a de sympathie pour l'URSS et tous ceux qui forment des vœux pour le succès des Alliés espèrent fermement que les Soviets seront écartés à temps pour éviter la bolchevisation de notre pays. Le massacre des officiers polonais de Katyn*[6] *n'a modifié en rien le point de vue des adversaires de l'Allemagne bien qu'une réprobation unanime se soit manifestée lorsque l'exactitude du fait a été établie* » (Commissaire des R.G. 29/06/43).

« *L'opinion la plus souvent émise est que si l'Allemagne était vaincue par la Russie et si l'armée soviétique conservait assez de vigueur pour tenter l'invasion totale du continent européen, l'Amérique et l'Angleterre s'opposeraient par la force à cette mainmise sur l'Europe* » (Sous-préfet de Saint-Nazaire, 20/05/43).

« *Malgré les succès remportés par les Bolcheviks, la majorité de nos concitoyens pense que l'armée allemande n'est pas sur le point de s'effondrer sur le front de l'Est. On croit plutôt que l'Allemagne, même si le Führer*




La propagande allemande utilise abondamment la découverte des charniers de Katyn et Vinnitsa dans des campagnes mêlant antibolchevisme, et antisémitisme. (Coll. part.)

[6] En avril-mai 1940 plus de 4000 officiers et personnalités polonais sont exécutés par la police politique de l'URSS et enterrés dans la forêt de Katyn. Le charnier est découvert en 1943 par les Allemands qui l'utilisent aussitôt pour leur propagande. L'URSS nia longtemps sa responsabilité dans le massacre avant de la reconnaître en 1990.

*disparaissait continuerait à maintenir la poussée russe à l'Est, au détriment s'il le fallait des autres fronts. Certains vont même jusqu'à dire que devant le péril communiste l'Allemagne ferait appel aux Anglais et aux Américains pour éviter l'occupation et la bolchevisation du pays* » (Commissaire central, 25/08/43).

Impatiente ou inquiète la population est à l'écoute de toutes les nouvelles qui proviennent des champs de bataille et les commente abondamment. En ces temps de propagande effrénée chacun est entraîné à la sélection et à la critique des sources d'information :

« *La radio nationale est peu écoutée ; par contre la radio britannique très écoutée jouit d'un crédit certain dans l'opinion* » (Commissaire de Renseignements généraux, 29/06/43).

« *La presse locale est lue pour ses informations concernant le ravitaillement et pour ses informations nantaises* » (Préfet, 3/09/43).

On n'accorde aucun crédit aux articles consacrés à la situation internationale mais on les lit pour le plaisir de comparer à ce qu'annonce la radio et surtout de jouir de la mauvaise foi embarrassée du propagandiste, il y a peu si sûr de lui, et qui sait que la partie est perdue. « *Devant les succès plus précis des Alliés sur l'ensemble des fronts toute la presse locale et régionale s'efforce de minimiser les conséquences qui peuvent en résulter ; elle met en relief l'étendue des territoires toujours occupés par l'Allemagne* » écrit le commissaire des Renseignements généraux le 8 août et il conclut que cela « a provoqué quelque amusement ».

**La réorganisation de la Résistance**

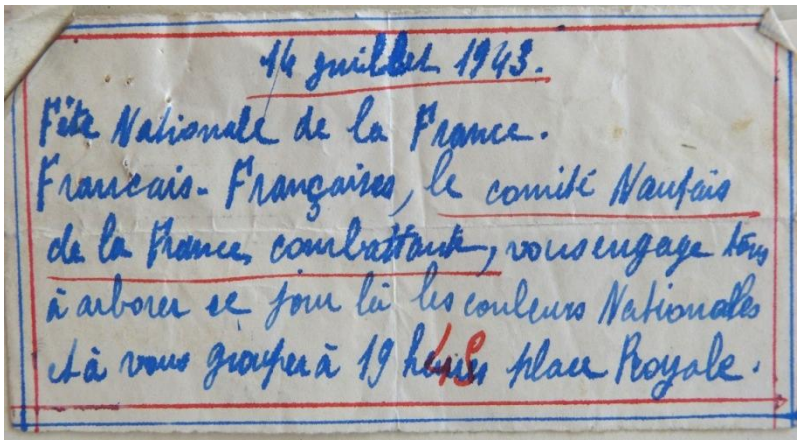
*« L'opinion publique suit également avec beaucoup d'intérêt toutes les nouvelles qui paraissent dans la presse ou qui sont données par la radio française ou étrangère au sujet de la discorde Giraud / de Gaulle. Il semble que l'autorité de ces deux généraux ait un peu diminué du fait qu'ils ne sont pas arrivés à s'entendre* » (Préfet, 1/07/43).

À Londres, à Alger, en France la Résistance jette les bases d'un nouvel État appelé à se substituer à « la légalité illégitime de Vichy » (H. Rousso). Il a son organisme représentatif de tous les mouvements de résistance actifs sur le sol français, le Comité National de la Résistance (CNR) mis en place par Jean Moulin en mai 1943 et son exécutif fondé par de Gaulle (3 juin) le Comité Français de Libération Nationale (CFLN) installé à Alger. Mais la fusion entre les hommes de Londres (de Gaulle) et ceux d'Alger (général Giraud) installés par les anglo-américains est difficile à réaliser les « giraudistes » restant proches de l'idéologie de la Révolution nationale rejetée par de Gaulle partisan de la République.

La « dyarchie » à la tête du CFLN, qui durera jusqu'au 2 octobre 1943 quand de Gaulle l'emportera sur Giraud, trouble les Nantais mal informés d'autant que « *la propagande allemande exploite toujours habilement les divergences de vue* » (Commissaire des R.G. 29/06/43) entre les deux camps.

Le CFLN n'est que la partie visible par l'opinion d'un vaste ensemble né de la réorganisation de la Résistance. De nombreux services ont été créés pour étendre, renforcer l'action de la Résistance en France et la coordonner avec les Alliés. En Loire-Inférieure les réseaux de résistance non communistes se fédèrent autour de Libération-Nord. À l'imitation du CFLN d'Alger le département à son Comité Départemental de Libération (CDL) et son Armée Secrète (AS) qui ne fait pas de lutte armée contre l'occupant mais se cantonne à des opérations de renseignements, de récupération d'armes parachutées, d'exfiltration de soldats et agents alliés.

Cette activité résistante clandestine échappe à nos rapporteurs habituels qui ne signalent que les manifestations visibles du grand public et capables de le faire réagir. C'est le cas le 14 juillet quand, à l'appel de la radio de Londres, environ 3 000 Nantais, selon les Renseignements généraux, se rassemblent vers 20 h. dans le centre de la ville rue Crébillon et rue d'Orléans. Quelques groupes chantent La Marseillaise, d'autres lancent des cocardes tricolores avant d'être dispersés par la police.


14 juillet 1943.
Fête Nationale de la France.
Français-Françaises, le comité Nantais
de la France combattante, vous engage tous
à arborer ce jour les couleurs Nationales
et à vous grouper à 19 h 15 place Royale.

Papillon communiste appelant à manifester à l'occasion du 14 juillet. (ADLA 1673 W 84)

Drapeau en papier accroché à Nantes le 14 juillet 1943 par des résistants communistes. (ADLA 1673 W 84)

La traque des résistants est toujours menée de façon impitoyable et terriblement efficace par la police française et la Sipo-SD allemande. Les responsables des différents mouvements et surtout ceux des nouveaux organismes dirigeants (CDL, AS) sont arrêtés au bout de quelques mois, torturés et déportés sans autre forme de jugement. C'en est fini des procès à grand spectacle qui transformaient les « terroristes » en martyrs.

Ainsi le 13 août, 16 des résistants FTP arrêtés en janvier et février 1943 par la police française sont jugés à Nantes par un conseil de guerre allemand sans avoir pu recourir à des défenseurs français et sans même que l'administration française ait été prévenue. Après un simulacre de procès 13 résistants sont condamnés à mort et exécutés. Deux autres sont déportés en Allemagne où ils seront guillotinés à la prison de Stuttgart le 20 novembre 1943. Le préfet signale dans son rapport que « *l'opinion a été très émue* » et que « *les milieux ouvriers et plus particulièrement les familles des fusillés qui appartiennent à ces milieux reprochent véhémentement à la police de sûreté française d'avoir procédé à ces arrestations* » (3/09/43).

L'émotion va bien au-delà des milieux ouvriers et des clivages traditionnels. Comme ce fut le cas lors du procès précédent, en janvier, les corps des fusillés sont dispersés dans les cimetières de communes rurales à la périphérie de Nantes. À Saint-Mars-du-Désert les tombes des quatre FTP enterrés là « *ont été fleuries et à la demande d'habitants de la commune un service religieux a été célébré le 8 septembre* » (Commissaire des R.G. 12/09/43). Le 14 septembre un autre service funèbre est célébré à la basilique Saint-Donatien de Nantes à la mémoire de Charles Aubert, responsable régional des jeunesses communistes, fusillé avec ses camarades le 25 août : « *La cérémonie s'est déroulée au milieu d'une grande affluence* » (Commissaire des R.G. 19/09/43).

Pour mettre fin à ces émotions populaires sur les tombes des victimes de la répression vichyste et nazie les autorités d'occupation choisissent désormais d'éliminer les résistants arrêtés dans la nuit et le brouillard d'un camp de concentration lointain.

Après l'exécution des FTP jugés le 13 août, des lettres émanant de la résistance communiste sont envoyées à plusieurs commissaires de police, au procureur de la République et au gardien chef de la prison leur enjoignant de « *cesser de faire les valets de l'Allemagne et menaçant ceux qui commettraient des sévices sur les patriotes* » (Préfet, 3/09/43).

Avec la perspective de la victoire l'air de la revanche porté tantôt par des résistants, tantôt par des citoyens exaspérés monte de l'ombre et court le Pays nantais. La peur commence à changer de camp.

Sont visés les maires et les gendarmes jugés trop vichystes. « *Qui suit Vichy suit les Boches* » reçoit par lettre postée le commandant de la gendarmerie de Saint-Philbert-de-Grandlieu le 26 juin. Visés aussi les collaborateurs et les profiteurs du marché noir. À Varades, à Belligné, à Nantes des croix gammées sont peintes sur les habitations de personnes réputées avoir des sympathies pour les troupes d'occupation avec parfois ce commentaire : « *Nous aurons la victoire et toi la corde au cou* ». Dans la région d'Ancenis, quelques partisans du Groupe Collaboration reçoivent par la Poste de petits cercueils contenant une hache et une corde miniatures.

La répétition de ces incidents annonce des lendemains de victoire fratricides. Le commissaire des Renseignements généraux résume, le 22 août, l'état d'esprit de ceux qui ont choisi le camp du vainqueur de 1940 :

« *Une certaine inquiétude se manifeste parmi ceux qui ont exprimé de la sympathie à l'égard de l'Allemagne ou qui ont entretenu des relations avec les Allemands. Certains même qui ont simplement affirmé leur loyalisme à l'égard du gouvernement du Maréchal se demandent ce qu'il adviendrait d'eux en cas de victoire totale des Alliés* ».

**L'activisme des Francistes**

Cet état d'esprit se répercute sur la vie des partis collaborationnistes à l'exception notable du parti Franciste :

« *Les partis dits nationaux ne jouissent d'aucun crédit parmi la population et leurs efforts de recrutement de nouveaux adhérents restent vains. Il apparaît que les récents événements extérieurs auraient fait naître chez certains la crainte d'une victoire alliée et on signale que des adhésions ne sont pas renouvelées* » (Commissaire des R.G. 29/06/43).

La Milice ne sera autorisée en zone Nord qu'à partir du 27 janvier 1944 mais dès sa création par Laval le 30 janvier 1943 des hommes de confiance ont été chargés d'en recruter les cadres. C'est le cas en Loire-Inférieure du colonel Boudot, vice-président du Groupe Collaboration. La nouvelle donne militaire complique sa tâche : « *Plusieurs anciens officiers qui lui avaient promis d'apporter leur concours actif et personnel dans la constitution des cadres de la milice et avaient même donné leur adhésion sont revenus sur leur décision et devant l'incertitude du moment ont voulu rester en dehors du mouvement* » (Commissaire des R.G. 2/06/43).

Le même commissaire Sorgniard juge le PPF « *en régression* ». Le RNP n'a plus que 30 adhérents dans le département en juillet. Le Groupe Collaboration maintient difficilement ses effectifs proches du millier en 1942. Ses manifestations habituelles ont moins de succès. Sa grande kermesse annuelle dans le parc de Chavagnes au profit de la LVF prévue le 11 juillet avec la participation de F. de Brinon et du journaliste de Radio-Paris, Jean Hérold-Paquis, est annulée et repoussée à une date ultérieure par crainte d'un attentat communiste. « *La population nantaise dans sa grande majorité hostile à ce groupement s'est réjouie de ce contretemps* » (Préfet, 3/09/43). La kermesse se déroule le 25 juillet en présence de 2 000 personnes mais, note perfidement le préfet Bonnefoy : « *Les membres de l'armée d'occupation en uniforme formaient les trois quarts de cette assistance* » (3/09/43).

À la tête du Groupe Collaboration Charles Martin est critiqué pour sa gestion financière douteuse et le mouvement, miné par les rivalités internes, est sur le déclin.

Le seul mouvement collaborationniste à maintenir une grande activité en dépit du changement de conjoncture est celui qui rassemble les militants les plus jeunes et les plus radicaux : le Parti Franciste.

Très présents sur la côte (La Baule) et à Nantes : « *Les membres du Parti Franciste qui sont en uniforme et qui sont composés presque uniquement de tout jeunes gens, vendent leur journal à la criée et se croient devenus les maîtres de la rue* » (Préfet, 1/07/43).

Dans la ville où ils paradent ils s'en prennent à tout ce qui rappelle la République déboulonnant les plaques de rue, barbouillant ou détruisant les statues et surtout agressant les jeunes patriotes qui portent à la boutonnière l'effigie de Marianne découpée dans une pièce de monnaie, n'hésitant pas à les poursuivre jusque chez eux et à molester les membres de leur famille.

À partir du printemps 1943 la population nantaise qui jusqu'alors condamnait leurs agissements sans oser répliquer change d'attitude. Ce sont les jeunes, des étudiants (de Clemenceau, Livet, l'IPO, l'École de commerce) qui sont les premiers à répondre aux provocations de ces fascistes de leur âge qu'ils ont parfois côtoyés sur les bancs du collège ou du lycée.

En avril, mai, juin des altercations nombreuses, parfois plusieurs jours de suite, sont l'occasion pour les jeunes patriotes regroupés à 100 ou 200 de pourchasser les Francistes par les rues, de défiler dans la ville où ils s'en prennent aux devantures des partis collaborationnistes, de reprendre possession de l'espace public jusque-là réservé aux défilés de l'occupant et aux manifestations de ses sympathisants.

Mariannes découpées dans des pièces de monnaie et montées sur une épingle pour être portées au revers du veston. (ADLA 1693 W 80)

Suivant l'exemple des jeunes la population plus âgée relève la tête elle aussi. Le 9 mai, lors d'une kermesse organisée dans le parc de Procé, afin de rassembler des fonds pour aider les populations sinistrées de Sedan et de Saint-Nazaire, une trentaine de Francistes font irruption dans la fête en uniforme et au pas cadencé. Face au public d'où s'élève un grondement réprobateur ils effectuent un salut fasciste. C'en est trop. Une dizaine de personnes se rue sur eux et les oblige à quitter les lieux sous les huées et une grêle de pierres, de mottes de terre lancées par des Nantais fiers de tenir leur revanche.

Les Francistes sentant qu'ils perdent le contrôle de la rue nantaise en appellent, eux les partisans de la force sur le droit, à la protection des pouvoirs publics accusant au passage la police d'être complice de leurs agresseurs.

En août et septembre ils continuent leurs provocations à La Baule et dans les petites villes de la presqu'île guérandaise où, là encore, des personnes réagissent vigoureusement obligeant même l'occupant à intervenir pour rétablir l'ordre. Le sous-préfet de Saint-Nazaire commente : « *La population témoigne de plus en plus une profonde antipathie à l'égard des francistes dont beaucoup sont des gens tarés et de réputation détestable* » (25/08/43).

Le Rassemblement National Populaire
4, RUE D'ORLÉANS - NANTES
présentera, le Lundi 13 Septembre,
au Cinéma d'ANCENIS,
un film d'un grand intérêt et d'une technique parfaite
Le Président KRÜGER
L'interprétation est de premier choix, avec en tête
le célèbre comédien Emil Jannings
Ce film a obtenu un succès légitime sur tous les écrans
où il a été projeté
Tous, vous voudrez voir cette réalisation remarquable
que le R.N.P. offre gracieusement. Les familles des travailleurs
résidant en Allemagne sont tout particulièrement invitées.
ENTRÉE GRATUITE
lundi à 19 H
P. C. N. 1044

L'activisme des Francistes : ce tract du RNP annonçant la projection d'un film allemand a été distribué dans les rues d'Ancenis par les Jeunes Francistes, garçons et filles, en uniforme. Venus de Nantes ils campèrent au bord de la Loire le temps de leurs opérations de propagande dans la région. (ADLA 1693 W 107)

La reconquête progressive de l'espace public contre les collaborationnistes, très minoritaires certes mais craints, révèle une prise de confiance de la population. Après l'humiliation de l'Occupation et les compromissions de la Collaboration le rejet du gouvernement est total. Fait nouveau, le monde paysan aiguillonné par le STO bascule lui aussi dans l'opposition au régime. L'image longtemps respectée du maréchal Pétain, devenue lointaine et trouble depuis quelques mois, se dégrade y compris dans les milieux les plus fidèles, même si le lien affectif irrationnel n'est pas coupé et rend possible, à l'occasion, des retours en grâce.

C'en est fini de la résignation de la défaite. Malgré les pesanteurs du quotidien (ravitaillement, alertes aériennes), puissantes forces d'enlisement de l'esprit qui retiennent de s'engager aux côtés des résistants, les succès alliés permettent d'apercevoir l'horizon de la Libération… mais aussi des représailles.

Dans l'excitation provoquée par la rumeur des ondes on attend un événement décisif. Lequel ? On ne sait pas très bien.

# Septembre – Décembre 1943

**Les bombardements de Nantes**

*« Les principaux faits qui se sont déroulés au cours des mois de septembre et d'octobre 1943 sont incontestablement les trois bombardements de l'aviation anglo-américaine effectués sur Nantes les 16 et 23 septembre* ».

Ainsi commence le rapport daté du 5 novembre 1943 que le préfet Bonnefoy envoie au gouvernement. Auparavant il a déjà fait parvenir à Vichy, le 10 octobre, un rapport de 32 pages consacrés aux mêmes bombardements et à leurs conséquences. Nous nous servirons de ces deux documents pour rappeler brièvement des faits maintenant bien connus et surtout pour comprendre comment la population a vécu et ressenti ce qui fut un traumatisme pour Nantes.

« *Le premier bombardement a eu lieu le jeudi 16 septembre 1943. Commencé à 16 heures, il s'est terminé à 16 h. 15. Il a été opéré par 160 avions environ arrivant en trois vagues et se tenant à une très haute altitude (entre 5 000 et 8 000 mètres). Il a atteint principalement Nantes et, dans une certaine mesure, les communes voisines de Saint-Herblain, Rezé et Bouguenais. Les projectiles lancés étaient des bombes explosives de 250 et 500 kilogs. 700 sont tombés sur le territoire de Nantes et 300 sur les autres localités. 250 seulement ont atteint des objectifs présumés comme ayant une importance militaire, c'est-à-dire le port de Nantes et le terrain d'aviation de Bouguenais. 650 ont atteint les quartiers d'habitations du 3e et du 5e arrondissements de la ville de Nantes qui sont le centre commercial et résidentiel de la grande cité et 100 ont touché divers quartiers des communes de Saint-Herblain et Rezé* ».

« *La seconde attaque aérienne a eu lieu le jeudi 23 septembre à 9 heures 15 et a pris fin à 9 heures 30. Elle a été opérée par une soixantaine d'avions arrivant en deux vagues successives et se tenant à une altitude de 1 000 à 2 000 mètres. 500 bombes explosives de 250 et 500 kilogs ont été lancées. Dans leur très grande majorité, elles ont atteint les installations portuaires de Nantes, les bateaux allemands stationnés dans le port et les chantiers de constructions navales situés à proximité. Une vingtaine de bombes sont tombées sur des quartiers d'habitations dans le 6e et le 7e arrondissements* ».

« *Le troisième bombardement a commencé le jeudi 23 septembre à 19 heures. Il a pris fin à 19 heures 30. Il a été opéré par 150 avions environs arrivant en quatre vagues successives, se tenant, pour la plupart, à une très haute altitude entre 5 000 et 6 000 mètres et projetant des bombes explosives de 250 à 500 kilogs. Une cinquantaine de projectiles seulement sont tombés sur les installations portuaires et aux abords de la gare de l'État. Les autres, au nombre de 600 environ, ont atteint divers quartiers d'habitations dans les 2e, 3e, 4e et 5e arrondissements* ». (Rapport du 10 octobre).

Le préfet Bonnefoy estime le nombre de personnes tuées à 1210 dans son premier rapport du 10 octobre ; chiffre réévalué à 1 300 le 5 novembre et à 1441 le 1er décembre. On découvrira des cadavres tout au long des travaux de déblaiement qui s'étalent sur plusieurs mois. Aux très nombreux morts il faut rajouter des milliers de blessés et de traumatisés.

Les dégâts matériels sont considérables et vont avoir de lourdes conséquences pour la population.

« *Le port de Nantes est en grande partie détruit et le plus grand nombre des bateaux qui s'y trouvaient rassemblés ont été, soit coulés, soit gravement touchés ou incendiés* ».

« *Les Chantiers de la Loire et les Chantiers de Bretagne (constructions navales) sont à peu près complètement démolis. Les entrepôts de la Chambre de Commerce ont été touchés et incendiés. Plusieurs garages et diverses usines ont été, ou détruits, ou sérieusement endommagés. Mais les dégâts les plus graves portent sur les quartiers d'habitations : les bombes ou les incendies très importants provoqués de leur fait par la rupture des canalisations de gaz ou l'explosion de matières inflammables ont détruit au total un millier d'immeubles et en ont gravement endommagé 3 500. Le nombre des habitants sinistrés en totalité ou en partie dépasse 60 000. Les destructions les plus graves sont au centre de la ville qui a été atteint et par le premier et par le troisième bombardement. Dans le cinquième arrondissement, la place Royale, la place Graslin, la rue Crébillon, la rue du Calvaire qui étaient les lieux ou les voies les plus commerçants de Nantes ne sont qu'un amas de ruines* ».

« *Tous les grands magasins de Nantes (Belle Jardinière, Prisunic, Maison Sigrand, Grand Bazar, Grands magasins Decré) sont complètement démolis ou incendiés. Un très grand nombre d'établissements commerciaux de moindre importance n'existent plus. Plusieurs banques, notamment la Société Générale et le Crédit Nantais, sont détruites. L'église Saint-Nicolas et l'église Sainte-Anne ont été sérieusement touchées par les projectiles ou incendiées. Sont démolis ou inutilisables : la Direction départementale du Ravitaillement général, la Direction des Contributions indirectes, celle des Contributions directes, celle des Douanes, la Trésorerie générale, la Caisse d'Épargne, la Recette principale des Postes, le Central téléphonique, le Service colonial, la Maison du prisonnier, dix établissements scolaires publics ou privés* ».

« *Après les premier et troisième bombardements, la ville s'est trouvée privée d'eau, de gaz et d'électricité par suite de la rupture des principales conduites ou câbles. La circulation des tramways a été interrompue* ».

« *Aucun arrondissement n'a été épargné. Un grand nombre de rues et de places, partout à travers la ville, offrent le douloureux aspect d'un chaos de pierres et de pans de murs noircis par les flammes* » (10 octobre).

La rue du Calvaire ; septembre 1943. (ADLA 45 Fi 18)

Si le cœur de la ville est détruit, celui de ses habitants est également atteint.

« *Le premier bombardement a plongé dans la stupeur la plus grande partie de la population nantaise qui ne s'attendait nullement à être aussi brutalement attaquée. La grande cité en était pourtant à sa 543e alerte aérienne. Au début de l'année, un premier raid avait en partie détruit l'usine des Batignolles… Le 4 juillet, l'usine d'aviation de Château-Bougon… avait été en partie détruite. Mais peu de Nantais redoutaient le bombardement de la ville elle-même. Les abris et les caves – d'ailleurs en nombre insuffisant et non susceptibles d'être accru – étaient inutilisés pendant les alertes. C'est pourquoi l'attaque du jeudi 16 septembre a été si meurtrière* ».

« *L'opinion publique, dès l'abord, réagit de façon extrêmement sévère à l'égard des agresseurs. Puis, au bout de quelques jours, certains commencèrent à leur trouver des excuses, invoquant des possibilités d'erreur. Mais si, dans les quartiers sinistrés, un certain affolement régna pendant la nuit qui suivit le bombardement du 16 septembre, la plus grande partie de la population conserva son calme* ».

« *La seconde attaque aérienne, celle de la matinée du jeudi 23 septembre, qui avait principalement atteint le port et les installations portuaires, ne troubla pas sérieusement l'opinion. Celle-ci vit, au contraire, avec satisfaction la destruction du port, de bateaux et d'installations servant à l'armée d'occupation. La plupart des Nantais considérèrent que les objectifs militaires ou réputés tels ayant été cette fois atteints et en partie détruits, la grande cité se trouvait désormais à l'abri de toute nouvelle attaque* ».

« *Étant donné un tel état d'esprit, les bombardements du jeudi 23 septembre au soir, qui fut de beaucoup le plus étendu et le plus destructeur, sinon le plus meurtrier, jeta les habitants dans la panique. Alors que, seule, l'évacuation des enfants d'âge scolaire avait été, le samedi 18 septembre, décidée par les pouvoirs publics, un nombre considérable de Nantais résolurent de fuir, sans plus attendre, une ville qu'ils jugeaient désormais vouée à une destruction totale. La nuit, le bouleversement des rues, les nombreux foyers d'incendie ajoutaient encore à la terreur des habitants. Un flot ininterrompu d'hommes, de femmes et d'enfants se précipitèrent vers les sorties de Nantes, en voiture, en bicyclette ou même à pied, fuyant vers la campagne. Ce n'est qu'au petit jour qu'il fut possible de remettre un peu d'ordre dans cette cohue* ».

« Les évacuations volontaires, même de non sinistrés, n'en ont pas moins continué à un rythme important chaque jour pendant une semaine. En y comprenant le chiffre de celles faites régulièrement par les soins de l'administration, j'estime que le nombre des habitants ayant fui la grande ville de 250 000 âmes a dépassé 100 000 ».

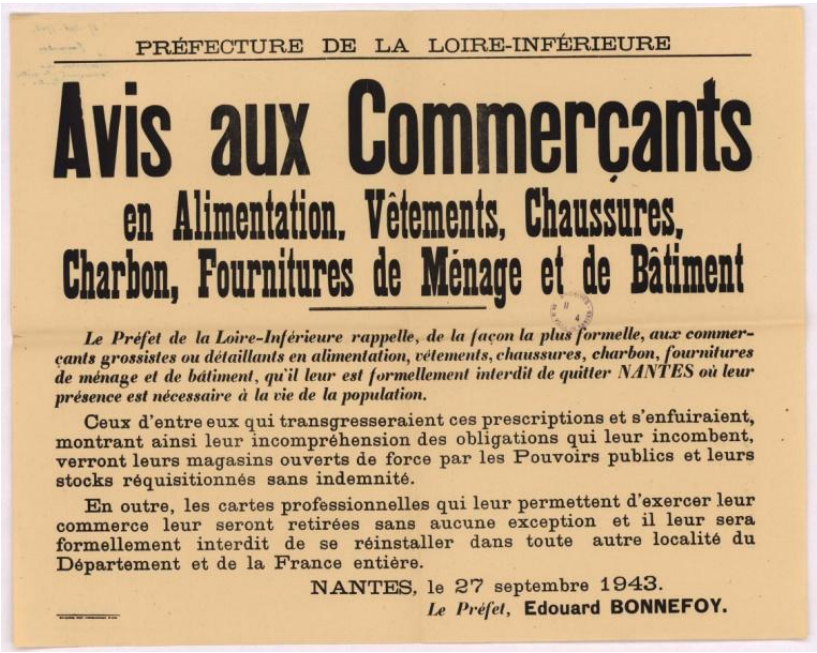
A la recherche de quelques souvenirs. Nantes, septembre 1943. (ADLA 45 Fi 2)

Départ de sinistrés place du Commerce : une réalité douloureuse exploitée par la propagande du régime. Photo tirée de la brochure de propagande : « Nos villes dans la tourmente, Nantes, 16-23 septembre 1943 ».

« *Il ne faut pas croire, d'ailleurs, que seuls, les modestes, les humbles, les petits commerçants, ouvriers et employés, aient été touchés par l'inexprimable affolement. Nombreux, au contraire, sont les chefs d'entreprises, les patrons plus ou moins importants, les membres des professions libérales, qui ont pris la fuite ou ont eux-mêmes donné le signal du départ. Cette carence des élites n'a pas été le moins lamentable des événements qui ont si douloureusement frappé le chef-lieu de mon département* » (10 octobre).

« *Pareille constatation conduit à cette conclusion amère que trop nombreux sont les Français qui n'ont tiré aucune leçon des douloureuses circonstances du temps présent et sont incapables de réagir contre l'adversité. Le courage, le sang-froid, le mépris du danger sont malheureusement l'apanage d'un très petit nombre* ».

« *Il est juste d'ajouter que, le calme étant revenu, la plupart de ceux qui avaient été défaillants sont – du moins dans les classes élevées – rentrés à leur poste. Ils affirment même maintenant ne l'avoir jamais quitté. D'où l'on doit conclure qu'ils ont maintenant honte de leur défaillance. Seraient-ils plus calmes et plus courageux en cas de nouvelle alerte ? Ce n'est absolument pas sûr* » (5 novembre).



PRÉFECTURE DE LA LOIRE-INFÉRIEURE

**Avis aux Commerçants**

**en Alimentation, Vêtements, Chaussures, Charbon, Fournitures de Ménage et de Bâtiment**

*Le Préfet de la Loire-Inférieure rappelle, de la façon la plus formelle, aux commerçants grossistes ou détaillants en alimentation, vêtements, chaussures, charbon, fournitures de ménage et de bâtiment, qu'il leur est formellement interdit de quitter NANTES où leur présence est nécessaire à la vie de la population.*

Ceux d'entre eux qui transgresseraient ces prescriptions et s'enfuiraient, montrant ainsi leur incompréhension des obligations qui leur incombent, verront leurs magasins ouverts de force par les Pouvoirs publics et leurs stocks réquisitionnés sans indemnité.

En outre, les cartes professionnelles qui leur permettent d'exercer leur commerce leur seront retirées sans aucune exception et il leur sera formellement interdit de se réinstaller dans toute autre localité du Département et de la France entière.

NANTES, le 27 septembre 1943.

*Le Préfet*, Edouard BONNEFOY.

Le préfet Bonnefoy interdit aux commerçants de quitter Nantes. (AMN 6 Fi 3586)

Le préfet ne manque pas de souligner en contrepoint le courage des volontaires de la Défense Passive, des pompiers de Nantes mais aussi ceux venus des communes et départements voisins qui, dans la ville sinistrée en proie aux incendies, portent secours aux victimes et luttent contre les flammes. L'Hôtel-Dieu, principal établissement hospitalier de Nantes, ayant été détruit lors du premier bombardement les sauveteurs doivent évacuer les blessés vers l'Hôpital Saint-Jacques et les cliniques nantaises bientôt surchargés puis vers les autres hôpitaux de la région. L'envoi par Vichy du train médico-chirurgical du SIPEG (Service Interministériel de Prévention des Événements de Guerre) en gare de Nantes procure un précieux secours matériel et « *moral sur une population qui était très démoralisée et inquiète* » (Préfet, 10/10/43).

L'Hôtel-Dieu de Nantes au soir du 16 septembre 1943 (AMN)

Les corps des victimes sont transportés dans une chapelle ardente installée au Musée des Beaux-arts avant d'être inhumés dans un cimetière créé à la hâte au nord de la ville : La Chauvinière

Pour maintenir le moral de la population le préfet Bonnefoy assure une présence permanente sur les lieux sinistrés, dans les postes de secours, dans les hôpitaux. Il lui faut aussi assurer le ravitaillement des Nantais, organiser l'évacuation des plus vulnérables et pour cela communiquer. Or toutes les rédactions des journaux locaux et toutes les imprimeries de Nantes ont été détruites. C'est une voiture-radio qui d'heure en heure diffuse dans la ville les décisions préfectorales en attendant qu'un imprimeur de Châteaubriant permette d'afficher les « Avis » nécessaires à l'organisation de la cité.

Edouard Bonnefoy « *sous des dehors froids et rigides, cache un cœur sensible et bon ; il a beau être nommé par Vichy il souffre des malheurs de la patrie et n'accepte qu'en apparence la collaboration avec l'ennemi* » écrit de lui l'interprète de la préfecture E. Duméril. À l'occasion des bombardements il fait preuve d'une grande fermeté, voire d'une certaine brutalité, envers les responsables de l'administration et de l'économie qui, pris de panique, ont oublié leurs devoirs. Les Nantais lui en sont reconnaissants : « *Le public est unanime à louer l'action énergique de Monsieur Bonnefoy, préfet de la Loire-Inférieure, et a approuver les différentes mesures qui ont été prises dans l'intérêt de la population* » (Commissaire des R.G. 3/10/43).

Le préfet Bonnefoy (à gauche) en compagnie du maire de Nantes Henri Orrion en octobre 1943 (détail d'une photo).

Il doit faire preuve d'autorité pour mettre à l'abri hors de Nantes les habitants les plus vulnérables. Après le bombardement du 16 septembre il décide de l'évacuation des enfants vers des centres d'accueil situés dans les départements voisins. Ralentie par la mauvaise volonté de certaines administrations cette mesure n'est effective que le 22 septembre. Le bombardement du lendemain lui donne raison mais rend indispensable l'évacuation, non plus seulement des enfants d'âge scolaire, mais aussi de tous les enfants, des mères de famille non-salariées, des femmes enceintes, des vieillards et des infirmes.

Homme d'autorité il sait aussi être conciliant. Prévoyant que l'installation de 100 000 sinistrés dans les communes rurales poserait de lourds problèmes il incite les Nantais à aller s'installer dans les départements voisins où des structures d'accueil se mettent en place :

« *Tous mes efforts ont tendu à éviter un repli massif dans les communes rurales de la Loire-Inférieure. Il y a lieu en effet d'en redouter les pires résultats du point de vue moral, du point de vue sanitaire et du point de vue économique. L'on ne doit pas oublier en effet que la Loire-Inférieure, bien qu'elle ne soit pas un département d'accueil, héberge déjà la presque totalité des 45 000 sinistrés de Saint-Nazaire… Il serait par conséquent impossible d'assurer de façon satisfaisante, l'hébergement, l'hygiène et le reclassement de la population nantaise dans le département même. Au surplus sa présence y aurait pour effet inévitable de contrecarrer absolument la contribution obligatoire des populations rurales au ravitaillement national* ».

Le préfet voit juste mais il sait que les ouvriers et fonctionnaires qui travaillent à Nantes et y viennent tous les jours tiennent à rester avec leurs familles. Il accepte un état de fait qui ne lui convient guère et organise les transports pour faciliter les mouvements pendulaires des travailleurs : remise en service des voies ferrées comme Nantes-Blain, doublement des lignes de cars.

Lors de la rentrée scolaire, repoussée au 18 octobre, les 4/5 des élèves nantais sont repliés dans les écoles du département et les autres à l'extérieur de la Loire-Inférieure. Les communes d'accueil doivent ouvrir des classes supplémentaires dans des locaux de fortune (salles des fêtes, patronages…) avec des instituteurs venus de Nantes qu'il faut aussi loger.

## Les pérégrinations d'un lycée

L'École Pratique de Commerce et d'Industrie de Saint-Nazaire (ECPI) avait, comme tous les collèges et lycées de la ville, fermé ses portes sur ordre du recteur de l'académie le 19 novembre 1942. Ses 300 élèves furent dirigés vers des lycées nantais : Livet, Vial… L'affaire prit du temps et aux vacances de Noël 1942, une centaine d'élèves seulement avaient intégré un établissement nantais, une centaine d'autres s'étaient débrouillés par leurs propres moyens et une autre centaine attendait encore.

Au lendemain du bombardement du 16 septembre 1943 tous les lycées nantais doivent évacuer la ville y compris les élèves de l'ECPI dont une partie des locaux qui les hébergeaient a été détruite. Le directeur, M. Nespoulos, choisit de replier son établissement à Guémené-Penfao où se trouvent déjà les machines de l'atelier de mécanique depuis le bombardement du 28 mars 1942. Reste à trouver des locaux dans un bourg où cantonnent des troupes allemandes et où affluent les réfugiés. Pour ce qui est des cours, il est prévu d'aménager deux classes à l'école de garçons et deux autres à l'école de filles. Les cuisines et les réfectoires seront installés au presbytère. Les ateliers fonctionneront dans deux garages et dans la salle de gymnastique du patronage, celle-ci recevant particulièrement l'atelier de forge et l'atelier de chaudronnerie. Le transfert de l'internat, qui fonctionnait jusqu'alors rue Désiré Colombe à Nantes, est plus

problématique. Pour loger environ 200 jeunes on prévoit d'aménager 20 lits à l'école publique de garçons, 30 lits à l'école publique de filles, 25 lits au château de Tréguel appartenant à M. Bureau et 20 lits dans une autre propriété. Mais cela ne suffira pas ; on devra installer 4 baraquements près du vélodrome. Il faut aussi prévoir l'acquisition, pour le ravitaillement, d'une camionnette avec un chauffeur et plusieurs « *hommes de peine* ». Ceux-ci, ainsi que le personnel de service (cuisinières, femmes de ménage…) seront logés chez l'habitant qui subit déjà les réquisitions des Allemands.

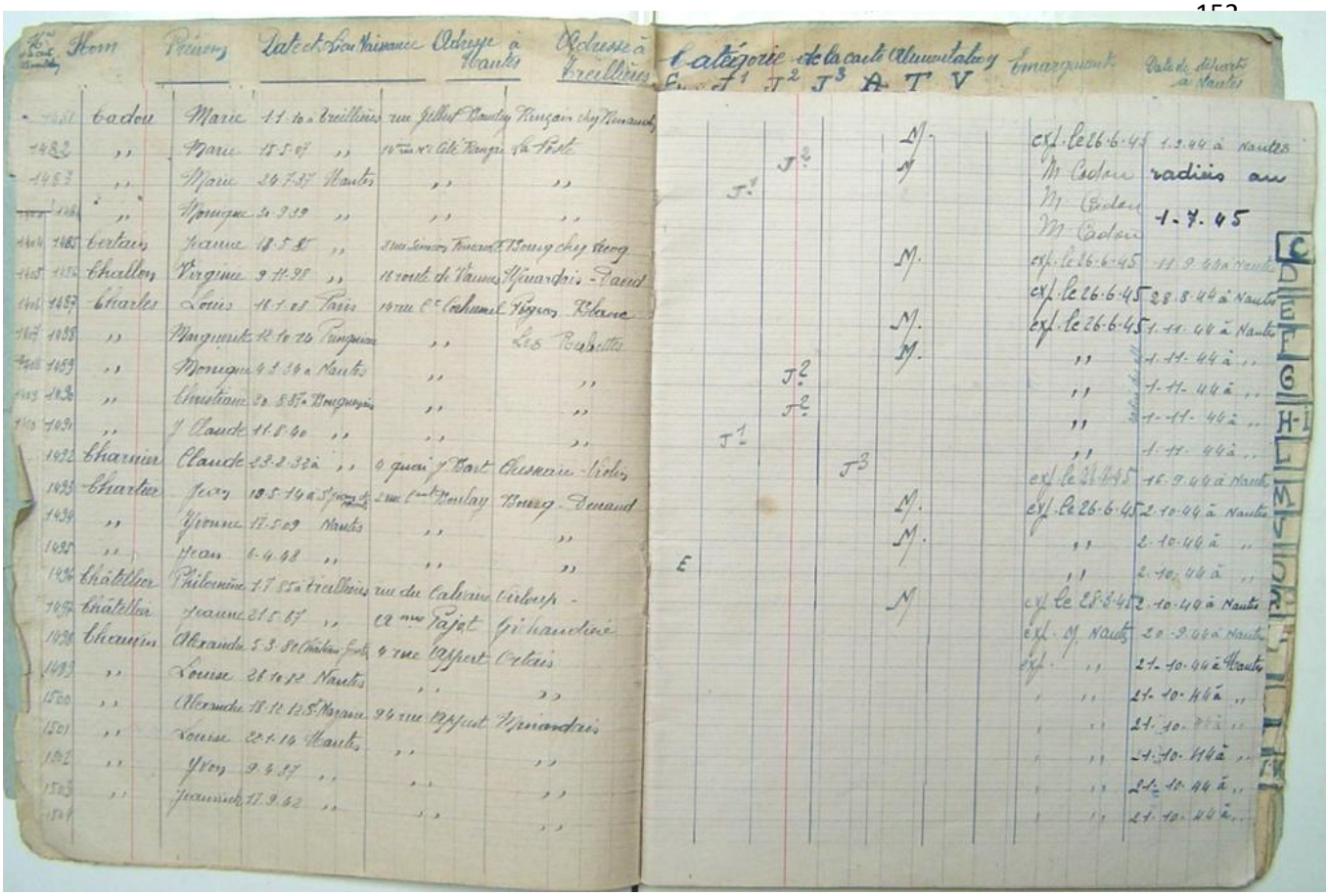
L'installation du « Collège Technique », prend du temps. *Le Phare de la Loire* du 2 novembre 1943 annonce la reprise des cours pour dans trois semaines et appelle ceux qui veulent être internes à se faire connaître à M. Brossaud, poste restante à Guémené-Penfao. Rien ne presse ! La rentrée n'a lieu que le 7 février 1944 et la subvention pour acheter le premier baraquement destiné à servir de dortoir n'arrivera que le 27 mars 1944.

Les lycéens nazairiens, à la scolarité bouleversée, se retrouveront parfois sans professeurs. À la rentrée des vacances de Pâques, Jean Brossaud, professeur de sciences physiques et de mathématiques, n'est pas devant sa classe. Celui qui était l'un des principaux responsables de la Résistance dans le département a été arrêté le 18 avril 1944. Déporté en Allemagne, il meurt au camp de Neuengamme le 21 février 1945..

Début octobre, 100 000 Nantais sont réfugiés dans les diverses communes du département. Ils seront 130 000 au 1er janvier 1944. Les maires sont assaillis de demandes pour avoir des bons de chaussures, des points de textile, des bons de monnaie-matières pour l'achat des ustensiles de cuisine indispensables mais dont la délivrance est pratiquement impossible à obtenir dans des communes qui voient leur population doubler. Treillières, 1 470 habitants, accueille d'un coup 650 Nantais. La municipalité met en place un « Service des réfugiés » pour parer au plus pressé : trouver une famille d'accueil, scolariser les enfants, distribuer allocations et cartes d'alimentation.

La détresse des familles sinistrées ne laisse pas insensibles, dans un premier temps, les populations des campagnes. À Treillières, de toute l'année 1943, les deux quêtes qui rapportent le plus d'argent lors de la messe du dimanche sont celles pour les sinistrés de Nantes et celles pour les réfugiés. La bonne entente du début se fissure rapidement sur les problèmes du quotidien en particulier ceux liés aux tarifs des locations pour des logements inconfortables, parfois insalubres, et ceux encore plus aigus pour obtenir des produits alimentaires raréfiés par la population surnuméraire et dont les prix subissent la loi du marché brutalement appliquée dans les fermes : « *Les réfugiés sont mécontents contre les agriculteurs qui cèdent leurs produits à des prix exorbitants* » (Commandant de gendarmerie, 27/12/43).

Les pratiques et les comportements de certains paysans choquent les réfugiés. Quand les uns qui ont tout perdu sous les bombes s'inquiètent des moyens de survivre les « *paysans qui ont dans les banques des dépôts de titres ou d'argent se sont inquiétés auprès des divers établissements de crédit de la valeur des moyens de protection adoptés contre les bombardements et les incendies* » (Commissaire des R.G. 28/11/43). Tous les agriculteurs n'ont pas de dépôts dans les banques nantaises, tous ne s'enrichissent pas mais beaucoup font de bonnes affaires : « *L'émission de 6 milliards du Crédit National a été couverte dans le département en quelques jours. Plusieurs banques et agences n'ont pu satisfaire toutes les demandes qui, pour la grosse majorité, émanaient des milieux paysans* » (Préfet, 4/01/44).



A Treillières les réfugiés sont enregistrés sur un cahier tenu par la municipalité avec leurs adresses à Nantes et sur la commune ainsi que leur catégorie pour les cartes d'alimentation. (AM Treillières)

Le ravitaillement est difficile pour les Nantais réfugiés à la campagne. Ceux qui sont restés en ville (environ 130 000) connaissent une légère amélioration dans les semaines qui suivent les bombardements. La solidarité locale et nationale contribue à un approvisionnement satisfaisant malgré les difficultés matérielles pour acheminer et distribuer les produits. Sous la pression du préfet les commerçants qui avaient fui la ville reprennent rapidement leurs activités. « Decré » détruit rouvre quelques jours après dans une annexe voisine. Les cinq restaurants municipaux préexistants développent leurs activités pour les plus démunis et dans les entreprises, administrations, de nombreuses cantines et popotes sont mises en place pour les ouvriers et employés. Passé le temps de l'émotion et de la solidarité le quotidien du ravitaillement retrouve sa morosité avec ses maigres portions et ses pénuries répétées : pas de beurre la dernière semaine d'octobre ; pas de légumes secs en novembre et décembre ; vin distribué de façon aléatoire selon les quartiers…

Dans la ville sinistrée le travail reprend peu à peu. Là où il y a eu des destructions (chantiers navals, Brasserie de la Meuse) les ouvriers sont employés à déblayer. Ailleurs on travaille souvent au ralenti au gré de l'arrivée des matières premières. Au début du mois de novembre : « *On peut estimer dans l'ensemble à 60% environ des effectifs normaux l'importance du personnel ayant rejoint son poste, le pourcentage global atteignant 70 à 80% pour le personnel masculin, mais ne dépassant guère 40% pour le personnel féminin* » (Préfet 5/11/43). Le 1er janvier 1944, 90% de la main d'œuvre masculine et 70% de la main d'œuvre féminine ont repris une activité normale.

*Le Phare* du 18 septembre 1943 : un peu d'information ; beaucoup de propagande.

LE PHARE

QUOTIDIEN RÉGIONAL

N° 43.474 — 129e Année — UN Franc

ADMINISTRATION ET RÉDACTION : 12, Place du Commerce · NANTES — Tél. de jour : 140.55 et 147.86 — Tél. de nuit : 122.96

Samedi 18 et Dimanche 19 Sept. 1943

Que le sang retombe sur eux !

par Lucien MIGNOTON

POURSUIVANT, avec une implacable et sadique cruauté leur lâche besogne d'assassins, les avions anglo-américains détruisent les villes de France les unes après les autres avec la même sauvage bestialité. Et pourquoi multiplient-ils les horreurs, anéantissent-ils tant de pauvres foyers, jettent-ils la mort et la ruine dans tant de familles, accumulent-ils tant d'innocentes victimes ? Pour rien, absolument pour rien, sinon pour faire claironner par leurs radios de mensongers communiqués de « victoires » à bon compte.

Joignant, en effet, les assertions les plus fausses au cynisme le plus froid, ils osent prétendre qu'ils « atteignent » des « objectifs militaires », même quand ceux-ci n'existent manifestement pas et alors qu'ils portent seulement les deuils les plus abominables dans des populations civiles qui ne peuvent se défendre. Mais une pareille attitude se retourne contre ses auteurs. Si, ville après ville, chaque cité paye un tribut de sang de plus en plus lourd à l'étrange manière de faire la guerre des « Nations unies », chaque ville, aussi, peut apprécier à sa valeur la sincérité des déclarations radiophoniques se vantant d'avoir détruit telles « installations militaires », telles « bases navales », alors que les unes et les autres ne sont représentées que par la pitoyable et longue théorie des cercueils contenant les misérables restes torturés de pauvres femmes, de petits enfants, de vieillards assassinés par ceux qui osent encore, après cela, se prétendre nos « libérateurs ».

A qui donc peuvent prétendre faire illusion ces « libérateurs » conduisant systématiquement la France à la plus totale des ruines en décimant d'infortunées populations ? Est-ce parce que des gens qui se disent des « Français » diffusent, sur les ondes anglaises et américaines, les mensonges les plus évidents, sans avoir, pour les vrais Français restés sur le sol de la Patrie, autre chose que des mots vagues d'hypocrite pitié ? Les Français de France n'ont-ils pas, chaque fois qu'un bombardement se commet, les preuves formelles que le potentiel militaire de l'Allemagne n'en souffre d'aucune manière, que l'Angleterre et l'Amérique n'en peuvent attendre aucun avantage tactique ou stratégique, et que le sang répandu à flots est celui

Avec la plus impitoyable cruauté, les Anglo-Américains continuent leurs bombardements inqualifiables

PLUS DE 500 MORTS, 1.300 BLESSES : tel est le bilan provisoire de la sauvage agression sur Nantes

Tout le centre de la ville est ravagé et de très nombreuses victimes restent encore sous les décombres

C'est un véritable fléau qui s'est abattu, jeudi après-midi, sur Nantes : une rafale de fer et de feu, d'une violence inouïe, semant en quelques minutes la mort, la douleur, la ruine. Si beaucoup d'autres cités martyres ont connu, avant la notre, ces heures d'indescriptible horreur, peu d'entre elles sans doute ont été le témoin d'une agression aussi sauvage, d'une rage de destruction qu'aucun élément rien ne peut justifier. Il était environ 15 h. 30 lorsque les sirènes commencèrent de mugir. Le ciel était d'un bleu limpide et, dans les rues de la ville ensoleillée, se pressaient les promeneurs, les familles, les enfants, en cette après-midi de jeudi. Un quart d'heure plus

core que l'aspect physique du désastre.

Quiconque a vécu ces heures que l'on ne pouvait croire possible dans un monde civilisé ; quiconque a vu errer hors du chaos de la ville bouleversée ces familles jetées à la rue avec quelques hardes, n'oubliera pas.

Aux auteurs de ce crime hors nature commis avec une froide décision sur des milliers d'innocents, toute une population jette l'anathème et cherche, en vain, sans parler même d'excuse, une apparence de justification...

(Lire la suite de nos informations en chronique locale).

médecins, chirurgiens, infirmières et tous ceux qui se sont dévoués au secours des nombreuses victimes du bombardement. C'est par l'entr'aide généreuse de tous les Français, leur dit-il, que notre pays sortira de cette épreuve.

Dans les rues, la population, alignée le long des trottoirs, salue respectueusement le chef de l'Etat qui regagne sa voiture, ayant achevé son douloureux calvaire.

Le bombardement de Paris et de sa banlieue a fait

Nulle part les Soviets ne peuvent briser le front allemand et remporter de succès stratégiques

De violents combats se poursuivent dans la région de Salerne

Au Nord du Lac Ladoga, dans la région de Leïnia, et sur la ligne Moscou-Smolensk, et Karkow-Romny, de violentes attaques bolcheviques sont menées pour pénétrer dans le système défensif allemand. De nombreuses contre-attaques ont maintenu les positions. Des pertes énormes ont été infligées à l'assaillant. On rapporte que sur neuf compagnies bolcheviques d'attaque quelques hommes seulement sont revenus de la bataille. 175 chars ont été détruits. Près de Romny, un mouvement tournant a été tenté en vain. La pression ennemie s'est accentuée dans la région de Karkow.

Au large du Havre, des formations aériennes britanniques ont attaqué les forces navales allemandes de la protection côtière. Aucune n'a été touchée. Trois avions ont été abattus.

Dans la journée d'hier, 21 avions quadri-moteurs ont été abattus, ainsi que dans le courant de la nuit, au-dessus des territoires occupés de l'Ouest.

Le communiqué allemand de vendredi

Le Haut Commandement des forces armées allemandes communique :

Dans la bataille allemande offensive et défensive qui fait rage depuis deux mois sur le front de l'Est, nulle part il n'a été donné aux Soviets, malgré une supériorité numérique écrasante de briser le front et de remporter un succès stratégique. Partout où les Allemands ont abandonné du terrain, ce fut selon l'ordonnance du commandement allemand, dans un ordre absolu et dans une cohésion parfaite.

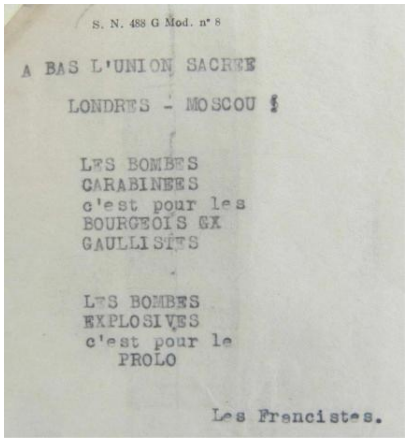
Dans le secteur méridional et central qui est le point crucial des opérations, un rectificatif de grand style, qui a permis de récupérer de nouvelles réserves, est en cours. Dans ce mouvement de décrochage Novorossiysk et Briansk ont été évacuées, après la destruction de toutes les installations d'importance.

A l'ouest de Leïnia et au sud de Belz, des attaques des for-

Certains quartiers de la ville ne sont plus que ruines et gravats qu'il faut déblayer pour retrouver des corps ensevelis, sécuriser les alentours, rétablir la circulation. Dès les premiers jours le préfet a reçu le renfort de mineurs venus de Teillé, Trélazé, Faymoreau. Il a sollicité de Vichy la participation des Chantiers de jeunesse de la zone Sud. Sont alors venues des équipes de Montmarault (Allier), de Brioude (Hte Loire), de Carcassonne. Il s'est également adressé au Secrétariat départemental à la jeunesse qui, du fait de son engagement marqué pour la Révolution nationale, n'a jamais eu beaucoup de succès en Loire-Inférieure : « *Mais il a suffi de faire appel immédiatement à tous les jeunes gens de Nantes et des environs pour qu'ils viennent sur le champ s'enrôler dans les Équipes. L'activité de ces jeunes a été très précieuse. Bien que beaucoup d'entre eux fussent peu habitués à de durs travaux ils ont accompli la tâche à eux confiée avec un courage et un dévouement remarquables. Ils ont transporté des blessés et des morts, creusé des tombes, contribué au déblaiement, coopéré au déménagement du mobilier des sinistrés, collaboré au service d'ordre sans relâche et sans défaillance* » (Préfet, 10/10/43).

Ces nombreux jeunes débordant de générosité constituent un terreau de prédilection pour la propagande des mouvements collaborationnistes dont les adhérents se mettent aussi à la tâche espérant par la même occasion restaurer leur image auprès de la population encore sous le choc : « *Parmi les mouvements de jeunesse de la zone nord à tendance politique, les jeunes du Parti Franciste et les Jeunes de l'Europe Nouvelle se sont fait remarquer par leur courage et leur endurance* » (Préfet, 10/10/43).

Une équipe des Chantiers de jeunesse venue participer aux travaux de déblaiements photographiée dans les rues de Nantes pour la brochure de propagande : « *Nos villes dans la tourmente, Nantes, 16-23 septembre 1943* ».


S. N. 488 G Mod. n° 8

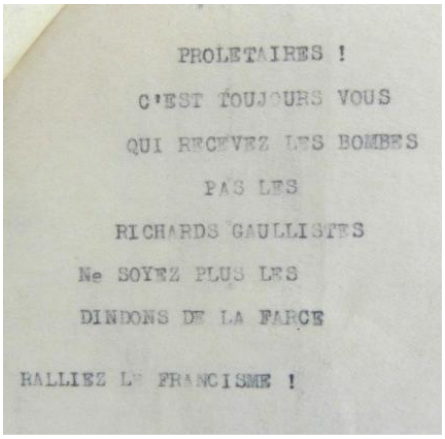
A BAS L'UNION SACREE

LONDRES - MOSCOU !

LES BOMBES
CARABINEES
c'est pour les
BOURGEOIS GX
GAULLISTES

LES BOMBES
EXPLOSIVES
c'est pour le
PROLO

Les Francistes.


PROLETAIRES !

C'EST TOUJOURS VOUS

QUI RECEVEZ LES BOMBES

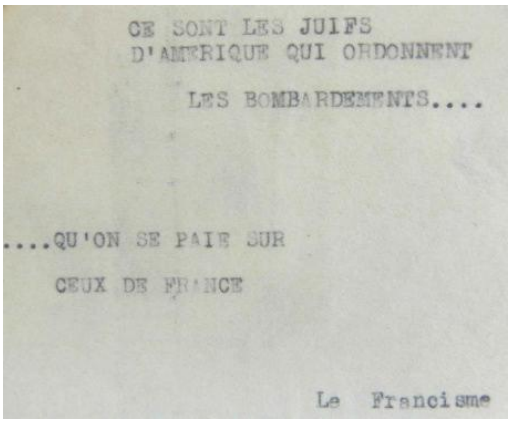
PAS LES

RICHARDS GAULLISTES

Ne SOYEZ PLUS LES

DINDONS DE LA FARCE

RALLIEZ LE FRANCISME !


CE SONT LES JUIFS
D'AMERIQUE QUI ORDONNENT

LES BOMBARDEMENTS....

....QU'ON SE PAIE SUR

CEUX DE FRANCE

Le Francisme

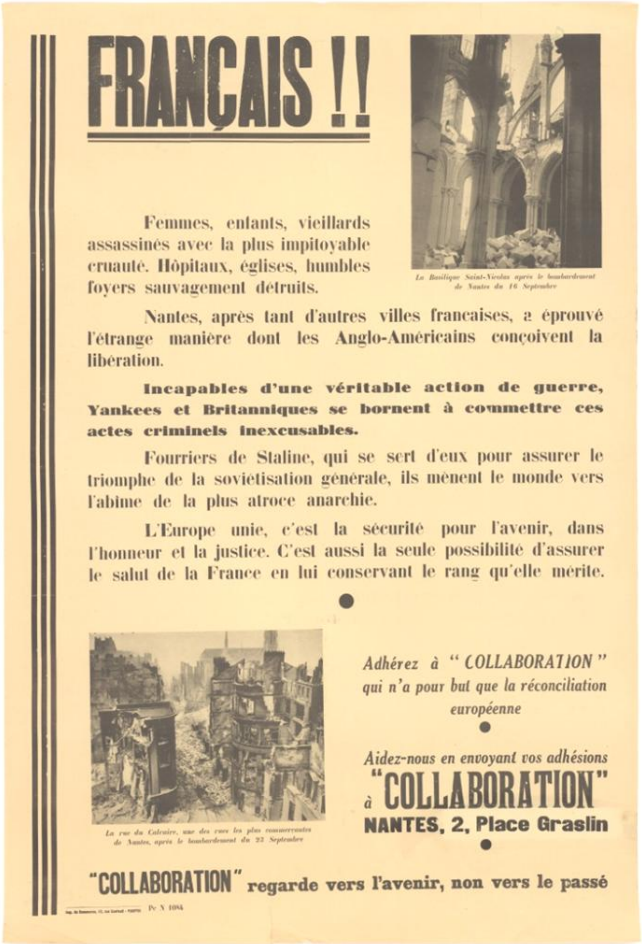
Papillons répandus par les Francistes après les bombardements : populisme, anti-gaullisme, antisémitisme. (ADLA 1693 W 107)

Les bombardements de Nantes et les dégâts qu'ils ont provoqués deviennent un vaste champ de récupération politique. Les partis collaborationnistes de Nantes dont toutes les permanences ont volé en éclats sous les bombes (sauf celle de la LVF) mettent un instant leurs querelles internes en sommeil pour signer un manifeste condamnant l'attaque aérienne. 10 000 tracts sont distribués et des inscriptions sur les murs proclament : « *Maudits soient les libérateurs* ».

Le gouvernement, qui profite lui aussi de l'occasion pour dénoncer les Anglo-américains, envoie pour participer aux travaux de déblaiements un détachement de la Milice, que le préfet n'avait pas sollicitée, et que la population découvre.

Les Allemands après avoir participé à la lutte contre les incendies qui ravageaient la ville cherchent à détourner l'émotion de la population contre les Alliés. La Propagandastaffel diffuse de nombreuses photos de la ville en ruines légendées : « *Après le passage des avions terroristes anglo-américains sur Nantes* ». De son côté le gouvernement de Vichy édite une brochure de 36 pages abondamment illustrée et largement diffusée dans le pays intitulée : « *Nos villes dans la tourmente, Nantes 16 – 23 septembre 1943* ».

Les Nantais ne se laissent pas séduire par les tentatives de récupération : « *On enregistre dans la population nantaise une manifestation plus ouverte de son hostilité à l'égard des membres des groupements nationaux et cela malgré le dévouement dont certains ont fait preuve à la suite des bombardements* » (Commissaire des R.G. 26/09/43). Par contre l'opinion publique qui admet les destructions d'objectifs militaires mais pas les victimes civiles ne reste pas insensible à une propagande qui joue autant sur la raison que sur l'émotion.


FRANÇAIS !!

La Basilique Saint-Nicolas après le bombardement de Nantes du 16 Septembre

Femmes, enfants, vieillards assassinés avec la plus impitoyable cruauté. Hôpitaux, églises, humbles foyers sauvagement détruits.

Nantes, après tant d'autres villes françaises, a éprouvé l'étrange manière dont les Anglo-Américains conçoivent la libération.

**Incapables d'une véritable action de guerre, Yankees et Britanniques se bornent à commettre ces actes criminels inexcusables.**

Fourriers de Staline, qui se sert d'eux pour assurer le triomphe de la sovietisation générale, ils mènent le monde vers l'abîme de la plus atroce anarchie.

L'Europe unie, c'est la sécurité pour l'avenir, dans l'honneur et la justice. C'est aussi la seule possibilité d'assurer le salut de la France en lui conservant le rang qu'elle mérite.

La rue du Calvaire, une des rues les plus commerçantes de Nantes, après le bombardement du 23 Septembre

*Adhérez à " COLLABORATION " qui n'a pour but que la réconciliation européenne*

*Aidez-nous en envoyant vos adhésions à* "COLLABORATION"
NANTES, 2, Place Graslin

"COLLABORATION" regarde vers l'avenir, non vers le passé

Imp. de Bonnaire, 11, rue Lamoal - NANTES - Pr N 1094

Une tentative de récupération de l'émotion populaire suite aux bombardements. Affiche du Groupe Collaboration. (ADLA 48 Fi 42)

La propagande de Vichy cherche à retourner l'opinion contre les Alliés en insistant, dans une mise en scène d'épouvante, sur les pertes humaines et les dégâts aux biens civils causés par des bombardements censés viser des cibles militaires. (ADLA 48 Fi 39)

Dans ce climat étrange fait de dévouement, d'émotion, de récupération le préfet organise le 3 octobre une cérémonie à finalité patriotique mais fortement marquée, au moment où le pays est très divisé, par un esprit de réconciliation nationale dont on ne sait s'il relève de Vichy ou du souhait revendiqué d'une Libération apaisée. Peut-être le préfet Bonnefoy doute-t-il lui-même de son initiative car il n'en fait aucune publicité. Il rapporte :

« *Dans la ville douloureusement frappée et qui offre le cruel spectacle de tant et tant de ruines, j'ai voulu organiser, le dimanche 3 octobre, une cérémonie qui symbolisât l'union de tous dans le malheur autour de l'emblème national. À cet effet, j'ai sollicité et obtenu de l'autorité occupante l'autorisation de hisser le drapeau français sur la place de la préfecture. La cérémonie de l'envoi des couleurs a eu lieu à midi. Le service d'ordre était assuré par des détachements de chacune des formations ayant contribué, en des conditions périlleuses, à la lutte contre les effets des bombardements : Sapeurs-pompiers, Police urbaine, Police d'Etat, des détachements extérieurs, Gendarmerie, Défense passive, Croix-Rouge. Les autorités locales, ayant le préfet à leur tête, étaient présentes. Le Feldkommandant de Nantes absent de la ville s'était fait représenter par une délégation de trois officiers. Les couleurs furent hissées par un jeune des Chantiers de la Zone sud et un milicien. Après quoi, le Groupe de la Milice, sous le commandement du chef Arthus, et le groupe 38 des jeunes des Chantiers, sous le commandement du chef Tanan, défilèrent devant le drapeau au pied duquel s'étaient placées les autorités présentes.* »

« *Une telle cérémonie qui avait lieu à Nantes pour la première fois depuis l'armistice a été particulièrement précieuse dans les douloureuses circonstances présentes. Elle a élevé tous les cœurs et les a unis dans un même sentiment de ferveur et de dévouement patriotiques* » (10/10/43).

Cet événement n'eut guère d'impact sur l'opinion si l'on en croit les Renseignements généraux : « *La population n'en avait pas été prévenue et une cinquantaine de personnes seulement étaient présentes ; la plupart d'entre elles ont exprimé leur surprises, puis leur satisfaction et leur joie de voir flotter les couleurs nationales. Quelques réflexions désobligeantes à l'adresse de la Milice ont été entendues* » (10/10/43).

Les Nantais, malgré les souffrances infligées, restent fidèles aux Alliés même si désormais rien ne sera plus comme avant. De mois en moi nos rapporteurs évaluent la répercussion de l'onde de choc sur les relations qu'ils entretiennent avec leurs libérateurs tant espérés.

3 octobre : « *L'opinion qui était généralement favorable aux alliés s'est brusquement modifiée mais il est possible et même probable qu'avec le temps s'atténue ou même disparaisse l'hostilité qui s'est manifestée contre les anglo-américains, tout au moins chez ceux qui n'ont pas eu à souffrir directement des bombardements. En tout cas ces attaques n'ont rien changé à l'opposition des Nantais aux Allemands et à la Collaboration* » (Commissaire des R.G.).

23 octobre : « *Le ressentiment du public contre les anglo-américains à la suite des bombardements… est toujours très vif* » (Commissaire des R.G.).

4 janvier : « *La population nantaise, à la suite des bombardements des 16 et 23 septembre s'était montrée beaucoup moins favorable aux anglo-américains. Depuis lors elle leur a en majorité redonné sa confiance et sa sympathie* » (Préfet).

Avec le temps tout s'évanouit… ou presque. Il reste toujours un fond de rancœur et gravé dans l'inconscient le traumatisme des bombardements qui rend insupportable un vrombissement de moteur d'avion ou la sirène d'une alerte. Ainsi le 5 décembre une alerte aérienne dure deux heures : « *La ville a été survolée par de très nombreux avions et la DCA a réagi très activement* » (Commissaire des R.G, 12/12/43). Pris de panique des habitants fuient une ville devenue trop angoissante.

Les malheurs des Nantais vont émouvoir le maréchal Pétain ce qui vaudra au maire, Henri Orrion, de recevoir la décoration créée par le régime pour honorer ses bons serviteurs (la francisque) et à la propagande de chanter les louanges du Maréchal. Le 16 octobre une délégation des maires de la région administrative d'Angers effectue un court séjour à Vichy. Huit maires de la Loire-Inférieure conduits par le préfet Bonnefoy sont présentés au chef de l'État. Le préfet rapporte : « *Lors de mon entretien avec le Maréchal celui-ci s'est penché sur le tragique destin de Nantes et de Saint-Nazaire. Mr Orrion, maire de Nantes, a évoqué les heures douloureuses de notre ville. Le Maréchal fut visiblement affecté par la description des calamités qui ont frappé notre cité. Il épingla sa propre francisque sur le veston de Mr Orrion* » (5/11/43).

Le 16 octobre 1943 à Vichy le maréchal Pétain salue les maires de la région administrative d'Angers. Henri Orrion est le 2e en partant de la gauche. (ADLA 1673 W 82)

À son retour le maire déclara « *que l'honneur qui lui avait été ainsi fait s'adressait à la ville elle-même* » (Commissaire des R.G. 22/10/43).

La presse locale, relatant cette audience, reprend les déclarations des maires reçus à Vichy qui, selon le commissaire des Renseignements généraux: « *Sont unanimes pour exprimer la profonde émotion qu'ils ont ressentie devant le chef de l'État dont la verdeur, la parfaite lucidité d'esprit, l'à-propos, l'étonnante mémoire les a particulièrement frappés* » (24/10/43).

Cette ode au Maréchal pas plus que la remise de la francisque n'eurent l'effet escompté : « *Les comptes-rendus de presse sur les voyages et les réceptions ont été considérés par l'ensemble de la population comme ne présentant pas un grand intérêt* » (Commissaire des R.G. 24/10/43). Les Nantais accablés sont las de tout : du régime, de la guerre… Ils n'aspirent qu'à une chose : la paix.

CHRONIQUE LOCALE

Le Maréchal épingle sa propre francisque sur le veston du Maire de Nantes

Recevant, ainsi que nous l'avons annoncé hier, la délé-

L'ARRIVAGE DU POISSON

Ce que nous dit le Président du Comité consultatif de Répartition

— En temps normal, nous déclare M. Leday, président du Comité consultatif de répartition du poisson, un tonnage journalier d'environ 15.000 kgs

Nantes et des environs qui sont régulièrement inscrits à la répartition, c'est à peine si nous en voyions une cinquantaine. Sur 112 collectivités,

La population est alors plus sensible aux problèmes d'alimentation qu'à une décoration au revers d'un veston. Cependant la francisque est restée épinglée dans la mémoire trouble de Nantes. (Le Phare, 19 octobre 1943)

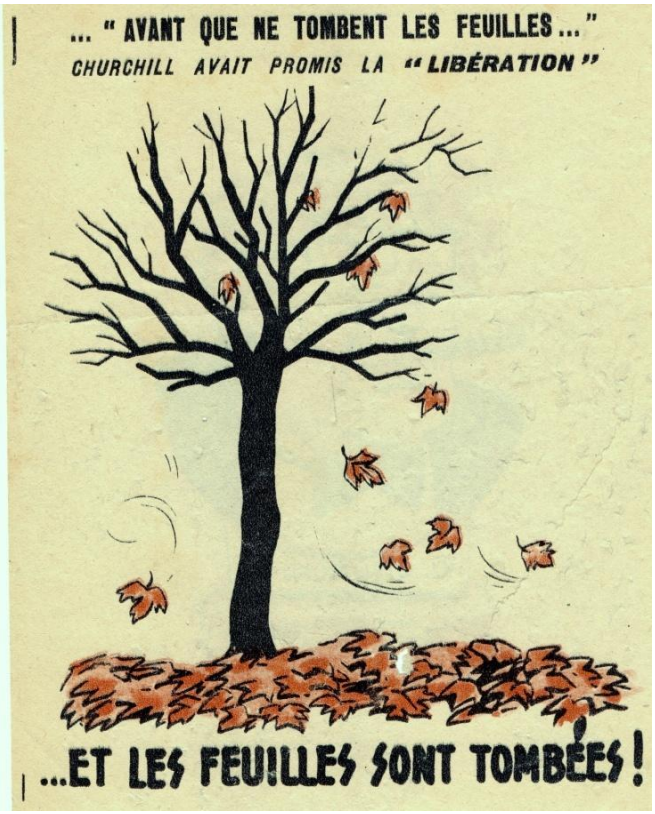
**La population est lasse**

Dans son rapport du 25 décembre 1943, le sous-préfet de Châteaubriant analyse ainsi l'état de l'opinion publique dans les derniers mois de 1943 : « *La caractéristique dominante de l'état d'esprit populaire semble être depuis quelques semaines une lassitude croissante provoquée par diverses raisons* ». Il énumère ensuite ces raisons que nous allons reprendre et développer en les éclairant des avis de nos autres rapporteurs.

Le sous-préfet invoque en premier lieu la déception causée par la prolongation d'une guerre, qu'après les succès alliés de l'été, on croyait voir se terminer à l'automne. Le retour de l'hiver ralentit la progression soviétique. Les Anglo-américains sont bloqués dans leur remontée de l'Italie par une puissante contre-attaque allemande. La guerre s'enlise et le doute s'empare des esprits : « *L'espérance d'une victoire par la force des armes a quitté bien des esprits… Beaucoup pensent plutôt à la réalisation d'une paix de compromis amenée par la lassitude de tous les peuples en guerre* » (Commissaire central de Nantes, 23/12/43).

Après la catastrophe qui a frappé Nantes, la Libération n'est plus une attente pleine d'espoir mais un moment redouté, angoissant : « *On ne croit plus guère à un débarquement sur la côte atlantique. On l'appréhende cependant et la population unanime après les bombardements des 16 et 23 septembre désire plus que jamais être épargnée de cette épreuve* » (Préfet, 5/11/43). À l'écoute des campagnes, le commandant de la gendarmerie signale : *« La population qui croyait en octobre dernier à une fin proche de la guerre a maintenant l'impression qu'on lui a bourré le crâne* » (27/12/43).

Les journaux, la propagande française et allemande tentent d'exploiter cette désillusion. De nombreux tracts dénonçant les promesses d'une prochaine libération faite par les Alliés sont diffusés dans les lieux publics. Les passants les foulent au pied dans la rue pour les rendre illisibles note le commissaire des Renseignements généraux.




Tract dénonçant la promesse non tenue de Churchill (représenté au verso) ramassé dans une rue de Nantes. (Coll. part.)

La deuxième raison invoquée par le sous-préfet de Châteaubriant pour expliquer la lassitude croissante de l'opinion publique est : « *L'impression que l'occupation allemande devient chaque jour plus lourde. Les réquisitions de main d'œuvre confirment singulièrement cette thèse, de même que la présence de représentants de l'autorité d'occupation dans des réunions organisées pour une rentrée plus exacte des diverses impositions faites aux agriculteurs* ».

L'assertion du sous-préfet à propos des réquisitions de main-d'œuvre demande à être nuancée en fonction du moment et des territoires concernés. À la suite des bombardements de Nantes les Allemands avertissent la population par voie de presse, le 22 octobre, que les départs d'ouvriers dans le cadre du STO prévus pour novembre sont suspendus. Des instructions ministérielles françaises mettent fin, temporairement, aux recherches des réfractaires enjoignant à ceux-ci de se présenter au Bureau du Travail pour être embauchés dans des usines françaises au service de l'Allemagne. Par contre, en novembre, les jeunes de la classe 1943 doivent se faire recenser pour le STO. On envisage de les envoyer, non pas en Allemagne, mais dans des chantiers situés sur le territoire français. Cela ne les convainc guère et seulement 195 sur 695 se présentent.

Les réquisitions de main d'œuvre auxquelles fait allusion le sous-préfet de Châteaubriant concernent essentiellement les ruraux. En décembre, les Allemands convoquent près de 2 500 cultivateurs des classes 1939 – 40 – 41, jusque-là épargnés par le STO, pour les envoyer travailler dans les chantiers de l'Organisation Todt de la côte. « *Ces appels de jeunes gens ont créé un grand malaise chez les cultivateurs à qui on demande chaque jour de nouveaux apports de production* » écrit le préfet dans son rapport du 4 janvier 1944 et il rajoute : *« Le nombre de ceux qui ont répondu à la convocation est à ce jour infime et la majeure partie de ces jeunes gens vont vivre dans l'illégalité* ». Sur 2738 convoqués 34 se présentèrent.

Comme le souligne le préfet, les jeunes sont de plus en plus nombreux à rejoindre la clandestinité. On l'a déjà dit, ils trouvent dans les fermes et les exploitations forestières du département (notamment en forêt de Juigné) un accueil complice. Peu à peu cependant l'opinion s'inquiète du devenir de ces réfractaires :

« *Si les familles de ceux qui sont susceptibles d'être désignés sont généralement d'accord pour conseiller aux leurs de se soustraire à leurs obligations et de gagner le maquis, il est d'autres familles qui cessent d'approuver ou même de considérer avec indulgence ces départs dans l'illégalité de toute une fraction de la jeunesse française car en présence des actes de terrorisme où se trouvent associés réfractaires et repris de justice, elles s'inquiètent des graves conséquences que peut avoir aussi bien moralement que socialement la rupture brutale de ces jeunes avec les mœurs légales* » (Commissaire des R.G. 14/11/43).

Les actes de « terrorisme » auxquels fait allusion le commissaire sont ceux que rapportent la presse et la propagande dans le souci de discréditer la Résistance. Le développement de grands maquis, surtout dans la zone Sud, amène les résistants à opérer des coups de main de plus en plus hardis contre l'occupant et les forces répressives de Vichy. Les maquisards et les réfractaires (qui ne rejoignent pas tous la Résistance) ont aussi besoin pour survivre d'argent, de nourriture… ce qui les amène à s'en prendre aux mairies, bureaux de Poste et parfois à des particuliers soupçonnés de s'être enrichis frauduleusement. Profitant de la confusion du moment certains clandestins se livrent à des actes crapuleux. La presse pratique l'amalgame pour déconsidérer l'ensemble de ceux qui ont pris le maquis et pour entretenir un sentiment de panique censé rallier la population au pouvoir.

*« Pendant une assez longue période les actes de terrorisme ont été dirigés à peu près uniquement contre des membres de l'armée d'occupation ou des groupements nationaux. Aussi étaient-ils considérés par une notable majorité de la population comme des véritables actes de patriotisme* ».

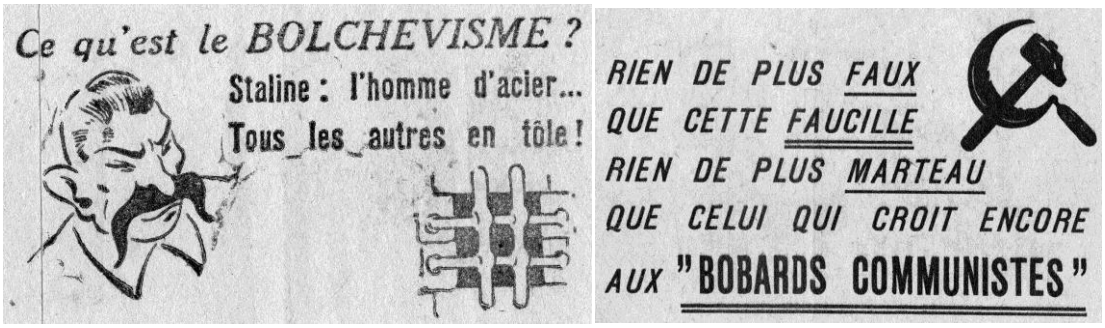
« *Actuellement les victimes de ce terrorisme ne sont plus seulement les Allemands ou des individus ayant joué un rôle politique ou encore des fonctionnaires appelés par la nature de leur activité à courir un risque mais de paisibles paysans, de petits rentiers, des femmes sans défense. Devant la fréquence de ces attentats… l'opinion s'émeut grandement. Certaines personnes en arrivent à envisager avec inquiétude la fin de l'occupation qui pourrait être le déclenchement d'une véritable guerre civile* » (Commissaire des R.G. 7/11/43).

Tous nos rapporteurs se font l'écho de cette inquiétude de la population à propos des attentats commis contre des particuliers et c'est une des raisons invoquées par le sous-préfet de Châteaubriant pour expliquer la lassitude de l'opinion. Celle-ci ignorant tout du fonctionnement de la Résistance ne sait s'il faut attribuer les attaques à des patriotes ou à de simples délinquants et subit l'influence de la presse et de la propagande qui profitent de ce trouble pour créer un sentiment d'angoisse dans un département où la police et la gendarmerie ne signalent, pour l'instant, que de très rares agressions contre les personnes. Le commissaire central de Nantes reconnaît lui-même : *« Chacun se félicite du calme qui règne dans notre région* » (23/12/43).

**La Résistance à l'épreuve**

Depuis le démantèlement des réseaux FTP au début de l'année 1943, les attentats contre l'armée d'occupation ou les installations stratégiques on quasiment cessé. L'activité du parti communiste se cantonne, vue de l'extérieur, à des distributions de journaux clandestins et de tracts, en particulier à l'occasion du 11 novembre.

Pour ce jour-là, 25e anniversaire de la victoire de 1918, deux appels à la grève dans les usines ont été lancés : l'un par le parti communiste pour une grève générale ; l'autre par la radio de Londres pour un arrêt de travail de 11 h. à 12 h. Les mots d'ordre furent entendus car : « *Le nombre des grévistes a atteint la totalité des effectifs dans certains chantiers* » (Préfet, 4/01/44). Quelques jours plus tôt, à l'occasion de la fête de la Toussaint *« la population moins anglophile depuis les bombardements mais tout aussi germanophobe* » selon le commissaire des Renseignements généraux, est allée fleurir les tombes des soldats français, anglais et belges au cimetière de La Gaudinière. Il signale aussi que : « *Peu de visiteurs au contraire se rendent sur les tombes des soldats allemands. Les rares fleurs qui y ont été déposées formaient un contraste très net avec les tombes françaises, anglaises et belges. On y remarquait par contre des couronnes offertes par Mr le préfet, par la Ville de Nantes, par le Conseil départemental et par le Groupe Collaboration* » (Commissaire central, 2/11/43).




Papillons anticommunistes diffusés par les mouvements collaborationnistes. (Coll. part.)

La Résistance, maintenant réorganisée en Loire-Inférieure dans le cadre d'un Comité départemental de libération et d'une Armée secrète dirigée par le général Audibert, collecte et envoie des renseignements aux Alliés, prépare des terrains où des armes, qu'il faut ensuite cacher dans des fermes amies, sont parachutées. Opérations dangereuses. En novembre, 29 containers cylindriques ayant contenu des armes, des munitions, des cigarettes… sont découverts à Fercé et à Soulvache où les équipes locales du réseau Buckmaster – Oscar les avaient cachés après leur parachutage. Le 30 novembre, en plein jour, un peloton allemand cerne un pâté de maisons de Châteaubriant pour y arrêter Marcel Letertre, chef adjoint du réseau pour la Loire-Inférieure, et d'autres résistants. Cet événement est une autre des raisons invoquées par le sous-préfet de Châteaubriant pour expliquer l'état d'esprit morose de la population : « *D'autre part une certaine émotion s'est emparée de quelques éléments de la population castelbriantaise à l'annonce de l'arrestation d'une dizaine de personnes à Châteaubriant et dans les environs immédiats accusées d'avoir caché des armes parachutées* ».

Au gré de la circulation de l'information, l'opinion découvre que ceux que la propagande appelle les « terroristes » sont de paisibles notables et pères de famille : leurs voisins. Au-delà de l'émotion, le témoignage de ces résistants si ordinaires, qui seront ensuite torturés et déportés, permet le renforcement de la solidarité entre patriotes et l'émergence dans les milieux, encore favorables à Vichy, d'une communauté de sentiments par hostilité contre l'occupant.

Le groupe de Châteaubriant n'est qu'un élément d'un ensemble plus vaste que la population ignore. À ce moment-là, dans les campagnes du département, 23 groupes de même nature se mettent en place. Ils se donnent parfois le nom de « maquis » même si leur fonctionnement est très différent de ceux organisés dans les régions montagneuses du pays. Ici, il s'agit souvent de groupes d'une dizaine de paysans, d'artisans, d'ouvriers augmentés de quelques réfractaires qui vaquent à leurs occupations professionnelles dans la journée et se retrouvent à l'occasion, dans un endroit isolé, pour réceptionner des armes ou s'entraîner à leur maniement. La coordination de tous ces groupes de résistants par les nouveaux organismes mis en place récemment dans la région (CDL, AS..) et les liaisons avec Londres ou Alger mettent en péril des combattants de l'ombre résolus mais, par la force des choses, inexpérimentés.

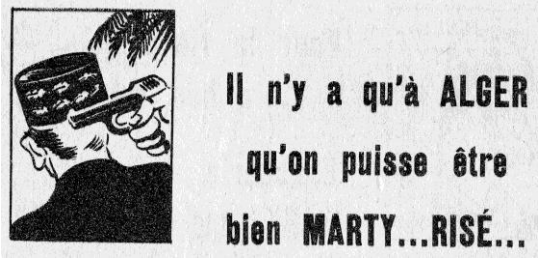
Des organismes de la Résistance la population ne connaît que ceux existant à Londres ou récemment installés à Alger, notamment le CFLN créé par de Gaulle. Elle en suit les prises de position, les décisions, les intrigues à travers les informations transmises par la BBC et celles, déformées, données par la presse aux ordres de l'occupant. En cette fin d'automne : « *L'enthousiasme qui s'était manifesté dans la grande majorité de la population au lendemain de la formation du Comité de Libération s'est grandement atténué* » (Commissaire des R.G. 28/11/43).

Cette désaffection tient à la représentation que les uns et les autres se font de de Gaulle. Celui-ci incarne depuis le début la résistance à l'occupant et rassemble, sur des valeurs de patriotisme et d'honneur dépourvues de tout engagement politique partisan, des Français venus de tous les horizons. Maintenant qu'il s'impose de plus en plus comme le chef de la France libérée ses choix politiques et tactiques mieux affirmés en déconcertent quelques uns.

Les anciens partisans de Pétain et de la Révolution nationale qui ont rallié le CFLN dans les pas du général Giraud s'inquiètent de voir celui-ci, qu'ils considèrent comme le garant des valeurs conservatrices dans les nouvelles instances, écarté du pouvoir.

L'annonce par Alger que les ministres et hauts fonctionnaires de l'État français seront poursuivis en justice, suivie de l'arrestation de Pierre Pucheu (ancien ministre de l'Intérieur en 1941), qui avait rejoint Giraud en Afrique du Nord, est perçue dans les milieux de l'administration et de la bourgeoisie comme une menace, une sorte de « terreur rouge » : « *L'épuration faite en Afrique du Nord et qui atteint de nombreuses personnalités militaires et politiques connues pour leur patriotisme et leurs sentiments anti-communistes est considérée comme une nouvelle preuve de la main-mise des communistes sur le comité* d'Alger » (Commissaire des R.G. 28/11/43).

Enfin, la reconnaissance du CFLN par les Alliés, dont l'URSS, et l'arrivée à Alger en octobre de André Marty, important dirigeant communiste, pour représenter le parti communiste français auprès du CFLN et siéger à l'assemblée consultative excitent l'anticommunisme de nos rapporteurs qui parlent, contre toute vraisemblance sauf à donner crédit à la presse collaborationniste, de : « *La prépondérance prise par les communistes dans la direction des affaires et l'orientation suivie par le comité d'Alger* » (Commissaire des R.G. 28/11/43 ; propos repris par le préfet dans son rapport du 4 janvier 1944). Le commissaire central évoque la « main-mise des communistes sur le comité d'Alger » (23/12/43).

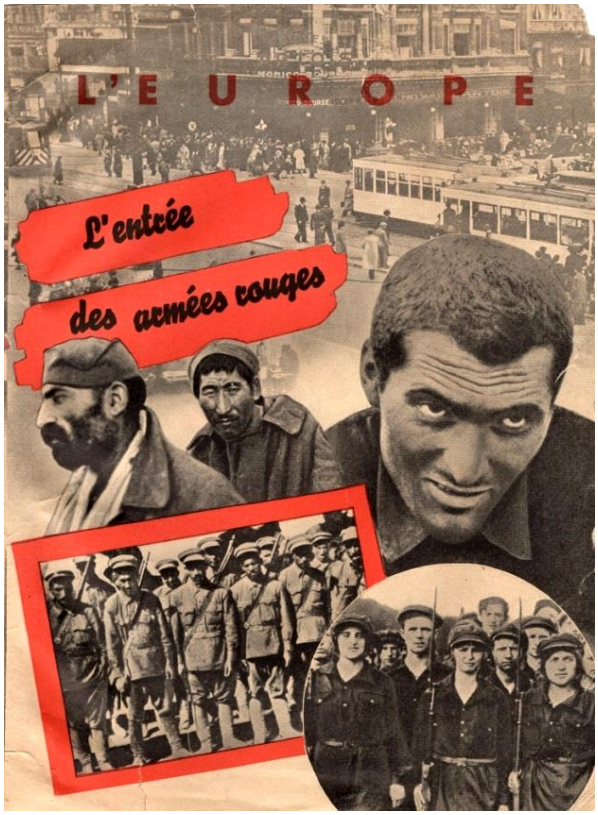



L'arrivée de A. Marty à Alger, l'arrestation de P. Pucheu et la mise à l'écart du général Giraud inspirent les papillons des mouvements collaborationnistes. (Coll. part.)

Dans les milieux déjà très marqués par l'anti-communisme la nouvelle orientation donnée au CFLN par de Gaulle débarrassé de Giraud alarme : « *La politique du CFLN qui tend à s'orienter nettement vers un appui total de la Russie soviétique produit une impression pénible dans les milieux bourgeois et cléricaux à tendance gaulliste* » (Commissaire des R.G. 23/10/43). Le commandant de la gendarmerie rajoute : « *Dans les milieux ruraux le danger bolchevique commence à être dénoncé et être entrevu. Les paysans ont un esprit de propriété très poussé* » (27/12/43).

De Gaulle, général, homme d'ordre, attirait les milieux conservateurs patriotes ou déçus par Vichy ; de Gaulle, homme politique passant des alliances pour reconstruire la France avec tous les mouvements en lutte contre le nazisme, dont le parti communiste, les inquiète voire les repousse.

La propagande allemande et celle de Vichy vont tenter d'exploiter ce malaise qui touche une partie des gaullistes en lançant une grande campagne anti-bolcheviste dans le département. À la mi-décembre des affiches, des brochures, des tracts sont diffusés : « *Cette propagande est généralement accueillie avec indifférence par la population et même avec mépris par la classe ouvrière. Les milieux commerçants et bourgeois l'accueillent sans sympathie mais ne restent pas indifférents devant le rappel du danger communiste* » (Commissaire des R.G. 21/12/43).




Les tracts antibolchevistes de la propagande allemande sont toujours imprégnés du racisme inhérent au régime nazi. (Coll. part.)

En même temps, des conférences sur le bolchevisme sont organisées par la Propagandastaffel et des membres des partis collaborationnistes dans plusieurs villes : Clisson, Châteaubriant, Ancenis, Pontchâteau, La Baule, Guérande. Le sous-préfet de Châteaubriant signale que : « *Le public déserte à peu près complètement les réunions* » (25/12/43). À Ancenis, le 14 décembre, il n'y a que 27 personnes (dont 7 enfants) pour débattre de la question : « Serons-nous bolchevisés ? ».

Malgré le trouble qui les touche et le déchaînement de la propagande, les gaullistes des milieux conservateurs s'ils s'éloignent du CFLN ne se rapprochent pas pour autant d'un régime de Vichy qu'ils savent condamné. Ils restent plus que jamais cantonnés dans leur attitude coutumière : l'attentisme.

**Le collaborationnisme entre déclin et radicalisation**

Les bombardements de Nantes ont détruit les permanences des mouvements collaborationnistes, dispersé les militants, anéanti les ambitions : « *Les milieux nationaux… estiment maintenant que l'Allemagne ne peut plus gagner la guerre et beaucoup ne dissimulent plus leurs inquiétudes, certains pensent surtout à leur propre personne et se demandent quel sera leur sort après le départ des Allemands* » (Commissaire des R.G. 26/09/43). Ainsi : « *Les dirigeants du Parti National Breton envisageant avec inquiétude l'effondrement prochain de l'Allemagne ont diffusé, dans le plus grand secret, des consignes à tous les membres influents du parti. Ceux-ci sont invités, dès maintenant à détruire leurs papiers, listes avec adresses et, en cas de débarquement, à quitter sur le champ le département* » (Commissaire des R.G. 26/09/43).

La plupart des mouvements collaborationnistes cessent leurs activités ou fonctionnent au ralenti. Le Groupe Collaboration, toujours en proie à des règlements de compte internes, est réduit à quelques unités. Les « Jeunes de l'Europe Nouvelle » ferment leur permanence en décembre. Quand le PPF veut ouvrir sa nouvelle permanence au 131 rue Paul Bellamy « *les habitants du quartier se plaignent de ce voisinage qu'ils considèrent comme dangereux* » (Commissaire des R.G. 21/11/43). Lors de l'inauguration, le 20 novembre, il n'y a que trois adhérents présents. On repousse au lendemain : ils seront six pour inaugurer le nouveau local.

Quelques ultras de ces partis en déliquescence rejoignent un nouveau mouvement, le Groupement de combat d'action sociale, mis en place en novembre par James de Junquières avec comme objectif selon les Renseignements généraux : agir en collaboration étroite avec la police allemande pour la recherche des terroristes. Objectif qui, malheureusement, sera tenu.

Le collaborationnisme nantais est sur la pente irréversible du déclin mais aussi de la radicalisation pour ses rescapés. Seule la LVF continue à recruter dans sa nouvelle permanence de la place Saint-Pierre. Fin novembre, depuis sa création en 1941, elle en est à 160 engagements de volontaires pour aller combattre sur le front russe. Ses dirigeants font placarder dans la ville 400 affiches appelant à s'engager dans le régiment français de la Waffen SS. « *Cette propagande a peu attiré l'attention du public qui feint pour le moins de l'ignorer. Quelques réflexions désobligeantes et souvent hostiles sont toutefois retenues de la part d'ouvriers et de jeunes gens* » (Commissaire des R.G. 10/10/43).

Affiche d'août 1941 appelant les jeunes gens à s'engager dans la Légion des Volontaires Français contre le bolchevisme pour aller combattre aux côtés des soldats allemands (dont ils portaient l'uniforme marqué d'un écusson tricolore) sur le front russe. (ADLA 48 Fi 37)

Bombardements, rationnement, réquisition des jeunes gens, arrestations de résistants, menace d'un déchaînement de violence entre Français… la population prise dans un réseau d'angoisses est lasse de la guerre. Quelques uns, surtout chez les ouvriers et parmi les jeunes, manifestent leur rejet de l'Occupation et de la Collaboration à l'occasion des fêtes patriotiques mais la grande masse se réfugie dans l'attentisme. Attentisme qui chez certains se colore d'une solidarité complice avec la Résistance, peu fournie, régulièrement décimée mais toujours renaissante.

**La grève de Pétain**

Toute à ses difficultés la population se désintéresse habituellement des intrigues de Vichy. Si les liens sont définitivement coupés avec le gouvernement, où Laval fait l'unanimité contre lui, le cordon ne l'est pas avec celui qui incarne l'État. On s'intéresse toujours au sort du maréchal Pétain même si son étoile a pâli. À la mi-novembre celle-ci va retrouver un peu d'éclat. Une rumeur court le pays dont rendent compte nos rapporteurs :

« *Les nouvelles anglaises, assez contradictoires d'ailleurs, indiquant tantôt que le Maréchal Pétain aurait donné sa démission, tantôt qu'il serait gravement malade n'ont pu manquer de créer une grande émotion* » (Commissaire central, 20/11/43).

« *L'opinion a été vivement émue à la nouvelle donnée par la BBC de la démission du Maréchal Pétain, information qui n'a été ni confirmée ni infirmée par la radio française* » (Commissaire des R.G. de Saint-Nazaire, 20/11/43).

Cette rumeur de l'empêchement du chef de l'État provoque un regain d'émotion en sa faveur : « *La population se montre très inquiète du départ éventuel du chef de l'État. On enregistre ce sentiment même chez des personnes qui critiquaient habituellement le Maréchal et devant l'incertitude du lendemain on appréhende généralement son départ qui serait considéré comme un malheur national* » (Commissaire des R.G. 21/11/43).

Le mythe Pétain joue à plein. Le Maréchal redevient le père, le protecteur, le dernier rempart contre la main-mise totale des Allemands sur le pays par le biais des ultras de la Collaboration : « *Beaucoup de Français, même parmi ceux qui reprochent au chef de l'État d'avoir signé l'armistice de juin 1940 plutôt que de se replier en Afrique avec le gouvernement, appréhendent un changement à la tête de l'État, changement qui pourrait amener au pouvoir Messieurs Doriot, Bucard ou Darnand qui n'ont pas la sympathie du public* » (Commissaire des R.G. de Saint-Nazaire, 20/11/43).

Face à l'inquiétude et aux interrogations de la population Vichy oppose un mutisme total qui entretient le malaise : « *Chacun se rend compte qu'il se passe à Vichy des événements importants… En présence du silence absolu des sphères officielles les imaginations travaillent et les bruits les plus divers circulent* » (Commissaire des R.G. 5/11/43).

Les hypothèses avancées vont toutes dans le sens d'une réarticulation de Pétain avec son mythe en utilisant les représentations imaginaires du couple repoussoir (le bon Maréchal trahi par son âme noire, Laval) et celle du double-jeu.

« *On considère de plus en plus que le Maréchal n'est pas libre et que l'incident du 13 novembre a été provoqué par sa résistance à céder à de nouvelles exigences allemandes acceptées par le président Laval* » (Commissaire des R.G. 5/12/43).

« *Parmi les bruits qui circulent il y a lieu de citer l'affirmation que le président Laval, d'accord avec les Allemands, envisage la mobilisation mais qu'il se heurte à l'opposition formelle du Maréchal* » (Commissaire des R.G. 12/12/43).

Des bruits courent de tractations entre Vichy et Alger. On en veut pour preuve que : « *Depuis quelque temps la radio étrangère s'abstient de critiquer le Maréchal* » (Commissaire des R.G. 5/12/43).

La vérité est bien différente.

Pétain, instruit par l'exemple de l'amiral Darlan, qui se trouvant à Alger lors du débarquement des Anglo-américains fut reconnu par ceux-ci comme incarnant l'autorité légale sur place, et l'attitude du roi d'Italie qui, pour conserver son trône, « démissionna » Mussolini après le débarquement des Alliés en Sicile espérant s'attirer leurs bonnes grâces, imagine que lorsque les Américains débarqueront en France il pourrait s'entendre avec les libérateurs et garder le pouvoir pour peu qu'il fasse quelques pas dans leur direction. Disposant du pouvoir constituant confié par l'Assemblée Nationale le 10 juillet 1940 il prépare une constitution rétablissant un régime parlementaire, geste de bonne volonté qui lui redonnera pense-t-il une légitimité, puis envisage, le moment venu, d'écarter Laval successeur désigné mais trop compromis avec l'occupant. Ainsi, espère-t-il, les Anglo-américains, et tous les Français inquiets d'une révolution communiste, le garderont-ils à la tête du pays, au moins le temps de transmettre ses pouvoirs à un gouvernement d'union nationale incluant des hommes d'Alger et les moins compromis de Vichy. Cela lui permettrait aussi de sauver quelques acquis de sa Révolution nationale.

Le 12 novembre 1943 Pétain signe un acte constitutionnel qui remet, au cas où il viendrait à disparaître, son pouvoir constituant à l'Assemblée Nationale (Sénat et Chambre des députés) jamais réunie depuis le 10 juillet 1940 et enfin rétablie dans tous ses droits. Il prévoit de s'adresser aux Français le lendemain à l'occasion d'un message radiodiffusé pour les informer de l'acte constitutionnel qu'il vient de signer et leur annoncer que la rédaction de la future constitution est presque achevée.

Le 13 novembre, une demi-heure avant la diffusion du message, les Allemands prévenus par les bons soins de Laval interdisent à Pétain l'usage de la radio. Celui-ci proteste auprès du consul d'Allemagne qui vient de lui intimer l'interdiction : « *Je constate le fait et je m'incline mais je vous déclare que jusqu'au moment où je serai en mesure de diffuser mon message je me considère comme dans l'impossibilité d'exercer mes fonctions* ».

La « grève » de Pétain va durer un mois. Le 27 novembre les Allemands menacent de prendre directement en main les affaires de la France si le chef de l'État ne cède pas à leurs conditions : abandon du projet de constitution ; remaniement ministériel faisant entrer au gouvernement les partisans les plus ardents de la politique de Collaboration (Darnand, Henriot, Déat…) qui réorganiseront et épureront l'administration. Pétain tergiverse puis, alors que l'honneur lui commandait de démissionner, cède à toutes les exigences de l'occupant. Le 18 décembre il reprend ses fonctions à la grande satisfaction de Hitler pour qui il est encore le seul homme d'État français capable de faire accepter l'inacceptable à ses concitoyens.

On l'a vu, l'opinion publique ne sait rien de ce qui se trame à Vichy à la mi-novembre. Cependant l'entourage de Pétain diffuse sous le manteau le message interdit et la réplique du Maréchal au consul d'Allemagne. Un Nantais en remet un exemplaire au commissaire Sorgniard des Renseignements généraux le 1er décembre. Petit à petit, par le bouche à oreille, la population prend connaissance du contenu du message et des modalités de son interdiction.

Aussitôt : « *On enregistre une évolution favorable de l'opinion à l'égard du maréchal en même temps qu'une hostilité accentuée à l'égard du président Laval* » (Commissaire des R.G 12/12/43). Le vieux maréchal, trahi par Laval, tenant tête aux Allemands ; pour l'opinion le personnage colle à son mythe et Pétain sort grandi de l'épreuve. Pour peu de temps.

Pas plus qu'ils n'avaient été informés de l'affaire du 13 novembre les Nantais ne sont prévenus du dénouement déshonorant du 18 décembre. À la veille de Noël ils attendent toujours des informations sur le sort du Maréchal. L'inquiétude du début tourne à l'incompréhension et bientôt à l'agacement : « *On s'étonne du silence de Vichy. Beaucoup reprochent au chef du gouvernement et même au chef de l'Etat de ne maintenir aucune liaison avec la population* » (Commissaire des R.G 26/12/43).

On espère que Pétain s'expliquera lors de son habituel message de Noël. Espoir déçu :

« *J'ai l'honneur de vous rendre compte que le message de Noël du Maréchal était attendu par beaucoup de personnes avec une impatience d'autant plus grande qu'elles espéraient avoir de la bouche même du chef de l'Etat quelques précisions sur le différend survenu entre lui et le chef du gouvernement. Aussi ce message a-t-il été très écouté à la radio ou lu dans la presse. Il a beaucoup déçu, même les partisans du maréchal, à la fois par le silence total sur le sujet escompté et par le ton las et les paroles pessimistes* ».

« *On enregistre à l'adresse du chef de l'Etat de nombreuses critiques des ouvriers qui demandent des augmentations de salaires, de la bourgeoisie qui devant le développement des actes de terrorisme se plaint de l'insuffisance de la répression, des familles de prisonniers qui souhaitent la fin de la guerre et le retour des leurs, des membres des groupements nationaux qui considèrent que le Maréchal n'a plus d'autorité et a* <u>*fait faillite*</u> » (Commissaire des R.G 28/12/43).

L'obsession du quotidien, la lassitude générale détournent à nouveau les Français du Maréchal. Même les plus fidèles mesurent leur soutien : « *La population rurale a tout de même une certaine confiance dans le Maréchal* » (Commandant de gendarmerie, 27/12/43).

L'embellie pétainiste a été de courte durée mais l'épisode a montré que le sort du vieux maréchal ne laisse personne insensible : l'imaginaire Pétain fonctionne encore. Terrible abus de confiance.

# Janvier – Mai 1944

**Les ultras de la Collaboration**

Les Nantais n'ont pas été informés officiellement du dénouement de la crise qui opposa Pétain aux Allemands en novembre-décembre 1943. Ils vont pourtant en découvrir les premières conséquences au début de l'année 1944. Hitler a contraint Laval à faire entrer au gouvernement des ultras de la Collaboration : Joseph Darnand et Philippe Henriot. Tout le monde comprend, qu'une nouvelle fois, Vichy a capitulé devant l'occupant : « *Dans tous les milieux on considère que ces désignations, faites sous la pression allemande, marquent l'acceptation du gouvernement d'entrer plus résolument dans la voie de la Collaboration. L'hostilité s'accentue encore contre le gouvernement* » (Commissaire des R.G. 26/01/44 ; passage repris par le préfet dans son rapport du 4 mars).

Joseph Darnand, le chef de la Milice, a été nommé le 30 décembre 1943 secrétaire général au Maintien de l'ordre. Il dispose du commandement de la police nationale, de la gendarmerie, de la garde mobile, des groupes mobiles de réserve, de toutes les polices spéciales, des sapeurs pompiers… Il a aussi compétence pour les internements. Avec lui la Milice pénètre l'État français plus État policier que jamais. À la fin du mois de janvier elle est autorisée à s'installer en zone Nord ce qui trouble fort l'opinion : « *Tous les milieux semblent redouter la venue en zone nord de la Milice qu'ils considèrent comme entièrement soumise à l'Allemagne. Ils craignent notamment qu'elle agisse avec sectarisme et rigueur contre les réfractaires qu'ils jugent comme de jeunes patriotes cherchant à se soustraire au travail à l'étranger* » (Préfet, 4/03/44).

Si la Milice inquiète, si « *la personnalité du nouveau chef de la police paraît à beaucoup suspecte et dangereuse* » (Commissaire des R.G. 9/01/44) l'inclinaison répressive du gouvernement est diversement appréciée : « *Dans la bourgeoisie et le commerce où l'on enregistre avec une grande inquiétude le développement du terrorisme, on ne dissimule pas la satisfaction que l'on a de voir le gouvernement enfin résolu à y mettre fin* » (idem).

Par contre : « *La classe ouvrière est encore plus émue. Elle craint non seulement une impitoyable chasse aux réfractaires mais encore de nouvelles désignations pour l'Allemagne* » (idem). Les Nantais n'ont guère que la pénombre complice des salles de cinéma pour exprimer bruyamment leur rejet des ultras de la Collaboration qui s'établissent au pouvoir :

« *Dans les salles de cinéma de Nantes passe actuellement un reportage sur la réunion de propagande anti-bolchevique tenue à Paris le 20 décembre 1943. Monsieur Darnand, Déat, Hérold-Paquis au fur et à mesure de leur passage sur l'écran sont l'objet de réflexions ironiques ou désobligeantes qui permettent de constater l'hostilité dont est animée la population envers leurs personnes et la politique qu'ils soutiennent. Le 16 janvier au cinéma Olympia à Chantenay, au cours de la matinée, la séance a dû être interrompue quelques instants pour ramener le calme dans la salle* » (Commissaire des R.G. 23/01/44).

Dans les milieux collaborationnistes nantais on se félicite de l'entrée au gouvernement de Darnand, Henriot et l'on souhaite qu'ils soient bientôt rejoints par Déat, Hérold-Paquis… pour, conformément aux exigences allemandes, nettoyer l'administration : « *Les groupements nationaux attendent avec impatience l'épuration* » (Commissaire des R.G. 16/01/44).

Pour les Allemands, les difficultés rencontrées dans l'application du STO sont la preuve de la subversion interne du régime. Forts de leur mainmise sur le gouvernement ils font procéder à l'élimination des fonctionnaires qui leur déplaisent. En janvier, de nombreux préfets, sous-préfets, chefs d'administration sont sommés de quitter leur poste. C'est le cas de Philibert Dupard ancien préfet de la Loire-Inférieure muté à la préfecture régionale de Rennes en août 1943 et rendu à la vie civile[7].

Il s'en suit un vaste mouvement de hauts fonctionnaires : le préfet Bonnefoy est nommé le 6 février 1944 à la préfecture régionale de Lyon. À Nantes il est remplacé le 10 février par le préfet du territoire de Belfort, Georges Gaudard assisté de René Tomasini comme chef de cabinet. À la sous-préfecture de Châteaubriant René Dijoud remplace Roland Manescau. Le sous-préfet de Saint-Nazaire Tony Benedetti, nommé en juillet 1943, reste en place.

*Le Phare* du 12 février 1944 présente le nouveau préfet de la Loire-Inférieure.

L'arrivée de Joseph Darnand au gouvernement et la nouvelle des premières mises à l'écart de fonctionnaires sèment le trouble dans une administration locale depuis longtemps saisie par le doute :

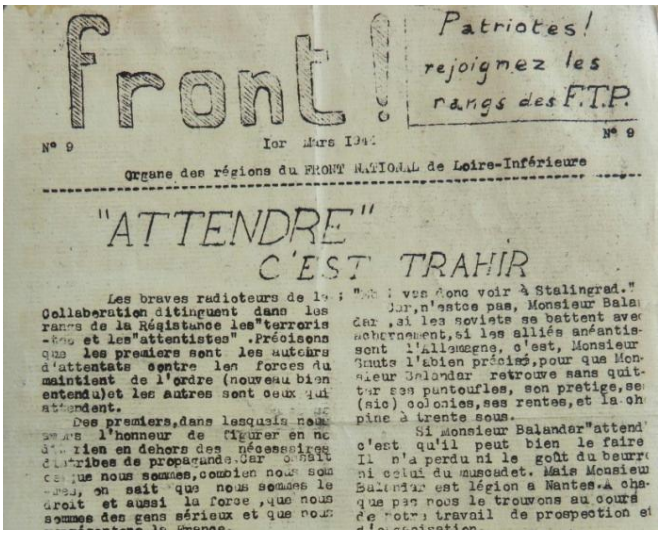
« *Les fonctionnaires, et en particulier les fonctionnaires d'autorité, sont très inquiets de l'orientation qui, à la suite des changements survenus au sein du gouvernement, semble vouloir être donnée à la politique générale du pays. Comme l'ensemble de la population ils sont, pour la plupart, hostiles à la Collaboration, souvent même gaullistes ou favorables aux alliés* ».

« *L'émotion qu'a provoquée la nomination de Mr Darnand est loin d'être calmée. Des fonctionnaires de police appréhendent de se voir contraints d'opérer contre les réfractaires ou des personnes auxquelles il est seulement reproché une attitude anti-allemande. Les magistrats toujours très attachés à la légalité, ont été très défavorablement impressionnés par la déclaration du secrétaire général au maintien de l'ordre de procéder à des représailles* ».

« *Le trouble et la suspicion se répandent dans les services, à tous les échelons, et viennent compliquer un travail déjà difficile et souvent dangereux. Des fonctionnaires songent à quitter l'administration* » (Commissaire des R.G. 16/01/44).

L'annonce de l'installation de la Milice en zone Nord (qui ne sera effective à Nantes qu'en mai) provoque la psychose : « *Déjà toute figure nouvelle qui apparaît dans un service, une administration, un chantier est regardée avec méfiance* » (Commissaire des R.G. 30/01/44).

Inquiétude et malaise provoquent chez certains fonctionnaires encore ardents serviteurs de l'Etat français une salutaire conversion au gaullisme. D'autres qui avaient déjà abandonné le régime franchissent le pas de l'engagement résistant au sein du NAP (Noyautage des Administrations Publiques) qui permet aux réseaux


Front !

Patriotes ! rejoignez les rangs des F.T.P.

N° 9 — 1er Mars 1944 — N° 9

Organe des régions du FRONT NATIONAL de Loire-Inférieure

"ATTENDRE" C'EST TRAHIR

Les braves radioteurs de la Collaboration ditinguent dans les rangs de la Résistance les "terroris-tes" et les "attentistes". Précisons que les premiers sont les auteurs d'attentats contre les forces du maintient de l'ordre (nouveau bien entendu) et les autres sont ceux qui attendent.

Des premiers, dans lesquels nous avons l'honneur de figurer en ne dit rien en dehors des nécessaires diatribes de propagande. Car chacun sait que nous sommes, combien nous sommes, on sait que nous sommes le droit et aussi la force, que nous sommes des gens sérieux et que nous

"va donc voir à Stalingrad."

Sur, n'estce pas, Monsieur Balandar, si les soviets se battent avec acharnement, si les alliés anéantissent l'allemagne, c'est, Monsieur Sauts l'abien précisé, pour que Monsieur Balandar retrouve sans quitter ses pantoufles, son pretige, ses (sic) colonies, ses rentes, et la chopine à trente sous.

Si Monsieur Balander "attend" c'est qu'il peut bien le faire. Il n'a perdu ni le goût du beurre ni celui du muscadet. Mais Monsieur Balandar est légion à Nantes. A chaque pas nous le trouvons au cours de notre travail de prospection et

Le Front national dénonce l'attentisme paralysant de la population. (ADLA 1693 W 112)

[7] Il décédera le 14 juillet 1944.

de résistance d'avoir des intelligences dans les préfectures, les services de police, les bureaux de poste… Le noyautage, qui jouera un rôle important pour le renseignement et l'aide aux clandestins, n'est pas sans risque : en avril et mai, six fonctionnaires de la préfecture (dont le chef de cabinet du préfet, René Tomasini, et le directeur départemental du commissariat général à la main d'œuvre) et dix gardiens de la paix de Nantes sont arrêtés par la police allemande de sûreté. Le noyautage permettra aussi à quelques fonctionnaires compromis au début de l'Occupation de se blanchir à la Libération en arguant du double-jeu.

L'épuration voulue par les nazis et leurs complices collaborationnistes ne vise pas que l'administration. Le 4 mars, le préfet rapporte : « *Les quelques juifs qui restaient encore en Loire-Inférieure ont été appréhendés et acheminés vers une destination inconnue* ». Note laconique sans autre information sur la réaction des autorités ou de la population sur la rafle effectuée le 26 janvier sauf, plus loin dans le rapport, cette phrase : « *Le 26 janvier un élève israélite de 13 ans, le jeune Meisels Claude, pupille de l'Assistance publique, a été arrêté à l'école des garçons de Gorges par la gendarmerie allemande* ».[8]

**La peur du « terrorisme »**

Joseph Darnand a reçu les pleins pouvoirs policiers, et même judiciaires avec la création des cours martiales contrôlées par la Milice (21 janvier), pour maintenir l'ordre dans le pays. Celui-ci est inégalement troublé selon les régions.

En Loire-Inférieure : « *Au cours du mois de janvier la recrudescence des attentats et des actes de sabotage commis contre les installations des autorités d'occupation a pu faire craindre la venue de jours difficiles* » (Préfet, 4/03/44).

Cette « recrudescence » n'a eu lieu que du 20 janvier au 5 février quand sept actions, essentiellement des sabotages, sont commises autour de Nantes par les FTP reconstitués. Puis le calme revient jusqu'au début du mois de mars, seulement ponctué par des distributions de tracts et de journaux clandestins. Il n'y a pas là de quoi alimenter la peur du « terrorisme ». Cependant le régime, qui a déjà largement utilisé cet argument pour tenter de se rallier la population, va continuer, non sans succès, à entretenir la psychose.

Dans les régions montagneuses du pays, la Résistance se renforce. En janvier et février dans le département de la Haute-Savoie, déclaré en état de siège par les autorités françaises, de nombreux affrontements opposent les maquisards installés sur le plateau des Glières aux forces répressives du régime, dont la Milice. La radio de Londres, celle de Vichy, la presse, la propagande décrivent et utilisent abondamment les événements pour les besoins de leur cause. Aux policiers tués, dont les cadavres exposés font la une des journaux, on oppose les résistants condamnés par les cours martiales de la Milice et aussitôt exécutés.

On découvre en Haute-Savoie une fosse contenant les corps de 8 victimes des terroristes

Ce sont ceux de sept fonctionnaires de la police et d'un instituteur assassinés après avoir été enlevés ; deux des victimes sont de Nantes

ANNECY. — Les investigations grâce à de menus objets retrouvés

*Le Phare* (6 mars 1944) contribue à la représentation du maquisard-terroriste.

[8] Claude Meisels quitta Drancy pour Auschwitz le 10 février 1944. Il y fut exterminé ainsi que ses parents déportés avant lui le 28 juin 1942.

Les Nantais qui reçoivent ces diverses propagandes n'ont souvent qu'une vague idée du maquis. Pour eux c'est d'abord un lieu de refuge où les réfractaires au STO retrouvent des clandestins plus aguerris considérés par les uns comme des patriotes et par les autres comme des « terroristes ». Ce qu'ils entendent sur le maquis de Haute-Savoie entre en écho avec ce qu'ils savent, ou imaginent, de la résistance locale et contribue à construire une représentation des maquis qui rejouera à chaque opération de ceux-ci jusqu'à la Libération, même si la réalité du terrain est bien différente. Représentation qui varie selon les milieux sociaux et la culture politique suivant un clivage ancien et durable.

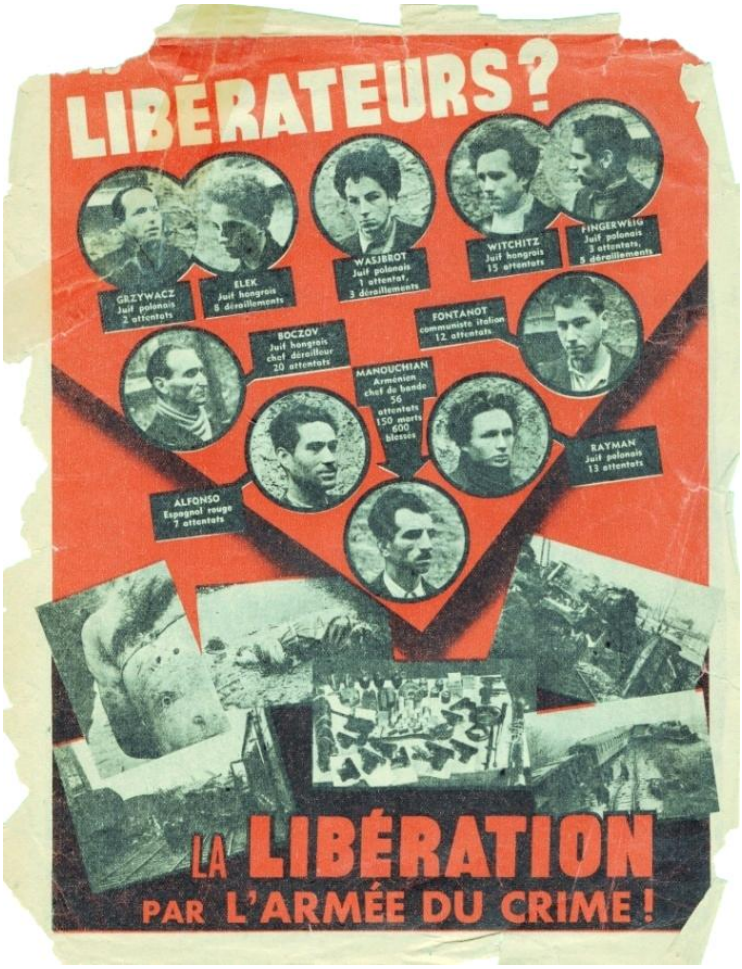
Tract de la propagande allemande assimilant les maquisards des Glières à la police politique soviétique responsable du massacre de Katyn. (Coll. part.)

Le commissaire Pontal des Renseignements généraux de Saint-Nazaire, résistant lui-même, animateur local de Libération-Nord, livre l'opinion de la population ouvrière de la région nazairienne faisant (volontairement ?) l'amalgame entre réfractaires au STO et maquisards : « *Les opérations de police contre les réfractaires en Haute-Savoie continuent à faire l'objet de nombreuses critiques. Dans l'esprit de nombreux Français les réfractaires symbolisent la jeunesse patriote et la population dans son ensemble n'avait jamais envisagé qu'il serait fait usage de la force contre les jeunes gens du maquis* » (5/02/44).

À Nantes le commissaire Sorgniard, des Renseignements généraux, se fait l'écho d'une population plus diverse et divisée : « *L'hostilité contre le gouvernement est toujours aussi accentuée et générale. Cependant on considère avec une certaine faveur la résolution qu'il a prise de rétablir l'ordre et le déclenchement de la répression contre le terrorisme. C'est dans les milieux bourgeois, financiers et commerçants, qui redoutent particulièrement le désordre, que la satisfaction est la plus marquée. Mais à ce sentiment se joint l'inquiétude que fait naître la présence de nombreux réfractaires parmi les terroristes et la crainte que les services de répression ne sachent faire un juste discernement entre les premiers qui ont toute la sympathie de la population et les autres pour lesquels on demande au contraire des sanctions exemplaires. Dans les milieux ouvriers on s'indigne généralement des mesures prises et on critique très sévèrement les agents d'exécution du gouvernement* » (5/02/44).

Ceux qui assimilent les maquisards aux « terroristes » sont confortés par la campagne de propagande menée à ce moment-là contre les résistants des FTP-MOI, dits « groupe Manouchian », jugés en février 1944 et condamnés à mort le 21 du même mois. L'affiche rouge dénonçant cette « armée du crime » est placardée sur les murs de Nantes et : « *La population constate avec satisfaction que la plupart des individus arrêtés sont de véritables bandits et des étrangers et que c'est contre eux qu'est dirigé la répression. Cependant les craintes sont toujours grandes de voir parmi les victimes des hommes qui n'avaient voulu que se soustraire à un travail en Allemagne* » (Commissaire des R.G. 27/02/44).

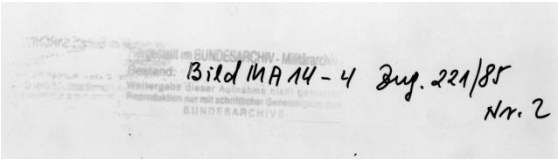
Chez certains la xénophobie le dispute à l'anti-bolchevisme ambiant pour condamner les résistants, agents du communisme international, dévoyant de jeunes patriotes français. Les autorités politiques et religieuses les encouragent dans cette voie.



Affichette recto-verso diffusée en février 1944 à Nantes par la propagande allemande à l'occasion du procès et de l'exécution des membres du groupe Manouchian affilié aux FTP-MOI. Par sa mise en scène agressive (dominante rouge, portraits en cibles dans un triangle pointé sur des photos morbides) elle souligne le caractère criminel des résistants assimilés à des terroristes dont l'origine mentionnée cherche à exciter les sentiments xénophobes, antisémites et anticommunistes. Le verso reprend ces thématiques autour de la notion de complot de l'étranger contre la France. (Coll. part.)

Cette photo appartient à un ensemble de trois clichés qui ont été réalisés le 21 février 1944 lors de l'exécution au Mont-Valérien des résistants du groupe Manouchian des FTP-MOI.

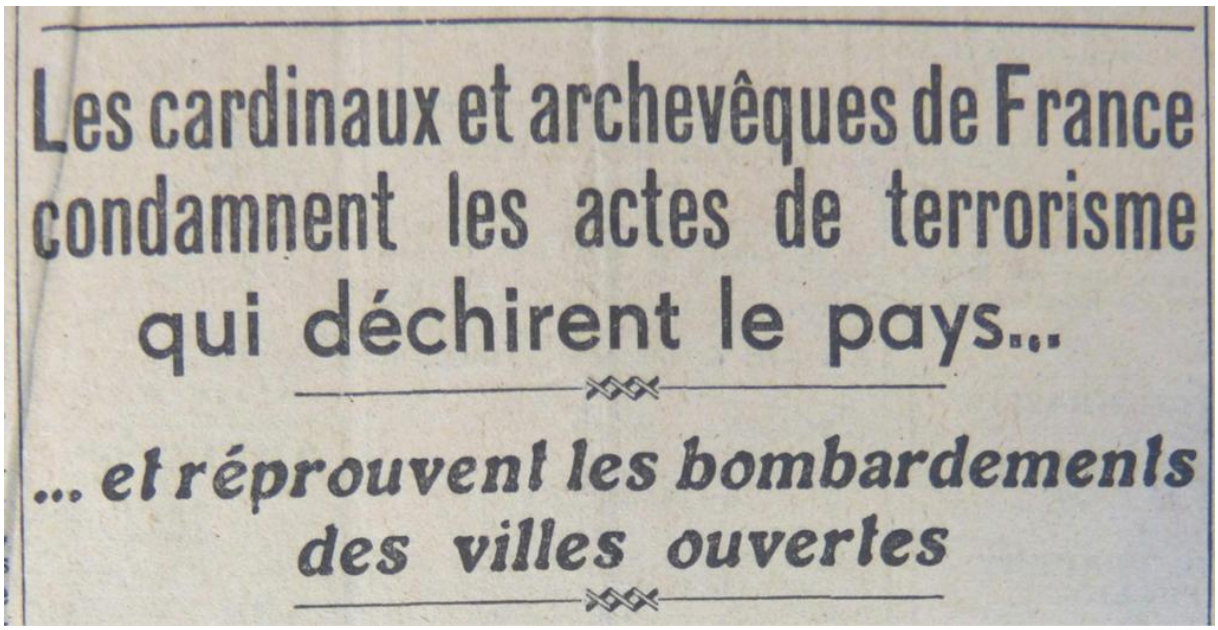
L'auteur en serait Clemens Rüther un sous-officier de la Feldgendarmerie qui selon son témoignage avait assuré la protection du procès et de l'exécution du groupe Manouchian. Les trois photos montrent l'exécution de 12 résistants sur les 22 du groupe Manouchian fusillés ce matin là. Une première photo est prise juste au moment où le peloton d'exécution fait feu. Sur la deuxième photo (ci-dessus) les soldats abaissent leurs armes et les fusillés glissent le long du poteau d'exécution. Sur la troisième photo le peloton s'apprête à quitter le pas de tir, les fusillés restant maintenus par leurs liens au poteau. Jean Bourgeon les a retrouvées le 18 juillet 1991 à Fribourg-en-Brisgau en consultant les archives de l'armée allemande pour préparer une exposition sur l'exécution des Cinquante otages de Nantes. Le public put voir les 3 photos réunies, pour la première fois en France, en octobre et novembre 1991 à la chapelle de l'Oratoire à Nantes.




Verso de la photo : elle a été déposée aux Bundesarchivs en 1985 peu avant la mort de Clemens Ruther

Le 17 février, alors que s'affrontent résistants et miliciens en Haute-Savoie, l'assemblée des cardinaux stigmatise les maquisards en condamnant : « *Ces appels à la violence et ces actes de terrorisme qui déchirent aujourd'hui le pays* ». Le texte repris par les journaux, mais non lu en chaire par le clergé, fait réagir l'opinion selon le clivage habituel :

« *La déclaration des cardinaux et archevêques de France a été généralement accueillie avec satisfaction, notamment dans les milieux catholiques et dans la bourgeoisie qui réprouvent les actes de terrorisme, craignent le bolchevisme et souhaitent ardemment la paix intérieure. On enregistre peu de commentaires dans les milieux ouvriers si ce n'est parfois des réflexions désobligeantes* » (Commissaire des R.G. 5/03/44).


Les cardinaux et archevêques de France condamnent les actes de terrorisme qui déchirent le pays...

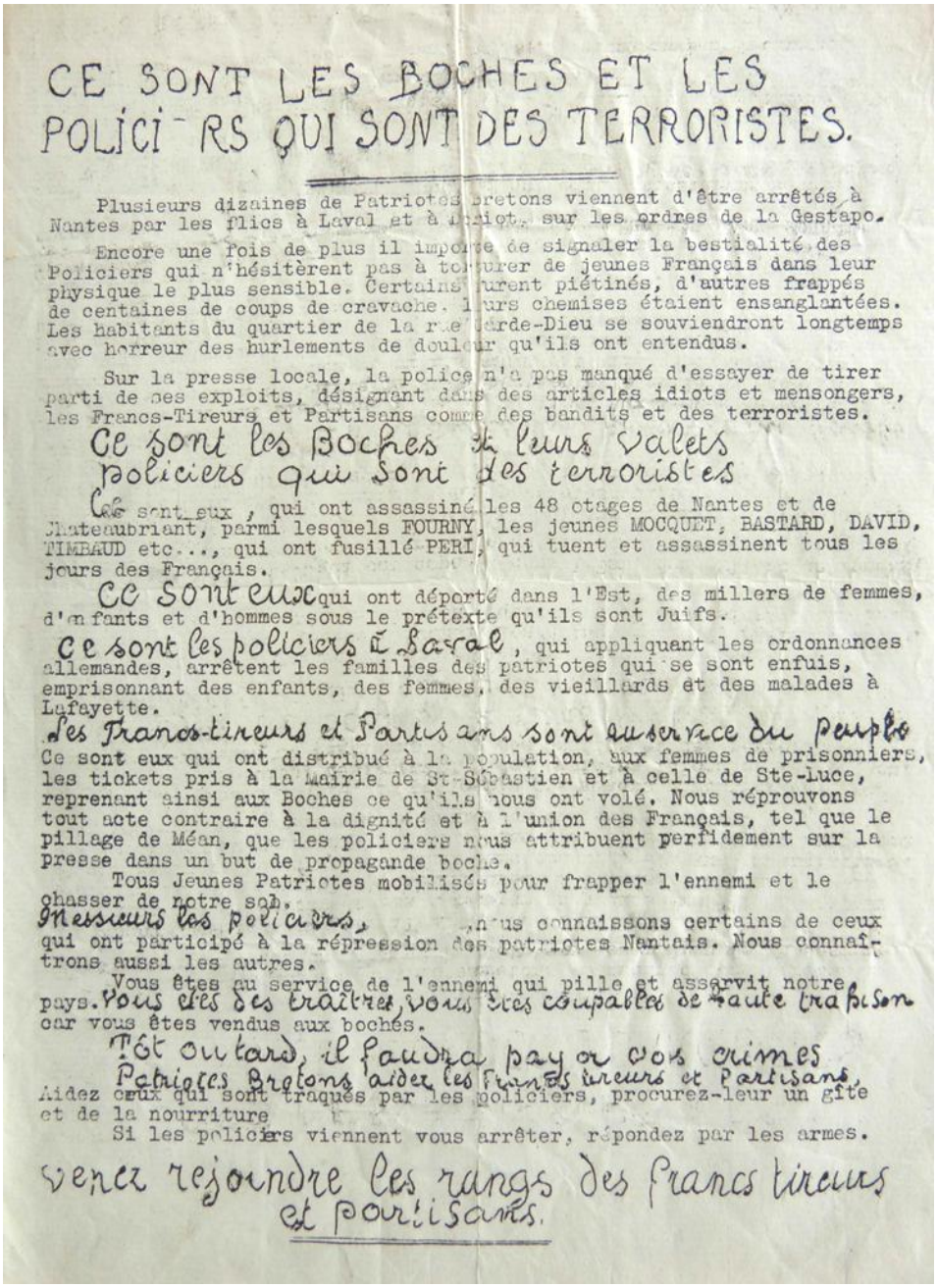
... et réprouvent les bombardements des villes ouvertes

*Le Phare*, 26 février 1944.

Cette peur entretenue du « terrorisme » se nourrit en Loire-Inférieure du souvenir des actions de la résistance communiste en 1941 et surtout 1942 car, en ces mois de janvier et février 1944, les quelques sabotages commis par les FTP n'ont visé que du matériel servant à l'occupant sans provoquer d'émoi dans la population. À la différence des affrontements entre maquisards et miliciens qui polarisent l'opinion sur la Haute-Savoie ici se déroule une guerre de l'ombre. La police allemande aidée de mercenaires français recrutés dans les mouvements collaborationnistes traque les résistants. Le 21 janvier une cinquantaine de membres de l'Armée secrète sont arrêtés à Nantes et à Châteaubriant dont tous les chefs (sauf le général Audibert qui sera pris en mars). Les jours suivants c'est le CDL qui est décapité. Beaucoup de Nantais découvrent alors une autre résistance, dont ils saisissent mal les modes d'action, mais très différente de celle des FTP de 1942-43, y compris dans son recrutement :

« *Les arrestations effectuées depuis quelques jours en Loire-Inférieure par la police allemande et qui dépassent la centaine, affectent plus particulièrement les milieux bourgeois et les anciens militaires ; elles ont provoqué une grosse émotion et une grande inquiétude générales. La population semble ignorer les motifs de ces arrestations… On enregistre une méfiance générale et une irritation encore accentuée par certains commentaires suivant lesquels les Allemands se seraient livrés à des violences très caractérisées au cours de leurs opérations. L'Allemand qui dans cette région a toujours été détesté est plus haï que jamais* » (Commissaire des R.G. 30/01/44).

Ces résistants que l'on arrête ne correspondent pas à l'image du « terroriste » diffusée par la propagande. Ils pourraient même retourner l'opinion en leur faveur si on s'avisait de les juger comme on le fît en 1943 ; ce que l'on se garde bien de faire. Cependant la représentation du « terroriste » construite par la presse et la radio ne disparaît pas des esprits. Elle va rejouer à partir du mois de mars et jusqu'à la Libération quand, dans une résistance nantaise décapitée aussitôt que reconstituée, démantelée, des groupes de maquisards locaux parfois mal encadrés, voire incontrôlés pour certains, vont se livrer à des actions violentes et aussi à des excès qui sèmeront le doute dans l'opinion sur la qualité réelle de leurs auteurs. Nous y reviendrons plus loin.



CE SONT LES BOCHES ET LES POLICIERS QUI SONT DES TERRORISTES.

Plusieurs dizaines de Patriotes bretons viennent d'être arrêtés à Nantes par les flics à Laval et à Briot, sur les ordres de la Gestapo.

Encore une fois de plus il importe de signaler la bestialité des Policiers qui n'hésitèrent pas à torturer de jeunes Français dans leur physique le plus sensible. Certains furent piétinés, d'autres frappés de centaines de coups de cravache. Leurs chemises étaient ensanglantées. Les habitants du quartier de la rue Garde-Dieu se souviendront longtemps avec horreur des hurlements de douleur qu'ils ont entendus.

Sur la presse locale, la police n'a pas manqué d'essayer de tirer parti de ces exploits, désignant dans des articles idiots et mensongers, les Francs-Tireurs et Partisans comme des bandits et des terroristes.

Ce sont les Boches et leurs valets policiers qui sont des terroristes

Ce sont eux, qui ont assassiné les 48 otages de Nantes et de Chateaubriant, parmi lesquels FOURNY, les jeunes MOCQUET, BASTARD, DAVID, TIMBAUD etc..., qui ont fusillé PERI, qui tuent et assassinent tous les jours des Français.

Ce sont eux qui ont déporté dans l'Est, des millers de femmes, d'enfants et d'hommes sous le prétexte qu'ils sont Juifs.

Ce sont les policiers de Laval, qui appliquant les ordonnances allemandes, arrêtent les familles des patriotes qui se sont enfuis, emprisonnant des enfants, des femmes, des vieillards et des malades à Lafayette.

Les Francs-tireurs et Partisans sont au service du peuple

Ce sont eux qui ont distribué à la population, aux femmes de prisonniers, les tickets pris à la Mairie de St-Sébastien et à celle de Ste-Luce, reprenant ainsi aux Boches ce qu'ils nous ont volé. Nous réprouvons tout acte contraire à la dignité et à l'union des Français, tel que le pillage de Méan, que les policiers nous attribuent perfidement sur la presse dans un but de propagande boche.

Tous Jeunes Patriotes mobilisés pour frapper l'ennemi et le chasser de notre sol.

Messieurs les policiers, nous connaissons certains de ceux qui ont participé à la répression des patriotes Nantais. Nous connaîtrons aussi les autres.

Vous êtes au service de l'ennemi qui pille et asservit notre pays. Vous êtes des traîtres, vous êtes coupables de haute trahison car vous êtes vendus aux boches.

Tôt ou tard, il faudra payer vos crimes

Patriotes Bretons aidez les Francs tireurs et Partisans, Aidez ceux qui sont traqués par les policiers, procurez-leur un gîte et de la nourriture

Si les policiers viennent vous arrêter, répondez par les armes.

Venez rejoindre les rangs des Francs tireurs et partisans.

Tract FTP retournant le qualificatif de « terroriste » contre les Allemands coupables de torturer les résistants arrêtés, d'avoir fusillé 48 otages en 1941, de déporter les juifs… (ADLA 1693 W 112)

Les événements de Haute-Savoie ont été instrumentalisés par le régime pour déconsidérer la Résistance. Pourtant depuis le début de l'Occupation la population n'accordait que peu de crédit à la presse, à la radio française, à la propagande en général. L'entrée au gouvernement, le 6 janvier, de Philippe Henriot comme secrétaire d'État à l'Information et à la Propagande change la donne. Brillant orateur, excellent polémiste, l'éditorialiste de Radio-Paris, milicien de la première heure, va donner toute sa mesure dans ses nouvelles fonctions et d'abord sur les ondes où sa hargne anti-communiste n'aura plus de limite. Il sait attirer et retenir l'auditeur par sa verve, un mélange de gouaille et de culture, sa façon de manier l'ironie et le sarcasme contre les journalistes de Londres et d'Alger qu'il apostrophe. L'éditorial tourne au feuilleton radiophonique. Nos rapporteurs évoquent longuement les interventions quotidiennes d'Henriot à la radio et ils le font dans les mêmes termes. Voici ce qu'en dit le préfet Gaudard le 11 avril dans un rapport nourri par les Renseignements généraux :

« *L'arrivée de Mr Philippe Henriot à la Direction des services de la propagande et de l'Information, qui avait rencontré une opposition générale, avait cependant suscité, dans bien des milieux, un mouvement assez marqué de curiosité et d'intérêt qui, dès le début, s'est manifesté par une audition plus étendue et plus régulière des émissions du Radio Journal de France et plus particulièrement des causeries du nouveau sous-secrétaire d'État* ».

« *Le nombre des auditeurs a augmenté et continue à augmenter bien que Mr Philippe Henriot paraisse toujours suspect à la grande majorité de la population* ».

« *Si d'une manière générale il est critiqué, il n'en reste pas moins que beaucoup de personnes prennent un réel intérêt à l'écouter. Il semble que l'opinion évolue dans un sens favorable au gouvernement, ou, plus exactement qu'elle soit sensible aux arguments développés par le sous-secrétaire d'État à la Propagande* ».

« *Il est bien entendu que c'est dans la bourgeoisie que se trouvent les auditeurs les plus nombreux, les plus assidus et les mieux disposés. Il est vrai que les idées et le style de l'orateur sont davantage à leur portée* ».

« *Pour les ouvriers Mr Philippe Henriot est resté plus qu'ailleurs le collaborateur, le milicien, le vendu aux Allemands* ».

« *Les paysans écoutent peu Mr Henriot. Ils vivent et travaillent en suivant l'heure solaire et s'en vont aux travaux des champs à l'heure des émissions. Il faut ajouter que le langage que tient Mr Henriot est peu à leur portée* ».

« *Par contre dans les milieux favorables au gouvernement et dans les groupements autorisés on fait grand cas des causeries de Mr Henriot qui sont régulièrement suivies* ».

« *Il est indiscutable que ce sont les arguments développés contre le communisme qui ont le plus fortement touché l'opinion publique* ».

Le sous-préfet de Saint-Nazaire, s'appuyant sur un rapport du commissaire Pontal des Renseignements généraux peu suspect de sympathie pour Henriot, confirme : « *Sans doute ses détracteurs sont-ils toujours nombreux. Mais nous observons que ceux-là mêmes l'écoutent et réagissent quelquefois favorablement à ses appels* » (25/04/44).

L'influence de la propagande de P. Henriot sur l'opinion, bien réelle, est difficile à mesurer. Dans son rapport du 4 mai le préfet après avoir résumé ses propos du 11 avril rajoute : « *Toutefois la propagande étrangère toujours très active continue d'être suivie avec intérêt par une grande partie de la population. La presse locale n'est lue que pour les informations de source locale qu'elle donne* ».

Sans doute les auditeurs sont-ils plus attirés par les talents oratoires de Henriot, ses joutes à distance avec les journalistes gaullistes que par son idéologie. Mais certains se laissent prendre dans les filets du milicien-journaliste même quand celui-ci sombre dans l'horreur, s'enivrant du crime en direct. Le 12 mars, les Allemands attaquent les maquisards regroupés sur le plateau des Glières que les miliciens n'ont pu déloger. Dans les jours et les semaines qui suivent l'assaut, la répression contre les résistants est féroce. P. Henriot accompagne J. Darnand sur place et de Thorens (dans les Glières) réalise un éditorial en direct où il fustige les maquisards prisonniers qu'il vient de rencontrer et qui vont être fusillés. Propos abjects au goût de sang. Comment furent-ils interprétés en Loire-Inférieure ? La seule allusion à l'écrasement du maquis des Glières est signée des Renseignements généraux : « *Dans tous les milieux partisans de l'ordre, c'est-à-dire dans la grande majorité de la population, on a appris avec une vive satisfaction les résultats des opérations effectuées à Lyon et en Haute-Savoie* » (2/04/44).

**Les gens du maquis**

À partir du mois de mars les « partisans de l'ordre » vont pouvoir réutiliser l'image du maquisard-terroriste construite lors des événements de Haute-Savoie mais au niveau local cette fois-ci. Dans son rapport du 3 mai le préfet signale : « *On peut dire que l'arrondissement de Châteaubriant reste en Loire-Inférieure le théâtre du terrorisme* ».

Effectivement ! Sur 38 attentats relevés par la police et la gendarmerie entre le 5 mars et le 30 mai (leur nombre ira en augmentant ensuite jusqu'à la Libération) 36 sont commis dans la partie du département située au nord de la Loire dont 23 dans le seul arrondissement de Châteaubriant. Quatre visent des installations servant à l'occupant. Tous les autres sont des attaques : contre des mairies ou bureaux de poste (5) pour se procurer cartes d'alimentation, cigarettes, tampons officiels pour fabriquer de faux papiers ; contre des fermes (23) ou des laiteries et épiceries (4) pour y récupérer argent, nourriture diverses. Dans deux cas il y a mort d'homme.

CINQ BANDITS ATTAQUENT LE COURRIER DE CHATEAUBRIANT ET S'EMPARENT DE 280.000 FRANCS

Cinq bandits, dont deux sous la menace de revolvers, ont attaqué jeudi, à la tombée de la nuit, sur la route entre Treillères et La Ménardais, le courrier postal de Châteaubriant, après avoir forcé, par un simulacre d'accident, le chauffeur à stopper, et se sont emparés de 280.000 frs. versement du bu- mètres au sud de la ferme du Pont-des-Marais. Pour éviter toute surprise, les bandits, à l'aide de fils électriques, lièrent les poignets et les genoux de leurs victimes au volant de la camionnette et les baillonnèrent. Les cinq bandits purent alors « travailler » à leur aise et éventrer cinq des sacs que le postier

En 1944 la presse fait rarement état des attentats commis dans le département. Une exception est faite pour celui-ci où les FTP sont assimilés à des bandits pour avoir dévalisé une voiture postale à Treillières le 20 janvier 1944. (*Le Phare*, 23 janvier 1944)

Photo de la reconstitution de l'attaque. (ADML)

Les groupes de « maquisards » qui se sont constitués pendant l'hiver et que nous avons évoqués précédemment s'étoffent de réfractaires au STO et de clandestins (agents de liaisons et cadres venus de Londres, aviateurs anglais et américains…) qu'il faut entretenir, pourvoir de pièces d'identité… À Pierric, le 28 mai, des individus dévalisent tout le stock de tabac et de cigarettes du receveur-buraliste en précisant que c'est : « *Pour les gens du maquis* ». Avant de quitter les lieux : « *Ils ont pris note du nom et de l'adresse du receveur ainsi que du prix du tabac, disant qu'ils paieraient et renverraient les sacs* ». Effectivement, le 2 mai, une enveloppe déposée dans la boîte aux lettres de la poste de Pierric, à l'adresse du receveur, contenait 10 000 francs pour « *paiement du tabac qui lui avait été volé le 28 mars 1944* ». Les choses ne se passent pas toujours aussi bien.

Pour s'approvisionner les « gens du maquis » bénéficient souvent de la complicité des agriculteurs locaux. Quand ceux-ci, soumis aux exigences du Ravitaillement, ne peuvent satisfaire aux besoins de leurs solliciteurs les maquisards se tournent vers les fermiers et artisans qu'ils soupçonnent, à tort ou à raison, de s'être enrichis avec l'occupant ou au marché noir. Justiciers improvisés ils extorquent argent et victuailles sous la menace de leurs armes.

Les enquêtes de gendarmerie menées après ces agressions montrent que les victimes sont rarement innocentes, même si c'est parfois le cas :

« *Les malfaiteurs ont déclaré à leurs victimes qu'ils opéraient chez elles parce que la femme avait dénoncé deux semaines auparavant un prisonnier de guerre en situation irrégulière et que le mari avait vendu de la marchandise aux Allemands. La rumeur publique confirme les reproches* » (Commandant de gendarmerie de Châteaubriant, 23/05/44).

« *Les victimes de ce vol sont réputées pour se livrer au marché noir, achetant des denrées à des prix excessifs et faisant du commerce avec les Allemands* » (Commandant de gendarmerie de Châteaubriant, 9/03/44).

« *Les époux M. ont la réputation bien établie de se livrer au marché noir et de vendre les produits de leur ferme aux troupes d'occupation* » (Commandant de gendarmerie de Châteaubriant, 27/05/44).

Parfois ces agressions contre des particuliers donnent lieu à des scènes d'épuration extrajudiciaire comme la France en connaîtra beaucoup au moment de la Libération. Les 28 FTP de Beslé-Langon qui se présentent le 8 mars chez Henri Baron, le propriétaire de la laiterie de Derval : « *se sont emparés de l'argenterie, des bijoux, des pièces d'or, des vêtements, chaussures et de 1 000 kg de denrées diverses (sucre, chocolat, café…). Ils ont emporté leur butin après avoir brûlé, en présence des époux Baron, trois millions de valeurs étrangères* » (Préfet, 3/03/44). Le 12 avril ils reviennent, coupent les cheveux de Madame Baron demandent son argent à Henri Baon qui refuse, et s'enfuit. Il est tué d'une décharge de mitraillette dans le dos. Une semaine plus tard la laiterie Boudet, à La Meilleraye-de-Bretagne, est incendiée. Dans les deux cas on a voulu punir des industriels accusés par la rumeur publique d'enrichissement frauduleux sans attendre la mise en place, à la Libération, de tribunaux respectueux du droit.[9]

Parmi les résistants se glissent des hommes attirés par la violence, l'appât du gain. Ils sillonnent la campagne, attaquent les fermes, jetant le discrédit sur les vrais résistants. Ceux-ci doivent réagir pour lever l'équivoque qui s'installe. À Fay-de-Bretagne, le 24 mars, trois hommes se font remettre une somme d'argent par un fermier fortement soupçonné de s'être enrichi illégalement puis ils brûlent les billets devant lui en déclarant : « *Nous agissons en bons Français et non en voleurs* ». Le 16 mai, au bord de la route qui conduit de Beslé à Conquereuil : « *Un homme d'une vingtaine d'années, non identifié ayant l'aspect d'un Algérien ou Espagnol, tué par balles de pistolet dans la tête a été découvert attaché à un poteau électrique… Un papier maintenu par la corde le ficelant au poteau portait la mention : « un bandit qui a dévalisé dans la région plusieurs fermes a été jugé par les patriotes* » (Commandant de gendarmerie, 31/05/44). Il s'agissait d'un membre du groupe des FTP de Beslé-Langon évoqué plus haut « *exécuté par ses camarades pour avoir opéré seul, sans ordre des chefs* » rapporte le commandant de gendarmerie de Châteaubriant le 23 mai 1944.

---

[9] « *Mr Baron que je persiste à tenir pour un des membres les plus néfastes du « gang » du beurre et des œufs…* » écrit le sous-préfet de Châteaubriant, R. Manescau, le 20 août 1943. Selon un autre rapport de la gendarmerie le laitier de Derval s'était attiré l'hostilité générale du monde paysan par ses pratiques commerciales. Sa réussite économique et sociale lui valait aussi des haines recuites sur fond de jalousie. Pour autant rien ne saurait justifier son assassinat. Le sous-préfet de Châteaubriant avait également remis au préfet Bonnefoy le 26 août 1943 un long rapport sur les troubles activités du laitier de La Meilleraye, Boudet, que le commandant de gendarmerie de Châteaubriant résume ainsi : *« Boudet a la réputation de se livrer au marché noir sur une grande échelle et de commercer avec les Allemands* » (14 avril 1944).

Dans les régions du département situées à distance de ces attentats la population, informée par la presse qui exploite les dérives commises pour ranimer le spectre du terrorisme, élargit le champ de sa condamnation : « *D'une façon générale l'opinion est de moins en moins favorable aux réfractaires qui maintenant sont considérés par beaucoup comme des bandits* » (Commissaire des R.G. 13/03/44).

Plus près du théâtre des attentats, dans la région castelbriantaise, les jugements sont plus nuancés : « *Certes le terrorisme, dont les manifestations se font plus précises, ne recueille pas l'assentiment de ceux des Français qui demeurent attachés à l'ordre… Il est convenu que certaines violences dépassent la mesure et sont nuisibles à tous. Mais on n'hésite pas à approuver le choix des victimes lorsqu'il s'agit d'un Baron ou d'un Boudet* » (Sous-préfet de Châteaubriant, 20/04/44). Le même sous-préfet, René Dijoud, rajoute plus loin : « *L'homme de la rue ne se résout pas à associer le terrorisme et l'action du comité d'Alger* ».

La population ne perçoit pas le rôle que peuvent jouer ces petits groupes qui se signalent surtout par des attaques de fermes dans la libération du territoire. Le FFI n'a pas encore l'aura du combattant clandestin en dépit des dangers qu'il affronte. Ignorante de son véritable engagement l'opinion demeure circonspecte à son égard.

Pour libérer le pays on compte sur les forces venues de l'extérieur. De Gaulle n'est pas encore héroïsé mais après une année 1943 où il fut malmené par les Anglo-américains et les giraudistes il a réussi à s'imposer comme le chef de la France libre à Alger et auprès des Alliés. Il lui reste à convaincre définitivement les Français du territoire occupé. Le procès et l'exécution de Pucheu, l'entrée au CFLN de deux communistes (Billoux et Grenier) ont eu les conséquences habituelles : « *La classe ouvrière en général se montre satisfaite… Les milieux bourgeois et classes moyennes par contre se montrent de plus en plus inquiets de l'emprise communiste sur le comité* » (Commissaire des R.G. 9/04/44).

La presse locale propage l'image d'un de Gaulle manipulé par les communistes. (*Le Phare*, 7 janvier 1944)

**Grâce à l'épuration, les communistes s'emparent des leviers de commande du pseudo-gouvernement d'Alger**

TANGER. — En Afrique du Nord, les révocations, internements et arrestations se multiplient. En livrant l'armée française d'Afrique à l'épuration, le comité d'Alger a privé de toute autorité les derniers éléments qui auraient pu s'opposer à la bolchevisation.

munistes se donnent maintenant libre cours.

En Algérie, une cinquantaine de personnes, dont le maire de Sidi-Bel-Abbès, que le journal communiste *Liberté* avait accusé d'être « fasciste », viennent d'être internées sans autre forme de procès. Sur la liste d'internés se trou-

Celui qui, depuis juin 1940, incarne de façon mythique l'honneur de la France et l'espoir d'une délivrance, maintenant que celle-ci est à portée de main et qu'il a endossé les habits de chef d'État va devoir se poser en garant de l'ordre. Il va lui falloir, alors que les violences qui secouent le pays sont pour certains les prémices d'une guerre civile, rassurer une population de plus en plus angoissée à l'approche d'une libération pourtant si attendue.

**L'angoisse du lendemain**

Révélatrice de cette angoisse partagée par tous, la prospective à laquelle se livre une partie du clergé que sa foi vacillante dans un régime autrefois accueilli comme une divine surprise, et son aveuglement anti-communiste, acculent dans une impasse :

« *Le clergé se préoccupe à la fois de l'immédiat avec le terrorisme qui se généralise dangereusement et de l'avenir qui apparaît de plus en plus sombre et incertain. Il envisage en effet la situation avec pessimisme aussi bien sur le plan français que religieux, moral que matériel* ».

« *Le gouvernement va certainement avoir de grosses difficultés pour rétablir l'ordre, ce qui de toute façon demandera un temps assez long durant lequel vont se poursuivre, sinon s'accentuer, les attentats contre les biens et les personnes ; le danger de guerre civile n'a jamais été aussi grand car devant l'échec de la collaboration les Allemands se soucient peu des désordres qui ne les gênent pas directement et le clergé pense qu'il serait une des premières victimes d'un tel conflit* ».

« *Il croit par ailleurs que si la victoire des Alliés se réalise les Anglais et les Américains, contrairement à ce que pensent beaucoup, ne seront pas capables de freiner le bolchevisme, que les Soviets parleront en maîtres et que le communisme se donnera libre cours avec tous ses excès, comme il l'a fait en Espagne en 1936 et que si au contraire les Allemands l'emportent le paganisme hitlérien règnera sur la France, le catholicisme devra se soumettre au régime nazi et perdre en particulier un droit auquel il tient essentiellement : celui d'enseigner* ».

« *L'éventualité d'un débarquement en France, qui est de plus en plus admis, cause les plus grandes inquiétudes ; ce serait une véritable catastrophe pour notre pays qui, devant le déchaînement inévitable de haines accumulées, sera vite plongé dans la guerre civile ; les Alliés préoccupés par ailleurs, se désintéresseraient de notre sort, et nulle autorité française ne serait en mesure de maintenir l'ordre. Ce serait par ailleurs une faute grave de la part des Alliés, car en dehors des gros risques qu'ils encourraient dans cette affaire, ils hâteraient une victoire qui serait moins la leur que celle des Soviets* ».

« *Devant ces sombres perspectives certains religieux songent qu'ils pourraient être amenés à se réfugier en Espagne pour se mettre en sécurité* » (Commissaire des R.G. 16/01/44).

À la différence du clergé, les spéculations du commun des mortels se limitent à un avenir proche, les difficultés du quotidien obstruant l'horizon.

« *La situation générale apparaît de plus en plus grave et devient angoissante aussi bien pour la population des campagnes que celle des villes. L'arrêt prolongé d'un nombre important d'établissements industriels, le rationnement très strict du gaz et de l'électricité, la menace qui pèse sur l'approvisionnement en pain et en eau, la crainte plus accentuée de départs en Allemagne affectent profondément le moral de la population et spécialement de la classe ouvrière dont les difficultés de vie sont plus grandes* » (Commissaire des R.G. 21/05/44).

Les bombardements qui ont frappé Nantes et Saint-Nazaire les mois précédents ont mis à mal le potentiel industriel de la région. À la fin du mois d'avril 1944 la métallurgie nantaise compte encore 9 527 ouvriers contre 11 727 avant les bombardements mais ils sont sous-employés. D'abord occupés à déblayer les chantiers, puis à réparer les installations, ils ont repris la fabrication dans des entreprises qui tournent au ralenti.

« *Le Front ouvrier* », journal clandestin du Front national donne sur six pages des informations sur la vie des entreprises de la région, sur le ravitaillement, sur le sort des réfugiés dans les campagnes. (ADLA 1693 W 112)

PROLETAIRES DE TOUS LES PAYS UNISSEZ-VOUS!

18 Janvier 1944.

LE FRONT OUVRIER

15 FEV

ORGANE CLANDESTIN DES OUVRIERS DE LA REGION ATLANTIQUE.

FRONT NATIONAL ou FRONT OUVRIER ?

A L'heure où l'armée hitlérienne se débat désespérément sous l'étreinte de fer des divisions soviétiques, les travailleurs français sentent grandir en eux l'espoir d'une libération prochaine qui leur apportera la PAIX, elles s'apprêtent à se libérer elles-mêmes. Partout on sent monter les grand soulèvement populaire.

LA POLITIQUE DU FRONT NATIONAL.
Les gaullistes eux-mêmes se méfient

En mai, le retour des bombardiers qui visent plus particulièrement les voies de communication plonge l'industrie, toutes branches confondues, dans le marasme obligeant les employeurs à mettre au chômage, total ou partiel, une partie de la main d'œuvre.

Les chômeurs touchent 75% de leur salaire, déjà modique, alors que les prix des produits alimentaires s'envolent. La rareté de l'essence, du gaz, de l'électricité et les difficultés croissantes de communication menacent les citadins d'une pénurie de produits de première nécessité. Inquiet, le préfet rapporte : « *Le monde du travail est apparemment calme ; toutefois ce calme n'est qu'apparent… L'ouvrier de moins en moins certain du lendemain se tourne de plus en plus vers les solutions collectives du problème social* » (3/05/44).

Les nombreux ouvriers au chômage craignent d'être réquisitionnés pour l'Allemagne car, devant la résistance générale au STO, l'occupant durcit la répression : « *Dans certaines communes la feldgendarmerie n'ayant pu retrouver les réfractaires qu'elle recherchait a emmené sans considération d'âge ni d'état de santé les parents, voire même les employeurs. Ceux-ci ont été maintenus en état d'arrestation jusqu'à ce que les jeunes gens soient venus se constituer prisonniers* » (Préfet, 4/03/44).

Le 14 janvier 1944 Fritz Sauckel, gauleiter pour le recrutement de la main d'œuvre dans les territoires occupés par le Reich, prévoit l'extension du STO à tous les hommes âgés de 16 à 60 ans et à toutes les femmes sans charge de famille âgées de 18 à 45 ans. Cette mesure très impopulaire fait réagir l'Assemblée des cardinaux qui rédige une déclaration condamnant l'initiative allemande tout en ménageant Vichy. Le texte n'est pas destiné à être lu en chaire mais reproduit dans les « *Semaine religieuse* » des différents évêchés. Timoré, l'évêque de Nantes se contente de faire circuler dans les milieux catholiques quelques copies des passages les plus importants de la déclaration, dont celui-ci :

« *Après la réquisition de la main d'œuvre masculine, qui a atteint des centaines de milliers de familles et jeté l'angoisse dans le cœur des mères, voici que les femmes et les jeunes filles de France sont menacées d'être appelées pour un travail obligatoire. Certes ! Nous n'ignorons point les dispositions par lesquelles les pouvoirs établis s'efforcent de limiter les conséquences sociales de pareilles mesures. Mais, quelles que soient les conditions, c'est le fait lui-même de cette mobilisation qui porte une atteinte grave à la vie des familles et à l'avenir de notre pays, à la dignité et à la délicatesse morale des femmes et des jeunes filles, à leur vocation providentielle* » (Carnets de Mgr Villepelet, 28/02/44)[10]

[10] Un évêque dans la guerre, Les carnets de Mgr Villepelet évêque de Nantes (1940 – 1945) présentés et annotés par Marcel Launay, Opéra éditions, 2007).

Le STO n'a pas été appliqué aux femmes mais certaines sont parties travaillées en Allemagne volontairement au grand bonheur de la propagande. (Photo château des ducs de Bretagne, Musée d'histoire de Nantes)

La mesure n'est pas appliquée mais Sauckel obtient le 9 février que la désignation des travailleurs pour l'Allemagne incombe aux chefs d'entreprise eux-mêmes convoqués devant une commission franco-allemande départementale constituée à cet effet. Pour les mois de mars et avril 2 300 employeurs ont été convoqués et 923 ouvriers désignés. Ils ne sont que 134 à partir. C'est sans doute mieux que les mois précédents mais très loin du résultat escompté. Le 26 avril Sauckel en personne vient à Nantes. Devant quelques entrepreneurs et des membres des partis collaborationnistes il tient des propos menaçants. La traque aux réfractaires s'accentue :

« *La recherche des oisifs par des rafles dans la ville ont jeté l'inquiétude dans tous les milieux ouvriers, commerçants et même fonctionnaires* » (Commissaire central de Nantes, 23/05/44). Les jeunes gens arrêtés sont, après le passage obligé au château, emmenés à la gare : « *Le 25 mai à 14 h. en gare de Nantes-Orléans, une trentaine de requis pour l'Allemagne ont chanté La Marseillaise et crié Pour la France Hip – Hip – Hourrah ! Pour Hitler merde ! en présence de nombreux officiers et soldats allemands. Parmi la foule assez nombreuse se sont élevés des applaudissements. L'incident n'a pas eu d'autre suite* » (Commissaire des R.G. 28/05/44).

La population qui dans son ensemble soutient les réfractaires et les requis va trouver une nouvelle raison d'alimenter sa colère contre le STO et le régime. Dans un souci d'efficacité, la gendarmerie et la police allemandes, habituées désormais à utiliser les services des groupes collaborationnistes pour démanteler les réseaux de résistance, s'associent avec le Groupe d'Action de Justice Sociale dirigé par James de Junquières pour organiser des rafles dans la ville de Nantes. C'est le cas le 30 mai, le 1er juin et le 3 juin où une centaine de jeunes sont arrêtés : « *Ces opérations provoquent toujours un vif mécontentement mais la participation à ces rafles de Français volontaires a véritablement indigné la population* » (Commissaire des R.G. 13/06/44).

Le 4 juin, une rafle a lieu à Nort-sur-Erdre : « *Au cours d'une kermesse organisée au profit des sinistrés de Nantes… les hommes et les jeunes gens ont été invités par haut-parleur à se soumettre à un contrôle d'identité effectué par les Allemands. À cette annonce beaucoup de jeunes hommes ont tenté de fuir dans toutes les directions pour échapper à ce contrôle. Les Allemands qui étaient armés ont alors tiré en l'air plusieurs coups de révolver ou salves de mitraillettes et il s'en est suivie une petite panique. Une quarantaine d'arrestations ont été effectuées, neuf seulement ont été maintenues* ».

« *Cette affaire a provoqué une grosse émotion à Nort et dans toute la région… L'incident en lui-même a grandement indisposé la population mais la participation à l'opération de contrôle de jeunes Français en âge de départ pour le STO l'a véritablement indignée. Certains de ces jeunes sont connus et pourraient être l'objet de représailles. Tous appartiennent aux groupes d'action de justice sociale que dirige de Junquières du PPF* ».

« *Le maire de Nantes qui était l'organisateur de la kermesse a protesté officiellement auprès des autorités allemandes* » (Commissaire des R.G. 6/06/44).

AMN 6 Fi 3186

Dans la population, qui a beaucoup entendu parler à la radio du rôle répressif tenu par la Milice aux côtés des Allemands contre les maquisards et les réfractaires et qui la craint beaucoup, court la rumeur que ce sont des miliciens nantais qui sont intervenus à Nort-sur-Erdre. Il n'en est rien on l'a vu et d'ailleurs: « *Le chef départemental de la Milice a l'intention de faire paraître dans la presse une mise au point informant la population que contrairement aux bruits qui ont circulé la Milice n'a pas participé à l'opération* » (Commissaire des R.G. 28/05/44).

À ce moment-là, le corps de la Milice nantaise arrive au terme d'un long processus de mise en place après des mois de zizanie entre ultras de la Collaboration. Le 31 mars le colonel Boudot a été désigné officiellement chef départemental de la Milice et le capitaine Laurent secrétaire. On leur fournit une voiture et une camionnette. Ce n'est qu'à la mi-mai, après bien des pérégrinations, qu'ils peuvent s'installer dans un local situé au N° 3 de la rue Harrouys. Quand la presse annonce la nouvelle : « *Les commentaires qui ont été entendus sont nettement défavorables à la Milice, souvent même hostiles* » (Commissaire des R.G. 28/05/44). Reste à recruter des volontaires. À la mi-juin Boudot peut compter sur 71 miliciens dont 53 bénévoles.

L'hostilité à la Milice n'émane pas que de la population. Les rivalités entre groupes collaborationnistes, cultivées depuis des années, les guerres de chefs, ont créé un climat délétère et chaque mouvement craint de voir ses maigres troupes partir chez Boudot. Les derniers militants des partis collaborationnistes, radicalisés à l'extrême, plutôt que de rejoindre la Milice jugée trop politique préfèrent former leurs propres groupes de combat, comme les « gardes françaises » du PPF ou les Groupes d'action de de Junquières, pour lutter aux côtés des Allemands contre les résistants et les réfractaires. Les permanences du RNP, du PPF, du Parti Franciste, du PNB tournent au ralenti quand elles ne ferment pas.

Le Groupe Collaboration, en proie à des rivalités intestines, est moribond. Néanmoins, après un silence de neuf mois, son président Charles Martin réussit à organiser une conférence avec le concours de la Propagandastaffel le 21 avril. L'orateur, John Amery, est le fils du secrétaire d'État aux Indes dans le gouvernement Churchill. Il traite de : « Les Anglais vus par l'un d'eux » : « 400 *personnes comprenant des éléments de la bourgeoisie, des partis nationaux et de l'armée allemande ont assisté à cette réunion* » (Préfet, 3/05/44). Celle-ci clôt définitivement le cycle des conférences tenues au théâtre Graslin par le Groupe Collaboration.

Alors que les Alliés progressent sur tous les fronts, le seul organisme à montrer quelque vitalité chez les collaborationnistes est la LVF : « *Depuis quelques mois on enregistre à la section départementale de la LVF une recrudescence assez sensible d'engagements… On en compte actuellement 15 à 20 par mois. Ce recrutement qui n'a été provoqué par aucune propagande particulière provient d'un peu tous les milieux, mais pas d'étudiants. Ce sont surtout des gens de condition très modeste, des jeunes appartenant ou non à des groupements ou partis autorisés. Il en est qui préfèrent ainsi s'engager que d'aller travailler en Allemagne* » (Commissaire des R.G. 23/04/44).

La plupart de ces légionnaires français combattant sous l'uniforme allemand ne reviendront pas du front russe où leur anti-bolchevisme, ou toute autre raison, les auront conduits.

**Ruraux-citadins : une difficile cohabitation**

Dans son rapport du 21 mai, cité plus haut, évoquant l'angoisse ressentie par la population et particulièrement les ouvriers, le commissaire des Renseignements généraux évoquait également celle qui avait saisi *« la population des campagnes »*. Dans une note précédente, datée du 27 février, il s'était davantage étendu sur le sort des paysans :

« Si la plupart reconnaissent la situation privilégiée qu'ils occupent à côté des citadins, non seulement au regard du ravitaillement mais du STO et de la simple tranquillité, ils se plaignent des réglementations et des contrôles auxquels ils sont soumis, des impositions toujours plus grandes qui leur sont demandées, des difficultés qu'ils rencontrent pour travailler et aussi de l'incompréhension des habitants des villes et de l'hostilité que ceux-ci manifestent à leur adresse ».

La plupart des difficultés rencontrées par les agriculteurs pour travailler ressortissent aux préparatifs militaires entrepris par les Allemands dans la perspective d'un éventuel débarquement. À la veille des travaux agricoles de printemps l'occupant a réquisitionné chevaux, harnais, charrettes pour transporter du matériel. Dans la zone côtière des blockhaus sont construits dans les champs, des tranchées creusées, des mines posées interdisant tout pacage du bétail. L'inondation des marais de Bourgneuf et de Machecoul ajoute au mécontentement.

Toujours dans la perspective du débarquement les Allemands décident d'évacuer de la zone côtière tous ceux qui n'y habitaient pas au 1er janvier 1940. De nombreux réfugiés de Lorient et de Nantes qui s'y sont installés vont devoir partir. D'autres qui pourraient rester préfèrent s'en aller en prévision des combats mais aussi en raison de l'insécurité qu'y font régner certains soldats de l'armée du Reich : « Des incidents fréquents se produisent dans la zone côtière. Des Russes blancs enrôlés dans l'armée allemande terrorisent la population. Ce sont des vols continuels de jour et de nuit à l'extérieur et à l'intérieur des habitations. Les Russes s'attaquent surtout aux femmes et aux jeunes filles » (Préfet, 4/03/44).

À tous les réfugiés, anciennement installés ou récemment déplacés soit plus de 100 000 personnes dans le département, viennent s'ajouter en mai ceux à qui le préfet a donné l'ordre de quitter Nantes. Craignant de nouveaux bombardements il a décidé de faire évacuer tous les lieux habités situés à 500 m. de part et d'autre du réseau ferroviaire, ainsi que les environs de la gare de Nantes-Orléans et de la gare de triage du Grand-Blottereau, de même que les zones industrielles de Saint-Joseph-de-Porterie et de Roche-Maurice.

L'arrivée de ces nouveaux citadins dans les communes rurales déjà surpeuplées, conjuguée à la fermeture de nombreuses entreprises nantaises sèment l'émoi au Pays nantais : « *Les habitants des campagnes… craignent de voir s'abattre chez eux une masse de chômeurs qui, poussée par le besoin, pourrait se livrer à des excès dont ils seraient inévitablement les victimes* » (Commissaire des R.G. 21/05/44).

Dans ce climat d'anxiété entretenu par la certitude d'un débarquement proche et gros de risques, l'arrivée de nouveaux réfugiés après le bombardement de Nantes du 28 mai crée des tensions : *« On enregistre de nouveaux départs d'habitants. D'autres cherchent vainement un lieu de repli dans le département qui est surpeuplé de sinistrés et de réfugiés. On ne signale pas d'incidents sérieux mais seulement quelques altercations entre Nantais fuyant la ville et ruraux se disant dans l'impossibilité de les recevoir* » (Déclaration recueillie par les R.G. 31/05/44). Tensions confirmées par Alphonse Guilbaud, curé de Saint-Colomban, à propos de l'approvisionnement : « *Le problème des réfugiés est celui qui préoccupe nombre de municipalités de la région. Il existe de petites frictions entre eux et les cultivateurs, les premiers reprochant aux seconds de leur vendre trop cher pendant que ceux-ci s'aperçoivent que les primeurs sont enlevés par les réfugiés* » (Commissaire des R.G. 3/08/44).

Généralement réfugiés et autochtones cohabitent en bons termes. Il arrive que les uns aident les autres aux travaux des champs ou viennent renforcer l'équipe locale de football. Mais le choc de deux mondes accentué par la promiscuité exaspérante qu'imposent les événements réveille parfois l'hostilité traditionnelle entre ruraux et citadins. Le premier adjoint de La Chapelle-Heulin déclare : *« Il existe quelque antagonisme entre la population du pays et les réfugiés. Les cultivateurs, vignerons et autres gens de l'endroit qui travaillent de longues journées se plaignent d'avoir un ramassis de fainéants qui vivent surtout d'allocations et ne travaillent que rarement. Il est difficile de concilier les intérêts de chacun, d'aplanir les difficultés de logement, de ravitaillement, de chauffage qu'ont fait surgir l'afflux des réfugiés qui ont presque doublé la population* » (Déclaration recueillie par les R.G. 21/07/44).

Les réfugiés nantais découvrent, ou retrouvent pour ceux qui ont des origines paysannes, les joies simples de la campagne mais aussi les difficultés d'y vivre, souvent mal évaluées, depuis la ville. Le ravitaillement, comme à Nantes, demeure la préoccupation principale et, malgré l'environnement, trouver des œufs, de la viande ou du lait en quantité suffisante pose problème. Les privations, l'inconfort des logements, la séparation des familles, le froid de l'hiver aigrissent le quotidien. On tricote beaucoup. Des gestes anciens reviennent : les femmes se mettent à filer à la quenouille et les hommes à scier du bois. Dans les communes qui n'ont pas d'école publique les petits Nantais et Nazairiens découvrent prières et catéchisme à l'école chrétienne tenue par des « frères » ou des « sœurs » que Pétain vient d'autoriser à porter de nouveau l'habit religieux. Cela exaspère les parents laïques et fait craindre aux autres la mauvaise influence des enfants de la ville sur leurs rejetons.

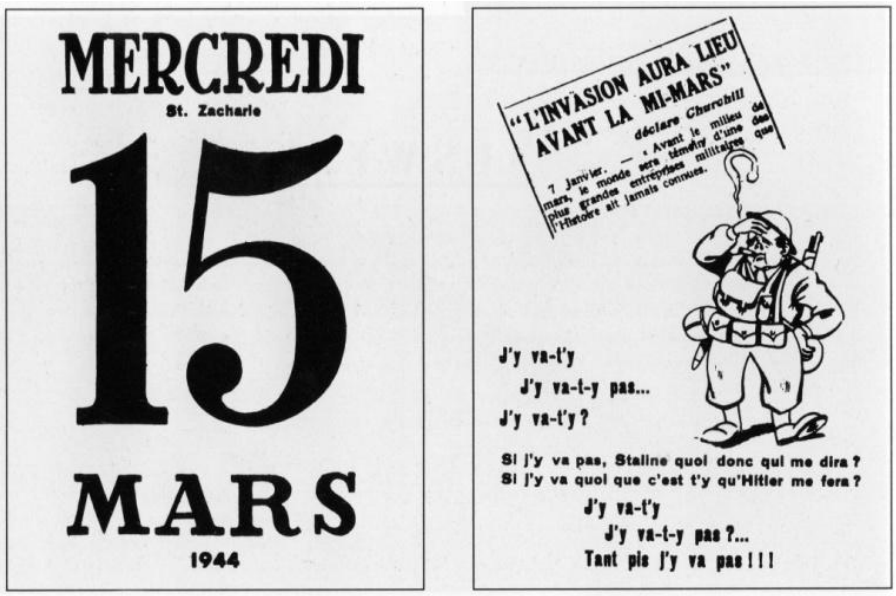
Les réfugiés perturbent le mode de vie des ruraux matériellement et moralement. Cela inquiète les élites conservatrices et le clergé qui craignent que les nouveaux venus ne pervertissent l'esprit et l'âme de leurs électeurs ou de leurs ouailles. Donatien Marchais, syndic du Loroux-Bottereau déclare : « *Depuis que les réfugiés sont arrivés sur notre commune de nombreux incidents ont déjà éclaté. Certains d'entre eux ne travaillent pas et ne font rien pour gagner la sympathie du paysan. Ils sont provocateurs. Certains même se vantent d'avoir en 1936 organisé à Nantes certaines grèves. Tous ces gens indisposent l'opinion et leurs propos montent la population contre les réfugiés dont bon nombre sont cependant dignes d'intérêt. L'action de ces individus peu courtois se borne à des paroles mais il est évident que si notre région était infestée par les maquisards ces gens pourraient être un réel danger pour la sécurité de la commune* » (Déclaration recueillie par les R.G. 2/08/44). Partout les réfugiés nantais sont regardés avec suspicion À Treillières, le curé Prévert qui s'était réjoui de l'arrivée des réfugiés après qu'il eût constaté que la présence de certains d'entre eux à la messe dominicale arrondissait ses comptes paroissiaux, déchante : « *La promiscuité avec certaines familles de réfugiés qui n'avaient ni les goûts, ni le langage, ni la manière de vivre de nos familles rurales ont quelque peu changé les idées et les mœurs d'une partie de notre population. Que de fois n'avons-nous pas entendu des phrases comme celle-ci : « Comment peut-on vivre à Treillières ? Il n'y a ni bal, ni cinéma ». Conséquence de tout cela : pratiques religieuses et vie chrétienne au ralenti* » (Lettre adressée à Mgr Villepelet[11]). Une de ses paroissiennes déclarera plus tard : « *Les réfugiés nous ont bien dégourdies* ».

**L'espérance d'un débarquement redouté**

Ces nouveaux paroissiens dont le curé de Treillières se passerait bien arrivent à la campagne poussés par une guerre chaque jour plus proche et plus présente dans les esprits, jusqu'à l'obsession.

Dès janvier les préparatifs militaires en prévision d'un débarquement mettent les Nantais sous pression : « *La construction d'ouvrages défensifs dans les rues des quartiers extérieurs et aux carrefours de notre ville confirme cette possibilité de combats et partant de nouvelles difficultés* » (Commissaire central, 20/01/44).

En février et mars la tension retombe. Les américains bloqués en Italie ne semblent plus capables d'ouvrir un second front en Europe de l'Ouest : « *l'annonce de débarquement en Europe occidentale toujours renouvelée mais jamais suivie d'exécution, la stagnation des troupes alliées dans le secteur de Monte-Cassino, commencent à faire douter de leur capacité* » (Commissaire central, 21/03/44).




La propagande collaborationniste moque les partisans du débarquement. (Coll. part.)

[11] Cité par Jean Bourgeon, Treillières, Un village au Pays Nantais (1800 – 1945), Coiffard éditions, 2012)

Pendant ce temps-là, sur le front de l'Est, les Russes continuent leur progression soulevant crainte ici, espoir là :

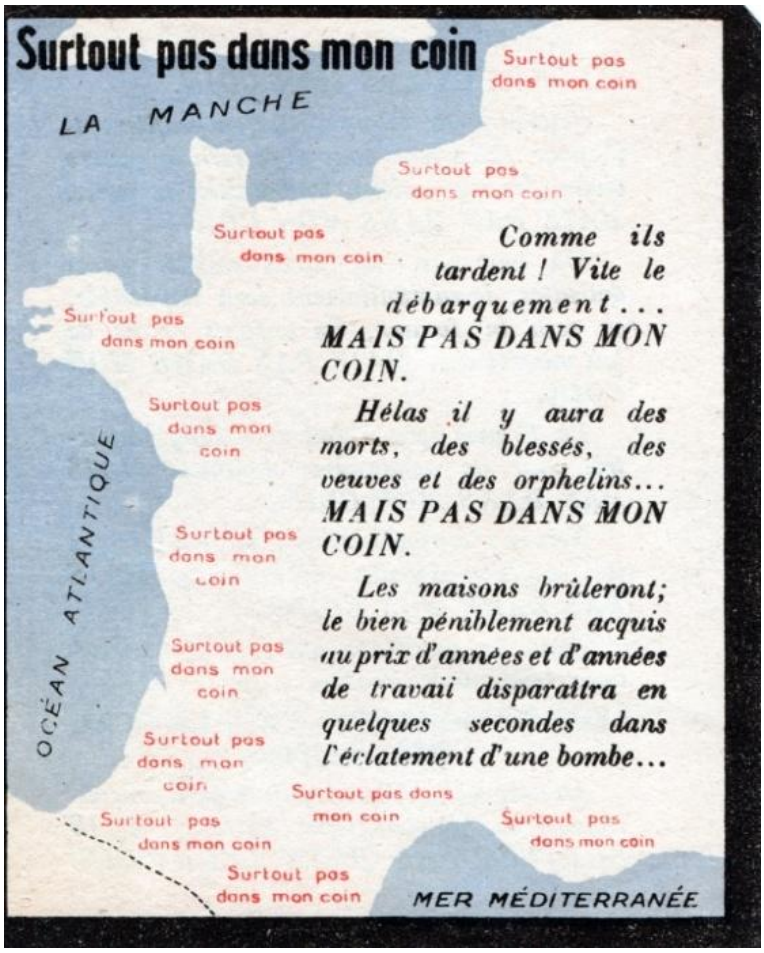
« *La Russie des Soviets qui continue à remporter d'importants succès est une cause d'inquiétude assez généralisée et plus particulièrement ressentie dans la bourgeoisie, le commerce, le clergé… On enregistre une certaine évolution chez beaucoup de gens qui en arrivent à redouter une victoire alliée et se demandent si une victoire allemande ne serait pas souhaitable* ».

« *Dans la classe ouvrière on fait remarquer que les Russes seuls sont capables de battre les Allemands… On enregistre dans ces milieux une désaffection de plus en plus marquée des Alliés au profit des Russes* » (Commissaire des R.G. 20/02/44).

À la mi-avril, la bataille engagée depuis deux mois à Monte-Cassino par les Anglo-américains et les troupes françaises libres commandées par le général Juin, pour faire sauter le verrou allemand qui empêche la marche sur Rome semble devoir être couronnée de succès. Le débarquement sur les côtes normandes ou bretonnes que l'opinion depuis le printemps 1943 espère, redoute, oublie, puis attend de nouveau avant de ne plus y croire, s'impose enfin comme l'issue inéluctable, mais terrible, à la guerre :

« *L'ouverture du second front… ne fait plus maintenant de doute pour personne. On considère que les alliés mettent au point les derniers préparatifs pour l'invasion du continent qui va être déclenchée dans un très proche avenir. Cette perspective qui, il y a un an environ, aurait provoqué les plus vives satisfactions et de grands espoirs est aujourd'hui accueillie par beaucoup avec une véritable anxiété car si on souhaite ardemment le départ des Allemands qui sont de plus en plus haïs, on craint beaucoup également que l'ouverture du second front provoque des troubles intérieurs généralisés. Aussi enregistre-t-on une note générale de grande inquiétude* » (Commissaire des R.G. 23/04/44).

u moment où pointe la Libération les




La propagande collaborationniste joue des difficultés des Anglo-américains pour faire douter une population inquiète. (Coll. part.)

Nantais ressassent le malheur car ils savent la brutalité du siècle. Le suivi attentif de la guerre à la radio leur a enseigné que toute attaque terrestre est précédée d'un tapis de bombes sur la région visée : « *Les bombardements aériens ou terrestres qui précèdent en Italie toute avance des troupes donnent l'impression aux habitants que les armées anglo-américaines procèdent par l'anéantissement pur et simple de tout ce qui se trouve devant eux* » (Commissaire central, 24/02/44).

Nantais et Nazairiens, qui savent ce que bombardement signifie, en arrivent à compatir avec toutes les populations victimes des aviateurs alliés fussent-elles ennemies : « *Ces opérations qui au début avaient généralement été regardées comme de justes représailles et accueillies avec faveur sont maintenant considérées par beaucoup comme des actes inhumains et barbares et des craintes se manifestent de voir certains points de notre pays soumis aux mêmes épreuves* » (Commissaire des R.G. 27/02/44).

Craintes justifiées. Les Alliés veulent maintenir l'incertitude sur le lieu choisi pour le débarquement, mais il leur faut auparavant détruire les infrastructures qui permettraient à l'ennemi d'y amener des renforts, aussi frappent-ils toute une longue et large frange côtière. Dans le souci de ménager les équipages, les largages en tapis de bombes se font à haute altitude d'où un manque de précision meurtrier. Le 18 avril Rouen est en flammes, la cathédrale presque détruite. Dans les jours suivants d'autres grandes villes sont touchées ainsi que les quartiers nord de Paris. L'opinion est sous le choc. Le sous-préfet de Saint-Nazaire exprime ce que l'on retrouve dans tous les rapports : « *Les bombardements récents de la région parisienne et de Rouen ont soulevé l'indignation générale et il n'est personne qui ne flétrisse ces actes criminels. Nous devons donc noter de ce côté-là une baisse très sensible de la confiance et de la popularité qu'une partie de l'opinion accordait encore aux Anglo-saxons* » (25/04/44).

Dans une région marquée par une forte imprégnation catholique cette propagande n'est pas anodine. (Coll. part.)

L'opinion ballottée d'une émotion à l'autre maudit les Alliés sous les bombes mais les espère en libérateurs. D'ailleurs elle interprète la recrudescence des bombardements à la préparation, voire à l'imminence, du débarquement : « *L'esprit de la presque totalité de la population est tendu vers l'unique préoccupation de savoir quand aura lieu le débarquement et en quel endroit. Tout semble graviter vers ce point* » (Commissaire des R.G. de Saint-Nazaire, 6/05/44).

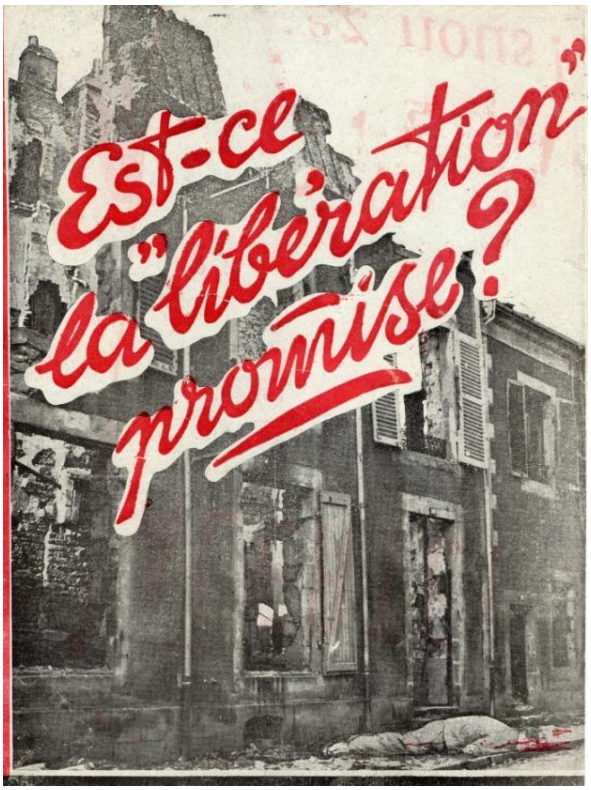
Tout au long du mois de mai, à la lecture des notes et rapports, on sent monter la tension. Ainsi le 27 mai : « *Dans toutes les sphères sociales c'est le principal sujet de conversation ; chacun émet son opinion sur le lieu et la date qui verront son accomplissement mais presque tous s'accordent à dire que le moment est proche. Cette attente crée un état d'esprit fiévreux* » (Commissaire des R.G. de Saint-Nazaire, 27/05/44).

Cette fièvre est nourrie aussi par le retour des alertes aériennes. Les bombardiers n'ont pas menacé Nantes depuis les terribles journées de septembre 1943. À partir du 8 mai 1944 ils survolent presque quotidiennement la ville déclenchant des alertes qui ravivent le traumatisme de l'automne : « *À la suite de nombreuses alertes diurnes et nocturnes les derniers jours et le bombardement du terrain d'aviation de Château-Bougon on note une tension d'esprit et une surexcitation très marquée* » (Commissaire des R.G. 14/05/44).

Le 28 mai les bombes pleuvent sur Nantes. Les installations ferroviaires sont visées mais c'est tout le quartier ouvrier de Doulon qui est touché[12]. C'est : *« ce qui a encore accentué l'indignation de la population qui cherche vraiment à comprendre la manœuvre des Alliés. Elle se rend par ailleurs parfaitement compte qu'aucun objectif militaire n'a été atteint et elle s'attend à un nouveau bombardement* » (Commissaire des R.G. 31/05/44).

Le ressentiment contre les Alliés, renouvelé à chaque bombardement ici ou ailleurs, devient peu à peu pérenne. En 1942, il disparaissait en quelques jours après les frappes aériennes. Ce n'est plus le cas. Lorsque les cibles militaires sont atteintes comme le 23 septembre au matin la population, passée l'émotion, accepte le deuil des victimes collatérales. Elle réagira ainsi lors des bombardements de Nantes qui suivront immédiatement le débarquement :

« *Les bombardements des 7, 8 et 12 juin qui ont été précis et ont fait moins de victimes n'ont pas fait l'objet de critiques aussi marquées. Beaucoup de personnes ont même considéré qu'ils se rattachaient aux opérations de débarquement et à ce titre leur paraissaient très justifiés* » (Commissaire des R.G. 13/06/44).



Tract de la propagande allemande distribué dans le département dans les derniers mois précédents la Libération. (Coll. part.)

Mais l'opinion n'accepte plus les bombardements aveugles et meurtriers comme ceux d'avril et mai. Pétain à l'écoute des rapports préfectoraux va trouver le moment opportun pour stigmatiser la cruauté des Alliés et tenter de ramener vers lui une population bouleversée.

***« L'opinion est égarée »***

L'entrée au gouvernement de Darnand et Henriot en janvier avait provoqué l'inquiétude de la population. La nomination, le 16 mars au moment où l'armée allemande et la Milice viennent de lancer l'assaut contre les maquisards des Glières, de Marcel Déat chef du RNP comme ministre secrétaire d'Etat au Travail et à la Solidarité nationale ne fait qu'accentuer le malaise :

« *Le chef du RNP est très impopulaire et sa nomination a été d'une façon générale très mal accueillie. On considère qu'il a été imposé par les Allemands. On s'attend à voir la politique du gouvernement français s'orienter encore davantage vers un régime de force et d'autorité et vers une collaboration plus étroite… notamment en ce qui concerne la main-d'œuvre* » (Commissaire des R.G. 26/03/44).

Gouvernement ultra-collaborationniste, répression massive… le régime de Vichy sombre dans l'excès et la terreur. Pétain n'y est plus qu'un figurant qui couvre de sa gloire passée une politique déshonorante. Après avoir misé sur une victoire allemande, puis sur une paix de compromis dont il aurait été le médiateur, il sait maintenant que les Alliés vont gagner et qu'il a perdu la partie. Dans un dernier sursaut il va tenter de reprendre en main, sinon le pouvoir, au moins son destin, son image. Il décide d'aller à la rencontre des Français éprouvés, de façon spectaculaire.

[12] Le bombardement fit 75 morts, une centaine de blessés, 200 maisons détruites et 400 rendues inhabitables.

Les bombardements qui ont frappé les quartiers nord de Paris dans la nuit du 20 au 21 avril faisant de nombreuses victimes lui en fournissent l'occasion. Il va pouvoir rejouer dans la capitale, où il n'st pas retourné depuis 1940, son rôle de père compatissant de la nation, de protecteur et de chef empêché par l'ennemi de remplir sa mission. Si l'imaginaire du double-jeu ne peut être réactivé alors qu'il vient condamner ce que la propagande officielle appelle les crimes des Alliés, au moins mobilise-t-il toutes les autres composantes du mythe.

Le 26 avril, sans avoir consulté le gouvernement, à la surprise générale, il vient à Paris assisté au service funèbre organisé à Notre-Dame pour les victimes des bombardements et visiter les blessés dans les hôpitaux. Il en profite pour aller à l'Hôtel-de-ville et parcourir quelques artères de la capitale où les Parisiens, avertis par la radio, viennent l'acclamer. La population encore sous le choc des bombardements, prise par l'émotion d'une Marseillaise refoulée depuis quatre ans qui monte vers le chef militaire auréolé de son passé victorieux, fouettée dans son patriotisme, succombe aveuglément au culte maréchaliste.

Filmée par les Actualités cinématographiques, couverte par les radios, la journée parisienne du Maréchal retentit dans toute la France. À Nantes et dans le département l'écho de la ferveur parisienne arrive atténué par la distance et la méfiance qui filtre toute information officielle mais rend force et couleurs à la personnalité d'un chef d'État qui sort de l'ombre où il était plongé depuis décembre 1943 :

« *Le voyage du Maréchal Pétain à Paris a provoqué un gros mouvement de surprise et d'intérêt… ce voyage a produit sur une grande partie de la population une impression de satisfaction et de confiance particulièrement profonde en cette période d'inquiétude générale* ».

« *La faveur avec laquelle les Parisiens l'ont accueilli et salué a été pour beaucoup, même pour ses partisans, une réelle surprise ; on ne croyait pas qu'il eût conservé une telle popularité… On enregistre dans la population une certaine évolution d'opinion en faveur du Maréchal* » (Commissaire des R.G. 28/04/44).

Pétain va profiter de ce retour en faveur dans l'opinion pour s'adresser aux Français, le 28 avril, lors d'une allocution radiodiffusée qui sera sa dernière prononcée en direct. Un mois à peine après l'écrasement du maquis des Glières il condamne sans appel la Résistance assimilée au terrorisme, au bolchevisme, il fustige les futurs libérateurs puis termine en disant sa confiance dans l'Allemagne pour préserver la civilisation chrétienne contre le communisme. Au Pays nantais le regain de popularité provoqué par le voyage à Paris aura fait long feu :

« *Le message du maréchal Pétain à la population française a été beaucoup plus écouté et lu que les précédents ; ce message venant immédiatement après le voyage à Paris du chef de l'État présentait pour beaucoup un attrait particulier et bien des personnes inquiètes de la situation espéraient y trouver des renseignements précieux* ».

« *En prenant nettement position contre nos anciens alliés le Maréchal a surpris tous les Français qui, accoutumés à le voir plus réservé, lui prêtaient le plus souvent des tendances plus conformes à leurs sentiments personnels ou à leurs vœux qu'à la réalité* ».

« *Une notable partie de la population indignée des dernières attaques aériennes alliées et craignant de nouveaux bombardements et un débarquement a accueilli avec faveur la position prise par le chef de l'Etat. Dans les milieux ouvriers par contre l'opposition est assez étendue ; on met souvent le Maréchal sur le même plan que le chef du gouvernement ou même que le secrétaire d'Etat au maintien de l'ordre* » (Commissaire des R.G. 3/05/44).

En prenant position contre de Gaulle et les Alliés Pétain déçoit tous ceux qui croyaient encore au double-jeu. La peur de la guerre civile, du communisme fait encore recette dans quelques milieux mais en donnant sa caution aux ultras de la Collaboration il perd la confiance des patriotes et se coupe définitivement du monde ouvrier.

Le 7 mai, contraint par les Allemands, Pétain quitte Vichy et s'installe en région parisienne au château de Voisins près de Rambouillet. De là il rend visite aux populations des villes bombardées : Rouen, Nancy, Épinal… Le 28 mai il regagne Vichy, les bombardements qui ont repris sur les grandes villes (dont Nantes) rendant son séjour en zone Nord périlleux.

À Nantes la population mal informée croit que Pétain est de retour à Paris et s'interroge sur les raisons de cette installation dans la capitale. Les spéculations vont bon train. Elles tournent toutes autour de la représentation du Maréchal prisonnier des Allemands ou victime d'un complot fomenté par les ultras de la Collaboration.

La confusion des esprits, entretenue par le flou de la situation, les rumeurs et l'attente anxieuse du débarquement ; est portée à son comble quand on apprend que le préfet Gaudard a été arrêté le 14 mai par la police allemande et emmené à Angers où il est détenu[13]. Une vague d'arrestations s'abat sur la préfecture. Il en va de même dans d'autres départements. Une dizaine de préfets sont emprisonnés et parmi eux Edouard Bonnefoy en poste à Lyon[14] :

*« L'arrestation de Mr le préfet venant quelques jours après celle de Mr Tomasini, chef de cabinet, a provoqué dans le département une certaine émotion qui s'est grandement accentuée lorsqu'est parvenue la nouvelle que plusieurs autres préfets avaient également été appréhendés, en particulier Mr Bonnefoy, tout récemment encore dans notre département* ».

« *Ces arrestations dont les causes ne sont pas connues font l'objet des commentaires les plus variés. Certains n'hésitent pas à parler de coup d'État de MM. Déat et Darnand ; d'autres qui avaient accepté la thèse de la tentative d'enlèvement du Maréchal considèrent que ces personnalités sont compromises dans le complot ou tout simplement ont été reconnues avoir une activité contraire au gouvernement* » (Commissaire des R.G. 21/05/44).

L'opinion n'est pas encore en mesure de concevoir que des préfets puissent appartenir à des réseaux de résistance ou les aider. On préfère les imaginer comme des soutiens loyaux au chef de l'État qui, dans un sursaut patriotique, tient tête aux séides des Allemands : les ultras de la Collaboration de son gouvernement. Ces derniers sont soupçonnés de vouloir évincer du pouvoir non seulement Pétain mais aussi Laval jugé trop tiède. Celui-ci, exécré par la quasi-totalité de la population revient en grâce aux yeux de quelques uns qui : « *craignent avoir plus mal soit en la personne de Déat qui paraît être le candidat le plus probable soit en celle d'un gauleiter* » (Commissaire des R.G. 19/05/44).

Le 28 mai le même commissaire écrit : « *L'état de nervosité et d'inquiétude est favorable à la diffusion des nouvelles les plus fantaisistes* ». Le bruit court que Laval a été arrêté par les Allemands.

---

[13] Le préfet ne sera libéré que le 27 mai.

[14] E. Bonnefoy, ancien préfet de la Loire-Inférieure est déporté, ainsi que son chef de cabinet Paul Haag, au camp de concentration de Neuengamme. Ils périront tous les deux en baie de Lübeck le 3 mai 1945 lors de l'évacuation du camp.

Soumise à trop de privations, de tensions, ballotée d'une émotion à l'autre l'opinion est désorientée. Elle condamne les bombardements tout en admettant leur nécessité. Elle espère la Libération mais le débarquement l'angoisse. Elle se réjouit des victoires russes mais craint un succès soviétique. Elle soutient les réfractaires mais s'en méfie quand ils se font maquisards. Elle écoute fidèlement la radio de Londres mais se délecte des éditoriaux empoisonnés de P. Henriot. Elle rejette le régime de Vichy mais ne peut se défaire d'une sorte de fidélité affective à Pétain toujours perçu à travers le prisme déformant de son mythe.

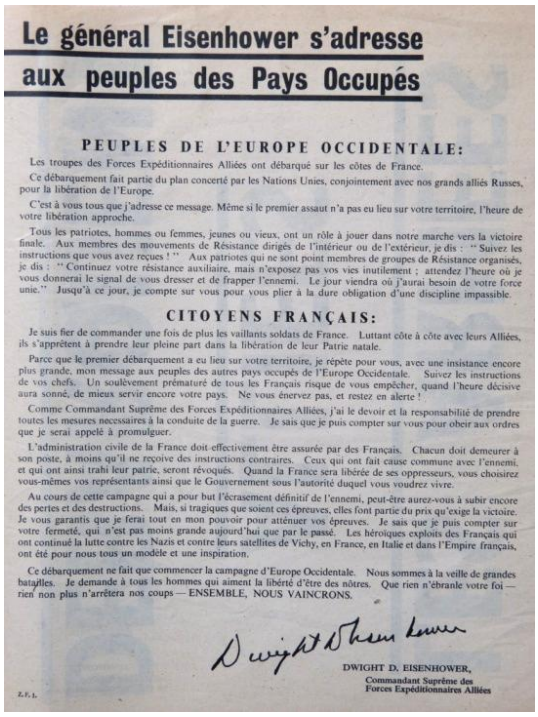
« *En définitive l'opinion est égarée : elle s'accroche à tout ce qu'elle considère comme une planche de salut, sans crainte des contradictions les plus évidentes* » (Préfet, 3/05/44).

# Juin – Août 1944

« *L'état de nervosité et d'inquiétude dans lequel depuis des mois vit la population s'est encore accentué à la suite du débarquement, des bombardements, des difficultés sans cesse plus grandes de travail et de vie et devant l'incertitude des jours à venir. La situation intérieure du pays est un sujet tout particulier de préoccupation : l'atmosphère d'intrigue, de mécontentement, de mésentente qui règne un peu partout impressionne la population et la rend anxieuse. Le spectre de la guerre civile hante certains esprits* » (Commissaire des R.G. 13/06/44).

LES ARMEES
ALLIEES
DEBARQUENT

Affichette recto-verso lancée d'avion sur le département. (Coll. part.)


Le général Eisenhower s'adresse aux peuples des Pays Occupés

PEUPLES DE L'EUROPE OCCIDENTALE:

Les troupes des Forces Expéditionnaires Alliées ont débarqué sur les côtes de France.

Ce débarquement fait partie du plan concerté par les Nations Unies, conjointement avec nos grands alliés Russes, pour la libération de l'Europe.

C'est à vous tous que j'adresse ce message. Même si le premier assaut n'a pas eu lieu sur votre territoire, l'heure de votre libération approche.

Tous les patriotes, hommes ou femmes, jeunes ou vieux, ont un rôle à jouer dans notre marche vers la victoire finale. Aux membres des mouvements de Résistance dirigés de l'intérieur ou de l'extérieur, je dis : " Suivez les instructions que vous avez reçues ! " Aux patriotes qui ne sont point membres de groupes de Résistance organisés, je dis : " Continuez votre résistance auxiliaire, mais n'exposez pas vos vies inutilement ; attendez l'heure où je vous donnerai le signal de vous dresser et de frapper l'ennemi. Le jour viendra où j'aurai besoin de votre force unie." Jusqu'à ce jour, je compte sur vous pour vous plier à la dure obligation d'une discipline impassible.

CITOYENS FRANÇAIS:

Je suis fier de commander une fois de plus les vaillants soldats de France. Luttant côte à côte avec leurs Alliées, ils s'apprêtent à prendre leur pleine part dans la libération de leur Patrie natale.

Parce que le premier débarquement a eu lieu sur votre territoire, je répète pour vous, avec une insistance encore plus grande, mon message aux peuples des autres pays occupés de l'Europe Occidentale. Suivez les instructions de vos chefs. Un soulèvement prématuré de tous les Français risque de vous empêcher, quand l'heure décisive aura sonné, de mieux servir encore votre pays. Ne vous énervez pas, et restez en alerte !

Comme Commandant Suprême des Forces Expéditionnaires Alliées, j'ai le devoir et la responsabilité de prendre toutes les mesures nécessaires à la conduite de la guerre. Je sais que je puis compter sur vous pour obéir aux ordres que je serai appelé à promulguer.

L'administration civile de la France doit effectivement être assurée par des Français. Chacun doit demeurer à son poste, à moins qu'il ne reçoive des instructions contraires. Ceux qui ont fait cause commune avec l'ennemi, et qui ont ainsi trahi leur patrie, seront révoqués. Quand la France sera libérée de ses oppresseurs, vous choisirez vous-mêmes vos représentants ainsi que le Gouvernement sous l'autorité duquel vous voudrez vivre.

Au cours de cette campagne qui a pour but l'écrasement définitif de l'ennemi, peut-être aurez-vous à subir encore des pertes et des destructions. Mais, si tragiques que soient ces épreuves, elles font partie du prix qu'exige la victoire. Je vous garantis que je ferai tout en mon pouvoir pour atténuer vos épreuves. Je sais que je puis compter sur votre fermeté, qui n'est pas moins grande aujourd'hui que par le passé. Les héroïques exploits des Français qui ont continué la lutte contre les Nazis et contre leurs satellites de Vichy, en France, en Italie et dans l'Empire français, ont été pour nous tous un modèle et une inspiration.

Ce débarquement ne fait que commencer la campagne d'Europe Occidentale. Nous sommes à la veille de grandes batailles. Je demande à tous les hommes qui aiment la liberté d'être des nôtres. Que rien n'ébranle votre foi — rien non plus n'arrêtera nos coups — ENSEMBLE, NOUS VAINCRONS.

Dwight D. Eisenhower

DWIGHT D. EISENHOWER,
Commandant Suprême des Forces Expéditionnaires Alliées

Z.F.1.

Le commissaire Sorgniard résume bien l'état d'esprit de l'opinion dans la période qui va du débarquement en Normandie le 6 juin à la libération de Nantes le 12 août. Un état d'esprit qu'il devient de plus en plus difficile à l'historien de saisir au fur et à mesure que l'on se rapproche de la Libération car les rapports de nos observateurs habituels se font plus rares. Le préfet Gaudard, qui reste en poste jusqu'au 15 août, ne rédige plus de rapport de synthèse se contentant de notes sur quelques événements. Le commissaire central de police de Nantes se limite à des rapports succincts pour les mois de juin et juillet tandis que le commandant de la gendarmerie ne se livre plus à aucune analyse de la situation, listant simplement les attentats, sabotages et bombardements pour le seul mois de juin. Notre principale source d'information reste les Renseignements généraux qui continuent à établir des notes concernant les principaux événements ou les acteurs politiques, des rapports de quinzaine en juin puis, en juillet et août, des rapports journaliers succincts et lacunaires.

**Les Alliés ont débarqué en Normandie… et bientôt à Saint-Nazaire**

C'est donc le commissaire Sorgniard des Renseignements généraux qui, au lendemain du débarquement, rend compte de la façon dont les habitants de Nantes ont réagi à la nouvelle de cet événement :

«*L'annonce des opérations de débarquement, vite répandue, a d'abord été accueillie avec un certain scepticisme par une population qui ne croyait plus guère à cette opération mais dès qu'elle a été confirmée cette nouvelle a suscité dans la grande majorité de la population une immense satisfaction, parfois même un véritable enthousiasme et principalement de grands espoirs car on se réjouit souvent moins d'un succès allié que de la perspective d'une fin prochaine de la guerre dont on est de plus en plus las. Cependant c'est avec une grosse inquiétude que l'on voit la guerre s'installer à nouveau en France. Assez souvent mais principalement dans les milieux bourgeois on craint des troubles intérieurs et on se demande en particulier comment l'ordre pourrait être maintenu si l'arrivée des alliés ne suivait pas immédiatement le départ des Allemands* ».

« *Une certaine effervescence a été enregistrée hier à Nantes où certains commerçants ont fermé leurs magasins, des habitants ont cherché à faire des provisions anormales de pain et d'autres ont quitté la ville. Il a été constaté dans les banques un afflux anormal de clients et quelques retraits de fonds malgré les contrôles des directeurs d'établissements qui cherchent à rassurer la clientèle* ».

« *Dans les groupements et partis autorisés on reste réservé malgré une inquiétude assez marquée* ».

« *Dans l'ensemble la population a conservé son calme et son sang froid* » (7/06/44).

Dans les campagnes nantaises aussi le débarquement est accueilli avec joie : « *Depuis le 6 juin date du débarquement des alliés en Normandie on enregistre dans la commune un certain état de nervosité. 90% de la population se réjouissent des événements. Cependant on commence à prendre des dispositifs de sécurité. Les cultivateurs construisent des tranchées pour se mettre à l'abri en cas de danger* » (Hippolyte Bureau, maire de Saint-Mars-du-Désert, propos recueillis par les R.G. 5/07/44).

La Libération si longtemps espérée est à portée de main. On l'attend dès demain ; elle mettra deux mois à venir. Après l'enthousiasme des premiers jours le doute s'installe puis l'angoisse, à nouveau :

« *Malgré l'ouverture si longtemps différée du deuxième front, la population des campagnes, tout comme celle des villes, avait conservé de grands espoirs dans les alliés et souhaitait toujours le débarquement. Mais devant le développement des opérations… qui causent de très gros dommages aux gens et aux biens… on enregistre un net mouvement de déception et de crainte. On s'étonne de la lenteur de l'avance des alliés, on appréhende les bombardements et c'est avec effroi que l'on parle d'un débarquement possible vers Saint-Nazaire, La Baule* » (Commissaire des R.G. 30/06/44).

Cette rumeur de l'imminence d'un débarquement américain à Saint-Nazaire, souvent évoquée dans les rapports, est alimentée par l'accélération des travaux de défense entrepris par les Allemands un peu partout dans le département et cet ordre transmis aux maires par le biais de la préfecture de planter dans les champs et prairies des poteaux distants de 2 mètres et reliés entre eux par des fils de fer.

Obnubilée par les combats qui se déroulent maintenant sur le sol français, la population est moins attentive à ce qui se passe sur les autres fronts : *« L'avance des alliés en Italie, l'attaque des troupes russes en Russie blanche et en Carélie, l'occupation des îlots proches du Japon par les troupes américaines voient leur intérêt amoindri par les événements de Normandie qui tout proches intéressent le public nantais »* (Commissaire central, 27/06/44).

Ce public nantais voudrait-il s'informer sur la marche de la guerre qu'il aurait bien de la peine à le faire car les innombrables coupures d'électricité provoquées par les bombardements le privent de radio.

L'Amérique en Guerre

No. 96

LE 5 AVRIL 1944

"MARCHE OU CREVE,"

retentit à nouveau en Italie.

**Station-Service.** Un zinc malade a trouvé son poste de secours à deux pas de la ligne de feu. Certes l'installation n'est pas le dernier mot de la technique moderne, mais les mécanos sont de sacrés bricoleurs et l'avion va bientôt pouvoir repartir.

**Les Montagnards sont là.** Ces Français des régiments alpins connaissent tous les secrets de la montagne, toutes les embûches tendues par les rochers dans les sentiers boueux. Il ne leur faut que quelques instants pour dresser en pleine nature la tente qui servira bientôt de P.C. au bataillon.

**1944—** et toujours le poilu! Sous le casque de Verdun, il garde un camp de prisonniers allemands que les Français viennent de capturer.

**Château en Italie!** Le meilleur moyen d'utiliser les emballages d'obus, c'est d'en faire des murailles et de construire avec eux une maison confortable. Pendant ce temps les obus occupent l'ennemi d'une manière moins confortable de l'autre côté de la colline. Evidemment l'ensemble du décor rappelle plutôt les premiers films américains que la comédie italienne.

L'Amérique en Guerre rend hommage aux soldats français en Italie

USF 105

« *L'Amérique en guerre* ». Ce journal de quatre pages, très illustré était lancé d'avion sur le département de façon irrégulière. Il était si apprécié qu'après la Libération certains habitants regretteront de ne plus le recevoir. Ce numéro fut lancé sur Crossac et Saint-Joachim dans la nuit du 17 au 18 avril 1944. (ADLA 1693 W 112)

**Des attaques aériennes dévastatrices**

Le débarquement ouvre en région nantaise un nouveau cycle de bombardements et de mitraillages aériens destinés à empêcher les Allemands d'acheminer des renforts vers la Normandie. Sont visés les voies ferrées, les gares, les ponts, les convois circulant sur les routes mais aussi les installations de DCA (défense antiaérienne) situées dans ou à la périphérie des villes. À la différence des opérations aériennes précédentes, les attaques visent des cibles situées sur l'ensemble du territoire touchant des localités rurales jusque là épargnées. Ces attaques se veulent aussi plus précises, plus économes en vies humaines et les Alliés privilégient les bombardements et mitraillages en rase-mottes ou en piqué, plus risqués pour eux, à la technique du tapis de bombes qui ne disparaît pas cependant.

Bombardements et mitraillages deviennent quotidiens, plus efficaces sur le plan militaire et moins meurtriers. Ainsi pour la seule journée du 12 juillet des avions attaquent le matin : un premier train transportant des munitions et un deuxième transportant des chars en gare d'Ancenis ; la voie ferrée à Varades ; la gare de Clisson ; un train en gare de Mauves. Il n'y a aucune victime. L'après-midi un train est à nouveau touché en gare d'Ancenis. En soirée sont attaqués : la gare de triage du Grand-Blottereau, la gare d'Ancenis, une batterie de DCA à Saint-Joseph-de-Porterie, les chantiers Dubigeon à Nantes (1 mort) et Basse-Goulaine (3 morts).

Lorsqu'ils s'attaquent aux ponts ferroviaires et routiers, aux voies ferrées et aux gares situés en zone urbaines où sont implantées des installations de DCA les équipages se protègent an prenant de l'altitude. Leurs largages de bombes sont alors imprécis et meurtriers : 35 morts à Nantes le 15 juin et 60 le 16 juillet, essentiellement ce dernier jour des personnes ensevelies dans l'abri où elles s'étaient réfugiées sous le pont de Belle-Croix.

Le 16 juillet 1944 les bombes tombent sur le pont de La Belle-Croix sous lequel une cinquantaine de personnes s'étaient réfugiées. Les recherches pour retrouver les victimes durèrent une semaine. (Photo F. Buges, château des ducs de Bretagne, Musée d'histoire de Nantes)

L'attaque du 15 juin fait revivre aux Nantais les pires heures de septembre 1943 et du 28 mai 1944. Les avions visaient les ponts routiers sur la Loire et tout le système ferroviaire nantais en particulier le pont de la Vendée. Douze vagues comprenant 150 avions ont lâché environ 500 bombes entre 4 000 mètres et 5 000 mètres d'altitude. Les points de chute ont été dispersés, le bilan meurtrier pour les quartiers de Doulon et Malakoff, catastrophiques pour la vie des Nantais avec la destruction de l'usine de traitement des eaux de La Roche et spectaculaires puisque la cathédrale a été durement touchée ainsi que la bourse du commerce. La préfecture n'a plus ni vitres ni portes. Le bilan militaire lui est maigre.

À l'intérieur de la cathédrale après le bombardement du 15 juin. (Photo F. Buges, château des ducs de Bretagne, Musée d'histoire de Nantes)

Les réactions de la population nantaise sont identiques à celles provoquées par les bombardements précédents : « *La population nantaise est très impressionnée par ces nouvelles attaques aériennes et par les alertes continuelles. Les objectifs visés n'ayant pas été atteints elle s'attend à de nouveaux bombardements. La crainte d'un débarquement anglo-américain aux environs de Saint-Nazaire ne fait qu'augmenter l'affolement général. Ainsi, assistons-nous à un véritable exode des Nantais qui se réfugient dans les communes environnantes… Malgré les appels que j'ai lancés il est impossible d'arrêter l'exode de la population. Par longues théories, des voitures hippomobiles et des charrettes à bras surchargées de mobilier gagnent la campagne. À pied ou à bicyclette les sinistrés s'éloignent aussi vite qu'ils peuvent de cette ville infernales en danger de mort* » (Préfet, 22/06/44).

Les Renseignements généraux estiment les nouveaux départs à 10 583 : « *ce qui porte à 89 502 le nombre de personnes vivant encore actuellement à Nantes. Ce nombre a été donné par les services des cartes d'alimentation… Les services compétents estiment qu'environ la moitié de ces personnes quittent Nantes chaque soir pour aller coucher à l'extérieur et reviennent chaque matin pour leur travail* » (11/07/44).

Comme à chaque fois, sous le coup de l'émotion, la population de Nantes « *énervée et déprimée par l'attente d'événements imminents et par la fatigue* » (Préfet, 22/06/44) exprime son désarroi en propos hostiles aux Alliés : « *Le nouveau bombardement de Nantes qui a atteint des quartiers éloignés de tout objectif militaire et jusqu'ici considérés comme relativement sûrs a provoqué dans toutes les classes de la population un mouvement général et très accentué de réprobation. Beaucoup de personnes qui précédemment s'étaient élevées contre ces bombardements et qui avaient au lendemain du débarquement reporté leurs faveurs du côté des alliés, s'en détournent à nouveau très nettement en formulant à leur encontre de très sévères critiques et en confondant dans la même hostilité Anglais, Américains et Allemands. Mais si les alliés perdent beaucoup de sympathie il est cependant des gens que la haine des Allemands domine et qui maintiennent en eux leurs espoirs de libération* » (Commissaire des R.G. 16/06/44).

La propagande allemande exploite les dégâts causés par les bombardements aux édifices religieux. (Coll. part.)

L'émotion causée par le nombre de victimes et l'ampleur des destructions fait perdre repères et retenue à quelques uns. Informée des dégâts terribles causés aux villes anglaises par ce que la presse appelle « les avions sans pilote » (les V1 allemands) : « *La population nantaise, si durement touchée par des bombardements absolument injustifiés et incompréhensibles, voit sans regret, parfois avec satisfaction, les villes anglaises connaître les mêmes épreuves, espérant que par la suite les aviateurs alliés montrent un peu plus de souci des vies françaises* » (Commissaire des R.G. 30/06/44).

Dans les campagnes la population, surtout les réfugiés, suit à distance les bombardements de Nantes. On surveille le passage des avions, on les compte, on écoute les explosions, on surveille les panaches de fumée qui s'élèvent au-dessus de la ville, on tremble pour les amis, les proches restés sur place puis on attend les nouvelles qu'apporteront les travailleurs qui font chaque jour la navette entre Nantes et le village. Mais on ne partage pas l'animosité des citadins, victimes directes, contre les Alliés même si l'on s'inquiète :

« *Dans la commune les esprits sont très calmes, nous n'avons jamais eu à déplorer aucun attentat ou incident quelconque bien que les 97% de la population soient anglophiles et gaullistes. Toutefois le mitraillage des routes et les bombardements intensifs de ces derniers mois ont retourné un peu l'état d'esprit des administrés qui jusqu'ici n'ayant jamais eu à souffrir des bombardements les redoute cependant* » (Déclaration du maire de Maisdon-sur-Sèvre recueillie par les R.G. 22/07/44).

Dans la commune voisine de Saint-Lumine-de-Clisson, havre de paix où le pain n'a jamais manqué selon le maire, Mosnay de Boisheraud, ce dernier reprend la phraséologie de la propagande vichyste pour condamner les bombardements. Propagande qui n'a visiblement pas influencé ses administrés : « *Sur le plan politique aucun incident n'est encore venu troubler la vie paisible des habitants dont les sympathies vont grandement aux Anglo-américains qui sont attendus avec impatience en dépit de la façon ignoble dont ils se comportent au cours de leurs raids terroristes sur nos villes* » (Déclaration recueillie par les R.G. 21/07/44).

Les populations rurales épargnées par les bombardements massifs et meurtriers, même si elles connaissent désormais mitraillages des routes et voies ferrées, bombes « perdues » et chutes de bombardiers, considèrent les aviateurs alliés d'abord comme des libérateurs. Elles n'hésitent pas à leur rendre hommage :

« *À l'occasion de l'inhumation à Rezé de trois aviateurs alliés tués le 17 juillet au cours du bombardement de Nantes une manifestation pro-alliés s'est déroulée au cours de laquelle une couronne avec l'inscription Défense passive et une autre Croix rouge ont été déposées sur l'initiative de quelques membres de ces organisations et non des dirigeants* » (Commissaire des R.G. 26/07/44).

« *Deux aviateurs tués en combat aérien le 27 juillet ont été inhumés au cimetière de Riaillé au milieu d'une foule nombreuse et en présence de la municipalité au grand complet* » (Commissaire des R.G. 28/07/44).

Bombardements et mitraillages répétés ont vite fait de venir à bout des grandes voies de communication, du réseau électrique et autres infrastructures indispensables à la vie quotidienne des populations, décuplant leurs difficultés matérielles, épaississant un réseau d'angoisses déjà dense.

Avec un système ferroviaire en partie paralysé, des routes mitraillées, il est bien difficile de se déplacer. Cela devient une gageure quand, le 15 juillet, la circulation des voitures de tourisme et commerciales fonctionnant à l'essence et au gaz est interdite. Au même moment les troupes d'occupation prévoyant leur repli, réquisitionnent tout ce qui roule : bicyclettes, voitures, charrettes et leurs attelages.

À partir du 13 juillet l'électricité est coupée, sauf pour les services prioritaires allemands et français, privant la population de lumière et de radio. « *La suppression du courant a fortement indisposé les auditeurs de Radio-Londres. Depuis cette suppression les bruits les plus fantaisistes circulent jetant la perturbation dans les esprits surexcités* » (Déclaration du maire de Bouaye recueillie par les R.G. 21/07/44).

Il n'y a plus de gaz, plus d'eau non plus à Nantes depuis la destruction de l'usine de La Roche. Un bateau-pompe refoule l'eau de la Loire dans les canalisations pour les besoins ménagers et l'on remet en service les puits de la ville.

En juin, à Nantes, s'approvisionner devient de plus en plus difficile : « *Le ravitaillement en pain de la population s'est ralenti ces derniers jours… Le manque de vin s'accentue. Les tables familiales doivent recourir à diverses boissons dites hygiéniques dont les vertus sont plus ou moins contestables. L'absence de sucre et de pommes de terre est durement ressentie par la population* » (Commissaire central, 27/06/44).

MAIRIE DE NANTES

**Avis Important à la Population**

**SERVICE D'EAU**

**Lors de la remise en service des conduites d'eau de la Ville,** l'eau distribuée devra être considérée comme **"NON POTABLE" jusqu'à nouvel avis.** Cette eau ne devra être utilisée pour la boisson, qu'après purification soit par l'ébullition pendant cinq minutes, soit, à défaut, par un procédé chimique.

Tous les établissements tels que : Hôtels, Restaurants, Cafés, Cantines, Industries, etc... devront apposer sur leurs robinets d'eau une pancarte portant la mention **"EAU NON POTABLE".**

Il est rappelé que les solutions chlorées titrées destinées à la stérilisation des eaux, sont distribuées gratuitement dans toutes les pharmacies. L'eau doit être consommée après un contact de trois heures avec deux gouttes de solution chlorée.

PAR LITRE D'EAU

*NANTES, le 15 Juin 1944.*

AMN 6 Fi 3983

La situation des campagnes n'est pas toujours plus enviable ; ainsi à Teillé :

« *Depuis le 26 juin les routes accédant à la commune ont été mitraillées à plusieurs reprises sans que l'on déplore de victimes mais les gens apeurés ne veulent plus circuler sur ces voies et de ce fait le ravitaillement normal ne peut plus être assuré* ».

« *La commune n'a plus de courant électrique, le pétrole et les bougies indispensables aux paysans font totalement défaut. La population n'est plus ravitaillée en sucre et café. La maison hospitalière qui héberge 80 malades est privée d'eau ce qui oblige le personnel à aller puiser l'eau potable à quelque 500 mètres* » (Déclaration du maire A. Eriau, recueillie par les R.G. 20/07/44).

Au début du mois de juillet il devient de plus en plus difficile de trouver du pain à Nantes où de nombreuses boulangeries doivent fermer faute de farine. Les stocks de blé de la récolte passée arrivent à épuisement et les agriculteurs repoussent les battages de la dernière moisson faute d'électricité, d'huile et de carburant pour les machines. La radio anglaise ayant annoncé que les aviateurs mitrailleraient les aires à battre : « *Lorsqu'un avion survole à basse altitude le pays une espèce de panique s'empare des gens* » (Maire de Trans-sur-Erdre, 28/07/44) et l'on repousse les battages à des jours meilleurs.

Aux difficultés techniques et à la peur il faut aussi rajouter la mauvaise volonté de certains paysans pour livrer leurs blés. Le maire de Saint-Mars-du-Désert se plaint le 5 juillet de ne plus avoir de pain pour nourrir une population de 1630 habitants auxquels se sont rajoutés 1260 réfugiés et il met en cause les agriculteurs de sa commune : « *Tous les cultivateurs malheureusement ne font pas leur devoir, certains font preuve d'une réelle mauvaise volonté. Mon secrétaire de mairie chargé de la collecte a été houspillé dans certaines fermes* » (Propos recueillis par les R.G.).

Si les populations des villes et des bourgs manquent de pain ce n'est pas le cas de celles des villages comme en témoigne, Jean Allais, le maire de Saint-Étienne-de-Montluc, le 21 juillet :

« *À l'heure actuelle la population… se borne à rester passive et limite le patriotisme à ses propres intérêts, témoignant de son égoïsme et de son indiscipline envers le gouvernement… Par exemple nombreux sont les paysans qui n'honorent pas les impositions en blé sous prétexte que les productions sont destinées à l'occupant. Résultat : dans les campagnes on mange du pain blanc et dans les villes les boulangers manquent de farine. Des sanctions administratives sont prises mais elles demeurent sans effet sur l'obstination paysanne* ».

« *Dans la région, des individus sans vergogne ont passé quatre ans de guerre à édifier de scandaleuses fortunes en faisant du marché noir avec les Allemands. Un seul a pu être interné ; sa peine accomplie il a repris son trafic d'une façon éhontée. Aucune amende ne lui a été infligée ; il est rentré en possession de sa fortune acquise au mépris des lois. Il continue à la grossir quotidiennement. De tels errements jettent la perturbation dans la conscience des honnêtes gens qui se demandent quel intérêt il peut y avoir à respecter la législation touffue qu'élabore le gouvernement* » (Propos recueillis par les R.G.).

De l'autre côté de la Loire, à Bouaye, le maire François Guilbaudeau, entrepreneur en maçonnerie, porte un jugement d'une égale sévérité sur les paysans :

« *La population est nettement hostile aux Allemands et à la politique de collaboration du président Laval mais les intérêts pécuniaires priment les opinions politiques et tous ceux auxquels l'occasion est donnée pratiquent un commerce lucratif avec l'occupant. Une telle*

*souplesse d'esprit est particulièrement pénible à constater. Le cas n'est pas local. Tous les paysans ont une attitude semblable qui donne une triste impression de la moralité française* » (Propos recueillis par les R.G. 21/07/44).

Les comportements dénoncés par ces deux maires et l'enrichissement rapide de certains agriculteurs sont à mettre en relation, dans le contexte troublé d'une fin de régime et de l'attente fiévreuse de la Libération, avec les nombreuses agressions menées contre les fermiers par des justiciers autoproclamés qu'ils soient maquisards ou simples voleurs.

Circulation paralysée, ravitaillement difficile, les conséquences des bombardements et mitraillages répétés s'étendent aussi à l'activité industrielle.

« *Aux restrictions d'énergie électrique qui paralysaient la marche des usines est venue s'ajouter l'inquiétude causée par les bombardements qui a amené beaucoup d'ouvriers à quitter les ateliers. Plusieurs maisons en ont profité pour mettre également leur personnel en congé* » (Commissaire des R.G. 28/06/44). Les effectifs de la métallurgie nantaise fondent : 11 727 ouvriers et employés avant les bombardements de septembre 1943 ; 9 527 en avril 1944 ; 6 976 en juin.

Certains ouvriers au chômage, par nécessité ou par appât du gain, s'embauchent dans les chantiers que les Allemands organisent pour construire des systèmes défensifs dans la ville et à sa périphérie. Le général Reinhardt installé, au gré des alertes aériennes, dans un blockhaus établi dans la cour du château ou dans une péniche située dans le tunnel de l'Erdre, envisage de défendre Nantes maison par maison à l'arrivée des Américains. Une ligne défensive continue ceinture la cité faite d'un fossé anti-chars, de champs de mines, de tranchées. Dans les carrefours des rails sont dressés obliquement vers le ciel et des casemates abritent des mitrailleuses. Il a le projet de raser la colonne Louis XVI pour la remplacer par un blockhaus commandant les rues débouchant sur la place. Son supérieur d'Angers ne lui en donne pas l'autorisation pas plus qu'il ne lui fournit les hommes nécessaires pour défendre la ville. Faute de soldats, tous ces travaux de terrassement et autres systèmes défensifs appelés « hérisson nantais », ne serviront à rien mais la participation active d'entreprises et d'ouvriers nantais à leur réalisation choque l'opinion et chez certains attise une jalousie haineuse :

« *La population nantaise réprouve l'attitude des ouvriers français qui offrent leurs services aux Allemands pour dresser des fortifications aux abords de la ville. Les salaires scandaleusement exagérés de ces ouvriers excitent le ressentiment des ouvriers qui travaillent dans les entreprises françaises. On reproche à ces ouvriers de piller les récoltes et de se mettre par leur comportement au ban de la société. Aussi se réjouit-on du massacre que causent dans les rangs de ces ouvriers les mitraillages anglo-américains* » (Commissaire des R.G. 21/07/44).

La guerre provoque un effondrement moral qui n'épargne aucune catégorie sociale.

**Ceux des maquis**

Pour empêcher les Allemands d'acheminer des renforts vers le front de Normandie, les Alliés, outre les bombardements et mitraillages aériens, comptent sur l'action au sol de la Résistance pour saboter les voies de communication. Or celle-ci, dans la région, est très affaiblie suite au démantèlement des différents réseaux mené par la police de sûreté allemande aidée d'auxiliaires français de la police ou de membres des mouvements collaborationnistes. Au mois de juin les arrestations continuent. Parmi elles :

« *Le 21 juin la police de sûreté d'Angers a arrêté le nommé Fraud Joseph dit « Duard »… instituteur, responsable du Front National en Loire-Inférieure* ».

« *Le 22 juin la Milice française a procédé à l'arrestation de M. Pontal, commissaire principal chef des services des Renseignements généraux de Saint-Nazaire, replié à Pontchâteau, et de M*elle *Halgand Simone secrétaire du même service pour activité anti-nationale* » (Commissaire des R.G. 30/06/44).

Avec Gaston Pontal c'est tout le réseau de Libération-Nord en région nazairienne qui tombe. Ce même 22 juin, son collègue des Renseignements généraux de Nantes, le commissaire Sorgniard croit pouvoir dresser un état de la Résistance dans la région :

« *L'Armée Secrète et les mouvements de résistance généralement confondus sous le nom de M.U.R. (Mouvements Unis de Résistance) n'ont jamais eu dans ma circonscription une activité réelle* ».

« *En janvier 1944 les services allemands de sûreté ont découvert une organisation qui, par la personnalité de ses adhérents, pouvait être considérée comme appartenant à l'A.S. Le service qui n'a connu cette affaire que par la répression entreprise n'a pas eu l'impression qu'elle représentait un caractère sérieux. Environ 150 arrestations… ont été effectuées* ».

« *L'intervention de la police allemande avait complètement désorganisé le mouvement qui depuis n'a jamais donné le moindre signe de vitalité… Plusieurs attentats commis dans le nord du département ont paru pouvoir être attribués à une organisation de ce genre, mais les renseignements recueillis ont toujours permis de penser que leurs auteurs venaient des départements voisins. Il y a lieu de souligner que la plupart des attentats commis dans la région ont donné l'impression d'être davantage l'œuvre de brigands que de membres d'organisations politiques* ».

Si l'inspecteur dit juste quand il évoque les arrestations et la désorganisation de la Résistance qui en a suivi, il a encore beaucoup à apprendre sur celle-ci, ce qui lui éviterait, mais sans doute est-ce volontaire, de faire l'amalgame entre résistants et bandits. Les attaques de fermes qui continuent ne sauraient être assimilées, même si c'est parfois le cas, à des actes crapuleux et ne doivent pas occulter les sabotages réalisés par les résistants ainsi que des opérations de plus grande envergure malheureusement terminées dans le sang.

À partir du 5 juin, est lancé un plan de destruction des voies ferrées et lignes électriques ou téléphoniques pour empêcher les troupes allemandes stationnées en Bretagne ou dans la région de remonter vers la Normandie. Du 7 au 13 juin la gendarmerie recense six sabotages sur des voies ferrées dans le département. Sabotages qui continueront jusqu'à l'arrivée des Américains à Nantes avec une plus faible intensité cependant, les bombes alliées ayant déjà fait une partie du travail et les résistants étant victimes d'une très sévère répression en particulier lors de l'attaque du maquis de Saffré.

Depuis le débarquement des Alliés en Normandie tous les maquis sont mobilisés. Bientôt il est décidé d'en regrouper quelques uns en vue d'un parachutage destiné à armer la résistance locale. Après quelques hésitations le choix du terrain se porte sur la petite forêt de Saffré, à 30 km au nord de Nantes, bordée par des prairies favorables à ce type d'opération. À partir du 16 juin, convergent vers le site retenu des groupes de maquisards venus des environs, des rescapés du maquis de Saint-Marcel dans le Morbihan démantelé le 18 juin, quelques agents de liaison envoyés par Londres et parachutés au début du mois en Bretagne soit environ 300 hommes dont les trois quarts n'ont pas une arme, même pas un fusil de chasse. Très vite repéré ce rassemblement est surveillé et infiltré par des auxiliaires français des services de sécurité allemands, policiers et membres des Groupes d'action pour la justice sociale (G.A).

Le 28 juin au matin 1 500 à 2 000 militaires allemands soutenus par quelques membres des G.A. nantais et angevins attaquent le maquis toujours aussi peu équipé, les armes promises n'ayant pas encore été parachutées. Treize maquisards sont tués et une cinquantaine faits prisonniers. Ces derniers sont conduits à la prison Lafayette de Nantes. Le lendemain ils sont interrogés et 35 d'entre eux emmenés au château de la Bouvardière, à Saint-Herblain, où 27 sont fusillés en soirée.

Le 30 juin la Propagandastaffel publie des affichettes intitulées : « 27 maquisards condamnés à mort et exécutés ». Selon le texte, repris en première page du journal « Le Phare » le même jour, les maquisards sont condamnés comme francs-tireurs. En page intérieure un encadré reprend l'information en associant Vichy à la condamnation, les jeunes ayant désobéi au Maréchal.

Articles publiés en première page et en page intérieure du *Phare* le 30 juin 1944.

**27 maquisards condamnés à mort et exécutés**

Ces jours derniers, 30 jeunes Français, qui étaient groupés dans un camp du maquis près de Saffré (L.-I.) et qui entretenaient des rapports avec les Anglo-Américains, ont été arrêtés à la suite de combats.

Ils ont été condamnés à mort pour avoir déployé une activité de franc - tireur par un tribunal de guerre allemand.

27 ont immédiatement été passés par les armes.

**27 « MAQUISARDS » DE SAFFRÉ SONT EXÉCUTÉS**

Un camp du « maquis » existait près de Saffré. Une rigoureuse action fut menée contre lui, et 30 jeunes Français, qui, refusant d'obéir aux instructions strictes du Maréchal, n'écoutant que les ordres de la « dissidence », donc des Anglo-Américains, furent arrêtés au cours des combats puis condamnés à mort comme francs-tireurs par un tribunal de guerre. 27 ont été immédiatement passés par les armes. Puisse cette leçon servir aux jeunes qui se laissent trop facilement écarter de leur devoir.

Dans la région de Nort-sur-Erdre et à Nantes où les nouvelles circulent au rythme du va et vient journalier des travailleurs nantais réfugiés à la campagne, on n'a pas attendu l'article du « *Phare* » pour connaître l'existence du maquis de Saffré la discrétion n'étant pas la vertu première de ses jeunes résistants, trop nombreux, pleins d'ardeur mais peu aguerris. Cependant personne ne s'attendait à une si violente répression :

« *Les récentes opérations contre le maquis de Saffré ont produit une impression pénible. On déplore l'imprudence des maquisards, l'aveuglement de leurs chefs et la férocité allemande* » (Commissaire central, 21/07/44).

L'émotion de l'opinion est sans doute très supérieure à ce que laissent entendre les propos convenus du commissaire central si l'on en juge par cette note des Renseignements généraux à propos de la journée du 14 juillet : « *Au cimetière de La Chauvinière un millier de personnes sont venues s'incliner sur les tombes des fusillés du maquis de Saffré et de nombreux bouquets aux couleurs nationales ont été déposés. Quelques unes de ces personnes arboraient des insignes et des rubans tricolores* » (15/07/44).

Dans les semaines qui suivent le démantèlement du maquis de Saffré les rescapés se cachent dans les environs ou rejoignent d'autres groupes de maquisards toujours traqués par la police de sûreté allemande, les G.A. et la Milice. Refusant de participer à cette lutte contre la

Résistance beaucoup de gendarmes se font porter malades, se cachent ou gagnent le maquis ce qui inquiète les partisans de l'ordre : « *Le départ de la presque totalité des brigades de gendarmerie de leur résidence respective a causé une vive émotion notamment parmi la population rurale à qui cette arme inspirait confiance. Devant la recrudescence d'actes de banditisme de toutes sortes la partie saine de la population s'inquiète de se trouver ainsi sans protection* » (Commissaire des R.G. de Saint-Nazaire, 30/06/44).

Ceux qui il y a peu recherchaient, sans zèle, les réfractaires au STO sont à leur tour rechercher… avec le même succès ! « *À la suite des démarches et des recherches effectuées par les officiers pour retrouver 40 gendarmes disparus depuis le 20 juin, 6 ont regagné leur poste* » (Commissaire des R.G. 14/07/44).

À l'approche de la Libération les résistants doivent s'organiser pour préparer le terrain aux Alliés, les guider à leur arrivée puis ensuite assurer la transition politique. Tâches ardues encore compliquées par l'inexpérience des cadres, sans cesse renouvelés après les arrestations successives, et les rivalités idéologiques entre mouvements :

« *Les FTP et les éléments communistes de la résistance ont reçu du comité central du Parti communiste l'avis de se tenir prêts pour des opérations de large envergure et se disposent à entrer en action. On signale toutefois certaines divergences de vue entre les communistes et les éléments anti-communistes des F.F.I.* » (Commissaire des R.G. 18/07/44).

La plupart des groupes de résistants organisés, qui déjà n'ont qu'une courte expérience du maquis, voient affluer des jeunes réfractaires et des individus aux motivations diverses qu'il leur sera difficile d'équiper, de former militairement et de contrôler. Dans les populations rurales, surtout celles vivant au sud de la Loire jusque là peu concernées par le phénomène de maquis, on se méfie de ces rassemblements et parfois aussi de toute forme de résistance.

Ainsi le maire de Monnières se félicite « *qu'il n'y a pas de maquis dans la commune et qu'aucune affiche émanant d'un parti de résistance n'a été apposée. Il faut espérer que les éléments sains de la population tant des villes que des campagnes pourront se grouper pour faire face à ce péril qui guette les Français : la guerre civile* » (propos recueillis par les R.G. 22/07/44).

À Saint-Aignan-de-Grandlieu il n'y a pas non plus de maquis mais le maire reste vigilant : « *Selon certains bruits… certains éléments favorables au maquis commencent à s'agiter dans la région du Bignon et de Montbert. Dans ma commune il n'y a jamais eu de manifestation du maquis sous quelque forme que ce soit* » » (propos recueillis par les R.G. 5/07/44).

Groupe de maquisards en Loire-Inférieure. (Coll. part.)

Charles Martin, le président du groupe Collaboration réfugié à Portillon (Vertou) et qui n'a pas la conscience tranquille voit des maquisards partout : « *Tous les jours des hommes s'en vont avec leur barda sur le dos, se rendant vraisemblablement dans le maquis* ». (Propos recueillis par les R.G. 30/06/44).

Sans même qu'il n'y ait de maquis, la seule manifestation de la Résistance dans certaines communes somnolant dans un pétainisme mou concilié à un gaullisme flou, à base de germanophobie, d'anglophilie et de retour à l'ordre, sème l'émoi. À la mi-juillet des affiches du Comité Départemental de Libération (C.D.L.) placardées sur les portes des églises de quelques communes du vignoble fixent les prix que devront pratiquer, à partir du 22 juillet, agriculteurs, vignerons et commerçants. Après s'être persuadés que seuls « *des gens étrangers à la commune qui circulent à bicyclette* » pouvaient être derrière ce C.D.L. « *les agriculteurs tout de même intimidés par ces affiches sont décidés à baisser leurs prix mais ils demandent que leurs fournisseurs charrons, bourreliers, maçons, mécaniciens baissent les leurs également. Dans la commune les esprits sont montés. Le mois dernier plusieurs personnes du bourg ont eu des croix gammées dessinées sur leur porte* » (Déclaration du maire du Pallet recueillie par les R.G. 21/07/44).

Les dénonciations de collaborateurs et profiteurs, ou supposés tels, par des inscriptions ou des affiches se multiplient à l'approche de la Libération. Elles émanent de résistants locaux ou d'autres personnes empruntant cette qualité pour régler des querelles anciennes. Elles touchent la plupart des communes, même les plus calmes. Ainsi à La Chapelle-basse-Mer : « *La population* [est] *inquiète depuis que les membres de la résistance ont placardé une nouvelle affiche stipulant que des sanctions allaient être prises contre certains habitants. Jusqu'à ce jour la commune était relativement calme. Aucun incident fâcheux n'avait bouleversé notre tranquillité ; de plus les réfugiés se tenaient à la perfection. Mais depuis le débarquement une petite agitation semble se manifester* » (Déclaration du premier adjoint recueillie par les R.G. 2/08/44).

Pour beaucoup la formation des maquis, les interventions de résistants étrangers à la commune dans les affaires locales, les dénonciations et menaces ne sont que les prémices d'une Libération forcément conflictuelle : « *La population appréhende l'après-guerre où les règlements de compte des soi-disant collaborateurs ou des trafiquants du marché noir sont susceptibles d'engendrer une hostilité marquée entre la ville et la campagne* » (Déclaration du maire de Sautron, d'après les R.G. 26/07/44).

Les règlements de compte redoutés ont déjà commencé depuis plusieurs mois. Nous avons évoqué dans la période précédente les nombreuses attaques de fermes ou de petites entreprises qui visaient souvent des profiteurs de guerre. La montée en puissance des maquis au mois de juillet amplifie le phénomène et il ne se passe guère de jours sans que des particuliers soient délestés de leurs économies. Plutôt que d'en dresser la longue liste donnons la parole au premier adjoint au maire de La Chapelle-Heulin, Caillet, qui relate une de ces agressions attribuée aux maquisards de la forêt de La Foucaudière[15] :

« … *Où 5 à 600 jeunes gens se sont réfugiés*[16]. *Certains montent la garde tout autour de la forêt et en interdisent l'approche aux abords immédiats sous peine de coups de fusil. Quelques jeunes gens de la classe 44 ont quitté la commune pour les rejoindre* ».

[15] Située près de Saint-Laurent-des-Autels (Maine et Loire) à 20 km de La Chapelle-Heulin.
[16] Le nombre des maquisards semble très exagéré.

« *L'événement le plus important a été l'agression de Mr C. marchand de vin à Mouzillon. Celui-ci qui aurait gagné plusieurs millions en vendant du vin aux Allemands est très critiqué dans le pays. Les maquisards l'ont dépouillé d'une importante somme en billets de banque qu'ils ont emporté dans une musette en lui conseillant de ne pas porter plainte ce à quoi il s'est conformé. Mr B. habitant du bourg qui a acquis une grosse fortune en peu de temps est dans le même cas. Une affiche de menaces a été clouée sur sa porte*[17] » (Déclaration recueillie par les R.G. 21/07/44).

Parfois, ceux qui s'en prennent ainsi à des particuliers précisent à leurs victimes que : « *c'est pour la résistance au titre d'amende pour le marché noir* » (Mouzillon, 25/07/44). Ou bien ils « *reprochent aux cultivateurs d'avoir trafiqué avec les Allemands* » (Saint-Herblon, 25/07/44). Les sommes volées servent-elles à nourrir et équiper les maquisards ? On peut le supposer mais les procès-verbaux de la police laissent penser aussi que certains de ces vols au nom de la Résistance sont réalisés par des individus qui n'ont aucun rapport avec elle.

Ces exactions restent assez rares au sud de la Loire (20% des cas). Lorsqu'elles visent des personnes connues de tous comme s'étant enrichies frauduleusement l'opinion s'en accommode voire approuve. Par contre leur répétition dans la même commune ou canton et l'innocence avérée de certaines victimes provoquent l'exaspération et bientôt la colère de la population contre leurs auteurs, non identifiés, favorisant la réutilisation par certains notables de la représentation du résistant / terroriste. Le 13 juillet le maire de Plessé, Marion de Procé, fait cette déclaration recueillie par les Renseignements généraux :

« *Ma commune est une des plus éprouvée de la région par le banditisme qui règne dans nos campagnes. En un mois douze fermes ont été attaquées et le montant des vols dépasse un million. Mes administrés sont très mécontents et m'assaillent de reproches. Malheureusement les brigades de police sont loin et les gendarmes de Plessé ont pris le maquis sauf un qui a rejoint la brigade de Nort-sur-Erdre par ordre. Nous sommes donc désarmés pour lutter contre les pillards. Il y a environ deux mois, lors des premiers attentats, la population approuvait. Les rançonnés étaient notoirement connus comme faisant du marché noir et tout le monde estimait que la leçon était bien méritée. Malheureusement les choses sont allées en s'aggravant ; dernièrement deux fermes gérées par des femmes de prisonniers ont été attaquées. Maintenant rares sont dans la commune ceux qui continuent à croire que les pillages sont le fait de patriotes. L'opinion est à ce point montée que dernièrement des habitants ont appréhendé eux-mêmes et conduits à la brigade de gendarmerie de Nort-sur-Erdre, pourtant distante de près de 35 km, un individu soupçonné d'appartenir à une bande de pillards* ».

« *Si des forces de police veulent venir nous aider à mettre nos terroristes à la raison la mairie est prête à les aider par tous les moyens, notamment en réquisitionnant des moyens de transport et les habitants sont prêts à participer à toutes les opérations comme par exemple des battues ou des gardes, car elle est véritablement excédée des méthodes employées par les soi-disant patriotes* ».

---

[17] Les menaces seront mises à exécution le 2 août suivant dans le cadre d'une épuration extra-judiciaire menée par les FFI : B., marchand de vin à La Chapelle-Heulin, sera dépossédé d'une grosse somme d'argent, son vin répandu (25 hectolitres) et sa femme aura les cheveux coupés. Justice expéditive et pratiques humiliantes qui se répèteront dans le département au moment de la Libération.

Dans ce climat de confusion, de nervosité, d'inquiétude, d'exaspération qui précède la Libération les notables encore fidèles au gouvernement, pris de panique, se laissent aller à leurs fantasmes et en appellent pour rétablir l'ordre à l'occupant. Le 20 juillet le vicomte du Boispéan, maire de Fercé, écrit au sous-préfet de Châteaubriant :

« *Je m'adresse à vous très confidentiellement* ».

« *J'estime qu'il est de mon devoir de vous signaler les faits suivants… Il existe commune de Rougé un village dit La Reboursière où une affiche a été placée il y a deux jours disant que le feu serait mis à plusieurs fermes chez les collaborateurs. Dans ce village et les villages voisins tous les gens sont affolés. Il y existe de très braves gens propriétaires et fermiers qui ne doivent rien avoir à se reprocher* ».

« *Il existe à Rougé même un Mr Joseph Guihéneux, propriétaire, qui aurait été avisé que son château du bourg serait incendié… Une de nos nièces habitant Rougé devrait être enlevée et brûlée dans les bois de La Garenne. Il semble que les environs des mines de la Brutz seraient le refuge d'un groupe de communistes dont le chef serait un homme de Rennes* ».

« *Un attentat a été commis lundi soir à Fercé où plusieurs individus se seraient présentés au village de La Daguenais chez un nommé Bouchet Marcel et lui auraient volé 50 ou 60 000 francs. Si l'on n'y met bon ordre jusqu'où cela ira-t-il ? C'est la vraie révolution. Mr le maire de Rougé aurait été mis au courant mais aurait déclaré ne pouvoir s'occuper de ces affaires. Nous n'avons plus de gendarmes et ceux-ci marcheraient-ils ?*»

«*Ne croyez-vous pas qu'il y aurait lieu d'en aviser à la Feldkommandantur qui, à mon avis, seule dispose des éléments nécessaires pour enrayer ce mouvement révolutionnaire* ».

Au moment où le maire de Fercé rédige ce courrier, à quelques kilomètres de là, à Soudan et à Saint-Julien-de-Vouvantes, les agents de la police de sûreté allemande et des feldgendarmes guidés par des auxiliaires français des Groupes d'action arrêtent et fusillent sans autre forme de procès des paysans soupçonnés d'être des résistants. Sous l'impulsion des jusqu'au-boutistes de la Collaboration une répression aveugle, sauvage s'abat sur les foyers de résistance de la région castelbriantaise.

Un mois plus tôt, après le débarquement, la plupart des membres des mouvements collaborationnistes avaient compris que la partie était perdue. Charles Martin, président du Groupe Collaboration exprime leur état d'esprit lors d'une conversation relatée par les Renseignements généraux, le 15 juin :

*« Ma situation de président de Collaboration me désigne nettement aux coups de mes ennemis et déjà autour de moi à Portillon où je me suis réfugié les visages sont beaucoup plus hostiles. On n'ose pas encore m'insulter mais cela viendra et après les insultes, les coups. Ce n'est pas que personnellement j'ai peur non ! Puisque j'ai offert au général allemand de m'engager comme combattant. Il m'a d'ailleurs refusé disant que les Français dans l'armée allemande étaient plutôt encombrants, mais j'ai de la famille et j'estime qu'il serait stupide de s'exposer inutilement. Aussi ma décision est prise, ma moto est prête. Au premier signe du débarquement ou d'avance des alliés dans notre région je pars avec ma femme. Mon fils qui a un bon vélo nous suivra. Je resterai dans l'ombre le temps qu'il faudra et quand les esprits seront calmés je reviendrai »*.

« *Pour ce qui est du Groupe, j'ai donné l'ordre au secrétaire Verdier qui tient la permanence avec dévouement de brûler toutes les listes d'adhérents à la première alerte et de ne plus accepter de cotisations car à l'heure actuelle il y a autre chose à faire que de s'occuper de cela* ».

Au RNP on a déjà brûlé les archives du parti dès le 6 juin. Courage et papiers partent en fumée. Le 27 juin, évoquant l'activité des mouvements collaborationnistes le commissaire central de Nantes écrit : « *Elle est de plus en plus réduite et les sympathisants des divers partis nationaux semblent n'avoir d'autres soucis que celui de faire oublier leur action passée et demeurer dans l'ombre exception faite de ceux cités dans la partie précédente* ».

Les mouvements cités dans la partie précédente du rapport sont la Milice et les Groupes d'action dont les Renseignements généraux écrivent : « *Leur contrôle est pratiquement passé entre les mains des Allemands. Ils abandonnent les rafles du STO et vont être chargés de la recherche et de la surveillance du maquis* » (18/07/44). À la date où cette note est rédigée il y a déjà un mois que les G.A. participent avec les Allemands à la traque des résistants. On les a vus à l'œuvre à l'occasion du démantèlement du maquis de Saffré, puis dans la région castelbriantaise et à Nantes. Ils vont suivre les Allemands dans leur retraite semant la mort sur leur chemin vers le Reich.

**Le pétainisme discret des campagnes**

Après le débarquement des Alliés en Normandie, la population espéra une libération rapide mais : « *la tenace résistance des troupes allemandes de couverture… l'intensification dans nos régions des bombardements aériens ont été les causes directes d'un pessimisme qui a rapidement remplacé l'espoir d'un prompt résultat* » (Commissaire central 27/06/44). Cependant on ne doute pas de l'issue victorieuse des combats et : « *Le front de Normandie, bien que stationnaire passe toujours au premier plan par sa proximité relative de notre région. On attend avec un intérêt passionné le résultat des dernières offensives alliées* » (Commissaire central 21/07/44).

Faute d'électricité, et partant de radio, les nouvelles ne peuvent venir que de la presse écrite, décriée : « *La presse régionale et locale qui n'est lue qu'en raison des conseils et des communiqués ayant trait à la vie quotidienne continue d'appuyer sans réserve la politique intérieure et extérieure du gouvernement, laisse le public indifférent sauf peut-être en la lecture du communiqué de guerre allemand, qu'il croit tendancieux, mais qui cite des villes et des villages qui lui sont familiers et lui donne de ce fait quelques renseignements sur les opérations de Normandie, renseignements dont il est fort avide* » (Commissaire central 27/06/44).

LE COURRIER DE L'AIR

APPORTE PAR AVION — LONDRES, LE 5 JUILLET 1944

Dans Cherbourg libérée

QUATRE PAGES DE PHOTOGRAPHIES

Le 27 juin 1944, les forces américaines commandées par le major-général Collins, faisaient leur entrée dans Cherbourg.

A l'exception de quelques forts, les Allemands, commandés par le lieutenant-général Carl von Schlieben, mettaient bas les armes.

Ainsi s'est terminée la deuxième phase du débarquement allié sur le sol normand; la libération de Cherbourg, première grande ville française à être affranchie du joug allemand, offre aux Alliés une base dont toute l'importance se fera sentir dès que les travaux de réaménagement du port seront terminés.

L'expérience acquise en Afrique du Nord permet de croire qu'ils seront rapidement achevés.

La libération de Cherbourg constitue le point final d'une brillante manœuvre des troupes américaines.

Brièvement, la bataille s'est déroulée comme suit :

Les Américains ont d'abord coupé, sur un front étroit, la base du Cotentin entre Carentan et Barneville.

Contrairement aux prévisions du Haut Commandement allié les Allemands ne réussirent pas à contre-attaquer utilement l'enclave américaine, ni au nord ni au sud.

Au nord, une seule contre-attaque fut tentée mais elle fut brisée par l'artillerie.

Au sud où, sur la carte la situation était éminemment favorable à une manœuvre décisive de la part de Rommel, rien de tel ne fut tenté.

Pour comprendre cette carence de Rommel, il faut examiner quelle était au moment où les Américains ont lancé l'assaut de Cherbourg, la situation dans le secteur britannique entre Caumont et Caen.

Les puissantes formations de blindés mises en action par le général Montgomery au sud-est de la tête de pont alliée y avaient fixé quatre divisions blindées allemandes dans une bataille statique et défensive.

Rommel, durement pressé, sachant qu'une rupture de son front dans ce secteur aurait des conséquences incalculables, fut contraint de choisir de deux maux le moindre.

Assignant à la majeure partie de ses blindés disponibles un rôle d'arrêt entre Caen et Caumont, il n'a pu gêner sérieusement le déploiement américain dans le Cotentin.

M. Stimson, Ministre américain de la Guerre, rendant hommage aux troupes britanniques, a déclaré que la victoire américaine dans le Cotentin était due en grande partie aux opérations menées par les Britanniques et les Canadiens dans le secteur Caumont-Caen.

Le drapeau blanc remplace la croix gammée. Le général von Schlieben sort de son P.C. souterrain

Von Schlieben arrive au Quartier Général du major-général Collins

Les nouvelles du front de Normandie arrivent parfois par avion. (ADLA 1693

Anxieuse, nerveuse la population accaparée par la gestion du quotidien et les combats de Normandie en oublie Vichy et ses intrigues de fin de règne : « *Le grand public n'accorde plus aucune espèce d'attention aux questions de politique intérieure. Les actes gouvernementaux passent inaperçus. D'ailleurs l'opinion se fait jour que le gouvernement actuel n'est plus que provisoire* » (Commissaire central 27/06/44). Le commissaire des R.G. qui continue à sonder l'âme des Nantais, estime que : « *La population a repris espoir dans les alliés et malgré les bombardements dont elle souffre elle demeure ou redevient gaulliste* » (13/06/44).

Sans doute ! Mais a-t-elle abandonné Pétain pour autant ? La diffusion à la radio, le 6 juin, d'un message pré-enregistré du chef de l'Etat appelant la population à la neutralité n'a provoqué aucune réaction digne d'être relevée par les Renseignements généraux. Indifférence ? Si les Nantais ne s'intéressent plus à l'action du gouvernement ils restent attentifs aux faits et gestes du Maréchal. Lorsque celui-ci, après un long séjour en zone Nord revient à Vichy et doit chaque soir aller au château du Lonzat passer la nuit pour échapper à d'éventuels bombardements, la population s'émeut :

« *Le brusque retour du Maréchal en zone Sud et l'annonce de sa nouvelle résidence aux environs de Vichy ont confirmé chez beaucoup de personnes que le chef de l'État n'était pas libre mais se trouvait sous le contrôle permanent des autorités d'occupation* » (Commissaire des R.G. 13/06/44).

Ainsi une partie de l'opinion se plaît à imaginer Pétain prisonnier de l'ennemi, éternel patriote germanophobe, en conformité avec la représentation mythique voire christique, car se sacrifiant jusqu'au bout pour le pays, qu'ils s'en font. Ceux-là lui gardent attachement et affection, le dédouanent de tous les crimes commis sous son autorité par un gouvernement et une Milice qui échapperaient à son pouvoir entravé. Ainsi à Sautron : « *Le Maréchal en raison de son rôle effacé dans la politique actuelle du gouvernement est estimé et ne fait l'objet d'aucune réflexion défavorable* » (Déclaration du maire, recueillie par les R.G. 26/07/44).

Composante habituelle de l'imaginaire pétainiste, la stratégie du double-jeu fonctionne encore à la veille de la Libération : « *La personnalité du chef de l'État est respectée. Aucune parole désobligeante n'est prononcée à son égard. D'après certains bruits qui ont couru sur la commune le Maréchal aurait une attitude favorable aux Américai*ns » (Déclaration du maire de Saint-Herblain, recueillie par les R.G. 26/07/44).

Dans le monde rural surtout, mais pas seulement, si on a perdu la foi des premières années, si on a pris ses distances avec la politique menée, on a aussi peu à peu dissocié le vieux maréchal de ses attributs de chef de l'État et on est resté attaché au personnage de légende. Le maire de Monnières déclare : « *Le gouvernement est subi mais n'est pas aimé. Cependant le portrait du Maréchal figure en bonne place dans de nombreuses maisons car le chef de l'État est l'objet de l'estime de la population, bien qu'elle n'ait pas toujours approuvé ses décisions* » (Propos recueillis par les R.G. 22/07/44).

De ce pétainisme diffus et discret des campagnes nantaises de juillet 1944 jaillissent des serments de fidélité au « sauveur de la France » proclamés par des notables respectés, sortes de buttes témoin d'un pétainisme pénéplané par quatre années d'Occupation et l'imminence de la Libération.

Ainsi le maire de La Chapelle-Basse-Mer, Mr Tetedoie, 88 ans, en fonction depuis 1919 après avoir été élu conseiller municipal pour la première fois en 1896, déclare :

« *La France avait besoin d'un chef, elle l'a actuellement en la personne du Maréchal qui a un passé digne d'éloges. On critique son âge avancé mais moi-même qui suis aussi vieux que lui j'ai encore toute ma lucidité. Je n'hésite pas pour le bien de ma commune à faire de nombreux kilomètres à bicyclette. J'ai placé toute ma confiance dans le Maréchal Pétain et si un jour il n'occupait plus son poste de direction je n'hésiterais pas à donner ma démission* » (Propos recueillis par les R.G. 2/08/44).

Avançant l'argument du « moindre mal » qui sera beaucoup utilisé par la suite, le premier adjoint de la commune des Sorinières rend hommage à Pétain et, un mois avant la Libération, renvoie dos à dos les Allemands et de Gaulle, l'homme de Moscou :

« *Je trouve que c'est un miracle pour la France que cet homme se soit trouvé là pour prendre en mains la direction du pays. Sans lui il est probable que les Allemands auraient fait en France comme en Pologne et beaucoup de Français auraient été mobilisés de force. Ce que j'appréhende beaucoup c'est l'arrivée en France avec les anglo-américains des dirigeants du comité d'Alger car le régime allemand n'est pas très enviable mais celui de Moscou l'est encore moins* » (Propos recueillis par les R.G. 8/07/44).

Plus prudents, beaucoup d'élus tout en restant discrètement fidèles à Pétain et à ses idées se rallient au gaullisme, par opportunisme, mais nourrissent quelques craintes sur la capacité de son chef à s'émanciper des communistes et à rétablir l'ordre. De Gaulle saura les rassurer et plus tard se les rallier pour mener ses propres combats politiques leur assurant une longévité électorale inespérée au vu de leur engagement pétainiste pendant les années d'Occupation. Dans l'éprouvette politique française de la fin des années 1940, par climat de guerre froide et en l'absence de corps étranger occupant, le pétainisme se révélera soluble dans le gaullisme.

**Ils arrivent !!!**

À Avranches, le 31 juillet, l'armée américaine ouvre une brèche dans le dispositif allemand qui la contenait depuis près de deux mois et fonce vers la Bretagne. Le 3 août elle contourne Rennes (prise le lendemain) et pénètre en Loire-Inférieure le 3 aout au soir par la commune de Guémené-Penfao. Le 4 Châteaubriant est libérée. Nantes est à portée où les gens se pressent déjà rue de Rennes pour accueillir les libérateurs. Mais ceux-ci ont d'autres objectifs. Certains obliquent vers Angers et d'autres vers Redon libérée le 5. Il y a bien des soldats rue de Rennes mais ce sont des Allemands. Quelques jours plus tôt ils sont déjà passés en bon ordre montant vers le front. Maintenant ils se replient en désordre harassés, débraillés, poussiéreux, poussant ou tirant charrettes et tout ce qui roule portant leurs bagages. Ceux-là s'en vont vers le sud, prendre position derrière le fleuve. Certains partent vers l'est et d'autres, plus nombreux, vers la région de Saint-Nazaire. Ce va et vient de troupes alimente les rumeurs, incite à la témérité. On voit des Américains partout. FFI et FTP encouragés par leur présence proche ou supposée telle, harcèle les soldats allemands en repli ou en débandade. Quelques uns sont faits prisonniers, d'autres ripostent, parfois sauvagement. Les résistants libèrent des localités, on hisse les drapeaux tricolores croyant l'ennemi en déroute mais il revient, revanchard. Le département connaît alors des jours de confusion et de tension extrêmes. Ancenis n'en est qu'un exemple parmi d'autres.

Le 4 août l'annonce de l'arrivée prochaine des libérateurs provoque une forte excitation dans la petite cité des bords de Loire. Le samedi 5 août au matin les FFI du commandant Coché pénètrent dans la ville, arrêtent quelques Allemands ainsi que des collaborateurs. Vers 14 h. neuf engins blindés de reconnaissance américains sont signalés dans le quartier de la gare. Aussitôt, selon un rapport de gendarmerie : « *La population en délire pavoise et chante la Marseillaise, voire même l'Internationale* ». Des prisonniers allemands sont promenés par les rues et certains lynchés. La devanture du Bureau allemand de l'information est brisée et l'on s'en prend aussi à la maison d'un collaborateur notoire. À l'autre bout de la ville la caserne Rohan est toujours occupée par des soldats allemands. Les FFI, les gendarmes et quelques Américains vont les déloger puis, cette mission accomplie les blindés U.S. repartent vers Saint-Mars-La-Jaille laissant la population à sa fête. Vers 17 h 30 trois automitrailleuses et un char allemands venant de Oudon pénètrent dans la ville à la surprise générale. Les gens s'enfuient, se cachent mais quatre habitants sont tués et d'autres blessés. L'ennemi parti les FFI reprennent le contrôle d'Ancenis mais les Allemands sont à Liré, de l'autre côté du fleuve, prêts à revenir. On enlève tous les drapeaux accrochés quelques heures plus tôt et, en soirée, la population évacue la ville. Après quelques jours sans incidents les Anceniens regagneront progressivement leurs maisons amers de cette indécise Libération.

La mairie de Guémené-Penfao, première commune libérée de Loire-Inférieure, est pavoisée aux couleurs de la France et de ses alliés ; il y a même un drapeau de l'URSS (au centre du balcon) fabriqué avec un tissu rouge et la chemise jaune d'un réfugié nazairien pour faire la faucille et le marteau (Coll. Part.)

Les Américains progressent prudemment. Le 5 août ils sont à Ancenis, le 6 à Oudon et Nort-sur-Erdre, le 10 à Blain, à Héric, à Treillières, aux portes de Nantes. Les Allemands profitent du répit accordé pour saboter ce qui reste d'installations vitales dans la ville. Le 10 août les ponts de Mauves, Thouaré, La Jonelière sont dynamités. La nuit du 11 au 12 août retentit d'explosions qui détruisent les quais, les chantiers navals, les bateaux amarrés dans le port… Le 12 au petit matin, après que les dernières troupes allemandes soient passées au sud de la Loire le pont de Pirmil est dynamité à son tour. Nantes est libre, ouverte, mais détruite.

L'arrivée des chars américains dans les campagnes (ici à Treillières) suscite joie et curiosité. (Coll. part)

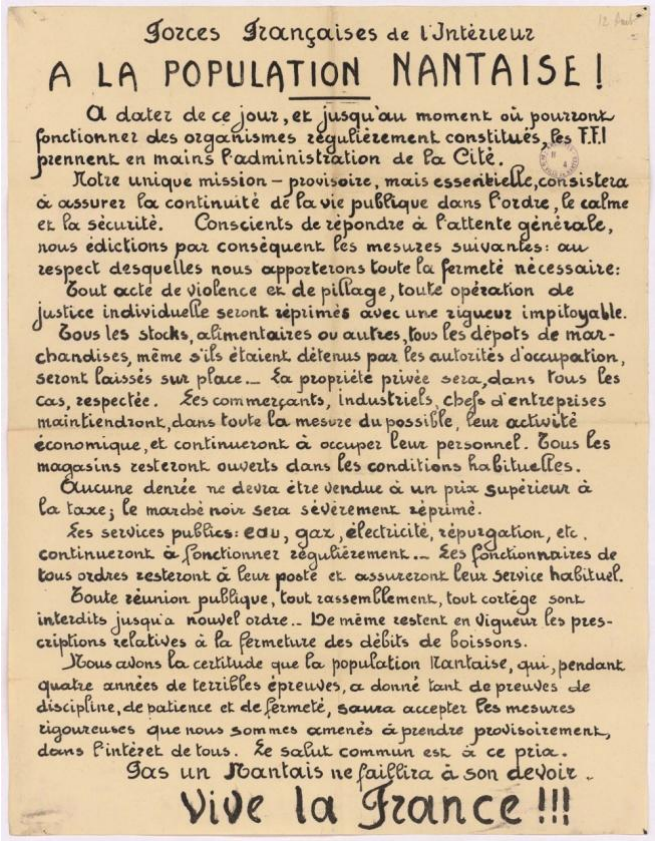
Le 29 août, les FFI franchissent la Loire et libèrent les communes du sud du département (Coll. part.)

Le 5e bataillon de FFI sous les ordres du capitaine Alain (Gilbert Grangeat) investit la ville, en démine les accès pour permettre aux Américain d'y entrer. A 16 h 30 ceux-ci descendent la rue Paul Bellamy. Les Nantais les accueillent avec enthousiasme mais sans exubérance car l'ennemi est tout proche et la guerre rôde toujours dans le département. Les Allemands vont rester sur la rive sud du fleuve jusqu'au 29 août, répliquant aux tirs des canons américains, occasionnant à chaque fois victimes et destructions. Pendant ce temps d'autres troupes allemandes se replient vers la zone littorale pour protéger l'estuaire de la Loire, Saint-Nazaire et sa base sous-marine, constituant ce qui va devenir « la poche » où 130 000 civils vont connaître un terrible supplément de guerre jusqu'au 11 mai 1945.

Dans la deuxième quinzaine d'août, les nombreux mouvements de troupes vers la côte ou vers l'est entretiennent un climat d'insécurité dans le département fait de mitraillages, de bombardements, de combats ou d'escarmouches entre FFI et Allemands, d'exactions venant s'ajouter aux passions et débordements de la Libération.

Ici, ce que l'on appelle « l'épuration sauvage » ou épuration extra-judiciaire a surtout été constituée de tontes de femmes accusées de liaisons amoureuses avec l'occupant et de tabassages, voire de lynchages, de collaborateurs mais les exécutions capitales ont été rarissimes car assez vite, les nouveaux pouvoirs issus de la Résistance ont instauré un cadre légal à l'épuration pour contenir la vengeance populaire.

Le 12 août au matin, des affiches placardées dans la ville annoncent aux Nantais que les FFI prennent en main l'administration de la cité *« jusqu'au moment où pourront fonctionner les organismes régulièrement constitués »*. Sous l'autorité du CDL, le maire et le préfet, en sursis, restent en place en attendant la relève. Celle-ci tardant à venir les Américains traitent avec le préfet Gaudard « légalement en place » selon eux ce qui contrarie fort les résistants. Le 15 août, Michel Debré, alias Jacquier, nommé par de Gaulle commissaire de la République pour la région d'Angers, vient à Nantes avec Lucie Aubrac représentant le GPRF installer les nouveaux pouvoirs. Faute d'autre candidat il s'autoproclame préfet de la Loire-Inférieur avant de nommer à ce poste, le 19 août, Alexandre Vincent, un avocat nantais. Le 28 août Henri Orrion cède sa place de maire, sans heurt, à Clovis Constant, un résistant de longue date représentant de la SFIO au CDL.



Forces Françaises de l'Intérieur

A LA POPULATION NANTAISE !

A dater de ce jour, et jusqu'au moment où pourront fonctionner des organismes régulièrement constitués, les F.F.I prennent en mains l'administration de la Cité.

Notre unique mission – provisoire, mais essentielle, consistera à assurer la continuité de la vie publique dans l'ordre, le calme et la sécurité. Conscients de répondre à l'attente générale, nous édictions par conséquent les mesures suivantes : au respect desquelles nous apporterons toute la fermeté nécessaire :

Tout acte de violence et de pillage, toute opération de justice individuelle seront réprimés avec une rigueur impitoyable.

Tous les stocks, alimentaires ou autres, tous les dépots de marchandises, même s'ils étaient détenus par les autorités d'occupation, seront laissés sur place... La propriété privée sera, dans tous les cas, respectée. Les commerçants, industriels, chefs d'entreprises maintiendront, dans toute la mesure du possible, leur activité économique, et continueront à occuper leur personnel. Tous les magasins resteront ouverts dans les conditions habituelles.

Aucune denrée ne devra être vendue à un prix supérieur à la taxe ; le marché noir sera sévèrement réprimé.

Les services publics : eau, gaz, électricité, épurgation, etc. continueront à fonctionner régulièrement... Les fonctionnaires de tous ordres resteront à leur poste et assureront leur service habituel.

Toute réunion publique, tout rassemblement, tout cortège sont interdits jusqu'à nouvel ordre.. De même restent en vigueur les prescriptions relatives à la fermeture des débits de boissons.

Nous avons la certitude que la population Nantaise, qui, pendant quatre années de terribles épreuves, a donné tant de preuves de discipline, de patience et de fermeté, saura accepter les mesures rigoureuses que nous sommes amenés à prendre provisoirement, dans l'intérêt de tous. Le salut commun est à ce prix.

Pas un Nantais ne faillira à son devoir.

Vive la France !!!

Les FFI prennent en main l'administration de Nantes. (AMN 6 Fi 3996)

République Française

CITOYENS

de la VILLE de NANTES

et du DEPARTEMENT de la LOIRE-INFERIEURE

Au nom du Gouvernement provisoire de la République, que préside le Général de Gaulle, j'assure l'administration de la Région.

**La REPUBLIQUE est rétablie.**

**La devise LIBERTE, EGALITE, FRATERNITE, est restaurée.**

La liberté de la Presse sera affirmée dès que les circonstances militaires le permettront. Les libertés syndicales sont d'ores et déjà assurées par l'abolition de la Chartre du Travail. Les institutions municipales seront progressivement restaurées conformement aux Lois de la République.

Un nouveau Préfet sera incessamment installé. Il sera assisté du Comité Départemental de la Libération qui unit les représentants des mouvements de résistance et des grandes tendances politiques du Département. Le Comité s'est déjà mis au travail.

**CITOYENS,**

La tâche qui attend l'administration nouvelle est lourde. Le Département et la Ville ont été ravagés par la guerre. La libération du département n'est pas encore achevée. Les difficultés matérielles sont innombrables. Vous nous aiderez par votre calme, votre discipline et votre compréhension.

Je puis prendre l'engagement que tout sera mis en œuvre pour améliorier la vie matérielle, relever nos ruines, rendre à la Cité et au Département sa force, sa prospérité, sa liberté.

*Le 16 Août 1944*

Le Commissaire Régional de la République

**Signé : JACQUIER**

La République est officiellement rétablie à Nantes et en Loire-Inférieure. (AMN 6 Fi 923)

De ce mois d'août très agité nos informateurs habituels ne nous disent rien ou presque. L'époque se prête plus à la destruction de dossiers qu'à la rédaction de rapports. Aux Renseignements généraux le commissaire Sorgniard a demandé et obtenu sa mutation avant la Libération. Sur les 24 inspecteurs du service 6 sont en congé maladie, 2 ont rejoint les FFI et les 6 qui constituaient la « Brigade politique » sont en état d'arrestation « *ayant manifesté dans l'exercice de leurs fonctions des sentiments pro-collaborateurs* » écrit le préfet Vincent qui se plaint que les 10 inspecteurs restants refusent de s'occuper des investigations politiques, échaudés par le sort réservé à leurs collègues. Le préfet n'apprécie guère non plus le successeur du commissaire Sorgniard, Mr Savin : « *Commissaire qui est sorti il y a quelques mois seulement de l'École Nationale de Police, qui ignore Nantes et ne me paraît pas, à vrai dire, avoir sur son service l'autorité nécessaire* » (28/08/44).

C'est pourtant à ce jeune commissaire que nous devons la seule allusion, dans un rapport, à l'état d'esprit des Nantais au lendemain de la Libération :

**Nantes sera administrée provisoirement par une délégation spéciale de 24 membres**

***M. Constant est nommé maire de Nantes***

M. Jacquier, commissaire régional de la République a procédé à la nomination de la délégation spéciale provisoire pour la ville de Nantes.

Voici de quelles considérations il a accompagné le décret de nomination :

**ARRETE PORTANT CONSTITUTION D'UNE DELEGATION MUNICIPALE PROVISOIRE POUR LA VILLE DE NANTES**

« Aux termes de l'Ordonnance du 21 avril 1944, la municipalité de Nantes devrait comprendre :

« En premier lieu, les conseillers municipaux en fonction au 1er septembre 1939 et que leur conduite politique n'a pas rendu indignes de leur fonction ;

« En second lieu, afin de la compléter à son effectif légal, des membres désignés par le Préfet et choisis, après avis du Comité Départemental de Libération, parmi les Français et les Françaises ayant participé activement à la Résistance.

« Après une longue discussion, le Comité Départemental de Libération a estimé, à l'unanimité de ses membres que cette manière de procéder ne pouvait être adoptée.

« En premier lieu, les circonstances matérielles font qu'un assez grand nombre de conseillers municipaux n'est pas présent dans le territoire libéré de la ville de Nantes ou du département, et qu'il est, dans ces conditions, à peu près impossible d'examiner, d'une manière impartiale, leur conduite au cours des années qui viennent de s'écouler.

« En second lieu, les années qui ont précédé la guerre ont été caractérisées, dans la ville de Nantes, par des luttes et des rivalités politiques extrêmement vives, qui ont eu leur écho au sein du conseil municipal et n'ont pas été sans exercer une fâcheuse influence sur la gestion des affaires de la ville.

« L'opinion publique réclame des hommes nouveaux et des formules neuves.

« Dans ces conditions, et sans que la présente décision puisse, en aucune façon, être considérée comme un blâme pour l'attitude politique du plus grand nombre des conseillers municipaux, qui, dans l'ensemble, ont eu vis-à-vis de l'ennemi ou de l'usurpateur une conduite correcte, j'ai décidé de suivre l'avis du Comité Departemental de la Libération et de choisir, conformément à son avis et d'accord avec M. le Préfet de la Loire-Inférieure, un Conseil municipal entièrement renouvelé, choisi parmi les Français ou les Françaises ayant appartenu à la Résistance, et qui, quoique venant d'horizons politiques extrêmement variés, ont compris la nécessité actuelle d'une union au service du bien public.

« Le Commissaire de la République pour la Région d'Angers décide :

« Article premier. — La Délégation Municipale provisoire de la ville de Nantes est ainsi constituée :

« Mme Bagrain, MM. Batard, Bourveau, Bouteiller, Briand Georges, Mme Chevalier, MM. Constant Clovis, Forget Henri, Gosselin, Guérin Jean, Langlais Armand, Legrand, Lépage, Le Rolland, Louis Armand, Mailie Lionel, Moisan Edouard, Mme Moisan, MM. Peneau Auguste, Philippot, Potiron Jean-Marie, Talleneau Lucien, Mlle Turbot, M. le Dr Odette Donatien.

« Art. 2. — M. Constant Clovis est nommé maire de la ville de Nantes. »

*Ouest-Éclair* devenu *Ouest-France* présente la nouvelle municipalité conduite par Clovis Constant (31 août 1944).

« *La situation politique de la ville de Nantes est restée assez tendue jusqu'aux premiers jours du mois de septembre. La population considérait avec une certaine animosité le maintien en fonction des édiles municipaux et du préfet nommés par le gouvernement de Pétain. La présence dans la ville d'un fort contingent de FFI contribuait à accentuer la fermentation des esprits. La crise ne tarda pas à être résorbée et le nouveau préfet Monsieur Vincent, avocat professeur à l'Ecole libre de Droit, ainsi que la nouvelle municipalité ayant à sa tête Monsieur Constant, fonctionnaire des PTT, prirent respectivement en main la gestion des affaires départementales et municipales. Les masses populaires souvent incompréhensives du caractère ingrat et de la complexité des fonctions administratives… accueillirent avec réserve les premières décisions* » (26/09/44).

# Automne 1944

Plan photographique de Nantes au 1/50 000e réalisé en août et septembre 1944. Les zones claires au centre de la ville correspondent aux comblements en cours de la Loire et de l'Erdre et aux quartiers bombardés (rue du Calvaire, place Royale, quai de la Fosse). On remarque aussi de nombreux impacts de bombes autour des axes ferroviaires. Tous les ponts sur la Loire sont coupés. (Photo, château des ducs de Bretagne, Musée d'histoire de Nantes)

Pendant quatre ans la population de la Loire-Inférieure a attendu la Libération. Après l'espoir d'une délivrance rapide, vite déçu, vint le temps du doute, sans que soit remise en question l'adhésion à la cause des Alliés, puis l'espérance réapparut, fragile, teintée, submergée parfois par la lassitude, l'inquiétude, l'angoisse et, à l'approche de la délivrance, l'exaspération. À la peur des combats, bombardements, destructions accompagnant le retour de la guerre, se joignit celle des représailles, voire de la guerre civile. L'Occupation a causé des dégâts matériels, humains, moraux. Pour faire face aux échéances immédiates du quotidien chacun s'est « débrouillé », certains plus que d'autres et les verrous de la morale ont sauté, le tissu social s'est déchiré, la rivalité ville-campagne s'est ravivée. Beaucoup peuvent craindre dénonciation, vengeance et de la part des nouveaux maîtres, les résistants, une justice expéditive. Une Résistance mal connue et envers qui on a longtemps hésité entre solidarité et réprobation. Une Résistance derrière laquelle beaucoup voient le communisme perçu dans cette région par la grande majorité comme le « danger bolchevique ». Le parti communiste ne va-t-il pas profiter de la confusion du moment pour prendre le pouvoir ou du moins essayer ?

N'a-t-il pas déjà, à ce qu'on dit, mis la main sur le « comité d'Alger » devenu Gouvernement Provisoire de la République Française (GPRF). De Gaulle, dont la voix depuis 1940 à la Radio de Londres portait l'espérance de la Libération, saura-t-il s'imposer aux communistes, aux FFI pour rétablir l'ordre ? Beaucoup en doutaient encore il y a peu.

Maintenant Nantes et Paris sont libérés, mais pas l'ensemble du pays. Le GPRF présidé par de Gaulle s'est installé dans la capitale et a aboli toute la législation de Vichy. Pétain et ce qui reste de son gouvernement continuent leurs intrigues dans un lointain château en Allemagne ; qui s'en soucie encore ? La liberté et la République retrouvées vont-elles lever les incertitudes, les craintes, la chape d'angoisse qui pesaient sur la population à l'été 1944 ?

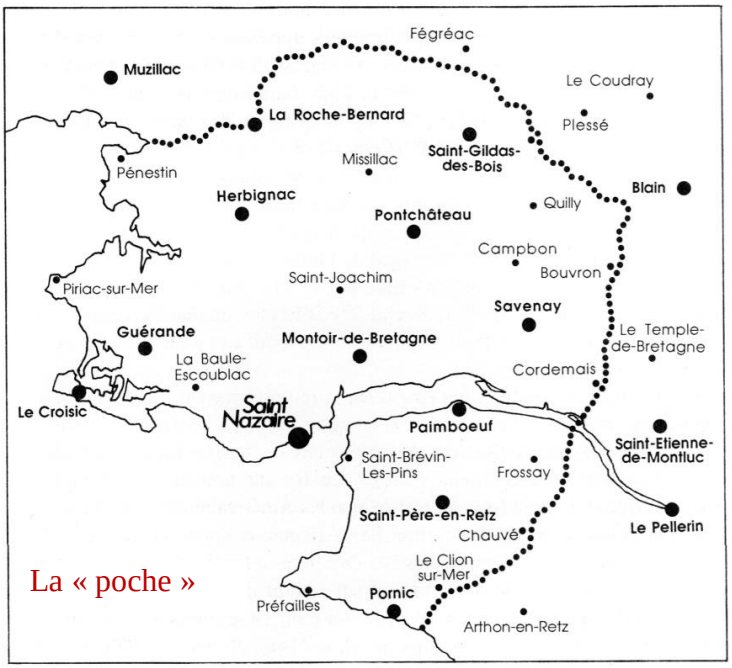
Nous bornerons cette étude aux premiers mois qui suivent la Libération de Nantes, à cet automne 1944 où commence la reconstruction du pays alors qu'on y règle encore les effets dévastateurs de l'Occupation.

Une première réponse à nos questions est apportée par le commandant de la gendarmerie, le chef d'escadron Lecomte, le seul de nos observateurs à être resté en fonction depuis 1940. Le 15 décembre il écrit dans un rapport :

*« L'attitude dans le département peut se résumer ainsi : calme en surface ; dans l'expectative ; attend anxieusement ; très agitée dans le fond par un sentiment d'insécurité, le boche aux portes, le dénonciateur à l'affût, les extrémistes voulant tout bousculer une situation économique ne s'améliorant pas sensiblement. Le froid et le manque de combustible intensifiant la déficience optimiste. On attend beaucoup du gouvernement* ».

**La « poche »**

« Le *boche* aux portes ». Pour les habitants de la Loire-Inférieure la Libération n'est pas synonyme de paix. Les Allemands pour protéger le port de Saint-Nazaire et sa base sous-marine occupent un vaste territoire, près du quart du département, de l'estuaire de la Vilaine à Pornic sur l'Océan et, reliant ces deux points, borné par un grand arc de cercle qui suit la Vilaine, le canal de Nantes à Brest jusqu'à Blain et de là descend vers la Loire puis le Pays de Retz contournant de près Bouvron, Cordemais, Frossay, Chauvé. Dans cette « poche » 130 000 civils et 32 000 soldats allemands sont pris au piège. La population va y connaître l'isolement, la pénurie, les exactions de l'occupant et les bombardements des troupes d'encerclement. Celles-ci sont composées de bataillons FFI du département et des départements voisins (Maine-et-Loire, Indre-et-Loire, Vendée, Vienne…) soit 16 000 hommes à la fin de l'année 1944 soutenus par quelques unités américaines dont l'objectif est de contenir l'ennemi plus que de l'anéantir. Tout au long de la ligne de front ce ne sont qu'escarmouches et tirs d'artillerie ponctués parfois d'offensives allemandes meurtrières pour desserrer l'étau. Ces combats provoquent des dégâts impressionnants dans les communes limitrophes qu'il faut évacuer. Sinistrés de Fégréac, Plessé, Blain, Fay, Bouvron… viennent grossir les rangs déjà fournis des réfugiés dans les campagnes alentours.



La « poche »

Cette guerre qui continue aux portes de la ville entretient l'inquiétude (le préfet parle même d'angoisse) de la population nantaise qui doute de la capacité des FFI à contenir l'ennemi : « *Tout en rendant hommage aux vertus militaires des troupes FFI, la population fait un parallèle entre les moyens dont dispose encore l'ennemi et l'équipement déplorable des troupes françaises qui la contiennent* » (Préfet, 10/11/44).

Tout au long de la période observée, la population nantaise vivra la « Poche » comme une épée de Damoclès et n'aura de cesse de réclamer l'intervention des Alliés : « *La poche de Saint-Nazaire reste le grand souci de la population…* [elle] *n'arrive cependant pas à comprendre pourquoi rien n'est fait de la part de ces puissances* [les Alliés] *en vue de la résolution de la poche de Saint-Nazaire* » (Commandant de gendarmerie, 15/12/44).

**Un département en ruines**

Le commandant de la gendarmerie évoque un autre motif d'anxiété dans l'extrait cité au début de ce chapitre : « *Une situation économique ne s'améliorant pas sensiblement* ».

Les bombardements, mitraillages, sabotages qui ont précédé et accompagné la Libération, puis les destructions réalisées par les Allemands en se repliant, laissent un département en ruines. Il n'y a plus aucun franchissement de la Loire, le réseau ferroviaire est en partie inutilisable et les routes en mauvais état. Les moyens de transport sont rares, l'ennemi en repli ayant réquisitionné tout ce qui roulait et il n'y a plus de carburant.

L'économie en arrêt jusqu'en septembre reprend timidement ensuite. Les 12 590 chômeurs recensés à la fin de l'été vont être employés à des travaux de déblaiement, de réparation des routes et ponts, de remise en état des ateliers et des machines. En septembre des passerelles sont installées sur les ponts détruits pour le passage des piétons. Les voitures peuvent emprunter celle aménagée sur le pont du chemin de fer de la ligne Nantes-Pornic. Les travaux de reconstruction des ponts sont interrompus à partir de novembre par une crue de la Loire puis la vague de froid qui pétrifie la région. Le 15 décembre le commandant de la gendarmerie dresse un état de l'activité industrielle :

« *Les chantiers, usines, fonderies, Indret, Basse-Indre, Mines de la Brutz et d'autres industries secondaires marchent au petit ralenti faute de matières premières, d'électricité ou de charbon. Les grandes industries alimentaires, raffineries, biscuiteries, brasseries, conserveries, commencent à fonctionner avec un minimum d'ouvriers. La presque totalité de la main d'œuvre est employée à la construction des routes et au déblaiement des ruines de Nantes* ».

M. MICHEL DEBRÉ A INAUGURÉ, HIER, LA PASSERELLE DE PORNIC

M. Debré, accompagné de MM. Vincent, préfet ; Constant, maire de Nantes ; Labry, intendant économique ; Gibert, directeur du service maritime des Ponts et Chaussées, et Bertin, président de la Chambre de Commerce, franchit la passerelle qu'il vient d'inaugurer.

Hier matin, M. Michel Debré, commissaire régional de la République pour la région d'Angers a visité le port de Nantes et s'est rendu compte sur place des travaux à effectuer pour lui redonner son activité.

Il s'est ensuite rendu au Pèlerin et à Indret.

Au retour, il a procédé à l'inauguration du pont provisoire jeté à l'extrémité du Pont de Pornic, détruit par les Allemand. Il était accompagné de M. le Préfet et de MM. Constant, maire de Nantes, Labry, intendant régonal, Bertin, président de la Chambre de Commerce, et Gibert, ingénieur en chef des Ponts et Chaussées.

La passerelle a été immédiatement livrée à la circulation ; elle pourra assurer le passage des véhicules d'une charge utile de 1 tonne.

*Ouest-France*, 22 septembre 1944.

Le manque de charbon, préjudiciable aux industries, prive aussi les Nantais de gaz. Alors, dans cet hiver précoce et glacial : « *On continue de constater que des gens de toute classe en sont réduits, pour alimenter leurs appareils de chauffage à prélever du bois de démolition sur les divers chantiers de la ville* » (Commissaire central, 24/11/44).

Faute de ciment en quantité suffisante l'usine des eaux n'est pas réparée et les : « *habitants ne peuvent trouver de l'eau potable que dans les puits* » (Préfet, 10/11/44).

« *La pénurie de transports rend de plus en plus angoissante la question du ravitaillement des centres urbains* » constate le préfet le 28 décembre. Problème aggravé par le fait que, malgré l'interdiction, les réfugiés reviennent à Nantes s'entasser dans les trop rares logements disponibles.

**Les rations pour octobre**

PAIN (ration quotidienne en attendant décision imminente du Gouvernement). — Catégorie E, 125 gr. ; catégorie J1, 225 gr. ; catégorie J2, 300 gr.; catégorie A et V, 300 gr. ; catégorie T et C, 350 gr.; catégorie J3, 375 gr.

Valeur tous tickets-lettres feuilles de pain : 350 gr.

**DEVANT LE NOMBRE DES RENTRÉES CLANDESTINES**

**le Service des Réfugiés et Sinistrés jette à son tour un cri d'alarme**

On sait avec quelle énergie le Préfet de la Loire-Inférieure et le Maire de Nantes — pour que ne méconnaissant pas les difficultés auxquelles les réfugiés ont dû déjà faire face pendant un hiver — en-

quoi les pouvoirs publics maintiennent leur interdiction. »

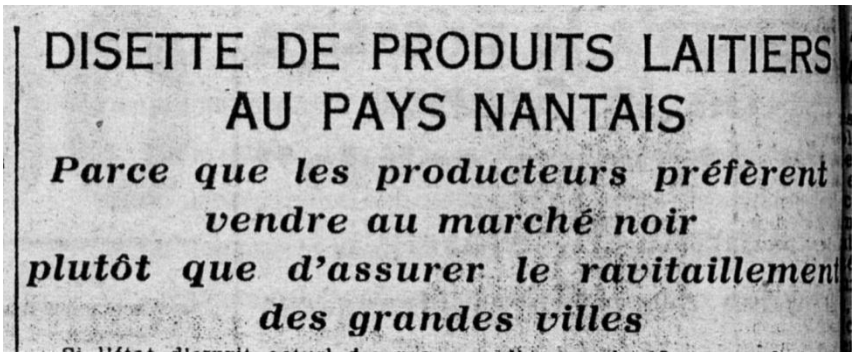
« Quels sont ceux susceptibles de pouvoir rentrer à Nantes ? »

« Nous ne pouvons accepter que ceux dont l'activité est indispen-

Nantes est libérée ; *Le Phare* est devenu *La Résistance de l'Ouest* (ici numéro du 4 octobre 1944) mais la pénurie continue et même s'accentue avec le retour des réfugiés.

Le lait, les matières grasses, le sucre, le vin manquent. La ration de viande est honorée (200 grammes par personne et par semaine) et l'on ne fait plus la queue devant les boulangeries mais : « *l'augmentation du prix du pain a été mal accueillie. On estime que rien ne justifie cette augmentation qui profitera aux paysans lesquels sont déjà considérés par les populations urbaines comme les principaux profiteurs de la guerre* » (Commissaire central, 24/10/44).

L'animosité des citadins envers les ruraux est entretenue, comme pendant l'Occupation, par la perception qu'ont les uns des conditions de vie des autres. Fait-il aussi bon vivre à la campagne que le prétend le sous-préfet de Châteaubriant découvrant son arrondissement : « *L'existence matérielle de mes administrés demeure facile et privilégiée sauf toutefois en ce qui concerne le bois de chauffage et quelques produits contingentés tels le sucre et le sel. Encore ces difficultés tiennent-elles à la pénurie des moyens de transport. Elles ne se font d'ailleurs véritablement sentir que dans les centres. Quant aux campagnes elles ne souffrent que de difficultés actuellement générales dans tout le pays. On se plaint particulièrement de la pénurie persistante de pétrole… Ce qui est sans doute le plus à déplorer c'est la persistance d'un esprit égoïste que la Libération n'a pas fait disparaître* » (30/11/44).



DISETTE DE PRODUITS LAITIERS AU PAYS NANTAIS

**Parce que les producteurs préfèrent vendre au marché noir plutôt que d'assurer le ravitaillement des grandes villes**

Le marché noir continue. (*Ouest-France*, 9 septembre 1944)

Même si la situation militaire et politique a changé, face aux problèmes d'approvisionnement les comportements demeurent :

- Réticence des agriculteurs : « *On constate une résistance des producteurs à livrer leurs impositions au Ravitaillement général* » (Préfet, 28/12/44) ;
- Persistance du marché noir : « *Certains commerçants français peu scrupuleux vendent à des prix exagérés aux soldats alliés…* [qui, de leur côté] *font des trafics avec le tabac, l'essence, le café, le chocolat et le sucre qu'ils vendent très chers et qui ne servent qu'à alimenter le marché noir. Les seuls qui peuvent acheter ces denrées au prix fort sont ceux qui ont amassé une fortune scandaleuse avec les Allemands* » (Commandant de gendarmerie, 15/11/44).

La population excédée par les privations qui la touchent et les abus constatés se retourne contre les autorités : « *Les services du Ravitaillement général sont toujours sévèrement critiqués par la population qui les rend en partie responsables de la pénurie subsistant* » (Commissaire central, 24/11/44). Bientôt le mécontentement prendra une forme plus violente. Le 29 janvier 1945 une manifestation organisée par l'Union locale des syndicats et l'Union des femmes françaises pour protester contre les carences des services du Ravitaillement et les lenteurs de l'épuration se terminera par le saccage des bureaux de la préfecture.

ROUVRIR les PATISSERIES ?

Mais si on nous donnait d'abord sucre, lait et chocolat !

On parle depuis quelques jours de la réouverture des pâtisseries, avec le régime de trois jours par semaine : jeudi, samedi et dimanche.

NOS ENFANTS AURONT-ILS DES :: ORANGES :: pour leur NOEL ?...

Ce serait possible si, du moins....

Nos enfants auront-ils des oranges pour la prochaine fête de Noël ? Depuis trop longtemps ils ont été privés de ces fruits qui, jadis, constituaient le fond de ces friandises que les parents se faisaient une joie de mettre dans leur sabot.

Dans trop de foyers, hélas ! une absence douloureuse viendra, cette année encore, atténuer la fête de

*nous dit ce sympathique dirigeant. D'obtenir deux ou trois cargos qui iraient prendre en Algérie les oranges pour les débarquer à Sète. Là, elles seraient réparties dans les différentes villes de France et distribuées suivant les nécessités. Les grossistes sont déci-*

Ces Messieurs du Ravitaillement nous gâtent !...

Ils nous laissent espérer un peu plus de beurre !

D'ores et déjà, une distribution de 150 gr. par rationnaire, au titre de la première quinzaine, est envisagée. Les consommateurs devront à cet effet déposer chez le détaillant de leur choix : 1° Nantes, Rezé, St-Sébastien, Bougue-

Ancenis et Clisson percevront 10 kilogs de pommes de terre : 6 kil. au titre de la ration normale, 4 kil. à titre exceptionnel

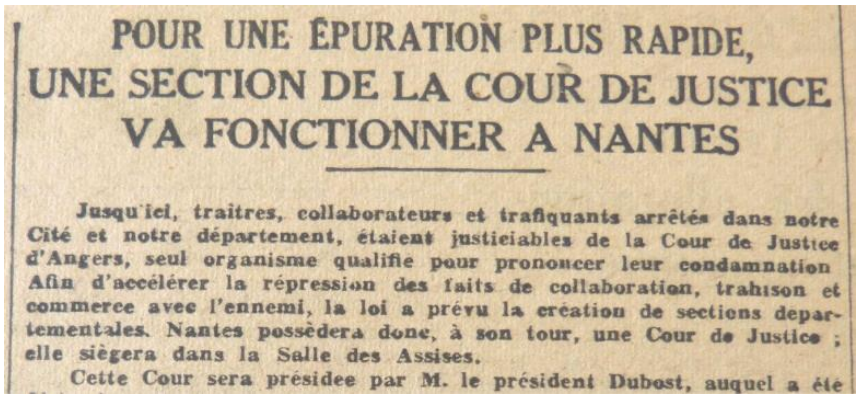
3 kil. seront remis contre le ticket 39 de la nouvelle carte (vert), au prix de 3 fr. 60 le kil. Un communiqué ultérieur désignera les tickets validés pour la perception du reliquat.

Les problèmes du ravitaillement font souvent les titres en « chronique locale » d'une presse qui a retrouvé sa liberté de parole. (*La Résistance de l'Ouest*, 1er décembre 1944 et 28 novembre 1944)

**L'épuration**

Pour expliquer le sentiment d'insécurité ressenti par la population le commandant de la gendarmerie évoque, dans son rapport du 15 décembre cité plus haut : « *Le dénonciateur à l'affût* ».

Les débordements qui ont suivi la Libération en août (exécutions sommaires, lynchages, femmes tondues) ont peu à peu cessé mais, en septembre, l'épuration a de la peine à entrer dans un cadre légal. On continue un peu partout dans le département, et cela durera encore plusieurs mois, à dessiner des croix gammées sur les portes des maisons ou les devantures des magasins. Les lettres de dénonciation s'amoncellent sur les bureaux du CDL ou des Comités locaux de libération qui se sont mis en place dans les communes. FFI et FTP perquisitionnent, arrêtent, interrogent, emprisonnent. Beaucoup craignent la dénonciation anonyme qui ferait d'eux un suspect.



POUR UNE ÉPURATION PLUS RAPIDE, UNE SECTION DE LA COUR DE JUSTICE VA FONCTIONNER A NANTES

Jusqu'ici, traitres, collaborateurs et trafiquants arrêtés dans notre Cité et notre département, étaient justiciables de la Cour de Justice d'Angers, seul organisme qualifié pour prononcer leur condamnation Afin d'accélérer la répression des faits de collaboration, trahison et commerce avec l'ennemi, la loi a prévu la création de sections départementales. Nantes possèdera donc, à son tour, une Cour de Justice ; elle siègera dans la Salle des Assises.

Cette Cour sera présidée par M. le président Dubost, auquel a été

Pour accélérer l'épuration et calmer les esprits, les procès pourront se dérouler à Nantes et non plus seulement à Angers. (*La Résistance de l'Ouest*, 16 octobre 1944)

Le préfet Vincent voudrait que les arrestations et enquêtes ne soient réalisées que par les corps officiellement autorisés. Faute d'effectifs suffisants et pressé par une population qui veut des coupables il ne peut que demander aux justiciers improvisés de respecter les règles élémentaires du droit puis tenter de les placer sous son autorité. Autant de démarches considérées par les intéressés comme une volonté préfectorale de freiner l'indispensable épuration. Jusqu'en novembre on en reste au stade des arrestations et enquêtes car ce n'est que ce mois-là que sont installées les *cours de justice*, pour juger les collaborationnistes, les profiteurs de guerre (marché noir, entreprises travaillant pour les Allemands…) et les *chambres civiques* qui jugeront les collaborationnistes de moindre envergure. Les premiers procès ont lieu en décembre.

Dès le début l'opinion se révèle très sévère sur la façon dont l'épuration est menée mais aussi très divisée. Le commissaire des Renseignements généraux rapporte le 15 septembre :

« *La masse dans son ensemble continue à critiquer les pouvoirs publics les accusant de mollesse dans la répression et même de complicité à l'égard des collaborationnistes en insinuant également que ce serait comme par le passé, les petits payant pour les autres* ».

« *Par contre les milieux d'un niveau social plus élevé prétendent au contraire que les services chargés de l'épuration font preuve d'un zèle intempestif* ».

Dans les milieux favorisés l'épuration est vue comme une vengeance de classe exercée par les FFI en toute illégalité. Parmi les suspects internés à la prison provisoire de la rue du Boccage, à Nantes : « *Nombreux sont ceux qui se plaignent d'avoir été dévalisés par la police FFI, parfois de sommes très importantes, lors de leurs arrestations* » (Commandant de gendarmerie, 15/11/44).

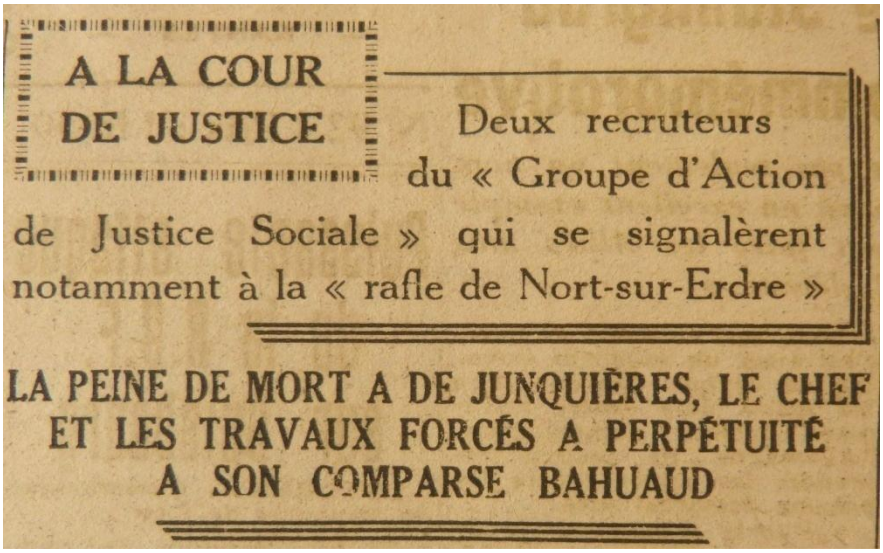
Une fois les procès commencés et les premières condamnations à mort prononcées (de Junquières le 1er décembre) la tension ne diminue pas laissant apparaître les clivages habituels :

« *Dans les milieux politiques de gauche on estime que les mesures qui ont été prises sont nettement insuffisantes. Par contre dans les milieux de droite on prétend, sans être opposés à l'épuration, que l'on doit éviter de tomber dans les abus et que les arrestations devraient être effectuées qu'à la suite d'enquêtes solidement établies* » (Commissaire central, 20/12/44).

Alors que la très grande majorité des justiciables le sont pour des motifs politiques (collaborationnisme, dénonciation) la population, physiquement et moralement épuisée, s'intéresse surtout au sort des profiteurs de guerre : « *Le public attend des sanctions contre les gros trafiquants, les personnalités marquantes et chefs d'entreprises qui se sont scandaleusement compromis pendant l'occupation ennemie par leur attitude antinationale* » (Commissaire central, 20/12/44). Attente déçue car dans ce domaine le bilan de l'épuration est décevant.

Les affaires économiques sont traitées par le Comité de confiscation des profits illicites. Mais il y a énormément de dossiers à traiter : ceux du marché noir et les très nombreux cas de commerçants, d'agriculteurs, d'entreprises ayant travaillé pour l'occupant. Les instructions trainent en longueur ce qui permet à certains accusés de détruire des preuves. Faute de personnel, les enquêtes sont confiées à des stagiaires inexpérimentés. En 1946 beaucoup de dossiers d'entreprises du bâtiment, des travaux publics… ne seront pas encore traités. Devant l'urgence à reconstruire le pays on fera preuve d'indulgence.

Pour ses initiateurs l'épuration est d'abord un acte politique et sacrificiel, une sorte d'exorcisme indispensable à la refondation de la nation. Pour l'opinion elle a aussi et surtout une dimension sociale et vengeresse : faire rendre gorge aux profiteurs, aux puissants d'hier. Les manifestants qui saccagent la préfecture le 29 janvier 1945 dénoncent en bloc les carences du Ravitaillement, la vie chère et la lenteur de l'épuration. Quelques jours plus tôt James de Junquières a été exécuté dans une quasi-indifférence : quelques lignes dans les journaux.


A LA COUR DE JUSTICE

Deux recruteurs du « Groupe d'Action de Justice Sociale » qui se signalèrent notamment à la « rafle de Nort-sur-Erdre »

LA PEINE DE MORT A DE JUNQUIÈRES, LE CHEF ET LES TRAVAUX FORCÉS A PERPÉTUITÉ A SON COMPARSE BAHUAUD

Les premières sentences de la cour de justice. (*La Résistance de l'Ouest*, 2 décembre 1944)

**Les FFI**

Dans l'imaginaire de la peur des populations du département les FFI ont aussi leur place. Si l'on se réfère à tous les rapports écrits de septembre à décembre 1944, la perception de ces résistants est très majoritairement négative. Il y a bien quelques approbations, surtout vers la fin de la période, mais les jugements de réprobation ou d'hostilité l'emportent largement. Cette attitude doit être mise en relation avec le climat de représailles (menaces, extorsions, violences diverses) institué au printemps 1944, et qui dure encore après la Libération, mais aussi avec d'autres comportements évoqués dans ce rapport du préfet daté du 7 octobre et signalés, à quelques nuances près, chaque mois :

« *L'attitude de certains militaires des Forces Françaises de l'Intérieur a profondément déçu la population. Trop nombreux ont été, en effet, gradés et hommes de troupe, qui affichèrent une indépendance d'allure incompatible avec leur haute mission. Trop d'éléments indésirables se sont glissés dans leurs rangs, portant ainsi un nouveau coup au prestige de l'armée française déjà fortement entamé après l'issue malheureuse des opérations militaires de 1940* ».

« *Si les FFI n'ont pas bénéficié d'un élan unanime de sympathie il faut également en chercher les causes dans les nombreux incidents que de jeunes éléments ont provoqués en manœuvrant imprudemment des armes dont le maniement ne leur était pas familier causant ainsi un grand nombre d'accidents mortels dans la population, soit en s'appropriant fréquemment et surtout indûment le bien d'autrui* ».

« *Il est vrai que l'on oublie trop aisément que le plus grand nombre des FFI… se battent courageusement contre l'ennemi… et dans la masse on ne retient, pour porter un jugement sommaire sur l'ensemble des FFI que les actes répréhensibles commis par des sujets dont l'éviction s'impose d'urgence* ».

La méfiance, voire l'hostilité, d'une partie de la population vis-à-vis des FFI tient aussi à leur participation active au processus d'épuration (arrestation, perquisition) interprétée comme des représailles dans les milieux conservateurs.

À partir de septembre la plupart des FFI se retrouvent sur le front de la « Poche » de Saint-Nazaire dans une « armée de la Résistance » encore mal organisée, mal équipée, mal approvisionnée. Pour pallier les carences de l'intendance ils sont amenés à réquisitionner vivres et matériel chez les habitants des environs soumis eux-mêmes au rationnement ou à la pénurie. Les perquisitions et prélèvements dans les fermes, menés parfois avec brutalité, provoquent l'hostilité quand ils ne sont pas considérés comme de simples brigandages. Le commandant de gendarmerie de Châteaubriant rapporte que : « *Dans l'après-midi du 29 septembre, un officier FFI de Guémené-Penfao a réquisitionné un bovin pour les besoins de son unité. Cet animal a été payé par l'officier. Ce procédé qualifié d'illégal par les cultivateurs a provoqué un rassemblement d'environ 150 personnes qui ont protesté contre cette façon d'opérer. Plusieurs d'entre elles ont hué les militaires FFI… Il n'y a pas eu de coups.* »

Faute d'équipement un brassard avec un fusil suffisent pour faire de quiconque un FFI. Profitant de la confusion du moment des pillards rançonnent les villageois au nom de la Résistance. Il arrive aussi que : « *Quelques éléments indésirables comme trafiquants notoires du marché noir ou ayant travaillé pour les Allemands ont profité des circonstances pour s'enrôler dans les FFI dans le but évident de se soustraire aux poursuites éventuelles. Ces éléments nuisent au prestige de l'armée française et devraient en être exclus* » (Commandant de gendarmerie, 22/09/44).

La grande porosité des bataillons FFI à l'été 1944 a permis que s'y retrouvent des individus étrangers aux idéaux de la Résistance et qui l'ont salie aux yeux de l'opinion, celle-ci étant plus sensible aux débordements spectaculaires de quelques uns qu'à l'abnégation du plus grand nombre combattant dans des conditions difficiles.

Le CDL accablé de courriers et rapports dénonciateurs condamne, sanctionne, exclut. Les éléments collaborationnistes infiltrés sont démaqués. À Plessé, des FFI qui avaient pillé une grande partie des maisons évacuées du village sont arrêtés. À Saint-Étienne-de-Montluc, Vigneux, Vay… d'autres sont internés pour agressions et vols à main armée. Mais il est déjà trop tard ; l'opinion publique se laisse aller à l'amalgame : « *Tous les FFI ne sont pas des voyous, mais tous les voyous sont chez les FFI* ».

Un reproche récurrent fait aux FFI est leur indiscipline. Troupes de volontaires sans formation militaire encadrées souvent par des hommes peu expérimentés les FFI apprennent au combat le métier de soldat. Les accidents mortels provoqués dans leurs rangs ou parmi les civils par le maniement maladroit des armes qu'évoque le préfet sont réels mais moins nombreux qu'il le laisse entendre si l'on s'en réfère aux rapports de gendarmerie. Cependant leur retentissement dans l'opinion est considérable. Ainsi, à Basse-Indre le 1er octobre : « *Un coup de feu tiré par maladresse par un FFI faisant partie du piquet d'honneur constitué à l'occasion des obsèques d'un FFI fusillé par les Allemands à causé la mort d'un homme, d'un enfant et une blessure légère à une femme* » (Commandant de gendarmerie, 15/10/44).

L'indiscipline des FFI se manifeste surtout lorsque, après une période de combats sur le front, ils viennent en permission à l'arrière : « *La discipline, l'attitude, l'esprit militaires paraissent manquer totalement. Tenue débraillée, mains dans les poches, ne saluant jamais, constituent la façon de faire presque générale. On peut dire sans exagération que les militaires FFI ont totalement perdu l'estime et la considération publiques* » (Commandant de gendarmerie, 15/12/44).

Cette indiscipline qui offusque tant le chef d'escadron Lecomte relève de la provocation et témoigne du fossé qui se creuse entre FFI et populations civiles. Mal équipés, combattant dans des conditions que la rigueur de l'hiver rend presque insupportables, exposés aux bombardements et aux tentatives de percées des Allemands les FFI ont l'impression de se sacrifier pour une population qui au mieux les ignore au pire les méprise ou les rejette. Aussi la tentation est-elle grande lors des permissions de défier le bourgeois en surjouant le mauvais garçon ou le soldat de l'an 2.

La plupart des altercations signalées dans les rapports surviennent dans les cafés et les cinémas quand policiers ou gendarmes interviennent pour ramener à la raison les esprits échauffés. Les FFI déversent alors leur rancœur sur les représentants des forces de l'ordre. À travers eux ils règlent des comptes avec les services répressifs qui il n'y a pas si longtemps, au service de Vichy, traquaient réfractaires et résistants.

Des FFI du 5e Bataillon sur le front de la Poche avec un équipement de fortune. La mitrailleuse est montée sur une brouette. L'un des jeunes FFI (19 ans) présent sur cette photo écrira, après la guerre : « *Nous souffrions lorsque, ramenant à l'arrière nos vêtements déchirés, nos capotes mal peintes et nos souliers décousus, nous surprenions sur les visages de l'arrière, des sourires d'ironie et des paroles méprisantes* ! » (Coll. Annick Touchefeu-Mounès)

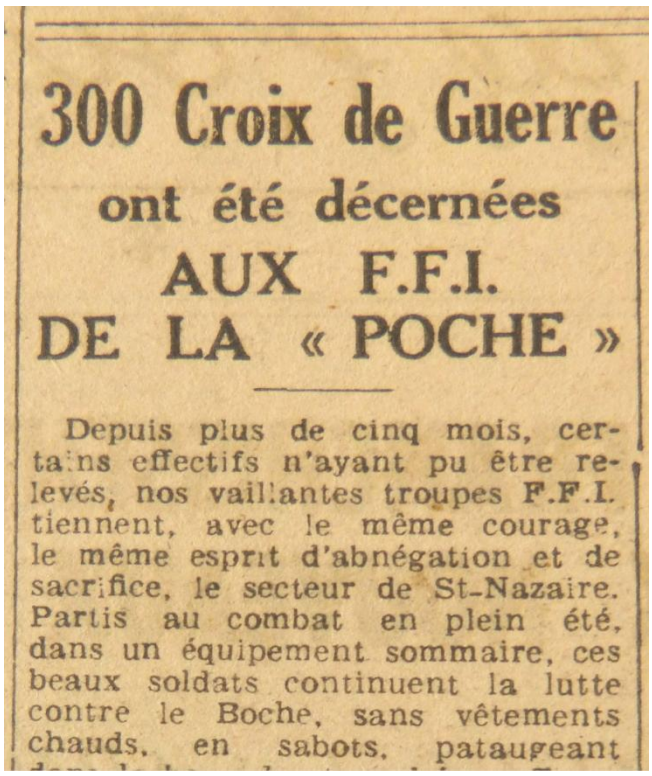
Le 28 octobre le gouvernement provisoire de la République Française décide de dissoudre les milices patriotiques communistes (FTP) et de mettre en congé les FFI qui ne souscriraient pas un engagement pour la durée de la guerre dans les forces françaises. L'intégration progressive des FFI dans l'armée régulière va, si l'on en croit le préfet, avoir des effets bénéfiques :

« *Tout est rentré dans l'ordre en ce qui concerne les réquisitions et les perquisitions. Une amélioration très nette de la tenue est remarquée. Toutefois dans les troupes au repos la discipline gagnerait à être mieux observée. Des incidents se produisent de temps en temps dans les salles de spectacles et les cafés* ».

« *Si les auteurs sont vivement critiqués par la population elle donne toujours son estime et sa sympathie aux troupes qui combattent à proximité, dans des conditions que l'inclémence de la température rendent encore plus difficile* » (28/12/44).

Quand il s'agit de la Résistance, à l'automne 1944 comme au temps de l'Occupation, la population nantaise balance entre solidarité et réprobation. Alors que l'on célèbre avec faste en octobre les fusillés de 1941 on considère avec suspicion l'armée de la Résistance qui contient l'ennemi aux portes de Nantes. Malgré les risques encourus chaque jour les FFI n'ont pas l'aura des combattants qui les ont précédés, même si parmi ceux-ci tous ne sont pas traités de la même façon. Pourtant ils font partie de cette Résistance qui est en train de devenir une référence fondatrice de la nation en reconstruction.

Les différences d'appréciation sur l'action des FFI révèlent aussi la permanence des clivages politiques. L'anticommunisme puissant et durable de l'opinion locale colore de rouge toute action résistante et, même si ce n'est pas le cas, on s'entête à voir derrière les FFI ceux que le commandant de la gendarmerie appelle, dans son rapport du 15 décembre : « *Les extrémistes voulant tout bousculer* ».



300 Croix de Guerre ont été décernées AUX F.F.I. DE LA « POCHE »

Depuis plus de cinq mois, certains effectifs n'ayant pu être relevés, nos vaillantes troupes F.F.I. tiennent, avec le même courage, le même esprit d'abnégation et de sacrifice, le secteur de St-Nazaire. Partis au combat en plein été, dans un équipement sommaire, ces beaux soldats continuent la lutte contre le Boche, sans vêtements chauds, en sabots, pataugeant

La presse qui habituellement n'évoque ni les combats de la « poche » ni les incidents provoqués par les FFI leur rend enfin hommage à l'occasion d'une remise de décorations. (*La Résistance de l'Ouest*, 7 décembre 1944)

**Parti des fusillés ou péril rouge ?**

Après avoir craint l'entrée des chars soviétiques en France, après avoir tremblé à l'idée d'une guerre civile fomentée par les communistes, après avoir cru en un CFLN - devenu Gouvernement Provisoire de la République Française (GPRF) le 2 juin 1944 – noyauté par le parti communiste, une partie de l'opinion continue, en septembre, à vivre dans la hantise du complot bolchevique. Les Américains ont libéré (en partie) la France, la guerre civile n'a pas eu lieu, voilà de quoi la rassurer. Certes ! Mais de Gaulle n'a-t-il pas fait entrer des communistes au gouvernement ? Ne sont-ils pas en train d'infiltrer les exécutifs locaux ?

Par ordonnance les municipalités élues en 1935 ont été maintenues ou remises en place après élimination de leurs membres déclarés indignes pour fait de collaboration ou pétainisme prononcé. Aux places vacantes le préfet, sur proposition du CDL, a nommé de nouveaux conseillers ; conséquence : « *La composition politique des conseils municipaux reconstitués a subi, dans l'ensemble, des modifications axant vers la gauche la majorité des assemblées* » (Préfet, 10/11/44). Il faut relativiser le propos du préfet Vincent car au moment où il écrit son rapport, seule une vingtaine de communes ont eu leur conseil municipal reconstitué, dont Nantes où le parti communiste est représenté.

Malgré sa timidité numérique l'entrée de communistes dans l'exécutif national et quelques assemblées locales inquiète la population du département comme le rapporte le préfet le 7 octobre :

« *La nomination au sein du gouvernement provisoire de la République et dans certaines assemblées communales et du département de militants communistes a profondément remué certaines couches sociales* ».

« *À Nantes en particulier, la présence au conseil municipal de membres du parti communiste émeut les milieux bourgeois ainsi que les industriels et les commerçants* ».

« *Dans les campagnes, profondément attachées dans leur ensemble à l'esprit conservateur, la population considère avec une vive appréhension le renouveau d'activité du parti communiste. Celui-ci en effet a déjà tenu outre des réunions dans la plupart des communes libérées du département une réunion publique à Nantes, le 14 septembre, qui a revêtu une importance certaine. Près de 1 500 personnes y assistaient. Le caractère de cette manifestation qui a mis en évidence la volonté, exprimée sans détour, du parti communiste de jouer un rôle de premier plan dans les affaires publiques, n'a pas été sans émouvoir les milieux modérés* ».

Le préfet pratique l'euphémisme lorsqu'il évoque « *la vive appréhension* » des populations rurales. Le rapport des Renseignements généraux dont il s'inspire est beaucoup moins nuancé : « *Dans le département… on continue à croire que le péril rouge n'est pas un vain mythe* » (26/09/44).

Le parti communiste, très actif à Nantes, l'est aussi dans le monde rural par l'intermédiaire du Front National : « *Le Front National déploie une grande activité dans presque toutes les communes du département* » (Préfet, 28/12/44). Les réunions organisées par le Front National et d'autres mouvements liés au parti communiste ne rencontrent guère de succès dans les campagnes de l'Ouest, bastion de la droite cléricale : « *Les milieux paysans montrent une certaine défiance vis-à-vis des ces mouvements, surtout lorsqu'ils en connaissent les tendances politiques. Le clergé de ce point de vue, se charge de leur éducation* » (Préfet, 1/02/1945). Clergé d'autant plus remonté que socialistes et communistes veulent supprimer les subventions à l'enseignement libre.

Dans sa stratégie de conquête du pouvoir le parti communiste n'a pas opté pour la manière forte mais va miser sur la séduction jouant la carte de l'union nationale et celle du patriotisme.

Lors de la réunion tenue salle Colbert le 14 septembre, qu'évoque le préfet dans son rapport cité plus haut, le principal orateur Dupuis, qui remplace au pied-levé C. Tillon nommé ministre de l'Air, après avoir rendu hommage aux fusillés de Châteaubriant, cité les derniers mots de Guy Mocquet, loué de Gaulle : « *d'avoir fait confiance à deux ministres du P. C. pour l'aider* » déclare : « *Grâce au parti communiste la résistance s'était installée en France et avait groupé tous les gens et toutes les idées : communistes, Action Française, Croix de Feu, quelques membres du clergé, ouvriers, intellectuels et paysans* » (Commissaire des R.G. 15/09/44). Après cette étonnante réécriture de l'Histoire on chante La Marseillaise, Le Chant du départ mais, si l'on en croit les R.G., pas L'Internationale.

Un mois plus tard le parti communiste veut affirmer son statut de parti de la Résistance, fédérateur et responsable, lors de l'anniversaire de l'exécution des cinquante otages. Il profite de l'occasion pour poser les fondements de ce qui deviendra selon l'expression de Didier Guyvarc'h un « *sanctuaire de la mémoire* »[18].

[18] D. Guyvarc'h, La construction de la mémoire d'une ville, Nantes 1914-1992, Septentrion, 1998).

À Nantes le 22 octobre 1944, après une messe solennelle célébrée par l'évêque à Saint-Similien, les personnalités (préfet, évêque, maire, C. Tillon ministre, Maurice Schumann « *représentant de la France combattante* »…) se retrouvent cours Saint-André : « *À l'issue d'une cérémonie grandiose et émouvante à la mémoire des cinquante otages… une foule énorme a écouté et applaudi les discours… Les orateurs ont rendu hommage à ces purs Français dont le sacrifice n'a pas été vain puis ils ont fait un puissant appel à l'union de tous les Français pour le service de notre patrie* » (Commissaire central, 24/10/44). Malgré la présence du nouveau ministre communiste Charles Tillon la population a surtout remarqué le gaulliste Maurice Schumann ancien porte-parole de la France Libre sur les ondes de Radio-Londres : « *La foule a particulièrement acclamé le capitaine Schumann dont le timbre spécial lui est familier à la radio depuis quatre ans* » (Commissaire central, 24/10/44).

Ce même jour une autre cérémonie se déroule dans la carrière de Châteaubriant pour commémorer 27 des 50 otages fusillés là, dont le P.C. revendique l'appartenance. L'évêque de Nantes a reçu une invitation qui commence ainsi : « *Monseigneur, Nous avons l'honneur de vous inviter au grand pèlerinage organisé par le Comité de la Journée du Souvenir…* »[19]. Jean Villepelet ne tint pas à « pèleriner » aux côtés de Fernand Grenier et Marcel Cachin invités d'honneur d'une démonstration de force organisée par et pour le parti communiste dont rend compte le sous-préfet de Châteaubriant :

« *Le 22 octobre l'anniversaire des fusillades de 1941 où 27 communistes ont été exécutés par les Allemands a été l'occasion d'une véritable mobilisation des effectifs communistes de la région par trains spéciaux et par cars. J'estime leur nombre à 15 000 environ. Bien que la manifestation se soit déroulée dans une atmosphère très patriotique et bien que toute idée politique en fut officiellement écartée il n'en est pas moins vrai qu'une telle réunion a constitué pour le parti communiste un puissant moyen de propagande* » (2/11/44).

Tout en instituant l'éclatement des lieux commémoratifs des « Cinquante otages » la cérémonie de Châteaubriant montre que le P.C., qui se revendique désormais le « parti des fusillés », fonde sa nouvelle légitimité sur la Résistance, détournée à son profit, et s'affirme comme une force politique apte à diriger le pays. Ceci n'est pas pour rassurer ses adversaires :

« *La politique intérieure suscite toujours les mêmes appréhensions. La crainte du communisme apeure les milieux ruraux et modérés du département. C'est un sentiment d'insécurité qui semble dominer les diverses tendances de l'opinion publique* » (Préfet, 28/12/44).

LA RESISTANCE DE L'OUEST

N° 58 — Prix : 1 fr. 50 QUOTIDIEN Lundi 23 Octobre 1944

Tél. 122.95 - 122.96 ADMINISTRATION ET RÉDACTION : 12, RUE SANTEUIL, NANTES

Trois ans après le sacrifice de leurs 50 martyrs

Nantes et Châteaubriant ont rendu un solennel hommage à leur mémoire

Nantes a célébré, hier, l'anniversaire d'un jour qui a fait frémir la France entière et frappa de stupeur ses alliés. Enfin on peut dire que cette cérémonie commémorative a réalisé l'unanimité

rémonie la plus grandiose. C'est dans ce cadre idéal que fut évoqué le souvenir de nos martyrs.

Dans la tribune, nous

Combattante ; Tillon, ministre de l'Air.

Des purs Français

Deux grandes idées se de-

avec la simplicité des hommes invincibles ».

Appel à l'union

Après l'hommage aux

Pendant plusieurs jours la presse locale a largement relayé les commémorations de l'exécution des cinquante otages, contribuant à la construction d'un véritable sanctuaire de la mémoire locale. (*La Résistance de l'Ouest*, 23 octobre 1944)

[19] Un évêque dans la guerre, opus déjà cité.

Ce sentiment d'insécurité entretenu dans une partie de la population par l'activisme du parti communiste et le comportement des FFI va provoquer l'échec politique de la Résistance et plus largement de la gauche lors des élections municipales d'avril-mai 1945 où les femmes votent pour la première fois. Sur 1446 conseillers municipaux élus dans les 97 communes de l'arrondissement de Nantes il n'y a que 81 résistants[20] et encore, parfois mal élus. À Guémené-Penfao deux listes s'affrontent : l'une de gauche menée par un ancien résistant et membre du Front national est battue ; les deux résistants qui se présentent sur la liste de droite élue, recueillent le plus faible nombre de suffrages. La poussée à gauche des municipalités recomposées, constatée par le préfet le 10 novembre, n'est pas confirmée. Le département conserve sa physionomie d'avant-guerre et le personnel politique n'est que peu renouvelé malgré les revirements idéologiques survenus. Nantes fait exception qui élit une liste « d'unité républicaine anti-fasciste de la Résistance » conduite par des organisations proches du parti communiste avec à sa tête Jean Philippot. Mais deux ans plus tard, en 1947, les Nantais se choisiront pour maire Henri Orrion, déjà nommé à ce poste par Vichy en 1942.

Alors que la guerre gronde encore aux portes de Nantes, les hommes et les femmes qui manifestent leur opinion aux élections municipales du printemps 1945 semblent vouloir oublier l'anormalité de l'Occupation pour retrouver leurs occupations normales d'avant-guerre, fermer la parenthèse. Pour cela, comme l'écrit le commandant de la gendarmerie le 15 décembre : « *On attend beaucoup du gouvernement* » et surtout de son *« chef clairvoyant et prestigieux qu'ils* [les habitants de la Loire-Inférieure] *vénèrent avec ferveur* » (Préfet, 10/11/44). Cette fois-ci il s'agit de de Gaulle.

**De Gaulle : naissance d'un mythe**

Après l'avoir écouté pendant quatre années à la radio de Londres, et entendu souvent, les Nantais découvrent enfin sur le sol français le général de Gaulle. Grâce aux articles des journaux et aux photos la voix est devenue un personnage, une silhouette familière elle aussi en uniforme militaire. Les sentiments qu'ils éprouvent pour le Général en ces premières semaines qui suivent la Libération nous sont transmis par le commissaire central de Nantes :

« *Un immense élan de gratitude et d'admiration a soulevé, comme ailleurs, la population de la Loire-Inférieure vers le général de Gaulle qui symbolise et personnifie pour elle la Résistance tant à l'extérieur qu'à l'intérieur et la restauration d'un régime démocratique dont la grande majorité portait en soi le regret* » (23/09/44).

Pour les Nantais libérés, de Gaulle c'est d'abord l'homme de la Résistance, celui qui l'a incarnée dès le premier jour et l'a ensuite animée sans vaciller malgré les difficultés. La statue du héros est solidement dressée :

« *De Gaulle attire les masses soulevées par un sentiment de gratitude et amies du chevaleresque dont il est entouré, celui qui incarne la Résistance et la victoire de notre pays* » (Commissaire central, 24/11/44).

La population est aussi reconnaissante à de Gaulle d'avoir restauré les institutions républicaines mais, dans les premières semaines, elle est partagée, selon le clivage habituel, sur l'usage que le chef du gouvernement va en faire :

*« Dans les milieux ouvriers ont fait un accueil enthousiaste à la politique du Président du comité par le seul fait de la présence au sein du gouvernement de membres du parti communiste* » (Commissaire des R.G. 15/09/44).

[20] Voir : Franck Liaigre, L'étrange ascension d'un maire de Nantes, Les éditions de l'atelier, 2002.

Dans les milieux conservateurs, sans surprise, on apprécie plus le général issu de bonne famille que le démocrate :

« *Les milieux bourgeois et commerçants semblent eux accueillir avec moins d'empressement la présence des communistes mais cependant tout en demeurant dans une extrême réserve font confiance au chef du gouvernement eu égard à sa personnalité, tant civile que militaire : pour eux en effet le général de Gaulle n'est pas seulement comme pour la masse un libérateur et le restaurateur des libertés démocratiques et républicaines mais avant tout un des leurs, car issu de moyenne bourgeoisie* » (Commissaire des R.G. 15/09/44).

La popularité du général de Gaulle ne se démentira pas dans les mois suivants. Elle ira même en augmentant se différenciant ainsi de celle du gouvernement dont il est pourtant le chef. C'est ce que révèlent les synthèses hebdomadaires du Contrôle postal.

À l'encontre du gouvernement on relève :

« *Les décisions gouvernementales sont commentées avec réserve mais plus souvent critiquées* » (25/11/44).

« *L'attitude du gouvernement est fortement désapprouvée* » (2/12/44).

Si les classes populaires font quelques reproches au gouvernement à propos de la lenteur de l'épuration et de la persistance du marché noir, les critiques les plus nombreuses émanent des milieux bourgeois. Remarquons qu'il faut relativiser l'importance de ces critiques en fonction de la source utilisée : le Contrôle postal. Les milieux favorisés prenant plus souvent la plume que les milieux populaires les avis des premiers sont sur-représentés dans la synthèse hebdomadaire réalisée par le président de la commission du Contrôle postal qui, conscient du phénomène, utilise souvent le conditionnel pour traduire l'état de l'opinion tel que le révèlent les correspondances échangées.

Le reproche le plus fréquemment formulé par les milieux conservateurs est celui-ci: « *Le gouvernement serait accusé de sectarisme et de partialité. Sa tendance à soutenir le communisme et à favoriser la classe ouvrière mécontenterait les paysans, les commerçants et les patrons. La nationalisation de toutes les entreprises serait impatiemment attendue des ouvriers mais désapprouvée de la classe patronale* » (Contrôle postal, 22/12/44).

Le gouvernement est aussi critiqué de façon quasi-obsessionnelle pour ses intentions sur une question ultra-sensible dans l'Ouest : « *Le gouvernement se montrerait également favorable au projet communiste concernant la laïcisation de l'enseignement* » (Contrôle postal, 25/11/44).

Il y a des critiques nauséeuses : « *L'opinion générale est que toutes les mesures prises par le gouvernement provisoire visent à favoriser les juifs en compensation des affronts qui leur ont été infligés au cours des années passées* » (Contrôle postal, 25/11/44). Ici l'auteur de la synthèse n'utilise pas le conditionnel ; mais sur combien de courriers repose cette « *opinion générale* » ?

La politique gouvernementale essuie des critiques mais le président du Gouvernement Provisoire de la république Française échappe à tout reproche, même de la part de ceux qui accablent ses ministres des pires intentions comme si l'on dissociait le général héros de la Résistance, libérateur de la nation, du chef du gouvernement. Le Contrôle postal se fait l'écho d'un concert de louanges allant crescendo :

11 novembre : « *Le général de Gaulle a une très grosse cote dans tous les partis. Les communistes sont même les plus fervents admirateurs* ».

25 novembre : « *Le général de Gaulle jouit d'une immense popularité* ».

15 décembre : « *Par sa vaillance et son courage le général de Gaulle aurait conquis la confiance de son peuple* ».

22 décembre : « *Le prestige du général de Gaulle est universel* ».

À peine le mythe Pétain s'est-il effondré que le mythe de Gaulle se met en place. Dans les premières semaines qui ont suivi la Libération c'est l'image du héros de la Résistance, sauveur providentiel de l'honneur national en 1940 et du pays menacé de guerre civile en 1944 qui s'est imposée. Puis à l'automne celle du garant de l'unité nationale : « *Il resterait le seul chef capable de faire taire les désaccords qui divisent le peuple* » (Contrôle postal, 22/12/44). Là où Pétain avait échoué en voulant établir l'unité de la nation sur le rejet de l'héritage républicain et la soumission puis la compromission avec l'occupant, plongeant le pays dans les divisions et les guerres intestines, de Gaulle reconstruit le tissu national autour de l'héritage jacobin et des valeurs de la démocratie. Enfin se construit une représentation, où de Gaulle est intimement associé à la grandeur de la France, qui fait oublier aux Français le désastre de 1940, l'humiliation de l'Occupation tout en flattant leur orgueil national. Le sous-préfet de Châteaubriant estime que la ferveur de l'opinion pour le chef de l'État tient au fait que : « *la France est en train de redevenir une grande puissance européenne* » (30/11/44) et pour soutenir son propos il relate la geste gaullienne de cet automne 1944 :

- La reconnaissance par les Alliés du GPRF qui « *a été accueillie avec une joie immense* » ;
- L'admission de la France à la Commission consultative interalliée ;
- La venue de Churchill et Eden à Paris à l'occasion du 11 novembre ;
- Le voyage à Moscou du général de Gaulle.

Le sous-préfet conclut : « *Cette intégration de notre patrie dans le concert des grandes puissances a été interprétée comme un succès personnel du général de Gaulle qui en a retiré un prestige encore accru* ».

« *D'autre part l'enthousiasme n'a pas été moins grand d'apprendre les succès militaires des Alliés et tout particulièrement ceux de l'armée française en Lorraine et en Alsace… L'armée française a repris déjà une éclatante revanche saluée par tous avec ferveur* » (30/11/44).

Le personnage de légende qui s'installe dans l'imaginaire collectif joue déjà son rôle de catalyseur des énergies. Au lendemain de la visite du général de Gaulle à Nantes en janvier 1945 le commissaire central, après avoir dressé un sombre bilan de la situation d'un département en ruines, toujours en proie à la guerre et aux privations de toutes sortes, écrit : « *Et pourtant le peuple a confiance dans l'avenir de la Nation. Sur le plan local la preuve en a éclaté vibrante et irrésistible lors de la réception enthousiaste du chef du gouvernement qui seul pouvait créer l'ambiance que Nantes a connu au matin du 14 janvier* » (22/01/1945).

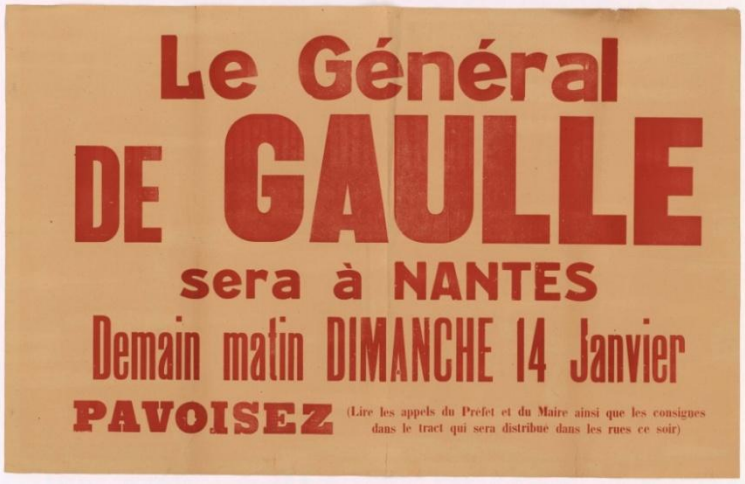
Cette visite était attendue depuis longtemps. Dès sa prise de fonction et dans chacun de ses rapports le préfet s'en fait l'écho : « *Les Nantais et avec eux les habitants du département de la Loire-Inférieure continuent à espérer et à souhaiter ardemment la venue du chef clairvoyant et prestigieux qu'ils vénèrent avec ferveur* » (Préfet, 10/11/44).

Le 11 novembre 1941, suite au drame des Cinquante otages, le chef de la France Libre avait distingué Nantes, la faisant première ville Compagnon de la Libération. Pour la population il va de soi que le Général viendra en personne remettre la décoration aux Nantais. Tout l'automne bruisse des rumeurs de sa venue :

« *L'annonce dans la presse de la venue à Nantes du général de Gaulle a soulevé un intérêt considérable dans le public qui s'apprête à recevoir avec élan le Chef de l'État qui décorerait la ville de l'ordre de la Libération, les Nantais n'étant pas peu fiers de voir leur ville la première à être dans le nouvel ordre attribué jusqu'alors à des personnalités dont les noms sont devenus presque légendaires* » (Commissaire central, 24/11/44). Il faudra encore patienter deux mois.

Au-delà du calcul des élus locaux, qui comptent sur l'aura du général de Gaulle pour rendre à la ville le rang qu'elle a perdu au profit d'Angers dans l'organisation régionale mise en place par Vichy, il faut voir dans l'empressement des Nantais l'espoir que le Général, sorte de thaumaturge, par sa seule présence mettra fin à une longue nuit, apaisera les douleurs d'une population meurtrie dans sa chair mais aussi dans son âme par les divisions, les luttes fratricides et toutes les petites lâchetés quotidiennes, les arrangements avec la morale qui ont conduit sinon à se soumettre au moins à attendre quand il aurait fallu choisir.

Après de nombreux contre-temps, de Gaulle est à Nantes le 14 janvier au matin. Bien que sa venue n'ait été annoncée que la veille et malgré le froid sibérien qui fige la ville sous un manteau neigeux, la foule est venue nombreuse et enthousiaste acclamer le « *chef du gouvernement de la République* » qui remet à la ville représentée par son maire, Clovis Constant, la Croix de la Libération et la Croix de Guerre. De quoi faire oublier la francisque remise par Pétain au maire H. Orrion suite aux bombardements de septembre 1943 qui avaient ému le Maréchal.




Bandeau imprimé à la hâte pour annoncer la venue du général de Gaulle. (AMN 6 Fi 6955)

Sur le cours Saint-Pierre, De Gaulle s'adresse aux Nantais en tant que chef d'une nation en reconstruction qui se bat encore et sera, il l'assure, bientôt victorieuse. Il évoque très rapidement, de façon allusive en quelques dates et quelques mots les drames de la ville : le passé. Il est venu tourner la page. Quelque ait pu être le parcours de chacun, la France a besoin de tous ses enfants pour redevenir la grande puissance depuis toujours inscrite dans l'Histoire. Aussi unité et rassemblement sont-ils les mots d'ordre qui dominent le discours.

Cette visite a suscité un grand enthousiasme populaire souligné par les journaux locaux, filmé par les « Actualités françaises » et confirmé par la synthèse du Contrôle postal du 30 janvier : « *L'énorme majorité des correspondants expriment leur enthousiasme après la visite du général de Gaulle à Nantes. La population nantaise garderait un souvenir inoubliable de cette manifestation et beaucoup regretteraient de n'avoir pu y assister par suite de l'incognito de sa venue. La simplicité du Général aurait conquis la foule et son prestige aurait encore grandi au cours de cette visite tant attendue des Nantais* ».

Le général de Gaulle vient de remettre à C. Constant, maire de Nantes, les décorations qui consacrent le passé résistant de la ville. (Coll. part.)

Alors que l'opinion s'abandonne à son nouveau chef mythique celui-ci, préoccupé par la reconstruction de l'unité nationale, pose les fondements d'un autre mythe, celui du résistencialisme (tous les Français, sauf quelques traîtres ont résisté… à leur façon), et met en place à Nantes la représentation d'un passé résistant de la ville qui occultera longtemps d'autres mémoires résistantes et favorisera quelques amnésies.

# Conclusion

Pétainistes ? Collabos ? Résistants ? Les reconstructions de la mémoire ou les nécessités de l'écriture cinématographique ont souvent réduit à ces alternatives tranchées les attitudes des Français de 1940 à 1944.

La réalité est plus complexe et cette étude montre que tenter l'histoire de l'opinion publique dans une ville, un département s'est s'aventurer dans des zones d'ombre, se confronter à l'ambiguïté.

Les Nantais de l'époque entrent mal dans les typologies définitivement établies. Les sentiments ambivalents, les parcours individuels marqués d'infléchissements, de ruptures, sous l'influence des événements échappent à la rationalité du Français d'aujourd'hui confortablement installé dans ses schémas de pensée. Le fait de rester fidèle au régime de Vichy ne signifie pas que l'on adhère à la politique conduite par le gouvernement, surtout dans le domaine de la collaboration. On peut être pétainiste tout en étant favorable à de Gaulle et méfiant à l'égard des résistants locaux. On peut être hostile à l'occupant, condamner la politique de collaboration et Vichy tout en doutant du général de Gaulle et des Alliés.

La confusion des sentiments individuels est à l'image de celle d'une société française imprégnée de la mémoire de la Grande guerre et de l'illusion de sa victoire trompeuse ; une société brisée, épuisée par la crise des années 1930 et qui assiste en 1940 à l'effondrement et à la décomposition de la nation. Par un terrible « abus de confiance » (P. Laborie) Pétain entraîne la population désorientée dans une équivoque qu'il sera, pour beaucoup, difficile de lever tant les questions d'ordre matériel occupent les esprits, déchirent le tissu social, aggravent la crise morale.

Montrer, expliquer la confusion des esprits, l'ambivalence des comportements n'exonèrent personne de ses responsabilités, n'excuse en rien les défaillances. Certains se sont engagés aux côtés de l'occupant. D'autres ont fait le choix de soutenir, de servir le régime malgré ses compromissions. Quelques uns, dès le début, ont décidé de ne pas se soumettre s'exposant au sacrifice de leur vie ; il ne leur fut pas épargné. La plupart ont choisi de ne pas choisir : d'attendre. Ils n'ont pas agi par calcul, par opportunisme, mais pris dans les réseaux embrouillés des propagandes qui sèment le doute, des peurs qui obstruent la raison, des petits trafics qui permettent de « s'en sortir », des pesanteurs idéologiques qui s'accordent si bien avec « Travail, Famille, Patrie » et qui inclinent à l'obéissance, au moins à la bienveillance envers l'autorité, ils ont élu refuge dans le non-choix. Ils en sortent parfois sous le coup d'un incident, d'un événement qui les révolte. Cela dure quelque temps, puis ils sont happés par le train des habitudes, ou bien enclenche un processus qui conduit à la solidarité, puis à la complicité avec la Résistance. Quelque fois à l'engagement.

Beaucoup resteront au refuge jusqu'à la Libération, et même un peu après, confus et craintifs. Certains persisteront dans l'ambivalence optant pour le nouveau régime, ou plutôt pour son chef, sans avoir compris, ou voulu comprendre, ce que l'État français avait de pernicieux et continueront à vénérer celui qui les avait abusés : « *Quelques Français font encore l'éloge du Maréchal. C'est lui qui a préservé le pays de l'effondrement total et l'a maintenu au-dessus de l'abîme, tandis que des misérables dénaturaient sa politique et profitaient des difficultés de l'heure pour sauver leurs propres intérêts* ». (Contrôle postal, 18/11/44).

Ce paysage du Pays nantais occupé où dominent les espaces incertains, les flous, les ambiguïtés laisse apparaître, en prenant un peu de recul, en essayant de capter l'impression générale sans se soucier du détail, quelques lignes de force susceptibles de l'organiser :

Une hostilité permanente et grandissante à l'égard de l'occupant même si, au plan individuel, on se permet quelques accommodements quand l'Allemand honni se fait client ou quand l'officier hébergé sur réquisition se montre si « correct ».

Une anglophilie précoce, fondée sur un espoir de libération rapide qui, malgré le sort contraire des armes jusqu'en 1942, se maintiendra pour s'élargir dans un soutien, parfois mis à rude épreuve, aux Alliés.

Indissociable au début de l'anglophilie, car porté par la radio de Londres puis s'en détachant, un gaullisme d'abord refuge du patriotisme blessé, de l'honneur outragé, symbole de la résistance à l'ennemi et qui se transforme petit à petit en acteur de la libération du pays et en alternative politique, ce qui sème alors le doute chez certains.

Un refus quasi-immédiat de la Collaboration qui va croissant au fur et à mesure que celle-ci s'accentue. Plus que les questions idéologiques elle provoque l'échec de l'adhésion au nouveau régime, mais n'empêche pas la vénération de son fondateur exempté de toute compromission par la force de son mythe. C'est pourtant cette politique de collaboration dans le domaine économique (STO) et policier (Milice…), catégoriquement rejetée, qui provoque le décrochage des plus fidèles partisans de Pétain, même s'ils ne vont pas jusqu'à le renier.

Par contre rejeter l'occupant, désapprouver la Collaboration, mettre son espoir en de Gaulle ne suffisent pas pour faire un résistant. Il n'y a pas eu de Résistance de masse en Loire-Inférieure, pas plus que dans le reste du pays. L'accommodement du plus grand nombre exige que l'on rende justice au souvenir de ceux qui ont choisi de dire non : de résister.

# Abréviations

| | |
|---|---|
| ACA | Assemblée des cardinaux et archevêques |
| AS | Armée secrète |
| CDL | Comité départemental de libération |
| CGT | Confédération générale du travail |
| CNR | Conseil national de la Résistance |
| COSI | Comité ouvrier de secours immédiat |
| DCA | Défense contre les avions |
| FFI | Forces françaises de l'intérieur |
| FN | Front national |
| FTP | Francs-tireurs partisans |
| GAJS | Groupes d'action pour la justice sociale |
| GC | Groupe Collaboration |
| GPRF | Gouvernement provisoire de la République française |
| JEN | Jeunes de l'Europe nouvelle |
| LVF | Légion des volontaires français contre le bolchevisme |
| MSR | Mouvement social révolutionnaire |
| NAP | Noyautage des administrations publiques |
| OCM | Organisation civile et militaire |
| ORA | Organisation de la Résistance armée |
| OS | Organisation secrète |
| OT | Organisation Todt |
| PC | Parti communiste |
| PF | Part franciste |
| PNB | Parti national breton |
| PPF | Parti populaire français |
| PSF | Parti social français |
| RAF | Royal air force |
| RNP | Rassemblement national populaire |
| SFIO | Section française de l'internationale ouvrière |
| Sipo-SD | Sicherheitspolizei-Sicherheitsdienst (police de sécurité, service de sécurité) |
| SNCASO | Société nationale des constructions aéronautiques du Sud-Ouest |
| SPAC | Service de police anticommuniste |
| SRMAN | Service de répression des menées antinationales |
| SS | Schutzstaffel (échelon de protection) |
| STO | Service du travail obligatoire |

# Sources

Pour réaliser ce travail nous avons été amenés à consulter de nombreux fonds d'archives conservés aux Archives Départementales de Loire-Atlantique (ADLA) et aux Archives Départementales du Maine-et-Loire (ADML).

Nous avons choisi de ne citer ci-dessous que ceux qui ont constitué l'essentiel de nos investigations, centrées sur l'état de l'opinion publique, pour laisser dans l'ombre tous les autres dossiers étudiés à propos de l'organisation et du fonctionnement des services préfectoraux, de la police, des Renseignements généraux et d'autres documents consultés sur des aspects très ponctuels.

Les rapports des préfets sont conservés, soit dans leur version définitive, soit sous la forme d'une première synthèse établie par le chef de cabinet à partir des rapports envoyés par les diverses administrations du département :

- aux ADLA cotes 1693 W 48 à 50 (les rapports sont classés chronologiquement année après année, mois par mois) ;
- aux ADML on trouve aussi les rapports envoyés par le préfet de la Loire-Inférieure au préfet régional d'Angers, à partir d'octobre 1941 à la cote 12 W 3 et suivantes.

Les rapports des différentes administrations (sous-préfectures, services de police, Renseignements généraux…) adressés au préfet pour établir son rapport mensuel sont classés dans l'ordre chronologique de 1940 à 1945 aux ADLA 1693 W 52 à 55.

Nous les avons complétés par :

- les rapports hebdomadaires ou bi-mensuels, selon les moments, des Renseignements généraux de Nantes et ceux de Saint-Nazaire envoyés au préfet régional d'Angers pour la période allant du 1er janvier 1943 au 10 août 1944 : ADML 77 W 64 à 69.
- les synthèses hebdomadaires réalisées par la commission du Contrôle postal, après la libération de Nantes, à partir de l'ouverture des courriers et de l'écoute des conversations téléphoniques : ADLA 1693 W 133 à 135.

Les notes et rapports des Renseignements généraux remplissent de nombreux cartons d'archives aux ADLA. Parmi les plus intéressants consultés pour notre étude signalons ceux concernant :

- le « Fichier départemental » réalisé en janvier 1943 qui dresse un état de la Loire-Inférieure (population, économie, opinion, vie politique…) : 1693 W 129
- les personnalités politiques, les maires : 1693 W 102
- les partis et organismes politiques : 1693 W 103 à 125
- les syndicats et mouvements sociaux : 1693 W 126 à 128
- des enquêtes sur des particuliers 1693 W 130 à 132

On peut y rajouter, réalisés par les R.G. et d'autres services de police, les dossiers concernant :

- les manifestations publiques (1er mai, 14 juillet, 11 novembre…) : 1673 W 83 – 84
- la radio française et les radios étrangères : 1673 W 76 et 1673 W 136

Pour connaître l'état d'esprit des communes et cantons nous avons consulté aux ADLA :

- les rapports des visites effectuées par le préfet et les sous-préfets dans les communes et cantons : 1673 W 57 à 62
- les adresses des conseils municipaux au maréchal Pétain : 1673 W 63
- les dossiers consacrés aux affaires communales 1673 W 65 – 66
- les correspondances à propos de la vente des portraits du maréchal Pétain dans les communes : 1673 W 52

Les fortes incidences des questions économiques et sociales sur l'état d'esprit des populations nous ont conduit à consulter aux ADLA de nombreux documents dont nous ressortons ceux concernant :

- la charte du travail : 1690 W 94
- la Relève et le STO : 1690 W 98 à 100
- la corporation paysanne : 1690 W 56

Parmi les journaux locaux, dont de nombreuses coupures sont ajoutées au rapport du préfet pour l'illustrer et dont les éditoriaux sont repris et analysés par les R.G., nous avons consulté surtout celui qui était le plus lu dans le département : *Le Phare de la Loire*.

Je tiens à remercier les équipes des Archives départementales de Loire-Atlantique et du Maine-et-Loire ainsi que celles des Archives municipales de Nantes pour leur aide et leur disponibilité. Un merci tout particulier à Alain Croix et Didier Guyvarc'h pour leurs conseils et leurs encouragements, et à Jacqueline Bourgeon pour le travail de relecture.

# Bibliographie

## Histoire nationale

Amouroux Henri, *La grande histoire des Français sous l'Occupation*, Laffont, 1976-1993
Aron Robert, *Histoire de Vichy*, Fayard, 1954
Azéma Jean-Pierre, *De Munich à la Libération*, Le Seuil, 1979
Azéma J-P et Bédarida F. (direction), *Vichy et les Français*, Fayard, 1992
Azéma J-P et Bédarida F. *La France des années noires* (2 tomes), Le Seuil, 1993
Baruch Marc-Olivier, *Servir l'Etat français, l'administration en France de 1940 à 1944*, Fayard, 1997
Berlière J-M. et Liaigre F., *Le sang des communistes*, Fayard, 2004
Cointet Michèle, *Nouvelle histoire de Vichy*, Fayard, 2011
Conan E. et Rousso H., *Vichy un passé qui ne passe pas*, Fayard, 1994
Durand Yves, *La France dans la Seconde guerre mondiale*, 1939-1945, A. Colin, 1989
Laborie Pierre, *L'opinion française sous Vichy*, Le Seuil, 1990
Noguères Henri, *Histoire de la Résistance en France*, Laffont, 1981
Ouzoulias Albert, *Les Bataillons de la jeunesse*, Editions sociales, 1967
Paxton Robert, *La France de Vichy*, Le Seuil, 1973
Rousso Henry, *Le syndrome de Vichy de 1944 à nos jours*, Le Seuil, 1987
Rousso Henry, *Les années noires*, Gallimard, 1992
Tillon Charles, *Les FTP soldats sans uniforme*, Editions Ouest-France, 1991

## Histoire régionale et locale

Belser Christophe, *La Collaboration en Loire-Inférieure 1940-1944*, (2 tomes) Geste éditions, 2005
Berger Laurent, *L'épiscopat nantais de Monseigneur Villepelet 1936-1966*, mémoire de maîtrise, faculté d'Histoire de Nantes, 1991
Bertin François, *Saint-Nazaire sous l'Occupation*, Ouest-France, 1989
Bloyet D. et Sauvage J-P., *La répression anti-communiste, Loire-Inférieure 1939-1944*, Geste éditions, 2005
Caillaud Paul, *Nantes sous les bombardements 1941-1945. Mémorial de la Défense passive*, Nantes par le livre, 1978
Bougeard Christian (direction), *Bretagne et identités régionales pendant la Seconde Guerre mondiale*, Université de Bretagne Occidentale, 2002
Bourgeon Jean, *Journal d'un honnête homme pendant l'Occupation*, L'Albaron, 1990
Bourgeon Jean, *Treillières un village au Pays nantais 1800-1945*, Coiffard Edition, 2012
Bourgeon Jean, *22 octobre 1941 - les 50 otages*, Château des ducs de Bretagne, 2007
Bourgeon J. et Jost M., *Un dernier tour en ville, un Nantais de la Belle Epoque aux cinquante otages, Léon Jost*, L'Albaron 1991
Chantepie Franck, *Nantes et la Loire-Inférieure dans la guerre 1940 – 1944*, Horvath, 1987
Cressard B. et Eudes O., *Nantes sous l'Occupation*, Ouest-France, 1981
Gasche Etienne, *Saffré, 28 juin 1944 : la mémoire des maquisard*s, Coiffard Edition, 2012
Guyvarc'h Didier, *La construction de la mémoire d'une ville Nantes, 1914-1992*, Presses universitaires du Septentrion, 1998

Lambert A. et Toczé C., *Etre juif à Nantes sous Vichy*, Siloë, 1994
Launay Marcel, *Un évêque dans la guerre, Les carnets de Mgr Villepelet évêque de Nantes (1940-1945)*, Opéra Editions, 2006
Lecornu Bernard, *Un préfet sous l'occupation allemande : Châteaubriant, Saint-Nazaire, Tulle*, France-Empire, 1984
Le Marec Georges, *La Bretagne dans la Résistance*, Editions Ouest-France, 1983
Liaigre Franck, *L'étrange ascension d'un maire de Nantes, André Morice, la collaboration et la Résistance*, Editions de l'atelier, 2002
Liaigre Franck, *Le drame des 50 otages en 30 questions*, Geste éditions, 2001
Ouvrage collectif, *Telles furent nos jeunes années, Le Pays castelbriantais sous l'Occupation*, Editions : Les dossiers de La Mée, 2009

Nantes, septembre 2013

Illustration 4e de couverture : ldes habitants de Guémené-Penfao, regardent passer les chars américains libérateurs dans le bourg le 4 août 1944 (Coll. Parti.)

# Au Pays nantais sous l'Occupation 1940 – 1944

Collabos ? Résistants ? Mémoire collective, romans, cinéma ont souvent réduit à ces alternatives tranchées les attitudes des Français de 1940 à 1944.

La réalité est plus complexe comme le montre ce livre qui décrit la façon dont la masse disparate des habitants de la Loire-Inférieure, les « Nantais », observent, jugent le régime de Vichy, son chef, la Résistance, l'occupant et ses affidés les collaborationnistes, la marche de la guerre. Par effet miroir les Nantais nous donnent une image d'eux-mêmes dans la temporalité d'un quotidien difficile fait de privations, de marché noir, d'alertes, de bombardements, de propagande, d'attentats suivis de mesures de répression parfois sanglantes.

Confrontés aux choix douloureux du présent, qui engagent l'avenir quand il faudra les assumer face aux générations suivantes, les Nantais partagés entre des sentiments ambivalents optent pour des parcours individuels hésitants marqués, sous l'influence des événements, d'infléchissements, de ruptures. On peut être fidèle au régime de Vichy tout en refusant sa politique de Collaboration. On peut être pétainiste tout en étant favorable à de Gaulle et méfiant vis-à-vis des résistants locaux. Cela échappe à la rationalité du Français d'aujourd'hui confortablement installé dans ses schémas de pensée.

Ce livre brosse un paysage du Pays nantais occupé où dominent les espaces incertains, les flous, les ambiguïtés. Il restitue le passé dans toute sa complexité.

**L'auteur :** Jean Bourgeon a un long parcours d'historien derrière lui. Après des études d'histoire à l'Université de Nantes il a exercé pendant près de 40 ans comme professeur d'histoire dans un lycée nantais. Seul ou avec d'autres historiens il est l'auteur de nombreux ouvrages, articles, expositions sur Nantes et le Pays nantais dont certains consacrés à cette période 1940- 1944. Il a reçu pour ses travaux le prix de l'Académie littéraire de Bretagne et des Pays de la Loire et le prix de la Société académique.